



# Coopération pour le développement 2020

APPRENDRE DES CRISES, RENFORCER LA RÉSILIENCE





# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT 2020 : APPRENDRE DES CRISES, RENFORCER LA RÉSILIENCE

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

#### Note de la Turquie

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

#### Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

#### **Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

OCDE (2021), *Coopération pour le développement 2020 : Apprendre des crises, renforcer la résilience*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b8d7cf8c-fr>.

ISBN 978-92-64-57472-4 (imprimé)

ISBN 978-92-64-96666-6 (pdf)

Coopération pour le développement : Rapport

ISSN 2074-7756 (imprimé)

ISSN 2074-7748 (en ligne)

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : [www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm](http://www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm).

© OCDE 2021

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.



# Préface

## **NOUS DEVONS TIRER LES LEÇONS DE CETTE CRISE POUR ÊTRE PLUS RÉSILIENTS COLLECTIVEMENT**

L'année 2020 nous a appris que, quels que soient notre richesse ou notre bien-être relatifs, notre sort est lié et nos systèmes interconnectés.

La crise liée au COVID-19 va sans doute constituer un véritable test pour la solidarité internationale. Indépendamment d'une crise sanitaire à l'origine de plus de 1.5 million de décès au moment de la rédaction du rapport, les mesures prises pour endiguer la propagation du virus ont eu des conséquences sociales et économiques dévastatrices, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Cette année, plus de 100 millions de personnes vont basculer dans l'extrême pauvreté et 270 millions d'individus connaîtront la faim. Les pertes et les souffrances humaines sont colossales.

En tant que communauté mondiale, nous sommes conscients qu'il est nécessaire d'œuvrer de concert pour éliminer cette menace partout dans le monde. Les principaux acteurs dans le domaine de la santé ont mis en place un nouveau mécanisme – le COVAX – dans le but de découvrir et de financer le développement d'un vaccin contre le COVID-19. Aujourd'hui, de multiples candidats vaccins semblent prometteurs. Toutefois, le seul moyen de mettre fin à cette pandémie est de veiller à ce que chacun y ait également accès,

indépendamment de sa situation financière. Contribuer à notre sécurité sanitaire collective par la coopération pour permettre une vaccination généralisée est l'un des exemples les plus éloquents des avantages mutuels qui peuvent naître de la solidarité.

Le prochain grand enjeu pour la solidarité mondiale, plus déterminant encore peut-être, sera de faire face aux retombées sociales et économiques de la crise dans les contextes dotés des moyens d'action publique ou des outils budgétaires les moins solides pour réagir face à la crise. En dépit du choc qui a frappé au même moment le monde entier et nonobstant la souffrance et l'angoisse qui se sont abattues sur les populations dans les économies avancées, ces derniers mois ont mis en évidence le soutien du public en faveur de la justice et de la mise en œuvre de structures de gouvernance mieux à même d'affronter des menaces mondiales et de préserver les biens publics mondiaux. Le soutien du public donne aux décideurs mandat pour agir en se dotant des moyens nécessaires et en poursuivant des réformes qui permettent de remédier aux fragilités sous-jacentes et aux inégalités qui ont fait le lit de cette crise.

Pour être plus résilients collectivement, nous devons veiller à ce que les pays, quel que soit leur stade de développement, trouvent leur propre voie vers une reprise forte, verte et inclusive. Le système multilatéral doit également intensifier ses efforts pour élaborer une approche internationale cohérente face aux enjeux de dimension mondiale que sont le changement climatique, les menaces sanitaires et la

montée des inégalités. Les approches fondamentales comme les approches nouvelles du financement de la coopération pour le développement, de l'élaboration des programmes et de la coordination présentées dans cet ouvrage sont tirées des enseignements et des éclairages nés de l'expérience de l'année écoulée. J'espère que la communauté de la coopération pour le développement pourra ainsi tirer les leçons des défis auxquels elle est confrontée, mettre

à profit les expériences réussies et continuer d'innover. Ce n'est qu'en suivant cette voie que nous pourrions regagner le terrain perdu, et aller de l'avant pour atteindre notre objectif commun, qui est de reconstruire sur de meilleures bases.



*Angel Gurría,*  
*Secrétaire général de l'OCDE*

# Avant-propos

Le rapport annuel *Coopération pour le développement* propose de nouveaux éléments factuels, idées et analyses sur le développement durable à l'intention des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, et de la communauté internationale dans son ensemble. Il a pour objet de promouvoir les bonnes pratiques et l'innovation dans la coopération pour le développement, et d'étayer et modeler les réformes et les changements de comportement afin de donner à tous les moyens d'une vie meilleure et d'atteindre les Objectifs de développement durable partout dans le monde. Chaque année, le rapport analyse une problématique d'actualité, qui relève de la politique de coopération pour le développement ou de son financement, ou qui la met à l'épreuve. Il présente également chaque année les « Profils des fournisseurs de coopération pour le développement », données qui couvrent plus de 80 apporteurs de coopération pour le développement – membres du CAD de l'OCDE, autres pays donateurs ou fondations philanthropiques.

Cette 58<sup>e</sup> édition fait le point sur l'impact, les leçons à tirer et les implications de menaces mondiales telles que la pandémie de COVID-19 pour la coopération pour le développement. La finalité ce rapport est d'étayer les stratégies des organismes de développement en vue de bâtir l'avenir sur de meilleures bases et d'être mieux préparés pour faire face à des crises planétaires, sur la base d'analyses et d'éclairages inédits. Le rapport, outre de mettre en avant et de faire connaître les enseignements à dégager de la coopération pour le développement, identifie

les principaux obstacles responsables des échecs. Le rapport formule des recommandations concrètes, qui pourraient être examinées par les membres du CAD et les participants à ses travaux, de même qu'au sein d'autres instances de coopération pour le développement. La Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE a travaillé tout au long de l'année 2020 à la production de ce rapport au fur et à mesure de l'évolution de la crise du COVID-19, en répondant aux demandes formulées par les membres pour obtenir des données sur lesquelles appuyer les mesures à prendre pour faire face à la crise et accompagner la reprise.

Le rapport comprend une synthèse et quatre sections principales. La synthèse présente une vue d'ensemble des leçons à en tirer, et propose en conclusion cinq points importants à inscrire à l'ordre du jour de l'agenda de la coopération pour le développement en 2021 et au-delà en vue de renforcer la résilience face aux chocs planétaires. La Partie I décrit quelques-unes des grandes tendances macroéconomiques que la crise du COVID-19 a accélérées, exacerbées ou inversées, et montre que les effets observés sont différenciés et exigent des réponses adaptées à chaque situation. La Partie II décrit les éclairages et enseignements à dégager des réponses apportées par les fournisseurs de coopération pour le développement, fait la lumière sur les choix et les arbitrages difficiles qu'ils ont à opérer, et analyse les facteurs qui améliorent l'aptitude des fournisseurs à apporter des réponses rapides et cohérentes tout en

prenant des risques. La Partie III étudie ce que pourrait signifier, concrètement, pour la coopération pour le développement, une action résolument axée sur le renforcement de la résilience, notamment grâce aux biens publics mondiaux. La Partie IV propose des estimations préliminaires du financement concessionnel mis à disposition au titre de la réponse à la pandémie de COVID-19 par les acteurs bilatéraux et multilatéraux, et décrit les grandes tendances et les défis que soulève le financement de cette réponse. Dans cette section finale, une infographie présente un aperçu des tendances qui se font jour et des éclairages relatifs au financement public du développement ainsi que des profils individuels où sont regroupées les principales données et

les priorités des fournisseurs publics et des fournisseurs philanthropiques d'aide, d'aide publique au développement et de financement du développement.

Chacune de ces sections présente un « point de vue » signé par une personnalité éminente, des chapitres analytiques rédigés par des experts externes et des équipes spécialisées de l'OCDE, ainsi que des études de cas qui proposent des éclairages sur des thématiques ou des régions géographiques données. Le rapport est publié dans son intégralité en anglais et en français, et sous la forme de résumés multilingues. Une version électronique et des supports d'accompagnement sont accessibles en ligne à l'adresse : [www.oecd.org/fr/cad/rapportcooperation-pour-le-developpement/](http://www.oecd.org/fr/cad/rapportcooperation-pour-le-developpement/).

# Remerciements

L'édition 2020 du rapport *Coopération pour le développement* a été préparée sous la direction globale de Jorge Moreira da Silva, Directeur de la Direction de la coopération pour le développement (DCD) de l'OCDE. Rahul Malhotra, Chef de la Division Examens, Résultats, Évaluations et Innovation pour le développement, DCD, a donné des orientations stratégiques. Ida Mc Donnell, Cheffe de l'équipe chargée du rapport, a dirigé la publication.

La gestion et la production du rapport et des aperçus synthétiques ont été assurées par une équipe principale composée de : Eleanor Carey, Jonas Thyregod Wilcks, Stacey Bradbury, Sara Casadevall Belles, Claudio Cerabino, Stephanie Coic, Jessica Voorhees, Katharina Satzinger et Autumn Lynch.

Des remerciements tout particuliers vont aux auteurs qui ont contribué au rapport, dont les noms sont cités dans la table des matières. Les membres du Comité d'aide au développement (CAD) et la Présidente du CAD, Susanna Moorehead, ont apporté orientations et conseils aux stades de la conception et aux étapes ultérieures de la préparation du rapport, notamment à l'occasion d'une séance de brassage d'idées qui a eu lieu en mai 2020, dans le cadre de discussions bilatérales et collectives, d'entretiens, ou des réponses à l'enquête sur lesquelles s'appuient les chapitres 4 et 9. Les membres du CAD et les autres fournisseurs de coopération pour le développement ont procédé à une vérification des données des « Profils des fournisseurs de coopération pour le développement », qui sont présentés succinctement dans les infographies des

« Aperçus synthétiques », compilés par Sara Casadevall Belles.

L'équipe et les auteurs des Chapitres 4 et 9 ont réuni un riche corpus de données concrètes, d'expériences et de réflexions sur la crise du COVID-19 tirées des travaux de la Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19 ; de la Peer Learning Series du CAD sur le thème *COVID-19: Preparing, Learning, Absorbing and Responding* ; ainsi que des réunions informelles de chefs économistes d'organismes internationaux de développement, réunis par l'OCDE en présence des partenaires clés. De hauts responsables des ministères et organismes chargés de la coopération pour le développement de l'Australie, des États-Unis, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège et de la Suède ont apporté des contributions, et la Corée et le Royaume-Uni ont communiqué des observations par écrit. Les chapitres se sont également appuyés sur un exercice de prospective organisé par le CAD et sur les contributions des membres aux travaux des réseaux et des communautés de pratique du CAD-OCDE couvrant l'évaluation du développement, la gouvernance, l'égalité femmes-hommes, l'environnement et le climat ; du Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (INCAF) ; de la communauté des spécialistes des résultats ; et la Communauté de pratique sur la société civile, ainsi que du Groupe de référence informel sur l'efficacité de la coopération pour le développement. Les experts et collègues suivants ont apporté des éléments d'information et revu, entre autres, ces deux chapitres : Aussama Bejraoui, Julia Benn,

Marisa Berbegal Ibanez, Emily Bosch, Eleanor Carey, Juan Casado-Asensio, Claudio Cerabino, Marilyn Cham, Guillaume Delalande, Kerri Elgar, Cyprien Fabre, Ana Fernandez, Jenny Hedman, Tomas Hos, Megan Kennedy-Chouane, Martin Kessler, Shashwat Koirala, Rahul Malhotra, Ida Mc Donnell, Santhosh Persaud, Cécile Sangaré, Amélie Schmidt-Ott, Rolf Schwartz, Rachel Scott, Henri-Bernard Solignac-Lecomte, Jonas Thyregod Wilcks, Marc de Tollenaere, Lisa Williams, Jacqueline Wood et Sandie Xu. Nos remerciements vont également à Andrea Ordóñez, Directrice, Southern Voice pour le concours qu'elle nous a apporté sur les études de cas.

La révision du rapport a été assurée par Susan Sachs, la relecture des épreuves par

Jennifer Allain et le soutien éditorial par Marilyn Smith. La maquette de couverture et les infographies ont été créées par Stephanie Coic. La traduction en français a été assurée par la Division de la traduction de l'OCDE, sous la supervision de Florence Burloux-Mader, et la relecture des épreuves par Sophie Alibert. Nous tenons à remercier également Janine Treves, Audrey Garrigoux, Florence Guérinot, Claudia Tromboni et Jonathan Dayot, de la Direction des affaires publiques et de la communication, pour leurs conseils sur la ligne éditoriale et la publication. Nos remerciements vont également à Erin Renner Cordell, Eric Bensel, Alexa Owens et James Purcell pour leur soutien éditorial et à la communication, ainsi qu'à Sylvie Walter et Virginie Buschini, pour leur soutien administratif et de gestion.

# Éditorial

La pandémie de COVID-19 a entraîné une crise d'ampleur mondiale, mais ses conséquences sont inégales, les plus pauvres en étant les toutes premières victimes. Les appels en faveur d'un soutien international aux pays en développement à la hauteur de l'ambition du Plan Marshall restent sans réponse. Il est encore trop tôt pour savoir comment l'Histoire jugera le rôle de la coopération pour le développement dans la réponse globale apportée à la crise. Le présent rapport dresse un bilan de la situation et regroupe toutes les données concrètes disponibles. Il nous sera utile pour formuler nos politiques publiques et amplifier leur impact au cours de la reprise, pour démontrer l'intérêt d'une réponse ambitieuse, et pour tirer des enseignements de l'expérience afin de déterminer comment rendre la coopération pour le développement plus efficace lors de futures crises.

La pandémie a pris par surprise les fournisseurs de coopération pour le développement tout comme le reste du monde. Ils doivent réagir avec promptitude et flexibilité pour adapter leurs activités et apporter une réponse à la crise dans les pays partenaires. Aucun secteur n'est épargné par la pandémie. Des ressources déjà rares ont été sollicitées à l'extrême, ont dû être réaffectées ou ont été utilisées par anticipation. L'approche fondée sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix a été utile, nous rappelant qu'il ne faut pas négliger le développement à long terme lorsqu'il s'agit de répondre aux demandes immédiates liées à la crise, de mettre en application la

planification et la programmation conjointe, et d'intégrer dans la réponse à l'urgence les fondements de la reprise. Les résultats, à l'évidence, ont été mitigés, mais l'expérience – de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas – permet de dégager des enseignements importants qui sont présentés dans ce rapport. Nous ne connaissons pas encore toutes les répercussions sociales et économiques de la pandémie dans les pays en développement, mais nous savons en revanche que bien des avancées acquises au cours des vingt dernières années risquent d'être effacées. Nous savons que l'extrême pauvreté augmente fortement, notamment dans les zones urbaines. Nous savons que de nouvelles zones de concentration de la faim se font jour dans des pays à revenu intermédiaire. Nous savons que les femmes et les filles supportent l'essentiel du surcroît de soins non rémunérés, de l'aggravation du chômage et de la montée des violences domestiques. Dans une proportion inquiétante de pays en développement, la concrétisation des Objectifs de développement durable n'est pas seulement hors d'atteinte, elle s'éloigne de plus en plus.

Les appels à « reconstruire pour un meilleur avenir » se font de plus en plus pressants. La coopération pour le développement doit faire davantage pour aider les pays partenaires à accomplir leur transition vers des économies résilientes et à faible émission face au changement climatique. Elle doit travailler avec le secteur privé pour favoriser une croissance riche en emplois. Elle doit s'attaquer à des inégalités croissantes et profondément enracinées. Elle doit investir

davantage dans la prévention des conflits et la paix. Elle doit accroître ses dépenses en matière de soutien aux réfugiés, de santé et d'éducation et de protection sociale, ainsi que pour créer des conditions favorables à la société civile. Autant de chantiers à poursuivre, et d'autres encore, tout en agissant pour faire face aux crises alimentaires, sanitaires ou humanitaires. La liste est longue et les ressources rares. Ce rapport concourt à plaider en faveur de ressources supplémentaires, en montrant que la coopération pour le développement fonctionne même lorsqu'une crise met à l'épreuve tous les pays du monde.

Rien de cela ne sera possible si les pays en développement n'ont pas accès aux vaccins, objectif qui doit être la priorité absolue. L'AMC (Garanties de marché) COVAX de Gavi doit encore mobiliser 5 milliards USD pour être en mesure de distribuer 1 milliard de doses vaccinales à 92 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en 2021. La pandémie durera encore plus longtemps si les pays pauvres n'ont pas accès aux vaccins, et les conséquences pour l'économie et pour le développement à l'échelle mondiale seront encore plus sévères. L'aide publique au développement (APD) est essentielle, mais elle ne peut pas tout. La coopération pour le développement doit agir sur plusieurs fronts – en aidant les pays partenaires à élaborer des campagnes de vaccination de masse adaptées aux contextes qui leur sont propres, et en collaborant avec des organisations multilatérales et avec le secteur privé en vue de promouvoir des campagnes de communication, de mobiliser des financements additionnels, et de veiller concrètement à la cohérence des politiques publiques et de la réglementation.

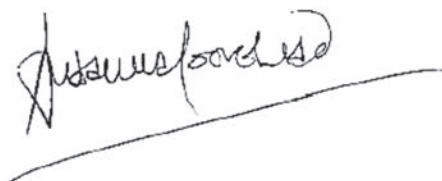
Nombre des voix qui s'expriment dans ce rapport nous mettent en garde contre la menace d'une nouvelle crise mondiale. Il est impératif de tirer les leçons de la crise actuelle pour renforcer notre résilience face à la prochaine crise. Il sera utile de s'inspirer de l'expérience du mécanisme COVAX

pour étayer la conception de plateformes coordonnées visant à promouvoir des biens publics mondiaux, notamment ceux qui atténuent l'impact du changement climatique. Des systèmes nationaux solides ont joué un rôle déterminant dans les réponses efficaces qui ont été apportées à la pandémie, ce qui montre une fois de plus qu'il est nécessaire de les renforcer, tout comme les institutions qui y sont associées. De nombreux fournisseurs de coopération pour le développement apportent un soutien pour renforcer les capacités de riposte face à la crise et la résilience, mais ils doivent apprendre à mieux travailler ensemble pour maximiser leur efficacité. Nous devons être capables de suivre et de vérifier la contribution apportée par l'APD. Les premières estimations tirées d'une enquête de l'OCDE indiquent que les membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont mobilisé 12 milliards USD pour soutenir les pays en développement dans leur réponse face à la crise du COVID-19, mais elles ne permettent pas de dresser un tableau d'ensemble. Les acteurs du développement ont déclaré qu'ils auraient pu être mieux préparés – individuellement et collectivement – face à la pandémie, et le cloisonnement de systèmes ad hoc de partage des données, des observations et des informations a rendu difficile l'élaboration d'une réponse coordonnée.

L'heure est venue pour la coopération pour le développement de contribuer à renforcer la résilience dans les pays en développement et d'améliorer leur aptitude à résister aux chocs, à les absorber et à s'en relever. Les stratégies consistant par exemple à intégrer l'action climatique dans les programmes de développement multisectoriels et à soutenir sur le long terme les systèmes nationaux ne sont pas une nouveauté. Nous savons ce qui fonctionne et nous devrions porter à une échelle supérieure les initiatives qui se sont révélées efficaces. Le secteur privé, la philanthropie et la société civile ont tous un rôle à jouer. Tous les citoyens, quel que soit leur âge ou leur sexe, doivent faire partie de ce processus.



L'Histoire datera peut-être de l'année 2020 la véritable entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Ce que nous avons appris jusqu'ici, c'est que pour relever les défis de notre siècle, nous devons nous doter d'une architecture de la coopération pour le développement qui



*Susanna Moorehead*  
*Présidente,*  
*Comité d'aide au développement*

soit réactive, flexible et qui dispose des ressources et des capacités d'investir dans la résilience pour l'avenir. Si nous y parvenons, nous aurons écrit un chapitre mémorable de l'histoire de la coopération pour le développement.



*Jorge Moreira da Silva*  
*Directeur,*  
*Direction de la coopération pour le*  
*développement*



# Table des matières

PRÉFACE	3
AVANT-PROPOS	5
REMERCIEMENTS	7
ÉDITORIAL	9
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	17
RÉSUMÉ	19
SYNTHÈSE : RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AUX CHOCS PLANÉTAIRES	24
Ida Mc Donnell & Eleanor Carey	
PARTIE I LA CRISE DU COVID-19 EXACERBE LES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT À L'ÉCHELLE MONDIALE	51
POUR METTRE UN TERME À LA PANDÉMIE MONDIALE, NOUS AVONS BESOIN DE SOLUTIONS MONDIALES : POINT DE VUE	53
Gayle Smith	
1. LES EFFETS DU COVID-19 PAR LE PRISME DE L'EXPOSITION AUX RISQUES ET DE LA RÉSILIENCE	56
Jan Rielaender	

<b>2. LA PANDÉMIE DE COVID-19 MET EN LUMIÈRE L'URGENCE DE LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>	<b>73</b>
Pedro Conceicao	
<b>3. DES DONNÉES À L'APPUI DE L'ÉLABORATION DES POLITIQUES EN PÉRIODE D'INCERTITUDE</b>	<b>82</b>
Twivwe Siwale & Nicholas Wilkinson	
<b>AU KENYA, LA CRISE A DES RÉPERCUSSIONS SUR LA VIE ET LES MOYENS D'EXISTENCE EN MILIEU RURAL</b>	<b>92</b>
Oscar Ochieng	
<b>MOBILISER LA COMMUNAUTÉ POUR LUTTER CONTRE LES FAUSSES INFORMATIONS DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS ROHINGYAS</b>	<b>97</b>
Erina Mahmud	
<b>LE RÔLE D'IMPULSION DES JEUNES DANS LA RIPOSTE À LA CRISE ET LE SOUTIEN À DES COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES</b>	<b>102</b>
Daniel Calarco	
<b>PARTIE II ÉCLAIRAGES ET ENSEIGNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>109</b>
<b>DE LA RÉACTION À UNE REPRISE RÉSILIENTE : POINT DE VUE</b>	<b>110</b>
Vera Songwe	
<b>LE « TEAM EUROPE » EST ATTACHÉE À UN PROCESSUS DE RELANCE ÉQUITABLE, DURABLE ET INCLUSIF : POINT DE VUE</b>	<b>112</b>
Jutta Urpilainen	
<b>4. UNE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTÉE ET RÉACTIVE</b>	<b>115</b>
Mags Gaynor & Anita King	

<b>5. REPOUSSER LES LIMITES DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ACTUEL ET FUTUR</b>	<b>146</b>
Masood Ahmed & Hannah Brown	
<b>BÂTIR L'ÉCONOMIE DU QUOTIDIEN À PARTIR DE LA BASE : UNE STRATÉGIE DE RÉSILIENCE EN CAS DE CRISE</b>	<b>155</b>
Sally Roever & Poonsap Tulaphan	
<b>LE DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE DE L'AFRIQUE : PRÉPARER L'AVENIR NUMÉRIQUE</b>	<b>160</b>
Tunde Fafunwa	
<b>PARTIE III RECONSTRUIRE SUR DE MEILLEURES BASES EN RENFORÇANT LA RÉSILIENCE</b>	<b>167</b>
<b>UN ACCÈS ÉQUITABLE AUX VACCINS CONTRE LE COVID-19 DOIT RESTER UNE PRIORITÉ SI NOUS VOULONS METTRE UN TERME À CETTE CRISE : POINT DE VUE</b>	<b>169</b>
Seth Berkley	
<b>6. REPENSER LE FINANCEMENT DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR UNE RÉSILIENCE MONDIALE</b>	<b>172</b>
Inge Kaul	
<b>7. LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE EN PRATIQUE</b>	<b>186</b>
Eleanor Carey, Jonathan Marley & Harsh Desai	
<b>8. UNE SEULE SANTÉ : UNE APPROCHE HOLISTIQUE MULTISECTORIELLE VISANT À RÉDUIRE LES RISQUES DE MALADIE ET À DÉVELOPPER LA RÉSILIENCE</b>	<b>199</b>
Anna Okello	
<b>UN DÉVELOPPEMENT RÉSILIENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>	<b>208</b>
Juan Casado-Asensio, Takayoshi Kato & Jens Sedemund	

<b>FAVORISER LA RÉSILIENCE INSTITUTIONNELLE</b>	<b>216</b>
Catherine Anderson & Marc De Tollenaere	
<b>CONSOLIDATION DES SYSTÈMES SOCIAUX</b>	<b>221</b>
Christoph Strupat & Paul Marschall	
<b>PARTIE IV LE FINANCEMENT ET LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT À L'HEURE DU COVID-19</b>	<b>227</b>
<b>UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE SOLIDE ET RÉACTIVE EST INDISPENSABLE À LA REPRISE MONDIALE : POINT DE VUE</b>	<b>229</b>
Adama Coulibaly	
<b>9. ESTIMATIONS DES FINANCEMENTS CONSACRÉS À LA RIPOSTE AU COVID-19 AU TITRE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 2020</b>	<b>231</b>
Mags Gaynor, Anita King & Yasmin Ahmad	
<b>10. PROFILS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT EN UN COUP D'OEIL</b>	<b>245</b>

### Suivez les publications de l'OCDE sur :



[http://twitter.com/OECD\\_Pubs](http://twitter.com/OECD_Pubs)



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/oecdlibrary>



<http://www.oecd.org/oecdirect/>

### Ce livre contient des...

**StatLinks** 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

# Sigles et abréviations

ACIAR*	Australian Centre for International Agricultural Research
ACT*	Accès aux outils de lutte contre la COVID-19
AMC*	Garanties de marché
APD	Aide publique au développement
ASEAN*	Association des nations d'Asie du Sud-Est
BMZ*	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (Allemagne) <i>Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung</i>
BPM	Bien public mondial
CAD	Comité d'aide au développement
CE	Commission européenne
CEA-ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
COVID-19	Maladie à coronavirus
CREC	Communication des risques et engagement communautaire
G7	Groupe des Sept
GAVI*	Global Alliance for Vaccines and Immunization
HPAI*	Grippe aviaire hautement pathogène
IDA	Association internationale de développement
ISSD	Initiative de suspension du service de la dette
ODD	Objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PACT*	Partenariat pour l'accélération du dépistage de la COVID-19
PIB	Produit intérieur brut
PFR	Pays à faible revenu
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRI	Pays à revenu intermédiaire
PRITI	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
RAM	Résistance aux antimicrobiens
SARS*	Syndrome respiratoire aigu sévère
TOSSD*	Soutien public total au développement durable
UE	Union européenne
USAID*	Agence des États-Unis pour le développement international <i>United States Agency for International Development</i>
USD*	Dollar des États-Unis
WIEGO*	Femmes dans l'emploi informel : Globalisation et Organisation

\* Sigle dans la langue originale







# RÉSUMÉ

---

## LE CORONAVIRUS (COVID-19) : UNE PANDÉMIE, DIFFÉRENTES RÉALITÉS

L'année 2020 sera toujours associée au COVID-19 – à la fois pour la pandémie et pour la crise sanitaire, économique et sociale mondiale qu'elle a entraînée. La concrétisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 semble désormais beaucoup plus lointaine. Si les progrès accomplis sur la trajectoire du développement à l'échelle mondiale étaient déjà insuffisants avant la pandémie, ils s'inscrivent désormais en recul. Cette année, plus de 100 millions de personnes vont basculer dans l'extrême pauvreté et 270 millions de personnes connaîtront la faim. Selon certaines estimations, la crise effacera tous les progrès accomplis en termes de développement humain au cours de la décennie écoulée.

Pour beaucoup des femmes, hommes et enfants les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, la pandémie de COVID-19 n'est pas la menace la plus importante pour leur vie et leurs moyens de subsistance. De fait, la crise exacerbe les inégalités préexistantes, à la fois entre les pays et au sein des pays. Ces inégalités se répercutent sur la distribution et la gravité des effets multidimensionnels, en créant des réalités différentes. Les disparités qui

existent entre les pays dans leur capacité à financer les mesures de confinement et autres initiatives visant à endiguer la pandémie limitent aussi leur aptitude à atténuer ses effets socioéconomiques sur les moyens de subsistance et sur les groupes vulnérables. Les pays de l'OCDE comptent pour 84 % du total des financements des plans de relance qui ont été levés à l'échelle mondiale pour faire face à la pandémie tandis que les pays en développement sont confrontés à un déficit de financement d'au moins 1 000 milliards USD. Tous les défis que la coopération pour le développement tentait de relever avant 2020 – montée des inégalités et populations marginalisées, autonomisation économique des femmes et violences sexistes, précarité de l'emploi, crises humanitaires ou encore augmentation du nombre de personnes déplacées – ont laissé les populations et les pays sans défense lorsque le virus, dont on prédisait pourtant l'apparition, s'est abattu sur un monde qui n'y était pas préparé.

## LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT MISE À L'ÉPREUVE

La pandémie a mis à l'épreuve la coopération pour le développement de façon inédite. Elle a bouleversé les méthodes de travail, les modèles de partenariats et

d'entreprise, et mis sous pression les finances publiques. Dans ce contexte, les organismes de coopération pour le développement ont fait preuve d'une agilité impressionnante pour prendre en compte les dimensions sanitaires et humanitaires de la pandémie tout en veillant à la continuité des programmes. Ils ont également montré leur créativité en réaffectant les fonds budgétisés et en levant de nouvelles ressources. Il ressort des premières estimations de ce rapport que les membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont mobilisé 12 milliards USD pour soutenir les pays en développement face à la crise du COVID-19. S'agissant de l'avenir, les premiers signes d'une crise du financement semblent se profiler à l'horizon. Or, si de nombreux acteurs ont indiqué qu'ils préserveraient les budgets d'aide publique au développement (APD) et si certains les ont même augmentés au cours de cette période, il est difficile de savoir, compte tenu des effets économiques de la crise, s'il sera possible d'accroître les volumes d'APD ou même de les maintenir à niveau face à des besoins croissants.

Des occasions ont été manquées à mesure qu'évoluait la crise du COVID-19, avec des implications qui ne se feront sentir qu'à terme. Nombre des appels à financement lancés en 2020 n'ont pas atteint les objectifs fixés. Le Plan mondial de réponse humanitaire COVID-19, par exemple, enregistre un déficit de financement de 6.1 milliards USD. Du fait du partage limité des éléments factuels et des données, certaines décisions ont dû être prises dans un climat d'incertitude extrême. Et si la coordination internationale a donné quelques résultats, par exemple, en concevant un mécanisme tel que l'Accélérateur d'accès aux outils COVID-19 (ACT) en vue de mettre au point et de produire des tests, des traitements et des vaccins et d'en assurer un accès équitable, la communauté internationale a eu du mal à mettre en place une action et des réponses coordonnées au moment même où le besoin s'en faisait le plus sentir.

## RENFORCER LA RÉSILIENCE : LES ACTIONS CONCRÈTES À MENER POUR LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT EN 2021 ET AU-DELÀ

La crise du COVID-19 vient confirmer les leçons que les acteurs internationaux du développement ont apprises et réapprennent avec chaque nouvelle crise. Les débats internationaux sur l'avenir de la coopération pour le développement rappellent qu'il est impératif de collaborer pour vaincre le virus et sortir de cette pandémie mieux préparés et mieux équipés afin d'être en mesure de faire face à de nouvelles pandémies et autres menaces planétaires, ou d'en atténuer les effets. En accordant une attention renouvelée au renforcement de la résilience – c'est-à-dire l'aptitude à surmonter et absorber des chocs en en sortant transformés pour le mieux – au sein des communautés, des institutions et des systèmes économiques, sociaux et environnementaux, le développement international peut jouer un rôle crucial en termes de renforcement des capacités. Aux premiers rangs des priorités figurent cinq actions clés qui contribueront au renforcement de la résilience :

- **Intégrer l'action climatique dans les stratégies de développement multisectorielles.** Les politiques doivent donner aux gouvernements et aux responsables de l'action publique les moyens de remédier simultanément à divers problèmes : vaincre le virus et soutenir la reprise, atténuer les multiples facteurs de tension qui sont à l'origine de crises, et améliorer la résilience face à d'autres menaces planétaires. Parer à la dégradation de l'environnement et à l'urgence climatique est une condition préalable à une reprise et à un développement durable plus résilients. De nombreuses stratégies

multisectorielles pourraient être portées à une échelle supérieure, comme l'approche « Une seule santé » qui prône la prise en compte simultanée des dimensions animale, humaine et environnementale de la santé.

- **Soutenir sur le long terme les systèmes nationaux.** S'il est un enseignement évident à tirer de la crise du COVID-19, et des crises précédentes, c'est que les capacités des pouvoirs publics constituent un facteur clé pour mettre en place des réponses efficaces face à la crise. Les réformes qui contribuent à mettre en place des systèmes solides et performants jouent un rôle crucial pour renforcer la résilience face aux crises futures, aussi bien au sein des pays que pour éviter des externalités négatives à l'échelle mondiale. La crise ouvre des possibilités de faire fond sur les mesures d'urgence pour renforcer les systèmes de santé, de protection sociale et de données et autres éléments factuels.
- **Éviter une crise du financement du développement.** La mobilisation internationale n'a pas suffi à combler les déficits de financement engendrés par la riposte à la crise. Les acteurs devraient continuer de travailler ensemble afin de rechercher des solutions face à une dette insoutenable et de multiplier les sources de nouveaux financements. Les financements doivent être concentrés sur les pays et les populations dont les besoins sont les plus grands et permettre une plus grande transparence des apports en temps de crise.
- **Intensifier les actions collectives visant à fournir et préserver les biens publics mondiaux.** Le manque de préparation à des événements dont l'impact est élevé mais qui sont peu fréquents s'explique en partie par le sous-investissement dont pâtissent les biens publics mondiaux. La crise du COVID-19 a placé la sécurité sanitaire – un

bien public mondial – en tête des priorités internationales. Dans le même temps, elle a mis en évidence l'urgence qu'il y a à investir dans d'autres biens publics mondiaux, comme la biodiversité et l'adaptation au changement climatique ou l'atténuation de ses effets, de sorte qu'ils soient préservés et que leur fourniture permette d'éviter une crise similaire, voire plus grave encore. Les nouvelles initiatives multilatérales à caractère inclusif mises en place pour le traitement du COVID-19 et l'accès aux vaccins pourraient être un modèle à suivre pour la coordination et le financement de mécanismes visant d'autres biens publics.

- **Élaborer des stratégies et des solutions d'urgence pour faciliter la coordination internationale en cas de crise.** Les acteurs de la coopération pour le développement ont l'occasion de tirer les leçons des lacunes existantes en matière de coordination et d'élaborer des stratégies et des solutions d'urgence pour faire face à des défis, des chocs ou des crises de dimension planétaire. De telles stratégies devraient permettre aux différents acteurs d'échanger sans délai des données, éléments factuels, plans et des informations stratégiques afin d'étayer les mesures adoptées pour faire face aux crises et d'accélérer la prise de décisions de façon à répondre aux besoins des populations les plus pauvres et des pays ayant le plus de besoins.

Mener à bien un programme d'action qui donne lieu à des initiatives transversales plus intégrées, qui renforce les systèmes nationaux, qui augmente les financements à l'appui du développement, qui accélère les actions relatives aux biens publics mondiaux et qui améliore la coordination placera la communauté de la coopération pour le développement en bonne position pour accompagner une reprise forte, résiliente, verte et inclusive.



## TIRER LES LEÇONS DES CRISES, RENFORCER LA RÉSILIENCE



- **Rapidité** des réponses sanitaires et humanitaires, accélération des achats de fournitures médicales et priorité donnée aux campagnes d'information
- **Souplesse** dans l'utilisation des fonds de réserve, réaffectation des budgets, réorientation des programmes existants et mobilisation de nouveaux financements
- **Créativité** pour concilier continuité de l'action et mesures d'urgence, en misant sur l'innovation locale et en mettant à profit les enseignements tirés de crises antérieures

- **Priorités concurrentes** dans la réponse aux chocs sanitaires et socioéconomiques, impacts différenciés selon le sexe et conflits et crises préexistants
- **Financements sollicités** à l'extrême pour répondre à des besoins humanitaires et de développement croissants et pour fournir des biens publics mondiaux
- **Systèmes ad hoc et cloisonnés de partage de l'information**, des observations factuelles et des données qui rendent difficile une réponse coordonnée

### ACTIONS À MENER POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE

- Intégrer l'action climatique dans les stratégies de développement multisectorielles**
  - Soutenir sur le long terme les systèmes nationaux**
  - Éviter une crise du financement du développement**
  - Intensifier les actions collectives visant à fournir et préserver les biens publics mondiaux**
  - Élaborer des stratégies et des solutions d'urgence pour faciliter la coordination internationale en cas de crise**
-

# SYNTHÈSE : RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AUX CHOCS PLANÉTAIRES

Ida Mc Donnell & Eleanor Carey, Direction de la coopération pour le développement, OCDE

## ABSTRAITE

La pandémie de COVID-19, qui a modelé le cours de la coopération pour le développement en 2020 et a mis le système à l'épreuve, a défini les priorités d'action pour 2021 et au-delà. Ce chapitre de synthèse donne une vue d'ensemble des réponses financières et programmatiques apportées par les acteurs du développement. Il décrit également les défis qui se profilent en matière de financement et de coordination alors que de nouveaux besoins entrent en concurrence dans un contexte où le soutien international à l'appui du développement durable est déjà en tension. Le chapitre propose des pistes en faveur d'une action audacieuse et d'une réforme systémique de la part de la communauté internationale du développement en vue de bâtir des systèmes nationaux et internationaux résilients, capables de faire face à des chocs planétaires et de fournir des biens publics mondiaux tout en consolidant les axes fondamentaux qui sous-tendent le développement durable.

## Introduction

La pandémie actuelle – ou une pandémie – était prévue<sup>1</sup>, mais le monde n’y était pas préparé. Au moment de la rédaction, le virus avait tué plus de 1.5 million de personnes (OMS, 2020<sub>[1]</sub>), surchargé les systèmes de santé et entraîné une mise à l’arrêt des économies et des sociétés. Le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait régresser de 4.2 % en 2020 (OCDE, 2020<sub>[2]</sub>). Les heures de travail perdues équivalent à 495 millions d’emplois (BIT, 2020<sub>[3]</sub>) à temps plein. Selon les estimations, 115 millions d’individus de plus pourraient basculer dans l’extrême pauvreté, c’est-à-dire vivre avec 1.90 USD par jour ou moins (Banque mondiale, 2020<sub>[4]</sub>) et 270 millions de personnes connaîtront la faim cette année. Ces effets dévastateurs sont une confirmation cruelle de l’intérêt de la prévention, sur les plans tant humain que financier. Le coût annuel de la prévention se chiffre peut-être en milliards, mais celui de la pandémie de COVID-19 s’élève déjà à des milliers de milliards au bas mot. En d’autres termes, les pertes à l’échelle mondiale du fait d’une seule crise équivalent à pas moins de

500 ans d’investissements dans la préparation à des crises sanitaires d’ampleur planétaire (Conseil mondial de suivi de la préparation, 2020<sub>[5]</sub>).

Les débats internationaux sur l’avenir de la coopération pour le développement rappellent qu’il est impératif de collaborer pour vaincre le virus et sortir de cette pandémie mieux préparés et mieux équipés pour faire face à de nouvelles pandémies et autres menaces planétaires, ou en atténuer les effets. En accordant une attention renouvelée au renforcement de la résilience – c’est-à-dire l’aptitude à surmonter et absorber des chocs en en sortant transformés pour le mieux – au sein des communautés, des institutions et des systèmes économiques, sociaux et environnementaux, les acteurs internationaux du développement peuvent jouer un rôle crucial en termes de renforcement des capacités.

La concrétisation des Objectifs de développement durable (ODD) d’ici 2030 est devenue d’un seul coup beaucoup plus incertaine (Nations Unies, 2020<sub>[6]</sub>). Les déficits de financement à l’appui d’un développement durable et inclusif se sont encore creusés

et les marges de manœuvre des pays en développement sur le plan budgétaire et de l'action publique sont trop limitées pour répondre à l'ampleur de la demande et des besoins (OCDE, 2020<sub>[7]</sub>). La communauté internationale du développement a un choix décisif à opérer entre repousser les limites pour répondre à une demande grandissante ou bien faire au mieux dans les limites actuelles.

Le seul élément positif à mettre à l'actif de la pandémie sera peut-être d'avoir permis aux populations et à leurs dirigeants de comprendre que les moyens d'existence et le bien-être de la planète sont étroitement liés. Cette prise de conscience pourrait se traduire par une plus étroite solidarité internationale et une action plus résolue aboutissant à des réformes systémiques depuis longtemps en débat à même d'apporter une réponse à d'autres crises ou menaces existentielles de vaste portée<sup>2</sup>. L'effort déployé à l'échelle internationale pour assurer un accès équitable aux vaccins contre le COVID-19 est un exemple concret à cet égard : seule la solidarité internationale autour d'un objectif mondial sera capable de protéger chacun de ce virus et de finir par le vaincre (voir le « Point de vue » de Seth Berkley). Les responsables de l'action publique ont pour mandat de passer de la parole aux actes afin de montrer comment la coopération internationale et la solidarité peuvent profiter à tous : 81 % des répondants à une enquête de 2020 menée dans les économies avancées estimaient que les pays devraient agir en tant que membre d'une communauté mondiale (Bell et al., 2020<sub>[8]</sub>).

La multitude de problèmes et de risques de débordement au-delà des frontières nationales est bien documentée. Que leurs conséquences trouvent leur origine dans le changement climatique, la perte de biodiversité, la montée des inégalités, la violence et les conflits, ou encore dans les fractures de plus en plus manifestes qui se font jour dans l'économie numérique mondiale, elles sont la cause de souffrances

humaines et de dommages matériels immenses. La voie de la reprise, comme cela a été affirmé à la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM) de 2020, doit être forte, résiliente, verte et inclusive (OCDE, 2020<sub>[9]</sub>).

## Un aperçu de l'année de la pandémie

L'analyse des conséquences de la pandémie de COVID-19 et des réponses qui y ont été apportées jusqu'ici met en évidence tout un éventail de questions essentielles pour les stratégies et les trajectoires de développement vers la concrétisation des ODD – certaines mises au jour par la pandémie et d'autres créées ou aggravées par elle. Pour beaucoup des femmes, des hommes et des enfants les plus pauvres et les plus vulnérables dans le monde, la pandémie de COVID-19 n'est pas la menace la plus essentielle pour leur vie et leurs moyens de subsistance. La crise exacerbe les inégalités préexistantes, qu'elles soient d'ordre économique ou subordonnées à l'appartenance à un groupe, entre les pays et au sein de chacun d'entre eux, ce qui lui a valu le qualificatif de « révélateur » (Nabarro et Atkinson, 2020<sub>[10]</sub>) (Encadré 1). Les progrès vers la concrétisation des ODD avaient déjà ralenti avant 2020 dans le contexte d'un paysage de la coopération multilatérale de plus en plus complexe et sous tension (OCDE, 2019<sub>[11]</sub>). Les pressions augmentent aussi pour faire jouer l'effet de levier et mobiliser davantage de financement public et privé à l'appui du développement durable, et introduire des incitations plus strictes en faveur d'un alignement des financements sur les ODD et les objectifs climatiques (OCDE, 2020<sub>[7]</sub> ; 2019<sub>[11]</sub>).

Le caractère mondial et multidimensionnel de la crise a suscité des attentes en faveur de réformes du système de coopération pour le développement (Forum économique mondial, 2020<sub>[12]</sub> ; PNUD, Seoul Policy Centre, 2020<sub>[13]</sub> ; Wilton Park, 2020<sub>[14]</sub>). Les éléments de réflexion dont se nourrit le présent ouvrage laissent penser que



## ENCADRÉ 1. LES EFFETS DU COVID-19 SONT DÉVASTATEURS POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

### LA CRISE A DES RAMIFICATIONS QUI SE MANIFESTENT PAR L'EXTRÊME PAUVRETÉ, LA FAIM, DES INÉGALITÉS CROISÉES ET MULTIDIMENSIONNELLES, ET DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

**Entre 88 et 155 millions de personnes de plus basculeront dans l'extrême pauvreté.** Avant la pandémie, près de 700 millions d'individus vivaient déjà dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1.90 USD par jour (Banque mondiale, 2020<sub>[4]</sub> ; OCDE, 2019<sub>[11]</sub>). Aujourd'hui, cette forte hausse provoquée par la pandémie exige d'adapter les stratégies nationales et internationales pour prendre en compte les millions d'êtres humains qui vont sombrer dans la pauvreté, y compris les quelque 170-220 millions de personnes de plus qui tomberont en dessous du seuil de pauvreté de 3.20 USD par jour (Lakner et al., 2020<sub>[23]</sub>). Neuf des dix pays qui risquent de subir les effets à long terme de la pandémie de COVID-19 sur l'extrême pauvreté d'ici 2030 se situent en Afrique (Kharas, 2020<sub>[24]</sub>). La géographie et la démographie de l'extrême pauvreté peuvent aussi évoluer, car les plus touchées seront les populations urbaines, les plus instruites ou encore les plus distancées du secteur agricole plutôt que celles qui vivaient déjà dans l'extrême pauvreté avant la crise du COVID-19 (Banque mondiale, 2020<sub>[4]</sub>).

#### **La faim devrait regagner du terrain en 2020, avec de nouveaux foyers créés par la pandémie de COVID-19.**

Le nombre de pays figurant dans l'Indice de la faim dans le monde (GHI) qui enregistrent des niveaux de faim alarmants ou extrêmement alarmants est passé de 5 en 2019 à 11 en 2020 (Global Hunger Index, 2020<sub>[25]</sub> ; von Grebmer et al., 2019<sub>[26]</sub>). Les catastrophes naturelles et les urgences telles que les infestations de criquets pèlerins en Afrique de l'Est, les sécheresses et les inondations dans toutes les régions en développement, du Soudan du Sud aux Philippines et au Guatemala, portent atteinte à la sécurité alimentaire. Mais la pandémie pourrait faire grimper en flèche le nombre de personnes en proie à une insécurité alimentaire aiguë, qui passerait de 135 millions avant la pandémie à 270 millions en 2020 (Nations Unies, 2020<sub>[27]</sub>). De nouvelles zones de concentration de la faim font leur apparition, en particulier dans des pays à revenu intermédiaire durement touchés par la pandémie et les mesures de confinement, comme l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde (Oxfam, 2020<sub>[28]</sub>).

**Les inégalités entre les sexes et d'autres inégalités croisées ont des effets amplifiés.** Les femmes représentent 70 % du personnel soignant, et assurent la majorité des soins non rémunérés, les exposant à davantage de risques d'infection que d'autres groupes (OCDE, 2020<sub>[17]</sub>). Elles risquent davantage de subir des pertes de revenu et des violences domestiques, sur la base d'estimations tablant sur 15 millions de cas pour chaque période de 3 mois de restrictions à la mobilité (OCDE, 2020<sub>[17]</sub>). Une enquête réalisée à Bangkok a fait apparaître que nombre de travailleurs du secteur informel ayant travaillé pendant la crise et reçu des dons en espèces se sont néanmoins vu contraints de vendre certains de leurs actifs, d'emprunter ou de puiser dans leurs économies pour survivre, ce qui a conduit à une érosion du capital qui réduit leur capacité à se relever (voir l'étude de cas de Roever et Tulaphan). Les réfugiés Rohingya au Bangladesh n'ont pas seulement été plus vulnérables face au virus en raison des conditions de promiscuité dans lesquelles ils vivent, mais ils n'avaient pas non plus accès aux conseils sanitaires des autorités publiques ou d'autres sources fiables du fait de l'interdiction de l'internet dans les camps, d'où une désinformation au sujet du virus (voir l'étude de cas de Mahmud).

**Les systèmes de santé sont sous tension, ce qui a des conséquences pour l'accès aux soins de santé primaires et à d'autres traitements de nature à sauver des vies.** Les Nations Unies prévoient une augmentation des décès maternels et des grossesses précoces en raison du moindre accès aux soins de santé sexuelle et procréatives (Nations Unies, 2020<sub>[29]</sub>). On observe aussi que l'augmentation des taux de mortalité est la conséquence des difficultés d'accès au traitement du VIH/sida (OMS, 2020<sub>[30]</sub>), du choléra (UNICEF, 2020<sub>[31]</sub>) et des maladies non transmissibles (OMS / PNUD, 2020<sub>[32]</sub>).

la crise a permis d'accélérer certaines réformes et a montré combien il importait de mettre rigoureusement en application les bonnes pratiques et de poursuivre les interventions ayant prouvé leur efficacité dans le passé. Ainsi, l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix s'impose de plus en plus comme un cadre d'organisation des interventions en situation d'urgence, de rétablissement et de renforcement de la résilience (voir le Chapitre 7). La recherche de cohérence entre les politiques intérieures et les politiques internationales, une pratique dont l'OCDE s'est fait le champion<sup>3</sup>, suscite de plus en plus d'attention dans l'effort qui est déployé pour atténuer les effets des crises sanitaires, économiques et sociétales (voir le Chapitre 4). Ce moment de crise nous offre une chance de réévaluer la gouvernance et le rôle des institutions internationales pour faire face aux défis mondiaux et en atténuer les effets, et adopter des réformes durables de sorte que tous les acteurs concernés et les voix qui s'expriment gagnent en résilience, en réactivité et en inclusivité (voir les Chapitres 5 et 6).

Les réponses apportées par les pays en développement et le soutien international ont considérablement évolué durant l'année 2020. Dans les premiers temps de la pandémie, les déclarations du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et d'autres instances reconnaissent que la crise du COVID-19 amplifiait le niveau et les formes de souffrance humaine, en particulier pour les plus vulnérables (OCDE, 2020<sub>[15]</sub> ; 2020<sub>[16]</sub>). Le constat vaut tout particulièrement pour les travailleurs informels ainsi que pour les femmes et les filles qui sont en première ligne de l'économie du soin, ce qui accentue le risque d'une aggravation des inégalités entre hommes et femmes (OCDE, 2020<sub>[17]</sub>) (Encadré 1). Les mesures de confinement ont pesé sur l'activité des acteurs du développement dans le monde entier, ce qui les a amenés à procéder à d'importants ajustements en matière de gestion et

d'acheminement, et à faire davantage appel aux partenaires et aux personnels locaux (voir le Chapitre 4). La priorité était d'éviter une crise sanitaire dans les pays en développement, mais il est vite apparu que la coopération pour le développement devait préserver et assurer la continuité du soutien apporté pour répondre aux besoins humains essentiels et aux besoins en matière de développement, et pour permettre la concrétisation des ODD.

### ***Les revers en matière de développement ont été rapides et sévères, tandis que d'autres crises ont multiplié les besoins***

La crise socio-économique induite par le COVID-19 a occasionné des pertes sévères et rapides sur le front du développement qui ont touché tous les secteurs et les domaines de l'action publique (Nations Unies, 2020<sub>[6]</sub> ; Fondation Bill & Melinda Gates, 2020<sub>[18]</sub>). Le développement humain régressera fortement et les progrès pourraient reculer pour revenir entre trois et dix ans en arrière, selon des estimations fondées sur l'Indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (voir le Chapitre 2). Les effets varient d'une région à l'autre. Par exemple, les élèves dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont déjà perdu près de quatre mois de scolarité depuis le début de la pandémie, contre une moyenne de six semaines dans les pays à revenu élevé (UNESCO, 2020<sub>[19]</sub>). Une croissance positive du PIB en 2020 ne devrait être observée que dans la région qui englobe la République populaire de Chine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, même si l'Asie, selon les projections, sera probablement celle qui verra le plus grand nombre de personnes passer sous le seuil de pauvreté à court terme (Banque mondiale, 2020<sub>[4]</sub>) ; le PIB de l'Afrique devrait chuter de 3 % et celui de l'Amérique latine et des Caraïbes de 5 %. Les impacts régionaux sur le long terme devraient également être variables. À titre d'exemple, il est probable que la région Amérique latine

et Caraïbes, où le virus lui-même a eu un impact économique direct comparativement plus fort, ne se relèvera pas rapidement, d'après les projections, étant donné le niveau d'endettement et la croissance modérée qui prévalaient avant la pandémie (voir le Chapitre 1).

Alors que l'attention politique internationale s'est focalisée sur la pandémie, des crises et des problématiques qui étaient importantes avant la pandémie ont été reléguées au second plan (OCDE, 2020<sub>[20]</sub>). Des guerres perdurent en Libye, en République arabe syrienne, au Yémen et ailleurs encore (OCDE, 2020<sub>[20]</sub>). Les envoyés spéciaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU) étant dans l'incapacité de voyager, l'action diplomatique a été réduite et les initiatives de médiation (par exemple en République bolivarienne du Venezuela) ont été annulées. Les initiatives mondiales de réinstallation de réfugiés ont été suspendues (HCR, 2020<sub>[21]</sub>), laissant les personnes victimes de déplacements forcés dans une situation de plus grande vulnérabilité encore (OCDE, 2020<sub>[22]</sub>). Les crises non résolues dans les contextes fragiles ou touchés par un conflit risquent fort d'être oubliées ou d'empirer en 2020.

### ***Les pays en développement n'ont guère de marge budgétaire ou d'options en termes d'action publique***

Le virus n'a pas frappé tous les pays en développement aussi durement qu'on l'avait craint initialement<sup>4</sup>, mais là où les systèmes de santé étaient défaillants, le risque qu'ils se trouvent submergés a suffi à rendre indispensables des mesures de confinement strictes (OCDE, 2020<sub>[16]</sub>).

Les disparités qui existent entre les capacités des pays à financer les mesures de confinement et autres initiatives visant à endiguer la pandémie ont limité l'aptitude des pays à atténuer la secousse que représentent les répercussions socio-économiques de la pandémie sur les

moyens de subsistance et sur les groupes vulnérables. Les conséquences économiques induites par la récession mondiale elles-mêmes sont porteuses d'inégalités. De nombreux pays en développement sont des exportateurs de matières premières qui ont été particulièrement affectés par le ralentissement mondial des échanges (Gondwe, 2020<sub>[33]</sub>), lesquels devraient, selon les prévisions, perdre 20 % par rapport à leur valeur de 2019 qui s'établissait à 25 000 milliards USD (Kituyi, 2020<sub>[34]</sub>). Les pays en développement exportateurs nets de pétrole se voient confrontés à un choc pétrolier (OCDE, 2020<sub>[35]</sub>). Le recul des envois de fonds des émigrés<sup>5</sup>, des recettes du tourisme et de la mobilisation des ressources intérieures, conjugué au quasi-effondrement des flux financiers internationaux<sup>6</sup> a également sérieusement réduit le montant des financements dont peuvent disposer les pays en développement pour mettre en place des plans de soutien économique et social<sup>7</sup>. Outre les difficultés à obtenir un crédit, la détérioration de la situation économique renforce la dépendance des pays en développement à l'égard du soutien extérieur (Goldin et Muggah, 2020<sub>[36]</sub>). Il est devenu vital, à mesure que s'installait la crise, de dégager une marge de manœuvre budgétaire, nécessité à laquelle le Groupe des Vingt (G20) a apporté une réponse partielle avec l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) (Banque mondiale, 2020<sub>[37]</sub>).

Même si les pouvoirs publics ont renforcé leurs politiques de protection sociale en réponse à la crise, les systèmes ont rapidement été surchargés et n'ont pas réussi à atteindre les plus vulnérables. Les mesures adoptées par les pays en développement pour aider les populations – transferts monétaires ou soutien aux entreprises – sont représentatives de leurs structures économiques et de leur faible marge de manœuvre budgétaire (voir les Chapitres 1 et 3). Les inégalités qui en découlent en matière de pouvoir d'achat sont patentées. En

moyenne, les dépenses de protection sociale par habitant motivées par le COVID-19 ont été de 4 USD dans les pays à faible revenu, de 28 USD dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, de 57 USD dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, et de 695 USD dans les pays à revenu élevé (Gentilini et al., 2020<sup>[38]</sup>).

### ***La coopération pour le développement a dû s'efforcer de concilier interventions d'urgence et continuité des programmes***

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la coopération pour le développement ont pris diverses formes. La pandémie a bouleversé les méthodes de travail, les modèles de partenariats et d'entreprise, et mis sous pression les finances publiques et les budgets consacrés à la coopération pour le développement (voir le Chapitre 4). Du fait du rapatriement du personnel international et des restrictions de déplacement vers les pays partenaires, les organismes de développement ont eu plus de mal à obtenir les données et les informations sur les résultats dont ils avaient besoin pour les orienter dans l'élaboration de leurs programmes, gérer les risques et déterminer au vu de l'expérience quelles réponses avaient été efficaces (OCDE, 2020<sup>[39]</sup>). Certains acteurs de la coopération pour le développement ont fait preuve de créativité en réaffectant les fonds budgétisés et en utilisant des budgets d'action conjoncturelle. Pour concilier continuité des programmes au service du programme de développement durable et la réponse face à la pandémie, des actions spécifiquement liées au COVID-19 ont été intégrées à des programmes en cours (voir le Chapitre 4).

Les organismes de coopération pour le développement ont fait preuve d'une agilité impressionnante pour prendre en compte les dimensions sanitaire et humanitaire de la pandémie à travers les partenariats et autres canaux bilatéraux et multilatéraux. Les campagnes de dépistage ont été intensifiées par l'intermédiaire de laboratoires locaux dont l'agrément a été

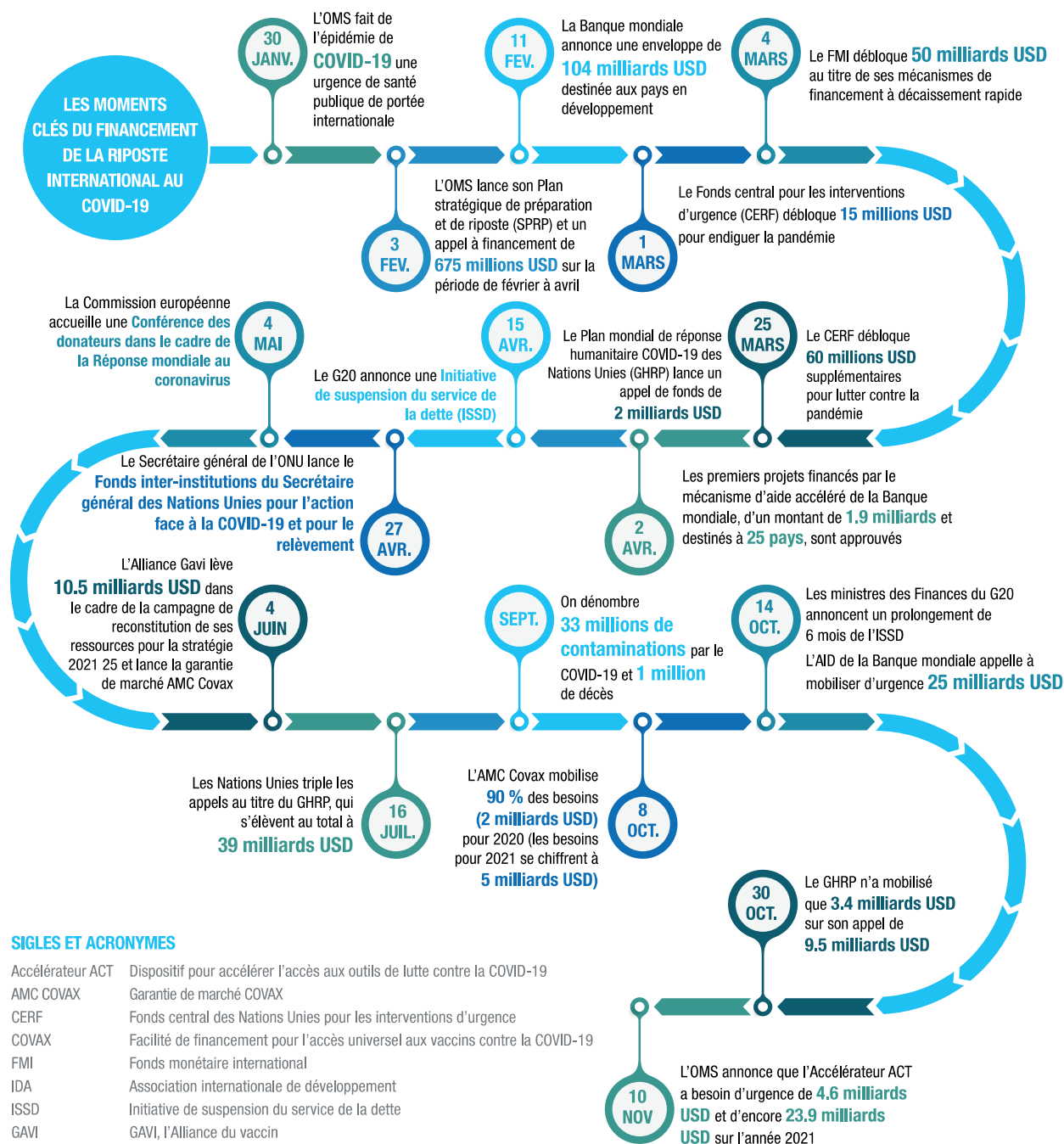
octroyé par des procédures accélérées, des médicaments ont été approuvés, des modèles épidémiologiques en fonction de divers scénarios ont été développés, et des ponts aériens pour livrer des fournitures médicales et des équipements de protection ont été organisés. Parallèlement, des couloirs humanitaires ont été mis en place et des programmes d'aide humanitaire ont été adaptés ou étendus pour distribuer espèces, produits alimentaires, eau et assainissement et autres services essentiels et pour protéger les populations, y compris pour lutter contre les violences domestiques et sexistes (voir le Chapitre 4). Au deuxième semestre de 2020, les priorités ont évolué vers une reprise ou une extension des programmes de santé publique et d'éducation, un soutien au revenu sur le long terme, l'investissement dans les systèmes d'information pour suivre les effets plus généraux du virus, et la protection des emplois et des moyens de subsistance.

Collectivement, les membres du CAD se sont engagés à préserver les niveaux d'aide publique au développement (APD) (OCDE, 2020<sup>[15]</sup>). À la Réunion à haut niveau du CAD de novembre 2020, les pays ont réaffirmé cet engagement et rappelé l'importance de l'APD pour faire face aux effets immédiats des crises sanitaires et économiques, et soutenir le développement durable sur le long terme (OCDE, 2020<sup>[40]</sup>). Toutefois, les niveaux d'APD sont insuffisants et plusieurs initiatives de développement ou d'action humanitaires sont sous-financées (voir le Graphique 1).

### **Regard vers l'avenir : comment la crise définit l'agenda du renforcement de la résilience**

Nombreuses sont les leçons et les nouvelles méthodes de travail issues de la pandémie qui pourraient lui survivre – si elles sont bien comprises et pérennisées. La riposte internationale au COVID-19 a jusqu'ici montré le plus d'efficacité lorsqu'elle s'appuyait sur des principes fondamentaux et les bonnes pratiques pour une coopération efficace au service du développement, et en particulier

## Graphique 1. Les moments clés du financement de la riposte internationale au COVID-19



### SIGLES ET ACRONYMES

Accélérateur ACT	Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19
AMC COVAX	Garantie de marché COVAX
CERF	Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence
COVAX	Facilité de financement pour l'accès universel aux vaccins contre la COVID-19
FMI	Fonds monétaire international
IDA	Association internationale de développement
ISSD	Initiative de suspension du service de la dette
GAVI	GAVI, l'Alliance du vaccin
GHRP	Plan mondial de réponse humanitaire COVID-19
SPRP	Plan stratégique de préparation et de riposte à la COVID-19
WHO	Organisation mondiale de la santé
UN	Nations Unies

Source : Auteurs.

lorsque les acteurs du développement ont fait preuve de suffisamment de flexibilité, d'observation des faits et de volonté pour adapter leurs actions à l'évolution des circonstances (voir le Chapitre 4). Les données concrètes tout comme les orientations ne manquent pas quant à la façon dont le développement international devrait innover et adapter ses priorités et, ce faisant, éviter de manquer l'occasion de mener une action audacieuse qu'offre cette crise.

Les causes et les effets de cette pandémie, ainsi que les réponses qui y ont été apportées, peuvent être riches d'enseignements précieux. En les analysant et en en tirant les leçons, les acteurs internationaux du développement seront mieux armés pour concevoir des stratégies efficaces qui soutiennent sur le long terme la résilience mondiale face aux chocs. Les auteurs qui ont contribué à ce rapport proposent tout un éventail de recommandations : des plans de relance verte, de sorte que les activités de reprise n'aient pas pour effet d'aggraver le changement climatique (voir l'étude de cas de Casado-Asensio, Kato et Sedemund) ; la poursuite des programmes « One Health/Une seule santé » qui prônent une collaboration entre les secteurs pour améliorer toute une série de résultats en matière de santé publique, de sécurité alimentaire et de commerce (voir le Chapitre 8) ; et une meilleure intégration des pays en développement dans les chaînes d'approvisionnement afin de réduire leur dépendance et de favoriser la diversification de leur économie (voir le Chapitre 5).

Il est aujourd'hui encore plus crucial de réduire la fracture numérique et les lacunes en matière de connectivité en faisant de ces nouvelles technologies un moyen de fournir aide et services publics et d'en améliorer l'accès durant la crise. La transformation numérique est un défi tout particulier pour l'Afrique, dont le taux de pénétration du haut débit ne dépasse pas 25 % (voir le Chapitre 1 et l'étude de cas de Fafunwa). Il sera déterminant de créer des conditions

propices à cet égard, par exemple par l'accès à l'électricité et la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire favorable (Cheney, 2020<sub>[41]</sub>). Fafunwa mentionne également les compétences numériques, l'identité numérique et la mise en place d'un cadre de confiance à l'appui de l'interopérabilité, qu'il estime être des éléments importants pour réduire la fracture numérique en Afrique.

La résilience gagne en importance sur l'agenda international du fait de la prise de conscience des interconnexions entre différentes catégories de risques, comme les violences et les conflits, le changement climatique, les catastrophes ou d'autres facteurs de risque spécifiques comme l'urbanisation et le vieillissement démographique (OCDE, 2013<sub>[42]</sub>). Même s'il ne s'agit pas d'un concept nouveau pour la coopération pour le développement, les impacts multidimensionnels de cette crise appellent à un engagement renforcé en faveur de la résilience dans les réponses immédiates apportées à la crise et les efforts de longue haleine déployés à l'appui de la reprise (PNUD, 2020<sub>[43]</sub>). Un tel engagement supposerait de conduire des analyses conjointes tenant compte des risques, de mener à bien des programmes multisectoriels sur le long terme, et d'y consacrer davantage de financements sous-tendus par des mécanismes flexibles (voir le Chapitre 7).

### ***Des politiques plus intégrées pour agir dans les différents secteurs***

Les politiques doivent donner aux gouvernements et aux responsables de l'action publique les moyens de remédier simultanément à divers problèmes : vaincre le virus et soutenir la reprise, atténuer les multiples facteurs de tension qui sont à l'origine de crises, et améliorer la résilience face à d'autres menaces planétaires (OCDE, 2020<sub>[44]</sub>). En outre, étant donné qu'un virus zoonotique passe de l'animal à l'homme, le virus à l'origine de la pandémie de COVID-19 illustre combien il est indispensable de veiller à l'équilibre des



différentes dimensions – animale, humaine et environnementale – de la santé (voir les Chapitres 2 et 8). Les politiques multisectorielles étayées par l'analyse de l'exposition aux chocs et de la résilience face à ces chocs au regard d'indicateurs multidimensionnels peuvent être instructives pour déterminer sur quoi axer la coopération pour le développement en général, et en réponse à une crise en particulier (voir le Chapitre 1).

Par bonnes pratiques en matière de collaboration intersectorielle, on entend la capacité d'adapter les obligations en matière de ressources et d'établissement de rapports, et de placer les communautés ciblées et les travaux de recherche conçus conjointement au cœur des programmes. Un projet mené en République démocratique populaire lao, par exemple, montre que les interventions conduites par des communautés qui réussissent à traduire les pratiques sexospécifiques et culturelles ainsi que les connaissances et la perception des risques en solides programmes de surveillance et de lutte contre les maladies sont utiles pour bien comprendre quels sont les facteurs de propagation des maladies. L'examen des programmes « One Health/Une seule santé » menés en République démocratique populaire lao, à Fidji, aux Philippines et au Viet Nam met en évidence les résultats positifs que peuvent donner des interventions globales qui dépassent la seule lutte contre les maladies, en apportant des bienfaits plus généraux qui touchent à l'environnement et aux moyens de subsistance (voir le Chapitre 8).

Les politiques et programmes de développement respectueux des objectifs internationaux relatifs à l'environnement et au climat soutiendront une reprise permettant de reconstruire sur de meilleures bases pour un avenir plus vert (OCDE, 2020<sup>[40]</sup>). Parer à la dégradation de l'environnement et à l'urgence climatique est une condition préalable à une reprise et à un développement durable plus résilients (voir l'étude de cas de Casado-Asensio, Kato

et Sedemund). Le chemin vers l'objectif « zéro émission nette » et l'abandon progressif des subventions aux énergies carbonées est l'une des plus importantes opportunités de croissance et de développement pour 2021 et au-delà. Les partenariats pour le développement devraient veiller tout particulièrement à faire en sorte que des solutions plus vertes soient disponibles pour tous les pays, qu'il y ait partage de l'information avec les pays sur les options alternatives et durables de même que sur leurs avantages pour le développement, et à surmonter le biais vis-à-vis d'investissements et de technologies qui risquent de bloquer les pays sur le moyen terme en les dotant d'infrastructures non durables.

Par ailleurs, la crise met en avant la nécessité de stratégies et d'investissements plus volontaristes dans l'économie du quotidien – les activités des individus et des ménages à la base de la pyramide économique (voir le « Point de vue » de Vera Songwe et l'étude de cas de Roever et Tulaphan). La présence de vastes secteurs informels est un déterminant essentiel de la capacité d'un pays à soutenir les populations sur le plan économique durant la crise<sup>8</sup>. Cette réalité rend très difficile d'apporter un soutien aux populations les plus pauvres via la fiscalité ou d'autres mesures ainsi qu'aux micro, petites et moyennes entreprises (voir le Chapitre 3). Des investissements efficaces dans l'économie informelle seront déterminants pour l'inclusivité des efforts de reprise (OCDE, 2020<sup>[9]</sup>). De fortes coalitions de travailleurs informels, de représentants de la société civile et de gouvernements, par exemple, devraient faire partie intégrante d'une relance inclusive (voir l'étude de cas de Roever et Tulaphan).

Les impacts de la pandémie ont des ramifications si profondes que les stratégies visant à honorer l'engagement de ne laisser personne de côté devront être réexaminées, avec un accent plus stratégique sur l'équité, la réduction de la pauvreté absolue et relative, et l'ajustement des stratégies à différents contextes, différents facteurs et différentes solutions. En particulier, assurer une reprise

qui prenne en compte la problématique femmes-hommes serait bénéfique pour l'économie et pour le développement. Les estimations d'avant la pandémie montrent que si les femmes étaient capables d'exercer tout leur potentiel de travail, les gains pour l'économie mondiale pourraient être de l'ordre de 28 000 milliards USD (Woetzel et al., 2015<sup>[45]</sup>). Les processus de reprise qui placent les jeunes au premier plan, comme le préconise la Commissaire européenne Mme Jutta Urpilainen (voir le « Point de vue » de Jutta Urpilainen) gagneraient à s'ouvrir aux nouvelles approches du leadership dont la jeunesse s'est fait le héraut et à brosser un tableau plus fidèle des réalités auxquelles sont confrontés les jeunes (Voir l'étude de cas de Calarco).

#### *Pistes pour les politiques internationales de développement*

- S'entendre sur une stratégie actualisée pour atteindre les ODD qui soit compatible avec les objectifs climatiques. L'Espagne et d'autres membres de l'OCDE sont favorables à l'organisation d'une réunion spéciale des Chefs d'État à la réunion de 2021 du Forum politique de haut niveau afin de donner un nouveau départ aux ODD (Ministère espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, 2020<sup>[46]</sup>).
- Reconnaître que des solutions durables ne peuvent être l'apanage d'un seul secteur, et adapter les outils de nature à favoriser des méthodes de travail plus collaboratives et transdisciplinaires entre de multiples secteurs.
- Soutenir l'économie du quotidien et recourir à des stratégies holistiques adaptées et à un engagement collectif pour faire en sorte que les femmes, les jeunes, les réfugiés et d'autres communautés marginalisées soient entendus et représentés.

#### **Soutenir les systèmes nationaux afin de renforcer la résilience**

Les effets en cascade de la crise soulignent combien les systèmes sont interconnectés et ont rendu plus manifestes les faiblesses de ces systèmes (OCDE, 2020<sup>[44]</sup>). S'il est un

enseignement évident à tirer de la crise du COVID-19, et des crises précédentes, c'est que les capacités des pouvoirs publics constituent un facteur clé pour mettre en place des réponses efficaces face à la crise (Fukuyama, 2020<sup>[47]</sup>). En conséquence, les réformes qui contribuent à mettre en place des systèmes solides et performants jouent un rôle crucial pour renforcer la résilience face aux crises futures, aussi bien au sein des pays que pour éviter des externalités négatives à l'échelle mondiale (voir le Chapitre 1, et les études de cas d'Anderson et De Tollaene, et de Strupat et Marschall). En dépit de tous ses effets négatifs, la crise offre aussi des possibilités de faire fond sur les mesures d'urgence et à court terme pour étendre la protection sociale aux personnes les plus vulnérables et renforcer la sécurité sanitaire pour lutter contre de futures pandémies. Elle met également en lumière la nécessité de disposer de systèmes de données dotés de ressources adéquates.

#### *Renforcer les systèmes de santé et de protection sociale pour le long terme*

La pandémie a mis en évidence que la mise en place de systèmes de santé solides et les progrès en direction de l'objectif d'une couverture santé universelle constituent des priorités au caractère d'urgence (Nations Unies, 2020<sup>[48]</sup>) – non seulement afin de disposer de capacités mobilisables pour gérer des chocs inattendus comme le COVID-19, mais aussi pour renforcer la sécurité sanitaire à l'avenir (OCDE, 2020<sup>[49]</sup>). Un nombre grandissant de pays à faible revenu sont confrontés au double défi que représentent des maladies infectieuses de longue durée et l'augmentation des maladies non transmissibles (OCDE, 2020<sup>[49]</sup>).

Il est également de plus en plus important, d'un point de vue stratégique et politique, d'étendre la portée de la protection sociale, comme l'a démontré, en septembre 2020, une réunion d'experts sur la création d'un fonds mondial en faveur de la protection sociale pour tous (Gurría, 2020<sup>[50]</sup>). Des



prestations d'assistance sociale, telles que des programmes de transfert monétaire, peuvent nourrir une croissance inclusive du fait qu'elles lèvent les obstacles liés au crédit et encouragent les investissements, apportant plus de sécurité et de certitude et améliorant ainsi l'affectation et la dynamique des ressources des ménages (OCDE, 2019<sup>[51]</sup>). Si la protection sociale (cible relative aux ODD n° 1.3) constitue un instrument crucial pour atténuer les répercussions de la crise sur les moyens de subsistance et les économies, des ressources plus faibles et une couverture médiocre en limitent la portée dans les pays en développement (voir le Chapitre 1 et l'étude de cas de Strupat et Marschall).

Toutefois, on ne sait pas encore comment les pouvoirs publics lèveront les ressources qui leur permettront de financer la protection sanitaire et sociale universelle, laquelle s'appuie sur des investissements prévisibles à horizon lointain, et des dépenses intérieures, en particulier (OCDE, 2020<sup>[52]</sup>). Il serait peut-être plus réaliste de commencer avec des stratégies progressives et par étape qui

élargissent l'accès à l'assistance sociale en faveur des plus pauvres, afin de créer des socles de protection sociale<sup>9</sup> dont on pense qu'ils sont économiquement accessibles, et étendre peu à peu la couverture des services de santé à mesure que le niveau de revenus augmente et que le système de santé devient plus solide et plus efficient (Barber et al., 2020<sup>[53]</sup>).

En leur qualité de contributeurs importants aux secteurs sociaux dans les pays les moins avancés et autres pays dont les besoins sont les plus grands, les acteurs de la coopération pour le développement devraient revoir leurs priorités et leurs investissements dans les systèmes sociaux nationaux. Les engagements à soutenir l'expansion de la protection sociale dans les pays à faible revenu sont passés d'une part de 0.7 % de l'APD bilatérale totale à la fin des années 90 à un maximum de 1.8 % en 2010, avant de reculer pour rester relativement stables, aux alentours de 1 % jusqu'en 2018 (OCDE, 2020<sup>[52]</sup>). Cependant, d'après les calculs de l'Organisation internationale du

## ENCADRÉ 2. LES MESURES D'URGENCE PEUVENT OUVRIR LA VOIE À UNE PROTECTION SOCIALE ACCRUE

La crise du COVID-19 a poussé de nombreux pays à étendre leurs systèmes de protection sociale, à y innover et à le compléter, à titre de mesure d'urgence. On estime qu'en septembre 2020, 212 pays et territoires avaient soit planifié soit déjà mis en place 1 179 mesures de protection sociale, d'après les recherches de Gentilini et al. pour la Banque mondiale (Gentilini et al., 2020<sup>[38]</sup>). Les transferts monétaires constituaient la mesure la plus courante. Des programmes de plus grande ampleur ou nouveaux en réponse à la pandémie ciblaient en particulier les travailleurs du secteur informel, qui d'ordinaire ne sont pas couverts par les dispositifs de protection sociale. Des approches créatives pour atteindre les personnes qui en ont le plus besoin sont apparues durant la crise, le passage au numérique des services et du soutien de l'État étant déterminant dans la capacité d'un pays à déployer l'assistance nécessaire et dans celle des citoyens à accéder à ce soutien.

Toutefois, les mesures d'assistance sociale d'urgence que de nombreux pays ont mises en place étaient limitées dans le temps et présentaient d'importantes lacunes en termes de couverture. La couverture insuffisante des personnes les plus vulnérables ou invisibles dans les systèmes de données constitue une insuffisance des programmes de protection sociale qui est bien documentée (OCDE, 2019<sup>[56]</sup>). Si certains pays ont trouvé des moyens novateurs de combiner les sources des données afin de repérer les personnes les plus vulnérables, des efforts ciblés seront encore nécessaires pour identifier et atteindre celles qui ont le plus besoin de soutien. Pour ce faire, une solution consiste à améliorer les registres.

travail, les pays en développement auraient besoin d'investir 1 200 milliards USD supplémentaires pour combler le déficit de financement annuel de la protection sociale de 2020, et ce déficit de financement s'est creusé d'environ 30 % depuis l'apparition du COVID-19 (BIT, 2020<sup>[54]</sup>). Les pays du CAD-OCDE s'étaient engagés à consacrer en moyenne 2 % de leur APD bilatérale aux systèmes de santé sur la période 1996-2018 (OCDE, 2020<sup>[52]</sup>), engagements auxquels sont venus s'ajouter des contributions multilatérales aux secteurs sociaux, qui se montaient à environ 28 milliards USD en 2018 (OCDE, 2020<sup>[55]</sup>). Si l'APD a été réorientée du financement des systèmes de santé vers la lutte contre les maladies infectieuses, la pandémie a mis en lumière la nécessité d'un rééquilibrage pour contribuer à combler le déficit annuel de financement estimé à 200 milliards USD pour pouvoir atteindre les cibles des ODD relatives à la santé primaire partout dans le monde (OCDE, 2020<sup>[52]</sup>).

### *Renforcer les capacités et systèmes locaux de traitement des données aux fins d'une prise de décisions reposant sur des données concrètes*

La crise a accentué la nécessité pour tous les acteurs d'investir dans les données factuelles, l'apprentissage rapide et les informations actualisées sur les résultats, qui permettent d'orienter la prise de décisions, de soutenir l'apprentissage à l'échelon national et entre pays, et de renforcer la transparence et la communication. Il est vital de déterminer qui est vulnérable aux chocs primaires et secondaires, étant donné que les mesures publiques peuvent avoir des répercussions variées et non intentionnelles sur les différents groupes. Ainsi, les populations rurales du Kenya étaient moins exposées au virus que les personnes vivant en zone urbaine. Pourtant, la crise a affecté les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire dans les zones rurales du fait que la demande de produits agricoles était réduite, que les chaînes d'approvisionnement

vers les marchés nationaux et d'exportation étaient perturbées, et que les travailleurs saisonniers indispensables aux récoltes ne pouvaient pas se déplacer librement (voir l'étude de cas d'Ochieng).

La collecte des données et la production d'éléments factuels ont évolué rapidement afin de faire face à l'urgence de la pandémie. Ainsi la Banque mondiale a réalisé des enquêtes à haute fréquence afin d'opérer un suivi de l'impact du COVID-19 et de fournir chaque mois des informations aux responsables publics sur des sujets tels que l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'éducation, le travail et l'emploi, ou les inégalités femmes-hommes (Banque mondiale, 2020<sup>[57]</sup>). Siwale et Wilkinson (Chapitre 3) montrent que la co-génération d'éléments factuels avec une stratégie d'apprentissage actif en relation avec les mesures d'endiguement du virus au Pakistan a conduit à des approches plus efficaces prenant en compte les spécificités du contexte.

Néanmoins, les systèmes nationaux de données et d'éléments factuels et les capacités en la matière demeurent faibles et dotés de ressources insuffisantes (OCDE, 2019<sup>[56]</sup>). Des défaillances manifestes dans les systèmes de données et de suivi en temps réel sont apparues lors de l'observation des effets sanitaires directs du virus (dossiers médicaux, surveillance des maladies infectieuses et systèmes d'enregistrement des décès) et des répercussions socio-économiques secondaires. La capacité limitée à enregistrer et suivre les statistiques d'état civil pour les personnes les plus vulnérables, lesquelles ne sont pas nécessairement enregistrées à l'état civil, crée un angle mort pour les responsables publics et les stratégies de développement. Il serait fructueux d'investir dans les infrastructures statistiques telles que les systèmes d'enregistrement des actes et des statistiques d'état civil, non seulement durant les crises sanitaires, mais aussi pour gérer les évolutions sanitaires et démographiques de manière plus

générale (Lange, 2020<sup>[58]</sup>). Des systèmes de données dotés de ressources adéquates sont également cruciaux si l'on veut obtenir les statistiques et indicateurs requis pour évaluer dans quelle mesure les systèmes sont exposés aux chocs et sont susceptibles d'être résilients.

### *Pistes pour soutenir les systèmes nationaux grâce à la coopération pour le développement*

- Développement du leadership international et de solutions pour progresser ensemble vers la protection sociale et de santé universelle, en adoptant une approche fondée sur des données factuelles et propauvres.
- Les acteurs du développement et de l'aide humanitaire devraient :
  - ◆ investir dans des ressources financières et techniques pour préparer des mécanismes locaux de réponse et renforcer les capacités des acteurs locaux et nationaux
  - ◆ s'engager collectivement à utiliser et optimiser les systèmes nationaux existants, au lieu de les remplacer ou de créer des doublons
  - ◆ étayer les systèmes nationaux avec des financements de long terme prévisibles et un renforcement des capacités
  - ◆ soutenir l'action, la connaissance et l'innovation locales et faire fond sur ces éléments.

### ***Éviter une crise du financement du développement***

Le financement international et le soutien face à la crise, quoique bien accueillis par les pays en développement, n'ont pas été suffisants pour combler les déficits. Dès mars 2020, les pays africains ont demandé à obtenir 100 milliards USD par an de soutien international sur les trois prochaines années (Ofori-Atta, 2020<sup>[59]</sup>). Si les pays en développement avaient pu procéder à une augmentation de leurs dépenses

proportionnelle à leur récession économique, comme cela a été le cas pour les plans de relance des économies avancées, ils auraient mobilisé entre 800 et 1 000 milliards USD (OCDE, 2020<sup>[7]</sup>). En novembre 2020, le Plan de réponse humanitaire global des Nations Unies avait reçu environ 3.4 milliards USD ; les besoins totaux se montent à 9.5 milliards USD (Chapitre 7). Une crise financière mondiale est à redouter en 2021 et au-delà, en raison d'une convergence de facteurs, incluant un surendettement croissant des pays en développement et des retards dans des réformes du système financier international qui pourraient contribuer à atténuer les tensions budgétaires. Les investissements privés comme les investissements directs étrangers pourraient également mettre plus de temps à se redresser (OCDE, 2020<sup>[7]</sup>). En outre, de nombreux programmes suspendus devant reprendre vers la fin de 2020, on ne sait guère comment les budgets à venir prendront en compte les réponses à la pandémie et les investissements à plus long terme.

Les dirigeants du G20 et de l'OCDE ont fait des déclarations politiques sans équivoque sur la nécessité d'intensifier la coopération internationale pour une reprise mondiale. La question est de savoir comment combler les déficits de financement et atténuer une crise financière. Il a été reproché aux économies avancées de ne pas appliquer les mêmes règles à tout le monde. Elles disposent d'une flexibilité maximale, de capacités et de la coopération régionale pour contourner les règles budgétaires afin de mobiliser des dispositifs de soutien sans précédent sur leur territoire, mais c'est moins le cas pour la réponse internationale<sup>10</sup>. Il a été reproché aux institutions multilatérales, qui ont fourni la majorité des financements face à la crise, de n'avoir pas su maximiser chaque option pour mettre davantage de financements à la disposition des pays clients, et d'avoir versé les fonds trop lentement pour atteindre même leurs propres objectifs (Duggan et al., 2020<sup>[60]</sup>). D'après le ministre des Finances ghanéen,

M. Ken Ofori-Atta, l'architecture financière internationale, en l'état actuel, n'est pas adaptée pour réagir face à une crise telle que celle que nous connaissons actuellement (Chapitre 5).

La suspension du service de la dette est devenue un instrument permettant de libérer de l'espace budgétaire pour les pays en développement en réponse à la crise. Toutefois, si l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) négociée par le G20 constitue une étape vers la solidarité, les économies qui s'ensuivront devraient être moindres qu'escompté, et toutes les parties prenantes ne participent pas pleinement (Malpass, 2020<sup>[61]</sup> ; Ramaphosa, 2020<sup>[62]</sup>). De plus, seulement 46 des 73 pays admissibles à cette initiative y adhèrent (G20, 2020<sup>[63]</sup>) en raison, entre autres facteurs, du risque de baisse de leur notation (Shastry et Mark, 2020<sup>[64]</sup>) (voir Songwe au Chapitre 5). La couverture de l'ISSD est limitée : la plupart des pays à revenu intermédiaire ne sont pas concernés par l'initiative. Ces facteurs convergent pour signaler la nécessité de disposer d'instruments différents pour répondre à des besoins divers et éviter une crise de la dette ou des défauts de paiement.

Lors du Sommet du G20 de novembre 2020, les dirigeants des pays du G20 sont parvenus à un accord sur le Cadre commun pour les traitements de dette au-delà de l'ISSD (G20, 2020<sup>[65]</sup>), qui permettra aux pays éligibles dont la restructuration de la dette est jugée non viable de voir leur dette restructurée de manière similaire aux résolutions classiques des problèmes de dette par le Club de Paris, notamment avec l'imposition de conditions analogues aux créanciers du secteur privé. Malgré ces avancées, le Fonds monétaire international (FMI) appelle à réformer de toute urgence l'architecture internationale de la dette de façon à renforcer les dispositions contractuelles et à améliorer la transparence de la dette (FMI, 2020<sup>[66]</sup>). D'autres problématiques de longue date doivent aussi être traitées : l'amélioration des mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent, la conclusion d'un accord sur des règles fiscales mondiales et la capacité à accorder

de nouveaux crédits, par exemple au moyen de la réaffectation ou de l'accroissement de droits de tirage spéciaux au FMI (voir le « Point de vue » de Adama Coulibaly) (Davies, 2020<sup>[67]</sup> ; Gallagher, Ocampo et Volz, 2020<sup>[68]</sup> ; OCDE, 2020<sup>[9]</sup> ; ONE, 2020<sup>[69]</sup>).

*Augmentation et préservation des financements concessionnels et de l'APD pour les pays et les personnes dont les besoins sont les plus grands*

L'APD joue un rôle essentiel et sans équivalent dans le soutien apporté aux pays en développement pour faire face aux défis : elle se concentre sur le bien-être des individus, est dirigée là où d'autres financements (privés) ne vont pas, et s'est avérée être une ressource relativement stable et prévisible en temps de crise (OCDE, 2020<sup>[52]</sup>). Face à la crise du COVID-19, les pays sont intervenus via des canaux bilatéraux et multilatéraux. Étant les partenaires les plus importants pour le financement du système multilatéral, les membres du CAD devraient participer à faire en sorte que le système multilatéral de développement reçoive des volumes suffisants de financements de qualité adéquate pour contribuer pleinement au Programme à l'horizon 2030 et à la reprise après la crise du COVID-19 (OCDE, 2020<sup>[55]</sup>).

Toutefois, il est difficile de dresser un tableau clair des financements à l'appui du développement disponibles face au COVID-19 : les données sont incomplètes, il y a des risques de double comptage dans les mécanismes de suivi, et le manque de transparence qui entoure le financement durant cette crise, de la part de sources aussi bien bilatérales que multilatérales, soulève des problèmes de redevabilité. L'OCDE, dont l'une des missions est de recueillir des statistiques sur le financement public du développement, a mené deux enquêtes ad hoc sur les financements face à la crise du COVID-19, mais ne réalise pas de suivi en temps réel des engagements et versements de financements. Si les projets opérant un suivi des financements, comme l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide

(IIATA) ou le portail interactif mis en place par Devex (voir le Chapitre 9), fournissent des données en temps réel sur les financements, celles-ci ne sont pas complètes.

Au vu des estimations disponibles, il semble que les membres du CAD honorent leurs engagements de préserver les niveaux d'APD en 2020 tout en mobilisant aussi des ressources pour couvrir les dépenses et les mesures face au COVID-19. Il ressort des premières estimations que les membres du CAD ont mobilisé 12 milliards USD pour le soutien aux pays en développement face à la crise du COVID-19. Sur ces 12 milliards USD, 7 milliards USD ont été notifiés comme financements extrabudgétaires, c'est-à-dire des financements nouveaux, qui n'étaient pas disponibles au préalable. Le reste a été mobilisé dans les budgets d'action conjoncturelle ou en redirigeant des ressources initialement affectées à des programmes de développement, dont certains ont été retardés ou gelés en raison de la crise. Les banques multilatérales de développement et les institutions financières étaient en mesure d'accorder de plus grandes quantités de financements. La Banque mondiale a mobilisé 43 milliards USD, et d'autres organisations multilatérales (hors FMI) ont mobilisé 37 milliards USD (voir le Chapitre 9). Les fournisseurs semblent se concentrer sur les pays les plus touchés ou les plus à risque, les pays à faible revenu et les régions fragiles, ainsi que leurs pays prioritaires, évitant ainsi que les financements ne soient accaparés par les acteurs et institutions qui sont mieux placés pour les solliciter.

Même si les statistiques officielles détaillées sur les dépenses liées au COVID-19 permettront une analyse *ex post* et une reddition de comptes, elles arrivent trop tardivement pour éclairer les réponses stratégiques collectives. Un suivi plus complet en temps réel des plans de dépenses prévisionnels, des annonces de contribution<sup>11</sup>, des versements et des affectations améliorerait la transparence des financements et permettrait de déterminer où l'APD serait

le mieux à même de combler les déficits en temps de crise et en temps normal.

### *Pistes pour préserver le financement du développement*

- Le G20 et d'autres acteurs devraient continuer de collaborer afin de trouver des solutions à la crise de la dette et de permettre des restructurations de la dette, et d'accroître les capacités des institutions financières internationales pour octroyer de nouveaux crédits.
- Les acteurs de la coopération pour le développement doivent maximiser les synergies au niveau de l'allocation de financements bilatéraux et multilatéraux de façon à ce que la réponse actuelle à la crise et pour le redressement suite à cette crise se concentre sur les pays et les personnes dont les besoins sont les plus grands.
- Toutes les parties prenantes devraient s'attacher à améliorer la transparence des financements face à la crise en temps réel afin de mettre en correspondance l'ensemble des fonds et les besoins mondiaux, d'éclairer les décisions de programmation et de suivre l'allocation collective entre secteurs et pays.

### *Une action collective en faveur des biens publics mondiaux*

Il existe des listes restreintes de menaces susceptibles de dégénérer en crises mondiales sans guère de signes annonciateurs (Forum économique mondial, 2020<sup>[70]</sup> ; Global Challenges Foundation, 2020<sup>[71]</sup>). Certaines représentent des menaces pour notre survie, comme le changement climatique ou une guerre nucléaire. D'autres ont le potentiel de faire beaucoup de dégâts, comme l'a montré le COVID-19. En outre, il est évident, à la lumière de la crise du COVID-19, que dans un contexte mondialisé hyperconnecté, les systèmes d'organisation sont complexes, imbriqués et donc vulnérables à des effets en cascade et à des crises imprévisibles (OCDE, 2020<sup>[44]</sup>). S'attacher à mettre en place une

préparation et une résilience systémique à l'international semblerait constituer une stratégie d'assurance prudente, à la fois pour atténuer le risque d'apparition des crises et pour atténuer leurs effets et permettre d'y faire face efficacement le cas échéant. Le manque de préparation à des événements dont l'impact est élevé mais qui sont peu fréquents s'explique en partie par les sous-investissements dans les biens publics mondiaux (BPM), selon Ahmed et Brown et Kaul (Chapitres 5 et 6). Le financement de la préparation à une pandémie, de l'adaptation au changement climatique ou de l'atténuation de ses effets, de la biodiversité ainsi que d'autres BPM a trop souvent été écarté au profit de ce qui semblait constituer des préoccupations plus immédiates.

À l'heure actuelle, un soutien politique est apporté à des ajustements progressifs de l'architecture de la gouvernance mondiale et des mécanismes y afférents de sorte qu'ils soient mieux adaptés à leur objectif, mais cette crise a mis en évidence la nécessité d'une meilleure préparation et d'une meilleure gestion des risques à l'échelle mondiale<sup>12</sup>. Aujourd'hui, les responsables mondiaux sont appelés à réformer, voire à transformer, le système multilatéral, de façon à assurer une fourniture adéquate de BPM (voir les Chapitres 5 et 6) et à réduire le hiatus entre des systèmes qui se complexifient et les méthodes de gestion des risques (Goldin, 2020<sup>[72]</sup>). Si le COVID-19 a placé la sécurité sanitaire<sup>13</sup> – un bien public mondial – en tête des priorités internationales, il a également mis en évidence l'urgence qu'il y a à investir dans d'autres biens publics mondiaux afin d'éviter une crise similaire, voire pire, s'ils venaient à manquer. De nouveaux mécanismes de gouvernance mondiale pourraient mieux inciter les acteurs publics et autres à soutenir et à protéger les biens publics mondiaux (voir le Chapitre 6). Cependant, plusieurs contributeurs au présent rapport soulignent des problèmes de longue date et des sensibilités géopolitiques en lien avec les responsabilités, les budgets

et les façons de mesurer le financement des biens publics mondiaux (Encadré 3).

*Des efforts visant à assurer un accès équitable aux vaccins contre le COVID-19 pourraient être précurseurs d'approches plus holistiques vis-à-vis des défis mondiaux*

La coopération internationale visant à renforcer la sécurité sanitaire dans le monde en réponse à la pandémie de COVID-19 pourrait constituer une esquisse pour réformer la gouvernance et les mécanismes de financement face à d'autres défis mondiaux qui nécessitent des solutions mondiales. Le « Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) » réunit des États, des organisations mondiales œuvrant dans le domaine de la santé, des entreprises, des scientifiques, le secteur privé, la société civile et des organismes philanthropiques dans l'optique d'accélérer la mise au point et la production de produits de diagnostic, de traitements et de vaccins contre le COVID-19 et d'en assurer un accès équitable (OMS, 2020<sup>[75]</sup>). Le pilier COVAX axé sur les vaccins constitue le principal effort multilatéral depuis l'Accord de Paris, puisqu'il concerne environ 90 % de la population mondiale. Le dispositif COVAX utilise le pouvoir d'achat collectif des pays à revenu élevé pour introduire les vaccins sur le marché plus rapidement et à un prix inférieur à ce qu'il aurait été avec d'autres modalités (voir le Chapitre 4). Cela passe ensuite par le deuxième volet, la garantie de marché (AMC) pour les vaccins contre le COVID-19, laquelle vient en aide aux pays en développement qui n'ont pas les moyens de financer eux-mêmes leur accès aux vaccins. Sur les 189 économies participant à l'initiative COVAX, 92 sont des pays à revenu faible ou intermédiaire concernés par l'AMC, laquelle est principalement financée par l'APD (voir le « Point de vue » de Seth Berkley).

Lors de leur réunion de novembre 2020, les dirigeants des pays du G20 se sont engagés à faire en sorte que les produits de diagnostic, les traitements et les vaccins



## ENCADRÉ 3. BIENS PUBLICS MONDIAUX : LES QUESTIONS EN DÉBAT

Les débats internationaux sur la gouvernance et la fourniture de biens publics mondiaux convergent vers trois grandes thématiques.

- **Gouvernance inclusive** : les questions relatives à la gouvernance ont trait, en particulier, à l'inclusion et au rôle des économies émergentes et en développement, notamment en tant qu'acteurs intervenant dans la définition des stratégies publiques, et non plus comme des acteurs qui se limitent à les appliquer. La mesure dans laquelle les actionnaires donnent aux institutions multilatérales les moyens de relever le défi consistant à résoudre des problèmes mondiaux est une autre difficulté (Goldin, 2020<sub>[72]</sub>).
- **Refonte de l'architecture institutionnelle** : les structures internationales ne suivent pas le rythme de l'évolution des réalités associées aux défis mondiaux, ce qui entrave l'efficacité du multilatéralisme (voir le Chapitre 6 et Goldin (2020<sub>[72]</sub>)). Kaul et d'autres proposent de concevoir une nouvelle plateforme de plateformes, ou des mécanismes de coordination holistique soutenus par des financements mondiaux appropriés, afin d'inciter à procéder à des investissements dans les biens publics mondiaux (voir le Chapitre 6 ; (Kenny, 2020<sub>[73]</sub>))
- **Utilisation de mesures communes et de mécanismes de redevabilité** : la mesure du soutien public total au développement durable (TOSSD) peut contribuer à combler des déficits de données cruciaux concernant les investissements dans les biens publics mondiaux, favorisant par là même des échanges plus éclairés sur l'affectation des ressources mondiales en faveur du développement durable et d'une mise en œuvre plus cohérente et intégrée des Objectifs de développement durable. La recherche internationale, la surveillance des maladies à l'échelon mondial, le développement de traitements et de vaccins, ainsi que leur production et leur déploiement, représentent une composante substantielle de la réponse mondiale face au COVID-19. Ces initiatives et ces dépenses seraient prises en compte dans le TOSSD.

Note : Dans le cadre du TOSSD, les biens publics internationaux englobent les biens publics mondiaux, dont les bénéfices sont quasiment universels (par exemple un climat stable), les biens publics régionaux, dont les bénéfices s'étendent aux différents pays d'une même région (par exemple la gestion transfrontière de l'eau), et d'autres biens publics internationaux dont les bénéfices ne sont ni mondiaux ni régionaux (par exemple accords commerciaux bilatéraux).

Source : OCDE (2020<sub>[74]</sub>), *Le soutien public total au développement durable (TOSSD)*, page web, [www.oecd.org/fr/cad/tosssd-fr/](http://www.oecd.org/fr/cad/tosssd-fr/).

contre le COVID-19 soient financièrement abordables et également accessibles à tous les individus, et à prendre en charge les besoins financiers restants à l'échelle mondiale pour l'Accélérateur ACT, considérant que l'immunisation massive contre le COVID-19 constitue un bien public mondial (G20, 2020<sub>[63]</sub>). Si les 2 milliards USD initiaux nécessaires pour démarrer l'AMC ont bien été reçus, il faut encore 5 milliards USD pour atteindre les cibles de vaccination pour 2021 (voir le « Point de vue » de Seth Berkley). Étant donné que le virus est le principal facteur déterminant dans la crise économique et sociale mondiale, un tel investissement pourrait présenter une bonne rentabilité.

Le COVAX pourrait également revêtir une importance stratégique au-delà de la

fourniture des vaccins. Œuvrant à satisfaire les besoins des parties prenantes concernées et à établir un mécanisme juste d'affectation des ressources pour assurer un accès équitable pour tous, le COVAX est une nouvelle forme de partenariat pour l'innovation, la passation de marchés et la solidarité mondiale, à l'avant-garde d'approches plus holistiques face à des défis mondiaux.

### *Pistes pour les biens publics mondiaux*

- La communauté internationale a besoin de mécanismes plus robustes pour coordonner l'action publique et financer les biens publics mondiaux, en établissant plus clairement le rôle et la contribution des finances publiques en général. Le TOSSD fournira des informations cruciales pour opérer un suivi

des ressources associées aux biens publics mondiaux.

- Tirer les enseignements des initiatives de l'Accélérateur ACT et du COVAX afin de concevoir des mécanismes stratégiques et holistiques pour d'autres biens publics mondiaux, comme l'atténuation du changement climatique et les mécanismes d'intervention en cas de crise.

### ***Une préparation aux situations de crise et une coordination à l'appui de la coopération pour le développement plus volontaristes***

Étant donné les besoins grandissants, les effets différenciés et les ressources limitées disponibles pour que les acteurs du développement puissent intervenir face à la pandémie de COVID-19, il apparaît essentiel de disposer d'une coordination efficace, soutenue par des éléments factuels comparables et complets et des données ouvertes.

Pour les acteurs du développement, y compris les membres du CAD, la pandémie de COVID-19 a nettement mis en relief plusieurs problèmes de coordination. Alors que la communauté internationale a eu du mal à mettre en place une action et des réponses coordonnées au moment même où le besoin s'en faisait le plus sentir (voir le Chapitre 5), des initiatives ad hoc ont été créées pour répondre à des besoins spécifiques immédiats.

L'équipe d'Europe (Team Europe) a démontré le potentiel de l'UE pour mettre en commun efforts et ressources et plaider en faveur d'un programme d'action commun et d'une coordination renforcée au sein de la Commission européenne. Pour l'avenir, il reste à voir si Team Europe sera institutionnalisée et comment elle pourrait coordonner l'ensemble des financements de l'UE à l'appui du développement, y compris l'APD bilatérale des membres, ainsi que d'autres positions stratégiques en cas de crises mondiales (voir le Chapitre 4). Un autre exemple de coordination réside dans le groupe de contact informel sur le COVID-19 entre ministres chargés du développement,

réuni par le Canada et le Royaume-Uni, et dont les membres sont l'Allemagne, l'Australie, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Suède et l'UE.

Le CAD, acteur crucial dans l'établissement d'un consensus concernant la définition et la protection du rôle de l'APD et la reddition de comptes quant aux engagements, a fait preuve d'agilité lors de la crise, en élaborant des méthodes permettant de clarifier les règles d'éligibilité des dépenses liées aux vaccins contre le COVID-19 et en lançant des discussions sur ces initiatives, et d'autres, pour le bénéfice des pays en développement.

Néanmoins, la nécessité d'une coordination plus poussée et d'un meilleur partage des informations en temps réel entre acteurs du développement a été soulignée au niveau mondial et régional, dans les pays partenaires, et dans l'ensemble des différents systèmes publics des pays de l'OCDE. Certaines opportunités de synergies et de cohérence d'efforts plus collectifs n'ont pas été saisies. Comme le montre le Chapitre 4, initialement, les ressources bilatérales étaient allouées sans vision claire des besoins prioritaires, des canaux de soutien, ni des réponses d'autres acteurs. Les acteurs de la coopération pour le développement ont appliqué les enseignements tirés de crises sanitaires ou d'autres crises humanitaires, comme Ebola, le VIH/sida ou le tsunami en Asie. Les membres du CAD ont également partagé des informations et des plans sectoriels au moyen de séminaires ponctuels et d'apprentissage mutuel lors de réunions des réseaux consacrés à l'égalité hommes-femmes, à la gouvernance et à l'environnement, entre autres. Toutefois, ces enseignements, et c'est en particulier le cas des leçons dégagées des évaluations<sup>14</sup>, ont certes été remis au jour au fil de l'année 2020, mais ils auraient pu être intégrés au préalable dans les stratégies visant la préparation.

L'occasion s'offre aujourd'hui d'améliorer la préparation, en tirant des enseignements des lacunes observées et en mettant en place des processus et systèmes plus volontaristes



permettant de faire face aux crises<sup>15</sup>. Avec des procédures plus claires et systématiques ainsi que des informations et conseils adéquats en temps réel, le CAD pourrait servir de plateforme pour réunir les membres et leur apporter des conseils durant des crises aux répercussions mondiales – en clarifiant et en promouvant les normes du CAD et les principes d'efficacité tout en facilitant une collaboration plus poussée entre les portefeuilles bilatéraux et l'apprentissage mutuel dans un contexte de prises de décisions rapides et d'incertitude.

### *Pistes en vue de la préparation aux crises et de la coordination en période de crise*

- Maximiser le poids combiné des pays de l'OCDE sur les plans politique, diplomatique et du développement en vue de compléter au mieux les efforts multilatéraux visant à coordonner les efforts et à encourager les réformes dans les pays et au niveau mondial.
- Le système de coopération pour le développement, dont le CAD-OCDE s'est fait le champion, devrait développer sa stratégie et ses mécanismes de secours d'urgence pour réagir collectivement à des défis, chocs ou crises mondiaux.
- Une stratégie de coopération pour le développement devrait permettre aux membres du CAD d'échanger rapidement des données, éléments factuels, plans et données de veille afin d'éclairer les interventions et une prise de décisions rapide afin de répondre aux besoins des personnes les plus pauvres au monde et des pays dont les besoins sont les plus grands.

### **S'appuyer sur les enseignements tirés de la pandémie pour améliorer la résilience**

La pandémie a révélé les profondes inégalités qui, encore en 2020, décident qui vit et qui meurt, qui prospère et qui souffre, et quels pays et quelles communautés rebondissent après de multiples chocs et lesquels s'effondrent sous leur poids (voir le « Point de vue » de Gayle Smith). La crise du COVID-19 vient confirmer les leçons que les acteurs du

développement international ont apprises et réapprennent avec chaque nouvelle crise. La crise jette également une lumière crue sur les disparités en termes de capacités nationales, avec des conséquences déterminantes sur la résilience. C'est pourquoi tous les acteurs, de l'échelon local à l'échelon mondial, devraient tirer des enseignements de la pandémie et s'en inspirer pour permettre une meilleure préparation et une résilience accrue.

Une réponse internationale efficace face à la crise du COVID-19 est une réponse qui permet d'améliorer la durabilité, la résilience et la préparation face à un avenir incertain. Un (ré)engagement vis-à-vis de la solidarité mondiale en constitue le point de départ. Comme le montre ce chapitre, et le rapport *Coopération pour le développement* dans son ensemble, la pandémie a marqué de manière indélébile l'agenda de la coopération pour le développement pour 2021 et au-delà. Mener à bien un programme d'action qui donne lieu à des initiatives transversales plus intégrées, renforce les systèmes nationaux, accroît les financements à l'appui du développement, accélère les actions relatives aux biens publics mondiaux et améliore la coordination placerait la communauté de la coopération pour le développement en bonne position pour soutenir une reprise forte, résiliente, verte et inclusive.

En résumé, une ambition nouvelle et plus affirmée de renforcer la résilience face à des chocs mondiaux appelle des actions spécifiques de la part des acteurs de la coopération pour le développement qui :

- intègrent l'action climatique dans des stratégies pour le développement plurisectorielles
- assurent un soutien à long terme pour les systèmes nationaux
- évitent une crise du financement du développement
- accélèrent les actions collectives visant à fournir et protéger les biens publics mondiaux
- développent des stratégies et solutions d'urgence pour la coordination internationale en cas de crise.

## RÉFÉRENCES

- Banque mondiale (2020), *COVID-19 : Initiative de suspension du service de la dette*, page web, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative> (consulté le 5 octobre 2020). [37]
- Banque mondiale (2020), *Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée : revers de fortune*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34496>. [4]
- Banque mondiale (2020), *What We Do – LSMS-supported High-frequency Phone Surveys on COVID-19*, page web, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://www.worldbank.org/en/programs/lsms/brief/lsms-launches-high-frequency-phone-surveys-on-covid-19> (consulté le 20 novembre 2020). [57]
- Barber, S. et al. (2020), « Other considerations than: How much will universal health coverage cost? », *Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé*, vol. 98/2, pp. 95-99, <http://dx.doi.org/10.2471/BLT.19.238915>. [53]
- Bell, J. et al. (2020), *International Cooperation Welcomed Across 14 Advanced Economies*, Pew Research Center, Washington, D.C., <https://www.pewresearch.org/global/2020/09/21/international-cooperation-welcomed-across-14-advanced-economies> (consulté le 20 novembre 2020). [8]
- BIT (2020), « Financing gaps in social protection: Global estimates and strategies for developing countries in light of the COVID-19 crisis and beyond », dans *Social Protection Spotlight ILO Brief*, Organisation internationale du Travail, Genève, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---soc\\_sec/documents/publication/wcms\\_755475.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_755475.pdf) (consulté le 3 décembre 2020). [54]
- BIT (2020), *La crise du COVID-19 et l'économie informelle : réponses immédiates et défis à relever*, Organisation internationale du Travail, Genève, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms\\_745440.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_745440.pdf) (consulté le 25 novembre 2020). [87]
- BIT (2020), *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail. 6e édition*, Organisation internationale du Travail, Genève, [https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/impacts-and-responses/WCMS\\_755930/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/impacts-and-responses/WCMS_755930/lang--fr/index.htm) (consulté le 24 novembre 2020). [3]
- BIT (2018), *Femmes et hommes dans l'économie informelle : Un panorama statistique*, Bureau international du Travail, Genève, [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_734075/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_734075/lang--fr/index.htm) (consulté le 20 novembre 2020). [88]
- CERF (2020), *About CERF: Invest in Humanity*, page web, Fonds central d'intervention d'urgence des Nations unies, New York, [https://cerf.un.org/sites/default/files/resources/AboutCERF\\_2020\\_EN\\_20200205%20%28004%29.pdf](https://cerf.un.org/sites/default/files/resources/AboutCERF_2020_EN_20200205%20%28004%29.pdf) (consulté le 25 novembre 2020). [89]
- Cheney, C. (2020), « World Bank has role to play in inclusive digital connectivity, Google says », *Devex*, <https://www.devex.com/news/world-bank-has-role-to-play-in-inclusive-digital-connectivity-google-says-98349> (consulté le 12 novembre 2020). [41]
- Conseil européen (2020), *La réaction du Conseil en cas de crises (IPCR)*, page web, Conseil européen, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/ipcr-response-to-crises/> (consulté le 20 novembre 2020). [86]
- Conseil mondial de suivi de la préparation (2020), *Un monde en désordre : Conseil mondial de suivi de la préparation*, Organisation mondiale de la santé, Genève, [https://apps.who.int/gpmb/assets/annual\\_report/GPMB\\_AWID\\_ES\\_2020\\_FR.pdf](https://apps.who.int/gpmb/assets/annual_report/GPMB_AWID_ES_2020_FR.pdf) (consulté le 20 novembre 2020). [5]
- Conseil mondial de suivi de la préparation (2019), *Un monde en péril : Rapport annuel sur l'état de préparation mondial aux situations d'urgence sanitaire*, Organisation mondiale de la santé, Genève, [https://apps.who.int/gpmb/assets/annual\\_report/GPMB\\_annualreport\\_2019.pdf](https://apps.who.int/gpmb/assets/annual_report/GPMB_annualreport_2019.pdf) (consulté le 24 novembre 2020). [84]
- Davies, G. (2020), « Opinion – The SDR is an idea whose time has come », *The Financial Times*, <https://www.ft.com/content/7b7830e8-690c-11ea-800d-da70cff6e4d3> (consulté le 20 novembre 2020). [67]
- Duggan, J. et al. (2020), « New data show the World Bank's COVID response is too small and too slow », *blog du Center for Global Development*, <https://www.cgdev.org/blog/new-data-show-world-banks-covid-response-is-too-small-too-slow> (consulté le 12 novembre 2020). [60]
- FMI (2020), *The international architecture for resolving sovereign debt involving private-sector creditors - Recent developments, challenges, and reform options*, Policy Paper, Fonds monétaire international,

- Washington, D.C., <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2020/09/30/The-International-Architecture-for-Resolving-Sovereign-Debt-Involving-Private-Sector-49796> (consulté le 25 novembre 2020). [66]
- Fondation Bill & Melinda Gates (2020), *2020 Goalkeepers Report – COVID-19: A Global Perspective*, Fondation Bill & Melinda Gates, <https://www.gatesfoundation.org/goalkeepers/report/2020-report/#GlobalPerspective>. [18]
- Forum économique mondial (2020), *The Global Risks Report 2020*, Forum économique mondial, Genève, [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_Global\\_Risk\\_Report\\_2020.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risk_Report_2020.pdf) (consulté le 12 octobre 2020). [70]
- Forum économique mondial (2020), *The Great Reset*, page web, Forum économique mondial, Genève, <https://www.weforum.org/great-reset> (consulté le 20 novembre 2020). [12]
- Fukuyama, F. (2020), « The thing that determines a country's resistance to the coronavirus », *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/03/thing-determines-how-well-countries-respond-coronavirus/609025> (consulté le 12 novembre 2020). [47]
- G20 (2020), *Déclaration finale commune des chefs d'état et de gouvernement du G20 (Sommet de Riyad)*, G20, <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-16613-fr.pdf> (consulté le 25 novembre 2020). [63]
- G20 (2020), *Statement: Extraordinary G20 Finance Ministers and Central Bank Governors' Meeting*, G20, <https://www.imf.org/-/media/Files/News/news-articles/english-extraordinary-g20-fmcbg-statement-november-13.ashx>. [65]
- Gallagher, K., J. Ocampo et U. Volz (2020), « Special drawing rights: International monetary support for developing countries in times of the COVID-19 crisis », *The Economists' Voice*, vol. 17/1, <https://doi.org/10.1515/ev-2020-0012>. [68]
- Gates, B. (2015), *TED2015: The Next Outbreak? We're Not Ready*, TED.com, [https://www.ted.com/talks/bill\\_gates\\_the\\_next\\_outbreak\\_we\\_re\\_not\\_ready?language=en#t-441](https://www.ted.com/talks/bill_gates_the_next_outbreak_we_re_not_ready?language=en#t-441) (consulté le 24 novembre 2020). [83]
- Gentilini, U. et al. (2020), *Social protection and jobs responses to COVID-19: A real-time review of country measures*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635> (consulté le 17 novembre 2020). [38]
- Global Challenges Foundation (2020), *Global Catastrophic Risks 2020*, Global Challenges Foundation, Stockholm, <https://globalchallenges.org/wp-content/uploads/Global-Catastrophic-Risks-2020-Annual-Report.pdf> (consulté le 20 novembre 2020). [71]
- Global Hunger Index (2020), *2020 Global Hunger Index (page web)*, <https://www.globalhungerindex.org/results.html> (consulté le 7 décembre 2020). [25]
- Goldin, I. (2020), « Rethinking global resilience: The pandemic is straining economic and social fault lines: The only remedy is international cooperation », *Finance & Development*, pp. 5-9 septembre, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/09/pdf/rethinking-global-resilience-ian-goldin.pdf> (consulté le 12 octobre 2020). [72]
- Goldin, I. et R. Muggah (2020), « COVID-19 is increasing multiple kinds of inequality. Here's what we can do about it », *Forum économique mondial - blog Global Agenda*, <https://www.weforum.org/agenda/2020/10/covid-19-is-increasing-multiple-kinds-of-inequality-here-s-what-we-can-do-about-it> (consulté le 12 novembre 2020). [36]
- Gondwe, G. (2020), *Assessing the Impact of COVID-19 on Africa's Economic Development*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève, [https://unctad.org/system/files/official-document/aldcmisc2020d3\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/aldcmisc2020d3_en.pdf) (consulté le 20 novembre 2020). [33]
- Groupe de la Banque mondiale (2019), *Pandemic Preparedness Financing: Status Update*, Banque mondiale, Washington, D.C., [https://apps.who.int/gpmb/assets/thematic\\_papers/tr-4.pdf](https://apps.who.int/gpmb/assets/thematic_papers/tr-4.pdf) (consulté le 20 novembre 2020). [85]
- Gurría, A. (2020), *Transcription du message vidéo du Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría (Meeting of Experts on the Establishment of a Global Fund « Social Protection for All »)*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/about/secretary-general/meeting-of-experts-on-establishment-of-global-fund-social-protection-for-all-september-2020.htm> (consulté le 25 novembre 2020). [50]
- Haroutunian, S., S. Hauptmeier et N. Leiner-Killingner (2020), « The COVID-19 crisis and its implications for fiscal policies », *ECB Economic Bulletin 4*, [https://www.ecb.europa.eu/pub/economic-bulletin/focus/2020/html/ecb.ebbox202004\\_07-145cc90654.en.html](https://www.ecb.europa.eu/pub/economic-bulletin/focus/2020/html/ecb.ebbox202004_07-145cc90654.en.html) (consulté le 20 novembre 2020). [82]

- HCR (2020), *L'OIM et le HCR annoncent la suspension temporaire des voyages de réinstallation de réfugiés*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/3/5e7208c5a/loim-hcr-annoncent-suspension-temporaire-voyages-reinstallation-refugies.html>. [21]
- Kenny, C. (2020), « Official Development Assistance, Global Public Goods, and implications for climate finance », dans *CGD Policy Papers*, Center for Global Development, Washington, D.C., <https://www.cgdev.org/sites/default/files/PP188-Kenny-ODA-GPGs-Full.pdf> (consulté le 20 novembre 2020). [73]
- Kharas, H. (2020), « The impact of COVID-19 on global extreme poverty », *Brookings Future Development blog*, <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/10/21/the-impact-of-covid-19-on-global-extreme-poverty> (consulté le 12 novembre 2020). [24]
- Kituyi, M. (2020), *A new take on trade*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève, <https://unctad.org/news/new-take-trade> (consulté le 20 novembre 2020). [34]
- Lakner, C. et al. (2020), « Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté : l'incidence des nouvelles données », *Blog de données de la Banque mondiale*, <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/estimations-impact-de-la-pandemie-de-covid-19-sur-la-pauvrete> (consulté le 12 novembre 2020). [23]
- Lange, S. (2020), *Key trends in development co-operation for national data and statistical systems*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/1ce044d2-en>. [58]
- Malpass, D. (2020), *Remarks by World Bank Group President David Malpass at the G20 Finance Ministers and Central Bank Governors Meeting*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://www.worldbank.org/en/news/speech/2020/10/14/remarks-by-world-bank-group-president-david-malpass-at-the-g20-finance-ministers-and-central-bank-governors-meeting> (consulté le 16 novembre 2020). [61]
- Maoujoud, O. et S. Ahid (2020), « The coronavirus disease 2019 (COVID-19) pandemic in Africa: What can we expect? », *Value in Health Regional Issues*, vol. 22, p. 35, <http://dx.doi.org/10.1016/j.vhri.2020.05.001>. [81]
- Ministère espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération (2020), *Spain defends the key role of official development assistance to tackle the COVID-19 crisis to the OECD*, Ministère espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, Madrid, <https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/news/Paginas/2020/20201110aod-covid.aspx> (consulté le 24 novembre 2020). [46]
- Morse, S. et al. (2012), « Prediction and prevention of the next pandemic zoonosis », *The Lancet*, vol. 380/9857, pp. 1 956-1 965, [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(12\)61 684-5](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(12)61 684-5). [80]
- Nabarro, D. et J. Atkinson (2020), *The great revealer: Emergence of the 'Covid-ready' world*, OECD Forum Network, OCDE, Paris, <https://www.oecd-forum.org/posts/the-great-revealer-emergence-of-the-covid-ready-world> (consulté le 20 novembre 2020). [10]
- Nations Unies (2020), *COVID-19 and Universal Health Coverage*, Nations Unies, New York, [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg\\_policy\\_brief\\_on\\_universal\\_health\\_coverage.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_on_universal_health_coverage.pdf) (consulté le 20 novembre 2020). [48]
- Nations Unies (2020), « New wave of famine could sweep the globe, overwhelming nations already weakened by years of conflict, warn UN officials », *UN News*, <https://news.un.org/en/story/2020/09/1072712> (consulté le 25 novembre 2020). [27]
- Nations Unies (2020), *Progress towards the Sustainable Development Goals: Report of the Secretary General*, Nations Unies, New York, [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26158Final\\_SG\\_SDG\\_Progress\\_Report\\_14052020.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26158Final_SG_SDG_Progress_Report_14052020.pdf) (consulté le 12 novembre 2020). [6]
- Nations Unies (2020), *The Impact of COVID-19 on Women*, Nations Unies, New York, [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/policy\\_brief\\_on\\_covid\\_impact\\_on\\_women\\_9\\_apr\\_2020\\_updated.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/policy_brief_on_covid_impact_on_women_9_apr_2020_updated.pdf) (consulté le 12 novembre 2020). [29]
- OCDE (2020), *A systemic resilience approach to dealing with Covid-19 and future shocks*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/a-systemic-resilience-approach-to-dealing-with-covid-19-and-future-shocks-36a5bdfb> (consulté le 6 novembre 2020). [44]
- OCDE (2020), *Communiqué de la réunion à haut niveau du CAD de 2020*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/communiquede-la-reunion-a-haut-niveau-du-cad-de-2020.pdf> (consulté le 20 novembre 2020). [40]

- OCDE (2020), *Conclusions politiques de la RCM de 2020 : une reprise post-Covid forte, résiliente, inclusive et durable*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/mcm/C-MIN-2020-7-FINAL.fr.pdf> (consulté le 20 novembre 2020). [9]
- OCDE (2020), *COVID-19, crises and fragility*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-crises-and-fragility-2f17a262>. [20]
- OCDE (2020), *Developing countries and development co-operation: What is at stake?*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/developing-countries-and-development-co-operation-what-is-at-stake-50e97915> (consulté le 12 novembre 2020). [16]
- OCDE (2020), *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021: A New Way to Invest for People and Planet*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/e3c30a9a-en>. [7]
- OCDE (2020), *Le soutien public total au développement durable*, page web, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/cad/tossd-fr/>. [74]
- OCDE (2020), *Managing for sustainable results in development co-operation in uncertain times*, Éditions OCDE, Paris, [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134\\_134485-56ol8i2i0a&title=Managing-for-sustainable-results-in-development-co-operation-in-uncertain-times](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134485-56ol8i2i0a&title=Managing-for-sustainable-results-in-development-co-operation-in-uncertain-times) (consulté le 5 novembre 2020). [39]
- OCDE (2020), *Multilateral Development Finance 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/e61fdf00-en>. [55]
- OCDE (2020), *Pandémie mondiale de COVID-19 - Déclaration commune du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/Pandemie-mondiale-de-Covid-19-declaration-CAD.pdf>. [15]
- OCDE (2020), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2020 Numéro 2 : Version préliminaire*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/8dd1f965-fr>. [2]
- OCDE (2020), *Response, recovery and prevention in the coronavirus (COVID-19) pandemic in developing countries: Women and girls on the frontlines*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/response-recovery-and-prevention-in-the-coronavirus-covid-19-pandemic-in-developing-countries-women-and-girls-on-the-frontlines-23d645da>. [17]
- OCDE (2020), « Six décennies d'APD : éclairages et perspectives dans le contexte de la crise du COVID-19 », dans *Les profils de coopération au développement*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/cb89577f-fr>. [52]
- OCDE (2020), *Strengthening health systems during a pandemic: The role of development finance*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/strengthening-health-systems-during-a-pandemic-the-role-of-development-finance-f762bf1c> (consulté le 12 novembre 2020). [49]
- OCDE (2020), *The impact of coronavirus (COVID-19) and the global oil price shock on the fiscal position of oil-exporting developing countries*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-impact-of-coronavirus-covid-19-and-the-global-oil-price-shock-on-the-fiscal-position-of-oil-exporting-developing-countries-8bafbd95> (consulté le 25 novembre 2020). [35]
- OCDE (2020), *The impact of coronavirus (COVID-19) on forcibly displaced persons in developing countries*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-impact-of-coronavirus-covid-19-on-forcibly-displaced-persons-in-developing-countries-88ad26de>. [22]
- OCDE (2019), *Can Social Protection Be an Engine for Inclusive Growth?*, Études du Centre de développement, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9d95b5d0-en>. [51]
- OCDE (2019), *Coopération pour le développement 2018 : Agir ensemble pour n'oublier personne*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/dcr-2018-fr>. [56]
- OCDE (2019), *Coopération pour le développement 2019 : Un avenir plus juste, plus vert et plus sûr*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/71a10470-fr>. [11]
- OCDE (2013), « What does 'resilience' mean for donors? », OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/May%2010%202013%20FINAL%20resilience%20PDF.pdf> (consulté le 6 novembre 2020). [42]
- Ofori-Atta, K. (2020), « Ghanaian finance minister: Africa deserves more Covid help », *The Financial Times*, <https://www.ft.com/content/fff9c354-dde5-4a4c-ab48-f11f289c2da9> (consulté le 3 novembre 2020). [59]



- OMS (2020), *Le coût de l'inaction : la perturbation des services liée à la COVID-19 pourrait entraîner des centaines de milliers de décès supplémentaires dus au VIH*, Organisation mondiale de la santé, Genève, <https://www.who.int/fr/news/item/11-05-2020-the-cost-of-inaction-covid-19-related-service-disruptions-could-cause-hundreds-of-thousands-of-extra-deaths-from-hiv> (consulté le 20 novembre 2020). [30]
- OMS (2020), *The Access to COVID-19 Tools (ACT) Accelerator*, page web, Organisation mondiale de la santé, Genève, <https://www.who.int/initiatives/act-accelerator> (consulté le 25 novembre 2020). [75]
- OMS (2020), *WHO Coronavirus Disease (COVID-19) Dashboard (base de données)*, Organisation mondiale de la santé, Genève, [https://covid19.who.int/?gclid=CjwKCAiAnvj9BRA4EiwAuUMDf8Q4pgcaGvJHiDzRaw8TdFz1PO-2YqL50FUjbCsLYw9XTQyVftBHjxoClh8QAvD\\_BwE](https://covid19.who.int/?gclid=CjwKCAiAnvj9BRA4EiwAuUMDf8Q4pgcaGvJHiDzRaw8TdFz1PO-2YqL50FUjbCsLYw9XTQyVftBHjxoClh8QAvD_BwE) (consulté le 25 novembre 2020). [1]
- OMS / PNUD (2020), *Répondre aux maladies non transmissibles pendant et après la pandémie de COVID-19 : rapide tour d'horizon des données probantes sur la COVID 19 et les maladies non transmissibles*, Organisation mondiale de la santé / Programme des Nations Unies pour le développement, Genève / New York, <https://apps.who.int/iris/handle/10665/335828> (consulté le 20 novembre 2020). [32]
- ONE (2020), *World's poorest countries fighting COVID-19 with both hands tied behind their backs*, ONE, <https://www.one.org/international/press/worlds-poorest-countries-fighting-covid-19-with-both-hands-tied-behind-their-backs> (consulté le 20 novembre 2020). [69]
- Ortiz, I. et al. (2017), *Universal social protection floors: Costing estimates and affordability in 57 lower income countries*, Bureau international du Travail, Genève, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---soc\\_sec/documents/publication/wcms\\_614407.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_614407.pdf) (consulté le 20 novembre 2020). [79]
- Oxfam (2020), *The Hunger Virus: How COVID-19 is Fuelling Hunger in a Hungry World*, Oxfam, Oxford, Royaume-uni, <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621023/mb-the-hunger-virus-090720-en.pdf> (consulté le 25 novembre 2020). [28]
- PNUD (2020), *Fragility and COVID-19: Risks and opportunities for fragile contexts*, document non publié. [43]
- PNUD, Seoul Policy Centre (2020), *Post-COVID-19: Implications for International (Development) Cooperation*, Programme des Nations Unies pour le développement, [https://www.undp.org/content/seoul\\_policy\\_center/en/home/presscenter/articles/2019/post-covid-19--implications-for-international-development--coop0.html](https://www.undp.org/content/seoul_policy_center/en/home/presscenter/articles/2019/post-covid-19--implications-for-international-development--coop0.html) (consulté le 20 novembre 2020). [13]
- Quammen, D. (2012), *Spillover: Animal Infections and the Next Human Pandemic*, W.W. Norton & Company, New York. [78]
- Ramaphosa, C. (2020), « Global response is needed to prevent a debt crisis in Africa », *The Financial Times*, <https://www.ft.com/content/5f428a4d-bd29-44e6-a307-c97b3f325d7b>. [62]
- Sandefur, J. et al. (2020), « Predicting COVID-19 infection fatality rates around the world », *blog du CGD*, <https://www.cgdev.org/blog/predicting-covid-19-infection-fatality-rates-around-world> (consulté le 16 novembre 2020). [77]
- Shastri, V. et J. Mark (2020), « Let them eat debt: The G20's disappointing response to the pandemic in developing countries », *New Atlanticist blog*, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/let-them-eat-debt-the-g20s-disappointing-response-to-the-pandemic-in-developing-countries> (consulté le 12 novembre 2020). [64]
- UNESCO (2020), *What have we learnt? Overview of findings from a survey of ministries of education on national responses to COVID-19*, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris, <https://data.unicef.org/resources/national-education-responses-to-covid19/>. [19]
- UNICEF (2020), *Over 5 million children face threat of cholera and acute water diarrhea in the midst of COVID-19 as Yemen gets heavy rains*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, New York, <https://www.unicef.org/press-releases/over-5-million-children-face-threat-cholera-and-acute-water-diarrhea-midst-covid-19> (consulté le 20 novembre 2020). [31]
- von Grebmer, K. et al. (2019), *2019 Global Hunger Index: The Challenge of Hunger and Climate Change*, Welthungerhilfe/Concern Worldwide, Bonn/Dublin, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019%20Global%20Hunger%20Index.pdf> (consulté le 20 novembre 2020). [26]
- Walker, P. et al. (2020), *The Global Impact of COVID-19 and Strategies for Mitigation and Suppression*, Imperial College London, Londres, <http://dx.doi.org/10.25561/77735>. [76]

- Wilton Park (2020), *The Future of Aid: Crisis and Opportunity – How the COVID-19 Moment will Catalyse Change in the Aid Sector*, Foreign, Commonwealth & Development Office, Londres, <https://www.wiltonpark.org.uk/wp-content/uploads/2019/12/WP1766V2-Future-of-Aid-dialogue-two-report.pdf> (consulté le 20 novembre 2020). [14]
- Woetzel, J. et al. (2015), *How Advancing Women's Equality Can Add \$12 Trillion to Global Growth*, McKinsey & Co., Washington, D.C., <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth#> (consulté le 20 novembre 2020). [45]

## NOTES

1. À titre d'exemple, le Global Preparedness Monitoring Board, un organe indépendant de suivi et de sensibilisation appelant à une action politique en vue d'améliorer la préparation aux urgences sanitaires mondiales et leur atténuation, avait mis en garde en 2019 contre « la menace très réelle d'une pandémie très meurtrière, de propagation rapide, d'un agent pathogène respiratoire qui coûterait la vie à 50-80 millions d'individus et mettrait à bas près de 5 % de l'économie mondiale » (2019<sub>[84]</sub>). D'autres mises en garde avaient été émises par d'éminentes personnalités comme Bill Gates, dont la conférence TED en 2015 sur les leçons concrètes à dégager de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest pour se préparer à une pandémie dans le reste du monde avait été visionnée plus de 38 millions de fois (voir Gates (2015<sub>[83]</sub>)). D'autres alertes ont été lancées auprès du public par des auteurs scientifiques, à l'instar du célèbre ouvrage de David Quammen, collaborateur du New York Times, intitulé (2012<sub>[78]</sub>) *Spillover: Animal Infections and the Next Human Pandemic*. Toujours en 2012, *The Lancet* avait publié une série d'articles sur la « prévision et la prévention de la zoonose à l'origine de la prochaine pandémie ». Voir Morse et al. (2012<sub>[80]</sub>).
2. Ahmed et Brown, et Kaul (Chapitres 5 et 6) affirment que les défaillances du système international et la nécessité de réforme ne sont pas des questions nouvelles à inscrire à l'ordre du jour, ce ne sont que des priorités depuis trop longtemps différées.
3. Voir par exemple, la *Recommandation de l'OCDE sur la cohérence des politiques au service du développement durable* : [www.oecd.org/gov/pcsd/oecd-recommendation-on-policy-coherence-for-sustainable-development.htm](http://www.oecd.org/gov/pcsd/oecd-recommendation-on-policy-coherence-for-sustainable-development.htm).
4. Voir, par exemple, Walker et al. (2020<sub>[76]</sub>) ; Sandefur et al. (2020<sub>[77]</sub>) ; et Maoujoud et Ahid (2020<sub>[81]</sub>).
5. Voir, par exemple, [www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/developing-countries-and-development-co-operation-what-is-at-stake-50e97915](http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/developing-countries-and-development-co-operation-what-is-at-stake-50e97915).
6. Voir, par exemple, [www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-impact-of-the-coronavirus-covid-19-crisis-on-development-finance-9de00b3b/](http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-impact-of-the-coronavirus-covid-19-crisis-on-development-finance-9de00b3b/).
7. Voir, par exemple, <https://dx.doi.org/10.1787/e3c30a9a-en>.
8. Comme le note l'Organisation internationale du travail (OIT), les emplois informels sont souvent non déclarés, sont généralement dépourvus des protections sociales et juridiques élémentaires et n'ouvrent pas droit aux prestations liées à l'emploi. Voir OIT (2020<sub>[87]</sub>). L'économie informelle représente 61 % de l'emploi mondial (voir l'étude de cas de Roever et Tulaphan), et pour de nombreux pays en développement, le secteur informel compte pour la majorité des emplois. Voir OIT (2018<sub>[88]</sub>).
9. En 2017, des recherches menées pour le Bureau international du travail comparaient les niveaux de PIB de différents pays au moment où ils ont introduit des socles de protection sociale aux niveaux de PIB de pays à faible revenu en 2017, aboutissant à la conclusion que les pays à faible revenu pouvaient se permettre de mettre en place des socles de protection sociale. Voir Ortiz et al. (2017<sub>[79]</sub>).
10. Les pays de la zone euro, par exemple, devraient dépasser le plafond de déficit budgétaire habituel (fixé à 3 % du PIB) pour atteindre 8.5 % en 2020 (Haroutunian, Hauptmeier et Leiner-Killinger, 2020<sub>[82]</sub>).
11. L'unité de l'OCDE chargée des statistiques sur le développement international collecte des données sur les plans de dépenses prévisionnels des donneurs depuis 2011 en vue d'améliorer la prévisibilité, en droite

ligne du programme d'action en faveur de l'efficacité. On trouvera des informations supplémentaires à l'adresse : [https://www.oecd-ilibrary.org/development/data/statistiques-de-l-ocde-sur-le-developpement-international/depenses-previsionnelles-des-donneurs\\_g2g56c32-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/development/data/statistiques-de-l-ocde-sur-le-developpement-international/depenses-previsionnelles-des-donneurs_g2g56c32-fr).

12. Par exemple des ajustements permettant de suivre la réalisation des cibles et objectifs des traités internationaux, ou la création de fonds fiduciaires spécifiques, comme GAVI, l'Alliance du vaccin.
13. En 2019, une évaluation conjointe externe de la préparation aux pandémies, préparée pour le Conseil mondial de suivi de la préparation, a conclu que les investissements dans la préparation aux pandémies devraient être considérés comme biens publics mondiaux, et a appelé les Nations Unies, ses organismes spécialisés comme l'Organisation mondiale de la santé et les institutions internationales de financement à mettre au point un mécanisme pour la préparation (Groupe de la Banque mondiale, 2019<sub>[85]</sub>).
14. La Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19, partenariat de plus de 42 organisations bilatérales et multilatérales duquel l'OCDE assure le secrétariat, facilite l'apprentissage collectif avec à la fois des synthèses d'éléments factuels et des évaluations rapides ; voir [covid19-evaluation-coalition.org/fr/](https://www.oecd.org/fr/). Afin d'atteindre son objectif principal consistant à produire des éléments factuels crédibles pour éclairer la coopération internationale pour le développement, la Coalition soutient et communique à la fois les évaluations individuelles des membres et les analyses conjointes sur l'efficacité et les résultats des réponses au COVID-19 et sur les efforts de relance.
15. Les mécanismes internationaux et régionaux d'intervention face aux crises qui pourraient nourrir la réflexion sont le Fonds central des Nations Unies pour les interventions d'urgence, qui mutualise les ressources et les apparie aux besoins (CERF, 2020<sub>[89]</sub>), ou le dispositif intégré de l'UE pour une réaction au niveau politique dans les situations de crise (IPCR), dont les protocoles peuvent être activés à différents degrés (suivi, partage de l'information ou activation totale), et qui propose une plateforme pour l'échange de renseignements, facilite la collaboration et coordonne les réponses face à la crise (Conseil européen, 2020<sub>[86]</sub>).



# Partie I

## La crise du COVID-19 exacerbe les défis du développement à l'échelle mondiale







# POUR METTRE UN TERME À LA PANDÉMIE MONDIALE, NOUS AVONS BESOIN DE SOLUTIONS MONDIALES : POINT DE VUE

Gayle Smith, Présidente et Directrice générale, ONE Campaign

## Rien ne laissait envisager une telle année 2020

Si beaucoup l'avaient prédite, peu s'y étaient préparés. La pandémie mondiale qui continue de semer le chaos sur la planète a mis à mal la santé publique et fait plus d'1 million de victimes. Ses répercussions sont tout aussi effrayantes : pertes colossales pour l'économie mondiale, perturbation des échanges mondiaux, accroissement de l'insécurité alimentaire, interruption de l'enseignement, pertes d'emploi massives, et montée en flèche des violences domestiques partout dans le monde.

La pandémie a également exposé au grand jour les inégalités criantes qui, encore en 2020, déterminent qui vit et qui meurt, qui prospère et qui vit en souffrance, quels pays et communautés se relèveront de ces chocs multiples et quels pays s'effondreront sous leur poids. Alors que la Banque mondiale annonce déjà que, pour la seule année 2020, entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires tomberont dans l'extrême pauvreté en raison de la pandémie, il est de plus en plus manifeste que cette dernière a des effets disproportionnés sur les populations les plus vulnérables. À tout le moins, la pandémie a mis

en lumière l'interdépendance étroite qui existe entre pauvreté et inégalités et a nourri une soif d'équité fondamentale ainsi qu'une colère grandissante à l'idée que cette équité demeure hors de portée.

Le fait que la pandémie soit apparue dans un contexte de désunion mondiale sans précédent n'a fait qu'accroître le pouvoir de nuisance du virus. Au moment de la rédaction de ce « Point de vue », les dirigeants du monde ne sont pas encore parvenus à conjuguer leurs efforts pour élaborer un plan commun permettant d'éradiquer cette menace transnationale qu'aucun pays ou région ne peut maîtriser seul(e). Dans l'ensemble, les citoyens fournissent leur part d'effort : ils se conforment aux mesures édictées par les experts et les responsables publics, ils portent le masque, ils pratiquent le télétravail, ils respectent la distanciation physique et ils prodiguent les soins de santé urgents dont ont besoin tant de malades. Leur exigence est on ne peut plus raisonnable : voir leurs dirigeants diriger.

## Les besoins, nous les connaissons, et les solutions aussi

La terrible ironie de la situation – et peut-être notre salut –, c'est que nous connaissons les solutions, du moins pour ce

qui est de maîtriser et, à terme, d'éradiquer la pandémie, et d'atténuer ses effets destructeurs sur les plans économique et social. Nous sommes face à un virus et devons donc nous appuyer sur la science, les données et les faits. Nous pouvons planifier et mettre en œuvre des mesures sur la base de nos connaissances et non de notre instinct ; nous pouvons évaluer nos réussites et nos échecs, et adapter notre réponse en conséquence ; nous pouvons déjouer le virus en le privant progressivement puis totalement de toute possibilité de se propager.

En premier lieu, nous avons besoin d'une stratégie mondiale dûment financée. Nous devons et pouvons planifier et financer une stratégie mondiale visant à produire et à déployer des vaccins et des traitements partout dans le monde. Toutefois, la pandémie s'éteindra non pas quand nous aurons trouvé ces vaccins et ces traitements, mais quand tout le monde y aura accès.

Cette solution s'impose comme la plus appropriée, mais aussi comme la plus judicieuse si nous voulons mettre un terme à la pandémie le plus rapidement possible. Les données épidémiologiques nous montrent qu'il faut procéder de façon méthodique pour aller au-delà de la simple mise à disposition de vaccins et de traitements auprès des populations qui ont les moyens de se les procurer, et réduire la durée de la pandémie.

Une coalition de volontaires œuvre déjà en ce sens dans le cadre du Dispositif pour

accélérer l'accès aux outils de lutte contre le COVID-19 (Accélérateur ACT) et du mécanisme COVAX, qui prévoit un système perfectionné de garantie de marché. Pour autant, si nous voulons priver le virus de tout environnement propice à sa prolifération et stopper sa réimportation cyclique dans les pays qui l'ont éradiqué, nous devons mobiliser tous les pays et réunir le financement nécessaire pour garantir que les pays à faible revenu soient eux aussi couverts.

En deuxième lieu, nous devons privilégier une vision globale. Nous devons aussi, et parallèlement, gérer les répercussions de la pandémie. Pour la première fois depuis 20 ans, l'extrême pauvreté a progressé. Nous savons que lorsque des communautés ou des pays subissent des chocs externes (sécheresse, ouragan, baisse des cours des matières premières, guerre ou pandémie), ce sont les populations ou les pays pauvres qui sont le plus durement touchés, tout simplement parce qu'ils disposent de moins de mécanismes d'adaptation sur lesquels s'appuyer.

Mais dans l'immédiat, nous sommes face à une pandémie et à deux réalités concernant la stabilisation des économies. Les pays les plus riches ont adopté des mesures extrêmes et, afin de contenir l'hémorragie provoquée par le virus, ils ont à juste titre imposé des confinements et cessé certaines activités économiques. Les pays à faible revenu et de nombreux pays à revenu intermédiaire ne peuvent se permettre d'appliquer de telles

**Le monde a la fâcheuse habitude de tourner la page dès la fin d'une crise, sans en intégrer les leçons ni les mesures qui pourraient empêcher la prochaine. Il est temps de rompre avec cette habitude et d'investir dès aujourd'hui afin de renforcer nos défenses communes en vue de la prochaine bataille**

solutions, et faute de mesures immédiates et tout aussi drastiques, nous assisterons bientôt à de multiples défauts de paiement, à des situations d'insolvabilité et au lot de douleurs et de souffrances humaines que tout effondrement économique entraîne. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Parmi les pays du Groupe des vingt (G20), les mesures de relance représentent en moyenne quelque 22 % du produit intérieur brut (PIB). Dans les pays d'Afrique subsaharienne, cette moyenne s'établit à 3 % seulement. Un tel monde à deux vitesses est inacceptable.

Une fois encore, une solution est à notre portée, et elle sera moins onéreuse qu'un éventuel échec de notre part à empêcher un effondrement économique. Les créanciers doivent prendre des mesures plus soutenues et plus rapides afin d'alléger la pression supportée par les pays les plus pauvres de la planète. En conjuguant prorogation du moratoire sur la dette, allocation de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international et restructuration de la dette, il est possible d'éviter les défauts de paiement, de générer des liquidités plus que nécessaires et de préserver les avancées réalisées en matière de développement depuis 25 ans.

En troisième lieu, nous devons être parés pour la prochaine menace. Nous devons dès aujourd'hui saisir l'occasion de réduire le risque d'impréparation du monde à la prochaine menace virale – qui, nous le savons, ne sera pas la dernière.

Le monde a la fâcheuse habitude de tourner la page dès la fin d'une crise, sans en intégrer les leçons ni les mesures qui pourraient empêcher la prochaine. Il est temps de rompre avec cette habitude et d'investir dès aujourd'hui afin de renforcer nos défenses communes en vue de la prochaine bataille.

Les mesures évoquées plus haut suscitent une résistance qui s'explique par la conviction qu'il est aujourd'hui prioritaire de se recentrer sur nous-mêmes, sur nos communautés et sur notre pays. Certes, il le faut. Mais une stratégie centrée sur soi est impuissante face à un virus hors de contrôle. Or, c'est exactement ce que certains pays semblent avoir choisi comme voie : tenter de s'abriter derrière des frontières dont le virus fait fi, commander autant de doses que possible d'un vaccin potentiel pour les besoins de tout le pays et ignorer les appels en faveur d'une coopération internationale plus étroite.

L'intérêt d'apporter une réponse mondiale à une pandémie mondiale réside dans son coût bien plus économique, puisqu'elle peut permettre de faire disparaître la pandémie plus rapidement – ce qui est dans l'intérêt national de chaque pays. Apporter une réponse mondiale s'impose également comme la solution la plus appropriée et, alors que la confiance des populations envers les pouvoirs publics s'effrite, nous avons tout à gagner à montrer qu'en réalité, l'équité tant recherchée n'est peut-être pas si hors de portée qu'elle le semble.

# 01 LES EFFETS DU COVID-19 PAR LE PRISME DE L'EXPOSITION AUX RISQUES ET DE LA RÉSILIENCE

Jan Rielaender, Centre de développement de l'OCDE

## ABSTRAITE

Le virus du COVID-19 a rapidement exposé les pays à de nombreux risques socioéconomiques aux conséquences majeures sur la santé, l'emploi, la structure économique et les interactions internationales. La gravité de ces conséquences est fonction de divers facteurs mais, à l'évidence, des mesures stratégiques visant à renforcer la résilience concourraient à atténuer les effets de crises mondiales à venir. L'analyse des chocs sous l'angle de l'exposition aux risques et de la résilience pourrait transformer la coopération pour le développement de demain, et lui permettre de meilleurs résultats dans chaque pays, dans les différentes régions et à l'échelle mondiale.

La résilience contribue à atténuer la gravité des retombées

- Alors que des mesures variées ont été adoptées pour faire face au COVID-19, la résilience semble avoir contribué de manière déterminante à atténuer la gravité des effets de la crise et à accélérer la reprise, ce qui laisse à penser que la coopération pour le développement devrait à l'avenir accorder une priorité plus élevée au renforcement de la résilience.
- Les retombées socioéconomiques du COVID-19 ont accentué les disparités entre les pays et entre les régions et les vulnérabilités qui les caractérisaient. Certains pans de la société ont été particulièrement durement frappés, comme les travailleurs informels, ne disposant pas de protection sociale, et les enfants, dont l'accès à l'enseignement a été compromis.
- L'exposition aux risques et la résilience sont des concepts fondamentaux pour appréhender l'impact potentiel des chocs sur un pays ou une région donnés et prédire la rapidité possible de la reprise. On peut mesurer ces deux facteurs au moyen d'un référentiel d'indicateurs, la nature du choc déterminant les indicateurs les plus appropriés.
- Une programmation stratégique des dépenses publiques s'impose pour les mesures adoptées en riposte à la crise, pour la relance et pour le renforcement de la résilience.

### L'évolution socioéconomique des retombées du COVID-19 : premiers enseignements dégagés des mesures d'intervention

Lors d'une pandémie de l'ampleur et de la portée de celle du COVID-19, les conséquences sanitaires immédiates et les mesures d'endiguement entraînent rapidement des répercussions socioéconomiques considérables, amplifiant

les risques qui pèsent sur le bien-être et les moyens d'existence de tous les secteurs de la société et, de fait, de tous les citoyens.

La question la plus pressante pourrait avoir trait à la capacité des autorités à maîtriser la pandémie, mais celle-ci n'est en réalité qu'une partie de l'équation lorsque l'on vise la gestion de la relance et le retour à la stabilité.

S'il est beaucoup trop tôt pour tirer des enseignements définitifs de la gestion de la crise du COVID-19, l'analyse des canaux

par lesquels un pays donné est exposé à des risques dans certains domaines et des facteurs de résilience apporte des informations et des éclairages importants. L'examen des réponses apportées à ce jour à la crise en Asie, en Amérique latine et en Afrique par le prisme de « l'exposition aux risques et de la résilience » met en lumière des disparités et des vulnérabilités substantielles ; par conséquent, des stratégies de coopération pour le développement adaptées s'imposent pour renforcer la résilience de manière à atténuer les retombées de la concrétisation de risques à venir.

### ***La crise du COVID-19 a accentué les disparités et les vulnérabilités existantes***

La pandémie de COVID-19 a soudainement et durement secoué la planète. À la mi-octobre 2020, le nombre de décès dus au virus représentait environ 2 % des 46 millions de décès alors enregistrés, toutes causes confondues, au niveau mondial (Worldometer, 2020<sup>[1]</sup>). L'épicentre s'est déplacé à plusieurs reprises. Après la République populaire de Chine (ci-après « Chine »), où le virus est apparu fin 2019 et début 2020, il a frappé l'Europe occidentale où le premier pic a été atteint au printemps 2020. Il s'est ensuite propagé dans tout le continent américain, qui a enregistré les taux d'incidence et de mortalité les plus élevés, les États-Unis (247 000 décès au 12 novembre 2020) formant l'épicentre de l'hémisphère Nord, et le Brésil (163 000 décès) celui de l'hémisphère Sud. L'Amérique latine mise à part, l'incidence sanitaire concrète de la pandémie a été moins marquée dans la plupart des pays en développement. L'Afrique recense 46 000 décès confirmés. À l'heure où ce rapport est rédigé, l'Europe occidentale est confrontée à une deuxième vague épidémique.

Les mesures adoptées pour faire face au COVID-19 ont anéanti des perspectives qui s'annonçaient en grande partie favorables pour l'économie mondiale au début de 2020 (Graphique 1.1). Les spécialistes prévoient

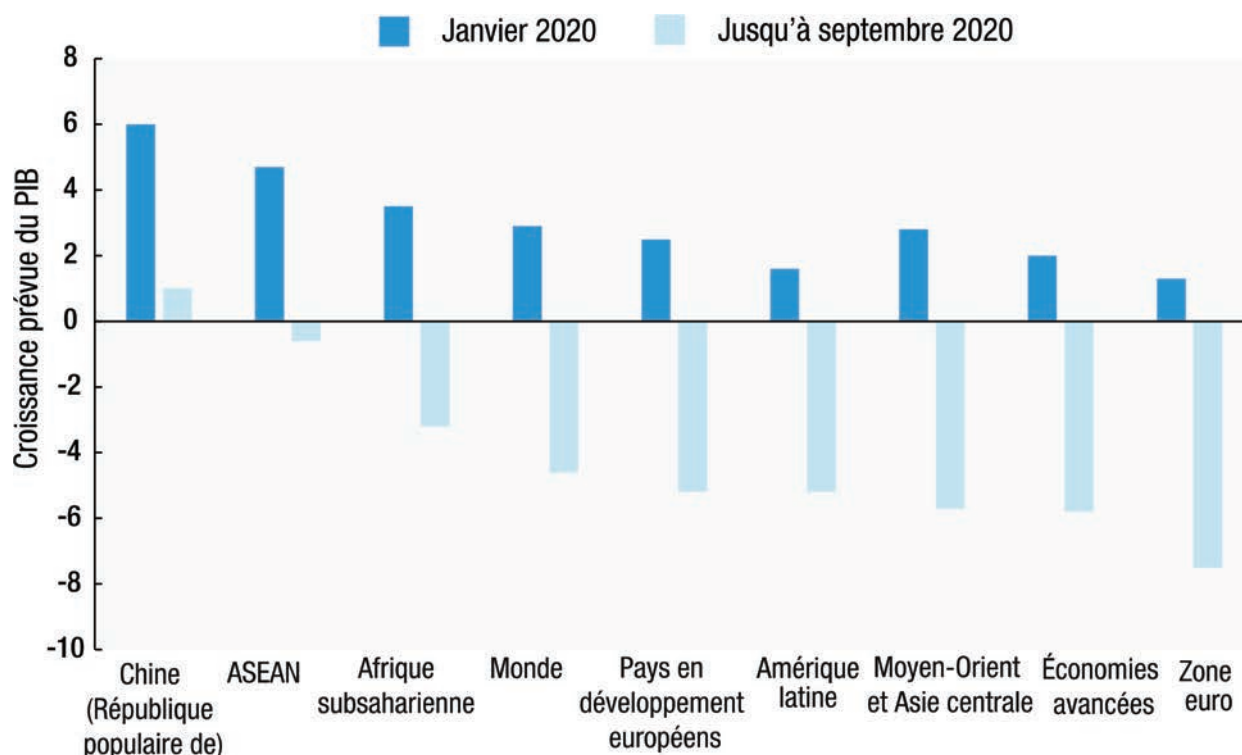
## **S'il est beaucoup trop tôt pour tirer des enseignements définitifs de la gestion de la crise du COVID-19, l'analyse des canaux par lesquels un pays donné est exposé à des risques dans certains domaines et des facteurs de résilience fournit des informations et des éclairages importants.**

actuellement une contraction de 4.5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial en 2020 (OCDE, 2020<sup>[2]</sup>). Ce sont la Chine et la région de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) qui présentent les meilleures perspectives (relativement), ce qui s'explique par l'endiguement rapide et efficace de la pandémie. L'Afrique devrait subir une récession de l'ordre de -3 % du PIB, l'Amérique latine de -5 %. Le PIB de divers pays et régions, dont les pays européens en développement, le Moyen-Orient, l'Asie centrale et les États-Unis, devrait chuter de 6 % environ, celui de la zone euro de 8 % (Graphique 1.1). Ces moyennes régionales masquent des valeurs extrêmes : -11 % pour l'Afrique du Sud et l'Argentine, et -10 % pour l'Inde, l'Italie, le Mexique et le Royaume-Uni par exemple (OCDE, 2020<sup>[2]</sup>).

Comme on pouvait s'y attendre, les conséquences de la pandémie accentuent les disparités et les vulnérabilités existantes. S'agissant de la pauvreté, entre 88 millions et 115 millions de personnes qui parvenaient tout juste à « s'en sortir » tomberont dans l'extrême pauvreté (c'est-à-dire qu'elles disposeront de 1.90 USD par jour pour vivre) (Banque mondiale, 2020<sup>[5]</sup>). Le nombre de personnes vivant avec moins de 3.20 USD par



Graphique 1.1. Croissance prévue du PIB, par région, 2020



Sources : L'auteur, sur la base de FMI (2020<sup>[3]</sup>), *Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2020*, <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/09/30/world-economic-outlook-october-2020> ; FMI (2020<sup>[4]</sup>), *Regional Economic Outlook Reports (REO)*, <http://datahelp.imf.org/knowledgebase/articles/500086-regional-economic-outlook-reports-reo>.

jour devrait enregistrer une augmentation comprise entre 170 millions et 220 millions (Mahler et al., 2020<sup>[6]</sup>). Par ailleurs, des millions de personnes qui ont perdu leur emploi ne perçoivent aucune aide aux revenus : 55 % de la population mondiale ne bénéficient d'aucune protection sociale, ou seulement d'une protection partielle (OCDE, 2020<sup>[7]</sup>). Bien que les économies avancées aient rapidement mis en place des dispositifs de soutien aux revenus et de chômage partiel, ce sont souvent les plus vulnérables qui ont le plus durement ressenti les effets de la crise – sur le plan sanitaire notamment (voir, par exemple, Grooms, Ortega et Rubalcaba (2020<sup>[8]</sup>)).

Les travailleurs de l'économie informelle ont été particulièrement touchés, ce qui a contraint les autorités à trouver des moyens d'apporter un soutien à des ménages auparavant capables de subvenir à leurs besoins, mais non déclarés, pendant les périodes de confinement ou d'application des mesures de distanciation (Encadré 1.1). Dans

tous les pays à faible revenu, et même dans de nombreux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, l'économie informelle est la principale source d'emplois et de moyens de subsistance (BIT, 2018<sup>[9]</sup>). Ce secteur est un gros employeur, et même une source de dynamisme économique pendant les périodes économiquement fastes (voir, par exemple, BAD et al.), mais la plupart de ces travailleurs ne bénéficient d'aucune assurance maladie ni de protection sociale, n'ont pas accès aux dispositifs de soutien aux revenus et ne disposent que de maigres économies pour compenser les pertes de revenus.

Partout, les enfants vont durablement pâtir du déficit de développement des compétences lié à la crise du COVID-19. Selon les estimations, dans le contexte d'une économie avancée, la perte d'un semestre de scolarité réduirait de 0.65 % la consommation sur toute la durée de vie (Fuchs-Schündeln et al., 2020<sup>[10]</sup>). Les conséquences seront encore plus lourdes pour les enfants de familles pauvres,

dans les pays en développement notamment (Engzell, Frey et Verhagen, 2020<sup>[11]</sup>). Cela vaut en particulier pour ceux qui n'ont pas accès à l'enseignement en ligne. En Amérique latine, par exemple, moins de 14 % des élèves pauvres (vivant dans des ménages qui gagnent moins de 5.50 USD par jour, à PPA de 2011) de l'enseignement primaire disposent chez eux d'un ordinateur raccordé à l'internet (Basto-Aguirre, Cerutti et Nieto-Parra, 2020<sup>[12]</sup>).

### **Les expériences antérieures ont guidé les ripostes efficaces**

Une première analyse des mesures adoptées à ce jour face au COVID-19 permet de dégager rapidement deux grands enseignements.

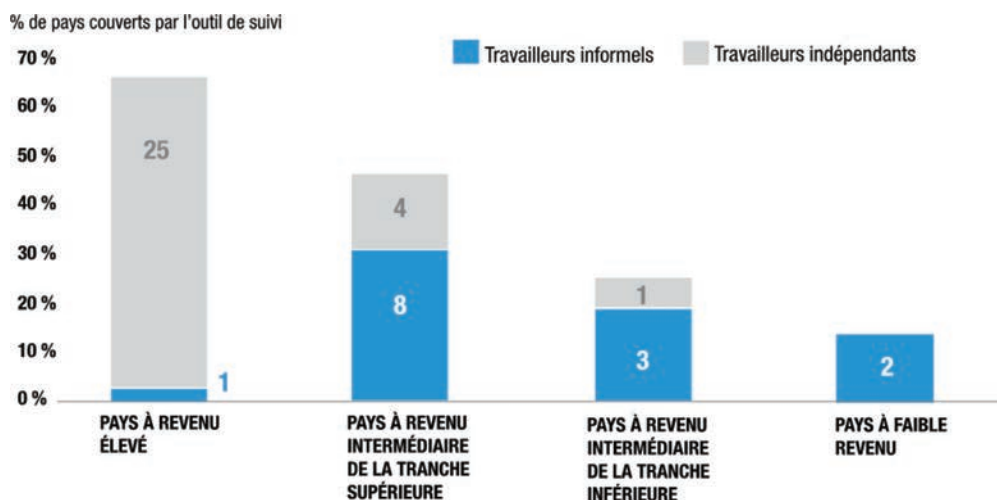
D'abord, les leçons tirées d'épidémies antérieures ont guidé les réponses gouvernementales les plus efficaces. Les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, qui avaient été nombreux à établir des protocoles rigoureux à la suite des flambées épidémiques de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS/2003) et de syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS/2015), sont ceux qui ont le mieux réussi à juguler celle de COVID-19. Les cas de la Corée, du Taipei chinois et du Viet Nam montrent clairement l'importance des protocoles de dépistage et de traçage efficaces et des campagnes de communication (Tworek, 2020<sup>[13]</sup>). De même, les pays africains qui ont vécu des flambées d'Ebola (2014-16) ont rapidement déployé des dispositifs adaptés au contexte local et ont comparativement bien résisté face au COVID-19. Pour empêcher la propagation des infections au-delà des foyers locaux, par exemple, la Côte d'Ivoire a rapidement interdit à la population de se rendre dans les grandes villes ou d'en sortir. Cette mesure s'est avérée efficace, tout en tenant compte du fait que de nombreux citoyens tirent leurs revenus quotidiens de l'économie informelle. À l'inverse, la décision rapide des autorités indiennes d'imposer le confinement total de New Delhi a contraint des centaines de milliers de travailleurs migrants pauvres, désormais

privés de leurs moyens de subsistance quotidiens, à quitter la ville, propageant peut-être le virus au cours de leur voyage de retour vers leur région d'origine (Biswas, 2020<sup>[14]</sup>). De nombreux pays plus riches étaient moins préparés et éprouvent encore des difficultés à appliquer les enseignements dégagés de l'expérience antérieure d'autres pays.

Ensuite, la capacité des pouvoirs publics à prendre des mesures de soutien aux revenus varie selon leur niveau de revenu. Un inventaire des mesures réalisé en juin 2020 a montré que, si les pays à revenu élevé ont axé les programmes d'aide sur les travailleurs indépendants, les pays à revenu faible ou intermédiaire se sont employés à élargir et à adapter les programmes d'assistance sociale afin d'aider les travailleurs de l'économie informelle (Graphique 1.2). Souvent, les programmes destinés à ces derniers consistent en des transferts monétaires ciblés, limités dans le temps, à des groupes dont les revenus ont été directement pénalisés par le confinement obligatoire mais qui n'étaient pas couverts (ou ne le sont toujours pas) par les programmes de protection sociale en place (en Colombie, au Maroc ou aux Philippines, par exemple). Dans certains cas, des programmes de travaux publics temporaires sont venus compléter ces transferts (OCDE, 2020<sup>[17]</sup>). L'insuffisance des moyens est pourtant patente. Alors que 70 % des pays à revenu élevé couverts par l'outil de suivi des mesures prises par les pays (*Country Policy Tracker*), élaboré par l'OCDE, ont déployé des programmes d'aide aux travailleurs indépendants ou informels, seulement deux pays à faible revenu de l'échantillon avaient mis en place des programmes d'assistance aux travailleurs informels en juin 2020 (Graphique 1.2).

Un rapport de la Banque mondiale montre qu'en septembre 2020, 212 pays avaient prévu ou mis en place des mesures de protection sociale pour parer aux conséquences de la crise du COVID-19. Les disparités en matière de capacité de réaction demeurent toutefois manifestes : le montant

## Graphique 1.2. Aide liée au COVID-19 destinée aux travailleurs informels et indépendants dans les différentes catégories de revenu

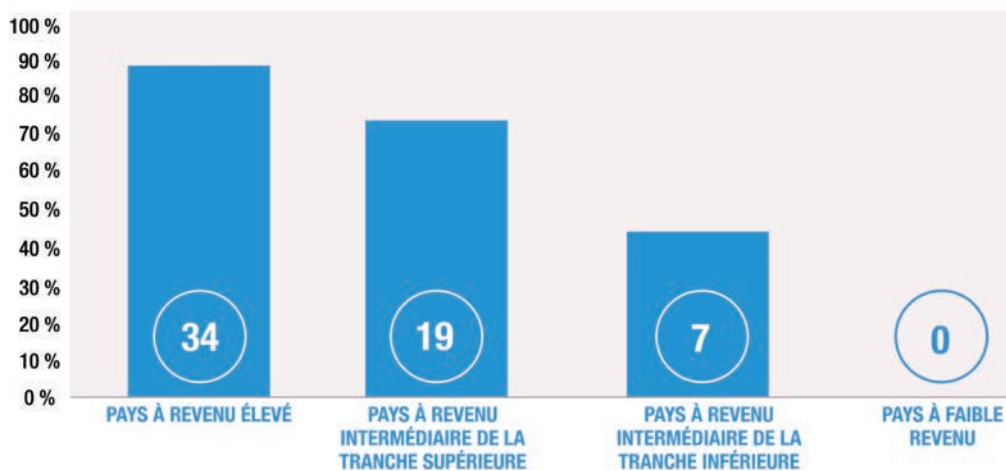


Note : Le diagramme indique pour chaque catégorie de revenu le nombre exact de pays ayant adopté ces mesures, d'après les données recueillies en juin 2020.

Source : Travaux des auteurs fondés sur OCDE (2020<sub>[16]</sub>), *OECD Country Policy Tracker*, <https://www.oecd.org/coronavirus/country-policy-tracker>.

## Graphique 1.3. Les dispositifs de prêts garantis liés au COVID-19 selon les catégories de revenu

% de pays de la même catégorie de revenus



Note : Le diagramme indique pour chaque catégorie de revenu le nombre exact de pays ayant adopté ces mesures, d'après les données recueillies en juin 2020.

Source : Travaux des auteurs fondés sur OCDE (2020<sub>[16]</sub>), *OECD Country Policy Tracker*, <https://www.oecd.org/coronavirus/country-policy-tracker>.

moyen des dépenses par habitant consacrées à ces mesures est de 4 USD pour les pays à faible revenu, 28 USD pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 57 USD pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 695 USD pour les pays à revenu élevé (Gentilini et al., 2020<sub>[15]</sub>).

Le soutien apporté aux entreprises durant la pandémie présente un schéma analogue. Presque tous les pays à revenu élevé ont

mis en place un dispositif de prêts garantis pour aider ces dernières à survivre durant les confinements et à faire face à de lourdes pertes. Seuls quelques-uns des pays à faible revenu ont mis en place des mécanismes de cette nature (OCDE, 2020<sub>[17]</sub>). Cela tient à ce que le crédit institutionnel occupe une place beaucoup moins importante dans des économies en grande partie informelles où l'accès aux services bancaires est limité.

## ENCADRÉ 1.1. L'APPRENTISSAGE MUTUEL MET EN ÉVIDENCE LES DIFFICULTÉS ET LES INNOVATIONS OBSERVÉES DANS LES INTERVENTIONS FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Le Groupe d'apprentissage mutuel est un organe subsidiaire du Centre de développement de l'OCDE, qui compte 56 pays membres de tous les niveaux de revenu. Il consacre ses activités à l'apprentissage fondé sur des données factuelles relatives au développement durable, les discussions de ses membres portant sur les mesures mises en œuvre, les réussites et les problèmes. Les séances du groupe se fondent sur les Examens multidimensionnels par pays du Centre de développement (OCDE, s.d.<sup>[122]</sup>). En juin 2020, une réunion spéciale a été consacrée aux interventions face au COVID-19 (OCDE, 2020<sup>[123]</sup>). Il en est ressorti que les difficultés et les axes d'innovation résidaient dans le ciblage et les moyens d'atteindre les personnes dans le besoin, ainsi que dans les solutions numériques.

**Cibler et atteindre ceux qui sont dans le besoin :** les membres ont insisté sur la nécessité de faire un usage créatif des bases de données, des registres et des cadastres (documents juridiques qui précisent les dimensions et l'emplacement des parcelles de terrain) pour entrer en contact avec les nombreuses personnes vivant dans la précarité qui ne remplissaient pas les conditions nécessaires pour bénéficier d'aides avant la crise, mais qui maintenant y ont droit. Cela suppose d'établir de nouveaux liens entre les bases de données et les organismes. Le développement de l'inclusion financière forme, dans certains contextes, un objectif supplémentaire. Au Costa Rica, le gouvernement a déposé des subventions sur les comptes bancaires des bénéficiaires et permis à ceux qui n'en possédaient pas de faire une demande d'ouverture de compte en ligne. La Suisse a mis en ligne un formulaire simple qui permet aux entreprises privées de solliciter un crédit de l'État par l'intermédiaire de leur banque ; il faut 15 minutes seulement pour remplir le formulaire, et les fonds sont débloqués en 48 heures. Ce mécanisme a permis à de nombreuses entreprises de bénéficier d'une aide sans avoir à accomplir de lourdes formalités administratives.

**Solutions numériques :** les technologies numériques ont amorti les retombées négatives de la crise sur de nombreuses économies. Au Viet Nam, où les autorités font de plus en plus porter leurs efforts sur la transformation numérique, le pourcentage des démarches relatives aux services publics effectuées en ligne a doublé (passant de 12 % à 24 %) pendant le confinement. Le Kazakhstan a fait appel aux plateformes numériques pour apporter une aide d'urgence à la population, notamment aux personnes qui ont perdu leur emploi, aux entrepreneurs et à de nombreux autres citoyens. Le Maroc a déployé un outil de suivi numérique des cas de COVID-19 et fait appel à des outils numériques pour orienter le soutien aux revenus sur les ménages et travailleurs vulnérables, dans les régions rurales en particulier.

Dans les pays où des mesures de cet ordre ont été adoptées, des lignes de crédit et des garanties subventionnées, des reports d'impôts et des reports de paiement des factures de services collectifs sont venus soulager les entreprises les plus éprouvées. Afin de prévenir des faillites et de faciliter le paiement des salaires, la plupart des mesures gouvernementales ont été axées sur les petites et moyennes entreprises et sur les secteurs du tourisme, du transport aérien et de l'événementiel. Malgré ces efforts, en Amérique latine et dans les Caraïbes, quelque 2.7 millions d'entreprises – essentiellement des microentreprises, mais qui représentent pas moins de 19 % du total –

devraient fermer (OCDE et al., 2020<sup>[118]</sup>). Il en va de même en Asie, où 68 millions d'emplois sont menacés (OCDE, 2020<sup>[119]</sup> ; BAD, 2020<sup>[120]</sup>). Selon l'Union africaine, 20 millions d'emplois environ risquent de disparaître (UA, 2020<sup>[121]</sup>).

Comme indiqué, la capacité à recenser rapidement les personnes ou les entreprises qui avaient besoin d'aide et à décaisser les fonds en temps voulu a été un élément déterminant de l'efficacité des mesures. Les pays disposant de systèmes numériques (systèmes de paiement mobiles, par exemple) ont mieux tiré leur épingle du jeu, ce qui a amené le Groupe d'apprentissage mutuel du Centre de développement de l'OCDE à faire de cette question une priorité (Encadré 1.1).

## Le COVID-19 par le prisme de l'exposition aux risques et de la résilience

L'exposition aux risques et la résilience sont des concepts essentiels pour cerner les conséquences possibles d'un choc sur un pays ou une région donnés et prédire la rapidité éventuelle de la reprise. Ces deux caractéristiques peuvent être mesurées au moyen d'un référentiel d'indicateurs, la nature du choc déterminant quels indicateurs sont les plus pertinents. Dans le cas de pandémies comme celle de COVID-19, des indicateurs sanitaires et démographiques s'imposent. Des catastrophes naturelles appelleraient plutôt des indicateurs météorologiques, climatiques et infrastructurels. Le choix des indicateurs économiques à prendre en compte dépend en partie de la nature du choc et en partie de sa portée. Ainsi, la solidité du système bancaire d'un pays est un indicateur utile en cas de crise financière locale, mais aussi dans le cas actuel d'une pandémie mondiale. En effet, les retombées économiques massives d'une pandémie mondiale se propagent par l'intermédiaire des circuits commerciaux et financiers, et se font ressentir à terme dans tous les pays, même dans ceux qui ne sont pas gravement touchés par la pandémie.

Le référentiel d'indicateurs présenté ici a été adapté à la pandémie de COVID-19. Pour tenir pleinement compte de l'ensemble des risques, les experts doivent procéder à une analyse plus détaillée des canaux d'exposition et des facteurs de résilience dans chacun des pays et régions.

**L'exposition** d'un pays ou d'une région donnés à un choc dépend des canaux au travers desquels ce choc peut l'atteindre et exercer son influence. Dans le cas du COVID-19, trois canaux sont concernés : la santé et les caractéristiques démographiques ; le revenu des ménages et l'emploi ; la structure économique et les interactions économiques internationales. Le premier – la santé et les caractéristiques démographiques – recouvre les facteurs fondamentaux de susceptibilité au COVID-19 et de morbidité associée au

virus, comme l'âge médian, et les facteurs de comorbidité, dont l'obésité et le tabagisme (CDC<sup>[24]</sup> ; OMS, 2020<sup>[25]</sup>). Le volet revenu des ménages et emploi mesure la vulnérabilité au niveau des ménages. Des taux de pauvreté et de chômage élevés indiquent une forte vulnérabilité à un choc, ainsi qu'une capacité éventuellement limitée des pouvoirs publics à aider toutes les personnes dans le besoin. Le volet relatif à la structure économique et aux interactions économiques internationales mesure les principales chaînes de transmission d'un choc économique mondial aux économies nationales. La plupart des facteurs considérés – envois de fonds par les émigrés, investissement direct étranger et échanges commerciaux (exportations de produits de base, notamment) – transmettent les chocs économiques subis par les pays partenaires qui apportent des investissements, créent une demande pour les produits d'un pays ou accueillent des diasporas.

**La résilience** peut se définir comme l'aptitude d'un système (un pays, par exemple) à surmonter un choc, y compris sa capacité à tirer parti de celui-ci pour se transformer. S'agissant de la pandémie de COVID-19, les principaux facteurs de résilience sont la situation des finances publiques, qui détermine la capacité à engager des dépenses contracycliques, celle du système financier et les capacités en matière de santé, de protection sociale et plus généralement d'administration publique. Dans le cas du COVID-19, il apparaît que l'aptitude à prendre le virage du numérique est le facteur le plus susceptible d'accélérer la transformation induite par la pandémie, dans les entreprises comme dans le secteur public (Kharas, 2020<sup>[26]</sup>).

La rapidité escomptée de la reprise économique est une autre composante de la résilience. Elle est ici mesurée simplement par le taux de croissance moyen sur les cinq années précédant la crise, qui permet d'évaluer l'incidence probable à long terme de la crise sur une économie. À titre d'illustration, pour ce qui concerne la



pauvreté, il ressort des données actuelles que l'Inde compte la cohorte la plus importante (85 millions de personnes) qui va basculer dans l'extrême pauvreté sous l'effet des récessions déclenchées par la pandémie en 2020 (Kharas, 2020<sub>[26]</sub>). Or, compte tenu du solide taux de croissance que le pays enregistrait avant la crise et de la rapidité à laquelle il devrait le retrouver, il est très probable qu'en 2030, il ne figurera même pas parmi les dix pays dont le taux de pauvreté a le plus augmenté en raison du COVID-19. C'est sans doute la République démocratique du Congo qui subira les conséquences à long terme les plus fortes de la crise, suivie par le Nigéria, le Mali et la République bolivarienne du Venezuela (Kharas, 2020<sub>[26]</sub>).

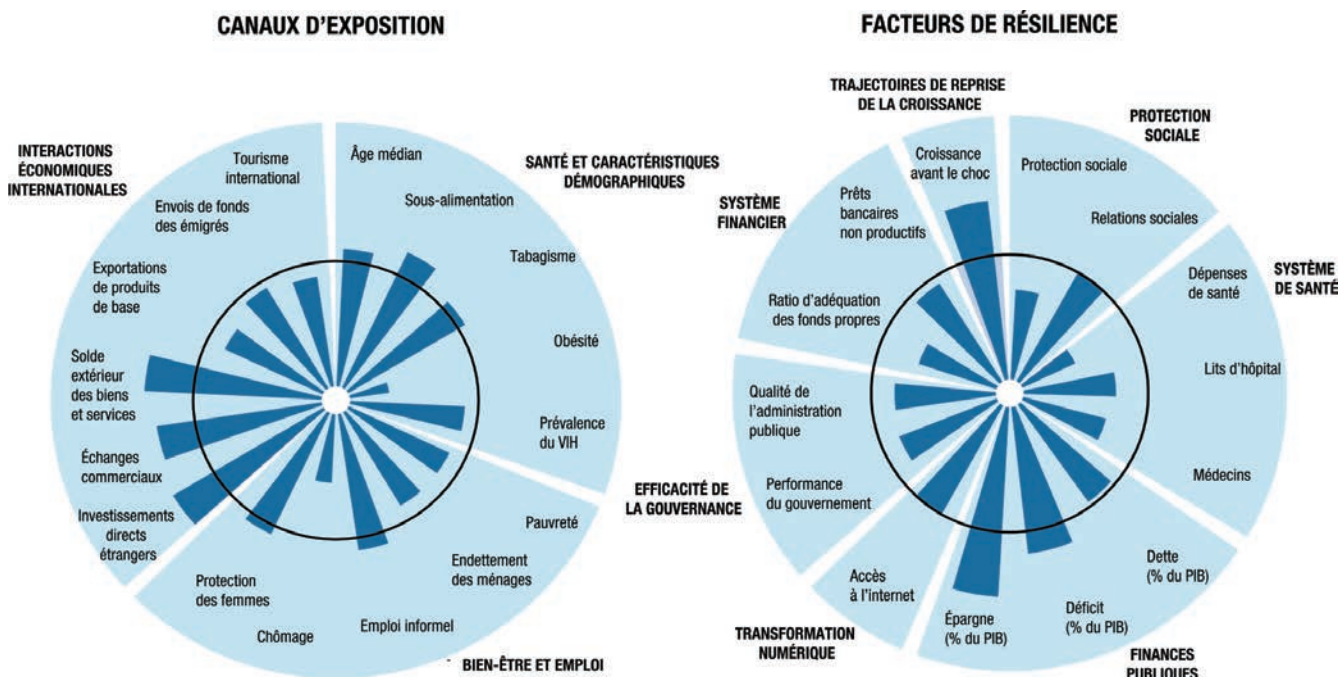
### Examen détaillé de l'exposition aux risques et de la résilience en Asie, en Amérique latine et en Afrique

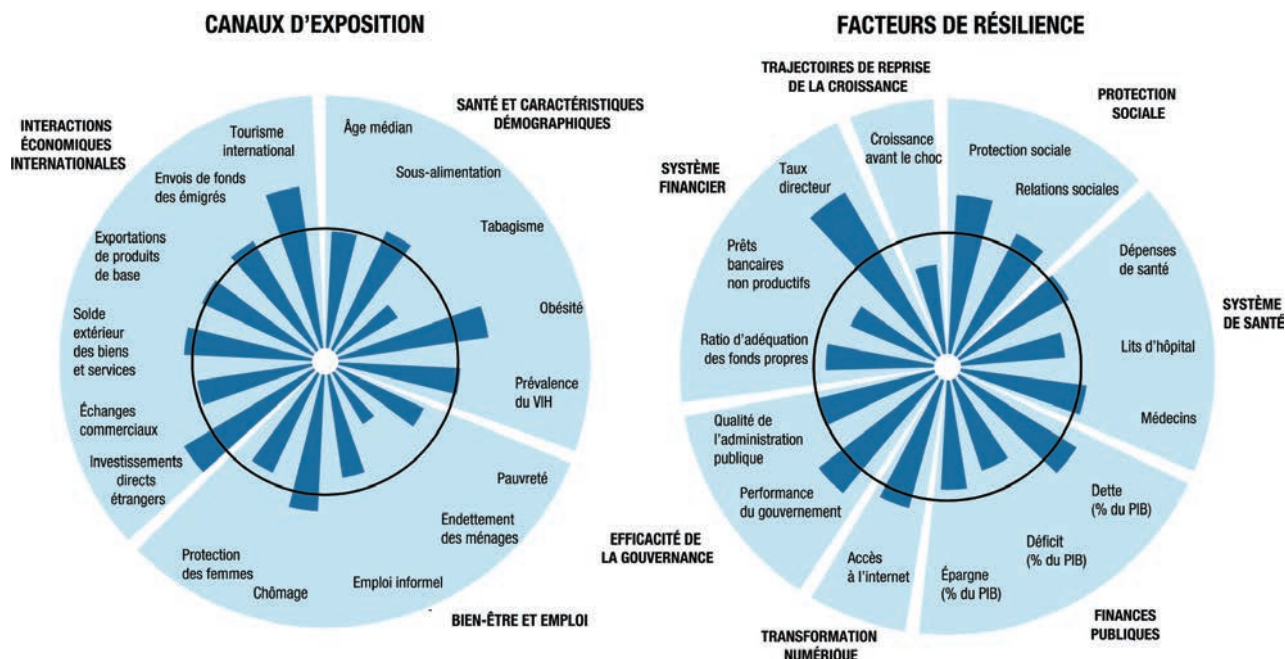
L'application des concepts d'exposition aux risques et de résilience aux pays de l'ASEAN, de l'Amérique latine et de l'Afrique met en évidence des forces et vulnérabilités hétérogènes.

### ASEAN – Association des nations de l'Asie du Sud-Est

- **Exposition aux risques** : la région de l'ASEAN a été comparativement épargnée, tant sur le plan de l'exposition à la pandémie que de ses retombées sanitaires directes. Bien qu'elle affiche l'âge médian le plus élevé parmi les régions comparées ici, le fait que les comorbidités (comme l'obésité) y soient plus rares qu'en Amérique latine pourrait expliquer ce phénomène. De plus, étant donné que la région a déjà été frappée par des épidémies de maladies infectieuses, de nombreux pays de la région ont mis en place des plans d'intervention performants : comme indiqué plus haut, l'amélioration de la planification résultant de l'expérience d'épidémies antérieures a constitué un élément déterminant de l'efficacité des ripostes face au COVID-19. Le principal risque pour la région est économique, et concerne essentiellement les échanges commerciaux et l'investissement.
- **Résilience** : la région de l'ASEAN enregistrait avant la pandémie une forte croissance et des niveaux d'endettement modérés –

Graphique 1.4. Exposition aux risques et résilience dans le contexte du COVID-19 : la région de l'ASEAN





des éléments fondamentaux pour la résilience économique. Ses systèmes de santé disposent, dans l'ensemble, de faibles capacités. Comme la couverture de la protection sociale y est par ailleurs limitée, des secteurs informels de taille non négligeable risqueraient de se trouver fragilisés si les conséquences économiques de la pandémie devaient perdurer.

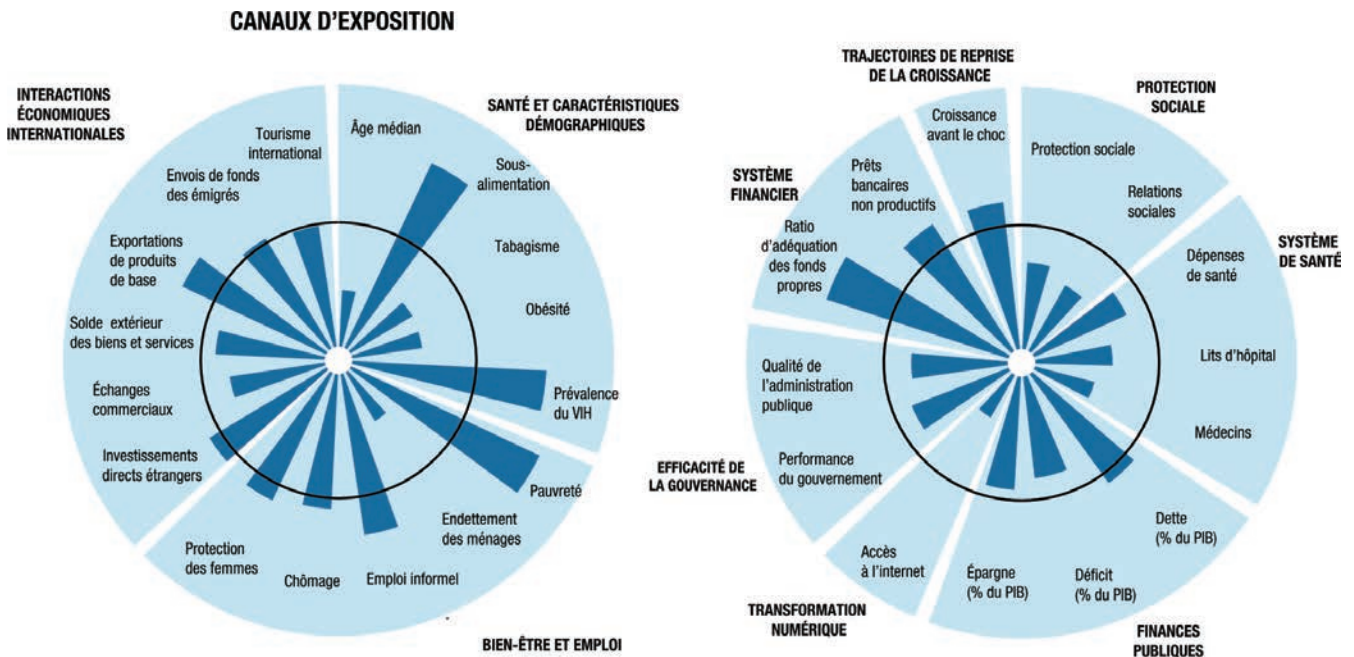
### Amérique latine et Caraïbes

**Exposition aux risques** : l'exposition plus élevée aux conséquences sanitaires directes du COVID-19 que présente l'Amérique latine s'explique sans doute par des taux d'obésité supérieurs à la moyenne, qui mettent aussi en évidence une prévalence de maladies non transmissibles et de comorbidités influant sur la maladie. Sur le plan économique, la vulnérabilité de la région concerne tous les canaux d'exposition possibles, notamment en raison de sa dépendance à l'égard du tourisme, des envois de fonds par les émigrés, des exportations de produits de base et des investissements directs étrangers, qui ont tous sensiblement reculé en raison de la pandémie.

**Résilience** : l'Amérique latine affiche, sur le plan de la résilience, de meilleurs résultats dans les domaines de la protection sociale, des capacités médicales et des performances générales des administrations publiques. Bien que les systèmes de santé latino-américains et caribéens semblent plus évolués que ceux d'autres régions en développement, ils ploient sous le fardeau de la pandémie. S'agissant de la résilience économique, la hausse des taux d'endettement et la croissance modérée enregistrées avant la pandémie laissent à penser que la région peinera à assurer une reprise rapide.

### Afrique

■ **Exposition aux risques** : l'Afrique s'est avérée moins vulnérable aux effets sanitaires du COVID-19 en raison d'un âge médian très bas et d'une moindre prévalence des comorbidités correspondantes. Les échanges commerciaux et le tourisme y occupent une place un peu moins importante que dans d'autres régions, elle semble moins exposée à la transmission des récessions économiques que la région de l'ASEAN ou que l'Amérique latine et les Caraïbes.



La pauvreté et la sous-alimentation y sont en revanche des canaux importants d'exposition aux risques, et le nombre de pauvres augmente. Ce panorama régional doit toutefois être modulé en fonction des pays, surtout pour ceux qui sont fortement tributaires des exportations de produits de base. Le contrecoup économique sera substantiel pour les exportateurs de pétrole compte tenu de l'offre mondiale surabondante découlant de la baisse prononcée de la demande (OCDE, 2020<sub>[27]</sub>). Les disparités au niveau des structures démographiques et sanitaires sont également patentes, les pays plus riches étant généralement davantage exposés aux risques. Sur les 46 000 décès confirmés sur le continent, près de la moitié ont été recensés en Afrique du Sud (20 500), et environ 25 % en Égypte et au Maroc (respectivement 6 500 et 5 400) – trois pays à revenu intermédiaire (Worldometer, 2020<sub>[1]</sub>).

■ **Résilience** : l'Afrique affiche de faibles résultats en matière de résilience. Avec un PIB inférieur à celui d'autres régions,

la marge de manœuvre budgétaire y est limitée et les niveaux d'endettement sont élevés, ce qui restreint la capacité à engager des dépenses efficaces pour soutenir la vie économique et la reprise. Certains pays sont dans une situation financière catastrophique : la Zambie est le premier pays à subir un défaut de paiement découlant de la pandémie (Stubbington et Fletcher, 2020<sub>[28]</sub>). L'aptitude à prendre le virage du numérique est particulièrement insuffisante sur le continent (voir l'étude de cas réalisée par Fafunwa).

### Une programmation stratégique des interventions est indispensable pour réduire l'exposition aux risques, stimuler la reprise et renforcer la résilience

L'examen de la pandémie de COVID-19 sous l'angle de l'exposition aux risques et de la résilience fournit des enseignements utiles pour déterminer les domaines que la coopération pour le développement doit privilégier afin de mettre en place



une approche en plusieurs temps des interventions et de la relance. La première phase devrait viser à réduire la forte exposition aux risques. Une politique de stimulation de la reprise devrait lui succéder, et la phase finale devrait consister en un projet à long terme de renforcement de la résilience. Une évaluation approfondie des canaux d'exposition et des facteurs de résilience face à diverses menaces permettrait de définir par avance l'enchaînement le plus efficace des mesures d'intervention compte tenu du contexte et de la crise potentielle.

### ***Réduire la forte exposition aux risques***

Dans les pays et régions fortement exposés aux conséquences directes du COVID-19, les interventions doivent être orientées sur la crise sanitaire et le soutien à la vie économique. Les systèmes de santé ont besoin de soutien à la fois pour les programmes de dépistage et de traçage et pour le traitement des patients atteints. Au-delà du fardeau direct de la maladie, les systèmes de santé des pays en développement très exposés risquent d'être débordés et d'avoir grand besoin d'appui pour renforcer leurs capacités. S'agissant du soutien à la vie économique, étant donné que les confinements et la propagation du virus limitent au minimum les transactions économiques, les individus et les entreprises ont besoin d'une aide financière. La coopération pour le développement doit appuyer les efforts visant à identifier les entreprises et les ménages les plus exposés et les plus durement touchés dans l'objectif de leur apporter une assistance rapide et efficace.

### ***Stimuler la reprise***

Une fois un confinement levé, la situation s'apparente à une crise économique « classique », et l'aide publique doit alors être orientée sur la relance. La bonne programmation des mesures revêt alors une importance particulièrement cruciale : si les dépenses de relance interviennent trop

tôt, elles risquent de n'avoir aucun effet et de ponctionner des ressources qui seraient nécessaires à une phase ultérieure. Si les mesures de soutien aux entreprises vont au-delà des stabilisateurs automatiques (mesures ou programmes qui se déclenchent automatiquement, sans intervention des responsables publics) ou si elles restent trop longtemps en vigueur, elles risquent de maintenir en vie des entreprises défailtantes, empêchant ainsi une croissance future de la productivité par la réaffectation des ressources.

Dans les pays et régions peu exposés aux conséquences sanitaires directes du COVID-19, à savoir une grande partie de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est, les interventions doivent privilégier les investissements dans la reprise. À supposer que les mesures publiques soient adaptées au niveau de risque et que les restrictions à l'activité économique et sociale demeurent limitées, les acteurs devraient orienter leurs efforts sur les dépenses de relance stratégiques, associant des décaissements relativement rapides à des investissements dans les domaines stratégiques prioritaires. Les décaissements et les dépenses seront relativement moins urgents que dans le cas du soutien à la vie économique, ce qui laissera plus de temps pour les organiser judicieusement. Au lieu de décaissements ponctuels, il faudrait privilégier la mise en place de programmes d'assistance qui s'appuient sur des données pour atteindre les personnes dans le besoin et peuvent repérer et couvrir les personnes fragilisées par les chocs. Il convient toutefois de noter que les investissements à forte intensité de capital (comme les projets d'infrastructure) peuvent rarement être engagés avec la rapidité nécessaire pour faire face à des contractions économiques, ou aisément interrompus une fois l'économie pleinement rétablie (OCDE, 2020<sub>[17]</sub> ; Weeks, 2009<sub>[29]</sub>).<sup>1</sup>

### ***Renforcer la résilience à long terme***

Une fois le pire de la crise passé, la coopération pour le développement et les

investissements devraient viser à renforcer la résilience dans cinq domaines. Comme chaque pays présente un profil différent, les ressources disponibles doivent être consacrées à la consolidation des facteurs et des aspects les plus importants et les plus fragiles de la résilience.

Un renforcement **des systèmes de santé** s'impose dans tous les pays. C'est en Afrique et dans les pays en développement d'Asie que les besoins en lits d'hôpital et en médecins sont les plus criants, mais de grandes parties de l'Amérique latine manquent également de capacités. Les parties prenantes ont beaucoup à apprendre de l'aide humanitaire pour améliorer leur aptitude à établir des mécanismes d'intervention d'urgence susceptibles d'être déployés rapidement en cas de pandémie. La crise du COVID-19 a également montré l'importance de la détection et du dépistage, ainsi que de l'organisation de programmes de communication efficaces pour susciter, dans toute la société, une vaste collaboration à la lutte contre la pandémie (voir l'étude de cas réalisée par Mahmud).

**La protection des personnes vulnérables** appellera la création de dispositifs de soutien qui serviront, à terme, de stabilisateurs automatiques. Pour être efficace, l'aide aux ménages et aux entreprises doit pouvoir couvrir tous ceux qui sont dans le besoin et être automatiquement mobilisée quand ce besoin survient. Cela suppose une gestion pointue des données, qui combine différentes catégories d'informations et en assure la collecte courante. Une première étape importante consiste à fusionner les bases de données des services fiscaux, des services collectifs, de la protection sociale, etc. qui existent déjà, et ensuite, il faut y intégrer des données massives et à haute fréquence. On notera toutefois que bon nombre des groupes les plus vulnérables risquent de ne pas être représentés dans les bases existantes ; des travaux complémentaires s'imposeront sans doute pour les y incorporer. De nombreux pays sont désormais en mesure

de transférer les aides par l'intermédiaire des systèmes de paiement mobile : les services que ces derniers assurent pourraient être élargis à la fourniture de prêts et à la collecte de données. Leur viabilité financière et leur harmonisation avec les systèmes en place sont des éléments essentiels à prendre en considération.

■ **La transformation numérique** a été un facteur déterminant de la riposte face au COVID-19 et a incontestablement favorisé la transformation des entreprises et la prestation des services publics. La coopération pour le développement peut prolonger cette mutation – ou l'amorcer là où le développement du numérique est faible ou inexistant –, notamment par le renforcement des infrastructures de connectivité. Pour éviter tout manque de coordination entre les investissements publics et privés dans les infrastructures, les donateurs pourraient envisager de récompenser les baisses de coûts et le raccordement à haut débit des zones mal desservies. En Afrique, les systèmes d'argent et de paiement mobiles sont bien développés, mais la connectivité à haut débit accuse un retard considérable (voir l'étude de cas réalisée par Fafunwa). Dans toutes les régions, de nombreux pays ont besoin d'assistance pour éviter une fracture numérique.

■ **La création de possibilités économiques** favorisera l'accélération de la reprise. L'analyse de la résilience présentée ici met en évidence de sérieux écarts de croissance économique entre les régions qui existaient préalablement à la pandémie, ce qui permet de comprendre quel type de dynamique pourrait se mettre en place une fois celle-ci terminée. Une grande partie de la région de l'ASEAN n'a guère de raison de s'inquiéter, tandis que les perspectives pour l'Amérique latine et, dans une certaine mesure, l'Afrique, sont nettement plus sombres. Les dépenses nécessaires à la relance offrent une occasion exceptionnelle d'orienter les moyens disponibles vers les priorités les plus stratégiques. Outre la transformation numérique, la reconfiguration des chaînes

d'approvisionnement internationales et une reprise verte en sont les deux axes essentiels au niveau mondial :

- ◆ La reconfiguration des chaînes d'approvisionnement internationales – pour aller à l'encontre du clivage de plus en plus marqué entre « une chaîne pour la Chine, une pour le reste du monde » – offre des perspectives particulières à l'Amérique latine (compte tenu de sa proximité avec le marché des États-Unis) et à une grande partie de l'Asie du Sud-Est (Hille, 2020<sup>[30]</sup>).
- ◆ Le soutien à une reprise verte peut aussi créer des débouchés économiques. La production d'électricité issue de sources renouvelables, par exemple, peut contribuer à remédier aux problèmes d'alimentation électrique des entreprises. L'ouverture du marché de la production et du transport de l'énergie, mettant fin à des situations de monopole, peut offrir de nouveaux débouchés commerciaux. Des données récentes laissent entendre que, à dépense égale, des projets écologiques bien conçus peuvent créer davantage d'emplois et offrir une meilleure rentabilité à court terme qu'une relance budgétaire classique (Hepburn et al., 2020<sup>[31]</sup>).

■ **La résilience financière** étaye tout le reste. La restructuration et l'annulation de la dette à l'échelle internationale, selon le modèle du moratoire sur le service de la dette décidé par le Groupe des vingt (G20), contribuent fortement à renforcer la résilience des pays. Le taux d'épargne intérieur, le recouvrement de l'impôt et la mobilisation des ressources intérieures, de même qu'une gestion prudente des dépenses budgétaires et publiques, sont d'autres facteurs déterminants de la résilience des finances publiques. Un secteur financier solide mais agile, capable d'aider les entreprises à absorber les chocs et de transférer les aides publiques à l'économie, revêt aussi une importance cruciale. Enfin, il importe que des mécanismes d'assurance soient en place, à l'échelon des ménages et

au niveau national ; dans de nombreux cas, ils devront être développés.

## Conclusions

À ce stade, la pandémie a permis de mettre en évidence trois enseignements essentiels pour la coopération pour le développement. D'abord, l'incidence initiale du COVID-19 sur un pays a été fonction de la vulnérabilité de ce dernier à différents canaux d'exposition sanitaires et économiques et de sa capacité à réagir rapidement. Ensuite, l'état de préparation des autorités et leur expérience antérieure des crises ont été déterminants dans leur capacité d'intervention. Enfin, même pour les pays peu préparés, la résilience – à savoir l'ensemble de facteurs qui ont permis aux autorités et à la société de faire face efficacement à la crise – a fortement pesé dans la balance.

D'après ces observations, la prise en compte de l'exposition aux risques et de la résilience dans la conception de la coopération pour le développement en général permettrait d'organiser une riposte plus efficace face à la prochaine crise mondiale. Dans le cadre de pandémies, comme dans celui d'autres crises mondiales, toute mesure efficace adoptée par un pays a des externalités positives sur d'autres ; à l'inverse, des réponses inefficaces induisent des externalités négatives. Une mobilisation mondiale à l'appui de la résilience pourrait créer les bases nécessaires à des interventions plus vigoureuses et à une maîtrise plus rapide de crises similaires à l'avenir.

L'établissement de pactes pour la résilience, par exemple, pourrait donner une forme concrète à cet engagement. Fondés sur des diagnostics approfondis et sur un engagement en faveur d'une action et d'un investissement stratégiques, ceux-ci pourraient structurer la collaboration entre les partenaires au développement et les pays bénéficiaires. L'utilisation d'une analyse de l'exposition aux risques et de la résilience pour élaborer ces pactes permettrait de préciser les engagements, les objectifs futurs et les instruments de la coopération.

## RÉFÉRENCES

- BAD (2020), *An updated assessment of the economic impact of COVID-19*, Banque asiatique de développement, Manille, <http://dx.doi.org/10.22617/BRF200144-2>. [20]
- Banque mondiale (2020), *Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée : revers de fortune*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34496/211602ovFR.pdf?sequence=24&isAllowed=y> (consulté le 17 novembre 2020). [5]
- Basto-Aguirre, N., P. Cerutti et S. Nieto-Parra (2020), *Is COVID-19 widening educational gaps in Latin America? Three lessons for urgent policy action*, <https://oecd-development-matters.org/2020/06/04/is-covid-19-widening-educational-gaps-in-latin-america-three-lessons-for-urgent-policy-action/#more-12453> (consulté le 20 novembre 2020). [12]
- BEI (2018), *Évaluation du Fonds européen pour les investissements stratégiques*, Banque européenne d'investissement, Luxembourg, [https://www.eib.org/attachments/ev/ev\\_report\\_evaluation\\_of\\_efsif\\_fr.pdf](https://www.eib.org/attachments/ev/ev_report_evaluation_of_efsif_fr.pdf). [32]
- Biswas, S. (2020), « Coronavirus: India's pandemic lockdown turns into a human tragedy », *BBC News*, <https://www.bbc.com/news/world-asia-india-52086274> (consulté le 20 novembre 2020). [14]
- BIT (2018), *Femmes et hommes dans l'économie informelle : Un panorama statistique Troisième édition*, Organisation internationale du Travail, Genève, [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_734075/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_734075/lang--fr/index.htm) (consulté le 17 novembre 2020). [9]
- CDC (2020), *COVID-19 Provisional Counts – Weekly Updates by Select Demographic and Geographic Characteristics: Comorbidities*, Centers for Disease Control and Prevention, Washington D.C., [https://www.cdc.gov/nchs/nvss/vsrr/covid\\_weekly/index.htm#Comorbidities](https://www.cdc.gov/nchs/nvss/vsrr/covid_weekly/index.htm#Comorbidities) (consulté le 17 novembre 2020). [24]
- Engzell, P., A. Frey et M. Verhagen (2020), « The collateral damage to children's education during lockdown », *VOX, CEPR Policy Portal*, <https://voxeu.org/article/collateral-damage-children-s-education-during-lockdown> (consulté le 17 novembre 2020). [11]
- FMI (2020), *Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2020*, Fonds monétaire international, Washington, D.C., <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/09/30/world-economic-outlook-october-2020> (consulté le 20 novembre 2020). [3]
- FMI (2020), *Regional Economic Outlook Reports (REO)*, Fonds monétaire international, Washington, D.C., <http://datahelp.imf.org/knowledgebase/articles/500086-regional-economic-outlook-reports-reo> (consulté le 20 novembre 2020). [4]
- Fuchs-Schündeln, N. et al. (2020), « The long-term distributional and welfare effects of Covid-19 school closures », *NBER Working Papers*, vol. 27773, <http://www.nber.org/papers/w27773> (consulté le 17 novembre 2020). [10]
- Gentilini, U. et al. (2020), *Social protection and jobs responses to COVID-19: A real-time review of country measures (septembre 18 Update)*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635> (consulté le 17 novembre 2020). [15]
- Grooms, J., A. Ortega et J. Rubalcaba (2020), « The COVID-19 public health and economic crises leave vulnerable populations exposed », *Blog Brookings Institution*, <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2020/08/13/the-covid-19-public-health-and-economic-crises-leave-vulnerable-populations-exposed> (consulté le 17 novembre 2020). [8]
- Hepburn, C. et al. (2020), « Will COVID-19 fiscal recovery packages accelerate or retard progress on climate change? », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 36/Supplement 1, pp. S359-S381, <http://dx.doi.org/10.1093/oxrep/graa015>. [31]
- Hille, K. (2020), « The great uncoupling: One supply chain for China, one for everywhere else », *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/40ebd786-a576-4dc2-ad38-b97f796b72a0> (consulté le 17 novembre 2020). [30]
- Kharas, H. (2020), « The impact of COVID-19 on global extreme poverty », *Blog Brookings Future Development*, <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/10/21/the-impact-of-covid-19-on-global-extreme-poverty> (consulté le 12 novembre 2020). [26]

- Mahler, D. et al. (2020), « Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté », *Blog de données de la Banque mondiale*, <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/actualisation-estimations-impact-de-la-pandemie-covid-19-sur-la-pauvrete-dans-le-monde> (consulté le 17 novembre 2020). [6]
- OCDE (2020), *Covid-19, Resilience and Multi-dimensional Reviews - Strategic considerations and early evidence from the OECD Country Tracker (not publicly available)*, OCDE, Paris. [17]
- OCDE (2020), « L'Afrique face au COVID-19: Implications socio-économiques régionales et priorités politiques », dans *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/l-afrique-face-au-covid-19-implications-socio-economiques-regionales-et-priorites-politiques-5b743bd8/> (consulté le 17 novembre 2020). [19]
- OCDE (2020), *Mutual Learning Group for Multi-dimensional Country Reviews – Summary Record of the Meeting: Special Meeting on Covid-19 and Policy Resilience*, OCDE, Paris, [https://one.oecd.org/document/DEV/GB/MLGMDCR/M\(2020\)2/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DEV/GB/MLGMDCR/M(2020)2/en/pdf) (consulté le 20 novembre 2020). [23]
- OCDE (2020), *OECD Country Policy Tracker*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/coronavirus/country-policy-tracker/> (consulté le 20 novembre 2020). [16]
- OCDE (2020), *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire septembre 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/773ea84a-fr>. [2]
- OCDE (2020), « Taking stock of the COVID crisis in developing countries », background document for the High Level Meeting of the Governing Board, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/dev/HLM-background-paper-by-secretariat-2020%20.pdf>. [7]
- OCDE (2020), « The impact of coronavirus (COVID-19) and the global oil price shock on the fiscal position of oil-exporting developing countries », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-impact-of-coronavirus-covid-19-and-the-global-oil-price-shock-on-the-fiscal-position-of-oil-exporting-developing-countries-8bafbd95/> (consulté le 25 novembre 2020). [27]
- OCDE (s.d.), *OECD Development Pathways - Multi-dimensional Country Reviews*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/development/mdcr> (consulté le 17 novembre 2020). [22]
- OCDE et al. (2020), *Latin American Economic Outlook 2020: Digital Transformation for Building Back Better*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/e6e864fb-en>. [18]
- OMS (2020), *Smoking and COVID-19*, Organisation mondiale de la santé, Genève, <https://www.who.int/news-room/commentaries/detail/smoking-and-covid-19> (consulté le 17 novembre 2020). [25]
- Stubbington, T. et L. Fletcher (2020), « Zambia on brink of default after lenders reject debt relief request », *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/fc82cf3f-be77-4380-9e44-401ca3bf4ed5> (consulté le 18 novembre 2020). [28]
- Tworek, H. (2020), « Lessons learned from Taiwan and South Korea's tech-enabled COVID-19 communications », *Brookings Institution Tech Stream*, <https://www.brookings.edu/techstream/lessons-learned-from-taiwan-and-south-koreas-tech-enabled-covid-19-communications> (consulté le 17 novembre 2020). [13]
- UA (2020), *Impact of the Coronavirus (COVID 19) on the African Economy*, Union africaine, Addis-Abeba, [https://au.int/sites/default/files/documents/38326-doc-covid-19\\_impact\\_on\\_african\\_economy.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/38326-doc-covid-19_impact_on_african_economy.pdf) (consulté le 18 novembre 2020). [21]
- Weeks, J. (2009), « The global financial crisis and countercyclical fiscal policy », *CDPR Discussion Paper*, vol. 26/09, <https://www.soas.ac.uk/cdpr/publications/papers/file53491.pdf>. [29]
- Worldometer (2020), *COVID-19 coronavirus pandemic*, page web, <https://www.worldometers.info/coronavirus> (consulté le 17 novembre 2020). [1]

## NOTE

1. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) en constitue un exemple. Lancé par la Commission européenne en novembre 2014, ce fonds est une réponse stratégique aux conséquences de la crise financière mondiale de 2008 et de la crise de la dette souveraine de 2011-12, visant à soutenir les investissements. Lorsque le FEIS a finalement été lancé, plusieurs pays membres de l'Union européenne (UE) avaient déjà renoué avec leurs niveaux d'investissements d'avant la crise. Au bout du compte, la conception et la mise en œuvre des projets soutenus par le FEIS ont été trop lentes pour servir de mesure de relance budgétaire contracyclique pour les économies européennes. Néanmoins, les projets soutenus ont réussi à remédier à des contraintes structurelles importantes (BEI, 2018<sub>[32]</sub>).



# LA PANDÉMIE DE COVID-19 MET EN LUMIÈRE L'URGENCE DE LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Pedro Conceicao, Programme des Nations Unies pour le développement

## ABSTRAITE

Ce chapitre analyse les répercussions de la crise liée au COVID-19 sur le développement humain. En se fondant sur certaines thématiques abordées dans le *Rapport sur le développement humain 2019* et son édition 2020 à paraître, son auteur soutient que la fracture numérique et d'autres inégalités conditionnent la façon dont les populations font face à la pandémie. En outre, il alerte sur le fait que l'incapacité d'éviter un changement climatique planétaire dangereux augmente le risque de subir des chocs tels que celui de la pandémie de COVID-19 et accentue les inégalités. En conclusion, il appelle à une action collective audacieuse qui applique de nouvelles approches pour intégrer ces risques, à travers notamment des financements qui tiennent compte de la question climatique et la suppression des déficits de données permettant de comprendre notre monde naturel et les nombreuses formes d'inégalité qui existent entre différents groupes de la société.

Ce sont les activités humaines qui ont provoqué cette crise, et nous devons réduire notre pression sur la planète

- La crise du COVID-19 porte atteinte à trois piliers fondamentaux du développement humain : la santé, les revenus et l'éducation.
- Les inégalités dans les secteurs autres que les secteurs sociaux (l'accès au haut débit, par exemple) jouent également un rôle essentiel dans le développement humain au XXI<sup>e</sup> siècle et aggravent les conséquences de la pandémie de COVID-19 pour les groupes défavorisés.
- Les activités préjudiciables pour la planète non seulement accentuent le changement climatique, mais créent des conditions favorables à l'apparition de nouvelles pandémies, d'où la nécessité d'élaborer des stratégies de développement qui prennent en compte la santé de la planète.
- La communauté mondiale doit unir ses forces et utiliser les mesures de riposte au COVID-19 comme un tremplin pour lutter contre les inégalités et le dangereux changement climatique planétaire, et doit commencer par adopter de nouvelles approches en matière de financement.
- Des données de meilleure qualité et en plus grand nombre sont nécessaires pour mieux comprendre les différentes formes d'inégalité et la manière dont elles peuvent déterminer l'impact de chocs comme le changement climatique et les pandémies sur différents groupes de la société.

La pandémie de COVID-19 – de par son origine mais aussi ses conséquences – est emblématique de beaucoup de failles de la trajectoire actuelle de développement de l'humanité. Outre son impact sur les moyens de subsistance, la santé et l'éducation à travers le monde, elle a mis en évidence la manière dont l'accroissement des inégalités détermine la capacité de faire face à une crise. Afin de comprendre pourquoi le COVID-19 a eu un impact d'une telle ampleur, les responsables de l'action publique et les acteurs de la coopération pour le développement doivent s'attacher à mieux cerner les caractéristiques des inégalités au

**La pandémie de COVID-19 n'est que le prélude du long et lent enchaînement de phénomènes ayant un impact sur notre planète, dont le changement climatique.**

XXI<sup>e</sup> siècle – un thème sur lequel est axée l'édition 2019 du *Rapport sur le développement humain*, et l'un de ses messages clés, qui semble aujourd'hui particulièrement prémonitoire. Le rapport exhorte les autorités nationales du monde entier à prendre garde à la montée d'une nouvelle génération d'inégalités dans des domaines auparavant considérés comme un luxe (l'accès au haut débit, par exemple) mais qui deviennent aujourd'hui essentiels.

S'il importe de lutter contre les inégalités afin d'atténuer les conséquences de la prochaine crise, il est tout aussi nécessaire de se pencher sur les causes de cette pandémie et sur les mesures à prendre pour prévenir la prochaine. La pandémie de COVID-19 n'est que le prélude du lent et long enchaînement de phénomènes divers ayant un impact sur notre planète, dont le changement climatique. Les activités anthropiques qui nuisent à la planète et accentuent le changement climatique ont créé les conditions propices à l'apparition de cette pandémie et accroissent le risque de voir apparaître de nouvelles maladies et pandémies. Le *Rapport sur le développement humain 2020*, à paraître, soulignera la nécessité d'une action urgente et analysera comment le développement humain peut se poursuivre tout en allégeant les pressions qui pèsent sur notre planète.

L'ampleur de la riposte mondiale au COVID-19 devrait enhardir la communauté de la coopération pour le développement. Une action collective plus poussée est nécessaire, au sein des pays mais aussi à l'échelle internationale, afin de lutter contre les inégalités ; de faire en sorte que le financement de la reprise appuie les transitions vers des modes de production et de consommation durables ; et de combler les lacunes abyssales en matière de données pour mieux comprendre notre monde naturel.

## La crise liée au COVID-19 est en train d'inverser la courbe du développement humain

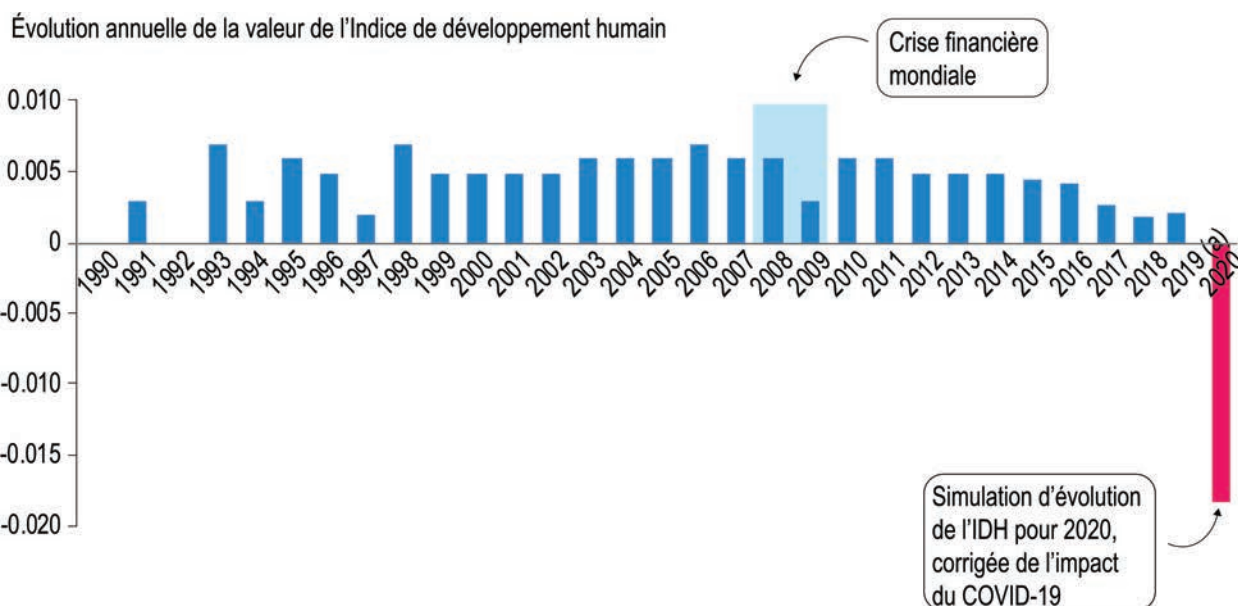
Depuis des années, les scientifiques tirent la sonnette d'alarme et annoncent une nouvelle pandémie. Les zoonoses ne sont pas un phénomène nouveau. La peste, la grippe et la tuberculose ont été transmises à l'homme par les animaux. Si les nouvelles maladies de ce type demeurent rares, elles sont de plus en plus fréquentes et se propagent désormais plus rapidement. Nous en connaissons la raison : une pression accrue pèse sur les espèces sauvages encore présentes sur la planète et de plus en plus de personnes côtoient des animaux – et des virus – auxquels elles n'ont jamais été exposées auparavant. Cette situation a créé une bombe à retardement.

Le monde a essuyé de nombreuses crises au cours des 30 dernières années, dont les crises sanitaires du VIH/sida et d'Ebola et des crises économiques comme la crise financière mondiale de 2007-09. Chacune d'entre elles a freiné le développement humain, ruinant l'existence de millions de personnes. Globalement pourtant, le monde a continué, année après année, de progresser sur la voie du développement. La pandémie de COVID-19 est différente en ce qu'elle porte simultanément atteinte à trois piliers fondamentaux du développement humain : la santé, les revenus et l'éducation. En conséquence, d'après les simulations qui tiennent compte de l'impact des mesures de confinement au cours du premier semestre 2020, l'Indice de développement humain mondial devrait fortement baisser (Graphique 2.1).

### ***Les individus ne sont pas égaux face à la pandémie***

Le coût humain et économique de la pandémie est astronomique. Début octobre, l'Organisation mondiale de la Santé annonçait que jusqu'à un dixième de la population mondiale pourrait avoir contracté le virus

## Graphique 2.1. Les répercussions de la pandémie de COVID-19 pourraient entraîner le recul le plus marqué de l'Indice de développement humain depuis 1990



Note : La valeur pour 2019 est une estimation provisoire.

Source: PNUD (2020<sup>[7]</sup>), *COVID-19 and Human Development: Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery*, [http://hdr.undp.org/sites/default/files/covid-19\\_and\\_human\\_development\\_0.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/covid-19_and_human_development_0.pdf).

(Tuemmler, Fox et Woodyatt, 2020<sup>[11]</sup>). Toutefois, les répercussions ne sont pas les mêmes pour toutes les catégories de la population. Bien au contraire, elles ont fait ressortir les lignes de faille qui existent au sein de la société et ont clairement montré que certains groupes sont défavorisés et souffrent de façon disproportionnée selon leur catégorie de revenu. Le virus – du moins dans certains pays – a fait davantage de victimes parmi les populations défavorisées. Aux États-Unis, par exemple, les taux de mortalité ajustés selon l'âge et liés au COVID-19 ont été 2.5 fois plus élevés au sein de la population noire que parmi la population blanche (Wrigley-Field, 2020<sup>[12]</sup>). Au Royaume-Uni, les taux de mortalité parmi les personnes appartenant au décile le plus défavorisé ont été deux fois plus importants que ceux du décile le moins défavorisé (Blundell et al., 2020<sup>[13]</sup>). Enfin, en Afrique du Sud, les taux de contamination ont été nettement plus élevés dans les bidonvilles que dans les quartiers les plus aisés (Reuters, 2020<sup>[14]</sup>). Par ailleurs,

les conséquences plus globales en matière sociale et économique des mesures nationales de confinement ont elles aussi été souvent extrêmement lourdes pour les populations pauvres, comme en Inde, où 10 millions de travailleurs migrants ont été contraints de retourner dans leurs villages d'origine – 500 000 d'entre eux à pied ou à vélo – au début du confinement (Kugler et Sinha, 2020<sup>[15]</sup>). D'après des analyses préliminaires, les avancées au regard de nombreux paramètres de la pauvreté pourraient être retardées de trois à dix ans dans beaucoup de pays en développement (PNUD et Oxford Poverty et Human Development Initiative, 2020<sup>[16]</sup>).

### Les inégalités existant dans des domaines essentiels pour le développement humain aggravent les conséquences de la pandémie

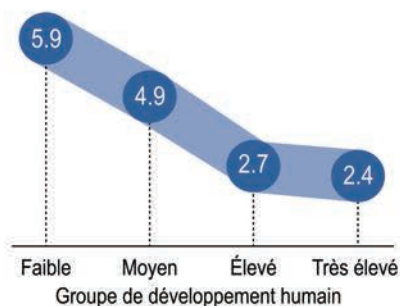
Avant la crise liée au COVID-19, les inégalités en termes de capacités de base se réduisaient (Graphique 2.2).

Graphique 2.2. Niveaux d'inégalité en termes de capacités de base

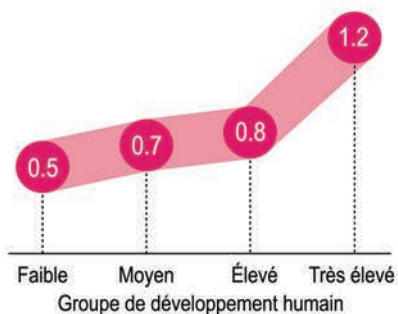
De base

Plus avancées

Réduction des inégalités  
Espérance de vie à la naissance  
Évolution entre 2005 et 2015 (années)

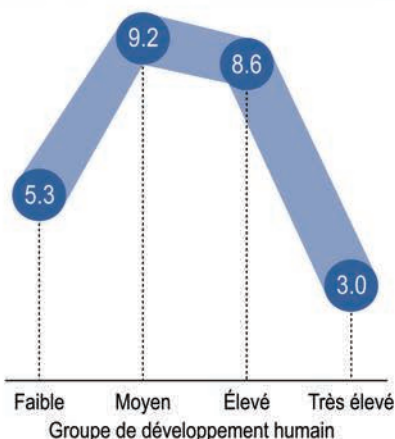


Accroissement des inégalités  
Espérance de vie à 70 ans  
Évolution entre 2005 et 2015 (années)

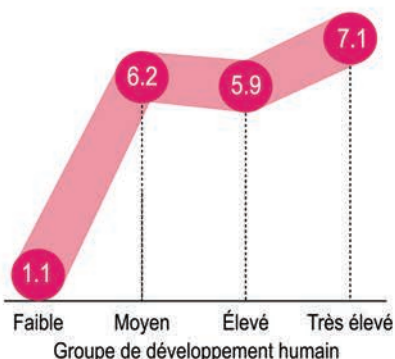


Santé

Part de la population ayant un niveau d'éducation primaire  
Évolution entre 2007 et 2017 (points de pourcentage)

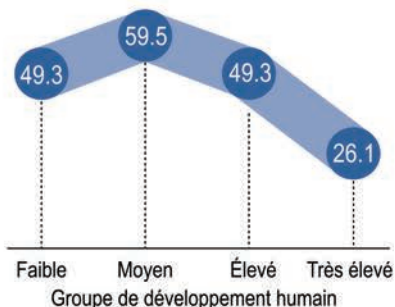


Part de la population ayant un niveau d'éducation supérieur  
Évolution entre 2007 et 2017 (points de pourcentage)

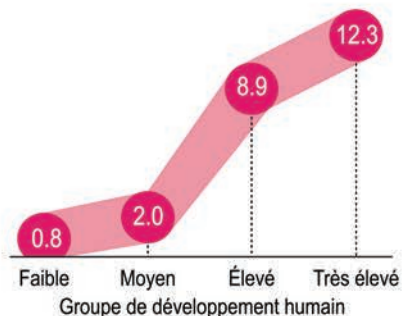


Éducation

Abonnements de téléphonie mobile  
Évolution entre 2007 et 2017 (pour 100 habitants)



Abonnements au haut débit fixe  
Évolution entre 2007 et 2017 (pour 100 habitants)



Accès aux technologies

En matière d'espérance de vie à la naissance, d'accès aux études primaires et d'accès à la téléphonie mobile, les pays dont le niveau de développement humain est le plus bas se rapprochent des nations plus développées. Même s'il reste encore beaucoup à faire et que les écarts demeurent significatifs, les indicateurs montrent une réduction des inégalités. En revanche, en termes de capacités plus avancées, la situation est différente et les écarts se creusent. Les pays à développement humain élevé affichent une plus longue espérance de vie à un âge plus avancé, des taux de scolarisation plus élevés dans l'enseignement supérieur et un accès plus répandu au haut débit – et leur avance ne cesse de croître.

La crise du COVID-19 a mis au jour l'ampleur d'une grande partie de ces inégalités en termes de capacités plus avancées. En particulier, l'accès à l'internet à haut débit détermine si les individus peuvent ou non continuer à travailler et à accéder aux soins de santé à distance. L'éducation est un autre exemple. En raison de la crise du COVID-19, des millions d'enfants à travers le monde ont été contraints de rester chez eux au premier semestre 2020 (Bureau du Rapport sur le développement humain, 2020<sup>[8]</sup>), mais tous les élèves n'ont pas subi les mêmes effets. En mai 2020, le Programme des Nations unies pour le développement estimait que 86 % des enfants scolarisés au primaire dans les pays à développement humain faible ne bénéficiaient pas d'une continuité pédagogique, contre seulement 20 % dans les pays à développement humain très élevé. Jusqu'à ce que la réouverture des établissements scolaires ne représente plus aucun danger, les enfants restés chez eux n'ont reçu aucun enseignement, à moins d'avoir accès à des cours à distance grâce à la radio, à la télévision ou à l'internet par exemple (Basto-Aguirre, Cerutti et Nieto-Parra, 2020<sup>[9]</sup>). Cette situation débouchera très certainement sur des écarts plus importants en matière d'éducation entre les enfants des pays riches et ceux des pays pauvres.

Nous risquons de marquer à vie toute une génération d'enfants, qui se retrouveront en situation de désavantage permanent (Bureau du Rapport sur le développement humain, 2020<sup>[10]</sup>). Ceci explique la baisse de l'Indice de développement humain dans notre simulation (voir Graphique 2.1).

Ainsi, le COVID-19 a rappelé avec force l'un des principaux messages du *Rapport sur le développement humain 2019* : pour faire en sorte que le monde soit moins vulnérable face à des chocs comme la pandémie actuelle, nous devons continuer de réduire les écarts en termes de capacités de base tout en nous employant à inverser la tendance au creusement des inégalités observée au niveau des capacités plus avancées.

### La trajectoire du développement doit être en adéquation avec la planète et bénéficier à tous

Les différentes formes de pression que nous exerçons sur notre planète, et les répercussions de ces pressions, ont une influence sur les inégalités et vice-versa. Parmi les riches et les puissants, nombreux sont ceux qui maintiennent le statu quo, tandis que les conséquences négatives de leurs actions ou de leur inaction pèsent plus lourdement sur ceux qui sont moins bien armés pour y faire face, exacerbant ainsi les inégalités. C'est pourquoi, même s'il est essentiel de mettre l'accent sur la gestion des effets de la crise du COVID-19, il est tout aussi important de s'interroger sur la manière dont la pandémie aurait pu être évitée en amont.

De toute évidence, les pandémies sont de plus en plus courantes. En 2012, Morse et ses co-auteurs faisaient valoir que la fréquence d'apparition de nouveaux agents pathogènes augmente, malgré la surveillance accrue (Morse et al., 2012<sup>[11]</sup>). À la question de savoir pourquoi, il semble exister un large consensus sur le fait que les pressions exercées par l'homme sur la planète, en particulier dans les régions riches en biodiversité, où diversité de la faune



et diversité microbienne sont intimement liées, augmentent les probabilités de voir de nouvelles maladies apparaître et se propager (Berger, 2020<sup>[12]</sup> ; Johnson et al., 2020<sup>[13]</sup> ; Morse et al., 2012<sup>[11]</sup>).

L'accroissement démographique et l'intensification des activités humaines augmentent le risque de pandémie puisque, toutes choses égales par ailleurs, l'un comme l'autre font peser une pression plus lourde sur les systèmes terrestres. Et si les mesures de distanciation physique, le dépistage et un jour, espérons-le, un vaccin permettront d'éradiquer le COVID-19, seules la prévention et l'adaptation permettront de remédier au changement climatique. Le *Rapport sur le développement humain 2020* plaidera en ce sens : le défi le plus urgent consiste à veiller à ce que la trajectoire du développement soit en adéquation avec la planète et bénéficie à tous.

### **Plus de pressions sur la planète, plus de risques**

En 1951, la population mondiale s'établissait à environ 2.5 milliards d'humains. Elle a atteint le seuil des 5 milliards d'individus en 1987, pour passer à près de 8 milliards aujourd'hui. D'ici 2050, la Terre devrait compter 10 milliards d'humains (Nations Unies, 2020<sup>[14]</sup>). Les maladies comme le COVID-19 sont transmises aux humains par les animaux. Toutes choses égales par ailleurs, la simple hausse de la population et la forte densité démographique dans de nombreuses régions du monde augmentent les interactions entre humains et animaux et, partant, le risque de mutation virale et de transmission à d'autres espèces. Par ailleurs, alors que le virus touche désormais les êtres humains, les conditions sont idéales pour sa propagation : la population mondiale est plus nombreuse qu'auparavant et le nombre de personnes qui vivent dans des environnements surpeuplés s'est accru, de même que le nombre de voyageurs internationaux.

L'intensification des activités telles que la déforestation, couplée au commerce d'espèces sauvages, a augmenté les probabilités de pandémie. Il ressort de l'analyse de Loh et al. (2015<sup>[15]</sup>) que le principal facteur d'apparition de zoonoses est le changement d'affectation des terres. Ce constat coïncide avec d'autres conclusions selon lesquelles le changement d'affectation des terres (essentiellement au profit de l'agriculture, du pâturage et des plantations) représente de loin la plus forte pression exercée sur les écosystèmes terrestres en général (Convention sur la diversité biologique, 2010<sup>[16]</sup>).

Il est aujourd'hui incontestable que le climat de la planète est en train de changer, et que les activités anthropiques en sont responsables. Le réchauffement de l'atmosphère induit d'ores et déjà de dangereuses altérations à l'échelle planétaire et, sans action urgente, la situation ne fera qu'empirer. À cause des vagues de chaleur extrêmes et de l'élévation du niveau des océans, certaines régions deviendront inhabitables. Les mauvaises récoltes se généraliseront et exposeront des millions de personnes à un risque d'insécurité alimentaire. À terme, des écosystèmes entiers pourraient s'effondrer. Et de nouvelles maladies pourraient se propager avec la prolifération de moustiques porteurs du paludisme et de la dengue. Sans mesures urgentes, il ne s'agira pas de savoir *si* tout ceci se réalisera, mais *quand*.

### **La riposte au COVID-19 peut servir de tremplin pour mener une action mondiale contre les inégalités et le changement climatique**

L'impact de la pandémie de COVID-19 sur le développement humain est colossal. Mais avec un effort concerté, cet impact peut pour l'essentiel être inversé. Lorsque nous envisageons le monde de l'après COVID-19, nous devrions nous poser deux questions : tout d'abord, que pouvons-nous faire pour

atténuer les conséquences de la prochaine crise et, ensuite, comment pouvons-nous réduire le risque d'apparition d'une autre pandémie du même ordre ?

L'ampleur de la riposte au COVID-19 devrait inciter la communauté de la coopération pour le développement à s'attaquer aux inégalités anciennes et nouvelles et à éviter les conséquences les plus néfastes du changement climatique, par exemple en intervenant dans les domaines suivants :

La reprise nécessitera une transformation de la coopération internationale, qui devra favoriser une coordination plus étroite entre les pays et une action collective dans différents aspects du développement. Les pays peuvent apprendre les uns des autres et collaborer sur un pied d'égalité afin de lutter contre les inégalités dans des domaines allant de l'accès à des soins de santé de qualité à l'accès à l'internet haut débit.

Des méthodes améliorées en matière de reddition de comptes sont nécessaires pour mettre au jour tant les coûts sociaux de la dégradation de l'environnement naturel que les risques financiers liés au changement climatique et à d'autres pressions exercées sur la planète. Une telle mesure peut contribuer à modifier en profondeur les incitations qui guident les choix d'investissement des particuliers, des entreprises et des États. D'ores et déjà, des plans de soutien budgétaire à l'appui de la reprise post-COVID-19 servent à financer des transformations sur la voie de modes de production et de consommation plus durables. Les intermédiaires financiers suivent eux aussi les instructions des investisseurs visant à éviter tout placement dans des actifs non durables, comme l'ont fait certains fonds de pension, par exemple, qui ont cédé leurs actifs liés aux combustibles fossiles. Ces investissements ont en outre le mérite d'être intelligents, puisque certains de ces actifs pourraient à l'avenir devenir des actifs échoués. La communauté de la coopération pour le développement devrait

tenir compte de cette conception tout à fait nouvelle du financement, en veillant à ce que les allocations d'aide publique au développement protègent tout autant les populations que la planète.

Nous manquons cruellement de données nous permettant de mieux comprendre notre monde naturel. Nous n'avons que trop peu d'informations sur la vitesse à laquelle de nombreux écosystèmes se dégradent par exemple. Nous avons également impérieusement besoin de données de meilleure qualité (et pas seulement des moyennes) concernant les multiples formes d'inégalité qui existent entre différents groupes de population et la façon dont ces inégalités sont susceptibles de déterminer l'impact de chocs et de crises tels que le changement climatique sur certains de ces groupes.

La riposte mondiale au COVID-19 met en lumière l'étendue des mesures qu'il est possible de prendre face à une crise, et la rapidité avec laquelle nous pouvons le faire. Quelques mois seulement en arrière, soit début 2020, il aurait été impensable de suggérer de relever des défis de portée mondiale en adoptant des mesures telles que celles aujourd'hui mises en œuvre pour éradiquer le COVID-19. Or, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets sont synonymes de défis bien plus complexes pour l'humanité. Elles nécessitent une réponse de même ampleur, voire plus importante encore – car nous avons beau essayer de nous convaincre que notre espèce et les technologies que nous créons nous permettent de dompter la nature, celle-ci n'obéit qu'aux lois de la biologie, de la chimie et de la physique. James Lovelock (2009<sup>[17]</sup>), environnementaliste et auteur célèbre notamment pour son hypothèse Gaïa, nous le rappelle fort bien : « L'idée que les hommes sont assez intelligents pour régir la planète témoigne d'un orgueil démesuré : notre planète est autonome. Nous ne pouvons qu'essayer de sauver l'humanité. »

## RÉFÉRENCES

- Basto-Aguirre, N., P. Cerutti et S. Nieto-Parra (2020), « Is COVID-19 widening educational gaps in Latin America? Three lessons for urgent policy action », *blog OCDE "Development Matters"*, <https://oecd-development-matters.org/2020/06/04/is-covid-19-widening-educational-gaps-in-latin-america-three-lessons-for-urgent-policy-action/> (consulté le 22 octobre 2020). [9]
- Berger, K. (2020), « The man who saw the pandemic coming », *Nautilus*, <http://nautil.us/issue/83/intelligence/the-man-who-saw-the-pandemic-coming> (consulté le 9 novembre 2020). [12]
- Blundell, R. et al. (2020), *COVID-19 and Inequalities*, Institute for Fiscal Studies, Londres, <https://www.ifs.org.uk/uploads/Covid-19-and-inequalities-IFS.pdf> (consulté le 22 octobre 2020). [3]
- Bureau du Rapport sur le développement humain (2020), *COVID-19 : le développement humain est en passe de reculer cette année pour la première fois depuis 1990*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), New York, [http://hdr.undp.org/sites/default/files/fr\\_pr\\_human\\_development\\_on\\_course\\_to\\_decline\\_for\\_the\\_first\\_time\\_since\\_1990.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/fr_pr_human_development_on_course_to_decline_for_the_first_time_since_1990.pdf) (consulté le 22 octobre 2020). [8]
- Bureau du Rapport sur le développement humain (2020), *COVID-19 : le développement humain est en passe de reculer cette année pour la première fois depuis 1990*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, [http://hdr.undp.org/sites/default/files/fr\\_pr\\_human\\_development\\_on\\_course\\_to\\_decline\\_for\\_the\\_first\\_time\\_since\\_1990.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/fr_pr_human_development_on_course_to_decline_for_the_first_time_since_1990.pdf) (consulté le 22 octobre 2020). [10]
- Convention sur la diversité biologique (2010), *Perspectives mondiales de la diversité biologique 3 : La diversité biologique en 2010*, Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, <https://www.cbd.int/gbo3/?pub=6667&section=6711> (consulté le 22 octobre 2020). [16]
- Johnson, C. et al. (2020), « Global shifts in mammalian population trends reveal key predictors of virus spillover risk », *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences*, vol. 287/1924, <http://dx.doi.org/10.1098/rspb.2019.2736>. [13]
- Kugler, M. et S. Sinha (2020), « The impact of COVID-19 and the policy response in India », *Brookings Future Development blog*, <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/07/13/the-impact-of-covid-19-and-the-policy-response-in-india/> (consulté le 22 octobre 2020). [5]
- Loh, E. et al. (2015), « Targeting transmission pathways for emerging zoonotic disease surveillance and control », *Vector-Borne and Zoonotic Diseases*, vol. 15/7, pp. 432-437, <http://dx.doi.org/10.1089/vbz.2013.1563>. [15]
- Lovelock, J. (2009), *The Vanishing Face of Gaia: A Final Warning*, Penguin Books. [17]
- Morse, S. et al. (2012), « Prediction and prevention of the next pandemic zoonosis », *The Lancet*, vol. 380/9857, pp. 1956-1965, [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(12\)61684-5](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(12)61684-5). [11]
- Nations Unies (2020), *Questions thématiques- La population (page web)*, Nations Unies, New York, <https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/population/index.html> (consulté le 22 octobre 2020). [14]
- PNUD (2020), *COVID-19 and Human Development: Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, [http://hdr.undp.org/sites/default/files/covid-19\\_and\\_human\\_development\\_0.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/covid-19_and_human_development_0.pdf) (consulté le 22 octobre 2020). [7]
- PNUD et Oxford Poverty et Human Development Initiative (2020), *Charting Pathways out of Multidimensional Poverty: Achieving the SDGs*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, <http://hdr.undp.org/en/content/2020-global-multidimensional-poverty-index-mpi> (consulté le 22 octobre 2020). [6]
- Reuters (2020), « Coronavirus pandemic exposes South Africa's 'brutal inequality' », *Al Jazeera*, <https://www.aljazeera.com/news/2020/06/12/coronavirus-pandemic-exposes-south-africas-brutal-inequality/> (consulté le 22 octobre 2020). [4]
- Tuemmler, S., M. Fox et A. Woodyatt (2020), « 10% of the world may have been infected by Covid-19, WHO official says », *CNN.com*, <https://edition.cnn.com/2020/10/06/health/who-coronavirus-world-population-intl/index.html> (consulté le 22 octobre 2020). [1]
- Wrigley-Field, E. (2020), « US racial inequality may be as deadly as COVID-19 », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 117/36, pp. 21854-21856, <http://dx.doi.org/10.1073/pnas.2014750117>. [2]

# 03 DES DONNÉES À L'APPUI DE L'ÉLABORATION DES POLITIQUES EN PÉRIODE D'INCERTITUDE

Twivwe Siwale & Nicholas Wilkinson, International Growth Centre

## ABSTRAITE

Ce chapitre examine les différentes façons dont les données en temps réel, la collecte d'éléments factuels et des travaux rigoureux de recherche expérimentale peuvent contribuer à l'élaboration de politiques intelligentes permettant de relever les défis économiques et sanitaires exceptionnels posés par la crise du COVID-19. Il fait valoir que les partenaires de la coopération pour le développement peuvent appuyer des processus décisionnels fondés sur les données et un apprentissage actif dans les pays en développement, afin d'aider les responsables publics à concevoir des mesures de soutien économique et d'endigement du virus propres à leur contexte, et de nature à préserver les vies et les moyens de subsistance, comme le montre l'exemple du Pakistan.

Les données et les éléments factuels permettent de prendre de meilleures décisions en période d'incertitude

- Les pays en développement ont adopté des mesures de soutien économique qui reflètent leur capacité budgétaire limitée et leur expérience en matière de transferts sociaux en espèces.
- Les éléments factuels constituent un produit inestimable ; or, à cause du manque d'informations disponibles, les responsables de l'action publique et les partenaires de la coopération pour le développement ont du mal à comprendre pleinement comment la pandémie, ainsi que les stratégies visant à la contenir, influent sur les moyens de subsistance.
- Une approche de la coopération pour le développement qui encourage la co-réalisation de travaux de recherche et la production de données en temps réel – ou s'en rapprochant le plus possible, tout en renforçant les systèmes et les capacités de production de données au niveau local, peut aider les pays en développement à prendre des décisions sur la base d'un apprentissage actif adapté selon les données disponibles.

La pandémie de COVID-19 a provoqué une crise inédite dont les répercussions à l'échelle planétaire se prolongeront pendant des années encore. De nombreux pays en développement subissent une triple peine sur le plan économique : une baisse de la demande émanant de leurs partenaires commerciaux, un recul de la production en raison des mesures de confinement, et l'effondrement des cours des matières premières. Les responsables publics sont confrontés à des défis exceptionnels du fait de l'incertitude considérable qui règne quant aux meilleurs moyens d'atténuer les conséquences de la pandémie. Les pouvoirs publics des pays en développement ont pris des mesures différentes, aussi bien en termes de stratégies visant à contenir le virus que

de plans de soutien économique visant à protéger les populations.

Au sein de l'International Growth Centre (IGC), notre priorité a été d'accélérer la collecte de données en temps réel afin de fournir des éléments factuels de meilleure qualité aux responsables publics des pays en développement en ces temps incertains. Cette priorité est en adéquation avec notre objectif global, qui consiste à collaborer étroitement avec les responsables publics et les universitaires afin de co-réaliser des travaux de recherche qui permettent d'étayer les processus décisionnels. Dans le cadre de la riposte au COVID-19, l'IGC a notamment développé un outil de suivi des mesures de soutien économique, qui présente de façon détaillée les différents niveaux et modalités

de soutien budgétaire mis en place par les autorités nationales afin d'atténuer le ralentissement économique. Dans la partie ci-après, nous présentons les données tirées de cet outil ; proposons un cadre pour optimiser l'élaboration de stratégies de confinement qui intègrent l'apprentissage actif dans le cadre traditionnel de la prise de décision ; et présentons une étude de cas sur l'apprentissage actif dans le Pendjab, au Pakistan, qui illustre tout le potentiel de cette approche.

### Les transferts sociaux en espèces constituent la mesure de soutien économique la plus prisée dans les pays en développement

Il ressort de l'outil de suivi des mesures de soutien économique de l'IGC que la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure ont, sous une forme ou une autre, mis en place des dispositifs d'aide sociale ou de transferts en espèces, ou étendu les dispositifs existants Graphique 3.1, dans une tentative, semble-t-il, d'atténuer la baisse soudaine et significative des revenus qui risque de plonger des millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit pour 2020 un recul de 3.2 % du produit intérieur brut (PIB) en Afrique subsaharienne (FMI, 2020<sub>[1]</sub>). Il est fort probable que cette chute de l'activité économique entraînera une hausse des taux de pauvreté. Selon des travaux menés par l'IGC en Ouganda, par exemple, les mesures de confinement instaurées dans le pays pourraient accroître la pauvreté de 8 points de pourcentage (Younger et al., 2020<sub>[2]</sub>). L'accent mis sur les transferts monétaires est conforme à la tendance observée ces dernières années parmi les pays en développement, qui axent leurs stratégies de protection sociale sur ce type de versements modestes et réguliers pour aider les ménages pauvres à lisser leurs dépenses de consommation, et limiter la pauvreté (DFID, 2011<sub>[3]</sub>). Un vaste ensemble de données suggère que les aides au revenu

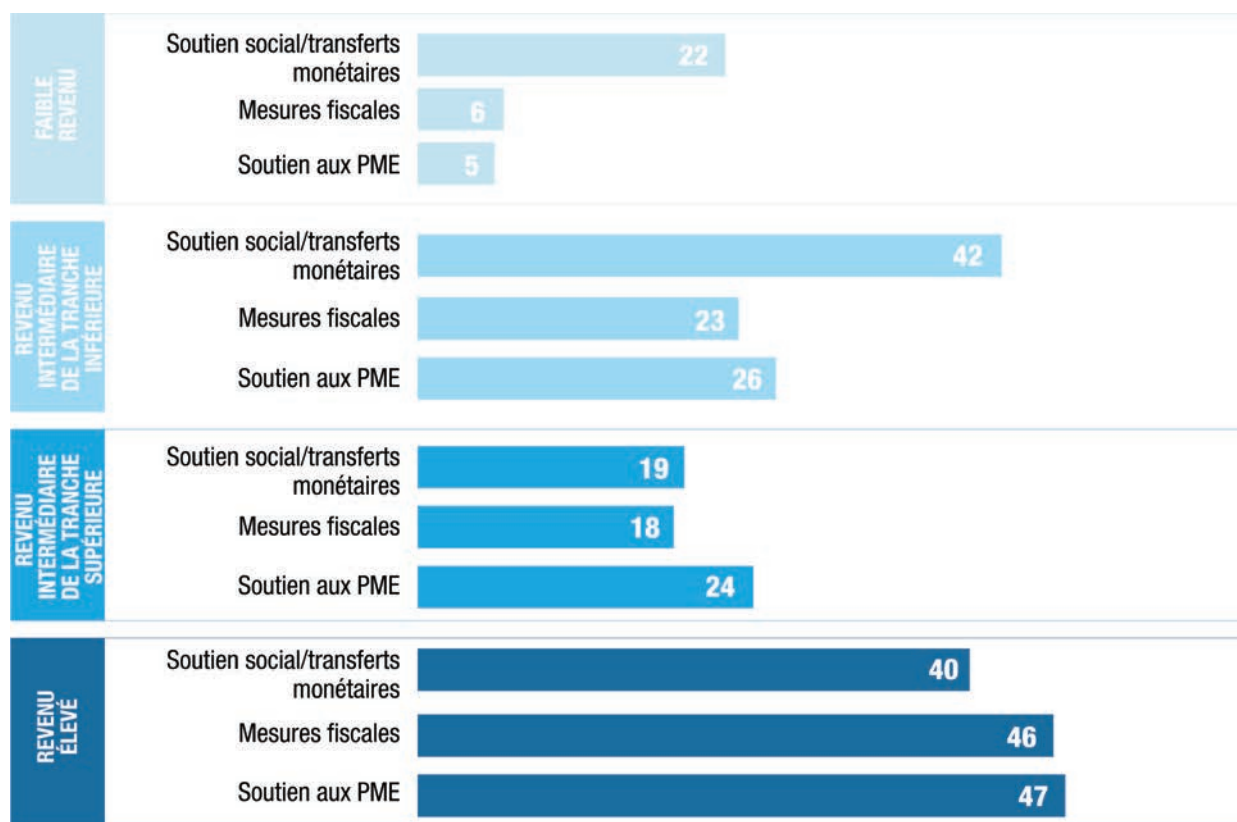
fondées sur la consommation peuvent contribuer à accroître cette dernière ainsi que la sécurité alimentaire et les ressources (Vaziralli, 2020<sub>[4]</sub>). Toutefois, l'analyse des programmes de protection sociale dans les pays en développement révèle que nombre d'entre eux ont une couverture limitée et excluent souvent les populations les plus pauvres en raison de la piètre qualité des données et de la prédominance du secteur informel (Parekh et Bandiera, 2020<sub>[5]</sub>).

Pour les responsables de l'action publique cependant, répondre à la crise du COVID-19 au seul moyen des transferts en espèces peut se révéler irréalisable alors qu'ils sont soumis à des contraintes budgétaires strictes, que la pandémie est d'une ampleur inouïe et que les programmes de transferts n'incluent pas suffisamment les personnes les plus vulnérables. Il existe toutefois des mesures moins coûteuses qui peuvent compléter les dispositifs de soutien économique dans les pays en développement – renforcement des capacités des postes douaniers, facilitation des paiements par téléphonie mobile, fourniture d'équipements de protection individuelle aux vendeurs sur les marchés, etc. En parallèle, les responsables publics devraient réduire au minimum les perturbations induites par les mesures de santé publique sur les chaînes d'approvisionnement, par exemple en renforçant la coordination internationale des politiques frontalières, ou en veillant à ce que les couvre-feux n'entraînent pas un gaspillage de produits périssables (Bouët et Laborde, 2020<sub>[6]</sub>).

L'outil de suivi de l'IGC révèle également que le recours aux allègements fiscaux et le soutien aux petites et moyennes entreprises pour faire face à la pandémie sont limités dans les pays à faible revenu, ce qui reflète probablement deux réalités : premièrement, les pays à faible revenu ont une capacité budgétaire moindre que celle des pays développés et sont de ce fait dans l'incapacité de mettre en œuvre des plans de soutien analogues. Le COVID-19 a eu pour effet de réduire davantage leur marge de manœuvre



**Graphique 3.1. La plupart des pays, indépendamment de leur niveau de revenu, mettent en place une forme ou une autre de soutien social et de transferts en espèces afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie de COVID-19**



Note : L'échantillon est composé de 29 pays à faible revenu, 48 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 36 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 62 pays à revenu élevé.

Source : IGC (2020<sup>[9]</sup>), *COVID-19 Policy Response Dashboard*, <https://www.theigc.org/covid-19/tracker>.

dans ce domaine. Le gouvernement du Ghana estime qu'il enregistrera une moins-value de recettes de l'ordre de 2.1 % du PIB en 2020, tandis que le gouvernement zambien table sur une moins-value de 12 % (Dzansi, 2020<sup>[7]</sup>; Ng'andu, 2020<sup>[8]</sup>). Dans le cas des pays qui ont dû accroître leurs dépenses de santé publique, les prévisions de déficits budgétaires alourdissent la pression qui pèse sur les dépenses. Deuxièmement, selon leur niveau de revenu, les pays n'ont pas tous les mêmes structures économiques. Dans les pays à faible revenu, la plupart des individus travaillent en marge du système fiscal formel, d'où une difficulté à passer par le registre fiscal pour l'acheminement des mesures d'aide.

Pour conclure, les mesures adoptées par les pays en développement reflètent en grande partie leurs structures économiques,

leurs capacités budgétaires limitées et leur expérience passée en matière de programmes de transferts sociaux en espèces. Du fait de l'ampleur du secteur informel, il est extrêmement difficile de passer par le système fiscal ou autre pour acheminer l'aide en direction des personnes les plus pauvres et des petites et moyennes entreprises.

### Un confinement intelligent grâce à l'apprentissage actif

Lorsque la pandémie s'est déclarée, les responsables de l'action publique des pays en développement mais aussi des pays développés disposaient de très peu d'informations sur la meilleure stratégie à adopter pour endiguer la propagation du virus dans leur contexte. De ce fait, les

réponses des pays en développement ont été très différentes. Certains, comme le Rwanda et l'Ouganda, ont mis en œuvre des mesures analogues à celles adoptées par les pays développés, imposant des confinements stricts sur tout leur territoire de manière relativement précoce. Dans d'autres pays, à l'inverse, comme en République-Unie de Tanzanie, les mesures de confinement ont été limitées et les messages en matière de santé publique, contradictoires (Resnick, Spencer et Siwale, 2020<sub>[10]</sub>).

Les chercheurs de l'IGC recommandent d'adopter une démarche d'apprentissage actif face à des crises aux contours incertains, l'objectif étant de mettre en place un confinement intelligent, progressif et adapté selon les données disponibles (Haas, Khan et Khwaja, 2020<sub>[11]</sub>). Cette démarche suppose de s'appuyer sur un cadre existant pour la prise de décisions en période d'incertitude et met en lumière le rôle de l'apprentissage actif.

Le cadre classique de prise de décisions en période d'incertitude comporte quatre composantes (Haas, Khan et Khwaja, 2020<sub>[11]</sub>) :

- Les décisions qui demeureront inchangées, quelles que soient les informations recueillies, devraient être prises rapidement.
- Les décisions qui nécessitent des informations supplémentaires sans coût important devraient être prises uniquement après la collecte effective de ces informations.
- Dans tous les cas, toutes les informations disponibles devraient être exploitées.
- Toutes les décisions auront des conséquences qui peuvent et devraient être mesurées de façon à produire de nouvelles informations.

L'apprentissage actif suppose de concevoir des plans progressifs qui puissent être adaptés selon les données disponibles. Le Graphique 3.2, tel que présenté par Haas, Khan et Khwaja (2020<sub>[11]</sub>), illustre cette approche.

Les principales caractéristiques d'un plan d'action opérationnel lié à une stratégie d'endiguement du COVID-19 sont les suivantes :

- un rôle central des données, qu'il s'agisse des données existantes ou de celles recueillies tout au long du processus
- des politiques claires, mais suffisamment ajustables et modulaires pour être adaptées selon les données disponibles
- des stratégies de confinement, avec des mesures dont l'intensité varie en fonction des conditions locales
- la diffusion de messages auprès du public et un contrôle guidé par l'empathie afin de favoriser le respect volontaire des mesures
- des politiques qui prennent en considération les enjeux immédiats et les besoins à long terme
- la pratique de tests ainsi qu'une gestion et un contrôle qui peuvent et devraient être assurés par les autorités locales
- l'ouverture nécessaire pour favoriser les partenariats avec des entités locales afin de mettre à profit les capacités existantes.

### Étude de cas dans le Pendjab, au Pakistan : l'apprentissage actif au service de l'endiguement du COVID-19

Alors que les mesures de riposte au COVID-19 se multipliaient dans le monde entier, les gouvernements des pays en développement ont suscité une montée d'inquiétude en copiant trop rapidement les mesures adoptées dans les pays développés, sans disposer des ressources budgétaires nécessaires pour en atténuer les retombées économiques. Le Pakistan n'a pas échappé à cette tendance, instaurant, fin mars 2020, un confinement strict pendant plusieurs mois. À la demande de l'IGC, des travaux de recherche ont été menés dans la province du Pendjab afin de piloter une stratégie de tests intelligents, conçue par une équipe de chercheurs pluridisciplinaire composée notamment de membres de l'IGC, et mise en œuvre par plusieurs ministères du Pendjab. Ces travaux visaient à étudier comment le gouvernement pakistanais pouvait apporter une réponse rapide, fondée sur des éléments

Graphique 3.2. Apprentissage actif au moyen de plans progressifs, adaptés selon les données disponibles

CUMULATIF				
	NIVEAU 1 - PRÉPARATION	NIVEAU 2 - DISTANCIATION	NIVEAU 3 – CONFINEMENT	NIVEAU 4 – RÉTABLISSEMENT
	Aucun cas de contamination recensé	Cas de contamination détectés et projections modérées Faible impact et/ou faible risque sanitaire pour la population	Cas de contamination détectés et projections pessimistes ; forte vulnérabilité sous-jacente Impact élevé et/ou risque sanitaire élevé pour la population	Propagation généralisée
TESTS CIBLÉS ET DONNÉES INTELLIGENTES	Tests sur les personnes à risque/impact élevé, par exemple les professionnels de santé, avec un questionnaire pour comprendre comment les symptômes se présentent (surveillance syndromique) Surveillance spécifique grâce à un réseau ciblé de sites de signalement (surveillance sentinelle)	Suivi des cas contacts et tests Appels automatisés de surveillance afin de surveiller les symptômes au sein de certaines populations Enquêtes de suivi téléphonique auprès des personnes potentiellement contaminées Enquêtes pour évaluer d'autres incidences (socioéconomiques notamment) Contrôle du respect des mesures (au moyen des données sur la mobilité des personnes, par exemple) Registres complets des décès, avec des informations de base sur la cause de décès	Extension des tests et du suivi des cas contacts des professionnels à risque élevé dans les zones adjacentes aux foyers épidémiques (au moyen notamment d'appels automatisés de surveillance) Enquêtes sur les cas de guérison À la suite du confinement, enquêtes de prévalence en continu et sondages téléphoniques pour recueillir des informations supplémentaires sur les symptômes potentiellement indicateurs d'une nouvelle vague Il importe de recueillir des indicateurs socioéconomiques pour répondre efficacement à la vulnérabilité	Tests à des fins thérapeutiques principalement et pour comprendre comment se présente l'infection Débuter les tests de détection d'anticorps pour déterminer l'étendue des contaminations et l'existence subséquente d'une immunité collective (la taille d'échantillon doit être suffisante) Recueillir des données supplémentaires sur la morbidité et les capacités du secteur de la santé
DISTANCIATION PHYSIQUE	Pratiques sanitaires d'usage (lavage des mains, port du masque, etc.) Mise en avant des mesures élémentaires de distanciation physique Pratiques de protection en matière d'organisation et de gestion	Mesures plus sévères de distanciation physique et contrôle plus strict Isolement des cas confirmés et mise en quarantaine des cas contacts PAS de confinement total	Restriction totale de la circulation des personnes au sein d'une zone déterminée pour une période de 2-3 semaines ou jusqu'à ce que le nombre de nouvelles contaminations soit très faible, en veillant à ce que les personnes disposent des produits indispensables (nourriture, eau, produits de santé) pendant cette période Mise en quarantaine éventuelle des zones adjacentes lorsque le risque de contamination est élevé	Confinement total dans des zones déterminées et mesures de niveau 3 dans les zones adjacentes jusqu'à ce que le nombre de nouvelles contaminations soit très faible (ou sur la base de tests de détection d'anticorps) Un soutien complémentaire plus soutenu peut être nécessaire en matière de protection sociale et de santé Mesures de prévention et de protection supplémentaires pour les populations vulnérables des cercles de contamination (personnes âgées, professionnels de santé, etc.)
DIFFUSION DE MESSAGES AUPRÈS DU PUBLIC	En particulier en ce qui concerne les mesures individuelles de prévention telles que le lavage des mains, et dans le respect des mesures de distanciation physique	Informations précises et régulières sur le nombre de cas dans chaque zone, sur la prise en charge des malades et sur le nombre de guérisons Diffusion de messages sur les possibilités existantes en matière de soutien, avec un accent sur la déstigmatisation de façon à ce que les personnes se fassent soigner et soient traitées avec dignité et compassion	Diffusion régulière de messages pour maintenir la confiance dans les autorités et favoriser le respect volontaire des mesures Veiller à diffuser des messages dans les zones adjacentes également	Diffusion régulière de messages pour insister sur la gravité de l'épidémie, mais aussi pour rassurer les citoyens quant à l'état de préparation des pouvoirs publics face à l'épidémie et pour appuyer les mesures en place Communication accélérée (par exemple, ligne d'assistance téléphonique) dans les zones de niveau 4
DÉCISIONS PRATIQUES	Suivi et détermination du niveau d'alerte Élaboration de plans d'urgence tout en renforçant les capacités de mise en œuvre	Lancement du plan de mise en œuvre et évaluation de son efficacité ; suivi et exploitation des données en vue d'affiner la réponse, d'évaluer les incidences négatives et de cibler le soutien Selon le taux de contamination, nouvelle détermination du niveau d'alerte	Préparation au niveau 4 et accroissement des capacités en conséquence Extension du plan aux zones adjacentes à celles en confinement, de manière également à apporter un soutien ciblé aux mesures sanitaires et économiques, le cas échéant Mobilisation de ressources humaines internes et externes dédiées, par exemple des bénévoles	Mise en œuvre de mesures étendues en matière de soins médicaux, de nourriture et autres mesures de protection sociale

Source : Auteurs.

factuels, pour sauver le maximum de vies et réduire autant que possible les coûts économiques.

La stratégie de tests supposait d'abord de scinder les villes et les districts en unités géographiques de très petite taille (200 foyers environ). Ces informations géographiques étaient prises en compte dans les phases d'échantillonnage et de tests en combinant traçage des contacts et dépistage des professionnels de terrain (personnel médical ou fonctionnaires, par exemple), et en effectuant des tests groupés au sein des unités géographiques, hiérarchisées selon la prévalence du COVID-19. Dans tous les cas et compte tenu de la rareté des tests, le dépistage était effectué en fonction de l'ampleur du risque d'exposition au COVID-19. En l'absence de tests, des enquêtes par téléphone étaient menées pour tenter de déceler la présence de symptômes. Les informations recueillies à la faveur de cette stratégie étaient destinées à faciliter la mise en œuvre des mesures de lutte contre le COVID-19 (quarantaine, confinement, etc.) dans des zones géographiques données. Tout au long du mois de mai 2020, l'équipe a appliqué la méthodologie d'échantillonnage intelligent à différentes étapes et au sein de diverses unités géographiques. Début août, à Lahore, elle avait couvert 645 unités et collecté 12 251 échantillons uniques. La stratégie proprement dite n'a pas été prolongée au-delà du mois de mai.

La stratégie de tests intelligents, associée à des tests groupés, a montré qu'une démarche fondée sur les données était possible et peu coûteuse, et pouvait être appliquée de façon régulière et à grande échelle. Elle a permis d'évaluer l'efficacité de diverses mesures de confinement et, outre l'échantillonnage intelligent, les chercheurs ont pu collecter rapidement des données en temps réel. Le cas échéant, cette stratégie peut être modifiée pour ajouter des données sur les résultats en matière de santé non liés au COVID-19 ou des indicateurs économiques. Ce type d'approche présente des avantages non seulement

pour la gestion de la maladie – la priorité immédiate, mais aussi pour le processus ultérieur de reprise économique. Une stratégie de confinement intelligent a par la suite été adoptée au Pakistan, sans être pour autant nécessairement liée à la méthodologie des chercheurs. Les travaux de recherche menés ont néanmoins permis de renforcer notablement les capacités des services de santé de l'administration du Pendjab.

### La recherche expérimentale a un rôle essentiel à jouer en période d'incertitude

Dans le cadre de la riposte au COVID-19 de l'IGC, nous avons également lancé un appel spécial à projets de recherche. Nous pensions qu'il était essentiel de produire des données et de lancer des expérimentations pour étayer la prise de décisions, tant dans les premières phases incertaines de la pandémie que lors de la préparation de la phase de reprise post-pandémie. Ainsi, l'une des stratégies permettant d'apporter des données plus robustes à l'appui de l'élaboration des politiques consiste à recourir aux essais randomisés contrôlés. Nombre des études commandées dans le cadre de notre appel spécial visaient à mener de tels essais à partir de travaux existants dans le domaine et avaient donc à disposition des enquêtes de référence et des cadres d'échantillonnage adaptés. C'est le cas par exemple d'une étude au Ghana, qui a redéfini l'objet d'une étude sur les transferts en espèces en vue de tester les effets de ces transferts sur le respect des mesures de distanciation physique et la protection sociale. Une autre étude, réalisée en Ouganda, évalue la résilience des liens dans le cadre de contrats informels entre différentes entreprises, et leurs employés. Ce type d'étude rigoureuse permet aux responsables de l'action publique et aux partenaires de la coopération pour le développement de mieux comprendre les impacts de certaines politiques, à court mais aussi à moyen terme.

L'expérimentation trouve sa pleine utilité lorsqu'elle favorise l'apprentissage actif. À cet égard, la collecte de données et d'éléments factuels joue un rôle essentiel en période d'incertitude. La vitesse de propagation de la pandémie de COVID-19 a imposé aux responsables de l'action publique de se tenir au fait des évolutions en temps réel, dans la mesure du possible, ce qui fait souvent défaut dans les pays en développement. Pour y contribuer, l'IGC a mené plusieurs enquêtes à haute fréquence afin de suivre l'impact économique de la pandémie dans notre réseau de pays (pour des exemples, voir Encadré 3.1. ). Afin d'optimiser les retombées de ces enquêtes, les données sont rendues publiques et seront présentées à l'aide de techniques de visualisation des données pour une communication plus efficace auprès des responsables publics et d'autres parties prenantes.

### Principaux enseignements pour la coopération internationale pour le développement

Avant l'apparition du COVID-19, les responsables publics des pays en

**La collecte de données et d'éléments factuels joue un rôle essentiel en période d'incertitude. La vitesse de propagation de la pandémie de COVID-19 a imposé aux responsables de l'action publique de se tenir au fait des évolutions en temps réel, dans la mesure du possible, ce qui fait souvent défaut dans les pays en développement.**

développement étaient déjà confrontés à des défis de taille et devaient faire face à des problèmes persistants comme les inégalités et une croissance économique non inclusive. La crise a amplifié ces défis et

## ENCADRÉ 3.1. DES ENQUÊTES À HAUTE FRÉQUENCE POUR SUIVRE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

- En Sierra Leone, une enquête par téléphone mesure des indicateurs comme les prix du marché, la sécurité alimentaire, le nombre d'heures travaillées et les fermetures d'entreprises, et pose des questions liées à la sensibilisation au COVID-19 et à la prévention. Les données sont transmises aux responsables de l'action publique sous forme de bulletins réguliers, et de nombreux indicateurs sont directement intégrés dans les cadres de suivi et d'évaluation du programme de riposte économique rapide du ministère des Finances (« Quick Action Economic Response Programme ») ainsi que du groupe du ministère de la Santé et de l'Assainissement sur la communication des risques et la mobilisation sociale (« Risk Communication and Social Mobilization group »).
- L'IGC a collaboré avec l'organisation Innovations for Poverty Action pour recueillir des données sur l'impact économique de la pandémie dans les pays en développement dans le cadre de l'initiative commune intitulée « COVID-19 Economic Impact Surveys ».
- Une enquête réalisée auprès de marchands à Lagos, au Nigéria, a révélé que les restrictions de déplacement sur le territoire national ont lourdement pesé sur leur capacité à s'approvisionner sur le marché intérieur, mettant en lumière la nécessité, pour les autorités, de réduire autant que possible les goulets d'étranglement du côté de l'offre (Bishi, Grossman et Startz, 2020<sub>[12]</sub>).

entouré d'encore plus d'incertitude l'action publique. La solidarité mondiale et les ressources de la communauté internationale sont plus que jamais nécessaires. Dans cette optique, et depuis le début de la crise, l'IGC co-préside avec le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (Foreign, Commonwealth and Development Office) un groupe consultatif qui aborde les questions stratégiques qui se font jour dans les pays en développement et apporte des solutions fondées sur des éléments factuels. Très limités à l'apparition de la pandémie, ces éléments se sont rapidement multipliés pour devenir un produit extrêmement utile en cette période où les inconnues sont nombreuses, et une composante essentielle de toute réponse intelligente des pouvoirs publics. Deux enseignements majeurs se dégagent à ce jour pour la coopération pour le développement :

1. Accompagner les pays en développement dans l'élaboration de politiques plus intelligentes, fondées sur un cadre d'apprentissage actif : la dépendance de ces pays à l'égard des transferts en espèces et leurs stratégies de confinement définies au pied levé se sont traduites par des résultats mitigés. Compte tenu de l'ampleur de la crise, des niveaux d'incertitude inédits et des ressources limitées à disposition des responsables publics, les politiques et leur programmation doivent être plus intelligentes. Leur élaboration devrait reposer sur la production de données et d'éléments factuels, accompagnée d'un cadre d'apprentissage actif. Les partenaires au développement internationaux sont bien placés pour appuyer cette démarche en agissant comme intermédiaires pour le partage d'expertise et d'éléments factuels et en aidant les autorités à élaborer leurs politiques.
2. Se concentrer sur la co-production de données et d'éléments factuels aux côtés

des responsables publics et des chercheurs des pays en développement : la pandémie souligne l'importance des données et des éléments factuels dans l'élaboration de mesures efficaces de riposte aux crises. Les responsables publics manquent d'informations et continuent donc d'avoir du mal à cerner parfaitement les effets de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance et à déterminer la manière optimale de les atténuer. Le soutien à l'appui du développement international apporté aux instituts de recherche et aux responsables de l'action publique afin de co-produire des études et des données peut favoriser l'obtention de résultats de qualité. En réunissant des équipes mondiales et locales de chercheurs et en s'alignant sur les priorités des responsables publics, ces études seront davantage susceptibles de se traduire par des mesures concrètes.

Mettre en pratique ces deux enseignements facilitera la riposte au COVID-19, et aura en outre des répercussions bénéfiques pour l'avenir. Tout d'abord, notre compréhension et notre résilience face aux crises futures et notamment aux pandémies en seront renforcées. L'affectation efficace et efficiente de ressources budgétaires très limitées nécessite d'opérer des choix difficiles, qui seront facilités si les décideurs disposent d'informations en plus grand nombre. Ensuite, la co-production d'études avec des chercheurs locaux peut contribuer à renforcer les capacités locales pour l'avenir. Enfin, la mise en place de cette infrastructure pour la collecte et l'exploitation des données – avec des capacités renforcées et des relations plus étroites entre les responsables de l'action publique et les chercheurs, peut venir étayer d'autres domaines de l'action publique en dehors de la gestion de crise et, ainsi, améliorer les perspectives de développement économique et de croissance inclusive.



## RÉFÉRENCES

- Bishi, H., S. Grossman et M. Startz (2020), *How COVID-19 has affected Lagos traders: Findings from high frequency phone surveys*, [https://drive.google.com/file/d/1SDk\\_HUnpbBEmqPeowW5R76TmzAqalaBK/view](https://drive.google.com/file/d/1SDk_HUnpbBEmqPeowW5R76TmzAqalaBK/view). [12]
- Bouët, A. et D. Laborde (2020), « COVID-19 border policies create problems for African trade and economic pain for communities », *blog de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires*, <https://www.ifpri.org/blog/covid-19-border-policies-create-problems-african-trade-and-economic-pain-communities> (consulté le 27 octobre 2020). [6]
- DFID (2011), *Cash Transfers Evidence Paper*, Department for International Development, Londres, <https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications1/cash-transfers-evidence-paper.pdf> (consulté le 9 octobre 2020). [3]
- Dzansi, J. (2020), « Ghana lifts the lockdown: Has the government reneged on its commitment to contain COVID-19 at all costs? », *blog de l'International Growth Centre*, <https://www.theigc.org/blog/ghana-lifts-the-lockdown-has-the-government-reneged-on-its-commitment-to-contain-covid-19-at-all-costs/> (consulté le 9 octobre 2020). [7]
- FMI (2020), *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale : Une crise sans précédent, une reprise incertaine*, Fonds monétaire international, Washington, D.C., <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOUpdateJune2020> (consulté le 9 octobre 2020). [1]
- Haas, A., A. Khan et A. Khwaja (2020), *Polymaking in uncertain times: Smart containment with active learning*, Center for International Development, Cambridge, MA et International Growth Centre, Londres, [https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2020/05/Haas-et-al-2020-brief\\_final.pdf](https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2020/05/Haas-et-al-2020-brief_final.pdf) (consulté le 9 octobre 2020). [11]
- IGC (2020), *COVID-19 Policy Response Dashboard*, International Growth Centre, London, <https://www.theigc.org/covid-19/tracker>. [9]
- Ng'andu, B. (2020), *2021 Budget Address by the Honourable Dr. Bwalya K.E. Ng'andu, MP, Minister of Finance*, Zambia National Assembly, Lusaka, <http://www.parliament.gov.zm/sites/default/files/documents/articles/OFFICIAL-2021-BUDGET-SPEECH.pdf> (consulté le 9 octobre 2020). [8]
- Parekh, N. et O. Bandiera (2020), *Do social assistance programmes reach the poor? Micro-evidence from 123 countries*, International Growth Centre, Londres, <https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2020/06/Parekh-and-Bandiera-2020-Growth-Brief.pdf> (consulté le 9 octobre 2020). [5]
- Resnick, D., E. Spencer et T. Siwale (2020), *Informal traders and COVID-19 in Africa: An opportunity to strengthen the social contract*, International Food Policy Research Institute, Washington, D.C. et International Growth Centre, Londres, <https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2020/08/Resnick-et-al-2020-Policy-Brief.pdf> (consulté le 9 octobre 2020). [10]
- Vaziralli, S. (2020), *A social protection response to COVID-19 in developing countries*, International Growth Centre, Londres, <https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2020/04/Vazirelli-2020-policy-brief.pdf> (consulté le 9 octobre 2020). [4]
- Younger, S. et al. (2020), *Estimating income losses and consequences of the COVID-19 crisis in Uganda, Paper presented at the 1st Session of the Monthly Virtual Peer-to-Peer Research Seminar Series*, Fonds monétaire international, Washington, D.C. [2]

# AU KENYA, LA CRISE A DES RÉPERCUSSIONS SUR LA VIE ET LES MOYENS D'EXISTENCE EN MILIEU RURAL

Oscar Ochieng, Institute of Economic Affairs Kenya & Southern Voice

## ABSTRAITE

Les répercussions économiques de la crise liée au COVID-19 menacent les moyens de subsistance en milieu rural alors que les mesures de confinement peuvent diminuer la demande intérieure de produits agricoles, réduire les possibilités d'exportation et perturber les chaînes d'approvisionnement. Cette étude de cas se penche sur les répercussions de la crise au Kenya, où la majorité des populations pauvres vivent dans des zones rurales, et défend la nécessité d'élaborer des stratégies à long terme pour protéger les groupes les plus vulnérables des chocs.

- Même si les autorités kenyanes ont mis en place des programmes de soutien économique à court terme, la crise liée au COVID-19 met au jour la vulnérabilité structurelle des chaînes d’approvisionnement en produits agricoles et alimentaires, et la nécessité d’élaborer des stratégies à long terme pour renforcer la résilience face aux chocs futurs.
- Dans les zones rurales du Kenya, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire ont été fragilisés par les conséquences involontaires des mesures de confinement, notamment le recul de la demande intérieure de produits, la perturbation des chaînes d’approvisionnement et des exportations, et l’absence de travailleurs saisonniers pour les récoltes.
- En raison des mesures de confinement et des pertes d’emploi, les services publics en milieu rural, et notamment les structures médicales, pourraient être submergés, en particulier si les migrants de retour des villes sont porteurs du virus.

Alors que dans la plupart des régions du monde, le COVID-19 a eu des répercussions sanitaires dans les environnements urbains principalement, du fait de la densité de population, les zones rurales en ont rapidement ressenti les effets négatifs sur le plan économique. Au Kenya, où la plupart des populations pauvres vivent en milieu rural, la pandémie et les mesures de confinement urbain ont fait chuter la demande de produits agricoles et réduit les possibilités d’exportation. La baisse mondiale des envois de fonds devrait elle aussi toucher durement les ménages ruraux, tandis que le retour des travailleurs urbains pourrait entraîner un engorgement des services publics ruraux. Les autorités kenyanes ont mis en place des programmes de soutien aux moyens de subsistance à court terme, mais des investissements à long terme,

en faveur d’installations sanitaires dûment équipées et approvisionnées par exemple, sont nécessaires pour que les zones rurales soient moins vulnérables en cas de choc. Les transferts sociaux en espèces versés pour faire face à la crise ont fortement contribué à réduire le risque d’insécurité alimentaire et de malnutrition parmi les populations rurales. En outre, il est impératif de remédier aux faiblesses structurelles mises au jour dans les chaînes d’approvisionnement agricoles et alimentaires.

### **Les pressions cumulées sur les revenus menacent les moyens de subsistance des populations rurales**

D’après le recensement de la population et de l’habitat réalisé au Kenya en 2019,

quelque 19.5 millions de personnes vivent dans la pauvreté dans le pays. La majorité d'entre elles – soit 14 millions de personnes – vivent dans des zones rurales (PNUD, 2020<sub>[11]</sub>) et les populations rurales sont donc particulièrement vulnérables face aux chocs économiques. Depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19, trois pressions cumulées mettent à rude épreuve les moyens de subsistance des populations rurales :

1. La chute de la demande intérieure : le secteur agricole contribue à hauteur de 26 % au produit intérieur brut (PIB) national, et 70 % des populations rurales dépendent de l'agriculture pour leur subsistance (PNUD, 2020<sub>[11]</sub>). L'agriculture est un secteur crucial pour l'emploi, la génération de revenus et la sécurité alimentaire – et tout choc négatif est potentiellement nuisible. La baisse de la demande à la suite de la fermeture des restaurants urbains et des marchés alimentaires est le facteur qui a le plus lourdement pesé sur les moyens de subsistance agricoles. Des denrées périssables ont été gaspillées et les producteurs ruraux ont perdu des revenus.
2. La restriction des possibilités d'exportation : les exportations de fleurs du Kenya ont régressé de plus de 50 % et la production représente désormais moins de 10 % des niveaux enregistrés avant la pandémie. Les exportateurs de fruits et légumes n'expédient que 25 à 30 % de leur capacité normale (Deloitte, 2020<sub>[21]</sub>). Les capacités d'exportation de produits sont réduites sous l'effet des restrictions de voyage et de la limitation de la circulation des marchandises et des personnes, tandis que la vigilance accrue aux frontières entrave les échanges agricoles (Wiggins et al., 2020<sub>[3]</sub>). À titre d'illustration, la fermeture de la frontière entre le Kenya et la Tanzanie a eu des répercussions économiques sur le comté frontalier de Taita-Taveta, où les marchands se sont plaints de la pénurie de produits agricoles et de l'augmentation du prix des denrées alimentaires (Mnyamwezi, 2020<sub>[41]</sub>).

3. La baisse des envois de fonds : dans les zones rurales, les migrations saisonnières et les envois de fonds sont des éléments clés de la diversification des revenus et plus de 40 % des envois de fonds dans le monde sont destinés à ces zones (FAO, 2020<sub>[5]</sub>). Ces flux de revenus sont menacés par les vagues massives de licenciements observées dans les pays d'accueil en raison de la pandémie (FAO, 2020<sub>[5]</sub>). Selon les prévisions, les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne devraient diminuer de 23 %, privant de nombreux ménages ruraux pauvres d'une source vitale de revenu (Banque mondiale, 2020<sub>[6]</sub>).

### Les inquiétudes s'accroissent concernant la sécurité alimentaire, le travail agricole et la saturation des services essentiels dans les zones rurales

Outre la chute des revenus, la pandémie a fragilisé un peu plus la sécurité alimentaire au Kenya. En 2019, la sécheresse s'est traduite par une baisse de la production de maïs et, conjuguée au fléau persistant des criquets pèlerins en Afrique de l'Est, par une diminution des réserves alimentaires. Depuis l'apparition de la pandémie, le niveau de ces dernières a encore baissé et les prix vont probablement augmenter (PNUD, 2020<sub>[11]</sub>). Les denrées alimentaires absorbant 65 % des dépenses des ménages ruraux (Kenya National Bureau of Statistics, 2018<sub>[7]</sub>), les pertes de revenus représentent une forte menace pour la sécurité alimentaire. Le rapport d'une étude menée par GeoPoll révèle que 86 % des Kenyans s'inquiètent de ne pas disposer de ressources suffisantes pour se nourrir (2020<sub>[8]</sub>). L'absence de travailleurs saisonniers pour les récoltes (FAO, 2020<sub>[5]</sub>) et la réticence à se déplacer pour acheter des intrants agricoles (Nation, 2020<sub>[9]</sub>) pourraient affecter davantage les récoltes et avoir des répercussions à plus long terme sur les rendements.

Si l'impact sanitaire du COVID-19 est en soi probablement plus lourd dans les zones

urbaines, une enquête menée récemment par Kenya CitizenTV a révélé que les migrants qui quittent les zones urbaines pour retourner chez eux pourraient favoriser la transmission du virus (2020<sub>[10]</sub>). Il est plus difficile d'accéder aux services essentiels dans les zones rurales, où les capacités sont moindres et où il n'existe pas de masse critique de travailleurs clés. Les services vitaux sont particulièrement exposés à un risque d'engorgement si les migrants de retour tombent malades et propagent le virus (Miriri, 2020<sub>[11]</sub>). Certains comtés ruraux, comme le Turkana ou le Samburu, ne disposent d'aucun lit de soins intensifs pour faire face à une épidémie de COVID-19 (Kenya Healthcare Foundation, 2020<sub>[12]</sub>). Par ailleurs, dans les comtés ruraux de Kisumu, Homa Bay et Siaya, les patients – y compris les femmes enceintes – sont privés des fournitures et médicaments essentiels, dont les médicaments anti-rétroviraux et antipaludiques et les moustiquaires (Mbenywe, 2020<sub>[13]</sub>).

### ***Les communautés rurales ont besoin d'un soutien immédiat et de stratégies de reprise à long terme***

Face à la crise, les pouvoirs publics ont mis en place plusieurs programmes de soutien à court terme afin de réduire la vulnérabilité des moyens de subsistance (Were, 2020<sub>[14]</sub>), notamment :

- un fonds de riposte d'urgence à la crise du COVID-19, le COVID-19 Emergency Response Fund, doté de 2 milliards KES (18.5 millions USD) et qui vise à aider les groupes les plus vulnérables en cette période d'incertitude
- une enveloppe supplémentaire de 10 milliards KES (93 millions USD) pour les transferts en espèces destinés aux personnes

âgées, aux orphelins et à d'autres groupes vulnérables.

Comme l'ont montré des études antérieures, les transferts en espèces sont particulièrement avantageux car ils permettent aux ménages de satisfaire leurs besoins immédiats tout en améliorant leurs moyens de subsistance (FAO, 2017<sub>[15]</sub>). Sur le long terme, toutefois, les responsables de l'action publique doivent s'attaquer aux facteurs sous-jacents qui accroissent la vulnérabilité des communautés rurales face aux chocs économiques, ainsi qu'aux conséquences involontaires des politiques d'endiguement des pandémies (confinement, par exemple) sur les revenus ruraux, la sécurité alimentaire et les services publics. Les répercussions du COVID-19 reflètent l'absence de politiques permettant de protéger les petits exploitants agricoles qui vivent dans la pauvreté et dépendent de l'agriculture pour leur subsistance ; par exemple, des liens pourraient être créés de manière plus volontariste avec les marchés urbains pour garantir leur accès aux agriculteurs des zones rurales. La limitation des transports et la restriction de la libre circulation se sont traduites par une diminution des échanges et de l'accessibilité des produits alimentaires, provoquant une flambée des prix alors que la population est moins en mesure de se livrer à des activités économiques. De fait, la pandémie a mis au jour la vulnérabilité structurelle de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire. Une fois la crise du COVID-19 passée, le secteur agricole devrait encourager la transition d'une chaîne d'approvisionnement à forte intensité de main-d'œuvre vers un système agricole plus résilient et plus efficient, fondé notamment sur l'agriculture intelligente et la mécanisation.

## RÉFÉRENCES

- Banque mondiale (2020), « *Selon la Banque mondiale, les remises migratoires devraient connaître un repli sans précédent dans l'histoire récente* », Banque mondiale, Washington, D.C., <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history> (consulté le 5 octobre 2020). [6]
- Deloitte (2020), *Economic Impact of the COVID-19 Pandemic on East African Economies*, Deloitte, [https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/tz/Documents/finance/Economic\\_Impact\\_Covid-19\\_Pandemic\\_on\\_EastAfrican\\_Economies.pdf](https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/tz/Documents/finance/Economic_Impact_Covid-19_Pandemic_on_EastAfrican_Economies.pdf) (consulté le 5 octobre 2020). [2]
- FAO (2020), *COVID-19 and Rural Poverty: Supporting and Protecting the Rural Poor in Times of Pandemic*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, <http://www.fao.org/3/ca8824en/CA8824EN.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [5]
- FAO (2017), *Cash+*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, <http://www.fao.org/3/a-i7864e.pdf> (consulté le 27 octobre 2020). [15]
- GeoPoll (2020), *Coronavirus in Sub-Saharan Africa: How Africans in 12 Nations are Responding to the COVID-19 Outbreak*, GeoPoll, <https://www.thecompassforsbc.org/sbcc-tools/coronavirus-sub-saharan-africa-how-africans-12-nations-are-responding-covid-19-outbreak%C2%A0%C2%A0> (consulté le 5 octobre 2020). [8]
- Kenya CitizenTV (2020), « *Virus safaris: How passengers are beating the restriction of movement out of Nairobi* », Kenya CitizenTV, <https://www.youtube.com/watch?v=ynPPU7577xI> (consulté le 5 octobre 2020). [10]
- Kenya Healthcare Foundation (2020), *COVID-19 Treatment Centers (page web)*, <http://khf.co.ke/covid-19-treatment-centers/> (consulté le 5 octobre 2020). [12]
- Kenya National Bureau of Statistics (2018), *Basic Report: Based on 2015/16 Kenya Integrated Household Budget Survey*, Bureau national des statistiques du Kenya, Nairobi, [https://sun-connect-news.org/fileadmin/DATEIEN/Dateien/New/KNBS\\_-\\_Basic\\_Report.pdf](https://sun-connect-news.org/fileadmin/DATEIEN/Dateien/New/KNBS_-_Basic_Report.pdf) (consulté le 5 octobre 2020). [7]
- Mbenywe, M. (2020), « *Pregnant women miss vital malaria medicine* », *The Standard Health*, <https://www.standardmedia.co.ke/health/article/2001383448/pregnant-women-miss-vital-malaria-medicine>. [13]
- Miriri, D. (2020), *Most Kenyan regions ill-prepared to tackle COVID-19 pandemic, senate warns*, Reuters, <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-kenya/most-kenyan-regions-ill-prepared-to-tackle-covid-19-pandemic-senate-warns-idUSKBN22B25Y> (consulté le 5 octobre 2020). [11]
- Mnyamwezi, R. (2020), « *Traders count loses as border remains shut over COVID-19* », *The Standard*, <https://www.standardmedia.co.ke/business/article/2001372023/traders-count-loses-as-border-remains-shut-over-covid-19> (consulté le 5 octobre 2020). [4]
- Nation (2020), « *Covid-19 fears cast shadow over food safety* », Nation, Nairobi, <https://nation.africa/kenya/news/covid-19-fears-cast-shadow-over-food-safety-281784> (consulté le 5 octobre 2020). [9]
- PNUD (2020), *Articulating the pathways of the socio-economic impact of the coronavirus (COVID-19) pandemic on the Kenyan economy*, Strategic Policy Advisory Unit, Programme des Nations Unies pour le développement, Nairobi, <https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/COVID-19-CO-Response/Socio-Economic-Impact-COVID-19-Kenya-Policy-Brief-UNDP-Kenya-April-2020.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [1]
- Were, M. (2020), *COVID-19 and socioeconomic impact in Africa: The case of Kenya*, Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'Université des Nations Unies, Helsinki, <http://dx.doi.org/10.35188/UNU-WIDER/WBN/2020-3>. [14]
- Wiggins, S. et al. (2020), *Dealing with Covid-19 in Rural Africa: Lessons from Previous Crises*, Overseas Development Institute, Londres, [https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/200616\\_rural\\_africa\\_covid\\_2.pdf](https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/200616_rural_africa_covid_2.pdf) (consulté le 5 octobre 2020). [3]



# MOBILISER LA COMMUNAUTÉ POUR LUTTER CONTRE LES FAUSSES INFORMATIONS DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS ROHINGYAS

Erina Mahmud, BRAC Institute of Governance and Development & Southern Voice

## ABSTRAITE

Cette étude de cas montre que, pour une population vulnérable comme les réfugiés rohingyas, l'accès à des informations fiables et un démenti rapide des rumeurs peuvent sauver des vies. Face à la propagation alarmante de fausses informations au sein des camps de réfugiés rohingyas, qui sont surpeuplés, les organisations humanitaires et les autorités du Bangladesh ont mis en place une stratégie de communication reposant largement sur la mobilisation de la communauté rohingya sur le terrain.

- **Les fausses informations sur le coronavirus (COVID-19) discréditent les conseils fiables et empêchent l'adoption de mesures visant à endiguer la propagation du virus.**
- **Toute stratégie de communication sur les risques doit commencer par déterminer comment et où les individus obtiennent leurs informations et se forgent leurs opinions, avant de cibler ces sources.**
- **La mobilisation de la communauté est essentielle pour diffuser efficacement des informations fiables et démentir rapidement les rumeurs.**

L'arrivée du COVID-19 au Bangladesh s'est accompagnée d'une vague de fausses informations et de rumeurs concernant le virus. Les rumeurs en période de pandémie peuvent se traduire par des morts, et le risque qu'elles se propagent est démesurément élevé parmi les Rohingyas. Avec environ 860 000 réfugiés répartis dans 34 camps à Cox's Bazar, la densité démographique est 40 fois plus élevée que la moyenne enregistrée dans le reste du Bangladesh (Hoque, 2020<sup>[1]</sup>). En raison d'une interdiction d'accès à l'internet imposée exclusivement aux camps de Rohingyas et levée en août 2020 seulement (Kamruzzaman, 2020<sup>[2]</sup>), conjuguée à un confinement total et à un manque à hauteur de 80 % de personnels humanitaires du fait d'une directive officielle, les Rohingyas se sont retrouvés dans une situation de vulnérabilité particulière (RFI, 2020<sup>[3]</sup>). Par ailleurs, quelque 19 % de la population souffrent d'infections respiratoires aiguës, et leur dépendance à l'égard de la distribution publique de nourriture et d'eau les place dans une situation encore plus difficile en période de pandémie (Hossain et al., 2019<sup>[4]</sup>). Devant de telles conditions, les chercheurs avaient estimé qu'un premier cas de COVID-19 dans les camps entraînerait entre 119 et 504 cas supplémentaires en 30 jours (Smith, 2020<sup>[5]</sup>). Toutefois, fin août, seuls 101 cas et 6 décès étaient officiellement confirmés dans les camps (OMS, 2020<sup>[6]</sup>).

## Les rumeurs en période de pandémie peuvent se traduire par des morts, et le risque qu'elles se propagent est démesurément élevé parmi les Rohingyas.

### Rumeurs et fausses informations

Dans l'enceinte des camps surpeuplés, une multitude de rumeurs s'est rapidement propagée au sein de la communauté, concernant les liens entre le COVID-19 et toute une variété d'aspects allant de l'alimentation aux convictions religieuses et sociales. Selon BBC Media Action et Translators Without Borders (2020<sup>[7]</sup>), de nombreuses personnes associaient la consommation de certaines viandes et dérivés de viande au virus, quand d'autres pensaient qu'une personne contaminée pouvait transmettre la maladie par morsure ou griffure. D'après les chercheurs, les Rohingyas se sont abstenus de solliciter une aide médicale, craignant que les forces de sécurité ne les tuent par balle s'ils

contractaient le virus, et nombre d'entre eux ont trouvé du réconfort dans l'idée que le COVID-19 était un châtement divin pour les tortures que le monde leur infligeait (BBC Media Action et Translators without Borders, 2020<sub>[8]</sub>).

Ces multiples rumeurs posent un double problème : non seulement elles sont, pour l'essentiel, inexactes, mais le fait qu'elles se répandent facilement discrédite les informations fiables sur la manière de lutter contre le virus.

## Identifier et cibler les sources de fausses informations

Pour protéger et préparer une population défavorisée comme la communauté rohingya, une stratégie de communication des risques et d'engagement communautaire (CREC) contextualisée est nécessaire, qui permette de suivre et de battre en brèche les fausses informations ; d'informer les individus sur les mesures de prévention, les symptômes, le dépistage, la gestion de la maladie et les structures de santé ; et de partager en temps réel les dernières informations disponibles concernant les taux de contamination et de mortalité dans les camps (OMS/UNICEF/IFRC, 2020<sub>[9]</sub>). Or, dans les camps de réfugiés rohingyas, aucune stratégie de la sorte n'a été pleinement mise en œuvre au début de la pandémie, et quand elle l'a été, les rumeurs s'étaient déjà propagées.

Afin de favoriser une communication efficace, le Groupe de coordination inter-secteurs, plateforme commune des autorités du Bangladesh et des agences humanitaires mobilisées autour des Rohingyas, a adopté une stratégie de communication à double sens (Groupe de coordination inter-secteurs, 2020<sub>[10]</sub>). Les organisations partenaires ont recueilli des informations sur les perceptions de la communauté au moyen d'entretiens et de discussions avec des groupes cibles de réfugiés, avant de diffuser des informations adaptées aux besoins de ces derniers (Groupe de coordination inter-secteurs, 2020<sub>[10]</sub>).

Il est ressorti de ces interactions que les principales sources d'information des Rohingyas sont les médias sociaux et les services de messagerie, les mosquées et les chefs religieux, les chefs de secteur, les réseaux de la diaspora, et les initiatives pilotées par des Rohingyas (BBC Media Action et Translators without Borders, 2020<sub>[11]</sub>). L'Inter Sector Coordination Group a donc ciblé ces canaux et diffusé des messages audio et vidéo sur le COVID-19 par l'intermédiaire des mosquées, des points d'information et de distribution de nourriture dans les camps, et de véhicules motorisés, dans trois langues locales (bengali, birman et rohingya).

## La mobilisation de la communauté comme moteur des campagnes de sensibilisation

Afin de renforcer l'approche axée sur la communauté et en tant que méthode permettant de mettre en œuvre une stratégie de communication des risques et d'engagement communautaire, les organisations nationales et internationales privilégient désormais les activités de communication avec les communautés passant par les chefs de communautés. Des discussions en petits groupes sont organisées aux points de distribution, dans les centres socioculturels et au sein de groupes religieux ou d'auditeurs radio dans le but de faciliter la diffusion des messages de sensibilisation et de favoriser les changements durables de comportement. Des bénévoles formés s'emploient également à établir une communication auprès des ménages de manière à inclure femmes et enfants. Des financements supplémentaires seront nécessaires pour pérenniser et étendre ces activités. Le Plan d'action conjoint 2020 relatif à la crise humanitaire des réfugiés rohingyas estimait déjà, avant la crise du COVID-19, que 10 millions USD étaient nécessaires rien que pour les activités de communication avec les communautés (Groupe de coordination inter-secteurs, 2019<sub>[12]</sub>).

Pour garantir l'efficacité de ces interactions, il est impératif de contextualiser les approches descendantes en matière de communication des risques, afin de recueillir et de prendre en compte les points de vue de la communauté. L'approche axée sur la communauté s'est révélée particulièrement concluante. Elle associe les personnes sur le terrain qui connaissent les rumeurs en cours et les catégories de population à cibler. En outre, grâce à la proximité linguistique et au sentiment partagé d'appartenance à un groupe, la diffusion des messages est beaucoup plus efficace qu'une diffusion de masse, mécanique. Fortes de ces interactions plus efficaces, les agences humanitaires ont intensifié leurs activités de communication avec les communautés.

## Enseignements à tirer

En situation de crise, il faut agir rapidement. Or, ce n'est possible que si les contraintes bureaucratiques sont réduites au minimum et si les déficits de financement sont comblés. Une communication sur les risques ciblée, conjuguée à la mobilisation de la communauté, constitue un moyen efficace de lutter contre les fausses informations et porte ses fruits de manière optimale si elle est déployée dès le début d'une crise, avant toute propagation de fausses informations. Un autre enseignement sans équivoque se dégage pour les pouvoirs publics : en temps de crise, empêcher une communauté déjà marginalisée d'accéder à l'espace numérique peut se traduire par des morts.

## RÉFÉRENCES

- BBC Media Action et Translators without Borders (2020), « Covid-19: Perception of host and Rohingya community », dans *What Matters? Humanitarian Feedback Bulletin on Rohingya Response*, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, Genève. [7]
- BBC Media Action et Translators without Borders (2020), « Covid-19: Rumours in the camps », *What Matters? Humanitarian Feedback Bulletin on Rohingya Response*, n° 35, BBC Media Action and Translators without Borders, <https://app.box.com/s/2gfphrsylvxret1qnm949ku73quxopwqv> (consulté le 2 octobre 2020). [8]
- BBC Media Action et Translators without Borders (2020), *Covid-19: Older Rohingya community*, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, Genève, <https://app.box.com/s/539lre83v137blggbt88b5w8l8l484m0> (consulté le 2 octobre 2020). [11]
- Groupe de coordination inter-secteurs (2020), *2020 COVID-19 Response Plan: Addendum to the Joint Response Plan 2020 – Rohingya Humanitarian Crisis*, Nations Unies, New York, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/covid-19\\_addendum\\_rohingya\\_refugee\\_response\\_020720\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/covid-19_addendum_rohingya_refugee_response_020720_0.pdf) (consulté le 2 octobre 2020). [10]
- Groupe de coordination inter-secteurs (2019), *2020 Joint Response Plan for Rohingya Humanitarian Crisis: Snapshot*, Nations Unies, New York, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/jrp\\_2020\\_summary\\_2-pager\\_280220.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/jrp_2020_summary_2-pager_280220.pdf) (consulté le 2 octobre 2020). [12]
- Hoque, S. (2020), « *If COVID-19 arrives in the camp, it will be devastating* », HCR Philippines, Makati City, <https://www.unhcr.org/ph/18851-covid19-rohingya.html> (consulté le 2 octobre 2020). [1]
- Hossain, A. et al. (2019), « Health risks of Rohingya children in Bangladesh: 2 years on », *The Lancet*, vol. 394/10207, pp. 1413-1414, [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)31395-9](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(19)31395-9). [4]
- Kamruzzaman, M. (2020), *Bangladesh to Restore Phone, Internet at Rohingya Camps*, Anadolu Agency, Ankara, <https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/bangladesh-to-restore-phone-internet-at-rohingya-camps/1952124> (consulté le 2 octobre 2020). [2]
- OMS (2020), *Rohingya Crisis Situation Report #21*, Organisation mondiale de la santé, Bangladesh, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/who-cxb-sitrep-21.pdf> (consulté le 2 octobre 2020). [6]
- OMS/UNICEF/IFRC (2020), *RCCE Action Plan Guidance: COVID-19 Preparedness and Response*, Organisation mondiale de la santé, Genève, [https://www.who.int/publications/i/item/risk-communication-and-community-engagement-\(rcce\)-action-plan-guidance](https://www.who.int/publications/i/item/risk-communication-and-community-engagement-(rcce)-action-plan-guidance) (consulté le 2 octobre 2020). [9]
- RFI (2020), *Rohingya Camps in Bangladesh Under Complete Virus Lockdown*, Radio France Internationale, <https://www.rfi.fr/en/international/20200409-rohingya-camps-in-bangladesh-in-complete-coronavirus-lockdown-risk-spread-covid-19> (consulté le 2 octobre 2020). [3]
- Smith, N. (2020), « Thousands of Rohingya refugees likely to die from coronavirus, new report warns », *The Telegraph*, <https://www.telegraph.co.uk/news/2020/04/06/thousands-rohingya-refugees-likely-die-coronavirus-new-report/> (consulté le 2 octobre 2020). [5]

# LE RÔLE D'IMPULSION DES JEUNES DANS LA RIPOSTE À LA CRISE ET LE SOUTIEN À DES COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES

Daniel Calarco, Restless Development

## ABSTRAITE

Les jeunes se sont mobilisés pour piloter la lutte contre le COVID-19 dans les favelas du Brésil, ces quartiers informels où, selon les critiques, nombre d'habitants rencontrent des difficultés pour accéder aux aides publiques. Cette étude de cas offre un aperçu des recherches menées récemment dans le cadre du projet Resilient Realities sur les répercussions de la pandémie sur les organisations de jeunes au Brésil, et partage le témoignage de certains jeunes qui ont organisé des collectes de fonds et des opérations d'aide d'urgence dans le contexte du COVID-19. L'auteur fait valoir que, pour renforcer la résilience des communautés et prendre en compte les réalités de leur expérience, les organisations de jeunes doivent être associées à la prise de décisions concernant la relance économique et sociale.



- Les jeunes se sont mobilisés pour piloter les efforts de riposte au COVID-19 dans de nombreuses favelas, où la majorité des habitants ont subi une baisse de revenus et rencontré des difficultés pour accéder aux aides publiques.
- Afin de contribuer au renforcement de la résilience des communautés, les acteurs de la coopération pour le développement et les pouvoirs publics doivent collaborer avec les organisations de jeunes et prendre en compte les nouvelles approches du leadership dont la jeunesse s'est fait le héraut pendant la pandémie.
- L'association des jeunes et de leurs communautés à la prise de décisions concernant la reprise post-COVID-19 au Brésil ainsi que d'autres politiques enrichiront le débat public et permettront d'avoir une image précise des réalités qu'ils vivent et des défis qu'ils rencontrent au quotidien.

En date d'octobre 2020, le Brésil avait signalé plus de 5 millions de cas de coronavirus et plus de 150 000 décès dus au COVID-19 (Ministère de la Santé du Brésil, 2020<sup>[1]</sup>). En valeur absolue, le Brésil compte le nombre le plus élevé de contaminations et de décès en Amérique latine ; et pourtant, invariablement, les mesures adoptées par les pouvoirs publics pour contenir la pandémie se révèlent inefficaces (Ribeiro, 2020<sup>[2]</sup>). Une grande partie des habitants des quartiers informels sont laissés pour compte. Non seulement des mois entiers se sont écoulés avant le déploiement des aides d'urgence fédérales, mais la bureaucratie et l'exclusion numérique ont rendues ces aides difficilement accessibles pour les populations marginalisées.<sup>1</sup>

Pour les habitants des favelas de Rio de Janeiro, la lutte contre la propagation du COVID-19 s'est vite transformée en lutte de survie. Dans ce contexte, les jeunes se sont mobilisés et ont joué un rôle

crucial en contribuant à la survie de leurs communautés. Les recherches menées dans le cadre du projet Resilient Realities ont montré que, dans certaines communautés, les seules initiatives lancées en riposte au COVID-19 et pour soutenir les populations étaient celles des jeunes.<sup>2</sup> Ce rôle d'impulsion gagnerait à être mis à profit dans les processus de relance et, au-delà, pour bâtir une société plus inclusive.

### Les jeunes ont piloté l'aide d'urgence et la riposte au COVID-19 dans les favelas de Rio

Selon Data Favela, 80 % des familles vivant dans les favelas déclarent avoir perdu la majeure partie, voire la totalité, de leurs revenus pendant la pandémie, ce qui a pesé sur leur capacité à satisfaire leurs besoins essentiels (2020<sup>[3]</sup>). Le nombre de personnes concernées est considérable : ainsi, une des favelas de Rio, sur les 1 413 que compte

l'État, concentre plus de 2 millions d'habitants (Mello, 2014<sup>[4]</sup>). Le fait que la plupart des habitants des favelas de Rio dépendent du secteur informel pour leur subsistance n'a pas vraiment été pris en compte lorsque les mesures de confinement ont été imposées (Phillips, 2020<sup>[5]</sup>). Ces personnes ne peuvent pas pratiquer le télétravail, n'ont que très peu, voire pas du tout accès aux aides publiques, ne sont pas syndiquées et ne sont pas couvertes par les dispositifs de protection de l'emploi. La quarantaine, privilège d'une minorité, n'était pas un choix que beaucoup d'habitants des favelas pouvaient se permettre.

Des jeunes issus d'horizons divers se sont mobilisés pour combler certaines lacunes de la riposte officielle à la pandémie, se rassemblant dans des espaces collaboratifs et auto-organisés au sein de leurs communautés, baptisés « cabinets de crise ». Dans la favela de Jacarézinho, les réseaux de jeunes ont collecté plus de 120 000 BRL (environ 24 000 USD) pour acheter des produits alimentaires ensuite distribués à plus de 2 000 familles. À Santa Cruz, ils ont soutenu plus de 3 000 familles en leur fournissant des denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité. Dans la favela Cidade de Deus, la célèbre Cité de Dieu, un groupe mené par des jeunes a organisé la distribution gratuite de plus de 10 000 paniers alimentaires auprès de sa communauté.

La pandémie a mis en lumière la manière dont la dynamique croisée entre la race, l'âge, le sexe, le statut socioéconomique et le territoire détermine l'expérience de différents groupes de jeunes ainsi que les effets qu'ils subissent. Avant la pandémie, un jeune homme noir avait trois fois plus de risques d'être tué qu'un homme blanc, et les jeunes représentaient plus de 50 % des victimes de meurtre violent par arme à feu, alors qu'il ne constituaient que 26 % de la population (UNESCO, 2017<sup>[6]</sup>). Cette tendance s'est accentuée pendant la pandémie. En avril 2020, les interventions policières et

les meurtres perpétrés par les forces de police ont augmenté de 27.9 % et 57.9 %, respectivement, par rapport à la même période en 2019 (Conectas, 2020<sup>[7]</sup>). En juin, la Cour Suprême a rendu une injonction interdisant les opérations de police dans les favelas pendant la pandémie de COVID-19 (Conectas, 2020<sup>[7]</sup>). Des travaux de recherche coordonnés par le Conseil national de la jeunesse du Brésil ont aussi révélé que de nombreux jeunes Brésiliens ont extrêmement peur de perdre des membres de leur famille ou des amis, et de contracter le virus ou de le transmettre à leur famille (Brazil National Youth Council, 2020<sup>[8]</sup>). Les répercussions de la pandémie sur la santé mentale des jeunes sont de plus en plus tangibles et ces derniers luttent pour préserver leur bien-être affectif

**« Il est tout à fait inhabituel pour une jeune femme noire d'être perçue comme un leader. Ce n'est pas une place que nous occupons très souvent. J'essaie de redéfinir ce que signifie être un leader du point de vue d'une communauté, où tous les rôles sont importants. Être un leader, c'est faire preuve d'écoute active et répondre avec efficacité aux demandes collectives. »**

**Mariana Galdino, LabJac**

et mental tout en pilotant les initiatives de riposte (Allen et al., 2020<sup>[9]</sup>).

## Renforcer et mettre à profit le rôle d'impulsion des jeunes pour créer des communautés inclusives et résilientes

Dans les favelas de Rio, la réalité quotidienne ne pourra évoluer que si l'on soutient le rôle d'impulsion des organisations de jeunes qui sont en mesure de renforcer la résilience de leurs communautés. Or, pour renforcer la résilience, il faut s'assurer des financements, favoriser la collaboration et associer les communautés aux processus décisionnels, et avoir une vision claire des réalités actuelles mais aussi des transformations sociales à l'œuvre. Les jeunes ont un rôle important à jouer, et pas seulement pour mener des actions visant à atténuer les répercussions du COVID-19. Ils sont également à la clé d'un avenir plus durable, axé sur la promotion des droits humains, l'égalité, l'inclusion économique et une nouvelle définition de la notion même de leadership.

Ces jeunes et leurs communautés qui pilotent les activités de riposte et de reprise sur le terrain doivent être intégrés dans les processus décisionnels, car ils apportent leur contribution au débat public et offrent une image précise des réalités qu'ils vivent et

des défis qu'ils rencontrent au quotidien. Les politiques de reprise économique couvrant l'emploi, la formation et l'éducation, ainsi que les politiques relatives à l'inclusion numérique sont quelques exemples de domaines qui ont besoin de la vision des jeunes. Ce n'est qu'avec la participation de ces derniers que les pouvoirs publics pourront élaborer des politiques inclusives et efficaces, qui nous permettront de véritablement reconstruire un pays meilleur, plus durable et égalitaire.

Les acteurs de la coopération pour le développement doivent prendre en compte ces nouvelles approches du leadership, telles que revisitées par les jeunes, s'ils veulent s'engager sur la voie de la reconstruction et du renouvellement de nos sociétés. Le projet Resilient Realities démontre que, pour les jeunes, l'exercice d'un réel leadership est synonyme d'aptitude à écouter les gens, à comprendre leurs problèmes et à élaborer des solutions en concertation avec les communautés. Le pouvoir se mesure à l'aune de la capacité à mobiliser les personnes et les ressources, et non aux titres ou à la capacité à recourir à l'usage brutal de la force. Les jeunes Brésiliens aspirent à de nouvelles réalités, dans lesquelles les liens humains et la solidarité soient davantage valorisés que les rapports fondés sur la peur, la dépendance ou l'exclusion.

## RÉFÉRENCES

- Allen, K. et al. (2020), *Resilient Realities: How Youth Civil Society is Experiencing and Responding to the COVID-19 Pandemic*, Restless Development, Recrear and the Development Alternative, <https://youthcollective.restlessdevelopment.org/wp-content/uploads/2020/10/ResilientRealities-GlobalOverview.pdf> (consulté le 19 octobre 2020). [9]
- Andreoni, M. (2020), « Coronavirus in Brazil: What you need to know », *New York Times*, <https://www.nytimes.com/article/brazil-coronavirus-cases.html?auth=login-email&login=email> (consulté le 19 octobre 2020). [10]
- Brazil National Youth Council (2020), *Juventudes e a pandemia do coronavírus [La jeunesse et la pandémie de coronavirus]*, Brazil National Youth Council, [https://4fa1d1bc-0675-4684-8ee9-031db9be0aab.filesusr.com/ugd/f0d618\\_41b201dbab994b44b00aabca41f971bb.pdf](https://4fa1d1bc-0675-4684-8ee9-031db9be0aab.filesusr.com/ugd/f0d618_41b201dbab994b44b00aabca41f971bb.pdf) (consulté le 19 octobre 2020). [8]
- Conectas (2020), « Why the Supreme Court suspend police operations in favelas of Rio de Janeiro », Conectas, <https://www.conectas.org/en/news/understand-what-led-the-supreme-court-to-suspend-police-operations-in-rio-de-janeiros-favelas> (consulté le 19 octobre 2020). [7]
- Data Favela (2020), *Pandemia na favela: A realidade de 14 milhoes de favelado no combate ao novo coronavírus*, Data Favela, Rio de Janeiro, [https://0ca2d2b9-e33b-402b-b217-591d514593c7.filesusr.com/ugd/eaab21\\_9837d312494442ceae8c11a751e2a06a.pdf](https://0ca2d2b9-e33b-402b-b217-591d514593c7.filesusr.com/ugd/eaab21_9837d312494442ceae8c11a751e2a06a.pdf). [3]
- Mello, K. (2014), « Com 2 milhões de moradores, favelas do Rio seriam 7<sup>a</sup> maior cidade do país [Avec leurs 2 millions d'habitants, les favelas de Rio seraient la 7<sup>ème</sup> plus grande ville du pays] », *Globo.com*, <http://g1.globo.com/rio-de-janeiro/noticia/2014/09/com-2-milhoes-de-moradores-favelas-do-rio-seriam-7-maior-cidade-do-pais.html> (consulté le 19 octobre 2020). [4]
- Ministère de la Santé du Brésil (2020), *Painel Coronaviru [Cas de coronavirus]*, page web, Ministère de la Santé du Brésil, <https://covid.saude.gov.br> (consulté le 19 octobre 2020). [1]
- Phillips, D. (2020), « « We're abandoned to our own fate » : Coronavirus menaces Brazil's favelas », *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/apr/14/were-abandoned-to-our-own-luck-coronavirus-menaces-brazils-favelas> (consulté le 19 octobre 2020). [5]
- Ribeiro, G. (2020), « Coronavirus: Brazil tops mark of 150,000 COVID-19 deaths », *The Brazilian Report*, <https://brazilian.report/coronavirus-brazil-live-blog/2020/10/11/update-brazil-tops-mark-of-150000-covid-19-deaths> (consulté le 19 octobre 2020). [2]
- UNESCO (2017), « Youth Violence Vulnerability Index will guide public policies on violence », Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, Brasilia, [http://www.unesco.org/new/en/social-and-human-sciences/themes/sv/news/youth\\_violence\\_vulnerability\\_index\\_will\\_guide\\_public\\_polic](http://www.unesco.org/new/en/social-and-human-sciences/themes/sv/news/youth_violence_vulnerability_index_will_guide_public_polic) (consulté le 19 octobre 2020). [6]

## NOTES

1. Le Brésil a proposé des versements mensuels d'un montant équivalent à 120-240 USD aux citoyens qui avaient perdu leur source de revenus en raison de la pandémie. Le programme a été entaché par de vastes allégations de fraude et par des témoignages faisant état de la difficulté, pour de nombreuses personnes éligibles, à percevoir les sommes promises. Pour une description du programme, voir Andreoni (2020<sub>[10]</sub>).
2. Un projet de recherche mondial, intitulé Resilient Realities et mené par Restless Development, étudie comment les jeunes âgés de 18 à 30 ans s'organisent dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et plus précisément comment la jeune société civile fait face à la crise. Cette étude de cas est extraite d'un corpus de recherches plus vaste. De plus amples informations sur ce projet sont disponibles à l'adresse : <https://restlessdevelopment.org/projects/resilient-realities/>.



UNITED NATIONS  NATIONS UNIES





# Partie II

## Éclairages et enseignements pour le développement international

# DE LA RÉACTION À UNE REPRISE RÉSILIENTE : POINT DE VUE

Vera Songwe, Secrétaire exécutive, Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies

Parfois, une crise fait ressortir ce qu'il y a de meilleur en nous ; c'est le cas de celle du COVID-19. De nombreux pays africains ont pris les devants face à la pandémie, instaurant des confinements et des restrictions dès les premières phases du cycle de transmission. Des mesures précoces ont sauvé des vies et permis aux autorités de gagner du temps pour acheter des équipements de protection individuelle et des respirateurs, et pour préparer les installations médicales. L'ampleur et l'urgence mêmes de la pandémie ont également suscité sur le continent la création de partenariats public-privé innovants. Un exemple en est la Plateforme africaine de fournitures médicales, fruit d'une collaboration entre l'Union africaine, les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies et plusieurs entreprises privées, dont bioMérieux, Novartis, Royal Philips, et d'autres encore. Cette plateforme atténue les problèmes logistiques et d'approvisionnement en assurant un accès efficace et rapide à une série de médicaments utilisés dans le cadre de la pandémie. Cette place de marché en ligne permet de se procurer le matériel médical essentiel pour lutter contre le COVID-19. Un autre exemple de partenariat public-privé novateur est celui

de la Plateforme africaine de communication et d'information pour la santé et l'action économique. Ce service permet de fournir à près de 600 millions d'utilisateurs de téléphones mobiles sur le continent des informations sanitaires et de brèves enquêtes pour guider la mise en place de mesures économiques et sanitaires. Avec l'aval des autorités, Airtel, MTN, Orange et Vodafone fournissent ce service gratuitement aux usagers. Les profondes retombées globales de la pandémie et de la crise économique ne sauraient toutefois être niées.

**Les pires effets de la pandémie sont observés dans le secteur informel, qui représente plus de 60 % de la population active et compte certains des membres les plus vulnérables de la société.**

Avec plus de 2 millions de cas et plus de 47 000 décès recensés en Afrique au 14

novembre 2020, la pandémie de COVID-19 a eu des conséquences dévastatrices sur ce continent. Les faibles taux de vaccination, la suspension des programmes sanitaires, la perte des moyens de subsistance et l'insécurité alimentaire qui en découlent indirectement vont perdurer des années. Les pires effets de la pandémie sont observés dans le secteur informel, qui représente plus de 60 % de la population active et compte certains des membres les plus vulnérables de la société. À l'heure des confinements, des restrictions sur les biens et services, et de la récession la plus grave depuis un quart de siècle, les personnes qui ne disposent pas d'épargne, ne peuvent pas compter sur les ressources de leur famille étendue ou ne bénéficient pas d'une aide sociale – dont un nombre disproportionné de femmes et d'enfants – sont le plus durement touchées. Les répercussions plus larges de la pandémie frappent les plus vulnérables, et sont de ce fait invisibles et difficiles à évaluer. La réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 est soudainement devenue une gageure, de même que celle de l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons.

Des victoires incontestables ont été remportées. Pourtant, l'ampleur de la pandémie, conjuguée à des retombées qui, quoique catastrophiques, ne sont pas flagrantes (hôpitaux débordés, par exemple), se traduit paradoxalement par un attentisme. Trois mesures doivent être prises dès maintenant pour mettre terme à la régression des progrès accomplis sur le front des ODD et de l'Agenda 2063.

Tout d'abord, il faut combler le déficit massif d'infrastructures et favoriser le développement d'un secteur industriel prospère. Avant la pandémie, les besoins

de financement annuels étaient estimés à 93 milliards USD. Ce chiffre a sans nul doute augmenté. Pour des domaines fondamentaux comme la santé, l'éducation, l'agriculture et le commerce, la mobilisation des ressources intérieures, associée à des financements extérieurs, s'impose. Toutefois, compte tenu des mesures de distanciation physique en vigueur et des gains d'efficacité nécessaires, le recours à des technologies numériques conçues ou adaptées pour l'environnement et l'écosystème locaux acquiert un caractère d'urgence. Les financements régionaux et multilatéraux doivent également tenir compte de la diversité des situations budgétaires des pays. En deuxième lieu, de nombreux partenariats public-privé peuvent œuvrer à des réalisations qui répondent à des besoins réels. Les pays africains doivent appliquer des politiques et des cadres institutionnels solides s'ils veulent optimiser la mobilisation de l'investissement privé dans le développement de l'infrastructure. Un exemple en est la loi type sur le développement des infrastructures transfrontalières en Afrique. Enfin, comme les petites et moyennes entreprises (PME) constituent l'ossature productive de l'Afrique et y représentent jusqu'à 80 % des emplois formels, nous ne devons pas nous arrêter aux mégaprojets isolés, mais fournir un appui financier et écosystémique d'envergure aux microentreprises et aux PME locales. Le protocole définitif sur le commerce électronique de la Zone de libre-échange continentale africaine sera un dispositif essentiel pour atteindre cet objectif. La Décennie d'action pour atteindre les objectifs mondiaux affirme que « le sens humain de l'effort a démontré notre capacité commune à accomplir des œuvres extraordinaires ». Ensemble, nous pouvons reconstruire en mieux.

# LE « TEAM EUROPE » EST ATTACHÉE À UN PROCESSUS DE RELANCE ÉQUITABLE, DURABLE ET INCLUSIF : POINT DE VUE

Jutta Urpilainen, Commissaire européenne aux partenariats internationaux

Les répercussions sociales et économiques de la pandémie sont désastreuses. L'interaction complexe entre la santé et la sécurité humaines, la croissance durable et l'environnement constituera le défi le plus difficile que les pouvoirs publics et les responsables de l'action publique auront à relever pendant de nombreuses décennies à venir. En outre, ce sont les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont le plus durement touchées – une norme en temps de crise, malheureusement.

La pandémie a mis en lumière l'importance et la légitimité toujours actuelles du cadre général établi par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD), ainsi que par l'Accord de Paris. Parallèlement, elle a réduit à néant des décennies de progrès et montré combien nous sommes loin d'atteindre les objectifs fixés. Comment l'Union européenne (UE) fait-elle face à cette situation ?

L'UE a réagi très rapidement pour faire face aux conséquences immédiates de la pandémie. L'ampleur de l'urgence devenant

évidente, nous avons adopté des mesures de riposte au COVID-19 fortes et coordonnées dans les pays partenaires, dans le cadre de « l'équipe d'Europe » (Team Europe). En date de mi-juillet, cette initiative conjointe avait mobilisé plus de 36 milliards EUR. Agissant en collaboration avec nos États membres et avec les institutions financières européennes, l'« équipe d'Europe » nous permet d'avoir un plus grand impact au niveau des pays en réduisant la charge qui pèse sur des administrations déjà à la limite de leurs capacités dans les pays en développement et en renforçant la visibilité de l'UE en tant que force œuvrant pour la paix, le développement durable et le climat.

Le dispositif de l'« équipe d'Europe » combine des financements provenant du budget de l'UE, des États membres de l'UE (y compris de leurs institutions de financement et d'exécution), de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Il met l'accent sur les pays dont les besoins sont les plus grands, notamment les pays les moins avancés

# Nous ne pourrions surmonter cette crise que si nous œuvrons dans un esprit de solidarité et de collaboration à l'échelle mondiale.

et les pays fragiles, et prête une attention particulière aux groupes de population les plus vulnérables. Cette réactivité a permis de soutenir les pays partenaires dans leurs efforts visant à lutter contre la pandémie de COVID-19 dans trois domaines essentiels, en s'attaquant aux conséquences sanitaires immédiates de la crise, en renforçant plus avant les systèmes de santé de sorte qu'ils puissent faire face avec résilience aux crises futures et en atténuant les conséquences socioéconomiques de la pandémie. La crise étant loin d'être terminée, ces mesures resteront de mise pendant de nombreux mois à venir.

L'appui que nous apportons à nos partenaires au niveau tant national, régional que mondial témoigne de la solidarité, de la responsabilité et du rôle d'impulsion de l'UE, ainsi que de notre soutien au multilatéralisme. Nous ne pourrions surmonter cette crise que si nous œuvrons dans un esprit de solidarité et de collaboration à l'échelle mondiale. En conséquence, l'UE s'est également très énergiquement investie dans la riposte multilatérale à la pandémie.

Nous œuvrons en étroite partenariat avec des organisations internationales comme les Nations Unies, l'OCDE et les institutions financières internationales, ainsi qu'avec le Groupe des sept (G7) et le Groupe des vingt (G20). Le marathon des donateurs organisé conjointement par la Commission européenne dans le cadre de la Réponse mondiale au coronavirus a permis de réunir 15.9 milliards EUR à l'appui de la mise au

point collaborative et du déploiement universel d'outils de diagnostic, de traitements et de vaccins contre le COVID-19. Par ailleurs, lors de la réunion de haut niveau sur le financement du développement à l'ère du COVID-19 et au-delà, tenue le 28 mai, la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a plaidé pour une initiative mondiale en faveur de la reprise, qui lierait l'allègement de la dette à l'investissement et à la concrétisation des ODD. En matière de moratoire sur la dette et de restructuration de la dette, nous accordons également de la valeur aux travaux menés par le Club de Paris et par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. La Présidente vise l'objectif d'une reprise verte, numérique, équitable et résiliente, qui permette aux pays de progresser sur la voie de la concrétisation des ODD et des engagements souscrits au titre de l'Accord de Paris.

Lors de nos échanges avec nos partenaires multilatéraux et bilatéraux, nous avons préconisé diverses mesures pour favoriser une reprise durable, notamment l'alignement complet des investissements publics et privés sur les ODD et l'Accord de Paris, la communication robuste d'informations non financières par les entreprises et une tarification carbone globale. Nous avons invité les pays à actualiser et à améliorer leurs plans nationaux, y compris leurs contributions déterminées au niveau national, en se fondant sur de meilleures stratégies nationales de financement et en envisageant des investissements plus importants dans des domaines clés comme l'action climatique, l'éducation, la santé et la protection numérique et sociale. En outre, nous avons exhorté les institutions internationales de développement et notamment les banques publiques de développement à orienter leurs activités de manière à soutenir ces efforts de relance.

À l'avenir, l'UE est déterminée à apporter un soutien qui soit en adéquation avec les plans de relance des pays partenaires, tout

en encourageant des processus de relance équitables, durables et inclusifs, conduits par les jeunes. À titre d'illustration, la proposition avancée par la Commission d'élaborer un nouvel Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale pour la période 2021-27 facilitera la reprise après la crise. Cet instrument portera notamment sur les inégalités et le développement humain, la problématique femmes-hommes et les migrations, et sera assorti d'un objectif de dépenses ambitieux afin d'intensifier les efforts en faveur de la lutte contre le changement climatique. Il comportera également un cadre d'investissement permettant de mobiliser des ressources financières supplémentaires à l'appui du développement durable auprès du secteur privé. La Garantie pour l'action extérieure contribuera à soutenir les microentreprises

et les petites et moyennes entreprises, à promouvoir la création d'emplois décents, à renforcer les infrastructures publiques et privées, à promouvoir l'économie numérique et à continuer de faire face aux conséquences sanitaires et socioéconomiques de la crise du COVID-19. Combiné aux apports du secteur privé, ce mécanisme pourrait permettre de mobiliser plus de 500 milliards d'euros en investissements sur la période 2021-27. Un grand nombre de ces actions seront menées conjointement avec nos États membres, en qualité d'initiatives de l'« équipe d'Europe ».

La pandémie n'aurait guère pu mettre plus cruellement en lumière l'ampleur de la difficulté à réduire les inégalités. L'UE est déterminée à favoriser la solidarité et la coopération internationales afin d'œuvrer en faveur d'une reprise durable qui ne laisse personne de côté.



# UNE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTÉE ET RÉACTIVE

04

Mags Gaynor & Anita King, Direction de la coopération pour le développement, OCDE

## ABSTRAITE

Le COVID-19 soumet la communauté de la coopération pour le développement à une épreuve inédite et teste la capacité du système à réagir rapidement, à changer de cap à mesure de l'évolution des priorités, à transférer et mobiliser des ressources et à mettre en place une réponse pérenne coordonnée à l'échelon mondial. S'il ne sera peut-être pas possible de dresser le bilan de la pandémie avant que celle-ci ne s'achève, le présent chapitre analyse la façon dont les acteurs bilatéraux et multilatéraux s'y adaptent jusqu'à présent. Il expose les premières données factuelles relatives aux mesures flexibles et efficaces prises sur le plan stratégique et à l'appui de la mise en œuvre, et met au jour les obstacles à la préparation, ainsi que les points forts et les faiblesses des systèmes, notamment de ceux utilisés à des fins de partage des informations, de planification et de coordination

- La riposte internationale au COVID-19 dans le domaine du développement a été la plus efficace lorsqu'elle s'appuyait sur les bonnes pratiques existantes, les connaissances et la direction à l'échelon local, et lorsque la flexibilité nécessaire pour s'adapter à l'évolution des circonstances était déjà intégrée dans les systèmes et les partenariats.
- Les investissements dans la gestion des risques, la préparation aux crises et les mesures visant à agir à l'interface entre aide humanitaire, activités de développement et consolidation de la paix ont porté leurs fruits, mais les acteurs du développement auraient pu être mieux préparés - sur les plans individuel et collectif - face à un choc sanitaire mondial.
- De nombreux organismes d'aide au développement ont mis à profit les réseaux existants, ainsi que leurs structures nationales et celles de leurs pays partenaires pour coordonner leurs efforts. Il s'est toutefois avéré difficile de coordonner une réponse internationale conjointe, cohérente et transparente.
- Le rôle de systèmes nationaux solides et d'une direction forte dans la riposte face à la crise est apparu clairement. Des faiblesses systémiques ont mis au jour le besoin d'intensifier les investissements dans les systèmes et le renforcement des capacités dans les pays.
- La contribution d'acteurs locaux, en particulier de la société civile, au développement durable, a été renforcée au cours de la crise. Ces acteurs ont bénéficié d'une plus grande confiance de la part des organismes de développement qui se sont engagés, sur le plan politique, à l'appui de leurs travaux. Les organisations locales qui interviennent aux avant-postes de la crise éprouvent toutefois des difficultés à accéder à un financement du développement suffisant.

- La rapidité avec laquelle la riposte doit s'organiser risque d'occulter d'autres situations d'urgence et de crise, d'entraîner une diminution de la portée des initiatives et une pénurie de financement en réponse aux appels, et d'accroître les risques auxquels sont déjà confrontés les groupes les plus vulnérables.
- La pandémie a donné la possibilité aux régimes répressifs d'assumer des pouvoirs d'exception, une situation qui a des répercussions sur la gouvernance et l'espace civique. La capacité et la volonté des acteurs du développement international et des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de montrer leur détermination diplomatique commune à l'appui des objectifs de développement et des droits humains sont fondamentales dans de tels contextes.
- L'impact disproportionné de la crise socioéconomique sur les groupes déplacés et vulnérables, ainsi que sur les femmes et les filles, est largement reconnu. Traduire cette prise de conscience en actions systématiques visant à répondre aux besoins spécifiques de ces derniers s'est avéré difficile. Les femmes et les filles devraient être au centre des plans de riposte afin de concrétiser les discours sur l'égalité des sexes.
- Une proportion élevée de l'aide publique au développement (APD) allouée à la réponse à la pandémie est le résultat de réaffectations à partir de programmes existants, ce qui menace la prévisibilité et la continuité à long terme des programmes. Des questions urgentes se sont posées sur les données dont il est nécessaire de disposer pour procéder à des affectations efficaces de l'APD existante et sur les bonnes pratiques pour le financement de réponses efficaces, équitables et inclusives aux menaces et aux défis d'ampleur mondiale.
- La pandémie et ses effets secondaires révèlent l'importance de mettre à profit les enseignements, les données concrètes et les évaluations au cours des crises, et les difficultés rencontrées pour ce faire. Les

**organismes d'aide au développement doivent être mieux préparés pour mettre en place un apprentissage rapide, accéder aux données factuelles permettant d'orienter la prise de décision, mettre ces données en commun, et rester concentrés sur les résultats au regard de la transparence et la communication.**

Le présent chapitre dresse un bilan de la façon dont le COVID-19 a mis à l'épreuve, testé, mais également révélé le meilleur de la coopération pour le développement. Il s'articule à cette fin en quatre parties. Premièrement, il analyse brièvement la façon dont la pandémie de COVID-19 a évolué rapidement d'une crise sanitaire à une crise du développement. Deuxièmement, il présente une réflexion de la façon dont les gouvernements et le système de coopération pour le développement dans son ensemble ont coordonné leurs efforts. Troisièmement, il dresse le bilan de la façon dont les acteurs du développement se sont jusqu'à présent adaptés à des demandes croissantes et nouvelles. Une quatrième section rend compte des changements survenus dans les systèmes et les approches de la coopération pour le développement qui sont susceptibles de perdurer après la pandémie, et traite des mesures qui pourraient être nécessaires pour bien préparer la coopération pour le développement à l'avenir. Le chapitre 9 analyse les premières estimations du financement international de la riposte et revient sur certains choix et arbitrages difficiles auxquels ont été confrontés les gouvernements.

### ***La pandémie de COVID-19 a modelé la coopération pour le développement en 2020***

La crise du COVID-19 est unique sur de nombreux plans - notamment au niveau des incertitudes qu'elle crée. Avant tout, nous ne savons que très peu de choses

sur le virus à proprement parler, et les données d'observation sur les modes de transmission ont changé à plusieurs reprises (AUDA-NEPAD, 2020<sup>[1]</sup> ; Jones et al., 2020<sup>[2]</sup>). Le virus a en outre rapidement touché tous les pays de façon concrète, tout en se manifestant différemment. La plupart des gouvernements des pays de l'OCDE ont été confrontés à la nécessité de contenir le virus sur leur territoire avant qu'il ne frappe les pays en développement. L'Italie s'est en effet souvenue du soutien qu'elle a reçu de la part des autres pays lorsqu'elle est devenue l'épicentre du COVID-19, et a associé ses citoyens à un message de solidarité mondiale lorsque le temps fut venu d'aider les pays en développement à gérer l'impact du virus (AICS, 2020<sup>[3]</sup>).

Comme expliqué dans la Synthèse et la Partie I, les pays en développement ont réagi différemment face au COVID-19. La pandémie de COVID-19 a rapidement cessé d'être une simple crise sanitaire et a profondément fragilisé les économies et

**Nombreuses sont les leçons et les nouvelles méthodes de travail issues de la pandémie qui pourraient lui survivre – si elles sont bien comprises et pérennisées.**

les sociétés. Pour les pays à faible revenu, elle a déclenché un véritable ouragan. Aux niveaux élevés de dette publique et à la nécessité d'accroître massivement les dépenses publiques s'est ajoutée une chute brutale et inattendue des recettes nationales, aggravée par la dégringolade des envois de fonds, des financements privés et des devises étrangères (Gurara, Fabrizio et Wiegand, 2020<sup>[4]</sup> ; OCDE, 2020<sup>[5]</sup>).

Le COVID-19 a également eu des répercussions diverses sur la coopération pour le développement. La pandémie a bouleversé les méthodes de travail, les modèles de partenariat et d'entreprise, et mis sous pression les finances publiques. Elle a également suscité des débats sur la nécessité de renouveler la gouvernance et les systèmes internationaux à l'appui des biens publics mondiaux et des mécanismes de règlement internationaux, comme par exemple les droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international (FMI). Du fait du rapatriement du personnel international et des restrictions de déplacement dans les pays partenaires, les organismes de développement ont eu plus de mal à obtenir les données et les informations sur les résultats dont ils avaient besoin pour les orienter dans l'élaboration de leurs programmes, gérer les risques et déterminer au vu de l'expérience quelles réponses avaient été efficaces (OCDE, 2020<sup>[6]</sup>). Ces défis, associés à la nécessité impérieuse d'investir dans les moteurs fondamentaux de la résilience, offrent des perspectives inédites et font naître des idées nouvelles concernant le renforcement de la contribution de la coopération pour le développement à l'état de préparation à l'avenir. Nombreuses sont les leçons et les nouvelles méthodes de travail issues de la pandémie qui pourraient lui survivre – si elles sont bien comprises et pérennisées.

Comme l'a souligné le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE dans son message d'avril ci-joint, la lutte contre la pandémie et la prise en charge de ses répercussions requièrent une réponse

coordonnée, inclusive et cohérente à l'échelle mondiale (OCDE, 2020<sup>[7]</sup>). Au moment de la rédaction du présent chapitre (novembre 2020) et dans un contexte d'incertitude persistante, il serait prématuré d'entreprendre une évaluation en profondeur de la façon dont les acteurs internationaux du développement ont riposté face au COVID-19. Si les membres du CAD ont mobilisé des ressources avec une certaine efficacité pour mettre en place une réponse résolue et collaborative lorsque la pandémie est apparue, les réponses obtenues lors d'entretiens ou de consultations avec les membres du Comité menés aux fins du présent chapitre, ainsi que d'autres données factuelles, tendent à démontrer qu'ils auraient pu être mieux préparés, tant au niveau individuel que collectif, à une pandémie et une crise sanitaire mondiales.

L'aide publique au développement (APD) continue de jouer un rôle essentiel et sans équivalent dans le soutien apporté aux pays en développement pour les aider à affronter les défis et à y faire face ; alors que les financements publics concessionnels sont ciblés sur la prospérité des citoyens des pays en développement, elle va là où les autres financements (privés) sont absents, est restée relativement stable et prévisible (OCDE, 2020<sup>[8]</sup>), sert de levier d'action à l'appui des réformes et de la cohérence des politiques au service du développement, et est source de valeur ajoutée quand elle renforce les capacités des systèmes et des individus à des fins de développement durable. En définitive, la pandémie de COVID-19 a révélé de fortes disparités entre les pays en termes de financements, d'outils, de capacités institutionnelles et de volonté politique de mobiliser des panoplies de mesures de soutien (Kharas et Dooley, 2020<sup>[9]</sup>). Confrontés au même choc d'ampleur mondiale, les pays en développement étaient loin de disposer des mêmes capacités que les économies avancées de faire face à la crise et d'investir dans la reprise. Nombre d'entre eux sont tributaires de l'investissement privé et public

international, notamment l'APD, pour mener à bien la reprise. Or, les fonds disponibles à ce titre sont très insuffisants (OCDE, 2020<sub>[10]</sub>), et une crise de financement risque d'éclater sur plusieurs fronts.

## Une crise qui évolue rapidement

Au commencement de la pandémie, le CAD (OCDE, 2020<sub>[7]</sub>) ainsi que d'autres organismes ont reconnu dans des déclarations que le COVID-19 aurait un impact distinct et dévastateur sur les pays et les populations vulnérables, et en particulier sur les femmes et les filles. La priorité était d'éviter une crise sanitaire dans ces pays, mais il est vite apparu que les besoins humains essentiels et les besoins en matière de développement n'avaient pas été modifiés par la pandémie de COVID-19. Celle-ci a au contraire amplifié et étendu les niveaux et les formes de souffrance humaine et de vulnérabilité.

### ***Les priorités ont évolué rapidement et les besoins ont grimpé en flèche parallèlement aux effets néfastes des mesures de confinement***

La riposte internationale au COVID-19 a tout d'abord porté sur des préoccupations d'ordre sanitaire, et visait à diminuer le plus possible la transmission et à renforcer les capacités de prise en charge des malades tout en protégeant les travailleurs les plus exposés. Les initiatives de santé publique et du secteur de la santé ont rapidement reçu un vaste soutien de la part des organismes d'aide au développement : les campagnes de dépistage ont été intensifiées par l'intermédiaire de laboratoires locaux dont l'agrément a été octroyé par des procédures accélérées, des médicaments ont été approuvés, et des modèles épidémiologiques ont été élaborés en fonction de divers scénarios. Face à la concurrence féroce de la part des pays plus riches, les gouvernements des pays de l'OCDE et les organismes multilatéraux ont aidé les pays en développement à se procurer du matériel de protection et d'autres fournitures

essentielles. Les informations de santé publique ont été immédiatement la priorité, de manière à lutter contre la désinformation et à promouvoir l'adoption de comportements dont on sait qu'ils limitent la propagation du virus (port du masque, distanciation sociale, diminution des déplacements et des grands rassemblements, etc.). Nombre de ces campagnes d'information publique faisaient fond sur les approches communautaires élaborées lors de l'épidémie de virus Ebola de 2014-16. Des couloirs humanitaires ont été mis en place et des programmes d'aide humanitaire ont été adaptés ou étendus pour distribuer espèces, produits alimentaires, eau et assainissement et autres services essentiels et pour protéger les populations, y compris pour lutter contre les violences domestiques et sexistes. Le Plan mondial de réponse humanitaire des Nations Unies, qui regroupe les appels de fonds de sept entités des Nations Unies, a augmenté ses appels à financements de 2 millions USD en avril à 9.5 millions USD en septembre (voir le Graphique 1 dans la Synthèse).

Au deuxième semestre de 2020, il est apparu clairement que les mesures destinées à contenir le virus touchaient particulièrement les populations les plus vulnérables et risquaient d'accroître les inégalités entre les sexes (OCDE, 2020<sub>[11]</sub> ; 2020<sub>[12]</sub>). Parallèlement aux initiatives de confinement et à l'aide humanitaire, les priorités des organismes de développement ont évolué vers une reprise ou une extension des programmes de santé publique et d'éducation, un soutien au revenu sur le long terme, l'investissement dans les systèmes permettant de suivre les effets plus généraux du virus, et la protection des emplois et des moyens de subsistance. En dépit des efforts déployés à l'échelle nationale et internationale, en octobre, la Banque mondiale a estimé que 2020 serait la première année depuis 1990 au cours de laquelle l'extrême pauvreté allait augmenter (Banque mondiale, 2020<sub>[13]</sub>).



## ***Les mesures visant à endiguer le virus ont entraîné des réactions en chaîne inquiétantes***

En octobre, Freedom House a estimé que la gouvernance avait décliné dans 80 pays depuis le début de la pandémie (Repucci et Slipowitz, 2020<sub>[14]</sub>). Un rapport de situation compilé par le Réseau du CAD sur la gouvernance à partir d'informations provenant de plus de 100 pays illustre clairement les divers impacts de la pandémie sur les pratiques de gouvernance, notamment la concentration accrue du pouvoir aux mains des administrations centrales et les perturbations des cycles électoraux. Il insiste également sur le fait que les capacités de l'État et la confiance accordée par le public aux instances dirigeantes sont essentielles pour faire face efficacement à la pandémie.

Les acteurs de la société civile jouent un rôle de premier plan dans la riposte au COVID-19 (CIVICUS, 2020<sub>[15]</sub>). Dans certains contextes, toutefois, les restrictions imposées aux libertés individuelles et à l'espace civique par le biais des mesures de surveillance, des confinements, des mesures de distanciation physique et des lois et contrôles nouveaux mis en place afin de contenir la pandémie nuisent gravement à la capacité de fonctionnement des organisations de la société civile (OSC) (CIVICUS, 2020<sub>[16]</sub> ; ICNL, 2020<sub>[17]</sub>). Le fait que le COVID-19 s'inscrit dans un contexte qui était déjà caractérisé par une fragilité croissante et un creusement des inégalités à l'échelle mondiale se surajoute à ces défis inédits (OCDE, s.d.<sub>[18]</sub>). Les risques systémiques, tels que le changement climatique et la perte de biodiversité, l'instabilité économique et les troubles politiques dans de nombreuses régions renforcent l'incertitude quant à l'avenir. Pour de nombreuses personnes en situation de conflit, de violence, de déplacement ou de pauvreté extrême, le COVID-19 n'a fait qu'amplifier les besoins existants.

Dans plusieurs cas, les crises existantes ont été reléguées au second plan face à

l'immédiateté et l'urgence du COVID-19. Alors que les dirigeants politiques portaient leur attention sur la pandémie, les crises et les problématiques qui étaient importantes avant la pandémie se sont retrouvées négligées (OCDE, 2020<sub>[19]</sub>). Des guerres continuent de faire rage en Libye, en République arabe syrienne, au Yémen et ailleurs ; le COVID-19 ne fait que rendre plus impérieuse la nécessité de s'attaquer à ces défis et ces situations (OCDE, 2020<sub>[19]</sub>).

Or, la pandémie limite la capacité de la communauté internationale de soutenir les initiatives de paix et certains acteurs font remarquer que les mesures prises à l'échelle internationale pour faire face au COVID-19 ne tenaient pas compte de la situation au regard des conflits. Le risque de contamination associé à l'interdiction des déplacements aériens a eu pour effet de ralentir certaines activités essentielles. Ainsi, plusieurs missions de maintien de la paix sont entrées en mode protection de forces, ce qui limite les activités opérationnelles (OCDE, 2020<sub>[19]</sub> ; Security Council Report, 2020<sub>[20]</sub>). Les envoyés spéciaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU) étant dans l'incapacité de se déplacer, l'action diplomatique a été réduite et les initiatives de médiation (par exemple en République bolivarienne du Venezuela) ont été annulées. Les initiatives de réinstallation de réfugiés dans le monde ont été suspendues (HCR, 2020<sub>[21]</sub>), laissant les personnes victimes de déplacements forcés dans une situation de vulnérabilité particulière (OCDE, 2020<sub>[22]</sub>).

## **Une coordination mixte**

### ***L'identification et le suivi des besoins nécessitent de nouveaux outils***

Au cours des premiers mois de la pandémie, les besoins étaient extrêmement difficiles à identifier et à évaluer. Les connaissances relatives au virus évoluaient rapidement ; le dépistage n'était pas fiable et pas largement accessible.

Un certain nombre de programmes et d'appels coordonnés ont vu le jour au

sein du système multilatéral. En février, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rapidement décrit les mesures de santé publique que la communauté internationale pourrait adopter dans son Plan stratégique de préparation et de riposte (en anglais uniquement). La publication du Plan mondial de réponse humanitaire en mars, suivie un mois plus tard par celle du Cadre des Nations Unies pour une réponse socioéconomique a permis de se faire une idée plus large de l'impact du COVID-19 et présenté la réponse des Nations Unies à la pandémie sous une forme plus affirmée et plus cohérente. En juin, l'Indice INFORM de gestion des risques épidémiques des Nations Unies a été adapté afin de contribuer à établir une liste des pays prioritaires les plus à risque de subir un impact sanitaire et humanitaire du COVID-19 qui pourrait submerger les capacités nationales actuellement disponibles pour y faire face (Nations Unies, 2020<sub>[23]</sub>). D'après de premiers enseignements dégagés de la réponse socioéconomique des Nations Unies, les différents organismes des Nations Unies n'ont pas recours aux mêmes approches et outils pour identifier les populations les plus vulnérables, ce qui a pu nuire aux initiatives destinées à établir les priorités et à cibler les interventions (PNUD, 2020<sub>[24]</sub>). En raison de la transition rapide vers les réseaux virtuels, l'accès à internet a de plus en plus déterminé les personnes pouvant être consultées, entravant ainsi la capacité des organisations à accéder aux informations et à les recueillir. Petit à petit, les systèmes mondiaux de suivi et de communication d'informations se sont améliorés. Les organismes des Nations Unies continuent toutefois d'utiliser différents systèmes de suivi, et il serait possible de broser un tableau plus exhaustif des besoins, des financements et des réalisations accomplies.

Les gouvernements des pays de l'OCDE ont également élaboré des outils permettant d'évaluer et de détecter les besoins, et d'obtenir des informations sur les mesures prises par les autres

pays. Nombre de ces outils étaient au départ d'utilisation interne et propres à des organisations spécifiques. Comme décrit à l'Encadré 4.1, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a conçu des outils analytiques et qualitatifs destinés à guider la prise de décision à mesure que la crise évoluait rapidement. La Suède s'en est également remise aux informations transmises par ses ambassades et a complété son analyse multidimensionnelle de la pauvreté par des orientations supplémentaires en mai 2020 afin d'aider son personnel à mettre au jour les conséquences à moyen et plus long terme du COVID-19. En mars, la Plateforme « États de fragilité » de l'OCDE a entamé le suivi de plus de 20 indicateurs clés liés à l'impact du COVID-19 dans les contextes de fragilité, et aux mesures prises face à la pandémie, à des fins d'utilisation publique. Plusieurs outils élaborés récemment recueillent des éléments de la riposte internationale ; parmi ceux-ci figurent la Plateforme des partenaires contre la COVID-19, un portail conjoint de données des Nations Unies, l'outil de suivi de la riposte mondiale à la COVID-19 en matière d'égalité femmes-hommes, coordonné conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ONU Femmes, et le Global Innovation Exchange (Département australien des Affaires étrangères et du Commerce, 2020<sub>[25]</sub>)<sup>1</sup>. Les retours d'informations des membres du CAD donnent à penser que nombre des difficultés liées au recueil d'informations sur les programmes et les financements dans ce contexte reflètent les manques de données dans la coopération pour le développement antérieures à la crise du COVID-19.

### ***Une solidarité mondiale et régionale mise en lumière par des déclarations conjointes***

Les premiers mois de la pandémie ont donné lieu à de nombreuses manifestations de solidarité mondiale et régionale. En avril, les membres du CAD se sont engagés

## ENCADRÉ 4.1. USAID : METTRE AU JOUR LES PRIORITÉS ET RÉPONDRE AUX BESOINS À MESURE DE L'ÉVOLUTION DE LA PANDÉMIE

Le 7 février 2020, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a dégagé 100 millions USD de son *Emergency Reserve Fund* afin de soutenir la réponse du secteur de la santé des pays les plus démunis. En juillet, les États-Unis ont annoncé un engagement de 1.5 milliard USD à l'appui du soutien international. Ces fonds ont souvent été engagés en seulement deux semaines, ce qui a exigé de la part du Groupe de travail sur le COVID-19 et du personnel d'USAID de procéder à une évaluation rapide des besoins et de veiller à ce que les financements atteignent les endroits appropriés alors que la situation évoluait rapidement.

Un outil de modélisation a d'abord été utilisé pour identifier les pays les plus touchés ou les plus à risque, en ayant recours à un ensemble de facteurs qualitatifs et quantitatifs, tels que les nombres de cas, la solidité des systèmes de santé et les niveaux d'urbanisation. Lorsque les données officielles étaient peu nombreuses, le modèle a utilisé des mesures approximatives. Le personnel d'USAID sur le terrain a été chargé de définir la façon dont les financements seraient utilisés dans chaque pays. À mesure que la pandémie évoluait rapidement, toutes les missions sur le terrain ont été associées à la définition des priorités. Les décisions prises reposaient sur des données d'observation. Ainsi, au cours des premiers mois de la pandémie, USAID a financé une aide humanitaire ciblée essentiellement sur des initiatives dans le domaine de la santé et l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. En juin, les partenaires ont fait état d'une hausse spectaculaire de la faim et USAID a réorienté son aide sur l'assistance alimentaire dans les zones urbaines et rurales.

Alors que l'ampleur et la complexité de la crise apparaissaient de plus en plus clairement, il est devenu plus difficile d'obtenir une vue d'ensemble des initiatives prises par les autres pays et de déterminer les domaines dans lesquels USAID pourrait apporter une valeur ajoutée. USAID procédait à un suivi permanent des financements afin de se tenir informé des engagements et des annonces de programmes provenant des autres acteurs du développement. Des outils complémentaires ont permis d'évaluer les impacts à plus grande échelle de la pandémie, notamment sur les économies, la démocratie et les violences à l'encontre des femmes.

De juin à octobre 2020, USAID a commencé à envisager l'avenir. Un examen stratégique et prospectif intitulé « Over the Horizon Strategic Review » a été lancé pour aider l'agence à relever les défis et à se saisir des opportunités dans le monde de l'après-COVID. L'équipe qui a procédé à cet examen a été chargée d'évaluer le paysage mondial actuel et les scénarios susceptibles de se produire à l'avenir, et de formuler des recommandations concrètes afin d'adapter en conséquence les politiques, les programmes et les interventions d'USAID. Cet examen a donné lieu à environ 20 missions d'USAID, dans l'ensemble des régions, menées par quelque 75 experts techniques. Des tables rondes rassemblant des partenaires ont été organisées avec des parties prenantes d'environ 75 organisations différentes, dont des organismes chargés de la mise en œuvre, des groupes de réflexion et des universitaires. Au cours de cet exercice, USAID a fixé trois objectifs stratégiques afin de cibler l'aide sur les défis les plus urgents, que le COVID-19 n'a fait que rendre plus impérieux : mettre en place des systèmes plus stables et plus résilients ; s'attaquer à la hausse de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et des opportunités perdues en termes d'éducation ; et renforcer les systèmes de santé publics et privés mis à rude épreuve et la sécurité sanitaire. Elle a également défini un ensemble de pays prioritaires dans lesquels poursuivre ces objectifs, et formulé 32 recommandations spécifiques pour la mise en œuvre.

Source : Entretiens avec les membres à haut niveau du Groupe de réflexion d'USAID sur le COVID-19 ; USAID (2020<sub>[26]</sub>), *Over the Horizon Snapshot*, [https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/USAID\\_Over\\_the\\_Horizon\\_Snapshot.pdf](https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/USAID_Over_the_Horizon_Snapshot.pdf).

ensemble à s'efforcer de maintenir leurs niveaux d'APD (OCDE, 2020<sub>[7]</sub>) ; lors de la Réunion à haut niveau de novembre, ils ont réaffirmé cet engagement, ainsi que

l'importance de l'APD pour s'attaquer à la crise sanitaire et économique immédiate et soutenir un développement durable à plus long terme. En mai, les dirigeants des

institutions du Groupe de coordination arabe<sup>2</sup> ont publié un communiqué conjoint annonçant une initiative coordonnée destinée à atténuer et contenir les effets négatifs de la pandémie de COVID-19, et à s'en relever (Banque islamique de développement, 2020<sub>[27]</sub>) (voir le Chapitre 9). Les dirigeants de 58 pays ont publié une déclaration conjointe sur l'importance de protéger la santé et les droits sexuels et génésiques, et de promouvoir une riposte à la crise du COVID-19 tenant compte de la dimension femme-homme (Ministère français des Affaires étrangères, 2020<sub>[28]</sub>). Si ces exemples de coordination témoignent de la capacité du système de coopération pour le développement de faire cause commune face à des besoins et des objectifs collectifs, ces déclarations conjointes n'ont pas été suffisantes pour entraîner la mise en œuvre concertée d'une action prioritaire et coordonnée.

### ***Des processus plus résolus et systématiques pourraient accroître la coordination dans la riposte à la crise***

Étant donné les besoins grandissants, les effets différenciés et les ressources limitées disponibles pour intervenir face à la pandémie de COVID-19, il apparaît essentiel de disposer d'une coordination efficace, sous-tendue par des éléments factuels comparables et complets et des données ouvertes. La nécessité d'une coordination plus poussée et d'un meilleur partage des informations en temps réel entre acteurs du développement a été soulignée au niveau mondial et régional, dans les pays partenaires, et dans l'ensemble des différents systèmes publics des pays de l'OCDE. Plusieurs initiatives ponctuelles de coordination ont été lancées à cette fin. Il s'agit notamment du Groupe de contact informel entre ministres chargés du développement sur le COVID-19, réuni par le Canada et le Royaume-Uni, et dont les membres sont l'Allemagne, l'Australie, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, la

## **L'allocation des ressources reposait souvent sur la présence de partenaires existants et sur la capacité à mettre en œuvre ces ressources dans un pays donné, plutôt que sur une répartition du travail entre les apporteurs destinée à éviter les chevauchements et à assurer une meilleure concordance entre les ressources et les besoins.**

Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Suède et l'Union européenne (UE) ; ainsi que des échanges entre économistes en chef organisés par la Suède, le Royaume-Uni, l'OCDE et la Banque mondiale.

Nous n'avons toutefois pas assisté à une coordination délibérée et systématique des priorités, des réponses et des synergies de la coopération pour le développement, notamment de la part des membres du CAD. Au cours des entretiens menés au titre du présent chapitre, un certain nombre de ces derniers ont indiqué que leurs ressources bilatérales étaient initialement allouées sans vision claire des besoins prioritaires, des canaux de soutien ni des réponses d'autres acteurs. L'allocation des ressources reposait par conséquent souvent sur la présence de partenaires existants et sur la capacité à mettre en œuvre ces ressources dans un pays donné, plutôt que sur une répartition du travail entre les apporteurs destinée à éviter les chevauchements et à assurer une meilleure concordance entre les ressources et les besoins. La question se pose de fait

## ENCADRÉ 4.2. TEAM EUROPE : D'UNE RÉPONSE D'URGENCE AU MOTEUR DE L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT DE L'UE

Niels Keijzer, Institut allemand pour le développement/Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE)

La Commission européenne a agi rapidement pour mobiliser une nouvelle riposte de Team Europe face aux impacts et aux répercussions de la pandémie de COVID-19. Cette riposte a été annoncée le 8 avril comme étant la réponse globale de l'Union européenne (UE) au COVID-19, peu de temps après l'introduction de mesures de confinement dans toute l'Europe et le jour où les ministres du Développement de l'UE ont tenu leur première réunion à distance.

Ces premières mesures de l'UE visaient une réponse rapide, reposant sur les avantages mutuels, destinée à répondre aux besoins immédiats des pays en développement. Du fait en partie que l'UE approchait de la fin de son cycle budgétaire d'une durée de sept ans, les propositions de la Team Europe et ses communiqués de presse portaient essentiellement sur la réaffectation de fonds de la coopération pour le développement au cours des mois restants de 2020. Ces fonds étaient complétés par des contributions bilatérales des États membres, de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Une réunion ministérielle de suivi a eu lieu le 8 juin, au cours de laquelle une déclaration politique a été adoptée. Celle-ci faisait état de l'ambition de Team Europe de ne pas se limiter à une prise en charge des besoins et des conséquences économiques immédiats causés par la pandémie. Elle proposait également que Team Europe livre des informations à l'appui de la planification à moyen et long terme de la coopération pour le développement de l'UE. Via une série de projets conjoints dotés d'une forte visibilité, le concept de Team Europe suscite une réflexion sur ce que l'amélioration de la coopération pourrait signifier en pratique, notamment la coopération au sein des enceintes internationales et les interventions en matière d'allègement de la dette. Team Europe pourrait insuffler à point nommé une nouvelle dynamique à l'efficacité collective de l'UE dans le domaine de la politique de développement, et promouvoir une nouvelle compréhension de la complémentarité entre l'UE et ses États membres.

de savoir si une stratégie de coordination plus délibérée permettrait aux acteurs du développement international de mieux répartir les ressources limitées entre les pays et au sein de ces derniers lorsqu'ils font face à une crise ayant un impact mondial d'une telle ampleur.

### ***Les acteurs et les institutions régionaux ont déployés des efforts visibles de coordination***

Plusieurs initiatives importantes de coordination lancées dans le cadre de la riposte au COVID-19 s'appuyaient sur les structures régionales existantes. L'approche adoptée par le réseau Team Europe a été facilitée par l'augmentation du nombre des réunions interministérielles et le renforcement de la coordination interne au

sein de la Commission européenne (CE), ainsi que l'a souligné la Commissaire européenne Urpilainen dans son « Point de vue ». Team Europe a démontré le potentiel de l'UE pour mettre en commun efforts et ressources et plaider en faveur d'un programme d'action commun (Encadré 4.2.). En Asie du Sud-Est, les membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont organisé des vidéoconférences avec leurs homologues chinois, japonais et coréens afin de procéder à un échange d'informations et d'identifier les besoins d'assistance technique et de matériel médical (Kalinina, 2020<sup>[29]</sup>). Dans la région Pacifique, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont coopéré avec le Forum des Îles du Pacifique pour apporter une aide et des services humanitaires essentiels (Encadré 4.3).

## ENCADRÉ 4.3. LA COORDINATION RÉGIONALE DANS LE PACIFIQUE : LE CORRIDOR HUMANITAIRE DU PACIFIQUE SUR LE COVID-19

L'éloignement, les ressources limitées, la vulnérabilité des systèmes de santé et la dépendance à l'égard des échanges et des transports internationaux rendent les îles du Pacifique particulièrement vulnérables face à la pandémie de COVID-19. En avril, la plupart des gouvernements des pays du Pacifique avaient déclaré l'État d'urgence et le Forum des Îles du Pacifique avait invoqué la Déclaration de Biketawa, un cadre accepté en 2000 destiné à assurer la coordination des réponses face aux crises régionales. Ces mesures ont donné naissance au Corridor humanitaire du Pacifique sur le COVID-19, une plateforme de coordination destinée à faciliter la circulation de l'aide médicale et humanitaire essentielle dans la région, explicitement soutenue à l'échelon politique.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande accordent la priorité au Pacifique dans leurs programmes de coopération pour le développement. Dans leur réponse à la pandémie dans le Pacifique, les deux pays ont résolument soutenu l'appropriation régionale en utilisant et en renforçant les structures de coordination existantes. L'Australie a associé cette initiative au maintien d'un corridor d'aide humanitaire et de services essentiels et à la mobilisation de ses organismes de défense et de douane et de ses ressources d'aide publique au développement (APD) pour acheminer des infrastructures personnelles et critiques, notamment livrer des kits de dépistage GenEx. En juillet, l'Australie s'était engagée à hauteur de plus de 205 millions AUD (dollars australiens) (147 millions USD) au titre de sa riposte face au COVID-19 dans le Pacifique, et a depuis alloué des fonds supplémentaires destinés à garantir que les pays du Pacifique puissent atteindre une couverture vaccinale totale au COVID-19 lorsque les vaccins seront disponibles. La Nouvelle-Zélande a apporté une aide initiale à ses partenaires du Pacifique d'un montant de 50 millions NZD (dollars néo-zélandais) (33 millions USD) afin de préparer les systèmes de santé et de s'attaquer aux défis plus vastes en matière de santé, d'économie, de gouvernance et de répercussions sociales. Lorsqu'elle ne pouvait pas s'appuyer sur des conseillers sur le terrain, la Nouvelle-Zélande a augmenté le soutien budgétaire général.

Même si le Corridor a pour objectif de répondre aux besoins sanitaires et humanitaires immédiats, les pays îles du Pacifique sont probablement confrontés à des difficultés sur le long terme, dues à l'effondrement des envois de fonds et du tourisme, et aux perturbations dont continuent de souffrir les échanges internationaux. Il représente toutefois un test important pour le leadership et l'appropriation à l'échelon régional, dont les résultats devront être mis à profit - en particulier lorsqu'il s'agira de garantir la distribution équitable des vaccins et des traitements lorsque ceux-ci seront disponibles.

Source : Informations transmises par les ministères des Affaires étrangères et du Commerce de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

### ***Un ensemble d'initiatives coordonnées menées à l'échelle de toute l'administration et ciblées sur l'échelon national***

Des initiatives visant à renforcer la communication et la coordination de la coopération pour le développement à l'échelon national ont également vu le jour. Les gouvernements des pays de l'OCDE, en particulier, ont pris davantage conscience de l'impact de leurs politiques nationales dans des domaines tels que la santé et les

migrations sur les pays en développement.

La crise due au COVID-19 a accéléré la refonte des services de santé en Nouvelle-Zélande qui avait été déclenchée par une épidémie de rougeole en 2019, et à l'issue de laquelle les services de santé dans la région Pacifique sont aujourd'hui envisagés dans le contexte régional et non plus national ou international. L'Australie a étendu la validité des visas des travailleurs immigrés, et reconnu l'importance de ces derniers, en raison à la fois de leurs envois de fonds dans les pays îles du Pacifique, ainsi que pour le



secteur agricole australien. En Suède, des échanges plus fréquents entre ministères, menés par le biais des structures existantes de collaboration et de prise de décision, ont permis de sensibiliser les responsables de la santé aux effets du COVID-19 dans les pays en développement. Une meilleure prise de conscience parmi les gouvernements des pays de l'UE des inquiétudes des pays en développement a également favorisé la définition d'une position européenne qui insiste sur un accès mondial et équitable aux vaccins.

Au sein des pays de l'OCDE, des initiatives ont été prises pour assurer la coordination à l'échelle de la société, en particulier avec les partenaires de la société civile, afin d'identifier ensemble les priorités et de concevoir une riposte cohérente et coordonnée au COVID-19. On peut notamment citer la participation de la ministre du Développement international à des séances virtuelles au Canada (Ontario Council for International Cooperation, 2020<sub>[30]</sub>) ; un dialogue rassemblant des OSC françaises menant leurs activités à l'étranger, destiné à étayer la stratégie et les priorités du gouvernement français ; et, en Italie, la constitution d'un groupe de réflexion interinstitutionnel rassemblant de multiples parties prenantes, dont des représentants des ministères sectoriels, des OSC et du secteur privé, ainsi que d'autres acteurs, chargé d'apporter des éléments d'information à l'élaboration de la stratégie du gouvernement italien. Ces dialogues devraient contribuer à intégrer diverses données factuelles, perspectives et considérations dans les processus de décision.

Dans les pays en développement, l'autorité exercée par les pays a été fondamentale pour garantir une coordination efficace, ainsi que l'on a pu le constater au Mozambique (Encadré 4.4.) ainsi qu'au Ghana, où USAID a aidé le coordinateur présidentiel à concevoir la stratégie nationale. Dans de nombreux cas, des mécanismes existants tels que les équipes de pays ou les plateformes de

réponse humanitaire des Nations Unies ont été transformés en plateformes de partenariats ou en centres de commande nationaux en s'ouvrant aux autorités publiques, aux institutions financières internationales et aux donateurs du secteur privé et bilatéraux. À l'opposé, en l'absence de direction à l'échelon national, ou lorsque celle-ci était insuffisante, ou bien encore lorsque les mesures prises au niveau national étaient contraires aux droits individuels, les acteurs de la coopération pour le développement ne pouvaient que très difficilement intervenir en dehors des groupes sectoriels existants de coordination, ce qui limitait les possibilités d'améliorer la cohérence de la riposte.

### ***Les investissements dans la préparation, bien qu'importants, se sont révélés insuffisants***

Ces 20 dernières années, des chocs et des crises complexes ont entraîné une amélioration progressive des systèmes de coopération pour le développement et de l'aide humanitaire. L'installation et la gestion de camps de réfugiés au Rwanda dans les années 90 ont contribué à ce qu'une grande importance soit attachée aux questions de protection, et ont abouti à l'introduction du concept de normes minimales qui ont participé à la professionnalisation de l'aide humanitaire. Le tsunami qui a dévasté l'Océan indien (2004) a provoqué une réforme de l'aide humanitaire et des mesures de coordination. Les tremblements de terre qui ont frappé le Pakistan (2004) et Haïti (2010), ainsi que le typhon Haiyan aux Philippines (2013), ont mis en évidence la puissance de la réponse au niveau local et l'importance de collaborer avec les gouvernements nationaux (Alexander, 2020<sub>[31]</sub>). Les crises financières et alimentaires interdépendantes de 2008-09 ont mis davantage l'accent sur la nécessité de prouver les résultats de la coopération pour le développement et d'utiliser l'APD pour mobiliser d'autres formes de soutien aux pays en développement. Dans la sphère de la santé publique, les épidémies

## ENCADRÉ 4.4. MOZAMBIQUE : UNE COORDINATION EFFICACE SOUS L'ÉGIDE D'UN LEADERSHIP NATIONAL FERME

Pour le Mozambique, l'un des pays les plus pauvres du monde, le COVID-19 constituait une urgence sur le plan économique et sur celui de la santé publique nécessitant un soutien et une action immédiats. Face à la crise, et afin de préserver les investissements dans le secteur national de la santé en plein développement, un Groupe de travail de la communauté internationale sur le COVID-19 a collaboré avec le gouvernement pour concevoir la riposte nationale. Celle-ci a été pilotée par le Premier ministre du pays. En collaboration avec l'Union européenne (UE) et le secteur privé, le groupe de travail a coordonné les initiatives menées par les principaux acteurs à Maputo et les grands bailleurs du système de santé du Mozambique, dont : la Banque africaine de développement ; le Fonds monétaire international (FMI) ; les Nations Unies ; la Banque mondiale ; la Délégation de l'UE ; et les ambassades d'Afrique du Sud, du Canada, de Corée, des États-Unis, d'Irlande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Cette coordination a permis de réorienter 13 millions USD de financements internationaux et de les allouer au ministère de la Santé lors du lancement du premier plan du Mozambique face au COVID-19. Le groupe, présidé par l'Irlande, a également contribué à l'élaboration du plan de réponse national, en veillant à ce que les mesures prioritaires soient dûment prises et à ce que les fonds soient orientés sur les domaines présentant les plus grands besoins et dans lesquels l'impact des financements pouvait être le plus élevé.

En août 2020, on comptait comme principales réalisations l'augmentation des capacités de dépistage du COVID-19 et la modélisation de différents scénarios épidémiologiques ; l'accélération des achats publics et de la fourniture d'équipements de protection individuels et d'autres matériels essentiels ; le déploiement d'un programme innovant de transferts monétaires sociaux ; le développement d'un outil de suivi des ressources allouées à la lutte contre le COVID-19 afin de permettre, en temps réel, la circulation de l'information, la prise de décision, les financements et la prise de mesures prioritaires ; et un soutien en ligne sur la mise en place de procédures sûres applicables aux soins des patients atteints de COVID-19 et aux personnels de santé. Cette collaboration a contribué à la réduction des impacts négatifs du COVID-19 au Mozambique, et a optimisé les perspectives de reprise.

Source : Ministère irlandais des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

précédentes de zoonoses<sup>3</sup> avaient montré qu'il était nécessaire de mettre en place une coordination internationale efficace, d'apporter des réponses multisectorielles, de disposer de systèmes de surveillance sanitaire à l'échelle mondiale et de renforcer la confiance et la participation à l'échelon communautaire.

S'agissant de la question plus spécifique de la préparation des secteurs de la santé, plusieurs gouvernements de pays de l'OCDE avaient consenti des investissements de longue date destinés à aider les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire à se préparer à la prévention et la détection des menaces sanitaires, ainsi qu'à prendre des mesures pour y faire face, notamment par le biais de programmes visant à renforcer la

sécurité sanitaire et la préparation, tels que le programme du Royaume-Uni intitulé Tackling Deadly Diseases in Africa, lancé en 2017, et d'investissements dans le renforcement des systèmes sanitaires. Le système de santé mondial n'était toutefois pas prêt à faire face à une pandémie, en dépit des avertissements quant au risque de pandémie à coronavirus adressés par les scientifiques depuis près de 20 ans (The Lancet COVID-19 Commission, 2020<sub>[32]</sub>).

Pour ce qui est de l'état de préparation des acteurs du développement à proprement parler, les membres du CAD reconnaissent qu'ils auraient pu être mieux préparés à une crise de l'ampleur de celle causée par le COVID-19. Leur capacité à réagir rapidement et de manière cohérente tout en prenant des

risques dans un contexte en pleine mutation reposait essentiellement sur des structures existantes, ce qui prouve l'intérêt des débats menés ces dix dernières années sur la réduction des risques de catastrophe et la façon d'intégrer les initiatives humanitaires et à l'appui du développement au sein de nos systèmes. Si de nombreux membres s'étaient dotés de registres des risques, de plans de continuité de l'activité, de plans de réponse face aux crises, de budgets d'action conjoncturelle et d'instruments de financement rapides, aucun d'entre eux n'avait soumis son système à des scénarios de crise probables. Seul un petit nombre de pays - le Royaume-Uni en particulier - a indiqué disposer de moyens supplémentaires permettant de mobiliser un personnel additionnel afin d'aider les pays à faire face à des situations de crise. Ils ne sont que très peu à avoir testé leur capacité à gérer plusieurs crises simultanément. Des activités telles que l'examen d'USAID (*Over the Horizon*) (voir l'Encadré 4.1.) et des processus de prospective comme celui piloté par l'OCDE (OCDE, à paraître<sup>[33]</sup>) pourraient être utiles pour mener une réflexion systématique sur ce que l'état de préparation implique pour le système international de développement et les organisations individuelles selon différents scénarios (voir également l'Encadré 7.4 au Chapitre 7).

## Bilan des mesures de riposte adoptées à ce jour

Les effets de la pandémie continuent d'évoluer, de même que les mesures de riposte adoptées par la communauté du développement. S'il est impossible de dresser un état des lieux exhaustif des efforts déployés à ce jour, les acteurs de la coopération pour le développement se sont eux-mêmes adaptés aux nouvelles exigences, pour beaucoup en adoptant de nouvelles méthodes de travail flexibles et innovantes. Avec le temps, il importera d'évaluer la manière dont les différentes approches ont porté leurs fruits s'agissant de faciliter

la coordination, de contribuer à assurer l'adéquation entre des ressources limitées et les besoins et d'apporter des ressources en temps opportun aux organisations locales intervenant sur le terrain. Six enseignements en particulier ressortent des travaux de recherche menés aux fins du présent chapitre.

### **1. Les institutions multilatérales ont été en mesure de réagir rapidement et à la hauteur du défi**

Les institutions multilatérales ont joué un rôle essentiel. Alors que le multilatéralisme est mis à rude épreuve, l'importance de ce rôle ne devrait pas être négligée, compte tenu des tensions persistantes entre certaines des plus grandes puissances commerciales et économiques de la planète (OCDE, 2020<sup>[34]</sup> ; 2020<sup>[35]</sup>). Ajoutées à des politiques qui portent atteinte aux institutions ayant une fonction normative et à d'autres mesures isolationnistes et arbitraires (appels à ne plus financer l'OMS et à bloquer l'émission de nouveaux droits de tirage spéciaux, par exemple), ces tensions représentent une menace particulièrement tangible pour le fonctionnement efficace du système multilatéral. Toutefois, la manière dont les institutions multilatérales, soutenues par les États membres, ont facilité la riposte régionale et mondiale – en faisant preuve d'agilité et de capacité d'influence – est un élément rassurant. L'exercice d'un leadership mondial et les initiatives collectives, à l'image de la collaboration instaurée pour assurer un accès équitable aux vaccins et aux traitements, peut renforcer le système dans son ensemble et accroître sa capacité ainsi que son état de préparation à des crises futures (Encadré 4.5).

La crise a rendu plus manifeste la capacité unique que possèdent les banques multilatérales de développement et les institutions financières d'apporter des financements à la mesure du défi (OCDE, 2020<sup>[36]</sup>). La Société financière internationale et d'autres bailleurs de fonds ont par exemple

## ENCADRÉ 4.5. LE PROCHAIN GRAND DÉFI À RELEVER : GARANTIR UN ACCÈS ÉQUITABLE AUX VACCINS ET AUX TRAITEMENTS

Étant donné l'ampleur et l'immédiateté des besoins, il est aujourd'hui urgent de garantir la distribution équitable de vaccins et de traitements contre le COVID-19 dans l'ensemble des pays, ce qui nécessite une solidarité mondiale et une coopération internationale entre tous les acteurs pertinents, afin de mobiliser des ressources et de pérenniser les investissements sur une période de plusieurs années.

### ***La distribution et l'accessibilité des vaccins sont loin d'être des priorités nouvelles en matière de développement***

Les acteurs de la coopération pour le développement sont bien placés pour soutenir les initiatives en faveur du développement et de la distribution de vaccins. La Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) et Gavi, l'Alliance du Vaccin, née il y a deux décennies, collaborent avec des entreprises pharmaceutiques pour faire baisser les prix des vaccins et des traitements et garantir leur accessibilité pour les pays les plus pauvres. Les gouvernements des pays membres de l'OCDE, notamment ceux de la Norvège et du Royaume-Uni, ont ouvert la voie en apportant leur appui à ces travaux bien avant la pandémie de COVID-19 et certains ont redoublé d'efforts lorsque cette pandémie s'est déclarée. L'Allemagne, la Commission européenne, la France et la Norvège s'attachent activement à favoriser l'accès universel à des vaccins et des traitements contre le COVID-19 dans le cadre de leur riposte à la pandémie.

Les économies en développement jouent également un rôle dans la recherche et la production de traitements et de vaccins efficaces. Un consortium lancé en juillet par la Commission de l'Union africaine vise à rassembler des développeurs de vaccins, des bailleurs de fonds et des organisations africaines en vue d'effectuer des essais cliniques. Les économies en développement produisant déjà des médicaments génériques, elles ont demandé que les dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) s'appliquent à la propriété intellectuelle en lien avec le COVID-19 de sorte qu'elles puissent produire des médicaments contre la maladie et, partant, garantir l'accès de tous les pays à ces médicaments (OMC, 2020<sup>[40]</sup>). Le transfert de savoir et de savoir-faire sera un complément important de ces dispositions.

### ***Le Mécanisme COVAX représente une forme tout à fait nouvelle de partenariat pour l'innovation, la passation de marchés et la solidarité mondiale***

Le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le COVID-19 (Accélérateur ACT), lancé en avril 2020, et le Conseil de facilitation de l'Accélérateur ACT, coprésidé par le Président de l'Afrique du Sud et le Premier ministre de la Norvège, galvanisent le soutien international en faveur d'un accès équitable aux tests, aux traitements et aux vaccins contre le COVID-19. La CEPI, Gavi, l'Alliance du Vaccin et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) coordonnent le Mécanisme COVAX – le pilier « vaccins » de l'Accélérateur ACT – qui a vocation à accélérer le développement et la production de vaccins et à garantir leur accès juste et équitable (Voir également le « Point de vue » de Seth Berkley). Le Mécanisme COVAX met à profit le pouvoir d'achat collectif des pays à revenu élevé pour introduire les vaccins sur le marché plus rapidement et à un prix inférieur à ce qu'il aurait été avec d'autres modalités. Plus de 180 pays et économies ont rejoint le Mécanisme, dont 92 économies à faible revenu et à revenu intermédiaire qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'un soutien. Le système de garantie de marché (AMC), l'instrument du Mécanisme COVAX fondé sur les besoins et financé largement au moyen de l'aide publique au développement (APD), vise à aider les pays en développement qui n'ont pas les moyens de financer eux-mêmes leur accès aux vaccins. En septembre 2020, neuf vaccins potentiels faisaient partie de l'initiative COVAX et neuf autres étaient en cours d'évaluation : il s'agit donc du portefeuille de vaccins contre le COVID-19 le plus étoffé et le plus diversifié au monde (Berkley, 2020<sup>[41]</sup>).

Reste à relever le défi majeur de pérenniser le financement de l'Accélérateur ACT. En date de novembre 2020, les besoins immédiats s'élevaient à 4.6 milliards USD et un montant supplémentaire de 23.9 milliards USD devait être mobilisé pour financer les activités de 2021 (OMS, 2020<sup>[42]</sup>). Il est manifeste que l'APD a un important rôle à jouer pour garantir une distribution et un accès équitables aux vaccins dans les pays en développement (OCDE, 2020<sup>[43]</sup>).

aidé les pays et les entreprises privées à préserver l'emploi, pour beaucoup en mettant fortement l'accent sur l'autonomisation des femmes. Les analyses, les facilités d'accès et les réseaux des institutions multilatérales, alliés à leur aptitude à collaborer avec les gouvernements des pays partenaires et à passer par leur truchement, ont permis de réagir rapidement au sein des structures de gouvernance existantes et au niveau de nombreux programmes et secteurs. Si le choc créé par la pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve les ressources du FMI et d'autres institutions et testé leur aptitude à offrir un filet de protection sociale international aux pays les plus pauvres en cas de choc mondial simultané, leur rôle s'est jusqu'ici révélé essentiel pour faire face à la crise. Des améliorations peuvent néanmoins être apportées. Avec le temps, les critiques se multiplient concernant le rythme auquel les organisations multilatérales décaissent leurs financements en faveur des pays en développement et l'importance qu'elles accordent à la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité en dehors des activités humanitaires (Duggan et al., 2020<sup>[37]</sup> ; Igoe, 2020<sup>[38]</sup>). La réalisation par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN) d'une étude prévue pour 2021, qui analysera la riposte du système multilatéral au COVID-19, permettra de mener une évaluation plus complète en la matière.

Les institutions multilatérales ont par ailleurs continué à s'acquitter de leur mission et de leurs activités fondamentales – surveillance mondiale, maintien de la paix, aide humanitaire, etc. – et ont mis en place des ponts aériens pour acheminer des fournitures essentielles et du personnel alors que les vols aériens commerciaux étaient à l'arrêt. De même, les institutions et les acteurs multilatéraux sont indispensables pour mener à bien les initiatives visant à développer et à distribuer des vaccins et des traitements, et l'OMS joue à cet égard un rôle clé en rassemblant la communauté internationale et en établissant des normes à l'échelle mondiale.

Si les institutions multilatérales ont fait face à la pandémie en ayant à l'esprit leurs propres objectifs, nombre d'entre elles ont également adopté de nouvelles modalités de collaboration, potentiellement plus efficaces. Lorsque l'octroi de prêts n'était pas possible (par exemple en République islamique d'Iran ou au Yémen), les Nations Unies et la Banque mondiale ont établi des partenariats novateurs afin d'apporter des dons acheminés par l'intermédiaire de fonds fiduciaires multidonneurs<sup>4</sup>. La pandémie a également eu pour effet de faire progresser la réforme des Nations Unies : les coordonnateurs résidents des Nations Unies font état d'une amélioration de la coordination entre les organismes des Nations Unies dans des pays comme la Moldova, le Myanmar et la Zambie. Les équipes de pays des Nations Unies déployées au Nigéria et au Togo ont également créé des fonds fiduciaires multidonneurs pour lutter contre le COVID-19, afin d'encourager l'action concertée des organismes des Nations Unies (Nations Unies, 2020<sup>[39]</sup> ; PNUD, 2020<sup>[24]</sup>).

## ***2. Les gouvernements des pays membres de l'OCDE jouent un rôle complémentaire essentiel***

Les engagements bilatéraux des gouvernements des pays membres de l'OCDE, en particulier lorsqu'ils reposent sur une présence forte et stable au niveau des pays, jouent un rôle diplomatique important pour favoriser le dialogue sur les politiques, en particulier lorsque celui-ci porte sur des questions relatives à la gestion des finances publiques et à la gouvernance ainsi qu'à l'espace réservé à la société civile et aux droits humains, et permettent dans le même temps de mettre en œuvre des programmes adaptés aux contextes et aux besoins locaux. La connaissance du contexte local et les enseignements tirés de la crise du COVID-19 ont également aidé les gouvernements des pays de l'OCDE à réorienter et à adapter leurs propres programmes, ainsi qu'à étayer et à

## ENCADRÉ 4.6. UNE COLLABORATION PAR VOIE NUMÉRIQUE : COMMENT LA CORÉE PARTAGE SON SAVOIR-FAIRE ET SES CONNAISSANCES

Le partage de connaissances est un élément central de la vision coréenne en matière de coopération pour le développement. Après avoir été touchée par la pandémie en février, la Corée a délibérément pris la décision stratégique de partager son expérience, ses connaissances et ses ressources avec les pays en développement. En matière de partage de connaissances, elle a adopté une approche structurée et commune à l'ensemble de l'administration et a organisé neuf webinaires sur la manière dont elle a géré la crise du COVID-19, ainsi que des campagnes d'information en ligne et de communication mobile, un service d'assistance et des formations à distance. Ces actions lui ont permis de consolider ses travaux antérieurs sur la préparation aux pandémies et la surveillance sanitaire mondiale.

Plusieurs facteurs ont contribué à l'opportunité et à la pertinence de ces activités : la Corée entretenait déjà des liens étroits avec des responsables en santé et des décideurs dans les pays en développement ; elle avait établi des partenariats avec des hôpitaux, des laboratoires, des centres de recherche et des personnels de santé de proximité ; elle avait mis en place des programmes d'assistance technique susceptibles d'être intensifiés et adaptés; et elle disposait de technologies de qualité et d'une expérience des activités en ligne.

Source : Informations fournies par la Délégation de la Corée auprès de l'OCDE. Pour les enregistrements en anglais des webinaires, voir ministère coréen des Affaires étrangères (2020<sup>[44]</sup>).

définir des solutions multilatérales en passant par l'intermédiaire des comités exécutifs des organismes multilatéraux.

Les enseignements tirés de crises antérieures comme à Haïti, au Libéria, au Pakistan, aux Philippines, en Sierra Leone et au Timor-Leste mettent invariablement en lumière le fait que les programmes les plus pertinents et les plus durables sont ceux qui émanent d'intervenants locaux et soutiennent des solutions locales. Forts de ce constat, les ambassades et les bureaux locaux ont acheminé une partie importante de leurs ressources vers des organisations locales non gouvernementales (ONG) dans les pays en développement. La Belgique, l'Irlande et la Suède ont encouragé leurs partenaires et leurs réseaux locaux à recenser et à prendre en compte les domaines de niche dans lesquels ils pouvaient faire valoir des capacités et un savoir-faire particuliers ; USAID, de son côté, s'est appuyée sur son vaste réseau local (Encadré 4.1. ). L'Australie et le Danemark ont mis l'accent sur l'aide aux entreprises locales, en particulier celles dirigées par des femmes.

Pour soutenir les mesures de riposte locales et nationales dans les pays en développement, plusieurs gouvernements de pays de l'OCDE, dont la Corée (Encadré 4.6. ), se sont inspirés de leur propre expérience de la pandémie et ont proposé des formations en ligne dispensées par leurs propres spécialistes en santé et destinées à des pharmaciens, des chercheurs en laboratoire, des médecins et des infirmiers présents sur le terrain ainsi qu'à des personnels de santé de proximité.

### ***3. La flexibilité, permettant une adaptation des programmes et des activités à la nouvelle réalité, a été déterminante***

Les retours d'information des bureaux locaux de la Suède et de l'Irlande au Bangladesh, en Éthiopie, au Mozambique, en Sierra Leone et en Tanzanie confirment que la pandémie de COVID-19 n'a pas créé de problèmes fondamentalement nouveaux, mais a mis en lumière et accru les risques, les déséquilibres et les besoins existants. Il était donc essentiel de poursuivre et d'adapter



les programmes en place, dans la mesure du possible, et de réaffecter des fonds uniquement lorsque certains critères étaient réunis.

Les pouvoirs publics et les partenaires ont fait preuve de souplesse et de créativité dans la recherche de solutions leur permettant de poursuivre les programmes existants. Les partenaires se sont adaptés et ont innové pour permettre la distanciation physique ou pour atteindre des communautés ou des ménages n'ayant plus la possibilité d'accéder aux services essentiels. Des dispositifs d'assistance technique et des formations ont été proposés aux gouvernements des pays en développement et aux partenaires au moyen de messages vidéo et de services d'assistance en ligne ainsi que par téléphone. Les programmes ont également suivi les personnes au fil de leurs déplacements ou ont été adaptés aux besoins. Les programmes de sécurité alimentaire en milieu rural, par exemple, ont été adaptés alors que l'insécurité alimentaire s'intensifiait dans les zones rurales. Toutefois, la pérennisation des activités dans les contextes les plus fragiles, dont beaucoup sont touchés par la violence, par des conflits armés, par des inondations, par des ouragans et par d'autres fléaux, et au sein des communautés ayant difficilement accès aux technologies numériques demeure une gageure (OCDE, s.d.<sup>[18]</sup>).

De nombreux gouvernements de pays de l'OCDE ont également adapté leurs partenariats en place. Les financements ont été versés soit plus tôt que prévu, soit selon des règles plus souples en matière de salaires et de frais généraux. Certains États ont commencé à adopter une approche plus souple et fondée sur la confiance en matière de collaboration avec les OSC, et ont facilité la réorientation de leurs programmes vers des activités liées au COVID-19, tout en maintenant leur programmation à long terme en faveur du développement, lorsque la situation le permettait. La Norvège, par exemple, a allégé ses procédures administratives pour ses OSC partenaires à

travers une série d'exemptions temporaires au titre de la pandémie de COVID-19 (Norad, 2020<sup>[45]</sup>).

#### ***4. L'établissement de partenariats innovants a débouché sur de nouvelles initiatives***

Dans l'ensemble, les acteurs de la coopération pour le développement se sont davantage appuyés sur les partenaires connus et dignes de confiance, en partie parce que le devoir de vigilance et le suivi devaient être assurés à distance, et les possibilités de conclure de nouveaux partenariats innovants ont été moins nombreuses. Quelques nouvelles initiatives ont néanmoins vu le jour. Ainsi, un partenariat élargi entre le Royaume-Uni et Unilever (Unilever, 2020<sup>[46]</sup>) réunit ONG, organismes des Nations Unies et la London School of Hygiene & Tropical Medicine dans une initiative visant à promouvoir le lavage et la désinfection des mains dans plus de 30 pays en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique du Sud. Dans le cadre d'un autre partenariat public-privé associant l'Institut Pasteur de Dakar, un kit de dépistage du COVID-19 inspiré de celui utilisé pour la fièvre dengue, dont le prix ne dépasse pas 1 USD, est en cours de développement (OCDE, à paraître<sup>[47]</sup>). En mars 2020, la Fondation Bill & Melinda Gates, le Wellcome Trust et le MasterCard Impact Fund ont créé l'initiative « COVID-19 Therapeutics Accelerator », qui constitue le pilier « thérapie » de l'Accélérateur ACT (voir Encadré 4.5.) (Therapeutics Accelerator, 2020<sup>[48]</sup>). Les acteurs du développement peuvent aller encore plus loin dans la mise à profit des innovations autres que technologiques en exploitant les innovations locales, et en investissant dans des approches radicalement nouvelles face aux enjeux du développement (OCDE, à paraître<sup>[47]</sup>).

Des partenariats novateurs ont également vu le jour afin de favoriser la supervision, le suivi et l'apprentissage, en réponse à une demande accrue de la part de ministres et de

## ENCADRÉ 4.7. LA COALITION MONDIALE D'ÉVALUATION DE LA RÉPONSE À LA COVID-19 : TIRER ET PARTAGER DES ENSEIGNEMENTS AU SERVICE D'UNE RIPOSTE ET D'UNE REPRISE PLUS EFFICACES

À mesure qu'ils s'adaptent et font face à la pandémie de COVID-19, les partenaires au développement portent un intérêt croissant à la question de savoir quelles modalités de soutien aux mesures de riposte et de relance fonctionnent ou ne fonctionnent pas. La Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19 – un partenariat lancé en juin 2020 qui réunit plus de 42 organisations bilatérales et multilatérales et dont l'OCDE assure le secrétariat – facilite l'apprentissage collectif à travers des synthèses d'éléments factuels et des évaluations rapides. Pour atteindre son objectif principal, à savoir fournir des données probantes fiables afin d'éclairer la coopération internationale pour le développement, la Coalition soutient et diffuse à la fois les évaluations individuelles des membres et les analyses conjointes sur l'efficacité et les résultats de la riposte au COVID-19 et des efforts de relance.

Cette approche collaborative non seulement permettra de répondre à des questions relatives à l'efficacité et à l'impact des mesures individuelles, mais contribuera également à montrer le niveau de coordination assurée entre les partenaires afin d'éviter les doublons d'activités, ainsi que la mesure dans laquelle ils ont tenu compte des priorités des pays et le degré de cohérence entre les mesures prises pour faire face à la pandémie de COVID-19 et les autres engagements souscrits à l'échelle internationale, par exemple dans le domaine climatique ou concernant les réfugiés. La Coalition vise à maximiser la collaboration et l'apprentissage, tout en évitant les doublons d'efforts dans l'évaluation de différents éléments de la riposte à la pandémie.

Dans la mesure du possible, elle fournit des données d'évaluation « en temps réel » sur les mesures de riposte. Une série intitulée *Lessons from Evaluations* propose des synthèses en temps utile des données d'évaluation, en s'appuyant sur le socle de données des membres de la Coalition pour étayer la riposte à la pandémie de COVID-19. Par ailleurs, les évaluations *ex post* étudient les effets à plus long terme et constitueront une ressource essentielle pour la communauté internationale alors que le monde sort de la pandémie.

Source : OCDE (2020<sup>[49]</sup>), *Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19*, page web, [www.covid19-evaluation-coalition.org](http://www.covid19-evaluation-coalition.org).

hauts responsables pour la fourniture rapide d'informations en retour et de réflexions propres à orienter leur prise de décisions. Dans un contexte où l'attention se tourne de plus en plus vers la nécessité de disposer de données, d'éclairages et d'analyses qui soient davantage en temps réel pour faire face aux crises, il importera de continuer à mettre l'accent sur les transformations à plus long terme et d'évaluer les mesures de riposte (Encadré 4.7.).

Parmi d'autres exemples d'innovations figure l'Observatoire mondial de l'impact du COVID-19 sur la démocratie et les droits humains, une plateforme financée par l'Union européenne qui regroupe dans une source unique informations, données, analyses et orientations stratégiques sur

les conséquences des mesures adoptées par les pouvoirs publics face à la pandémie dans 162 pays (Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, 2020<sup>[50]</sup>). De son côté, la plateforme de connaissances INCLUDE, financée par les Pays-Bas, permet à des groupes de recherche dirigés par des chercheurs africains issus de 12 pays cibles d'analyser les mesures d'atténuation de la pandémie de COVID-19 et l'action des pouvoirs publics sous l'angle de l'équité sur la période comprise entre juillet 2020 et avril 2021 (Altaf, 2020<sup>[51]</sup>). Enfin, un nouvel outil de suivi de la pauvreté, mis au point par le réseau Chronic Poverty Advisory Network (2020<sup>[52]</sup>) et récemment élargi de deux à six pays, vise à mettre en lumière les répercussions de la pandémie de COVID-19

sur les groupes vulnérables et à contribuer à déterminer quelles sont les réponses les plus efficaces pour les personnes pauvres et marginalisées.

### **5. Les systèmes internes des organismes ont été mis à l'épreuve**

La pandémie a considérablement modifié les méthodes de travail. Alors que le personnel international quittait les pays en développement sur fond de généralisation des mesures de confinement, les modalités axées sur les partenariats, les échanges sur les politiques et le plaidoyer ont pris le pas. Le personnel des organismes de développement a été contraint de faire preuve d'agilité et de pragmatisme et d'adapter les approches et les procédures internes, créant une fracture numérique entre les organisations mais aussi en leur sein selon le niveau d'équipement et de connectivité de leurs agents. Les centres de gravité institutionnels se sont également déplacés. Certains pays pourtant dotés de structures décentralisées et de bureaux locaux bien établis ont décidé de confier la prise de décisions difficiles et complexes à leurs services centraux et d'associer étroitement leurs ministres au processus. À la lumière des conclusions tirées régulièrement par les examens par les pairs réalisés par le CAD, selon lesquelles les systèmes décentralisés favorisent la mise en place de programmes adaptés au contexte et caractérisés par une meilleure coordination avec les autres partenaires, il importera de rétablir la prise de décisions au niveau des bureaux locaux ou des ambassades dès que la situation le permettra. D'autres pays ont jugé plus efficace, en pleine pandémie, de confier aux responsables-pays le soin de prendre des décisions adaptées à chaque contexte, même lorsqu'ils n'étaient pas présents sur le terrain.

Le contrôle des financements est devenu plus difficile. Si le principe de tolérance zéro est resté en vigueur en ce qui concerne la corruption, la plupart des fournisseurs ont fait état d'un risque plus élevé de corruption

et de fraude en raison des interdictions de voyage empêchant le suivi sur le terrain et l'exercice du devoir de vigilance et de l'introduction de nouvelles procédures allégées permettant de verser rapidement les fonds ou d'assouplir les conditions d'accès aux financements. Les rapports faisant état de détournement de fonds dédiés à la riposte au COVID-19 à des fins de profit personnel se multiplient déjà (Ramaphosa, 2020<sup>[53]</sup>). Il sera à la fois difficile et capital de faire en sorte que les financements parviennent effectivement à leur destination tout en continuant à faire preuve d'agilité et de capacité d'adaptation.

### **6. La pandémie de COVID-19 pourrait entraîner une évolution des modèles d'activité adoptés pour la coopération pour le développement**

Le rythme des déplacements, entre autres aspects des activités de coopération pour le développement en vigueur avant la pandémie, ne pourra pas être aussi frénétique qu'avant et ce, pendant un certain temps encore – une situation dont il importera d'envisager les conséquences à moyen et à long terme sur les partenariats et les structures institutionnelles. En cas de déploiement réduit par les membres du CAD de personnel international sur le terrain, quelles seraient les composantes d'un modèle de coopération pour le développement efficace et responsable ? En cas d'acheminement d'un plus grand nombre de financements par l'intermédiaire d'organisations multilatérales, faudrait-il recentrer l'attention et s'attacher à influencer les activités de ces organisations et à renforcer la fonction de contrôle de leurs conseils de direction – et y consacrer plus de temps ?

Au moment de la rédaction de ce chapitre, dix mois après le début de la pandémie, on constate que les responsables de programmes-pays ont pour beaucoup été en mesure de s'acquitter de leurs fonctions depuis le siège de leur organisation, en

menant un dialogue à distance avec les partenaires et les pouvoirs publics. Ils ont pu le faire à la faveur de relations et de réseaux bien établis. Alors que le suivi des projets et des programmes a pu être assuré au moyen de drones, de satellites, de photographies et de rapports sur appareils mobiles, les audits et les processus de diligence raisonnable ne se prêtent pas au format virtuel. Par conséquent, si certaines des nouvelles modalités de travail adoptées pendant la pandémie peuvent être pérennisées, il sera peut-être nécessaire de modifier plus en profondeur les processus internes.

Les organisations doivent trouver des moyens de s'adapter et de produire des résultats durables qui permettent de relever les défis à court terme d'une crise mondiale complexe, tout en continuant à œuvrer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Si les organismes ou les ministères chargés du développement international continuent à s'adapter et à rechercher des moyens de rétablir leur efficacité organisationnelle, la crise offre également une occasion unique, pour les responsables de la coopération pour le développement, d'affiner les processus et les pratiques internes, d'approfondir les réformes en cours, de promouvoir des approches adaptatives, de réaligner les priorités et les mesures incitatives et d'investir dans l'amélioration des capacités et des systèmes, et notamment dans la transformation numérique. Les acteurs de la coopération pour le développement peuvent mettre à profit certaines des exceptions et innovations introduites pendant la crise pour mettre à disposition de la société civile et en particulier des OSC locales des ressources plus diversifiées, souples et durables, en leur qualité de partenaires d'exécution mais aussi d'acteurs du développement à part entière.

La partie ci-après analyse quelques-unes des retombées potentielles de la pandémie et propose des pistes d'action pour les membres du CAD.

## Une coopération pour le développement parée pour l'avenir

La pandémie a révélé à la fois les forces et les faiblesses du système de coopération pour le développement. La coordination internationale doit être renforcée afin d'apporter une réponse plus stratégique qui assure une véritable adéquation entre les ressources et les besoins effectifs. Il faudra pour cela remédier aux tensions et aux déficits qui existent en termes de leadership international et bâtir des coalitions sectorielles et gouvernementales. La crise soulève également des questions essentielles sur les futurs modèles d'activité qui seront nécessaires pour dispenser la coopération pour le développement et sur le système de développement international. Il reste indispensable de trouver de meilleurs moyens d'exploiter et de mobiliser les capacités et compétences techniques locales.

### *La crise du COVID-19 a donné lieu à des évolutions positives*

Il est probable que la pandémie de COVID-19 provoquera une révolution silencieuse des systèmes et des procédures internes – une retombée positive s'il en est. La plupart des ministères et des organismes chargés des questions de développement ont allégé leurs contraintes administratives, élevé leur niveau de tolérance au risque et amélioré leurs équipements de technologies de l'information et de la communication. Ces évolutions ont largement été conditionnées par les besoins : les interdictions de voyage, le télétravail et les réaffectations de personnel ont modifié les activités, sur fond de fermeture des lignes aériennes internationales. Au cours des premiers mois de la pandémie, l'assistance aux citoyens immobilisés à l'étranger était la priorité de nombreux ministères des Affaires étrangères, qui ont également prérogative en matière de développement international. Avec le temps, le personnel local s'est vu attribuer de nouveaux rôles et responsabilités. Dans

certains cas, des précédents utiles ont été établis qui ont favorisé l'autonomisation et la délégation de responsabilités accrues aux personnels nationaux. La crise a sans doute été salutaire pour concrétiser des aspirations de longue date à une plus grande prise en compte du contexte local et une confiance accrue dans les partenaires locaux, en particulier les OSC. La pandémie de COVID-19 a inévitablement contraint les acteurs du développement à accepter un niveau de risque plus élevé et à investir dans l'apprentissage rapide afin d'éclairer la prise de décisions et de modifier les trajectoires au fil de la disponibilité de nouvelles données. Ces évolutions mettent en relief les possibilités qu'ont les acteurs du développement de définir des partenariats et des programmes qui, d'emblée, aient vocation à s'adapter au changement.

La crise a eu pour autre effet positif de rendre plus explicites et réelles les interactions entre les politiques, et entre les divers objectifs de développement. Le fait de travailler à l'échelle de l'ensemble de l'administration a renforcé la sensibilisation à la cohérence des politiques au service de la santé mondiale et du développement. Reste maintenant à tirer parti de cette expérience pour adopter à l'avenir un mode de réflexion systémique, en mettant à profit les Objectifs de développement durable (ODD). Le cadre des ODD offre un moyen de visualiser les interdépendances entre les dimensions économique, environnementale et sociale du développement, en aidant les acteurs du développement et les pays partenaires à concevoir des mesures de riposte globales face à des crises complexes comme celle du COVID-19.

***Des programmes plus ciblés et une gouvernance mondiale renforcée sont nécessaires pour faire face aux défis actuels***

La pandémie de COVID-19 a aussi mis en lumière certaines faiblesses systémiques et en matière de coordination.

Ainsi, les mesures de riposte prises au niveau des pays ont largement occulté la problématique femmes-hommes, malgré une conscience et une compréhension du rôle essentiel que jouent les femmes pour faire face aux situations de crise et en dépit des engagements en faveur de la lutte contre les inégalités entre les sexes et des capacités accrues mobilisées à cette fin, ainsi que du fait que les femmes sont plus désavantagées que les hommes dans la crise du COVID-19. Les analyses effectuées à partir des données de l'outil de suivi de la riposte mondiale à la COVID-19 en matière d'égalité femmes-hommes du PNUD/ONU Femmes montrent que seulement 40 % des 2 517 mesures de lutte contre le COVID-19 adoptées dans 206 pays et territoires tiennent compte des différences entre les sexes (PNUD/ONU-Femmes, 2020<sup>[54]</sup>). Par ailleurs, des propos du type « L'égalité des sexes passe après », « Pour l'heure, nous n'avons pas les moyens de nous occuper de l'égalité des sexes » ou « Tout le monde est touché, pas seulement les femmes » ont été attribués à de hauts responsables et des dirigeants d'organisations internationales œuvrant en faveur du développement, alors que des investissements considérables ont été consentis au titre de la sensibilisation à cette problématique et que des engagements ont été pris en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Les gouvernements des pays de l'OCDE peuvent déployer des efforts supplémentaires<sup>5</sup>. Ils devraient associer les ministères des Finances et de l'Économie, ainsi que les économistes en chef, à l'élaboration de plans de relance financière qui tiennent compte des disparités entre les femmes et les hommes, accordent la priorité à l'autonomisation économique et politique des femmes et à leur rôle moteur, et fassent en sorte de soutenir les organisations de défense des droits des femmes ainsi que les groupes ou mouvements de femmes au niveau local (OCDE, 2020<sup>[12]</sup>).

La crise a accentué les inégalités. S'il existe des exemples de réponses humanitaires efficaces destinées aux groupes vulnérables,

on manque de données concernant la mesure dans laquelle les mesures prises par les fournisseurs de coopération pour le développement sont favorables aux pauvres, luttent contre les inégalités ou associent les groupes vulnérables et marginalisés aux principaux processus décisionnels. Les examens par les pairs réalisés par le CAD dressent un bilan au mieux mitigé des efforts déployés par les membres du CAD pour lutter contre la pauvreté et répondre aux besoins des groupes les plus défavorisés, même avant la crise du COVID-19. Le fait que les engagements et les versements d'APD liés à la lutte contre le COVID-19 ne mettent pas l'accent sur les pays affichant des taux élevés de pauvreté suscite également des préoccupations (Dodd, Breed et Coppard, 2020<sup>[55]</sup>).

### ***Regard prospectif***

Comme indiqué au fil de ce rapport, un effort coordonné est nécessaire pour remédier aux problèmes structurels auxquels les pays en développement sont confrontés, et l'APD aura un rôle important à jouer à cet égard.

Pendant la crise, les gouvernements des pays de l'OCDE ont montré leur capacité et leur volonté d'adapter et d'assouplir

leurs systèmes de coopération pour le développement et leurs partenariats à un rythme et une échelle qui en ont surpris plus d'un. Le CAD de l'OCDE peut jouer un rôle central en ancrant durablement, au niveau collectif, les précédents positifs recensés dans ce chapitre, tout en tirant les enseignements des faiblesses et des défis existants, et en s'y attaquant. En restant fidèle à son engagement renouvelé de nouer des partenariats plus efficaces, notamment avec le secteur privé, les partenaires de coopération triangulaire et de coopération Sud-Sud, la société civile, les fondations, les administrations locales et les partenaires multilatéraux (OCDE, 2020<sup>[56]</sup>), le CAD pourrait fournir à ses membres les données et les informations dont ils ont besoin pour élaborer des politiques et des solutions de financement efficaces en temps de crise, tout en les incitant à se rendre mutuellement compte des résultats obtenus. À travers ses normes, ses critères de référence et ses activités d'apprentissage entre pairs, le CAD pourrait s'efforcer de recueillir des données et des informations susceptibles d'aider ses membres et d'autres acteurs du développement en dehors du CAD à coordonner leurs travaux et à en garantir la pérennité.



## RÉFÉRENCES

- AICS (2020), *Italian Agency for Development Co-operation*, site internet, <https://www.aics.gov.it/oltremare/articoli/pace/la-cooperazione-circolare-un-investimento-per-il-sistema-italia> (consulté le 12 novembre 2020). [3]
- Alexander, J. (2020), « Covid-19 changed the world. Can it change aid, too? », *The New Humanitarian*, <https://www.thenewhumanitarian.org/special-report/2020/07/16/Rethinking-humanitarianism-will-coronavirus-change-aid>. [31]
- Altaf, A. (2020), *Equity in COVID-19 Mitigation and Policy Responses*, INCLUDE, Leiden, Pays-Bas, <https://includeplatform.net/news/equity-in-covid-19-mitigation-and-policy-responses> (consulté le 14 novembre 2020). [51]
- AUDA-NEPAD (2020), *COVID-19 & Other Epidemics: Short- & Medium-term Response*, African Union Development Agency, Midrand, Afrique du Sud, <https://nepad.org/publication/auda-nepad-response-covid-19-other-epidemics>. [1]
- Banque islamique de développement (2020), *US\$10 billion to help its MCs: Final communiqué Heads of Arab Coordination Group Institutions*, Banque islamique de développement, <https://www.isdb.org/news/us10-billion-to-help-its-mcs-final-communique-heads-of-arab-coordination-group-institutions>. [27]
- Banque mondiale (2020), *Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée : Revers de fortune*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://www.banquemondiale.org/fr/research/brief/poverty-and-shared-prosperity-2020-reversals-of-fortune-frequently-asked-questions>. [13]
- Banque mondiale (2020), *The Islamic Republic of Iran: Overview*, page web, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://www.worldbank.org/en/country/iran/overview#2>. [58]
- Banque mondiale (2020), *Yémen - Présentation*, page web, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://www.banquemondiale.org/fr/country/yemen/overview>. [57]
- Berkley, S. (2020), *COVAX explained*, page web, Gavi, l'Alliance du Vaccin, <https://www.gavi.org/vaccineswork/covax-explained>. [41]
- Chronic Poverty Advisory Network (2020), *Covid-19 Poverty Monitor*, page web, Chronic Poverty Advisory Network, <http://www.chronicpoverty.net/covid-19>. [52]
- CIVICUS (2020), *Appel de la société civile aux États : nous sommes tous dans la même situation, ne bafouons pas les droits de l'homme lorsque nous répondons au COVID-19*, CIVICUS, Johannesburg, <https://www.civicus.org/index.php/fr/medias-ressources/actualites/4381-appel-de-la-societe-civile-aux-etats-nous-sommes-tous-dans-la-meme-situation-ne-bafouons-pas-les-droits-de-l-homme-lorsque-nous-repondons-au-covid-19>. [16]
- CIVICUS (2020), *La solidarité au temps du COVID-19 : Réponses de la société civile à la pandémie*, CIVICUS, Johannesburg, [https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/SOCS/2020/solidarity-in-the-time-of-covid-19\\_fr.pdf](https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/SOCS/2020/solidarity-in-the-time-of-covid-19_fr.pdf). [15]
- Département australien des Affaires étrangères et du Commerce (2020), *Global Innovation Exchange*, page web, Département des Affaires étrangères et du Commerce, Canberra, <https://ixc.dfat.gov.au/projects/global-innovation-exchange>. [25]

- Dodd, A., D. Breed et D. Coppard (2020), *How is Aid Changing in the Covid-19 Pandemic?*, Development Initiatives, <https://devinit.org/resources/how-aid-changing-covid-19-pandemic> (consulté le 14 novembre 2020). [55]
- Duggan, J. et al. (2020), *New data show the World Bank's COVID response is too small and too slow*, *blog du Center for Global Development*, Center for Global Development, <https://www.cgdev.org/blog/new-data-show-world-banks-covid-response-is-too-small-too-slow> (consulté le 14 novembre 2020). [37]
- Global Partnership for Sustainable Development Data (page web) (2020), *COVID-19 Data Resources*, Global Partnership for Sustainable Development Data, <https://www.data4sdgs.org/resources/COVID-19-data-resources>. [59]
- Gurara, D., S. Fabrizio et J. Wiegand (2020), « COVID-19: Without help, low-income developing countries risk a lost decade », *blog du FMI*, <https://blogs.imf.org/2020/08/27/covid-19-without-help-low-income-developing-countries-risk-a-lost-decade>. [4]
- HCR (2020), *L'OIM et le HCR annoncent la suspension temporaire des voyages de réinstallation de réfugiés*, page web, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/3/5e7208c5a/loim-hcr-annoncent-suspension-temporaire-voyages-reinstallation-refugies.html>. [21]
- ICNL (2020), *COVID-19 Civic Freedom Tracker*, International Center for Not-for-Profit Law, <https://icnl.org/covid19tracker>. [17]
- Igoe, M. (2020), « Is World Bank fast-track COVID-19 funding reaching the most vulnerable? », *Devex*, <https://www.devex.com/news/is-world-bank-fast-track-covid-19-funding-reaching-the-most-vulnerable-98292> (consulté le 19 octobre 2020). [38]
- Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (2020), *Global Monitor of COVID-19's Impact on Democracy and Human Rights – Global State of Democracy Indices*, International Institute for Democracy and Electoral Assistance, Stockholm, <https://www.idea.int/gvod-indices/#/indices/world-map?covid19=1> (consulté le 14 novembre 2020). [50]
- Jones, R. et al. (2020), « Two metres or one: What is the evidence for physical distancing in COVID-19? », *BMJ*, vol. 370/m3223, <https://doi.org/10.1136/bmj.m3223>. [2]
- Kalinina, A. (2020), *What the World Can Learn from Regional Responses to COVID-19*, Forum économique mondial, Genève, <https://www.weforum.org/agenda/2020/05/covid-19-what-the-world-can-learn-from-regional-responses>. [29]
- Kharas, H. et M. Dooley (2020), *Sustainable development finance proposals for the global COVID-19 response*, *Global Working Paper, n° 141*, Brookings Institution, Washington, D.C., [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/08/Development-Financing-Options\\_Final.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/08/Development-Financing-Options_Final.pdf). [9]
- Ministère coréen des Affaires étrangères, page web (2020), *Korea's response to COVID-19 - Special webinar*, Ministère coréen des Affaires étrangères, [http://www.mofa.go.kr/eng/brd/m\\_22741/list.do](http://www.mofa.go.kr/eng/brd/m_22741/list.do). [44]
- Ministère français des Affaires étrangères (2020), *Joint statement on protecting sexual and reproductive health and rights and promoting gender-responsiveness in the COVID-19 crisis*, Ministère français des Affaires étrangères, Paris, <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/coming-to-france/coronavirus-advice-for-foreign-nationals-in-france/coronavirus-statements/article/joint-statement-on-protecting-sexual-and-reproductive-health-and-rights-and> (consulté le 5 novembre 2020). [28]
- Nations Unies (2020), *INFORM COVID-19 Risk Index Version 0.1.4 (base de données)*, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, New York, <https://data.humdata.org/dataset/inform-covid-19-risk-index-version-0-1-4>. [23]
- Nations Unies (2020), *The Secretary-General's UN COVID-19 Response and Recovery Fund*, Nations Unies, New York, [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg\\_response\\_and\\_recovery\\_fund\\_fact\\_sheet.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_response_and_recovery_fund_fact_sheet.pdf). [39]
- Norad (2020), *Covid-19: Temporary exemptions for partners with an agreement in accordance with the template for non-governmental organisations (NGOs)*, Norwegian Agency for Development Cooperation, Oslo, <https://norad.no/contentassets/bf06b71db8d940138ea2f30c6100fc55/covid-19-temporary-exemptions-for-partners-with-an-agreement-in-accordance-with-the-template-for-non-governmental-organisations.pdf>. [45]
- OCDE (2020), *Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19*, page web, OCDE, Paris, <http://www.covid19-evaluation-coalition.org/fr/>. [49]

- OCDE (2020), *Communiqué de la réunion à haut niveau du CAD de 2020*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/cad-communique-reunion-haut-niveau-2020.htm> (consulté le 19 novembre 2020). [56]
- OCDE (2020), *COVID-19, crises and fragility, Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-crisis-and-fragility-2f17a262>. [19]
- OCDE (2020), *Developing countries and development co-operation: What is at stake?*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/developing-countries-and-development-co-operation-what-is-at-stake-50e97915>. [11]
- OCDE (2020), *Frequently Asked Questions on the ODA Eligibility of COVID-19 Related Activities*, OCDE, Paris, [https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/ODA-eligibility\\_%20of\\_COVID-19\\_related\\_activities\\_final.pdf](https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/ODA-eligibility_%20of_COVID-19_related_activities_final.pdf). [43]
- OCDE (2020), *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021: A New Way to Invest for People and Planet*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/e3c30a9a-en>. [10]
- OCDE (2020), *Managing for sustainable results in development co-operation in uncertain times, Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134\\_134485-56018i2i0a&title=Managing-for-sustainable-results-in-development-co-operation-in-uncertain-times](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134485-56018i2i0a&title=Managing-for-sustainable-results-in-development-co-operation-in-uncertain-times) (consulté le 5 novembre 2020). [6]
- OCDE (2020), *Multilateral Development Finance 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/e61fdf00-en>. [36]
- OCDE (2020), *Pandémie mondiale de COVID-19 - Déclaration commune du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/Pandemie-mondiale-de-Covid-19-declaration-CAD.pdf>. [7]
- OCDE (2020), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2020, Numéro 1*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/e26dfe32-fr>. [34]
- OCDE (2020), *Release of the June 2020 Economic Outlook: Revamping the international policy architecture to emerge from the pandemic stronger together*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral/release-of-the-june-2020-economic-outlook.htm>. [35]
- OCDE (2020), *Response, recovery and prevention in the coronavirus (COVID-19) pandemic in developing countries: Women and girls on the frontlines, Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/response-recovery-and-prevention-in-the-coronavirus-covid-19-pandemic-in-developing-countries-women-and-girls-on-the-frontlines-23d645da>. [12]
- OCDE (2020), « Six décennies d'APD : éclairages et perspectives dans le contexte de la crise du COVID-19 », dans *Les profils de coopération au développement*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/cb89577f-fr>. [8]
- OCDE (2020), *The impact of coronavirus (COVID-19) on forcibly displaced persons in developing countries*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-impact-of-coronavirus-covid-19-on-forcibly-displaced-persons-in-developing-countries-88ad26de/>. [22]
- OCDE (2020), *The impact of the coronavirus (COVID-19) on development finance*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-impact-of-the-coronavirus-covid-19-crisis-on-development-finance-9de00b3b/> (consulté le 5 novembre 2020). [5]
- OCDE (à paraître), *Development co-operation in 2025: What could change with the current global health and socioeconomic crises?*, OCDE, Paris, à paraître. [33]
- OCDE (s.d.), *États de fragilité 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/0d344c87-fr>. [18]
- OCDE (à paraître), *Innovation for Development and COVID-19: Challenges, Opportunities and the Way Forward*, Éditions OCDE, Paris, à paraître. [47]
- OMC (2020), *Les Membres de l'OMC soulignent le rôle du système de la propriété intellectuelle dans la lutte contre la COVID-19*, page web, Organisation mondiale du commerce, Genève, [https://www.wto.org/french/news\\_f/news20\\_f/trip\\_30jul20\\_f.htm](https://www.wto.org/french/news_f/news20_f/trip_30jul20_f.htm). [40]
- OMS (2020), *Urgent Priorities & Financing Requirements at 10 November 2020*, Organisation mondiale de la santé, Genève, <https://www.who.int/publications/m/item/urgent-priorities-financing-requirements-at-10-november-2020>. [42]

- Ontario Council for International Cooperation (2020), « Virtual town hall with the Minister for International Development », <https://www.ocic.on.ca/virtual-town-hall-with-the-minister-for-international-development> (consulté le 5 novembre 2020). [30]
- PNUD (2020), *COVID-19: UNDP Working Together with the UN System - (Initial) Lessons Learned*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, [https://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/Executive Board/2020/Annual-session/UNDP Working Together with the UN System on COVID-19\\_Lessons Learned.pdf](https://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/Executive Board/2020/Annual-session/UNDP Working Together with the UN System on COVID-19_Lessons Learned.pdf) (consulté le 18 octobre 2020). [24]
- PNUD/ONU-Femmes (2020), *Gender Response Tracker*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, <https://data.undp.org/gendertracker> (consulté le 14 novembre 2020). [54]
- Ramaphosa, C. (2020), *South Africa: From the Desk of the President*, page web, Présidence de la République d'Afrique du Sud, <https://mailchi.mp/presidency.gov.za/from-the-desk-of-the-president-monday-03-august-2020> (consulté le 19 novembre 2020). [53]
- Repucci, S. et A. Slipowitz (2020), *Democracy Under Lockdown: The Impact of COVID-19 on the Global Struggle for Freedom*, Freedom House, Washington, D.C., [https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-10/COVID-19\\_Special\\_Report\\_Final\\_.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-10/COVID-19_Special_Report_Final_.pdf) (consulté le 18 octobre 2020). [14]
- Security Council Report (2020), *International Peace and Security, and Pandemics: Security Council Precedents and Options*, What's In Blue, Security Council Report, New York, <https://www.whatsinblue.org/2020/04/international-peace-and-security-and-the-covid-19-pandemic-security-council-precedents-and-options.php#>. [20]
- The Lancet COVID-19 Commission (2020), « Lancet COVID-19 Commission Statement on the occasion of the 75th session of the UN General Assembly », *The Lancet*, vol. 396/10257, pp. 1102-1124, [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)31927-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)31927-9). [32]
- Therapeutics Accelerator (2020), *site internet de Therapeutics Accelerator*, <https://www.therapeuticsaccelerator.org>. [48]
- Unilever (2020), *Hygiene & Behaviour Change Coalition*, page web, Unilever, <https://www.unilever.com/news/covid-response/hygiene-and-behaviour-change-coalition.html> (consulté le 2 novembre 2020). [46]
- USAID (2020), *Over the Horizon Snapshot*, Agence des États-Unis pour le développement international, Washington, D.C., [https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/USAID\\_Over\\_the\\_Horizon\\_Snapshot.pdf](https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/USAID_Over_the_Horizon_Snapshot.pdf) (consulté le 24 novembre 2020). [26]

## NOTES

1. Pour plus d'informations sur les autres outils et ressources, voir les données du Partenariat mondial pour le développement durable (2020<sub>[59]</sub>).
2. Cette institution fournit aux principaux fonds de développement et banques de développement arabes une plateforme de coordination de leur financement du développement.
3. Il s'agit notamment de l'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère, ou SARS, de 2002-04 en Asie, Europe, Amérique du Nord et du Sud ; de l'épidémie de syndrome respiratoire du Moyen-Orient, ou MERS, de 2012 ; de l'épidémie de virus Ébola de 2014-16 en Afrique de l'Ouest ; et des épidémies de plus grande ampleur de virus Zika à partir de 2015.
4. Pour en savoir plus, voir Banque mondiale (2020<sub>[57]</sub>) et (2020<sub>[58]</sub>).
5. Dans le but de promouvoir des politiques, des pratiques et des investissements stratégiques de meilleure qualité fondés sur des données factuelles, de nombreux pays ont entrepris de définir de nouvelles stratégies de promotion de l'égalité entre les sexes. Le CAD de l'OCDE s'emploie à élaborer des lignes directrices sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans le cadre de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire par le truchement de son Réseau sur l'égalité hommes-femmes ; elles porteront sur divers défis auxquels sont confrontées les femmes et les filles, qui sont touchées de manière disproportionnée par la crise actuelle.









# 05 REPOUSSER LES LIMITES DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ACTUEL ET FUTUR

Masood Ahmed & Hannah Brown, Center for Global Development

## ABSTRAITE

Ce chapitre présente les points clés d'une série d'entretiens avec des personnalités internationales sur le COVID-19 et le développement, organisés par le Center for Global Development. Il s'ouvre sur un constat : le soutien mondial n'a pas été à la hauteur des premiers engagements pris pour aider les pays en développement à gérer les effets de la pandémie et à s'en relever, si bien que l'on craint pour la réalisation des progrès nécessaires à l'échelle planétaire en matière de développement pour faire face aux crises convergentes dans divers domaines comme le changement climatique, l'instabilité, la santé dans le monde et l'endettement. Des décideurs tour à tour alarmés et emplis d'espoir soulignent l'urgente nécessité de repenser les stratégies de développement international et l'architecture du développement international pour les rendre plus résilientes, plus adaptées aux besoins et plus inclusives.

La réponse financière face à la crise du COVID-19 est insuffisante, et l'architecture internationale doit évoluer de façon à devenir plus résiliente, plus adaptée aux besoins et plus inclusive

- La réponse apportée à l'échelle mondiale pour soutenir les pays en développement est très insuffisante, bien que les premiers engagements d'allègement de la dette et d'octroi de financements d'urgence aient été prometteurs.
- Sans un accroissement considérable des financements, les déficits de financement qui existaient avant la pandémie en matière de développement durable, de stabilisation des économies fragiles et de réponse humanitaire, entre autres besoins, ne peuvent que continuer de se creuser.
- Les investissements dans les mécanismes de résilience et dans les biens publics mondiaux, trop longtemps retardés, doivent être intégrés à la planification et au financement du développement.
- La coopération pour le développement elle-même, mais aussi l'architecture internationale du développement et du financement doivent changer pour devenir plus résilientes, mieux répondre aux besoins et tenir davantage compte d'autres acteurs et d'autres voix.

Le COVID-19 marquera profondément et durablement ; ses répercussions se feront sentir dans les pays en développement et leurs partenaires durant de nombreuses années à venir. C'est l'une des conclusions qui se dégagent d'une série d'entretiens avec des décideurs et des leaders, organisés par le Center for Global Development (CGD) entre avril et septembre 2020, sur les implications de la pandémie sur leurs activités de développement. Au-delà de la crise immédiate, il ressort clairement de ces discussions que mener à bien le développement international dans le monde de l'après-COVID-19 nécessitera de s'atteler

à un éventail plus large de problèmes en disposant de ressources moindres. Cela rendra les choix plus difficiles en matière de développement, et cela exigera de s'attacher davantage à ce que les décideurs des pays en développement et leurs partenaires au développement internationaux fassent une utilisation efficace des ressources limitées. Dans le même temps, de nombreux responsables publics y voient des occasions d'avancer, de renforcer la collaboration, voire de repenser le développement, suscitant l'espoir que le monde pourrait renaître de la pandémie mieux armé pour relever avec succès les défis des prochaines années.

## En ces temps « apocalyptiques », il faut réagir plus audacieusement et plus rapidement pour aider les pays en développement

L'ampleur des dégâts apparaît maintenant clairement dans la plupart des pays en développement. Au moins 70 millions de personnes supplémentaires basculeront dans l'extrême pauvreté (World Data Lab, 2020<sup>[1]</sup>). Et un nombre bien plus grand de personnes se trouvent juste au-dessus de ce seuil, en proie à des difficultés déjà considérables. Le capital institutionnel constitué au fil des ans a été balayé, des petites et moyennes entreprises ayant dû fermer faute de clients ou de soutien de l'État. Les budgets ont été grevés et l'endettement alourdi par le triple choc subi (coûts sanitaires supplémentaires, baisse des recettes fiscales et réduction des recettes d'exportation), ainsi que par les efforts déployés pour consolider les filets de protection sociale et soutenir l'activité économique. Les pays en développement passeront des années à regagner le terrain perdu plutôt qu'à progresser dans la réalisation des Objectifs de développement durable. Atteindre ces Objectifs d'ici 2030, entreprise ardue pour bien des pays dès avant la pandémie, relève encore plus de la gageure. Parallèlement, les défis traditionnels du développement – pauvreté, crises sanitaires et de l'éducation, conflits et fragilité, croissance économique – n'en demeureront pas moins pressants, voire s'aggraveront suite à la fermeture des écoles (Azevedo et al., 2020<sup>[2]</sup>) et à la baisse du nombre des vaccinations (Hogan et al., 2020<sup>[3]</sup>).

Les problèmes ont été exacerbés par l'insuffisance de la réponse mondiale visant à aider les pays en développement. Les premières déclarations faites au début de la pandémie étaient prometteuses, la Banque mondiale (2020<sup>[4]</sup>) s'engageant à apporter 160 milliards USD de financements d'urgence et le Fonds monétaire international (FMI) à en apporter 100 milliards USD (FMI, 2020<sup>[5]</sup>),

## Les pays en développement passeront des années à regagner le terrain perdu plutôt qu'à progresser dans la réalisation des Objectifs de développement durable. Atteindre ces Objectifs d'ici 2030, entreprise ardue pour bien des pays dès avant la pandémie, relève encore plus de la gageure.

et le Groupe des vingt (G20) acceptant de suspendre le service bilatéral de la dette pour l'année 2020 pour les pays les plus pauvres dans le cadre de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) (Banque mondiale, 2020<sup>[6]</sup>) ; en octobre 2020, l'ISSD a été prolongée de six mois, jusqu'à mi-2021 (G20, 2020<sup>[7]</sup>). À ce jour, le montant des financements ainsi octroyés et le montant estimé des économies permises par l'ISSD sont décevants. Seulement 5.3 milliards USD de remboursements de la dette bilatérale devraient être suspendus cette année, soit moins de la moitié des 11.5 milliards USD initialement escomptés (Wheatley et Fleming, 2020<sup>[8]</sup>). Le secteur privé a été réticent à participer au gel de la dette pour diverses raisons, commerciales, juridiques et fiduciaires. En outre, les institutions financières internationales ont tardé à injecter de l'argent frais après les engagements initiaux. Étant donné que les pays en développement ont besoin de 2 500 milliards USD, selon le FMI, pour faire face à la situation et que le coût des mesures de



relance nécessaires pour la seule Afrique est estimé à 100 milliards USD (Reuters, 2020<sup>[9]</sup>), la réponse a été très insuffisante jusqu'à présent.

Ce manque de financements coïncide avec l'intensification des pressions pesant sur l'aide au développement pour qu'elle comble les déficits en matière de financement de la santé, de gestion des biens communs de l'humanité, de maintien de la paix et de stabilisation des États fragiles, comme de financement climatique, ainsi que les lacunes en termes de réponse humanitaire et de préparation. Comme le dit le ministre ghanéen des Finances, Ken Ofori-Atta, « c'est un moment tout bonnement apocalyptique, et il ne me semble pas que nous en mesurions pleinement la gravité [...]. Nous devons changer l'architecture financière actuelle ». Ce sentiment puissant se retrouve dans les entretiens avec Vera Songwe, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique, et avec Lawrence Summers, ancien Secrétaire d'État au Trésor américain et Président du conseil d'administration du CGD. Il faut impérativement mobiliser davantage de financements, sans quoi des années de progrès seront encore perdues, avec des conséquences dévastatrices.

### **Investir dans la résilience, notamment dans la transformation numérique des pays en développement et dans leur intégration aux chaînes d'approvisionnement mondiales, ne peut plus attendre**

La pandémie a aussi mis en exergue les conséquences d'années de sous-investissement dans les biens publics et dans la protection contre les risques à fort impact mais qui constituent des événements rares, le COVID-19 en étant un parmi d'autres. Au niveau mondial et, pour bien des pays, au niveau national, le financement de la préparation aux pandémies, de

## **La pandémie a montré la nécessité d'investir dans les biens publics mondiaux et dans les mécanismes de résilience, comme les systèmes de santé mondiale, de gestion des catastrophes ou les dispositifs d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de celui-ci, étant donné que le changement climatique ne fera qu'exacerber les futures pandémies.**

l'adaptation au changement climatique ou de l'atténuation de celui-ci, de la préservation de la biodiversité et d'autres biens publics a trop souvent été sacrifié au profit de ce qui était considéré comme des préoccupations plus immédiates. En outre, il est plus facile aux institutions financières internationales de prêter pour des projets, dont les résultats, et donc la rentabilité, sont davantage certains. Cependant, comme nous l'avons appris si douloureusement, le manque de préparation à des risques à fort impact mais rares peut avoir des effets dévastateurs.

S'il n'est pas exclu que notre modèle traditionnel de développement ait négligé ces problèmes dans le passé, nous devons néanmoins trouver un meilleur moyen de les intégrer à la planification stratégique et au financement à l'avenir. La pandémie a

montré la nécessité d'investir dans les biens publics mondiaux et dans les mécanismes de résilience, comme les systèmes de santé mondiale, de gestion des catastrophes ou les dispositifs d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de celui-ci, étant donné que le changement climatique ne fera qu'exacerber les futures pandémies. Comme Karina Gould, ministre canadienne du Développement international, l'a fait observer au cours de notre entretien, « nous avons des intervenants qui s'occupent des aspects immédiats de la question, mais nous devons aussi réfléchir aux moyens de bâtir un monde plus inclusif, plus durable et plus résilient, et de planifier cette transformation ».

De nombreux responsables publics voient dans la pandémie de COVID-19 un facteur d'accélération de tendances qui étaient déjà à l'œuvre. Parmi les tendances qui auront un impact sur les pays en développement, on peut citer l'effort de réduction de la dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de sources de production de biens essentiels (Espitia, Rocha et Ruta, 2020<sup>[10]</sup>), tels que le matériel médical ou les produits pharmaceutiques. Certains pays commencent à repenser les chaînes d'approvisionnement internationales. Cette redistribution des cartes pourrait prendre la forme d'une nationalisation des chaînes d'approvisionnement et du rapatriement de la production sur le territoire national, ce qui, vraisemblablement, se produira en partie. Toutefois, il serait peut-être plus avantageux pour la communauté mondiale de diversifier les chaînes d'approvisionnement, ce qui atténuerait la dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de pays sans pour autant se priver des bienfaits de la spécialisation et du commerce, tout en présentant des avantages pour les pays à faible revenu et les marchés émergents.

Pour que ce changement s'opère, cependant, les pays en développement doivent être en mesure de mieux s'intégrer aux chaînes d'approvisionnement mondiales, et les praticiens du développement doivent

réinventer le type d'aide qui permettra d'y parvenir. Cela s'effectuera notamment en poursuivant des réformes économiques qui ont toujours été essentielles – réformes en faveur d'un environnement macro-économique solide et stable, d'un environnement des affaires propice à une augmentation des investissements et de l'amélioration des infrastructures et du capital humain, pour n'en citer que quelques-unes. Toutefois, certains facteurs ont pris plus de poids dans le monde de l'après-COVID-19, à l'instar de l'intérêt croissant porté à la connectivité numérique.

La connectivité numérique jouera un rôle clé – non seulement dans la réorientation de la production, mais aussi dans l'apprentissage, la santé et la communication. Forte de sa collaboration avec des sociétés de télécommunication pendant la crise du COVID-19 dans l'objectif d'assurer les transferts monétaires sur tout le continent africain, Vera Songwe déclare que, cette connectivité ayant permis aux petites entreprises de rester ouvertes et encourageant l'innovation, « le COVID montre, dans l'état actuel des choses, l'importance et la criticité extrême pour le continent de la connectivité et de l'accès à l'internet à un coût abordable, car cela nous permet de faire tellement plus ». Ken Ofori-Atta partage ce point de vue : « la chose peut-être la plus importante que nous pouvons faire pour l'Afrique, c'est d'assurer la transformation numérique de ce continent » afin de mieux gérer l'information, mieux collecter l'impôt et faciliter les transferts monétaires. Si l'Afrique a, jusqu'ici, réalisé des progrès en matière de connectivité, les possibilités de croissance demeurent vastes sur le continent (Fukui, Arderne et Kelly, 2019<sup>[11]</sup>), tout comme dans les pays en développement de l'Asie du Sud (GSM Association, 2019<sup>[12]</sup>).

Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, élargit la perspective lors de notre entretien. « Il y a aussi tout l'univers du numérique, et notamment l'intelligence



artificielle, fait-il observer. Le numérique nous permettra d'effectuer des transactions de façon très différente. La progression linéaire de la société agraire, de l'industrialisation, de l'économie numérique, ce type de linéarité, à mon avis, est en train de disparaître. Je pense que nous allons entrer dans une ère où l'on expérimentera beaucoup plus. » À vrai dire, il faut que les pays en développement soient du bon côté de la fracture numérique, car l'on verra alors les innovations et les progrès fleurir à une échelle encore inimaginable aujourd'hui.

### La coopération pour le développement elle-même doit devenir plus résiliente, plus réactive, plus collaborative et plus inclusive

Les entretiens ont également fait apparaître en quoi les activités de coopération pour le développement elles-mêmes devront changer. De même qu'il est apparu plus important de renforcer la résilience des économies nationales dans le sillage de la pandémie, les organismes de développement doivent eux aussi se demander comment renforcer la résilience de leurs programmes et engagements à l'avenir. La propagation rapide du COVID-19, l'inadéquation de la réponse, ainsi que la longueur de cette crise et les dégâts qu'elle cause témoignent du manque de résilience actuel.

Les organismes devront se montrer souples et réactifs. Ceux qui se seront laissés surprendre par l'évolution du paysage ou qui, trop rigides, n'auront pas su s'y adapter rencontreront probablement des difficultés. Le COVID-19 nous prouve que l'avenir devient plus incertain et que la capacité prédictive diminue. Par conséquent, il sera essentiel pour les organismes de développement de faire un usage accru des méthodes prospectives dans leurs efforts de renforcement de la résilience. Augmenter le nombre de mécanismes de résilience au sein de l'architecture mondiale peut permettre d'éviter de devoir payer un tribut aussi lourd

qu'au cours de cette crise et des précédentes. Par exemple, la résilience peut s'acquérir en modifiant les chaînes d'approvisionnement ou en préparant les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement aux risques extrêmes et, par conséquent, aux chocs de toute ampleur sur l'offre et la demande.

La nécessité, pour la coopération pour le développement, d'évoluer passe aussi par son adaptation à l'arrivée de nouveaux acteurs. Ces dernières années, la République populaire de Chine (ci-après la « Chine ») est devenue l'un des principaux financeurs du développement : l'encours total de ses prêts excède 400 milliards USD selon les estimations, et le montant annuel de ses octrois de prêts pourrait atteindre 40 milliards USD (Mitchell et Ritchie, 2020<sup>[13]</sup>). D'autres nouveaux acteurs, dont l'Afrique du Sud, le Brésil et la Turquie, ont pris une importance considérable, et le rapport de l'OCDE *Coopération pour le développement 2019 : Un avenir plus juste, plus vert et plus sûr* (OCDE, 2019<sup>[14]</sup>) a analysé la complexité de ces nouveaux acteurs et fait valoir qu'il est impératif de composer avec eux. Au CGD, notre Indice de l'engagement pour le développement (*Commitment to Development Index*, CDI) récemment restructuré, qui englobe ces nouveaux acteurs, a évalué les forces et faiblesses dans 40 pays différents qui participent à la coopération pour le développement (CGD, 2020<sup>[15]</sup>). Comme le montre le CDI pour 2020, les possibilités d'apprentissage mutuel entre les acteurs du développement plus récents et ceux présents de plus longue date sont nombreuses. Ainsi, l'Allemagne, membre du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, a obtenu de bons résultats en matière d'ouverture commerciale, mais de moins bons pour la composante « technologie », qui relève des biens publics mondiaux. Pour l'Afrique du Sud, pays non membre du CAD, c'est l'inverse. La Chine, quant à elle, a enregistré des résultats relativement satisfaisants pour la composante « technologie », mais il lui reste

des progrès considérables à faire sur les plans de la qualité, du volume et de la transparence du financement du développement (CGD, 2020<sub>[16]</sub>).

Si ces possibilités d'apprentissage et de coopération existent bel et bien et éclaireront nos nouvelles stratégies en matière de développement, il n'en demeure pas moins que tous les acteurs devront s'entendre sur des approches communes pour un large éventail de problématiques, notamment celles de la dette et du changement climatique. Nous devons aussi trouver un terrain d'entente sur des problématiques internationales non liées à l'aide, telles que les droits de propriété internationaux relatifs aux vaccins, les paradis fiscaux internationaux ou l'équité du système d'imposition. La coopération jouera un rôle fondamental, et il faut y associer de nouveaux acteurs et collaborateurs dont nous ne partageons pas forcément tous les points de vue. Nous devons définir de nouveaux paramètres et de nouvelles normes en collaboration avec ces nouveaux acteurs et non pour eux, déterminer quelle enceinte facilitera ce dialogue et veiller à ce que ces nouvelles normes reflètent l'évolution des perspectives et de la situation propres aux nouveaux acteurs ainsi que la façon dont les problématiques elles-mêmes ont évolué.

### **L'architecture du développement international et du financement est-elle adaptée à la réalité post-pandémie, à savoir des défis convergents à relever avec moins de ressources disponibles ?**

La création de nouvelles règles nous offre en outre l'occasion de réévaluer nos institutions et structures internationales afin qu'elles puissent être adaptées à nos nouveaux objectifs. Nous avons des occasions de mettre en place des systèmes plus holistiques, d'établir des liens entre des interventions spécifiques, par exemple dans les domaines de la nutrition, de la sécurité alimentaire ou de la vaccination, et d'aborder

les problèmes en associant davantage l'ensemble de l'administration. Karina Gould parle même de repenser les systèmes multilatéraux, déclarant : « C'est l'occasion de réfléchir à la façon dont nos institutions doivent poursuivre leur évolution de manière à relever ces nouveaux défis auxquels est confrontée l'humanité. Qu'il s'agisse d'une pandémie ou de la crise existentielle que constitue le changement climatique, nous ne serons en mesure de remédier ni à l'une ni à l'autre si ce n'est à l'échelle mondiale. »

Susanna Moorehead, Présidente du CAD de l'OCDE, évoque également la possibilité de revoir l'architecture financière internationale : « Concernant l'architecture – qu'il s'agisse d'environnement ou de développement –, je me pose notamment la question suivante : est-ce tout simplement trop compliqué ? Je me demande si quelque chose permettrait d'aller plus loin avec les ressources dont nous disposons, de les rendre plus facilement accessibles. Peut-être une certaine forme de rationalisation de toutes les sources de financement et de toutes les institutions ? » Après la crise du COVID-19, les opportunités de rationaliser, repenser et améliorer l'architecture abondent. Cependant, les saisir exigeraient de la détermination, de l'attention, l'établissement de priorités et plus d'arbitrages.

Dans cet environnement en pleine mutation, les solutions aux problèmes nouveaux et plus anciens doivent être bénéfiques aux groupes vulnérables, surtout au vu des contraintes et des arbitrages encore plus délicats en matière d'affectation des ressources. Comme Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, l'a fait remarquer au cours de notre entretien, « chacun devra se montrer clairvoyant dans son propre intérêt, ne pas hésiter à faire preuve de générosité et d'empathie. Il sera judicieux de consacrer un peu de ses efforts aux lieux où les difficultés sont plus grandes, et cela doit inclure

les zones où les défis humanitaires sont immenses ».

Pour mener à bien le développement, il est crucial de veiller à ce que chacun puisse faire entendre sa voix ces prochaines années, en particulier ceux qui sont souvent laissés en dehors de ces discussions ou qui ont le sentiment d'être les laissés-pour-compte du processus de mondialisation. La coopération pour le développement n'est pas seulement l'affaire des organismes publics. C'est l'affaire de tous : du secteur privé, des organisations philanthropiques et de la société civile. Comme Susanna Moorehead l'a souligné durant notre entretien, « si nous voulons vraiment repenser la coopération pour le développement et si nous voulons vraiment reconstruire en mieux, nous devons renoncer à certaines des hypothèses que nous avons formulées sur les modalités de développement des pays et nous devons interroger les populations. Interroger les jeunes, interroger les administrations, interroger la société civile, interroger les

femmes – à qui l'on pose très rarement ces questions alors qu'ils ont de bonnes idées ». À l'heure où le développement devient un objectif plus large, toutes ces voix et tous ces points de vue sont indispensables pour façonner son futur.

C'est pourquoi, à l'avenir, les approches du développement devront encore plus reposer sur des données solides et s'attacher aux impacts. Il est impératif que nous saisissons ces opportunités et que nous opérions les arbitrages requis étant donné nos ressources limitées, mais aussi que nous ne laissions pas nos propres règles et notre manque de détermination à coopérer entraver les progrès que nous devons réaliser. Lorsque, dans dix ans, nous repenserons à notre réponse à cette crise, il sera nettement plus important de pouvoir dire « Voyez tout ce que nous avons pu accomplir parce que nous avons repoussé nos limites » que « Nous avons fait du mieux que nous pouvions compte tenu de nos limites ».

## RÉFÉRENCES

- Azevedo, J. et al. (2020), *Simulating the Potential Impacts of COVID-19 School Closures on Schooling and Learning Outcomes: A Set of Global Estimates*, Banque mondiale, Washington, D.C., <http://pubdocs.worldbank.org/en/798061592482682799/covid-and-education-june17-r6.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [2]
- Banque mondiale (2020), *COVID-19 : Initiative de suspension du service de la dette*, page web, <https://www.banquemonde.org/fr/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative> (consulté le 5 octobre 2020). [6]
- Banque mondiale (2020), *Note d'information : Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie (PEF)*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://www.banquemonde.org/fr/topic/pandemics/brief/fact-sheet-pandemic-emergency-financing-facility> (consulté le 5 octobre 2020). [4]
- CGD (2020), *The Commitment to Development Index 2020*, Center for Global Development, <https://www.cgdev.org/cdi#> (consulté le 5 octobre 2020). [15]
- CGD (2020), *The Commitment to Development Index: China*, Center for Global Development, <https://www.cgdev.org/cdi#/country-report/china> (consulté le 5 octobre 2020). [16]
- Espitia, A., N. Rocha et M. Ruta (2020), *Trade in critical COVID-19 products*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <http://documents1.worldbank.org/curated/en/764011585606299529/pdf/Trade-and-COVID-19-Guidance-Note-Trade-in-Critical-COVID-19-Products.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [10]
- FMI (2020), *COVID-19 : la riposte du FMI*, Fonds monétaire international, Washington, D.C., <https://www.imf.org/fr/About/FAQ/imf-response-to-covid-19#q1> (consulté le 5 octobre 2020). [5]
- Fukui, R., C. Arderne et T. Kelly (2019), « Comblent le fossé numérique de l'Afrique : le pouvoir des cartes », *blogs de la Banque mondiale*, <https://blogs.worldbank.org/fr/digital-development/comblent-le-fosse-numerique-afrique-le-pouvoir-des-cartes>. [11]
- G20 (2020), « Communiqué: G20 Finance Ministers & Central Bank Governors Meeting, 14 October 2020 [Virtual] », <http://www.g20.utoronto.ca/2020/2020-g20-finance-1014.html> (consulté le 29 octobre 2020). [7]
- GSM Association (2019), *Mobile Internet Connectivity 2019: South Asia Factsheet*, GSM Association, <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2019/09/Mobile-Internet-Connectivity-SouthAsia-Fact-Sheet.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [12]
- Hogan, A. et al. (2020), « Potential impact of the COVID-19 pandemic on HIV, tuberculosis, and malaria in low-income and middle-income countries: A modelling study », *The Lancet Global Health*, vol. 8/9, pp. e1132-e1141, [http://dx.doi.org/10.1016/S2214-109X\(20\)30288-6](http://dx.doi.org/10.1016/S2214-109X(20)30288-6). [3]
- Mitchell, I. et E. Ritchie (2020), « CDI 2020: China's commitment to development », *Center For Global Development blog*, <https://www.cgdev.org/blog/chinas-commitment-development> (consulté le 5 octobre 2020). [13]
- OCDE (2019), *Coopération pour le développement 2019 : Un avenir plus juste, plus vert et plus sûr*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/71a10470-fr>. [14]
- Reuters (2020), *African finance ministers call for \$100 billion stimulus, debt holiday*, Reuters, <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-africa/african-finance-ministers-call-for-100-billion-stimulus-debt-holiday-idUSKBN21A2GK> (consulté le 5 octobre 2020). [9]
- Wheatley, J. et S. Fleming (2020), « G20 falls short on debt relief for poorer countries », *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/e0673a53-7fee-4ef7-baaf-66cc97ee3296> (consulté le 5 octobre 2020). [8]
- World Data Lab (2020), *World Poverty Clock (base de données)*, <https://worldpoverty.io/headline> (consulté le 5 octobre 2020). [1]

# BÂTIR L'ÉCONOMIE DU QUOTIDIEN À PARTIR DE LA BASE : UNE STRATÉGIE DE RÉSILIENCE EN CAS DE CRISE

Sally Roever, WIEGO & Poonsap Tulaphan, Foundation for Labour and Employment Promotion/HomeNet Thailand

## ABSTRAITE

L'aide alimentaire d'urgence et les dons en espèces atténuent quelque peu les impacts dévastateurs du COVID-19 sur les travailleurs du secteur informel. Mais pour s'assurer que ce dernier fournira à l'avenir des moyens de subsistance durables, investissements et innovation sont indispensables. Cette étude de cas montre comment des organisations de travailleurs développent des partenariats avec les autorités en Thaïlande afin de reconstruire les liens économiques de façon à rendre le secteur informel plus résilient en cas de crise.

- En Thaïlande, si la plupart des travailleurs informels ont poursuivi leurs activités durant la pandémie, ils ont travaillé moins de jours, pour des revenus nettement inférieurs, et ont dû vendre des biens, emprunter ou puiser dans leur épargne, les femmes actives dans ce secteur payant un tribut bien plus lourd que les hommes.
- La reprise requiert des investissements, de la part des pouvoirs publics et des fournisseurs de coopération pour le développement, en faveur des activités micro et nano-économiques des individus et des ménages, à la base même de la pyramide économique.
- L'expérience de la Thaïlande montre que les organisations de travailleurs informels peuvent jouer un rôle clé dans les partenariats public-privé afin de favoriser des moyens de subsistance durables et de restaurer les liens économiques entre les fournisseurs et les consommateurs à faible revenu.

La pandémie de COVID-19 complique sérieusement la tâche de la communauté internationale dans son engagement à réduire la pauvreté et les inégalités, en perturbant massivement les activités de subsistance liées à l'économie informelle qui représente 61 % de l'emploi dans le monde (BIT, 2018<sub>[11]</sub>). Pourtant, en attirant de nouveau l'attention sur la fourniture des biens et services essentiels – comment approvisionner la population en nourriture par exemple –, la pandémie a fourni l'occasion de mieux comprendre les systèmes qui sous-tendent cet approvisionnement et les personnes qui le rendent possible chaque jour.

Dans les pays à revenu intermédiaire tels que la Thaïlande, où 55.8 % du total des emplois relèvent du secteur informel (Poonsab, Vanek et Carré, 2019<sub>[12]</sub>), les travailleurs formels et informels participent à la fourniture des biens et services essentiels. Avec l'impact disproportionné de la pandémie sur les travailleurs informels (Gerdin et Kolev,

2020<sub>[13]</sub>), dont la plupart ne bénéficiaient d'aucune protection sociale ou en matière d'emploi, le défi que les pouvoirs publics doivent aujourd'hui relever est d'élaborer des

**Pâtissant de la rupture des liens économiques au niveau de la base et de la baisse combinée du nombre d'heures travaillées et des revenus, les travailleurs du secteur informel en sont aujourd'hui réduits à emprunter de l'argent, à puiser dans leur épargne et à vendre leurs biens.**



politiques de soutien de l'emploi qui seront tout autant efficaces que pérennes.

Les premiers éléments factuels concernant la Thaïlande ou d'autres pays révèlent que, même là où de nombreux travailleurs informels ont poursuivi leurs activités et bénéficié des premières aides publiques sous forme de dons en espèces et/ou d'aide alimentaire, la courbe des avancées en matière de développement humain est en train d'être inversée. Pâtissant de la rupture des liens économiques au niveau de la base et de la baisse combinée du nombre d'heures travaillées et des revenus, les travailleurs du secteur informel en sont aujourd'hui réduits à emprunter de l'argent, à puiser dans leur épargne et à vendre leurs biens. Pour éviter que la situation n'empire, les pouvoirs publics et les partenaires à la coopération pour le développement doivent repenser la fourniture des biens et services essentiels au regard de l'économie informelle.

### Les travailleurs informels vendent leurs biens, empruntent de l'argent et puisent dans leur épargne pour survivre à la crise

Afin d'évaluer les premières répercussions de la pandémie sur les travailleurs de l'économie informelle, le réseau Femmes dans l'emploi informel : globalisation et organisation (*Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing* - WIEGO) et ses partenaires dans 12 villes ont procédé à une étude selon une méthode mixte entre juin et septembre 2020 (Reed et Ogando, 2020<sup>[4]</sup>). L'étude de Bangkok, coordonnée localement par HomeNet Thailand et des membres de la Fédération des travailleurs informels, a porté sur un échantillon de 302 participants, composé d'employés de maison, de travailleurs à domicile, de vendeurs ambulants, de récupérateurs de déchets, de conducteurs de taxis motos et de masseuses.

L'étude a révélé que, contrairement à de nombreuses autres villes où le travail avait été interrompu sous l'effet de mesures de

confinement, 52 % des travailleurs interrogés avaient poursuivi leurs activités pendant le premier confinement instauré en Thaïlande et 88 % d'entre eux avaient travaillé au mois de juillet. En outre, au minimum 80 % des participants, dans toutes les catégories hors employés de maison, avaient bénéficié des dons en espèces versés par les pouvoirs publics, et plus de la moitié des travailleurs à domicile, des récupérateurs de déchets et des conducteurs de taxis motos avaient reçu une aide alimentaire.

Les conclusions soulignent toutefois un problème à plus long terme. À l'exception des récupérateurs de déchets, toutes les catégories ont indiqué avoir travaillé moins de jours en juillet 2020 qu'en décembre 2019, et que les revenus journaliers de juillet étaient en moyenne bien inférieurs à ceux de décembre, aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Parmi ceux qui n'ont pas travaillé en juillet, les trois quarts estiment que cela s'explique par la perturbation des marchés et des chaînes d'approvisionnement. Près de la moitié (47.4 %) de tous les participants ont déclaré avoir puisé dans leurs économies, plus d'un tiers avoir emprunté de l'argent et près d'un cinquième avoir mis des biens en gage au cours du mois écoulé. Ces stratégies d'adaptation témoignent de la tendance préoccupante à l'érosion des actifs. Selon HomeNet Thailand, elles reflètent les perturbations de la demande et de l'approvisionnement liées à la pandémie au niveau le plus élémentaire – fermeture des marchés, pénurie de matières premières et indisponibilité des moyens de transport, ou encore restrictions supplémentaires concernant l'espace public, par exemple –, qui seront lentes à effacer sans intervention des pouvoirs publics.

Cette tendance est tout particulièrement inquiétante pour les femmes concernées par les emplois informels. D'une part les revenus journaliers moyens des femmes étaient nettement inférieurs à ceux des hommes, avant et après les mesures de confinement. D'autre part, les femmes ont aussi indiqué

avoir de nombreuses factures en souffrance et des besoins de base non satisfaits.

## Noier alliances et partenariats, et bâtir en partant de la base : application des enseignements de la crise de 2008

L'expérience de HomeNet Thailand lors de la crise financière mondiale de 2008 a amené l'organisation à nouer des alliances avec les pouvoirs publics aux niveaux local et national, lesquelles sont mises à profit aujourd'hui pour restaurer les liens entre l'offre et la demande sur les marchés accessibles aux travailleurs à faible revenu. Trois exemples illustrent cette approche, avec à chaque fois un point d'entrée différent. Chacun de ces exemples comprend trois paramètres clés qui s'appuient sur les enseignements tirés des crises précédentes :

- les alliances entre les organisations de travailleurs informels, les partenaires de la société civile et les pouvoirs publics, qui se sont créées au fil du temps grâce à un dialogue continu et structuré
- la refonte du concept de partenariat public-privé axée sur les organisations de travailleurs informels
- l'élaboration de modèles pour la relance et l'innovation qui partent de la base.

**Espace public :** l'espace public est un bien économique essentiel pour les travailleurs de l'économie informelle. Pour aider à restaurer les liens au niveau de la base, HomeNet Thailand collabore avec l'Administration métropolitaine de Bangkok, la Commission nationale de la santé et les universités locales afin d'identifier des sites pilotes où les vendeurs ambulants, les associations de quartier et les piétons peuvent définir conjointement l'espace public comme un bien de subsistance où, entre autres, vendeurs ambulants et travailleurs du secteur des transports ont vu leur emploi supprimé en raison de la crise.

**Systèmes de livraison de repas :** des opportunités subsistent pour les chauffeurs-livreurs à Bangkok, mais les grandes

entreprises dotées de plateformes en ligne et bénéficiant d'aides publiques dominent le marché, au détriment des chauffeurs et des consommateurs à faible revenu. L'association des conducteurs de taxis motos de Bangkok a imaginé de nouveaux modèles afin de faire le lien entre ses membres et les vendeurs ambulants de denrées alimentaires au moyen d'une interface rudimentaire semblable à WhatsApp. Mise à disposition des fournisseurs et des consommateurs à faible revenu, elle est opérationnelle sur quelques quartiers ciblés pour la phase pilote. Les partenariats avec les pouvoirs publics pourraient aider à développer ces modèles afin de couvrir une plus grande partie de la population.

**Production locale de vêtements :** en Thaïlande, les travailleurs à domicile du secteur de l'habillement ont été affectés par la chute du tourisme international et des commandes de la part des marques mondiales. Dépourvus de compétences en marketing numérique ou d'autres solutions de subsistance, ces travailleurs ont besoin d'accompagnement technique et d'aides publiques à l'échelon national afin de générer de la demande pour leurs produits. La démarche consiste ici à définir une politique obligeant les fonctionnaires à porter des vêtements traditionnels deux jours par semaine et à acquérir 30 % de ces vêtements auprès de groupes de producteurs locaux, travaillant à domicile. L'objectif est de proposer à ces travailleurs un lien économique, parallèlement à des formations en marketing en ligne et/ou à des reconversions vers des emplois qui ne dépendent pas du tourisme.

## La coopération pour le développement peut contribuer à restaurer et renforcer les liens économiques en faveur de moyens de subsistance plus durables et plus résilients en cas de crise

Ni les mesures d'aide temporaires au niveau des pouvoirs publics ni la vente de biens au niveau des ménages ne peuvent

constituer une solution durable. Outre le besoin de mécanismes de protection sociale et de l'emploi à long terme, les participants à l'enquête ont indiqué que, pour qu'ils puissent vivre de leurs moyens de subsistance, les liens économiques doivent être reconstruits à partir de la base. Si l'on veut que la relance

soutienne aussi l'économie du quotidien, la coopération pour le développement devra être redirigée vers les dépenses sociales et les investissements dans les activités micro et nano-économiques des individus et des ménages, à la base même de la pyramide économique.

## RÉFÉRENCES

- BIT (2018), *Femmes et hommes dans l'économie informelle: Un panorama statistique, Troisième édition*, Bureau international du Travail (BIT), Genève, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_626831.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf) (consulté le 7 octobre 2020). [1]
- Gerdin, A. et A. Kolev (2020), « Why protecting informal economy workers is so critical in time of COVID-19 », *Blog OECD Development Matters*, <https://oecd-development-matters.org/2020/04/17/why-protecting-informal-economy-workers-is-so-critical-in-time-of-covid-19/> (consulté le 7 octobre 2020). [3]
- Poonsab, W., J. Vanek et F. Carré (2019), « *Informal workers in urban Thailand: A statistical snapshot* », Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing, Manchester, R.-U., [https://www.wiego.org/sites/default/files/publications/file/Informal%20Workers%20in%20Urban%20Thailand%20WIEGO%20SB%2020\\_1.pdf](https://www.wiego.org/sites/default/files/publications/file/Informal%20Workers%20in%20Urban%20Thailand%20WIEGO%20SB%2020_1.pdf) (consulté le 7 octobre 2020). [2]
- Reed, S. et A. Ogando (2020), « We need to listen to the workers: WIEGO partners conduct COVID-19 Global Impact Study », *Blog WIEGO*, <https://www.wiego.org/blog/we-need-listen-workers-wiego-partners-conduct-covid-19-global-impact-study>. [4]

# LE DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE DE L'AFRIQUE : PRÉPARER L'AVENIR NUMÉRIQUE

Tunde Fafunwa, Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies

## ABSTRAITE

La pandémie de COVID-19 révèle à quel point il est urgent que l'Afrique opère une transformation numérique. Cette étude de cas offre une vue d'ensemble du paysage numérique actuel et des politiques à mettre en place pour favoriser l'investissement et l'innovation. Elle met en évidence le manque généralisé d'accès au haut débit et aux services internet mais aussi le potentiel de croissance, comme en témoigne l'accueil enthousiaste du grand public pour les nouveaux services de santé et d'apprentissage en ligne dans les pays dotés d'infrastructures numériques développées. L'auteur fait valoir qu'il est essentiel de combler la fracture numérique, certes en réponse à la pandémie, mais aussi pour résister à de futures crises et ouvrir l'horizon numérique pour tous.

- La pandémie de COVID-19 met en lumière la nécessité d'étendre de façon exponentielle les services et infrastructures numériques en Afrique afin d'accroître la pénétration du haut débit, de développer les services en ligne pour la santé, l'éducation et l'agriculture, entre autres secteurs, et de renforcer les capacités permettant de faire face aux crises et chocs futurs.
- Le succès récent des services de santé et d'apprentissage en ligne dans certains pays africains révèle un potentiel énorme, mais la mise en place limitée de services en ligne par les administrations publiques freine la demande numérique et l'innovation dans ce secteur.
- S'atteler ne serait-ce qu'à certains aspects de cette fracture numérique aura des répercussions bénéfiques qui se prolongeront après la pandémie : innovation, développement des compétences numériques, gouvernance numérique, protection des données et cybersécurité, notamment.

La collaboration entre les organismes de coopération pour le développement et les parties prenantes africaines peut contribuer à promouvoir les politiques, la gouvernance, les systèmes et l'innovation nécessaires à la concrétisation de la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique 2020-2030 de l'Union africaine.

Si les infrastructures et les services numériques se sont considérablement développés sur l'ensemble du continent africain au cours des dix dernières années, la pénétration du haut débit et l'accès aux services internet demeurent limités pour l'essentiel de la population. Seul un étudiant sur dix disposait d'un ordinateur ou d'un accès à l'internet à son domicile pour suivre l'enseignement à distance pendant la fermeture des établissements en 2020 du fait de la pandémie de COVID-19. Les administrations publiques, qui sont les premiers acheteurs et employeurs, peinent à

mettre en place des services en ligne, ce qui freine la demande numérique et l'innovation en-dehors du champ des technologies financières.

Le succès des services de santé et d'apprentissage en ligne dans certains pays africains laisse entrevoir un potentiel énorme. Le développement des infrastructures et des services numériques en Afrique aura des répercussions positives très variées, notamment en favorisant l'émergence des compétences et des capacités nécessaires pour apporter une réponse rapide et robuste face aux crises et chocs futurs. La coopération pour le développement a un rôle important à jouer en soutenant des modes de gouvernance et d'action publique qui attireront les investissements et stimuleront l'innovation à l'appui de la mise en œuvre de la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique 2020-2030 de l'Union africaine et des objectifs mondiaux.

## La pandémie de COVID-19 révèle le besoin urgent d'accélérer le développement numérique afin d'élargir l'accès au numérique

Pour que la riposte à la pandémie de COVID-19 soit efficace, une grande partie de la société doit réduire ou suspendre les activités en présentiel et fonctionner à distance pour le travail, l'activité économique, l'éducation, la santé, les divertissements, la religion et les activités sociales (CEA, 2020<sup>[11]</sup>). Autrement dit, les infrastructures numériques et les services dématérialisés dans leur ensemble non seulement sont nécessaires pour accroître la productivité, mais sont indispensables pour les services de base les plus essentiels (Bogdan-Martin, 2020<sup>[12]</sup> ; Banque mondiale et al., 2020<sup>[13]</sup>).

Pour opérer une évolution numérique de cette ampleur, des efforts considérables doivent être déployés afin de transformer aussi bien l'approche que l'utilisation des technologies numériques. Partout en Afrique, l'accès au haut débit et aux services en ligne est limité et, dans de nombreux cas, disponible essentiellement dans les centres d'activité économique, les bureaux de l'administration publique et les établissements d'enseignement. Avant la pandémie, le recours aux solutions en ligne pour l'apprentissage, la santé et l'agriculture était limité, de même que l'utilisation d'outils numériques dans d'autres secteurs. La pandémie a mis au jour le manque d'infrastructures et de développement dans ces domaines. Dans de nombreuses régions du continent, près de 90 % des étudiants ne peuvent poursuivre leur scolarité à distance faute d'accès à un ordinateur ou à l'internet à leur domicile (Nations Unies, 2020<sup>[14]</sup>). Dans l'éducation et d'autres secteurs essentiels, le développement des services numériques doit être exponentiel pour compenser les restrictions de déplacement et les mesures de distanciation physique, et faciliter le travail et la fourniture de services à distance.

Tout l'enjeu à présent consiste à étendre les services existants ou à en créer de nouveaux. En Afrique de l'Ouest, uLesson (Kazeem, 2020<sup>[15]</sup>), un nouveau service d'apprentissage en ligne, accessible hors connexion et sur mobile, a conquis plusieurs centaines de milliers d'utilisateurs au cours des premiers mois de 2020. Dans le domaine de la santé, Babyl, un service de santé en ligne opérationnel au Rwanda depuis 2018, indique avoir plus de 2 millions d'utilisateurs enregistrés à ce jour, avec plus de 1.2 million de consultations assurées depuis son lancement (Babyl<sup>[16]</sup> ; Pathways for Prosperity Commission, 2019<sup>[17]</sup>). Les possibilités de développement de ces démarches couronnées de succès sont innombrables, notamment lorsque des infrastructures numériques bien développées sont déjà en place, comme au Rwanda.

Au cours des dix dernières années, les infrastructures et les services numériques se sont considérablement développés sur l'ensemble du continent africain. Les aspects les plus notables sont la couverture et l'accessibilité des services mobiles, les paiements mobiles et, dans une moindre mesure, le haut débit. À titre d'illustration, la 3G ou une meilleure couverture mobile sont disponibles sur plus de 80 % de la superficie du continent (UIT, 2019<sup>[18]</sup>). Toutefois, la pénétration du haut débit (fixe ou sans fil) est de seulement 25 % (Gandhi, 2020<sup>[19]</sup>). Outre le haut débit et l'entrepreneuriat numérique, la Stratégie de transformation numérique adoptée par l'Union africaine lors de son sommet 2020 considère les compétences numériques, un cadre d'action favorable, l'identité numérique, ainsi que les applications et les plateformes comme des piliers et des thèmes transversaux. Si des solutions ponctuelles peuvent être mises au point, leur déploiement ou leur adoption à grande échelle ne pourront être fructueux sans ces éléments fondamentaux.

Plus de 640 pôles répartis sur le continent accueillent des entrepreneurs et drainent des investissements dans les services



numériques. Le total des investissements de capital-risque dans les start-up africaines a été estimé à 1.3 milliard USD en 2019 (Shapshak, 2019<sub>[10]</sub> ; 2020<sub>[11]</sub>). Ce dynamisme est toutefois concentré autour des technologies financières (FinTech) et des paiements, qui représentent plus de 51 % du secteur (Shapshak, 2020<sub>[11]</sub>). Des lacunes criantes subsistent au niveau de l'identité numérique, du haut débit et de l'existence d'un cadre de confiance pour les transactions numériques et le commerce en ligne. Le manque de politiques et de réglementations suffisantes pour attirer les investissements indispensables vers ces piliers fondamentaux de la transformation numérique figure parmi les obstacles actuels (Union africaine, 2020<sub>[12]</sub>). Outre les politiques et les investissements, plusieurs facteurs limitent la possibilité d'encourager l'innovation en dehors des technologies financières, à commencer par l'administration publique elle-même. Celle-ci étant souvent le premier employeur et le plus gros acheteur de biens et services, la mise en place limitée de services publics en ligne a des conséquences négatives sur le paysage numérique, freinant la demande et l'innovation.

### Le développement des infrastructures numériques favorisera les services en ligne et la préparation aux chocs futurs

La fracture numérique entre ceux qui ont accès aux technologies et les moyens de les utiliser et ceux qui n'y ont pas accès déterminera quels individus pourront ou non gagner leur vie et accéder aux services et prestations de l'administration publique, lesquels seront de plus en plus dématérialisés. Si cet accès n'était pas garanti pour tous, de nombreuses avancées en matière de développement pourraient être remises en cause ou réduites à néant à l'avenir. Une reconstruction qui ne reposera pas sur de meilleures bases aura des conséquences désastreuses, compte tenu notamment de la pandémie. Déjà

compromise dans de nombreux cas, la réalisation des Objectifs de développement durable d'ici 2030 deviendra alors impossible.

Le développement des infrastructures et des services numériques dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et du commerce ainsi que la résorption de la fracture numérique profiteront aux populations – non seulement dans l'immédiat, dans le cadre de la riposte à la pandémie, mais aussi à l'avenir, alors que les populations et la société s'adapteront au monde de l'après-COVID-19. S'atteler ne serait-ce qu'à certains aspects de cette fracture numérique aura des répercussions bénéfiques considérables. L'innovation, le développement des compétences, la gouvernance numérique, la protection des données et la cybersécurité continueront de produire des effets après la pandémie.

Une approche visant à « reconstruire sur de meilleures bases » et exploitant les technologies de rupture pourrait favoriser la mise en place d'infrastructures durables ainsi que l'amélioration des services, ce qui permettrait de faire face plus rapidement et plus fermement à des chocs futurs. Lancé en Afrique par les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, le

**La fracture numérique entre ceux qui ont accès aux technologies et les moyens de les utiliser et ceux qui n'y ont pas accès déterminera quels individus pourront ou non gagner leur vie et accéder aux services et prestations de l'administration publique.**

Partenariat pour accélérer le dépistage de la COVID-19 (PACT) en est une illustration. Associé à un rapport sur l'état de santé fondé sur les données mobiles, le PACT fournit une méthode permettant de porter le nombre de tests à 10 millions en quatre mois et de mobiliser 1 million de professionnels de santé de proximité (Songok, 2020<sub>[13]</sub> ; Jerving, 2020<sub>[14]</sub>). La combinaison de prélèvements d'échantillons innovants et à moindre coût et d'un carnet de vaccination numérique est aussi applicable à d'autres maladies.

### La coopération pour le développement peut soutenir l'action publique et la gouvernance numérique à l'appui de la transformation numérique

Plusieurs domaines sont propices à l'instauration d'une collaboration entre la communauté du développement et les parties prenantes africaines aux fins de favoriser le développement numérique. Ce qui importe, globalement, c'est de définir des politiques et des modes de gouvernance qui attireront les investissements et stimuleront l'innovation afin de créer des plateformes et des systèmes dans les domaines clés énoncés dans la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique – à savoir le haut débit, les compétences numériques, l'identité numérique et un cadre de confiance numérique pour l'interopérabilité. Le succès des politiques et des investissements dans ces domaines constituerait un pas en avant inédit (Union africaine, 2020<sub>[12]</sub>).

L'utilisation du haut débit, par exemple, pourrait être doublée grâce à quelques

actions spécifiques, par exemple la mise en place de politiques visant à rationaliser les multiples redevances, permis et licences superposables appliqués aux opérateurs aux niveaux national, régional et local, ou l'amélioration de l'affectation des redevances perçues, y compris le fonds pour le service universel, afin de contribuer au développement des infrastructures là où c'est le plus nécessaire. L'élaboration de politiques favorisant le développement des connaissances et l'apprentissage parmi les professionnels et les organisations du secteur, en particulier les pouvoirs publics, permettrait de promouvoir les compétences numériques. La clé du succès réside peut-être dans la mise en œuvre de l'innovation aux niveaux des professionnels du secteur et des pouvoirs publics. Les organismes de coopération pour le développement peuvent aussi soutenir les initiatives d'échange et d'apprentissage entre pairs destinées aux responsables de l'action publique et aux professionnels, déployées par plusieurs institutions africaines. L'examen des barrières tarifaires et non tarifaires au sein de l'OCDE aux fins d'identifier les possibilités d'application des innovations numériques à l'appui des exportations commerciales et industrielles africaines constitue un autre domaine de collaboration potentielle ; il pourrait s'agir notamment de promouvoir les plateformes collaboratives, qui permettraient aux parties prenantes de déterminer quels avantages apportent l'innovation ainsi qu'une meilleure productivité, et de les partager (Schneider, 2018<sub>[15]</sub>).

## RÉFÉRENCES

- Babyl (s.d.), *Babyl – Rwanda's Digital Healthcare Provider*, <http://www.babyl.rw> (consulté le 9 novembre 2020). [6]
- Banque mondiale et al. (2020), *COVID-19 Crisis Response: Digital Development Joint Action Plan and Call for Action*, Banque mondiale, Washington, D.C., <http://pubdocs.worldbank.org/en/788991588006445890/Speedboat-Partners-COVID-19-Digital-Development-Joint-Action-Plan.pdf> (consulté le 13 octobre 2020). [3]
- Bogdan-Martin, D. (2020), « *Accelerating digital connectivity in the wake of COVID-19: Building back better with broadband requires all stakeholders to work together* », Union internationale des télécommunications, Genève, <https://www.itu.int/en/myitu/News/2020/09/16/19/22/UN75-Partnership-Dialogue-for-Connectivity-Doreen-Bogdan-Martin> (consulté le 13 octobre 2020). [2]
- CEA (2020), *COVID-19 Lockdown Exit Strategies for Africa*, Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba, [https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/ecarprt\\_covidexitstrategis\\_eng\\_9may.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/ecarprt_covidexitstrategis_eng_9may.pdf) (consulté le 13 octobre 2020). [1]
- Gandhi, D. (2020), « Figure of the week: Gap in universal mobile phone and internet access in Africa », *Blog Brookings Africa in Focus*, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/04/12/figure-of-the-week-gap-in-universal-mobile-phone-and-internet-access-in-africa/> (consulté le 13 octobre 2020). [9]
- Jerving, S. (2020), « Africa CDC rolls out strategy to ramp up coronavirus testing », *Devex*, <https://www.devex.com/news/africa-cdc-rolls-out-strategy-to-ramp-up-coronavirus-testing-97408> (consulté le 13 octobre 2020). [14]
- Kazeem, Y. (2020), « Digital innovators are trying to plug gaps in Nigeria's broken education system », *Quartz Africa*, <https://qz.com/africa/1800778/kongas-sim-shagaya-launches-nigeria-edtech-startup-ulesson> (consulté le 13 octobre 2020). [5]
- Nations Unies (2020), « *Startling disparities in digital learning emerge as COVID-19 spreads: UN education agency* », UN News, Nations Unies, New York, <https://news.un.org/en/story/2020/04/1062232> (consulté le 13 octobre 2020). [4]
- Pathways for Prosperity Commission (2019), *Positive Disruption: Health and Education in a Digital Age*, Oxford University, Oxford, Royaume-Uni, <https://pathwayscommission.bsg.ox.ac.uk/sites/default/files/2019-11/positive-disruption-report.pdf> (consulté le 13 octobre 2020). [7]
- Schneider, N. (2018), *Everything for Everyone: The Radical Tradition that is Shaping the Next Economy*, Nation Books, New York, <https://nathanschneider.info/books/everything-for-everyone> (consulté le 13 octobre 2020). [15]
- Shapshak, T. (2020), « African startups raised \$1.34 billion in 2019 », *Forbes*, <https://www.forbes.com/sites/tobyshapshak/2020/01/07/african-startups-raised-134bn-in-2019/?sh=563b96315685> (consulté le 9 novembre 2020). [11]
- Shapshak, T. (2019), « Africa now has 643 tech hubs which play 'pivotal' role for business », *Forbes*, <https://www.forbes.com/sites/tobyshapshak/2019/10/30/africa-now-has-643-tech-hubs-which-play-pivotal-role-for-business/#6a6264c24e15> (consulté le 13 octobre 2020). [10]
- Songok, E. (2020), « A locally sustainable approach to COVID-19 testing in Africa », *The Lancet Microbe*, vol. 1/5, p. e197, [http://dx.doi.org/10.1016/s2666-5247\(20\)30118-x](http://dx.doi.org/10.1016/s2666-5247(20)30118-x). [13]
- UIT (2019), *Measuring Digital Development: Facts and Figures 2019*, Union internationale des télécommunications, Genève, <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/FactsFigures2019.pdf> (consulté le 14 octobre 2020). [8]
- Union africaine (2020), *The Digital Transformation Strategy for Africa (2020-2030)*, Union africaine, Addis-Abeba, <https://au.int/sites/default/files/documents/38507-doc-dts-english.pdf> (consulté le 9 novembre 2020). [12]



# Partie III

## Reconstruire sur de meilleures bases en renforçant la résilience







# UN ACCÈS ÉQUITABLE AUX VACCINS CONTRE LE COVID-19 DOIT RESTER UNE PRIORITÉ SI NOUS VOULONS METTRE UN TERME À CETTE CRISE : POINT DE VUE

Seth Berkley, Directeur exécutif de Gavi, l'Alliance du vaccin

Tandis que les premiers résultats prometteurs de candidats-vaccins contre le COVID-19 commencent à être annoncés, on peut espérer que la fin de cette crise mondiale est à portée de main. Espérer seulement, parce que même si nous sommes aujourd'hui à un tournant et que nous disposons d'une solution mondiale qui pourrait mettre un terme à la phase aiguë de cette pandémie, nous n'y sommes pas encore tout à fait. Des données probantes montrant que la vaccination peut procurer une protection contre le virus pourraient bien changer la donne, mais elles induiront également une demande encore plus forte de vaccins contre le COVID-19. Voilà pourquoi il est si important de veiller à ce qu'un accès équitable demeure une priorité mondiale. En effet, tant que les habitants de tous les pays ne seront pas protégés, le virus continuera de circuler, et la possibilité d'un retour à la normale dans nos vies quotidiennes, les affaires, le commerce et les déplacements, mais aussi les espoirs de relancer l'économie mondiale continueront de se dérober à nous.

Le COVAX est le seul moyen d'éviter cela. Coordinné par mon organisation, Gavi, l'Alliance du vaccin, ainsi que par la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations et l'Organisation mondiale de la santé, ce mécanisme est la seule solution véritablement mondiale qui permette que l'accès aux vaccins anti-COVID-19 soit rapide, juste et équitable. De plus, en faisant en sorte que tous les ingrédients nécessaires – chaînes d'approvisionnement, équipements de chaîne du froid, agents de santé formés et systèmes de données – soient en place afin de mener à bien ce qui sera, concrètement, le déploiement mondial de vaccins le plus vaste et le plus rapide qui ait jamais existé, le COVAX aidera aussi le monde à repartir sur de meilleures bases et à améliorer notre résilience face aux futures pandémies, en particulier pour les économies les plus pauvres. Mais maintenant que la communauté mondiale se rétablit, grâce à l'intervention des pays donateurs malgré la situation économique actuelle, et que nous disposons du COVAX, ce dernier ne pourra

réussir que si toutes les parties prenantes se rappellent pourquoi nous en avons besoin et qu'elles jouent leur rôle et veillent à ce que l'autre solution ne prévale pas.

Avec plus de 189 économies impliquées, représentant environ 90 % de la population mondiale, le COVAX constitue l'effort multilatéral le plus important depuis l'Accord de Paris. À l'heure où tant de pays sont confrontés à une menace si immédiate et existentielle, s'unir pour œuvrer à une solution commune qui profite à tous est simplement sans précédent : c'est un témoignage remarquable de solidarité. Mais en réalité, un tel soutien n'existe que parce que le COVAX fonctionne dans l'intérêt de chacun. Pour les quelque 35 États et économies prospères qui peuvent se permettre de négocier des accords bilatéraux avec les fabricants pour se procurer des doses de vaccins pour leurs citoyens, c'est une police d'assurance qui augmente leurs chances d'obtenir des vaccins efficaces contre le COVID-19, même si ces accords venaient à ne pas aboutir. Mais pour le reste du monde, c'est une bouée de sauvetage, qui permet la fourniture de doses aux citoyens des pays, riches ou pauvres, qui autrement n'auraient pas ou guère accès à ces vaccins.

Toutefois, même si le COVAX a été conçu de telle sorte qu'il profite à tout le monde, nous devons garder à l'esprit qu'il a été élaboré pour les personnes les plus pauvres de la planète. Si le dispositif COVAX donne à tous les pays participants accès au portefeuille de vaccins anti-COVID-19 le plus vaste et le plus diversifié au monde et assure que les fabricants sont prêts à produire des doses à grande échelle dès que les vaccins sont homologués, le système de Garantie de marché de Gavi pour les vaccins contre le COVID-19 (AMC Covax de Gavi) est là pour les pays à revenu faible et intermédiaire. Sans ce dispositif, les gouvernements de ces pays pourraient devoir se passer de vaccins ou être forcés de prendre des mesures de dernier recours, contractant un prêt commercial pour se procurer des vaccins moins efficaces ou moins appropriés et qui sont plus onéreux

**Le COVAX constitue l'effort multilatéral le plus important depuis l'Accord de Paris. À l'heure où tant de pays sont confrontés à une menace si immédiate et existentielle, s'unir pour œuvrer à une solution commune qui profite à tous est simplement sans précédent ; c'est un témoignage remarquable de solidarité.**

pour leurs citoyens. Dans cette configuration, le virus pourrait continuer de se propager tout en accentuant l'endettement de ces pays déjà en difficulté.

C'est pourquoi il faut absolument que l'AMC réussisse. Grâce à une démonstration éclatante de ce que peut permettre le multilatéralisme, nous avons déjà pu obtenir les 2 milliards USD nécessaires pour lancer les transactions. Mais si nous voulons que le COVAX atteigne son objectif initial, à savoir mettre à disposition 2 milliards de doses de vaccins anti-COVID-19 d'ici la fin de 2021 – près d'un milliard de ces doses étant destinées aux 92 pays à revenu faible et intermédiaire les plus pauvres –, alors nous devons mobiliser les 5 milliards USD, au minimum, nécessaires pour y parvenir. À cette fin, il faut veiller à ce que l'AMC constitue une priorité pour l'aide publique au développement (APD).

Étant donné l'impact dévastateur que le COVID-19 a déjà sur les pays à revenu

faible et intermédiaire, on peut avancer que la demande d'APD n'a jamais été aussi forte. C'est là un argument supplémentaire pour l'orienter sur des usages qui auront l'impact le plus profond et le plus durable, comme l'AMC Covax de Gavi, parce que la réponse à cette crise coûte déjà aux pays à revenu faible et intermédiaire 52 milliards USD toutes les quatre semaines. Cela n'est pas tenable : il faut absolument

stopper le virus grâce à des investissements simultanés qui assureront que les individus dans tous les pays ont accès à des vaccins sûrs et efficaces. Nous pourrions ainsi non seulement mettre un terme le plus rapidement possible à la phase aiguë de la pandémie actuelle, mais aussi renforcer la résilience face à prochaine. Parce qu'il y en aura une prochaine, nous pouvons en être certains : ainsi va l'évolution.



# REPENSER LE FINANCEMENT DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR UNE RÉSILIENCE MONDIALE

Inge Kaul, The Hertie School

## ABSTRAITE

La crise du COVID-19 offre aux responsables publics l'opportunité d'adapter le système de la coopération internationale aux défis planétaires d'aujourd'hui et de demain, opportunité qu'il ne faudrait pas gâcher. Ce chapitre propose une nouvelle architecture pour ce système, englobant les mécanismes institutionnels existants pour l'aide au développement axée sur les pays, un nouveau pilier centré sur la fourniture des biens publics mondiaux, et un troisième pilier pensé pour les mesures d'intervention et de stabilisation en cas de crise mondiale. Il traite en détail des biens publics mondiaux et de leurs caractéristiques distinctives, et conclut par des suggestions concrètes pour promouvoir les réformes proposées.

- De nombreux défis planétaires, dont la lutte contre les maladies transmissibles et l'atténuation du changement climatique, relèvent de biens publics mondiaux, qui nécessitent des mécanismes de gouvernance et de coopération internationale spécifiques, et il faut qu'il en soit pris acte.
- Le système actuel de financement de la coopération internationale n'est pas adapté aux défis planétaires d'aujourd'hui. C'est un obstacle de taille à une gestion plus efficace de la crise du COVID-19.
- L'architecture du financement de la coopération internationale gagnerait à être modernisée. Elle s'articulerait alors en trois volets, axés sur trois piliers distincts, mais qui se renforcent mutuellement : l'aide au développement, la fourniture des biens publics mondiaux, et la création et la préservation des capacités d'intervention et de stabilisation en cas de crise mondiale. À l'heure actuelle, ces piliers font l'objet d'un amalgame et sont dépendants des budgets d'aide au développement alloués en faveur des pays en développement.
- Le Secrétaire général des Nations Unies pourrait aider à sortir de l'impasse politique et stratégique qui bloque actuellement toute réforme du financement de la coopération internationale, en encourageant des projets pilotes de réforme liés à des défis mondiaux ciblés. Ces projets pilotes pourraient nourrir le débat en cours à l'échelle mondiale sur la redynamisation du multilatéralisme.

De nombreux analystes qui se sont penchés sur la pandémie de COVID-19 et ses diverses ramifications économiques, sociales, environnementales et potentiellement politiques soulignent, à l'image de Wolf (2020<sub>[1]</sub>), que le virus « a mis au jour les dysfonctionnements de la société ». Dans cette lignée, d'autres avancent que la

pandémie, pour reprendre les mots de Lopes (2020<sub>[2]</sub>), « est une crise trop parfaite pour se permettre de la gâcher » et que l'on devrait l'exploiter comme l'opportunité « d'insuffler des changements qui ont trop souvent été différés ».

Au regard de l'ampleur mondiale du COVID-19, une coopération internationale

efficace est à l'évidence essentielle pour mettre fin à la pandémie et relancer une croissance et un développement durables dans le monde. Il est donc crucial de savoir si des changements nécessaires ont été différés, entravant alors le bon fonctionnement actuel du financement de la coopération internationale, défini ici comme l'ensemble des mesures financières et réglementaires nécessaires à la réalisation efficace et efficiente des buts et objectifs de coopération internationale. Si de tels changements différés sont avérés, deux questions se posent. Premièrement, est-ce que des actions correctives commencent, peut-être, à se profiler aujourd'hui, sous la pression de la crise liée au COVID-19 ? Deuxièmement, comment pourrait-on amplifier et accélérer un changement nécessaire s'il est indispensable pour éradiquer la pandémie en cours aussi vite que possible et pour instaurer un meilleur système de financement de la coopération internationale ?

L'analyse ci-après se penche sur ces questions et révèle que les responsables publics risquent de passer à côté de l'opportunité qu'offre la crise du COVID-19. Malgré tous les appels qui se font entendre aujourd'hui en faveur d'une plus grande solidarité et d'une coopération internationale renforcée, aucun signe n'indique que la mise en œuvre des réformes trop longtemps différées soit envisagée. Si elles sont poursuivies, ces réformes devraient viser à créer une nouvelle architecture pour le financement de la coopération internationale, qui serait composée de trois piliers majeurs. Le premier pilier correspondrait aux mécanismes institutionnels existants pour l'aide au développement axée sur les pays ou les régions. Il serait complété par un nouveau pilier supplémentaire, centré sur la fourniture des biens publics mondiaux (BPM) tels que la lutte contre les maladies transmissibles ou l'atténuation du changement climatique. À l'appui de ces deux premiers piliers, un troisième serait conçu pour garantir un

soutien rapide, bien coordonné et décisif en faveur des pays et des BPM en situation de crise. En créant une telle architecture en trois volets, les dirigeants favoriseraient une action publique en phase avec la réalité et façonneraient un système à même de faire face aux différents types de défis qui pèsent aujourd'hui sur le monde.

Aspect important, comme l'analyse le montre ici, la fenêtre ouverte pour induire des changements ne s'est pas encore refermée. Ainsi, ce chapitre suggère trois réformes concrètes à mettre en œuvre sans délai, que complète une proposition désignant ceux qui pourraient aider à faire avancer les choses – et comment.

### Les changements différés du système de financement de la coopération internationale

La pandémie de COVID-19 pourrait permettre d'étendre le système de coopération internationale de telle sorte que, aussi bien conceptuellement qu'opérationnellement, il reflète les réalités des défis planétaires d'aujourd'hui et qu'il soit à même d'y faire face. Bien sûr, le

**La pandémie de COVID-19 pourrait permettre d'étendre le système de coopération internationale de telle sorte que, aussi bien conceptuellement qu'opérationnellement, il reflète les réalités des défis planétaires d'aujourd'hui et qu'il soit à même d'y faire face.**



système de financement de la coopération internationale a fait l'objet de réformes constantes. Toutefois, ces ajustements ont en général été isolés, progressifs et intégrés au modèle traditionnel de coopération pour le développement international axé sur les pays. Jusqu'à présent, les réformes de nature plus structurelle ou systémique ont rarement fait partie des priorités des pouvoirs publics, que ce soit à l'échelle internationale ou nationale. C'est par exemple le cas de la façon de gérer les défis qui touchent aux BPM, tels que la lutte contre les maladies transmissibles, l'atténuation du changement climatique, la santé des océans, la stabilité financière internationale ou la paix et la sécurité.<sup>1</sup> Pour l'essentiel, la coopération pour le développement international continue d'aborder ces défis comme des questions liées à l'aide, au lieu de les considérer comme des problématiques plus universelles, qui concernent de nombreux pays, voire tous bien souvent, et probablement tous les individus, riches comme pauvres. Pourtant, les études n'ont cessé de démontrer que nombre de ces défis liés aux biens publics mondiaux sont assortis de caractéristiques de gouvernance qui les différencient de façon claire et radicale des autres types de défis auxquels sont confrontés les pouvoirs publics, y compris les affaires étrangères, l'aide au développement pour les pays les plus pauvres, et des objectifs stratégiques plus strictement nationaux.<sup>2</sup>

Il n'y a bien sûr rien de nouveau dans le décalage entre l'ajustement institutionnel et les réalités changeantes sur lesquelles fonder l'action publique. L'histoire regorge d'exemples, comme l'a démontré North (1997<sup>(3)</sup>), parmi beaucoup d'autres. Les verrous institutionnels et le poids du passé, ainsi que des facteurs comportementaux tels que l'aversion au changement figurent parmi les raisons les plus fréquentes de ce décalage (Kahneman et Tversky, 2000<sup>(4)</sup>). Le manque de vision claire sur les changements requis et la prise en main de ces changements peut aussi avoir une influence.<sup>3</sup>

Quel type de changement institutionnel systémique, dans le domaine du financement de la coopération internationale, pourrait-on alors raisonnablement s'attendre à voir *a minima* proposé de façon rhétorique, voire introduit sur le plan pratique ? Trois phénomènes étroitement liés semblent jouer : la reconnaissance tardive des BPM et de la gouvernance spécifique qu'ils requièrent ; le besoin d'une réponse globale renforcée face à la crise et de capacités de soutien ; et la création d'une nouvelle architecture pour le financement de la coopération internationale, englobant l'aide publique au développement (APD), la fourniture de biens publics mondiaux et les mesures d'intervention et de stabilisation en cas de crise.

### ***Reconnaître les biens publics mondiaux en tant que tels et leurs spécificités sur le plan de la gouvernance***

Les principales caractéristiques distinctives des BPM Encadré 6.1. aident à expliquer pourquoi ils ne correspondent pas facilement – ou pour le moins pas pleinement – aux domaines d'action publique existants. De surcroît, les pays en développement exigent de plus en plus de justice, de possibilité de faire entendre leur voix et de représentation au sein de la coopération internationale. En règle générale, leurs demandes ciblent plus explicitement le développement national plutôt que la fourniture de BPM, même si ces deux objectifs distincts mais complémentaires se confondent actuellement. La fourniture des BPM intervient dans la mesure où les intérêts individuels des acteurs étatiques et non étatiques coïncident avec les intérêts mondiaux. Mais souvent, ils ne coïncident que partiellement. De ce fait, dans la plupart des cas, le total de toutes les contributions individuelles est insuffisant pour faire face aux défis concernés, induisant des écarts au niveau de la fourniture dans le monde et multipliant les problèmes de pérennité mondiale<sup>4</sup>. Pour ces raisons, la fourniture adéquate des biens publics mondiaux

## ENCADRÉ 6.1. LES CARACTÉRISTIQUES DISTINCTIVES DES BIENS PUBLICS MONDIAUX

**Les biens publics mondiaux (BPM) ont une portée transnationale et sont des biens non rivaux en termes de consommation.** Dans de nombreux cas, leurs effets s'étendent sur des pays ou régions dépassant les juridictions nationales, n'observant aucune frontière territoriale ou autre délimitation édictée par l'homme ; ils investissent sans obstacle aucun les espaces nationaux et autres, et touchent, pour le meilleur ou pour le pire, la plupart des individus, riches ou pauvres, au Nord comme au Sud. Selon la formule des économistes, ces défis relèvent aussi du domaine public mondial pour leur consommation.

**La coopération internationale, tant au-delà qu'à l'intérieur des frontières, est essentielle à la fourniture des BPM.** Dans de nombreux cas, les défis stratégiques qui touchent aux BPM relèvent aussi du domaine public mondial pour leur fourniture, autrement dit aucun acteur, aussi puissant soit-il, ne sera à même d'auto-fournir un BPM tel qu'une solution d'atténuation du changement climatique ou de lutte contre le commerce illicite. Au contraire, pour que chacun puisse jouir du bien, tous les pays – ou au moins un grand nombre d'entre eux – doivent être disposés à coopérer et contribuer à sa fourniture adéquate. Ceci implique souvent une action concertée aux niveaux national et régional, complétée par une action collective au niveau international. De telles actions existent déjà, comme le Gavi, l'Alliance du vaccin, le Fonds vert pour le climat ou les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (ONU). En d'autres termes, les BPM exigent une prise en compte de la dimension mondiale dans le cadre des choix stratégiques nationaux, régionaux, privés ou personnels.

**La fourniture et la protection des BPM peuvent être incompatibles avec le principe de souveraineté.** Dans un monde marqué par de fortes disparités, les préférences des différents acteurs concernant la gestion de certains BPM peuvent varier fortement. En tenant compte à la fois de ce fait et des deux caractéristiques précédentes des BPM, il apparaît clairement que dans certaines circonstances, les BPM peuvent être perçus comme allant à l'encontre de la souveraineté, principe fondamental de l'ordre mondial actuel. Il est donc probable que, pour être efficace, la coopération internationale doit être compatible avec le principe de souveraineté – autrement dit, qu'elle soit perçue par toutes les parties concernées comme bénéfique à tous et contribuant à garantir leur souveraineté dans l'action publique.

nécessite un type de domaine d'action publique nouveau et supplémentaire, ou un nouveau critère organisationnel, qui devrait être intégré dans les systèmes de gouvernance existants aux niveaux national (y compris local) et international.

### ***Améliorer les capacités de stabilisation et de soutien en cas de crise mondiale***

L'existence de capacités à l'échelle internationale permettant de proposer un soutien rapide, bien coordonné et décisif en situation de crise – crise menaçant par exemple de submerger les capacités de résilience nationale des pays et/ou de compromettre et potentiellement rendre indisponibles les BPM les plus essentiels – peut être considérée comme un BPM à part entière. Même s'il existe de nombreux

mécanismes internationaux de réponse face aux crises, beaucoup d'entre eux ont pour vocation d'appuyer le renforcement des capacités d'adaptation et d'intervention en cas de crise locale ou nationale<sup>5</sup>. Un tel appui est extrêmement important et il doit, lui aussi, être consolidé afin d'encourager des avancées plus poussées en faveur de communautés et de sociétés plus résilientes. Des capacités complémentaires sont toutefois nécessaires pour la stabilisation et le soutien en cas de crise mondiale.

Il est de plus en plus important de disposer d'un tel mécanisme complémentaire au regard de l'ouverture et de l'interdépendance accrues à l'échelle mondiale, de l'empreinte grandissante des hommes sur la nature, du creusement des inégalités, du manque de diversification des modes de production et

des chaînes d'approvisionnement et, dernier point mais pas le moindre, du programme à ce jour inachevé de l'aide au développement. Ces quelques exemples parmi d'autres sont autant de facteurs qui contribuent aujourd'hui à accroître la vulnérabilité mondiale. Goldin (2020<sup>[5]</sup>) et le Forum économique mondial (2020<sup>[6]</sup>), entre autres, étudient ces facteurs.

Les capacités de soutien aux mesures d'intervention et de stabilisation en cas de crise mondiale s'apparentent à de nombreux égards aux BPM. Il est toutefois utile d'envisager ces capacités comme un axe stratégique. L'une des raisons à cela est qu'elles sont des BPM impurs. Les capacités en place ont probablement un champ d'action limité et, en cas de pandémie ou autre crise mondiale, elles pourraient alors devenir des biens rivaux et, par conséquent, être insuffisantes pour répondre à tous les besoins. Deux autres raisons s'ajoutent au tableau : leur double orientation, à la fois nationale et mondiale, et leur rôle spécifique de proposition d'interventions très diverses et limitées dans le temps.

Ainsi, les capacités de soutien aux mesures d'intervention et de stabilisation en cas de crise représentent un type de défi mondial hybride et elles devraient, par conséquent, constituer un flux de financement de la coopération internationale à part entière. Le changement requis dans ce domaine stratégique rappelle celui requis pour la fourniture des BPM – garantissant une démarche de gestion intégrée.

### ***Édifier une architecture en trois volets pour le financement de la coopération internationale***

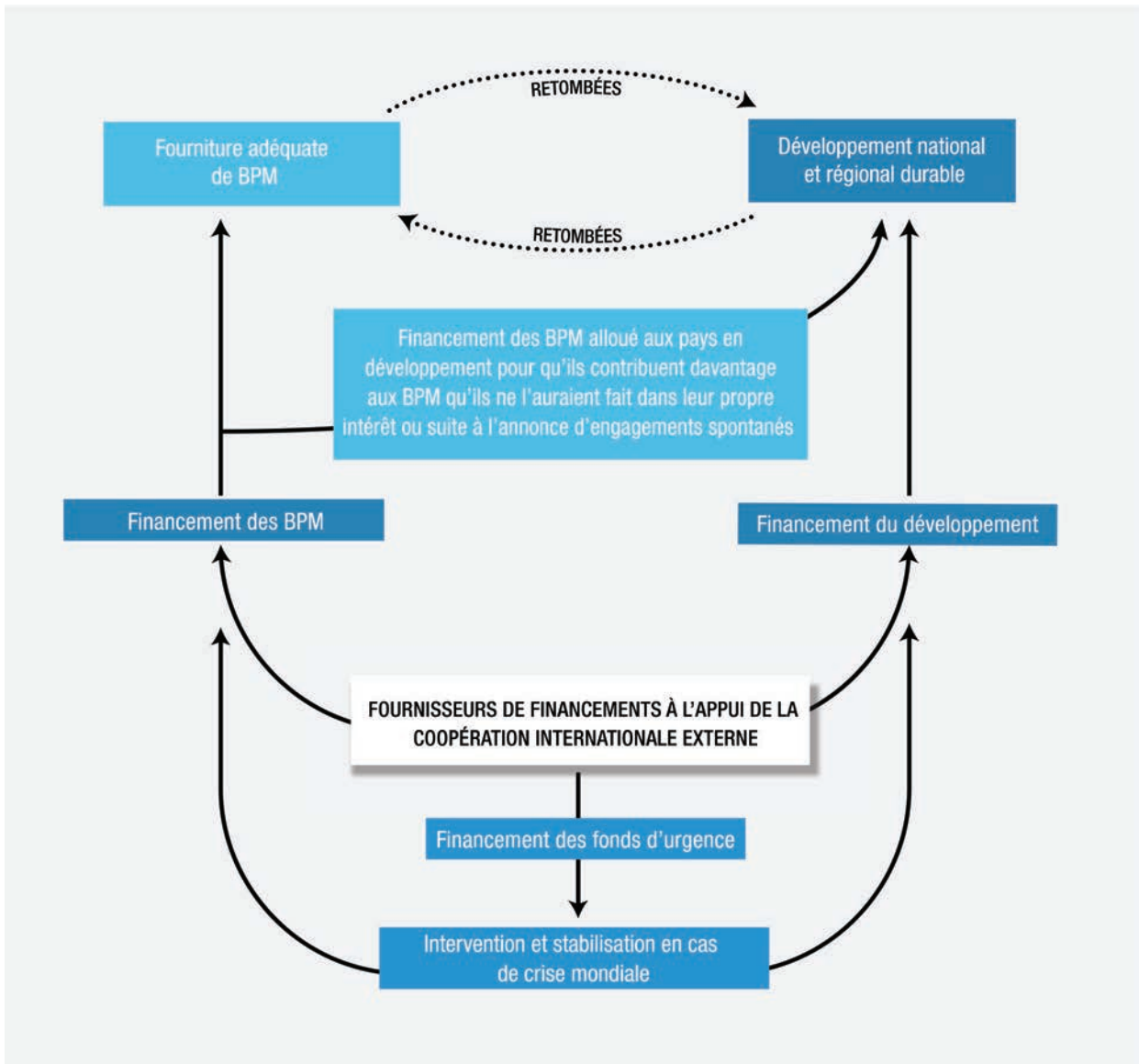
De toute évidence, tous les axes d'action publique nationaux et internationaux traditionnels demeurent utiles, et sont même indispensables pour aborder les défis qui touchent aux BPM ainsi que le défi hybride du soutien et des interventions en cas de crise. Toutefois, s'agissant du financement de la coopération internationale, ces types

de défis ne peuvent pas être gérés de façon adéquate s'ils sont envisagés sous l'angle des règles actuelles de comptabilisation de l'APD et que l'on attend qu'ils s'y plient. Le modèle économique de l'APD est principalement axé sur les pays. Dans le cas de la coopération internationale visant la fourniture des BPM, les BPM concernés doivent être au centre des choix d'action. Il en va de même pour le soutien aux mesures d'intervention et de stabilisation. Comme évoqué plus haut, ces différents axes ou composantes de la coopération internationale ne doivent pas être confondus ni faire l'objet d'un amalgame : il convient de les aborder comme des axes stratégiques distincts. Il existe bien sûr de nombreux liens et synergies entre ces axes, mais à l'heure actuelle, ils sont abordés comme s'ils relevaient tous de l'APD, dans sa définition actuelle, et ce au détriment des trois (Kaul, 2017<sup>[7]</sup>).

Ainsi, l'édification d'une nouvelle architecture qui sépare les caractéristiques, méthodes et sources de financement de ces trois piliers de la coopération internationale est un autre exemple de réforme différée Encadré 6.1. L'instauration d'une architecture en trois volets pourrait lever la confusion actuelle qui entoure les spécificités et objectifs des trois axes stratégiques. Cette confusion est l'un des principaux obstacles à une meilleure gestion des défis planétaires tels que l'atténuation du changement climatique et, de façon plus globale, à la réponse au besoin urgent d'avancées plus rapides et plus amples en faveur du développement et de la croissance durables à l'échelle mondiale.

La crise du COVID-19 met en évidence notre interconnexion et le besoin de solidarité entre les pays afin de lutter contre une pandémie mondiale. Or, le problème est que la solidarité fait défaut (et transparaît davantage dans les discours que dans les actes), notamment au niveau des pays. Comme l'a relevé Ocampo (2020<sup>[8]</sup>), les réponses internationales relativement timides des pays développés contrastent fortement avec leurs mesures

Graphique 6.1. Une architecture en trois volets pour le financement de la coopération internationale



d'intervention courageuses et de grande ampleur sur leur territoire respectif face à la crise. Les investissements visant à garantir les stocks de vaccins nécessaires pour leur propre population sont l'une de ces mesures. Ces décisions ont amené plusieurs analystes à s'exprimer et alerter sur un « nationalisme du vaccin » excessif (Bollyky et Bown, 2020<sup>[9]</sup> ; Mancini et Peel, 2020<sup>[10]</sup>).

La faible solidarité mondiale se manifeste également dans le niveau nettement insuffisant des approvisionnements et du financement dans le cadre des nouvelles initiatives de coopération internationale qui se sont ajoutées aux réponses face à

la crise du COVID-19.<sup>6</sup> Même les initiatives directement liées à la santé subissent un manque de financement.<sup>7</sup> L'insuffisance des financements publics à l'appui de la coopération internationale était déjà une réalité avant la pandémie.<sup>8</sup> Pourtant, contrastant vivement avec les déclarations de solidarité, de nouvelles réductions ont été récemment annoncées (Foresti, 2020<sup>[11]</sup>). De plus, différents rapports indiquent que les allocations budgétaires existantes sont en train d'être réorientées vers des initiatives liées au COVID-19,<sup>9</sup> induisant un risque de double comptabilisation du soutien apporté sous forme de financements publics.<sup>10</sup> En

conséquence, le manque de financement pourrait être pire qu'il n'y paraît de prime abord.

Pour l'essentiel, les réflexions actuelles autour de la question du vaccin reflètent la superficialité de la solidarité mondiale. Plusieurs observateurs plaident pour que le vaccin – ou les vaccins – contre le COVID-19, une fois disponible, soit considéré et géré comme un BPM. Mais un vaccin est un bien privé et, à ce titre, il s'agit d'un bien rival qui peut facilement être présenté comme exclusif. Une dose de vaccin administrée à une personne n'est plus disponible pour d'autres individus. De plus, les connaissances et technologies mobilisées pour la production du vaccin sont probablement brevetées et, de ce fait, en dehors du domaine public mondial. Par conséquent, faute d'une décision politique mondiale visant à rendre un vaccin disponible pour l'ensemble des populations et des pays (à titre gratuit ou à un prix abordable), seules pourront être vaccinées les catégories de population qui ont les moyens d'acquérir le vaccin – et celles vivant dans des pays ayant déjà réservé les stocks nécessaires pour leurs propres besoins.

Une entité de coordination, le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le COVID-19 (Accélérateur ACT), réunit des États et des acteurs non étatiques dans l'optique de développer et de produire des vaccins, des produits de diagnostic et des traitements contre le COVID-19 (OMS, 2020<sub>[12]</sub>). Afin d'atteindre l'objectif de rendre un vaccin disponible pour tous, plusieurs éléments sont indispensables. Quelqu'un devrait tout d'abord payer pour toutes les doses nécessaires de sorte qu'elles soient disponibles pour tous, y compris ceux qui n'ont pas les moyens de l'acquérir. Ou il faudrait que la pandémie de COVID-19 soit spécifiquement reconnue par la communauté internationale comme une urgence sanitaire, ce qui permettrait de faire valoir le principe de délivrance de licence obligatoire prévu par l'accord sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

**Faute d'une décision politique mondiale visant à rendre un vaccin disponible pour l'ensemble des populations et des pays (à titre gratuit ou à un prix abordable), seules pourront être vaccinées les catégories de population qui ont les moyens d'acquérir le vaccin – et celles vivant dans des pays ayant déjà réservé les stocks nécessaires pour leurs propres besoins.**

(ADPIC).<sup>11</sup> Ceci pourrait aider à rendre le vaccin plus abordable. Chacune des deux options nécessiterait des investissements supplémentaires pour améliorer les systèmes de santé des pays en développement, renforcer les capacités de certains pays en développement à produire le(s) vaccin(s) et mettre en place des chaînes de livraison adéquates afin de garantir la sécurité des injections. Quelque 150 personnalités internationales ont lancé un appel en ce sens dans une lettre ouverte soutenant un « vaccin pour tous » (ONUSIDA, 2020<sub>[13]</sub>). Si l'Accélérateur ACT a permis d'enregistrer des progrès, on ne sait pas encore si un vaccin peut véritablement être mis à la disposition de tous grâce à ce mécanisme ou à un autre.

Bien sûr, tous ceux qui rappellent avec insistance que le défi de l'atténuation du changement climatique, et d'autres défis urgents, ne devraient pas être mis de côté à

cause du COVID-19 avancent un argument valable. Mais, là encore, cela soulève des questions. Qui calcule la somme des fonds publics qui seraient nécessaires ? Comment éviter de nouvelles réorientations des fonds ? Et qui suit les ressources disponibles et tire la sonnette d'alarme lorsque de telles réorientations surviennent et que d'importants déficits apparaissent dans des domaines sanitaires critiques ?

Il n'existe aucun système cohérent permettant de gérer les problématiques mondiales. Le COVID-19 l'a démontré. L'Organisation mondiale de la santé assure, à un certain degré, une coordination mondiale dans la lutte contre la propagation du virus<sup>12</sup>. Mais cette crise est multidimensionnelle, et il est tout aussi important d'aboutir à un développement et une croissance durables à l'échelle mondiale. Le monde a besoin d'un mécanisme ayant vocation à coordonner simultanément les mesures sanitaires et les mesures économiques et sociales.

Le tableau global actuel des interventions publiques face au COVID 19 ressemble donc à celui d'autres BPM, y compris la promotion d'une croissance et d'un développement verts. De nombreux acteurs lancent un nombre incalculable d'initiatives, mais selon des schémas qui manquent souvent de cohérence ou de financements. Les pays pauvres et les individus les plus défavorisés souffrent plus que les autres pays et les autres catégories de population, faute de disposer de ressources suffisantes pour se protéger eux-mêmes contre le défaut de fourniture des BPM et les répercussions qui en découlent et qui, souvent, sont perceptibles bien au-delà de la sphère immédiate des BPM insuffisamment fournis.

## Comment s'assurer de ne pas passer à côté des opportunités de réformes engendrées par le COVID-19

Une tâche urgente s'impose aux responsables publics et à leurs électeurs : ces derniers doivent s'efforcer de moderniser le système traditionnel de financement

de la coopération internationale selon le principe de l'architecture en trois volets étudiée ici, dans le but de remédier à ses dysfonctionnements actuels les plus fondamentaux.

Vu la complexité de la tâche, il est important de procéder de façon stratégique et de commencer par les changements qui peuvent être réalisés relativement rapidement. Ceux-ci peuvent aider à poser les bases d'un nouveau système de financement. En outre, des réformes immédiates peuvent contribuer à éradiquer la pandémie de COVID-19 au plus vite, aider à rester sous le seuil critique de 1.5-2 °C concernant le réchauffement climatique et empêcher que les efforts internationaux et nationaux en faveur de la croissance et du développement durables à l'échelle mondiale ne reculent sous l'effet d'une crise mondiale.

Les premières mesures innovantes d'une telle stratégie de changement en plusieurs phases pourraient comprendre, entre autres, les mesures ci-après :

- Inclure le COVID-19, l'atténuation du changement climatique (*climate change mitigation* ou CCM), et les mesures d'intervention et de stabilisation en cas de crise (*crisis response and stabilisation* ou CRS) dans la liste des priorités mondiales de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies. De cette manière, ces trois défis stratégiques planétaires bénéficieront de l'attention personnelle du Secrétaire général, qui veillera à ce que les négociations politiques et les mesures opérationnelles y afférentes soient menées à l'échelle et au rythme attendus pour qu'elles soient gérées de façon efficace.
- Pour appuyer le rôle moteur du Secrétaire général des Nations Unies dans ces trois domaines stratégiques, il serait souhaitable de créer trois nouvelles entités dédiées – UNCOVID-19, UNCCM et UNCRS – qui opéreraient alors comme des plateformes de coordination. Dans le cas du COVID-19, cela impliquerait de réunir les acteurs et entités responsables des volets sanitaires de la crise et ceux chargés des questions



liées à la relance de la croissance et du développement.

- Inclure la réforme du financement de la coopération internationale dans les réflexions mondiales sur la redynamisation du multilatéralisme. Dans leur déclaration sur la commémoration du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU, les chefs d'États ou de gouvernements des États membres de l'ONU ont demandé au Secrétaire général de formuler des recommandations sur la redynamisation du multilatéralisme (Nations Unies, 2020<sub>[14]</sub>). Les questions de la redynamisation du multilatéralisme et de la réforme du financement de la coopération internationale étant étroitement liées, ces recommandations pourraient inclure la mise en place d'un panel d'experts indépendants de haut niveau chargés d'étudier comment des réformes telles que celles suggérées ici pourraient contribuer à promouvoir la redynamisation du multilatéralisme. Un suivi et une évaluation rigoureux des résultats et des retombées dans les trois domaines prioritaires que sont le COVID-19, l'atténuation du changement climatique et les mesures d'intervention et de stabilisation en cas de crise pourraient aider à tester et développer la nouvelle architecture en trois volets du financement de la coopération internationale.

## Saisir l'occasion d'adapter le financement de la coopération internationale à l'époque actuelle

Qui peut enclencher le processus de transformation du système destiné à l'adapter aux défis planétaires de notre époque, et selon quelles modalités ?

Tout d'abord, la meilleure solution est peut-être d'adopter une démarche à objectif double. Comme évoqué plus haut, le Secrétaire général des Nations Unies est le mieux placé pour amorcer le processus de réforme, au vu de la déclaration à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire et de « L'ONU75 : une

déclaration des peuples & un plan d'action mondial » (UN2020, 2020<sub>[15]</sub>). Ensuite, certains des représentants des principaux donateurs du système traditionnel de financement de la coopération internationale, tels que le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ou la Banque mondiale, pourraient prendre les devants et assurer au grand public et au Secrétaire général des Nations Unies qu'eux aussi reconnaissent que le temps est venu pour un changement. Les représentants des pays que l'on désigne comme bénéficiaires – l'Union africaine, par exemple – pourraient faire de même. Bien entendu, toute autre partie intéressée et concernée, étatique ou non, pourrait aussi vouloir faire connaître son soutien et, ce faisant, encourager dès le départ un processus de changement inclusif, à de multiples niveaux et impliquant divers acteurs.

En réalité, de nombreuses idées de réforme et de changement ont déjà été formulées, et plusieurs initiatives pilotes isolées sont en cours. Mais maintenant, il est urgent de regrouper ces idées pour nourrir une vision cohérente d'une architecture et d'une orientation nouvelles, à même de concrétiser les changements.

De toute évidence, parvenir à un consensus sur les réformes nécessaires demandera du temps. Raison de plus, donc, pour inclure – dès à présent – le COVID-19, l'atténuation du changement climatique et les mesures d'intervention et de stabilisation en cas de crise parmi les priorités mondiales de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies, et pour les considérer comme des essais en vue d'une réforme du financement de la coopération internationale. L'objectif principal serait alors d'éradiquer le COVID-19 dès que possible et de ne pas dépasser le seuil critique visé pour le réchauffement climatique mondial. L'accomplissement de ces deux prouesses nous donnerait à voir de façon plus concrète comment relever les défis planétaires actuels et progresser sur la voie d'une croissance et d'un développement durables à l'échelle mondiale.

## RÉFÉRENCES

- Barrett, S. (2007), *Why Cooperate?: The Incentive to Supply Global Public Goods*, Oxford University Press, Oxford, <http://dx.doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199211890.001.0001>. [25]
- Bollyky, T. et C. Bown (2020), « The tragedy of vaccine nationalism », *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-07-27/vaccine-nationalism-pandemic> (consulté le 12 octobre 2020). [9]
- Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (2020), *Annual Report 2019*, <https://www.undrr.org/publication/undrr-annual-report-2019> (consulté le 13 novembre 2020). [32]
- CNUCED (2020), *Trade and Development Report 2020*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Genève, [https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2020\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2020_en.pdf) (consulté le 12 octobre 2020). [33]
- Commission européenne (2020), « Questions-réponses : La réaction de l'UE au niveau mondial face à la pandémie de coronavirus », [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda\\_20\\_606](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_20_606). [28]
- Correa, C. (2020), *Lessons from COVID-19: Pharmaceutical Production as a Strategic Goal*, South Centre, Genève, <https://www.southcentre.int/wp-content/uploads/2020/07/SouthViews-Correa.pdf> (consulté le 12 octobre 2020). [24]
- DCAF (2020), *Disaster Risk Reduction, Preparedness and Relief & the Security Sector*, Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève, <https://issat.dcaf.ch/Learn/SSR-in-Practice/Thematics-in-Practice/Disaster-Risk-Response-and-SSR> (consulté le 13 novembre 2020). [23]
- Fonds mondial de prévention des catastrophes et de relèvement (2020), *Who we are (page web, en anglais)*, <https://www.gfdr.org/en/global-facility-disaster-reduction-and-recovery> (consulté le 13 novembre 2020). [26]
- Foresti, M. (2020), « What the EU recovery fund means for Europe and international development », *ODI blog*, <https://www.odi.org/blogs/17197-what-eu-recovery-fund-means-europe-and-international-development> (consulté le 12 octobre 2020). [11]
- Forum économique mondial (2020), *The Global Risks Report 2020*, [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_Global\\_Risk\\_Report\\_2020.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risk_Report_2020.pdf) (consulté le 12 octobre 2020). [6]
- Georgieva, K. (2020), « Opening remarks at a press briefing », Fonds monétaire international, Washington, D.C., <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/03/27/sp032720-opening-remarks-at-press-briefing-following-imfc-conference-call/> (consulté le 12 octobre 2020). [34]
- Gneiting, U., N. Lusiani et I. Tamir (2020), *Power, Profits and the Pandemic: From Corporate Extraction for the Few to an Economy that Works for All*, Oxfam International, Oxford, <https://www.oxfam.org/en/research/power-profits-and-pandemic> (consulté le 12 octobre 2020). [22]
- Goldin, I. (2020), « Rethinking global resilience: The pandemic is straining economic and social fault lines - The only remedy is international cooperation », *Finance & Development*, pp. 5-9, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/09/pdf/rethinking-global-resilience-ian-goldin.pdf> (consulté le 12 octobre 2020). [5]
- Hamzah, F. et al. (2020), « CoronaTracker: World-wide COVID-19 outbreak data analysis and prediction », *Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé*, [https://www.who.int/bulletin/online\\_first/20-255695.pdf](https://www.who.int/bulletin/online_first/20-255695.pdf). [21]
- Kahneman, D. et A. Tversky (2000), « Choices, values, and frames », dans Kahneman, D. et A. Tversky (dir. pub.), *Choices, Values, and Frames*, Cambridge University Press, Cambridge, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511803475.002>. [4]
- Kaul, I. (2020), « Multilateralism 2.0: It is here – are we ready for it? », *Global Perspectives*, <https://doi.org/10.1525/gp.2020.17639>. [20]
- Kaul, I. (2017), *Providing Global Public Goods: What Role for the Multilateral Development Banks?*, Overseas Development Institute, Londres, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11724.pdf> (consulté le 12 octobre 2020). [7]
- Kaul, I., D. Blondin et N. Nahtigal (2016), « Understanding global public goods: Where we are and where to next », dans Kaul, I. (dir. pub.), *Global Public Goods*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham,

- UK, <https://www.e-elgar.com/shop/gbp/global-public-goods-9781783472994.html> (consulté le 12 octobre 2020). [19]
- Kharas, H. et M. Dooley (2020), « *Sustainable development finance proposals for the global COVID-19 response* », Brookings Institution, Washington, DC, [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/08/Development-Financing-Options\\_Final.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/08/Development-Financing-Options_Final.pdf) (consulté le 12 octobre 2020). [35]
- Lopes, C. (2020), « Can a virus accelerate change in Africa? », *Pandemic Discourses*, <https://www.indiachinainstitute.org/2020/05/18/can-a-virus-accelerate-change-in-africa/> (consulté le 12 octobre 2020). [2]
- Mancini, D. et M. Peel (2020), « « Vaccine nationalism » delays WHO's struggling Covax scheme », *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/502df709-25ac-48f6-ae1-aec7ac03c759> (consulté le 12 octobre 2020). [10]
- Nations Unies (2020), « *Declaration on the Commemoration of the Seventy-fifth Anniversary of the United Nations* », Nations Unies, New York, <https://www.un.org/pga/74/wp-content/uploads/sites/99/2020/07/UN75-FINAL-DRAFT-DECLARATION.pdf>. [14]
- Nations Unies (2020), *United Nations Comprehensive Response to COVID-19*, Nations Unies, New York, [https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-09/un\\_comprehensive\\_response\\_to\\_covid-16\\_Sep\\_2020.pdf](https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-09/un_comprehensive_response_to_covid-16_Sep_2020.pdf) (consulté le 12 octobre 2020). [18]
- North, D. (1997), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511808678>. [3]
- Ocampo, J. (2020), *Weak International Economic Cooperation in Response to the COVID-19 Crisis*, Foundation for European Progressive Studies, Brussels, <https://www.feps-europe.eu/attachments/publications/economic%20cooperation%20covid%20-%20web.pdf> (consulté le 12 octobre 2020). [8]
- OCDE (2020), « The impact of the coronavirus (COVID-19) crisis on development finance », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-impact-of-the-coronavirus-covid-19-crisis-on-development-finance-9de00b3b/> (consulté le 12 octobre 2020). [27]
- OCDE-CAD (2020), *Pandémie mondiale de COVID-19 - Déclaration : commune du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/Pandemie-mondiale-de-Covid-19-declaration-CAD.pdf> (consulté le 12 octobre 2020). [29]
- OCHA (2019), *Global Humanitarian Overview 2020*, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, Genève, [https://www.unocha.org/sites/unocha/files/GHO-2020\\_v9.1.pdf](https://www.unocha.org/sites/unocha/files/GHO-2020_v9.1.pdf) (consulté le 13 novembre 2020). [30]
- OMS (2020), « *Allocution liminaire du Directeur général de l'OMS au point presse sur la COVID 19 – 2 octobre 2020* », Organisation mondiale de la santé, Genève, <https://www.who.int/fr/dg/speeches/detail/who-director-general-s-opening-remarks-at-the-media-briefing-on-covid-19---2-october-2020>. [36]
- OMS (2020), « « Le point sur l'Accélérateur ACT » », *Organisation mondiale de la santé, Genève*, <https://www.who.int/news/item/26-06-2020-act-accelerator-update>. [12]
- OMS (2020), *COVID-19 Partners Platform (page web)*, Organisation mondiale de la santé, Genève, <https://covid19partnersplatform.who.int/>. [31]
- ONUSIDA (2020), « World leaders unite in call for a people's vaccine against COVID-19 », [https://www.unaids.org/en/resources/presscentre/featurestories/2020/may/20200514\\_covid19-vaccine-open-letter/](https://www.unaids.org/en/resources/presscentre/featurestories/2020/may/20200514_covid19-vaccine-open-letter/). [13]
- Sandler, T. (2004), *Global Collective Action*, Cambridge University Press, Cambridge, <http://dx.doi.org/10.1017/CBO9780511617119>. [17]
- Stiglitz, J., A. Jayadev et A. Prabhala (2020), « Patents vs. the pandemic », *Project Syndicate*, <https://www2.project-syndicate.org/commentary/covid19-drugs-and-vaccine-demand-patent-reform-by-joseph-e-stiglitz-et-al-2020-04?barrier=accesspaylog> (consulté le 12 octobre 2020). [16]
- UN2020 (2020), *L'ONU75 : Une déclaration des peuples & un plan d'action mondial*, <https://securservercdn.net/198.71.233.184/b06.41d.myftpupload.com/wp-content/uploads/2020/10/New-French-version-September-2020-PDF.pdf>. [15]
- Wolf, M. (2020), « Opinion: Covid has exposed society's dysfunctions », *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/e3db59e8-8fda-45ed-a99e-f4385168f58a> (consulté le 12 octobre 2020). [1]

## NOTES

1. Les économistes distinguent deux catégories principales de biens, les biens privés (comme une tranche de pain) et les biens publics (tels qu'un phare). Les biens privés sont définis comme étant rivaux et exclusifs. Les biens publics sont définis comme assortis des propriétés opposées, donc non rivaux, en termes de consommation ou d'usage, et difficiles voire impossibles à rendre exclusifs. Les biens publics peuvent avoir une portée géographique et temporelle différente. Les biens publics mondiaux (BPM) sont des biens publics dont les bénéfices et les coûts concernent la planète entière ou plusieurs parties du monde (des régions, par exemple). Certains BPM, tels que le réchauffement climatique, peuvent aussi avoir des conséquences qui perdurent et affectent plusieurs générations. Pour des réflexions détaillées sur les concepts de biens publics et de BPM, voir entre autres Barrett (2007<sup>[25]</sup>), à l'adresse <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199211890.001.0001> ; Kaul, Blondin et Nahtigal (2016<sup>[19]</sup>), à l'adresse <https://www.e-elgar.com/shop/gbp/global-public-goods-9781783472994.html> ; et Sandler (2004<sup>[17]</sup>), à l'adresse <https://doi.org/10.1017/CBO9780511617119>.
2. Sur ce point, voir notamment le panorama complet de la littérature existante proposé par Kaul, Blondin et Nahtigal (2016<sup>[19]</sup>), à l'adresse <https://www.e-elgar.com/shop/gbp/global-public-goods-9781783472994.html>.
3. Sur ce point, voir aussi Kaul (2020<sup>[20]</sup>), à l'adresse <https://doi.org/10.1525/gp.2020.17639>.
4. Sur ce point, voir aussi Kaul (2017<sup>[7]</sup>), à l'adresse <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11724.pdf>.
5. À titre d'exemple : le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (2020<sup>[26]</sup>), le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (2020<sup>[32]</sup>), le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF, 2020<sup>[23]</sup>) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA, 2019<sup>[30]</sup>).
6. Kharas et Dooley (2020<sup>[35]</sup>) estiment que le monde en développement est confronté à un déficit potentiel de financement de près de 2 000 milliards USD pour faire face à la pandémie et aux chocs économiques qui en découlent. Voir [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/08/Development-Financing-Options\\_Final.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/08/Development-Financing-Options_Final.pdf). Leur estimation est proche de celle du Fonds monétaire international et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui tablent sur un déficit de 2 500 milliards USD. Voir, respectivement, (Georgieva, 2020<sup>[34]</sup>), à l'adresse <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/03/27/sp032720-opening-remarks-at-press-briefing-following-imfc-conference-call/>, et CNUCED (2020<sup>[33]</sup>), à l'adresse [https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2020\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2020_en.pdf).
7. Par exemple, les financements manquent cruellement dans le domaine des produits de santé, y compris pour la formulation et le déploiement des vaccins. Le 26 juin 2020, le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le COVID-19 (Accélérateur ACT) n'avait reçu qu'environ 10 % des 31.3 milliards USD de financements nécessaires au cours des 12 prochains mois, malgré l'obtention de 1 milliard USD supplémentaire en octobre 2020. Voir OMS (2020<sup>[12]</sup>), à l'adresse <https://www.who.int/fr/news/item/26-06-2020-act-accelerator-update>, et OMS (2020<sup>[36]</sup>), à l'adresse <https://www.who.int/fr/director-general/speeches/detail/who-director-general-s-opening-remarks-at-the-media-briefing-on-covid-19--2-october-2020>. L'assistance humanitaire liée au COVID-19 souffre de la même insuffisance : le 3 septembre 2020, le Plan de réponse humanitaire global des Nations Unies, conçu en faveur de 63 pays en développement, avait seulement reçu 2.3 milliards USD sur le budget nécessaire de 10.3 milliards USD. Voir ONU (2020<sup>[18]</sup>), à l'adresse [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/un\\_comprehensive\\_response\\_to\\_covid19\\_french.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/un_comprehensive_response_to_covid19_french.pdf).
8. L'OCDE (2020<sup>[27]</sup>) souligne que « le niveau et la dynamique des financements intérieurs et extérieurs » disponibles pour les pays en développement étaient déjà insuffisants au regard des financements nécessaires pour réaliser les Objectifs de développement durable avant la crise liée au COVID-19. En outre, les pays en développement sont confrontés à de vastes fuites des financements privés, à une diminution

des débouchés commerciaux sur la scène internationale et à des niveaux d'endettement toujours très élevés en raison de la pandémie – ce qui se traduit par de très fortes pressions sur leurs finances publiques. Jusqu'à présent, les membres du CAD de l'OCDE se sont simplement engagés à « s'efforcer de protéger » les budgets de l'APD (OCDE-CAD, 2020<sup>[29]</sup>).

9. Voir, par exemple, le communiqué de presse en ligne publié par la Commission européenne (2020<sup>[28]</sup>), qui présente les décisions de financement liées au COVID-19 prises par l'Union européenne et ses États membres.
10. La double comptabilisation de la coopération internationale à l'appui du développement, et peut-être d'autres domaines, survient lorsqu'une entité A mobilise des fonds et les transfère à une entité B, et que les deux entités notifient ces fonds.
11. Pour une réflexion sur la flexibilité des ADPIC et autres questions relatives à la propriété intellectuelle telles que le regroupement des brevets, voir Correa (2020<sup>[24]</sup>), à l'adresse <https://www.southcentre.int/wp-content/uploads/2020/07/SouthViews-Correa.pdf> ; Reddy et Acharya (2020<sup>[16]</sup>), à l'adresse <http://bostonreview.net/science-nature/sanjay-g-reddy-arnab-acharya-economic-case-peoples-vaccine/> ; et Stiglitz, Jayadev et Prabhala (2020<sup>[22]</sup>), à l'adresse <https://www2.project-syndicate.org/commentary/covid19-drugs-and-vaccine-demand-patent-reform-by-joseph-e-stiglitz-et-al-2020-04?barrier=accesspaylog>. Pour une réflexion sur les obstacles politiques à un accord sur ces questions, voir Gneiting, Lusiani et Tamir (2020<sup>[22]</sup>), à l'adresse <https://www.oxfam.org/en/research/power-profits-and-pandemic>.
12. Outre l'Accélérateur ACT, on notera également la Plateforme des partenaires contre le COVID-19 de l'OMS (2020<sup>[31]</sup>), présentée à l'adresse <https://covid19partnersplatform.who.int/>, et le Système de chaîne d'approvisionnement pour le COVID-19 de l'OMS, présenté à l'adresse <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/covid-19-operations/>. Le CoronaTracker, outil mondial présenté par Hamzah et al (2020<sup>[21]</sup>) à l'adresse [https://www.who.int/bulletin/online\\_first/20-255695.pdf](https://www.who.int/bulletin/online_first/20-255695.pdf), constitue un autre exemple d'action coordonnée.

# 07 LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE EN PRATIQUE

Eleanor Carey, Jonathan Marley & Harsh Desai, Direction de la coopération pour le développement, OCDE<sup>1</sup>

## ABSTRAITE

La crise du COVID19 a mis à rude épreuve les efforts récemment déployés pour bâtir des systèmes résilients dans le cadre d'une approche intégrée de l'action humanitaire, du développement et de la recherche de la paix. Si la prise en compte de la résilience dans la coopération pour le développement a manifestement progressé, notamment par l'enrichissement de la banque de connaissances et des ressources indispensables aux spécialistes, la pandémie a attiré l'attention sur des faiblesses et des lacunes persistantes. Dans un monde de plus en plus interconnecté confronté à des risques pluridimensionnels, le renforcement de la résilience revêt un caractère d'urgence et appelle de nouveaux modes de coordination, de programmation et de financement.

<sup>1</sup> Les auteurs remercient tout particulièrement Rachel Scott, Conseillère principale pour la stratégie et les partenariats au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de sa contribution.



- La crise du COVID19 montre que les acteurs de la coopération pour le développement doivent consacrer beaucoup plus de moyens à la constitution de systèmes résilients.
- Les acteurs du développement peuvent s'appuyer sur de nombreux instruments pratiques et directives stratégiques pour éclairer leurs stratégies de renforcement de la résilience.
- Un changement d'approche – créer une résilience multidimensionnelle plutôt que de réduire les risques – s'impose pour mieux réagir aux chocs à venir.
- Une action intégrée est nécessaire pour affermir la résilience dans les trois principaux piliers de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix : la coordination, la programmation et les financements.

### La crise du COVID19 a mis la résilience à l'épreuve

La crise du COVID19, de par son caractère impérieux, son ampleur et la rapidité de son évolution, a clairement montré que les responsables publics doivent déployer davantage d'efforts pour intégrer des approches fondées sur les risques et sur la résilience à leurs politiques et stratégies. Il importe en premier lieu de bien saisir les distinctions entre ces deux approches. Une approche fondée sur les risques s'attache à répertorier et à réduire, dans toute la mesure du possible, les menaces identifiables. Une approche fondée sur la résilience *accepte le caractère intrinsèquement incertain, imprévisible, voire aléatoire des menaces systémiques* (OCDE, 2020<sup>[11]</sup>) – et vise à atténuer les effets de menaces qui finissent inévitablement par se concrétiser (Lindborg, 2020<sup>[2]</sup>). En général, renforcer la

résilience consiste à améliorer la capacité des systèmes à absorber les chocs (ou à y faire face), mais aussi à s'adapter et se transformer lorsque ceux-ci se produisent de manière à en limiter les effets au minimum possible (voir l'Encadré 7.1 consacré à la terminologie de la résilience).

La résilience s'est progressivement imposée sur la scène internationale ces dernières années, notamment à la suite de la crise financière de 2008-09 et sous l'effet de la prise de conscience croissante des liens entre différentes catégories de risques (violence et conflits, changement climatique et catastrophes, par exemple) et des facteurs de risques spécifiques (comme l'urbanisation ou le vieillissement démographique) (OCDE, 2013<sup>[10]</sup>). La crise actuelle a des retombées multidimensionnelles à tous les niveaux des sociétés, ce qui confirme qu'un renforcement de la résilience est nécessaire

## ENCADRÉ 7.1. TERMINOLOGIE DE LA RÉSILIENCE

Les approches fondées sur la résilience interviennent parallèlement aux stratégies de gestion des risques et des catastrophes pour faire face aux crises ; elles visent à mieux gérer la complexité mouvante des risques, notamment l'accroissement de l'incertitude. La diversité de la terminologie, des définitions et des interprétations qui figurent dans les ouvrages spécialisés peut constituer un obstacle majeur à leur mise en œuvre efficace. Les principales définitions en vigueur sont les suivantes.

**La résilience** désigne la capacité des nations, des communautés ou des ménages à absorber des chocs et à s'en remettre tout en adaptant et en modifiant de façon constructive leurs structures et leurs moyens de fonctionnement/de subsistance en présence de tensions, d'évolutions ou d'incertitudes à long terme.

**Le bien-être** est une composante fondamentale de la résilience. Il se rapporte à un état d'être avec les autres et avec l'environnement naturel qui répond aux besoins humains de telle sorte que les individus et les groupes sont en mesure de poursuivre fructueusement leurs objectifs et sont satisfaits de leur mode de vie (Armitage et al., 2012<sup>[3]</sup>).

**Le renforcement de la résilience**, dans le cadre des programmes de coopération pour le développement, est un processus qui vise à améliorer conjointement les capacités d'absorption (ou capacités à faire face), d'adaptation et de transformation des nations, des communautés et des ménages tout en veillant à ce que ces programmes ne nuisent ni aux structures sociales, politiques ou économiques en place, ni au bien-être et aux conditions de vie des groupes et des individus directement ou indirectement concernés.

**Un système résilient** est un système dans lequel les composantes (ou caractéristiques) de différentes couches de la société améliorent collectivement les capacités **d'absorption, d'adaptation et de transformation**. L'intégration de ces composantes résulte de l'application de stratégies de renforcement de la résilience qui assurent une meilleure concordance entre les mesures de gestion des risques et les programmes de développement, de lutte contre la vulnérabilité et la pauvreté, et d'autres objectifs de long terme :

- **La capacité d'absorption** a trait à l'aptitude d'un système, moyennant des mesures d'intervention préétablies, à se préparer aux retombées d'événements défavorables, à les atténuer ou à les prévenir, de manière à préserver et rétablir les structures et fonctions de base essentielles (Béné et al., 2012<sup>[4]</sup> ; Cutter et al., 2008<sup>[5]</sup> ; UNISDR, 2009<sup>[6]</sup>).
- **La capacité d'adaptation** renvoie à l'aptitude d'un système à ajuster, modifier ou transformer ses composantes (ou caractéristiques) et ses interventions de manière à atténuer d'éventuels dommages futurs et à exploiter au maximum les possibilités, le tout afin de continuer à fonctionner sans changer sensiblement la qualité des structures ou fonctions (Béné et al., 2012<sup>[4]</sup> ; GIEC, 2012<sup>[7]</sup>).
- **La capacité de transformation** est l'aptitude à créer un système fondamentalement nouveau lorsque des chocs écologiques, économiques ou sociaux rendent le système en place non viable (Walker et al., 2004<sup>[8]</sup>).

Souvent, une crise exige l'exercice simultané de ces trois capacités. Une communauté côtière du Bangladesh, par exemple, peut faire appel à sa capacité d'absorption pour protéger ses moyens d'existence contre les inondations annuelles en appliquant les compétences traditionnelles acquises à l'occasion de crises antérieures de même nature. Comme l'élévation du niveau de la mer liée au changement climatique augmente progressivement la salinité des sources d'eau habituelles, la population peut mobiliser ses facultés d'adaptation pour modifier ses modes de culture agricole et de collecte d'eau potable. Pour renforcer leur résilience globale, les communautés peuvent transformer leur mode de gestion des revenus en modifiant les comportements en matière d'exploitation des ressources naturelles, les fonctions de différents groupes et leur mode de collaboration, et en favorisant l'inclusion et la participation des femmes.

Source : Mitchell, A. (2013<sup>[9]</sup>), « Risk and resilience: From good idea to good practice », <https://dx.doi.org/10.1787/5k3ttg4cxcbp-en>.

tout au long de la chaîne d'intervention, depuis les dispositions immédiates jusqu'aux mesures de relance à long terme (PNUD, 2020<sup>[11]</sup>).

Le risque que les retombées multidimensionnelles, en partie liées à la pandémie de COVID19, aient un effet domino délétère menace désormais la

## ENCADRÉ 7.2. COMMENT LA FRAGILITÉ MULTIDIMENSIONNELLE ET L'ACCUMULATION DE CHOCS METTENT À MAL LA RÉSILIENCE : LE CAS DU LIBAN

On 4 August 2020, a catastrophic explosion in the Port of Beirut caused over 200 deaths and 6 500 injuries. An estimated USD 15 billion in property damage left some 300 000 people homeless. The explosion has the potential to exacerbate existing fragility, leading to a reversal in Lebanon's prospects for sustainable development and peace. A resilience-based approach in Lebanon is therefore essential to address the potential for these reversals and build back better from the crisis.

For many years before the explosion or the onset of COVID-19, Lebanon had been facing severe and entrenched challenges. A litany of governance failures, including the inability to make essential reforms, has led to the collapse of critical public services and created a crisis of public distrust. A deteriorating security situation and the ready availability of weapons are linked to an uptick in violence.

In turn, a deep economic recession has pushed ~55% of the population below the poverty line while skyrocketing consumer prices have placed basic goods and services beyond the reach of ordinary citizens. The ongoing strain of hosting 1.5 million refugees and the more recent impacts of the COVID-19 pandemic exacerbate the crises. In turn, dwindling foreign currency reserves may force the government to eliminate subsidies.

Frustrated by a lack of hope for the future, citizens who can – particularly youth, the middle class and the educated with access to capital – are leaving Lebanon, vowing never to return. Those who cannot leave are at risk of resorting to violence – or may ultimately suffer at the hands of those who do.

In Lebanon, resilience is a dirty word. For too long, people were expected to be resilient, despite being faced with compounding shocks. International actors designed programmes and invested in individual resilience. However, people cannot individually be resilient faced with systemic failure. The development community's failure was in not investing in resilient systems – systems that could anticipate shocks, limit exposure to those situations and where one system could compensate for stress in another area.

Sources: EU, UN and World Bank (forthcoming<sup>[14]</sup>), The 3RF: Reform, Recovery and Resilience Framework; International Crisis Group (2020<sup>[15]</sup>), "Avoiding further polarisation in Lebanon", <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/lebanon/b81-avoiding-further-polarisation-lebanon>.

stabilité politique, la sécurité et la situation économique et sociale. C'est ce que l'on peut observer en Gambie, par exemple, qui subit actuellement le contrecoup économique et politique de la crise (OCDE, 2021<sup>[12]</sup>), ou bien au Liban, où une puissante explosion dans le port de Beyrouth l'a aggravée (Encadré 7.2). Par ailleurs, les risques économiques découlant de la diminution des envois de fonds par les émigrés ont des retombées préjudiciables sur les populations des pays en développement (Thompson, à paraître<sup>[13]</sup>). Ces effets montrent à quelle vitesse peuvent surgir des besoins humains urgents, et comment une crise internationale peut anéantir les progrès réalisés dans les domaines de l'action humanitaire, de la

coopération pour le développement et de la recherche de la paix.

Si les crises peuvent également créer des possibilités, au travers d'accords de cessez-le-feu ou d'un éventuel rééquilibrage des chaînes de valeur mondiales par exemple, il apparaît que les intervenants ne se saisissent pas encore pleinement des possibilités qu'offre la crise actuelle. Le nombre relativement faible d'accords de cessez-le-feu conclus, par exemple, n'a guère d'effet sur le niveau général de violence dans le monde (Gowan, 2020<sup>[16]</sup>).

Bien que la résilience soit désormais couramment prise en compte dans les stratégies et politiques de coopération pour le développement, les mesures prises face à

la pandémie présentent des défaillances, qui appellent une révision radicale des modes de coordination, de programmation et de financement. L'adoption d'une approche fondée sur la résilience pour la lutte contre la pandémie et la relance ultérieure requiert la mobilisation de l'ensemble des intervenants dans les domaines de l'action humanitaire, du développement et de la recherche de la paix. Cela suppose qu'aux côtés des acteurs habituels du développement et de l'aide humanitaire, un rôle de premier plan revient aux diplomates, qui prennent souvent en main les opérations en faveur de la paix et du développement, et aux acteurs de la sécurité extérieure, dont la présence crée un environnement propice aux processus de paix et atténue le risque de résurgence des conflits (OCDE, 2021<sub>[12]</sub>). Il faudra aussi augmenter les investissements dans la consolidation de la paix : en 2018, les membres du Comité d'aide au développement (CAD) n'ont affecté que 13 % de leurs apports bilatéraux d'APD à des activités en faveur de la paix dans des contextes fragiles (Desai, 2020<sub>[17]</sub>).

En outre apparaissent de nouvelles possibilités de collaboration plus étroite entre différents intervenants dans le cadre de la programmation des mesures d'intervention. Par exemple, alors que les pays avancés comme les pays en développement s'emploient à prêter assistance aux populations pâtissant des retombées économiques de la crise, les acteurs humanitaires et du développement pourraient unir leurs efforts pour élargir la couverture des systèmes de protection sociale et servir les populations les plus vulnérables (Encadré 7.3).

Jusqu'ici, les financements alloués à la lutte contre le COVID19 se sont généralement concentrés sur « les masques et le soutien budgétaire », peu de crédits étant affectés au large éventail de programmes menés dans le cadre de la coopération pour le développement (Norwegian Refugee Council, 2020<sub>[19]</sub>). Cette situation tient certes à l'ampleur des besoins en matière de soutien

## L'erreur de la communauté du développement a été de ne pas investir dans des systèmes résilients – des systèmes capables d'anticiper les chocs et de limiter l'exposition à ces situations, et susceptibles de compenser les difficultés dans un autre domaine.

médical et humanitaire et d'injection de liquidités au niveau macroéconomique, mais elle révèle par ailleurs que l'instauration d'une approche fondée sur la résilience qui aborde la pandémie sous l'angle social, environnemental, sécuritaire, politique et humain fait toujours défaut. Au début de novembre 2020, le Plan de réponse humanitaire global COVID19 élargi avait reçu des financements à hauteur de 3.4 milliards USD environ, montant qui demeure nettement inférieur aux 9.5 milliards USD requis (OCHA, 2020<sub>[20]</sub>). Pourtant, les fonds destinés à remédier aux retombées socioéconomiques de la crise – qui seraient nécessaires à la mise en place de l'approche systémique inhérente à la notion de résilience – s'élevaient à 63 millions USD seulement (MPTFO, 2020<sub>[21]</sub>). Comme indiqué aux Chapitres 1 et 3, sur le continent africain et dans d'autres pays en développement, la crise déclenchée par la pandémie est davantage socioéconomique que sanitaire. L'application d'une méthode fondée sur la résilience ou systémique pour examiner les multiples effets négatifs du COVID19 sur le bien-être des populations permettrait de mettre en place une intervention mesurée et systémique.

## ENCADRÉ 7.3. LES PROGRAMMES DE TRANSFERT EN ESPÈCES DE L'ACTION HUMANITAIRE OFFRENT UN BALLON D'OXYGÈNE, ET OUVRENT LA VOIE AU RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE

Caroline Holt, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

L'assistance sous forme de transferts en espèces et de bons d'échange est devenue l'instrument de prédilection des pouvoirs publics pour apporter une aide d'urgence et de courte durée durant la pandémie de COVID19. Même en temps normal, ce type d'aide s'est avéré contribuer à réduire la pauvreté, favoriser l'accès aux services de santé et d'éducation, et préserver les moyens de subsistance. Son utilisation durant la pandémie a été particulièrement bénéfique. Selon la Banque mondiale, 212 pays ou territoires envisageraient d'instaurer une forme ou une autre de protection sociale, les programmes de transfert monétaire étant les plus prisés (Gentilini et al., 2020<sup>[18]</sup>).

Grâce à leurs 14 millions de bénévoles dans 192 pays, les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge œuvrent aux côtés des communautés pour identifier et soutenir les plus vulnérables. Chaque année, elles apportent une aide en argent liquide à quelque 6 millions de personnes dans plus de 80 pays, pour un montant total de 850 millions USD. Cette somme va augmenter : la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge est déterminée à développer ce programme de sorte que, d'ici à 2025, 50 % de son aide humanitaire sera fournie sous forme de transferts monétaires et de bons d'échange.

En Turquie, la Fédération internationale et la Société turque du Croissant-Rouge ont établi un partenariat avec les autorités nationales et la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes pour mettre en place un Plan d'aide sociale d'urgence. Aujourd'hui dans sa quatrième année d'existence, celui-ci fournit à 1.8 million de personnes une aide mensuelle en espèces pour couvrir leurs besoins essentiels, ce qui en fait le plus important programme humanitaire de cette nature. Inspiré du système de protection sociale turc, il s'appuie sur l'infrastructure existante pour distribuer cette aide monétaire à grande échelle. En juin-juillet 2020, le Plan d'aide sociale d'urgence a démontré sa capacité à réagir à un choc en versant un supplément d'aide ponctuel aux personnes frappées par les effets économiques de la pandémie.

Les acteurs humanitaires sont les mieux placés pour venir en aide aux plus nécessiteux, lesquels représentent un segment souvent considérable de la population non couverte par les programmes de protection sociale. Comme l'aide en espèces et en bons d'échange est le mode d'intervention privilégié, le moment paraît opportun pour renforcer les liens entre action humanitaire et développement afin de mettre en place des mesures d'urgence et des systèmes de protection sociale plus résilients. Cela suppose :

- Un engagement collectif à utiliser et optimiser les systèmes de protection sociale existants, plutôt que de les remplacer ou de les dupliquer. Les acteurs humanitaires devront tenir pleinement compte des systèmes nationaux pour élaborer leurs programmes.
- Des investissements communs, financiers aussi bien que techniques, dans la mise au point de méthodes d'intervention et dans le renforcement des capacités des intervenants locaux et nationaux. Les acteurs du développement auront pour rôle essentiel d'appuyer la consolidation des systèmes moyennant des financements prévisibles à long terme.
- Une action permanente de plaidoyer, auprès de la communauté du développement, en faveur du financement et de la programmation d'une aide en espèces et en bons d'échange multisectorielle non assortie de conditions, afin de répondre efficacement à l'ensemble des besoins des plus vulnérables.

Un rapprochement entre les résultats de l'aide humanitaire et du développement favorisera une approche plus efficiente, efficace et transparente pour satisfaire aux besoins immédiats et ultérieurs des ménages frappés par la crise.

## Renforcer la capacité des organismes de développement à adopter une démarche fondée sur la résilience

Soucieuse de définir une approche fondée sur la résilience – et de préciser ses modalités d'application – l'OCDE a établi en 2013 un Groupe d'experts sur le risque et la résilience réunissant quelque 280 spécialistes issus de membres du CAD, d'organismes des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales, du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de banques de développement, de milieux décisionnaires, de groupes de réflexion et du secteur privé (OCDE, s.d.<sup>[22]</sup>). Dans le cadre de ses activités, le groupe a établi des lignes directrices utiles aux travaux actuels et futurs sur la résilience, ainsi qu'une série d'instruments (OCDE, s.d.<sup>[22]</sup>).

Le groupe d'experts a recensé trois catégories d'obstacles à la mise en œuvre d'une approche fondée sur la résilience, obstacles qui persistent aujourd'hui (Mitchell, 2013<sup>[9]</sup>) :

- **Obstacles contextuels** – les facteurs qui, dans le contexte global des pays partenaires, déterminent et définissent le mode de fonctionnement de l'ensemble des donneurs.
- **Obstacles programmatiques** – les facteurs qui influent sur la façon dont les donateurs et leurs partenaires élaborent et mettent en œuvre les programmes de coopération pour le développement, d'aide humanitaire et de gestion des risques.
- **Obstacles institutionnels** – les facteurs structurels qui déterminent le fonctionnement des processus des donateurs au niveau des capitales et à celui des équipes-pays.

Concrètement, l'intégration de la résilience dans les programmes suppose un cycle continu d'analyses des risques et de la résilience elle-même pour guider le processus de planification, la définition de programmes de base assortis d'activités visant à la renforcer et l'utilisation d'outils pour la mesurer (Graphique 7.1). La mesure de la résilience est une activité permanente, qui doit également prendre en compte l'évolution et l'incertitude inhérentes aux multiples risques qui constituent

l'environnement général dans lequel se déroulent les activités de programmation.

L'élaboration d'une approche fondée sur la résilience n'a pas été sans soulever de controverse. Dans les milieux de l'action humanitaire, par exemple, certains organismes ont qualifié ce concept de « formule à la mode » sans grande influence sur les comportements (Hussain, 2013<sup>[23]</sup>). D'autres ont engagé une réflexion approfondie sur le caractère éthique de la résilience : ils se sont demandé si la communauté internationale avait « raison » de privilégier l'aide à l'autonomie au détriment de la solidarité vis-à-vis des personnes frappées par des chocs (Labbé, 2014<sup>[24]</sup>). Plus récemment, le débat a évolué pour redéfinir le concept de « résilience » : il s'agit alors de mettre en place des « systèmes résilients » plutôt que de renforcer la capacité des individus à surmonter des chocs toujours plus nombreux.

Lorsque le groupe d'experts de l'OCDE a mis un terme à ses travaux (en 2017), la notion de résilience avait fait de nombreux adeptes dans les milieux politiques. Les Conclusions du Conseil sur l'approche de l'Union européenne (UE) à l'égard de la résilience (Conseil de l'Union européenne, 2013<sup>[25]</sup>), par exemple, ont rendu opérationnels des outils permettant de concevoir des approches fondées sur la résilience – dont beaucoup s'inspirent de l'outil d'analyse systémique de la résilience de l'OCDE (OCDE, 2014<sup>[26]</sup>). Par ailleurs, des membres du CAD ont testé cette approche dans le cadre de leurs portefeuilles de programmes, notamment l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi) (OCDE et Asdi, 2016<sup>[27]</sup>).

Le Cadre sur la fragilité présenté dans le rapport *États de fragilité* de l'OCDE a affiné l'approche fondée sur la résilience, reconnaissant que des interventions efficaces visant à mettre fin à la fragilité doivent aborder la résilience sous cinq angles – économie, environnement, politique, sécurité et société – et tenir pleinement compte de leurs interactions (OCDE, 2017<sup>[28]</sup>). Outre qu'il met l'accent sur les risques, ce cadre prend





en considération les niveaux de résilience antérieurs et les conditions préalables nécessaires à la résilience. Le renforcement de cette dernière suppose un engagement des pays en faveur de l'appropriation et de la coordination locales, ainsi que des mécanismes qui mobilisent et affermissent la volonté politique, le tout étant fondé sur un mode de financement suffisamment souple pour s'adapter à l'évolution de la situation (OCDE, 2021<sub>[12]</sub>). Le Cadre sur la fragilité continue d'évoluer, offrant un moyen de cerner les risques et les domaines où renforcer la résilience dans les différentes dimensions de la fragilité. En 2022, une dimension « humaine » sera ajoutée au rapport *États de fragilité* pour tenir compte du fait que les services de santé, d'éducation et d'autres services sociaux

sont à la fois des sources de résilience et des composantes essentielles d'un développement durable (Forichon, 2020<sub>[29]</sub>).

La notion de résilience systémique sous-entend que le renforcement de la résilience dépend en grande partie du contexte et appelle différentes formes d'action stratégique, à des échelons géographiques et des moments distincts. Comme les États opèrent dans un système mondial complexe et interconnecté, le développement d'une stratégie de résilience au niveau mondial s'impose pour remédier à la fragmentation actuelle (Nadin, 2020<sub>[30]</sub>). L'initiative relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques de l'OCDE recommande la démarche suivante pour accroître la résilience aux menaces systémiques (Hynes et al., 2020<sub>[31]</sub>) :

- concevoir des systèmes, notamment des infrastructures, des chaînes d'approvisionnement, des systèmes économiques, financiers et de santé publique, à même de se rétablir et pouvant être adaptés
- mettre au point des méthodes pour quantifier la résilience et prendre en compte les arbitrages entre résilience et efficacité
- cartographier les liens au sein du système et réduire au minimum la complexité de manière à ce que les défaillances dans un domaine n'aient pas de répercussions dans d'autres
- établir des liaisons et des communications appropriées entre les infrastructures interconnectées
- ajouter des ressources et des redondances dans les composantes du système qui sont indispensables à son fonctionnement
- élaborer des outils d'aide à la décision en temps réel qui combinent efficacement les données.

À terme, le renforcement de la résilience vise à ce que les systèmes soient mieux préparés et armés pour faire face à des évolutions rapides, à de fortes incertitudes et à des chocs futurs probables. Cet objectif multiple exigera une connaissance approfondie des composantes des systèmes et de leurs interactions, des méthodes fondées sur des données concrètes pour anticiper les chocs éventuels, et une capacité à promouvoir des mesures efficaces. Le renforcement de la résilience devrait donc faire appel à la fois à la pensée systémique complexe, à l'analyse prospective et à la science comportementale, ce qui permettrait d'éprouver la résistance des systèmes sur la base de scénarios raisonnés (Encadré 7.4).

## Prochaines mesures en vue d'intégrer les risques et la résilience aux systèmes de coopération pour le développement

L'obtention de résultats dans les trois domaines de l'action humanitaire, du développement et de la recherche de la

paix est, en dernière analyse, une question de résilience sur le long terme. Le CAD de l'OCDE reconnaît notamment qu'aucun intervenant ou groupe d'intervenants ne peut à lui seul parer aux risques ou construire des systèmes résilients : cette démarche appellera un effort collectif. Comme exposé dans la *Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix* (OCDE, 2019<sup>[37]</sup>), des stratégies cohérentes, complémentaires et coordonnées dans ces trois domaines sont indispensables pour identifier les risques complexes et créer des sources de résilience constructive dans les contextes fragiles. S'agissant des changements de comportement, un certain optimisme se justifie du fait qu'un nombre grandissant d'organisations internationales adhèrent à cette recommandation – le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation internationale pour les migrations, par exemple. Les principes de la Recommandation ont par ailleurs été récemment réitérés dans la déclaration commune du CAD sur le COVID19 (OCDE, 2020<sup>[38]</sup>).

Comme indiqué dans la Recommandation, l'intégration de la résilience à la coopération pour le développement exige des modes de coordination, de programmation et de financement communs (OCDE, 2019<sup>[37]</sup>).

- La mise en œuvre coordonnée de la Recommandation sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix appelle une analyse conjointe, fondée sur les risques, qui renforce la résilience. À l'échelon mondial, elle dépend de la capacité des organismes à travailler dans des régions et selon des priorités thématiques diverses. Cela suppose d'être en mesure de mobiliser les outils et les cadres existants, comme ceux fournis par le Groupe d'experts de l'OCDE sur le risque et la résilience. Les organismes devraient en outre créer des structures de coordination qui favorisent une réaction rapide et souple en cas de chocs imprévus (OCDE, 2021<sup>[12]</sup>). Parallèlement,

## ENCADRÉ 7.4. RENFORCER LA RÉSILIENCE GRÂCE À LA PENSÉE SYSTÉMIQUE, LA PROSPECTIVE, ET LA SCIENCE COMPORTEMENTALE

Krystel Montpetit, Direction de la coopération pour le développement, OCDE

L'expérience de la pandémie de COVID-19 ne rend que plus urgents les récents appels au renforcement des capacités de résilience dans le système de la coopération pour le développement. L'intégration de la pensée systémique complexe, de la prospective et de la science comportementale en amont du processus de décision peut offrir un moyen efficace d'améliorer la résilience.

La pensée systémique complexe est une approche analytique globale qui examine les relations entre les composantes d'un système, ainsi que le fonctionnement des systèmes dans des contextes systémiques plus vastes et leur évolution au fil du temps. Cette pensée se distingue de l'analyse traditionnelle, qui étudie les systèmes en les décomposant en leurs différents constituants. Grâce à ses concepts d'analyse de la causalité, de boucles de rétroaction, d'émergence et d'interconnexion, la pensée systémique complexe (Acaroglu, 2017<sup>[32]</sup>) permet aux responsables publics d'appréhender un système dans sa globalité et de déceler – à l'avance – les conséquences négatives indésirables que pourrait provoquer une décision donnée ou d'en cerner les éventuels effets favorables.

La prospective est une méthode structurée et systématique d'utilisation de données concrètes pour anticiper les possibilités futures et mieux se préparer au changement. Elle s'attache à étudier divers avènements envisageables et à déterminer les possibilités et difficultés qui pourraient en découler. En intégrant l'examen de diverses éventualités dans le processus de décision, la prospective diminue le degré de risque associé à l'incertitude. Elle aide également les responsables publics à remettre en question des hypothèses, qui sont parfois erronées. Qui plus est, en leur donnant les moyens d'étudier les effets en chaîne susceptibles de découler d'une mesure donnée, elle leur permet d'anticiper les évolutions défavorables associées à certaines décisions.

La science comportementale est une branche des sciences sociales qui étudie les actions humaines et cherche souvent à comprendre les facteurs qui motivent tel ou tel comportement humain. Elle intègre généralement des notions de psychologie, de sociologie et d'anthropologie.

La combinaison des trois démarches pourrait offrir un moyen efficace d'accroître la résilience systémique : 1) la pensée systémique complexe donne une vision globale du présent, par opposition à une vision fragmentée ; 2) la prospective présente plusieurs conceptions de l'avenir ; 3) la science comportementale peut aider les responsables publics à maîtriser leurs biais cognitifs lorsqu'ils analysent le présent et planifient l'avenir. Ensemble, ces approches pourraient par exemple neutraliser la tendance humaine que les neuroscientifiques dénomment « optimisme irrationnel » (Popova, 2012<sup>[33]</sup>) ; celle-ci est liée aux biais cognitifs qui incitent les gens à aborder les problèmes dans un état d'esprit exagérément optimiste. Des études corroborent l'hypothèse selon laquelle l'évolution a sélectionné cet optimisme parce que les attentes positives augmentent les chances de survie (Popova, 2012<sup>[33]</sup> ; Sharot, 2011<sup>[34]</sup>).

Dans le cadre de l'action publique, une approche exagérément optimiste de l'incertitude peut s'avérer préjudiciable : elle risque de conduire les responsables publics à ne se préparer qu'aux meilleurs résultats envisageables, plutôt qu'aux bons comme aux mauvais résultats. Les dirigeants doivent mobiliser l'énergie de l'optimisme tout en se préservant de ses pièges éventuels.

The current climate crisis could be considered an example of how irrational optimism about climate sensitivity, as per recent modelling data (Palmer, 2020<sup>[35]</sup> ; Williams, Hewitt and Bodas-Salcedo, 2020<sup>[36]</sup>), have, for decades, led to miscalculations. As they face and tackle the climate and COVID-19 crises, to maximise system resilience, policy makers must invest the funding and time required to integrate insights from complex systems thinking, foresight and behavioural science into decision making for development co-operation.

L'intégration de la pensée systémique complexe, de la prospective et de la science comportementale à la planification des interventions en cas de pandémie, comme celle de COVID-19, inciterait les responsables publics à établir un cadre applicable à divers scénarios et interventions potentiels. Un scénario trop optimiste tablant sur la mise au point et le déploiement rapides d'un vaccin efficace, de coût modéré, conférant une immunité durable semblerait constituer la solution idéale. Les responsables publics doivent garder la tête froide et poursuivre

## BOX 7.4. (CONTINUED)

d'autres stratégies ; dans le cas des ripostes au COVID19, il convient également d'investir dans les traitements antiviraux et par anticorps et d'étudier la possibilité de repositionner des médicaments existants pour lutter contre le COVID19. En parallèle, l'amélioration des protocoles de dépistage et de traçage et l'augmentation du nombre de lits de soins intensifs, de respirateurs et de la capacité globale de réanimation sont des mesures valables qui doivent être appliquées. Pour assurer une préparation complète, il est également indispensable d'envisager les scénarios les plus pessimistes. Dans le cas des confinements, par exemple, l'approche intégrée n'examinerait pas seulement la possibilité de réduire les taux d'infection, mais aussi les moyens d'encourager certains comportements tout en tenant compte des conséquences socioéconomiques sur la santé et le bien-être de la population.

La crise climatique actuelle montre comment l'optimisme irrationnel à l'égard de la sensibilité du climat a faussé les calculs pendant des décennies, comme l'indiquent des données de modélisation récentes (Palmer, 2020<sup>[35]</sup> ; Williams, Hewitt et Bodas-Salcedo, 2020<sup>[36]</sup>). Pour faire face à la crise climatique et à celle du COVID19, et optimiser la résilience systémique, les responsables publics doivent investir les fonds et le temps nécessaires pour intégrer les éclairages apportés par la pensée systémique complexe, la prospective et la science comportementale au processus de décision relatif à la coopération pour le développement.

les responsables publics devraient prévoir une « approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration » qui tire parti des capacités et des structures de coordination à différents niveaux de l'administration publique et articule la riposte nationale avec les actions menées au niveau mondial.

- Pour renforcer la programmation dans les domaines de l'action humanitaire, du développement et de la recherche de la paix, les dirigeants doivent encourager l'élaboration d'un cadre de gestion des risques systémiques mondiaux. Cette tâche fondamentale suppose de fixer des échéances à long terme afin de permettre aux organismes de participer aux activités de renforcement de la résilience. Les programmes intersectoriels doivent devenir la norme, ceci afin que la riposte à la crise tienne correctement compte des répercussions socioéconomiques secondaires. **Consciente de ce que le manque de données compromet** l'analyse, la prise de décision et la programmation, l'OCDE a donné priorité aux travaux visant à combler ces lacunes, notamment en ce qui concerne les femmes, les enfants, les personnes âgées, les

personnes handicapées et d'autres groupes susceptibles d'être négligés dans les contextes fragiles (OCDE, 2021<sup>[12]</sup>).

- La mise en place de stratégies et de mécanismes de financement suffisamment souples, de long terme et corrélés aux analyses pluridimensionnelles est indispensable pour améliorer l'efficacité de la coordination et de la programmation (Thompson, à paraître<sup>[13]</sup>). Au niveau mondial, l'architecture financière de l'action humanitaire et de la coopération pour le développement doit être réorientée sur la gestion des risques systémiques (Norwegian Refugee Council, 2020<sup>[19]</sup>). La pandémie de COVID19 montre que ces menaces appellent une répartition équilibrée entre les financements d'urgence, le financement du développement à long terme pour appuyer la reprise et les dépenses courantes affectées à des priorités antérieures. La pandémie actuelle ayant fortement grevé les ressources, la mise en œuvre de méthodes de financement cohérentes et complémentaires dans les domaines de l'action humanitaire, du développement et de la recherche de la paix est plus importante que jamais.

## RÉFÉRENCES

- Acaroglu, L. (2017), « Tools for systems thinkers: The 6 fundamental concepts of systems thinking », *Disruptive Design, Medium*, <https://medium.com/disruptive-design/tools-for-systems-thinkers-the-6-fundamental-concepts-of-systems-thinking-379cdac3dc6a> (consulté le 24 novembre 2020). [32]
- Armitage, D. et al. (2012), « The interplay of well-being and resilience in applying a social-ecological perspective », *Ecology and Society*, vol. 17/4, <http://dx.doi.org/10.5751/ES-04940-170415>. [3]
- Béné, C. et al. (2012), « Resilience: New utopia or new tyranny? Reflection about the potentials and limits of the concept of resilience in relation to vulnerability reduction programmes », *Institute for Development Studies Working Papers*, vol. 2012/405, pp. 1-61, <http://dx.doi.org/10.1111/j.2040-0209.2012.00405.x>. [4]
- Conseil de l'Union européenne (2013), *Council conclusions on EU approach to resilience*, Conseil de l'Union européenne, Bruxelles, [https://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_Data/docs/pressdata/EN/foraff/137319.pdf](https://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/137319.pdf). [25]
- Cutter, S. et al. (2008), « A place-based model for understanding community resilience to natural disasters », *Global Environmental Change*, vol. 18/4, pp. 598-606, <http://dx.doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2008.07.013>. [5]
- Desai, H. (2020), *States of fragility and official development assistance*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/44bbde61-en>. [17]
- Forichon, K. (2020), *Considering human capital in a multidimensional analysis of fragility*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/430770d4-en>. [29]
- Gentilini, U. et al. (2020), « Social protection and jobs responses to COVID-19: A real-time review of country measures (septembre 18 Update) », Brief, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635> (consulté le 17 novembre 2020). [18]
- GIEC (2012), *Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation*, Cambridge University Press, New York, [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/SREX\\_Full\\_Report-1.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/SREX_Full_Report-1.pdf) (consulté le 5 novembre 2020). [7]
- Gowan, R. (2020), *What's happened to the UN Secretary-General's COVID-19 ceasefire call?*, International Crisis Group, <https://www.crisisgroup.org/global/whats-happened-un-secretary-generals-covid-19-ceasefire-call> (consulté le 6 novembre 2020). [16]
- Hussain, M. (2013), « Resilience: Meaningless jargon or development solution? », *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2013/mar/05/resilience-development-buzzwords>. [23]
- Hynes, W. et al. (2020), « Bouncing forward: A resilience approach to dealing with COVID-19 and future systemic shocks », *Environment Systems and Decisions*, vol. 40, pp. 174-184, <http://dx.doi.org/10.1007/s10669-020-09776-x>. [31]
- International Crisis Group (2020), « Avoiding further polarisation in Lebanon », *Crisis Group Middle East Briefing*, vol. 81, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/lebanon/b81-avoiding-further-polarisation-lebanon> (consulté le 24 novembre 2020). [15]
- Labbé, J. (2014), *Humanitarian aid vs resilience debate should put priorities in context*, IPI Global Observatory, <https://theglobalobservatory.org/2014/03/deliver-humanitarian-aid-or-build-resilience-the-answer-is-in-the-context>. [24]
- Lindborg, N. (2020), *The coronavirus is a call to build resilience in fragile states: How the Global Fragility Act can pave a path forward*, United States Institute of Peace, <https://www.usip.org/publications/2020/04/coronavirus-call-build-resilience-fragile-states> (consulté le 6 novembre 2020). [2]
- Mitchell, A. (2013), *Risk and Resilience: From Good Idea to Good Practice*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5k3ttg4cxcbp-en>. [9]
- MPTFO (2020), *UN COVID-19 Response & Recovery Fund*, Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires, <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/COV00>. [21]
- Nadin, R. (2020), « If we were not ready for a predictable pandemic, what else aren't we ready for... », *Medium*, <https://medium.com/@r.nadin/if-we-were-not-ready-for-a-predictable-pandemic-what-else-arent-we-ready-for-e28812e16e84> (consulté le 6 novembre 2020). [30]

- Norwegian Refugee Council (2020), *Make or break: The implications of COVID-19 for crisis financing*, Norwegian Refugee Council, Oslo, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/nrc\\_make\\_or\\_break\\_implications\\_of\\_covid\\_for\\_crisis\\_financing.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/nrc_make_or_break_implications_of_covid_for_crisis_financing.pdf). [19]
- OCDE (2021), *États de fragilité 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/0d344c87-fr>. [12]
- OCDE (2020), « A systemic resilience approach to dealing with Covid-19 and future shocks », OCDE, Paris, [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=131\\_131917-kpfehrdfnx&title=A-Systemic-Resilience-Approach-to-dealing-with-Covid-19-and-future-shocks](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=131_131917-kpfehrdfnx&title=A-Systemic-Resilience-Approach-to-dealing-with-Covid-19-and-future-shocks) (consulté le 6 novembre 2020). [1]
- OCDE (2020), « Pandémie mondiale de COVID-19 - Déclaration commune du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) », OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/Pandemie-mondiale-de-Covid-19-declaration-CAD.pdf> (consulté le 12 octobre 2020). [38]
- OCDE (2019), *Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix*, Éditions OCDE, Paris, <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-5019> (consulté le 6 novembre 2020). [37]
- OCDE (2017), *États de fragilité 2016 : Comprendre la violence*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264269996-fr>. [28]
- OCDE (2014), *Guidelines for Resilience Systems Analysis: How to Analyse Risk and Build a Roadmap to Resilience*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/Resilience%20Systems%20Analysis%20FINAL.pdf>. [26]
- OCDE (2013), « What does 'resilience' mean for donors? », OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/May%2010%202013%20FINAL%20resilience%20PDF.pdf> (consulté le 6 novembre 2020). [10]
- OCDE (s.d.), *Risk and resilience*, page web, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/risk-resilience> (consulté le 6 novembre 2020). [22]
- OCDE et Asdi (2016), *Resilience Systems Analysis: Learning & Recommendations Report*, OCDE, Paris, [http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/SwedenLearning\\_Recommendationsreport.pdf](http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/SwedenLearning_Recommendationsreport.pdf). [27]
- OCHA (2020), *COVID-19 Global Humanitarian Response Plan: Financial tracking system*, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, <https://fts.unocha.org/appeals/952/summary> (consulté le 6 novembre 2020). [20]
- Palmer, T. (2020), « Short-term tests validate long-term estimates of climate change », *Nature*, <https://www.nature.com/articles/d41586-020-01484-5>. [35]
- PNUD (2020), *Fragility and COVID-19: Risks and opportunities for fragile contexts*, document non publié. [11]
- Popova, M. (2012), « Why we're born optimists, and why that's good », *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/health/archive/2012/12/why-were-born-optimists-and-why-thats-good/266190> (consulté le 24 novembre 2020). [33]
- Sharot, T. (2011), *The Optimism Bias: A Tour of the Irrationally Positive Brain*, Pantheon/Random House, New York, <https://psycnet.apa.org/record/2011-16835-000> (consulté le 24 novembre 2020). [34]
- Thompson, C. (à paraître), *States of Fragility: Financing in fragile contexts*, Éditions OCDE, Paris, à paraître, <http://www.oecd.org/fr/cad/states-of-fragility-fa5a6770-en.htm>. [13]
- UE, ONU et Banque mondiale (à paraître), *The 3RF: Reform, Recovery and Resilience Framework*, à paraître. [14]
- UNISDR (2009), *Terminology on Disaster Risk Reduction*, Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe, Genève, <https://www.undrr.org/publication/2009-unisdr-terminology-disaster-risk-reduction> (consulté le 5 novembre 2020). [6]
- Walker, B. et al. (2004), « Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems », *Ecology and Society*, vol. 9/2, <http://dx.doi.org/10.5751/ES-00650-090205>. [8]
- Williams, K., A. Hewitt et A. Bodas-Salcedo (2020), « Use of short-range forecasts to evaluate fast physics processes relevant for climate sensitivity », *Journal of Advances in Modeling Earth Systems*, vol. 12/4, <http://dx.doi.org/10.1029/2019MS001986>. [36]



# UNE SEULE SANTÉ : UNE APPROCHE HOLISTIQUE MULTISECTORIELLE VISANT À RÉDUIRE LES RISQUES DE MALADIE ET À DÉVELOPPER LA RÉSILIENCE



Anna Okello, Centre australien de recherche agricole internationale (ACIAR)

## ABSTRAITE

L'approche « Une seule santé » fait ressortir les liens fondamentaux qui relient la santé des êtres humains, des animaux et de l'environnement, et plaide pour une collaboration multisectorielle afin d'aboutir à une vaste palette de résultats en matière de santé publique, de sécurité alimentaire et d'échanges commerciaux. Même si la définition d'un cadre permettant de saisir au mieux tous ses avantages demeure délicate, l'approche « Une seule santé » suscite un regain d'intérêt à la suite de la pandémie de COVID-19. Ce chapitre met en avant les travaux de recherche soutenus par le Centre australien de recherche agricole internationale au cours des dix dernières années aux Fidji, aux Philippines, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam, notamment concernant la lutte contre les maladies. Il formule également des recommandations à l'intention des fournisseurs de coopération pour le développement qui souhaiteraient intégrer et promouvoir cette approche dans leurs stratégies et leurs programmes.

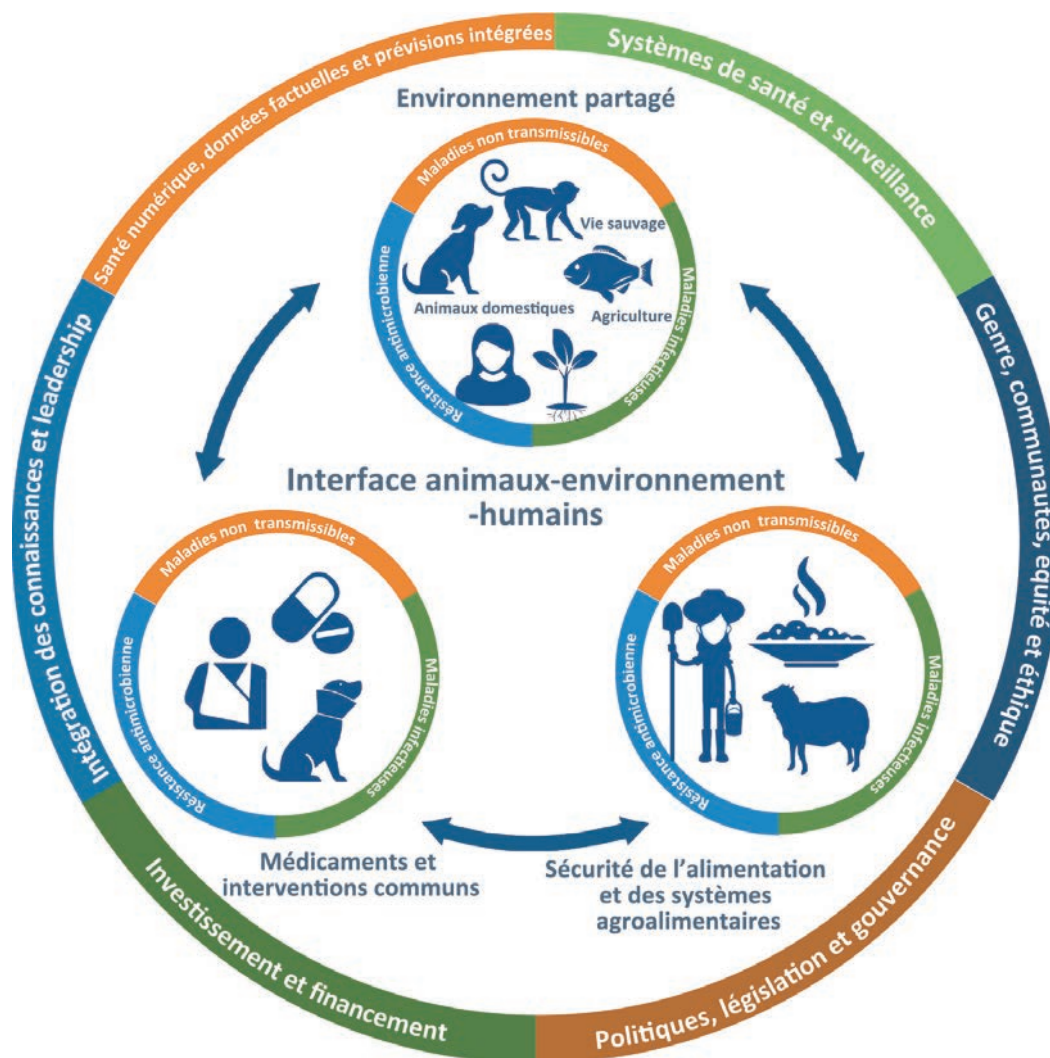
La santé des êtres humains, celle des animaux et celle de la planète sont intimement liées

- La dimension véritablement mondiale du COVID-19, que ne possédaient pas les précédentes crises de sécurité sanitaire, met en exergue tout le potentiel de l'approche « Une seule santé » pour le développement international.
- Pour exploiter pleinement le potentiel de l'approche « Une seule santé », les interventions devraient associer la communauté et intégrer la notion de genre, les connaissances, les pratiques culturelles et la perception des risques dans de solides programmes de surveillance et de lutte contre les maladies.
- Si l'approche « Une seule santé » appelle à une réorientation fondamentale du fonctionnement institutionnel et des mécanismes de financement existants, sa méthodologie de travail collaborative, multisectorielle et transdisciplinaire valide l'impossibilité d'aboutir à des solutions durables en ne mobilisant qu'un seul et unique secteur.

L'approche « Une seule santé » (aussi appelée « Un monde, une santé ») donne acte de l'interconnexion entre la santé des êtres humains, celle des animaux et celle de notre environnement au sens large. Elle promeut une méthodologie de travail collaborative, multisectorielle et transdisciplinaire, validant l'impossibilité d'aboutir à des solutions durables par la mobilisation d'un seul et unique secteur. Si le concept découle de réflexions plus anciennes dans le domaine de la médecine comparée, l'apparition du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et de la grippe aviaire hautement pathogène au début du XXI<sup>e</sup> siècle a conduit à étendre l'approche « Une seule santé » de façon à englober la dimension environnementale.

Plus récemment, « Une seule santé » a évolué, passant d'une vision très circonscrite de l'atténuation des zoonoses à une approche qui peut aider à relever des défis actuels bien

plus vastes, qu'ils soient socioéconomiques, environnementaux, de santé humaine ou concernant des moyens de subsistance (Häsler et al., 2014<sup>[1]</sup>). Ces défis sont notamment la préservation des services écosystémiques, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et le commerce équitable, ou encore la lutte contre la pauvreté (FAO/OMS, 2014<sup>[2]</sup>), mais aussi, désormais, la lutte contre les maladies non transmissibles (Amuasi et al., 2020<sup>[3]</sup>) (Graphique 8.1. ). En conséquence, l'approche « Une seule santé » est mise en avant comme un cadre sous-jacent permettant d'étayer tout une palette d'initiatives existantes en matière de développement international, dont les Objectifs de développement durable et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, ainsi que la concrétisation d'une sécurité alimentaire universelle et de l'action mondiale de lutte contre la résistance



Source : Amuasi, J. et al (2020<sup>[3]</sup>), « Reconnecting for our future: The Lancet One Health Commission », *The Lancet*, vol. 395/10235, pp. 1469-1471, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0140673620310278?via%3Dihub>.

aux antimicrobiens (Groupe de la Banque mondiale, 2018<sup>[4]</sup> ; Seifman, 2020<sup>[5]</sup>). Avec la crise liée au COVID-19 se sont multipliés les appels à recourir à des approches telles qu'« Une seule santé »<sup>1</sup>. À ce jour, pourtant, aucun soutien mondial coordonné ni affectation systématique de ressources en faveur de politiques et programmes intégrés et multisectoriels n'ont été proposés (Galaz et al., 2015<sup>[6]</sup> ; Häslér et al., 2014<sup>[1]</sup> ; Seifman, 2020<sup>[5]</sup>).

Il a été déterminé que l'instauration de partenariats internationaux stratégiques visant la production et la diffusion de

connaissances constituait un élément clé de la mise en œuvre de l'action collective internationale souhaitée afin de prendre en compte un ensemble de biens publics mondiaux pertinents pour « Une seule santé ». On notera toutefois que, pour fonctionner, la théorie des biens publics mondiaux doit encourager ce que Ng et Ruger (2011<sup>[7]</sup>) ont appelé le « bénéfice mutuel pour tous » sous la forme de contributions financières aussi bien de la part des pays à revenu élevé que de ceux à revenu faible et intermédiaire, ces contributions étant alors distinctes des dons au titre de

l'« aide » des pays plus riches en faveur de pays comparativement plus pauvres. Étant donné que, contrairement aux précédentes crises de sécurité sanitaire telles que le SRAS, la grippe aviaire hautement pathogène ou Ebola, le COVID-19 a un impact véritablement mondial, il serait maintenant opportun pour les partenaires d'envisager que la théorie des biens publics mondiaux pourrait former un cadre pour l'approche « Une seule santé ».

### Comment les fournisseurs de coopération pour le développement peuvent intégrer ou appuyer des approches « Une seule santé »

L'approche « Une seule santé » plaide pour une collaboration multisectorielle afin d'aboutir à une vaste palette de résultats en matière de santé publique, de sécurité alimentaire et d'échanges commerciaux. Toutefois, la collaboration ne pourra être durable que si les interactions entre les différents secteurs produisent des « avantages tangibles » (Bennett, Glandon et Rasanathan, 2018<sup>[8]</sup>). Le Centre australien de recherche agricole internationale (ACIAR) a adopté l'approche « Une seule santé » depuis plus de dix ans<sup>2</sup>, expérience dont ressortent trois enseignements majeurs. Ces derniers sont présentés ici, assortis d'exemples d'interventions transdisciplinaires. Le soutien qu'il apporte aux recherches sur le long terme et les programmes qu'il a co-élaborés peuvent servir d'exemples pour les fournisseurs de coopération pour le développement souhaitant appuyer une telle approche.

#### ***Enseignement no 1 : s'engager sur le long terme en adaptant les modalités relatives aux approvisionnements et à la reddition de comptes aux projets transdisciplinaires***

Le processus d'élaboration de projets dans le cadre de l'approche « Une seule santé » doit prendre en compte le fait que ces projets s'inscrivent, par nature, sur le long terme, et notamment intégrer le temps indispensable

pour que les interventions parviennent à instaurer de la confiance et à nouer des partenariats. Les exemples présentés ici sont des initiatives de longue haleine, dont les résultats ont été tangibles au bout de cinq à dix ans. Dans le même ordre d'idées, il peut être nécessaire de reconsidérer les processus de suivi, de reddition de comptes et d'évaluation des programmes relevant d'une approche « Une seule santé » pour faire en sorte qu'ils appréhendent bien les perspectives, avantages et motivations variés des différents partenaires de projet ou de programme.

#### ***Démontrer le bon rapport coût-efficacité des interventions « Une seule santé »***

La mise en œuvre de l'approche « Une seule santé » requiert une réorientation fondamentale du fonctionnement institutionnel et des mécanismes de financement en place et, de ce fait, il est crucial de démontrer la valeur ajoutée d'une collaboration multisectorielle (Zinsstag et al., 2015<sup>[9]</sup>). Le concept d'interventions intégrées pour la lutte contre les maladies n'est pas nouveau (OMS, 2007<sup>[10]</sup> ; Schelling et al., 2005<sup>[11]</sup>), mais ces dernières années, les appels se sont multipliés pour un perfectionnement des méthodes économiques existantes afin de mieux rendre compte des bénéfices apportés à chaque secteur (Häsler et al., 2014<sup>[11]</sup>).

Un projet mené en République démocratique populaire lao de 2009 à 2015 a été l'un des premiers à mettre en évidence la valeur ajoutée de l'intégration dans une même intervention des maladies zoonotiques et non zoonotiques des humains et des animaux (Okello et al., 2018<sup>[12]</sup>). Il prévoyait la mise en œuvre d'un programme visant à lutter conjointement contre des maladies contractées par les humains et les animaux, afin de remédier à la prévalence anormalement élevée du *Taenia solium* (ténia du porc), parasite zoonotique cause d'épilepsie, dans la région de déploiement du projet (Okello et al., 2014<sup>[13]</sup>). Le *T. solium* est le parasite transmis par l'alimentation le plus

important à l'échelle mondiale (FAO/OMS, 2014<sup>[12]</sup>), et la lutte contre celui-ci nécessite de combiner interventions thérapeutiques et comportementales pour prendre en charge simultanément les populations porcines et humaines. À l'aide des mesures standardisées de l'Organisation mondiale de la santé concernant le rapport coût-efficacité des interventions sanitaires, une approche intégrée de la lutte contre les maladies supplémentaires touchant le porc<sup>3</sup> et l'homme<sup>4</sup> a été comparée à la lutte contre la seule zoonose ; cette comparaison a permis de démontrer que le ratio coût-efficacité des actions intégrées et menées à grande échelle est nettement supérieur (Okello et al., 2018<sup>[12]</sup>). Par ailleurs, en République démocratique populaire lao, les porcs sont une composante majeure des revenus des ménages parmi les populations pauvres. Il est intéressant de souligner que l'intégration des traitements destinés aux porcs dans ce programme de lutte contre les maladies humaines semble s'être traduite par une plus forte adhésion des communautés ciblées et des organismes publics en charge de l'élevage. Ce résultat aurait sans doute été impossible si l'intervention n'avait pris en compte que le volet humain de la zoonose.

En outre, une évaluation de l'impact du projet au bout de cinq ans a révélé que l'utilisation de toilettes au sein des ménages a été multipliée par presque dix et que la prévalence et l'intensité de la contamination parasitaire de l'environnement ont baissé de façon significative par rapport à l'année de référence (2013). Il ressort d'études diagnostiques et sociales que, sur le moyen terme, les dispositifs de communication sur les comportements associés à l'intervention, tels que décrits par Bardosh et al. (2014<sup>[14]</sup>), ont été adoptés avec plus de succès que les traitements humains et vétérinaires. C'est certainement ce qui a donné lieu à la baisse durable de la prévalence du parasite que l'on a pu observer, soulignant ainsi l'importance d'une approche transdisciplinaire pour les interventions sur le modèle « Une seule

santé ». Début 2021, un projet sera lancé dans la continuité de celui-ci afin d'approfondir l'analyse des liens entre les changements comportementaux et les bénéfices sociétaux plus généraux de la baisse de la prévalence de la maladie chez les porcs et les humains.

### ***Enseignement no 2 : co-élaborer les programmes de recherche et adopter une vision transversale***

Dans le cadre de l'approche « Une seule santé », il est essentiel de mieux comprendre comment les stratégies pourraient être élaborées et financées en associant les multiples secteurs concernés par les questions de santé mondiale (Bennett, Glandon et Rasanathan, 2018<sup>[8]</sup> ; Galaz et al., 2015<sup>[6]</sup>). Fondé sur un processus de co-élaboration des programmes de recherche, le modèle de commande de travaux qui prévaut à l'ACIAR prévoit une concertation étroite avec les partenaires sur place, qui aide les équipes de projet à comprendre les divers rôles et responsabilités sectoriels ainsi que chacune des parties prenantes au sein de chaque secteur. Concernant les partenariats avec les ministères et autres institutions, les donateurs partagent, entre autres défis communs, celui de garantir une approche holistique sur l'ensemble des processus de financement des programmes et projets existants. À l'avenir, les agences de développement international devront peut-être transformer leur culture organisationnelle et faire tomber les cloisonnements afin de promouvoir une vision systémique. L'ACIAR, par exemple, dispose d'une équipe de consultants s'intéressant à des thématiques transversales telles que le genre, le climat ou l'économie, qui accompagne les responsables de programmes dans le processus d'examen des projets, veillant ainsi à ce que soient pris en compte les points de vue ne relevant pas de leurs champs techniques propres.

### ***Cerner les missions, les rôles et les motivations propres à chaque secteur***

Il peut être très instructif de concevoir des méthodes visant à comprendre les différentes

missions et motivations des responsables publics, comme l'ont démontré les résultats d'une analyse approfondie menée aux Fidji concernant l'effet du changement climatique sur les systèmes de santé humaine et animale affaiblis dans un contexte de résistance aux antimicrobiens (RAM) (ACIAR, 2020<sub>[15]</sub>). Le nombre de cas d'infections bactériennes aux Fidji figure parmi les plus élevés au monde, et les hôpitaux du pays signalent l'apparition de micro-organismes résistants (Jenney et al., 2014<sub>[16]</sub>). Le pays affiche aussi l'un des nombres de cas de diabète chez l'homme les plus élevés au monde, nécessitant l'administration de grandes quantités d'antibiotiques, ce qui augmente d'autant plus le risque de RAM. Selon les premières constatations, le changement climatique – ou plus exactement, la crainte que n'augmente la fréquence des cyclones ou autres phénomènes météorologiques défavorables –, a entre autres pour effet d'accroître la densité démographique dans certaines parties du pays considérées comme moins exposées. La densification de la population humaine affecte la fourniture des services d'assainissement, induisant une plus forte propagation des maladies, ce qui est susceptible d'augmenter encore le recours aux antibiotiques et autres traitements médicamenteux. Elle peut aussi amplifier les interactions entre les humains, les animaux et l'environnement, accélérant alors la circulation au sein de la population des bactéries résistantes existantes.

Ainsi, non seulement le projet cerne les problématiques pertinentes au regard de la RAM, mais il étudie aussi les principales préoccupations nationales concernant les effets potentiellement déstabilisants des phénomènes climatiques sur les systèmes de santé humaine et animale. De plus, il propose des pistes permettant d'intégrer davantage les perspectives environnementales dans les scénarios de RAM existants, renforçant par là même la motivation pour élaborer des politiques multisectorielles et mener une action multisectorielle.

Autre exemple de partenariat de recherche transversal, le programme de production porcine sur dix ans, mené aux Philippines et achevé récemment, plaide pour des liens plus étroits entre les projets agricoles concernant les petits exploitants et les agences de santé publique et de santé environnementale (ACIAR, 2020<sub>[17]</sub>). Les petits exploitants produisent 60 à 80 % de tout le porc consommé aux Philippines, faisant ainsi des cochons un produit essentiel pour les populations rurales pauvres, tant en termes de sécurité alimentaire que de génération de revenu. Si le projet ciblait principalement les recherches concernant les maladies porcines et les informations relatives à la fixation des prix du marché, il prévoyait aussi un volet environnemental plus vaste, qui introduisait par exemple des récupérateurs d'eau de pluie ou des technologies génératrices de biogaz. Les digesteurs de biogaz ont été massivement soutenus par les parties prenantes au projet, notamment les femmes, parce qu'ils contribuent à la bonne gestion des déchets et permettent de réaliser des économies sur les dépenses en gaz des ménages et sur le temps de préparation des repas. Ce programme suscite un intérêt partagé parmi les petits exploitants agricoles, la filière porcine et les pouvoirs publics des Philippines, qui révèle que le ministère de l'Agriculture et les petites et moyennes entreprises sont en quête d'une approche plus générale concernant les projets de développement consacrés à la sélection du bétail et les améliorations au niveau des maladies en raison des répercussions de l'élevage sur l'environnement, la santé et les moyens de subsistance.

### ***Enseignement no 3 : favoriser le leadership communautaire pour la réalisation d'interventions holistiques***

Afin de renforcer durablement les soutiens institutionnels existants en faveur de l'approche « Une seule santé », la communauté locale doit endosser un rôle de chef de file dans les interventions, et les



normes culturelles doivent être prises en compte. Comme le montre le projet mené en République démocratique populaire lao, les interventions qui intègrent la notion de genre, les connaissances, les pratiques culturelles et la perception des risques dans de solides programmes de surveillance et de lutte contre les maladies, notamment ceux susceptibles d'être pilotés par les communautés, sont cruciales pour comprendre pleinement les déterminants des maladies. Ces programmes aboutissent à des interventions holistiques qui vont au-delà de la lutte contre les maladies pour procurer nombre d'avantages plus généraux au regard de l'environnement et des moyens de subsistance.

Des avantages similaires peuvent être obtenus grâce à d'autres types d'intervention. Un changement de paradigme par lequel les approches fondées sur les aléas sont délaissées au profit d'évaluations plus holistiques des risques en matière de sécurité alimentaire, par exemple, peut inciter à consentir davantage d'efforts et d'investissements afin de réduire le fardeau des maladies d'origine alimentaire pesant sur les marchés intérieurs. Ceux-ci peuvent à leur tour servir de catalyseurs au leadership du secteur privé et des consommateurs pour compléter et soutenir les systèmes réglementaires nationaux.

### *Évaluer les risques de maladie et les options d'atténuation dans les systèmes alimentaires informels*

Les systèmes alimentaires évoluent rapidement dans de nombreux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, évolution assortie d'une consommation accrue d'aliments dangereux en grande partie vendus sur les marchés traditionnels (informels ou de produits frais) (Grace et al., 2015<sup>[18]</sup>). Depuis 2010, l'ACIAR finance un vaste programme d'amélioration de la sécurité alimentaire sur les marchés de produits frais au Viet Nam, en s'appuyant sur le porc comme produit central compte tenu de sa

popularité et de son rôle essentiel en termes de nutrition et de moyens de subsistance. La première phase (2012-17) a confirmé qu'en l'absence de mesures d'incitation, les pratiques améliorées ont peu de chances d'être adoptées (Unger et Grace, 2018<sup>[19]</sup>). Elle a aussi démontré que les interventions devraient être mises à l'essai en appliquant une approche fondée sur le genre, étant donné que les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes rôles et activités dans la chaîne de valeur porcine.

Le projet « porc sans danger » en cours au Viet Nam s'appuie sur ces travaux préliminaires (ACIAR, 2020<sup>[20]</sup>). Plus précisément, un outil d'évaluation de la performance en termes de sécurité alimentaire (Thi Thinh et al., 2020<sup>[21]</sup>) a été mis au point afin de proposer une évaluation normalisée et cohérente des résultats en la matière dans les chaînes de valeur des marchés de produits frais. Une approche quantitative fondée sur les risques est envisagée dans un cadre analytique plus vaste de la performance de l'activité et de la gouvernance des chaînes d'approvisionnement, tandis qu'un troisième pilier intègre des préoccupations sociétales plus générales dans l'analyse des risques. Ce dernier aspect examine en quoi les interventions visant à agir sur les risques – certification, réglementation ou fermeture des marchés, par exemple – peuvent avoir des répercussions sur le genre, l'équité et les normes culturelles, ou être influencées par ces éléments.

La crise du COVID-19 montre à quel point il est crucial de préserver un équilibre au niveau de la santé des êtres humains, des animaux et de la planète. Pour les acteurs de la coopération pour le développement qui souhaitent adopter ou soutenir l'approche « Une seule santé », cette dernière implique de s'engager sur le long terme, de co-élaborer des programmes de recherche transversaux et de favoriser le leadership communautaire. Elle nécessite également une allocation systémique des ressources.

## RÉFÉRENCES

- ACIAR (2020), « Improving the production and competitiveness of Australian and Philippines pig production through better health and disease control », webpage, <https://aciar.gov.au/project/ah-2012-066>. [17]
- ACIAR (2020), « Safe pork: Market based approaches to improving the safety of pork in Vietnam (page web) », <https://aciar.gov.au/project/ls-2016-143> (consulté le 5 octobre 2020). [20]
- ACIAR (2020), « Supporting Fijian health and agricultural authorities implement the National Antimicrobial Resistance Action Plan (page web) », <https://aciar.gov.au/project/ls-2018-212> (consulté le 5 octobre 2020). [15]
- Amuasi, J. et al. (2020), « Reconnecting for our future: The Lancet One Health Commission », *The Lancet*, vol. 395/10235, pp. 1469-1471, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0140673620310278?via%3Dihub>. [3]
- Bardosh, K. et al. (2014), « Controlling parasites, understanding practices: The biosocial complexity of a One Health intervention for neglected zoonotic helminths in northern Lao PDR », *Social Science & Medicine*, vol. 120, pp. 215-223, <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2014.09.030>. [14]
- Bennett, S., D. Glandon et K. Rasanathan (2018), « Governing multisectoral action for health in low-income and middle-income countries: Unpacking the problem and rising to the challenge », *BMJ Global Health*, vol. 3/e000880, <http://dx.doi.org/10.1136/bmjgh-2018-000880>. [8]
- FAO/OMS (2014), *Multicriteria-based Ranking for Risk Management of Food-borne Parasites*, Microbiological Risk Assessment Series, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, [https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/112672/9789241564700\\_eng.pdf?sequence=1](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/112672/9789241564700_eng.pdf?sequence=1) (consulté le 5 octobre 2020). [2]
- Galaz, V. et al. (2015), « The political economy of One Health research and policy », *Political Economy of Knowledge and Policy Working Paper*, n° 81, STEPS Centre, Sussex, <https://steps-centre.org/wp-content/uploads/One-Health-wp3.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [6]
- Grace, D. et al. (2015), « Food safety in low and middle income countries », *International Journal of Environmental Research and Public Health*, vol. 12/9, pp. 10490-10507, <http://dx.doi.org/10.3390/ijerph120910490>. [18]
- Groupe de la Banque mondiale (2018), *One Health: Operational Framework for Strengthening Human, Animal and Environmental Public Health Systems at Their Interface*, Banque mondiale, Washington, DC, <http://documents1.worldbank.org/curated/en/703711517234402168/pdf/123023-REVISED-PUBLIC-World-Bank-One-Health-Framework-2018.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [4]
- Häsler, B. et al. (2014), « A review of the metrics for One Health benefits », *Revue scientifique et technique de l'Office international des épizooties*, vol. 33/2, pp. 453-464, <https://www.oie.int/doc/ged/d14080.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [1]
- Jenney, A. et al. (2014), « The clinical and molecular epidemiology of Staphylococcus aureus infections in Fiji », *BMC Infectious Diseases*, vol. 14/160, pp. 1-7, <http://dx.doi.org/10.1186/1471-2334-14-160>. [16]
- Ng, N. et J. Ruger (2011), « Global health governance at a crossroads », *Global Health Governance*, vol. 3/2, pp. 1-37, <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/24729828> (consulté le 5 octobre 2020). [7]
- Okello, A. et al. (2014), « Investigating a hyper-endemic focus of Taenia solium in northern Lao PDR », *Parasites & Vectors*, vol. 7/134, pp. 1-4, <https://parasitesandvectors.biomedcentral.com/articles/10.1186/1756-3305-7-134>. [13]
- Okello, W. et al. (2018), « Improved methods to capture the total societal benefits of zoonotic disease control: Demonstrating the cost-effectiveness of an integrated control programme for Taenia solium, soil transmitted helminths and classical swine fever in northern Lao PDR », *PLOS Neglected Tropical Diseases*, vol. 12/9, pp. 1-22, <http://dx.doi.org/10.1371/journal.pntd.0006782>. [12]
- OMS (2007), *Integrated Control of Neglected Zoonotic Diseases in Africa: Applying the « One Health » Concept*, Rapport de la Réunion conjointe OMS/UE/ILRI/DBL/FAO/OIE/UA, Organisation mondiale de la santé, Genève, [https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/69952/WHO\\_HTM\\_NTD\\_NZD\\_2008.1\\_eng.pdf;jsessionid=55577D7CCEB14A9E969B7512D7A02358?sequence=1](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/69952/WHO_HTM_NTD_NZD_2008.1_eng.pdf;jsessionid=55577D7CCEB14A9E969B7512D7A02358?sequence=1) (consulté le 2 novembre 2020). [10]

- PNUE et International Livestock Research Institute (2020), *Preventing the Next Pandemic: Zoonotic Diseases and How to Break the Chain of Transmission*, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Nairobi, <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/108707>. [22]
- Schelling, E. et al. (2005), « Synergy between public health and veterinary services to deliver human and animal health interventions in rural low income settings », *BMJ*, vol. 331/7527, pp. 1264-1267, <http://dx.doi.org/10.1136/bmj.331.7527.1264>. [11]
- Seifman, R. (2020), « SDGs: Why they need to include One Health », Impakter, <https://impakter.com/sdgs-why-include-one-health> (consulté le 5 octobre 2020). [5]
- Thi Thinh, N. et al. (2020), « *Food safety performance in key pork value chains in Vietnam* », International Livestock Research Institute, Nairobi, <https://www.ilri.org/publications/food-safety-performance-key-pork-value-chains-vietnam> (consulté le 5 octobre 2020). [21]
- Unger, F. et D. Grace (2018), *Final Report: Reducing Disease Risks and Improving Food Safety in Smallholder Pig Value Chains in Vietnam*, Australian Centre for International Agriculture Research, Bruce, <https://aciarc.gov.au/publication/technical-publications/reducing-disease-risks-and-improving-food-safety-smallholder-pig-value-chains-vietnam> (consulté le 5 octobre 2020). [19]
- Zinsstag, J. et al. (dir. pub.) (2015), *One Health: The Theory and Practice of Integrated Health Approaches*, CABI, Boston, <https://vetbooks.ir/one-health-the-theory-and-practice-of-integrated-health-approaches>. [9]

## NOTES

1. Voir, par exemple, *Preventing the Next Pandemic: Zoonotic Diseases and How to Break the Chain of Transmission* (PNUE et International Livestock Research Institute, 2020<sup>[22]</sup>) à l'adresse <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/108707>.
2. Depuis près de 40 ans, l'ACIAR finance des travaux de recherche pour les partenariats au développement afin de mieux comprendre ces liens au sein des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Depuis quelque temps, il accorde une place privilégiée aux travaux dans les domaines social, économique et de l'action publique dans le but d'apporter un nouveau mode de pensée à des processus de l'action publique et cadres d'investissement qui soutiennent mieux la mise en œuvre opérationnelle de « Une seule santé » par le prisme des biens publics régionaux.
3. À savoir la peste porcine classique et les parasites internes.
4. À savoir les géohelminthes.

# UN DÉVELOPPEMENT RÉSILIENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Juan Casado-Asensio, Takayoshi Kato & Jens Sedemund, Direction de la coopération pour le développement, OCDE

## ABSTRAITE

Si le renforcement de la résilience au changement climatique est un aspect essentiel du développement durable, de nombreux plans de relance économique post-COVID-19 ne comportent pas de volet écologique et prévoient même des mesures qui pourraient accroître la vulnérabilité des communautés et des écosystèmes face aux risques climatiques. En amont des orientations à venir de l'OCDE sur le renforcement de la résilience climatique, destinées aux pouvoirs publics et aux acteurs de la coopération pour le développement, cette étude de cas met en lumière des approches en matière d'amélioration des données et des informations, de la gouvernance et des mécanismes et instruments financiers qui sont de nature à renforcer la durabilité environnementale et sociale.

- L'intégration de la résilience au changement climatique dans le domaine du développement et du financement, et dans la gestion des finances publiques notamment, est une mesure judicieuse qui favorise la durabilité et, partant, peut préserver les avancées en matière de développement.
- Certains plans de relance économique post-COVID-19 comportent un volet écologique, mais d'autres proposent des mesures qui, à l'inverse, pourraient accroître les risques et la vulnérabilité climatiques.
- La coopération pour le développement aide les pouvoirs publics à intégrer de manière plus soutenue les risques et les possibilités liés au climat dans leurs politiques et leurs décisions financières.
- Le renforcement des approches en faveur d'une gouvernance inclusive peut contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable, notamment en encourageant une plus vaste participation du public, en favorisant une gouvernance adaptative face aux évolutions climatiques et socio-économiques, et en améliorant la cohérence des politiques.

La crise du COVID-19 rappelle douloureusement combien il est important d'intégrer la question de la résilience dans le domaine du développement, notamment parce qu'investir dans la résilience revient à investir dans la croissance (OCDE, 2020<sup>[1]</sup>; GCA, 2019<sup>[2]</sup>). Le soutien budgétaire colossal déployé à l'échelle mondiale à l'appui de la reprise post-pandémie offre aux pays et aux fournisseurs de coopération pour le développement une occasion nouvelle d'intégrer les considérations relatives au changement climatique dans les programmes en faveur d'une croissance durable.

L'importance de l'intégration de la résilience climatique tout au long de la planification et du financement du développement est aujourd'hui largement admise. L'ampleur

et les spécificités de certaines évolutions (comme l'élévation du niveau de la mer pour les îles de faible altitude ou les fortes variations des températures et des précipitations dans des régions déjà vulnérables) nécessiteront des efforts supplémentaires pour renforcer la résilience des populations, de l'environnement et de la société. En outre, pouvoirs publics et donateurs disposent de toute une palette d'outils leur permettant de mieux intégrer la résilience climatique dans les stratégies de développement, le financement, la planification, la prise de décisions et l'élaboration des budgets et, ainsi, de promouvoir le développement durable. Le renforcement des capacités des services météorologiques nationaux, la

réalisation d'évaluations des risques liés au changement climatique ou le développement d'infrastructures résilientes au changement climatique en sont quelques exemples. Une publication de l'OCDE à paraître, intitulée *Strengthening Climate Resilience: Guidance for Governments and Development Co-operation*, livre un ensemble d'outils et de considérations pratiques qui visent à améliorer les activités liées à la résilience climatique tout en contribuant à la réalisation d'objectifs plus généraux en matière de développement durable, en particulier dans le contexte de la reprise après la crise du COVID-19.

### **Premiers signes d'une prise en compte de la résilience climatique dans les dépenses consacrées à la relance**

Aujourd'hui, les pays et les fournisseurs de coopération pour le développement sont nombreux à reconnaître la nécessité ainsi que la possibilité d'initier une relance plus verte, résiliente et plus inclusive. À titre d'illustration, les Conclusions politiques de la dernière Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres relèvent que la reprise post-COVID-19 offre l'occasion non seulement de relancer la croissance et la création d'emplois, mais aussi d'entreprendre des actions de transformation afin de reconstruire sur des bases meilleures, résilientes, plus vertes et inclusives (OCDE, 2020<sub>[3]</sub>). Par ailleurs, 54 États africains ont approuvé un plan pour veiller à ce que les budgets de relance servent à réduire les risques liés à la pandémie, à consolider la reprise économique et à renforcer la résilience climatique (Global Center on Adaptation and African Adaptation Initiative, 2020<sub>[4]</sub>). Des institutions telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les banques régionales de développement, les organismes des Nations Unies et la société civile ont toutes plaidé en faveur d'une approche similaire. Plusieurs membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, dont la France, le Japon, le Royaume-Uni et l'Union européenne, prônent l'élaboration de plans nationaux pour

une relance verte qui aident aussi les pays partenaires à renforcer leur résilience.

De nombreux pays ont inclus un volet écologique dans les mesures de relance économique qu'ils ont annoncées, intégrant explicitement des objectifs liés au climat et au bien-être, par exemple en incorporant des critères de durabilité dans les processus décisionnels et les budgets et/ou en créant des cadres interministériels de prise de décisions (OCDE, 2020<sub>[1]</sub>). Ce n'est toutefois pas le cas de tous les pays, et la résilience climatique ainsi que d'autres aspects écologiques ne constituent pas encore une composante centrale universelle des plans de relance post-COVID-19 (Global Commission on Adaptation, 2020<sub>[5]</sub>). Par ailleurs, certaines mesures adoptées aujourd'hui pour faciliter la reprise économique pourraient accroître la vulnérabilité des écosystèmes face aux risques climatiques, ainsi que celle des communautés qui dépendent de ces écosystèmes. Il s'agit par exemple de l'assouplissement des autorisations d'occupation des sols et de leur contrôle, de l'allègement des restrictions relatives aux permis des exploitants forestiers, ou encore du soutien apporté aux systèmes et technologies reposant sur les combustibles fossiles (Vivid Economics and Finance for Biodiversity Initiative, 2020<sub>[6]</sub>).

### **Concevoir et mettre en œuvre des plans de relance à l'appui de la résilience climatique**

Les pouvoirs publics des pays en développement, de même que les fournisseurs de coopération pour le développement, sont bien placés pour élaborer les plans de relance nécessaires pour renforcer la résilience climatique. En collaboration avec les pouvoirs publics et le secteur privé, les fournisseurs de coopération pour le développement constituent souvent la principale source de financement pour les activités menées dans ce sens, notamment dans les domaines des infrastructures et des autres actifs immobilisés, du renforcement des capacités en matière de collecte de



données et d'informations, et de l'élaboration des politiques. C'est notamment le cas dans des pays comme le Sénégal ou le Guatemala, où la résilience climatique est essentiellement financée par les fournisseurs de coopération pour le développement, dans divers secteurs dont l'agriculture, la pêche et le tourisme, selon une étude en cours de l'OCDE.

Les principaux éléments des orientations à venir de l'OCDE, ainsi que certains exemples d'initiatives nationales en faveur de la résilience climatique, sont présentés ci-après.

### **Améliorer les données et les informations sur les risques et la vulnérabilité climatiques**

Les efforts visant à renforcer la résilience climatique s'appuient sur des données et des informations utiles et fiables, relatives aux risques et à la vulnérabilité climatiques, mises à disposition des responsables de l'action publique et d'autres acteurs étatiques ou non étatiques. Plus de 40 pays en développement ont reconnu la nécessité d'améliorer les données et les informations dans le cadre de leurs contributions déterminées au niveau national, lesquelles définissent pour chaque pays les efforts à fournir afin de réduire les émissions nationales et de s'adapter aux effets du changement climatique (Allis et al., 2019<sup>[71]</sup>). Pour garantir l'utilité des données et des informations pour la prise de décisions ainsi que leur compatibilité avec les capacités des utilisateurs, les fournisseurs de coopération pour le développement peuvent aider les pays à renforcer les capacités de leurs services météorologiques et hydrologiques ; à améliorer les observations météorologiques et climatiques ; à encourager l'utilisation des savoirs autochtones, locaux et traditionnels ; et à favoriser les évaluations des risques climatiques en vue d'étayer les processus décisionnels relatifs à la résilience climatique.

### **Développer une gouvernance inclusive et adaptative pour faciliter les actions en faveur de la résilience climatique**

La crise liée au COVID-19 a mis en évidence le rôle de la gouvernance publique

pour favoriser la résilience climatique (OCDE, 2020<sup>[8]</sup>). La coopération pour le développement peut aider les pays à améliorer les mécanismes de gouvernance afin de promouvoir les initiatives visant à renforcer la résilience climatique, par exemple en donnant des moyens d'action aux initiatives locales grâce à la coordination entre les différents échelons administratifs ; en encourageant une gouvernance inclusive par une plus grande participation du public ; en mettant en place une gouvernance adaptative face aux évolutions futures du climat et des conditions socio-économiques ; et en favorisant la cohérence entre les différents programmes d'action en faveur du développement. Ainsi, aux Philippines, un vaste réseau public-privé, le MSME Resilience Core Group, définit des stratégies d'envergure nationale pour les initiatives de renforcement de la résilience des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (PME) face aux catastrophes climatiques ou d'autre nature. Ce réseau a activement contribué au renforcement des capacités, notamment dans le cadre des plans de continuité des activités applicables pendant et après la pandémie de COVID-19 (PDRF, 2020<sup>[9]</sup>).

### **Intégrer la résilience climatique dans la gestion des finances publiques**

Le financement est un instrument essentiel pour renforcer la résilience des systèmes humains et naturels face aux risques climatiques et à d'autres risques de nature diverse. L'efficacité et l'effectivité du financement à l'appui de la résilience climatique sont d'autant plus importantes en ces difficiles temps de crise. L'intégration de considérations relatives à la résilience climatique dans les cycles de planification et de budgétisation pluriannuels est l'une des options permettant d'accroître les financements dans ce domaine. Le Cameroun et la Thaïlande, par exemple, relient leurs plans à moyen terme de développement national et de lutte contre le changement climatique aux processus d'élaboration du

budget (GIZ, 2014<sup>[10]</sup> ; Kohli, 2018<sup>[11]</sup>). Une autre solution consiste à « étiqueter » les budgets et les dépenses publiques d'une manière qui permette aux pouvoirs publics de mieux appréhender les destinations, les modalités et le montant des allocations. Plusieurs pays se sont pliés à cet exercice, dont le Bangladesh, le Cambodge, le Ghana, l'Indonésie, le Népal, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, Samoa, la Thaïlande et le Vanuatu (OCDE<sup>[12]</sup> ; PNUD, 2019<sup>[13]</sup> ; PNUD, 2016<sup>[14]</sup> ; Storey, 2016<sup>[15]</sup>). D'autres pays ont élaboré des stratégies de protection financière afin de sécuriser l'accès aux financements en amont des chocs et de préserver solde budgétaire et budget en cas de catastrophe ; c'est le cas de l'Éthiopie, de l'Indonésie, du Pérou et des Philippines (OCDE/Banque mondiale, 2019<sup>[16]</sup> ; OCDE, 2020<sup>[17]</sup> ; Groupe de la Banque mondiale, 2019<sup>[18]</sup>). L'ensemble de ces pays reconnaissent de plus en plus le rôle que jouent les ministres des Finances pour soutenir les stratégies nationales de gestion des risques climatiques, comme en témoigne le nombre d'entre eux qui ont rejoint la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique (Coalition of Finance Ministers for Climate Action<sup>[19]</sup>).

### Mettre à profit les instruments de partage des risques et de transfert dans le cadre d'une gestion globale des risques climatiques

Les instruments de partage des risques et de transfert tels que les assurances, les obligations catastrophe et les fonds de contingence ont un rôle majeur à jouer dans la protection des individus, des entreprises et des pays contre les effets négatifs du changement climatique et d'autres aléas naturels. Le déploiement de produits d'assurance peut se révéler difficile pour diverses raisons : manque de données, infrastructures en mauvais état, accessibilité financière limitée, méconnaissance des avantages d'une assurance, éloignement des clients potentiels, ampleur du secteur informel limitant la pénétration du système bancaire, etc. (BAD, 2017<sup>[20]</sup> ; Jarzabkowski

et al., 2019<sup>[21]</sup>). Toutefois, les pays peuvent collaborer avec des compagnies d'assurance publiques et privées, ainsi qu'avec des fournisseurs de coopération pour le développement, pour optimiser les avantages des instruments de partage des risques et de transfert dans le cadre d'une approche globale de la gestion des risques climatiques incluant des investissements dans la réduction des risques et la protection sociale. Le cas du Sénégal est éloquent. Près de 10 % des agriculteurs sénégalais sont désormais couverts par une police d'assurance, grâce à la mise à disposition de nouveaux produits d'assurance paramétrique, associée à une réorientation de la politique de la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal, qui subordonne désormais l'obtention d'un prêt à la souscription d'une police d'assurance. À l'avenir, l'objectif est de proposer une assurance universelle. Une police d'assurance encourage les agriculteurs à prendre des risques et à investir dans du matériel et des semences de meilleure qualité, tout en leur garantissant de ne pas retomber dans la pauvreté en cas de catastrophe naturelle liée au changement climatique.

### La coopération pour le développement a un rôle important à jouer pour favoriser une reprise résiliente au changement climatique

Les priorités en matière de résilience climatique nous concernent tous – et les fournisseurs de coopération pour le développement continuent de jouer un rôle important dans l'accompagnement des pays partenaires qui souhaitent renforcer leur résilience. La prise en compte du changement climatique dans la planification du développement devrait être une priorité majeure pour les fournisseurs, et est le reflet d'une politique judicieuse en matière de développement, car elle permet de se protéger contre d'éventuels bouleversements futurs. Les crises passées ont démontré que les sociétés peuvent avoir besoin de plusieurs

années pour se remettre de chocs tels que les pandémies ; pendant cette période de reconstruction, les décisions relatives aux mesures de relance et aux investissements détermineront la viabilité des trajectoires de développement pour des décennies à venir. La coopération pour le développement joue un rôle important pour faire en sorte que les

efforts déployés pour se relever de la crise du COVID-19 permettent également de renforcer la gouvernance publique, les politiques, les solutions de financement, les données et les informations, ainsi que les capacités à l'appui d'une meilleure résilience des systèmes humains et naturels face aux risques climatiques et à d'autres chocs futurs.

## RÉFÉRENCES

- Allis, E. et al. (2019), « L'avenir des services climatologiques », *Bulletin de l'Organisation météorologique mondiale*, vol. 68/1, <https://public.wmo.int/fr/ressources/bulletin/!%E2%80%99avenir-des-services-climatologiques> (consulté le 5 octobre 2020). [7]
- BAD (2017), *Assessment of Microinsurance as Emerging Microfinance for the Poor: The Case of the Philippines*, Banque asiatique de développement, Mandaluyong City, <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/226171/assessment-microinsurance-service.pdf>. [20]
- Coalition of Finance Ministers for Climate Action (2020), « *Who we are – Member countries* » (page web), <https://www.financeministersforclimate.org/member-countries> (consulté le 5 octobre 2020). [19]
- GCA (2019), *Adapt Now: A Global Call for Leadership on Climate Resilience*, Global Center on Adaptation, Rotterdam et Global Resources Institute, Washington, D.C., [https://cdn.gca.org/assets/2019-09/GlobalCommission\\_Report\\_FINAL.pdf](https://cdn.gca.org/assets/2019-09/GlobalCommission_Report_FINAL.pdf). [2]
- GIZ (2014), *NAP Align: Recommendations for Aligning National Adaptation Plan Processes with Development and Budget Planning*, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, Eschborn, Allemagne, [https://www.adaptationcommunity.net/?wpfb\\_dl=235](https://www.adaptationcommunity.net/?wpfb_dl=235) (consulté le 5 octobre 2020). [10]
- Global Center on Adaptation and African Adaptation Initiative (2020), *Integrated Responses to Building Climate and Pandemic Resilience in Africa*, Global Center on Adaptation, Rotterdam, [https://cdn.gca.org/assets/2020-05/GCA-AAI\\_Policy\\_Brief.pdf](https://cdn.gca.org/assets/2020-05/GCA-AAI_Policy_Brief.pdf) (consulté le 5 octobre 2020). [4]
- Global Commission on Adaptation (2020), *Call to Action for a Climate-resilient Recovery from COVID-19*, Global Commission on Adaptation, [https://cdn.gca.org/assets/2020-07/Global\\_Commission\\_Adaptation\\_COVID\\_Resilience\\_Statement.pdf](https://cdn.gca.org/assets/2020-07/Global_Commission_Adaptation_COVID_Resilience_Statement.pdf) (consulté le 5 octobre 2020). [5]
- Groupe de la Banque mondiale (2019), *Boosting Financial Resilience to Disaster Shocks: Good Practices and New Frontiers*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/31887> (consulté le 5 octobre 2020). [18]
- Jarzabkowski, P. et al. (2019), *Insurance for Climate Adaptation: Opportunities and Limitations*, Global Commission on Adaptation, Rotterdam et Washington D.C., [https://cdn.gca.org/assets/2019-12/Insurance%20for%20climate%20adaptation\\_Opportunities%20and%20Limitations.pdf](https://cdn.gca.org/assets/2019-12/Insurance%20for%20climate%20adaptation_Opportunities%20and%20Limitations.pdf). [21]
- Kohli, R. (2018), « *Integrating climate change adaptation into planning and budgeting* », présentation PowerPoint, Regional Dialogue on Climate Resilient Growth and Development, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, <https://www.climatefinance-developmenteffectiveness.org/regional-dialogue-event/img/day2/S3-Integrating-CCA-into-Planning-and-Budgeting.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [11]
- OCDE (2020), « *Conclusions politiques de la RCM de 2020 : une reprise post-Covid forte, résiliente, inclusive et durable* », OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/mcm/C-MIN-2020-7-FINAL.fr.pdf>. [3]
- OCDE (2020), « *Responding to COVID-19: The rules of good governance apply now more than ever!* » (page web), <http://www.oecd.org/governance/public-governance-responses-to-covid19> (consulté le 5 octobre 2020). [8]
- OCDE (2020), *Common Ground Between the Paris Agreement and the Sendai Framework: Climate Change Adaptation and Disaster Risk Reduction*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/3edc8d09-en>. [12]
- OCDE (2020), *Mettre la relance verte au service de l'emploi, des revenus et de la croissance*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/making-the-green-recovery-work-for-jobs-income-and-growth-a505f3e7> (consulté le 5 octobre 2020). [1]
- OCDE (2020), *Santé environnementale et renforcement de la résilience face aux pandémies*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/environmental-health-and-strengthening-resilience-to-pandemics-73784e04> (consulté le 5 octobre 2020). [17]
- OCDE/Banque mondiale (2019), *Fiscal Resilience to Natural Disasters: Lessons from Country Experiences*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/27a4198a-en>. [16]
- PDRF (2020), « *Online programs, recovery tools for pandemic-affected enterprises highlighted during MSME Week* », page web, <https://www.pdrf.org/media/newsroom/online-programs-recovery-tools-for-pandemic-affected-enterprises-highlighted-during-msme-week> (consulté le 5 octobre 2020). [9]

- PNUD (2019), *Knowing What You Spend: A Guidance Note for Governments to Track Climate Finance in their Budgets*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/climate-and-disaster-resilience-/knowing-what-you-spend.html> (consulté le 5 octobre 2020). [13]
- PNUD (2016), *Climate Budget Tagging: Experience from the Asia*, Governance of Climate Change team, Programme des Nations Unies pour le développement, Bangkok, <https://www.climatefinance-developmenteffectiveness.org/sites/default/files/climateBudgetTagging.pdf> (consulté le 5 octobre 2020). [14]
- Storey, D. (2016), « National-level climate finance tracking can help countries meet NDC goals effectively », *Blog Climate Policy Initiative*, <https://www.climatepolicyinitiative.org/2016/11/10/robust-tracking-of-climate-finance-at-the-national-level-will-help-countries-meet-their-ndc-goals-more-effectively> (consulté le 5 octobre 2020). [15]
- Vivid Economics and Finance for Biodiversity Initiative (2020), *Green Stimulus Index*, Vivid Economics and Finance for Biodiversity Initiative, [https://www.vivideconomics.com/wp-content/uploads/2020/08/200820-GreenStimulusIndex\\_web.pdf](https://www.vivideconomics.com/wp-content/uploads/2020/08/200820-GreenStimulusIndex_web.pdf) (consulté le 5 octobre 2020). [6]

# FAVORISER LA RÉSILIENCE INSTITUTIONNELLE

Catherine Anderson & Marc De Tollenaere, Direction de la coopération pour le développement, OCDE

## ABSTRAITE

La pandémie de COVID-19 attire l'attention sur l'importance d'avoir des institutions résilientes pour traverser cette crise – et d'autres – et pour favoriser une reprise durable dans les pays développés et en développement. S'il est manifeste que des institutions plus résilientes sont nécessaires dans un contexte de pandémie mondiale, il n'est pas si simple de traduire ce constat en stratégies efficaces d'aide publique au développement. Cette étude de cas livre une brève réflexion sur l'état de nos connaissances concernant le renforcement de la résilience institutionnelle dans les contextes de développement et sur ce que cela signifie pour les acteurs du développement sur le terrain. Elle commence par un bref survol des fondements théoriques de la résilience institutionnelle, avant de se pencher sur les aspects que ces acteurs devraient prendre en compte, ainsi que sur les mesures qu'ils peuvent prendre pour promouvoir cette résilience.



- La résilience institutionnelle englobe la capacité de produire et d'améliorer des résultats au fil du temps, de façon crédible, légitime et adaptable ; ainsi que la capacité de gérer des chocs et des changements.
- Pour renforcer la résilience des institutions, les acteurs de la coopération pour le développement sont encouragés à déterminer quelles sont les connaissances, les expériences et les sources de résilience au niveau local, et à les mettre à profit.
- La résilience institutionnelle peut être renforcée en portant à plus grande échelle et en reproduisant les succès obtenus au niveau local, et en tirant parti du capital social d'une institution en sa qualité de médiateur dans les relations entre l'État et la société.

### Qu'entendons-nous par « résilience institutionnelle » ?

Un rapport récemment publié par le Groupe indépendant d'évaluation de la Banque mondiale définit la résilience comme la capacité d'un pays de prévenir et d'atténuer des chocs et/ou d'y réagir efficacement (Banque mondiale, 2019<sup>[1]</sup>). La résilience institutionnelle, cependant, mérite d'être définie plus précisément. Il est communément admis que la résilience n'est pas une caractéristique ni une particularité isolée des institutions, mais plutôt le fruit ou la fonction d'un cercle vertueux de performance institutionnelle. Elle découle de l'efficacité institutionnelle (à savoir, la capacité de produire et d'améliorer des résultats au fil du temps), qui apporte confiance, légitimité et crédibilité, elles-mêmes sources de résilience venant renforcer les capacités d'une institution (Barma, Huybens et Vinuela, 2014<sup>[2]</sup>). « Plus que la simple capacité d'absorption ou rapidité de relèvement » (Aligicia et Tarko, 2014<sup>[3]</sup>), la résilience institutionnelle est donc le produit de l'évolution d'une institution au fil du temps, de son caractère inclusif ou exclusif, et de la confiance qu'elle inspire, des normes

qu'elle a établies et des réseaux qu'elle a constitués (Adger, 2006<sup>[4]</sup>). Les relations et les attentes entre l'État et la société, elles aussi, sous-tendent et nourrissent la résilience institutionnelle ; celle-ci dépend également de l'innovation et de la créativité des adaptations socio-culturelles, que seuls des processus institutionnels souples et polycentriques peuvent favoriser (Aligicia et Tarko, 2014<sup>[3]</sup>).

Ce rapide survol des fondements théoriques montre que la résilience est un aspect du développement institutionnel qui ne peut être dissocié d'autres caractéristiques. La résilience est étroitement liée à l'histoire locale, aux normes culturelles, à la performance, à la légitimité et à l'adaptabilité. Se pose alors la question de savoir ce qu'un engagement plus soutenu en faveur de la résilience institutionnelle signifie pour les acteurs de la coopération pour le développement.

### Nous savons définir la résilience institutionnelle, mais comment l'assurer ?

Si les acteurs du développement sur le terrain peuvent puiser dans de nombreux documents d'orientation expliquant comment rendre les institutions plus efficaces,

inclusives et redevables, ils disposent de beaucoup moins de ressources portant sur la question de la résilience institutionnelle et les moyens de la renforcer. Comme le met en évidence la crise actuelle, des institutions performantes en période de stabilité peuvent faillir, voire s'effondrer en temps de crise, ou peiner à se relever d'un choc. Ce constat nous montre que pour renforcer la résilience des institutions, il ne faut pas se contenter d'améliorer leur efficacité, leur redevabilité et leur inclusivité. Il s'agit d'un objectif central du développement, d'autant que, selon les projections, la pandémie de COVID-19 n'est pas un événement isolé et pourrait bien être suivie d'autres crises sanitaires, chocs climatiques et bouleversements numériques, notamment (Sitaraman, 2020<sup>[5]</sup>).

Concrètement, quatre méthodes de développement institutionnel sont généralement jugées utiles pour renforcer la résilience des institutions. Tirées de la documentation existante et d'un vaste corpus d'expériences (Andrews, Pritchett et Woolcock, 2017<sup>[6]</sup> ; Barma, Huybens et Vinuela, 2014<sup>[2]</sup>), elles peuvent être résumées comme suit :

■ **Déterminer quelles sont les sources de résilience au niveau national et les mettre à profit.** Une exposition répétée aux crises peut créer une résilience endogène. Au lieu de créer de nouvelles structures en s'inspirant des bonnes pratiques, les partenaires au développement auraient intérêt à recenser et à soutenir les sources de résilience existantes. Au Libéria, les résilients réseaux locaux, si essentiels à la survie et à la protection des populations pendant les 13 années de guerre civile, ont aussi permis au pays de mettre en place une riposte efficace, pilotée par la population locale (au moyen des **équipes de surveillance** de proximité), pendant l'épidémie d'Ebola, en 2014. Les acteurs du développement ont par la suite entrepris de structurer la réponse du Libéria autour de ces systèmes. Pour résumer, lorsqu'elles existent, les sources locales de résilience doivent être préservées et renforcées.

■ **S'appuyer sur ce qui existe déjà, reproduire et appliquer à plus grande échelle ce qui fonctionne.** Il est également utile d'étudier le contexte local pour recenser d'éventuelles « poches » d'efficacité, ou des cas de déviance positive, puis de reproduire et de porter à plus grande échelle ce qui fonctionne pour le transposer dans de nouvelles situations. Le plus souvent, cette méthode est plus durable et plus efficace que l'application de solutions importées d'autres contextes. Au Timor-Leste, pendant la crise qui a suivi l'accès à l'indépendance, en l'absence de ministère de la Santé et alors que 75 % des infrastructures du pays étaient endommagées, les professionnels de santé ont continué d'exercer des activités de proximité, prodiguant des soins de santé de base aux villageois et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays. Une fois le ministère créé, le ministre nouvellement élu s'est appuyé sur les mécanismes existants pour établir les nouveaux protocoles de santé publique du Timor-Leste, faisant naître un système de santé considéré par les partenaires et les citoyens comme le service public le plus efficace du pays (Barma, Huybens et Vinuela, 2014<sup>[2]</sup>).

■ **Adopter les normes et valeurs sociales locales, dans la mesure du possible, étant donné que ces normes culturelles sont profondément ancrées et spécifiquement conçues pour résoudre des problèmes collectifs.** Au Timor-Leste, alors que la crise qui a suivi l'accès à l'indépendance avait provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes à l'intérieur du pays, le ministère de la Solidarité sociale a fait fond sur les normes et pratiques locales pour résoudre les conflits et réconcilier les communautés. Cette approche a permis la réinsertion d'environ 150 000 déplacés sur une période de 9 à 12 mois à l'issue de la crise (Barma, Huybens et Vinuela, 2014<sup>[2]</sup>). Autre exemple : dans l'archipel des Moluques, province de l'est de l'Indonésie, les ressources

naturelles sont gérées conformément à un ensemble de règles et réglementations définies localement et désignées sous le nom de *Sasi Sasi*. Instauré il y a plus de 400 ans, ce système ancré dans la culture locale repose sur le droit coutumier et continue de prouver son efficacité (Harkes et Novaczek, 2000<sup>[7]</sup>).

■ **Tirer parti du capital social des institutions.** À terme, les institutions qui créent des liens avec les citoyens et gagnent leur confiance sont plus résilientes. Ce constat suggère que les acteurs du développement doivent non seulement examiner le fonctionnement intrinsèque d'une institution, mais aussi prendre en compte son rôle de médiateur dans les relations entre l'État et la société, ainsi que la légitimité ou la crédibilité qu'elle en a retirées. Après le séisme qui a frappé Haïti en 2010, une banque coopérative locale a pu continuer de fournir des services malgré l'effondrement des institutions en exploitant les effets cumulés d'un engagement et d'un **développement institutionnels** inscrits sur le long terme dans les domaines politique, technique et culturel, grâce au soutien à long terme d'une organisation non gouvernementale canadienne (Cruz et al., 2016<sup>[8]</sup>). À l'opposé, l'absence totale de capital social des institutions de la République démocratique du Congo a gravement entravé les efforts d'endigement de l'épidémie d'Ebola survenue en 2018-19 dans l'est du Congo (Dionne et Seay, 2019<sup>[9]</sup>).

Il faudrait plus que ce bref aperçu de la résilience institutionnelle pour tirer des

conclusions définitives. De même, les approches citées en exemple sont loin d'être complètes ou les seules possibles. Toutefois, elles mettent en évidence l'importance de mobiliser les forces endogènes et les moyens locaux pour créer des institutions plus résilientes.

En conclusion, nous savons que pour renforcer la résilience des institutions, il est nécessaire de créer des cercles vertueux de performance, de recenser et de mettre à profit les sources de résilience locales existantes, et de s'appuyer sur ce qui fonctionne en le reproduisant et en l'appliquant à plus grande échelle. La résilience institutionnelle a également trait à la capacité d'absorber les chocs, de faire face et de s'adapter à des situations inconnues d'une manière qui porte ses fruits et, peut-être avant toute chose, de créer des liens avec les communautés et la société, et de les mettre à profit.

Pour les acteurs de la coopération pour le développement, promouvoir la résilience institutionnelle signifie donc de tenir le cap sur la durée et de privilégier l'exploitation des connaissances, des expériences et des ressources locales. Cela suppose aussi d'abandonner résolument les modèles institutionnels technocratiques au profit d'interventions itératives, ancrées au niveau local, qui favorisent la réactivité et la flexibilité des institutions. À cet égard, le rôle de l'aide internationale est certes limité, mais néanmoins important.

## RÉFÉRENCES

- Adger, W. (2006), « Vulnerability », *Global Environmental Change*, vol. 16/3, pp. 268-281, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378006000422>. [4]
- Aligicia, P. et V. Tarko (2014), « Institutional resilience and economic systems: Lessons from Elinor Ostrom's work », *Comparative Economic Studies*, vol. 56, pp. 52-76, <https://link.springer.com/article/10.1057%2Fces.2013.29>. [3]
- Andrews, M., L. Pritchett et M. Woolcock (2017), *Building State Capability: Evidence, Analysis, Action*, Oxford University Press, Oxford, <https://library.oapen.org/bitstream/id/bb540dab-9bbb-45ea-8ef1-4843b24dd432/624551.pdf>. [6]
- Banque mondiale (2019), *Building Urban Resilience: An Evaluation of the World Bank Group's Evolving Experience (2007-17)*, Groupe d'évaluation indépendant, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/32622/Building-Urban-Resilience-An-Evaluation-of-the-World-Bank-Groups-Evolving-Experience-2007-2017-An-Independent-Evaluation.pdf?sequence=1&isAllowed=y>. [1]
- Barma, N., E. Huybens et L. Vinuela (2014), *Institutions Taking Root: Building State Capacity in Challenging Contexts*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/978-1-4648-0269-0>. [2]
- Cruz, L. et al. (2016), « Institutional resilience in extreme operating environments: The role of institutional work », *Business & Society*, vol. 55/7, pp. 970-1016, <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/0007650314567438>. [8]
- Dionne, K. et L. Seay (2019), « Here's why Ebola has been so hard to contain in Eastern Congo », *Blog Washington Post Monkey Cage*, <https://www.washingtonpost.com/politics/2019/06/25/heres-why-ebola-has-been-so-hard-contain-eastern-congo/>. [9]
- Harkes, I. et I. Novaczek (2000), *Institutional resilience of « sasi laut », a fisheries management system in Indonesia (draft)*, Indiana University, Bloomington, <http://dlc.dlib.indiana.edu/dlc/bitstream/handle/10535/2314/harkesi041000.pdf?sequence=1&isAllowed=y>. [7]
- Ostrom, E. (2005), *Understanding Institutional Diversity*, Princeton University Press, Princeton, <https://press.princeton.edu/books/paperback/9780691122380/understanding-institutional-diversity>. [10]
- Sitaraman, G. (2020), « A grand strategy of resilience: American power in the age of fragility », *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-08-11/grand-strategy-resilience>. [5]

# CONSOLIDATION DES SYSTÈMES SOCIAUX

Christoph Strupat & Paul Marschall, Institut allemand pour le développement/  
Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE)

## ABSTRAITE

L'expérience prouve que des systèmes sociaux solides, efficaces, adaptables et convenablement financés sont indispensables pour faire face aux conséquences négatives de crises comme celle du COVID-19. La présente étude de cas examine les forces et les faiblesses des systèmes sociaux en Afrique et la façon dont elles ont influencé la riposte de différents pays. Elle constate que peu de pays disposent de régimes de protection sociale satisfaisants, mais que certains ont limité les retombées directes de la pandémie en faisant appel aux systèmes sanitaires d'urgence mis au point durant l'épidémie d'Ebola. Le renforcement des systèmes sociaux, font valoir les auteurs, accroît la résilience.

- **Les investissements dans des systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale solides et performants augmentent la résilience car ils amortissent les conséquences économiques et sociales négatives de crises telles que celle du COVID-19.**
- **La coopération pour le développement peut aider les pays à accroître leur capacité budgétaire afin de financer les systèmes sociaux, à élargir ceux qui existent aux personnes exclues et à améliorer l'adaptabilité de ces systèmes de manière à ce qu'ils puissent mieux faire face à toute crise qui se ferait jour.**
- **Bien que les autorités africaines aient temporairement étendu l'aide sociale en réponse à la pandémie, la couverture demeure très insuffisante, surtout pour les travailleurs informels.**

La pandémie de COVID-19 est un coup de semonce qui vient rappeler aux pouvoirs publics et aux milieux de la coopération pour le développement qu'ils doivent s'attacher à remédier aux failles systémiques. Pour pouvoir assurer un avenir solidaire, durable et résilient, les pays doivent disposer de systèmes sociaux solides et efficaces, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Ceux-ci doivent former la clé de voûte des réformes nécessaires car ils amortissent les retombées économiques et sociales négatives de nouvelles crises. Pour mieux comprendre les interactions entre les effets de la pandémie et les systèmes sociaux, l'Institut allemand pour le développement, en coopération avec l'African Research Consortium et l'Institute for Peace and Security Studies, a mené une étude en Afrique (Leininger et al., à paraître<sup>[11]</sup>). Il ressort de ses conclusions que la coopération pour le développement peut contribuer à la consolidation des systèmes sociaux en aidant les pays à étoffer leurs capacités budgétaires, à élargir ces systèmes aux personnes exclues et à renforcer l'adaptabilité de ces systèmes de sorte qu'ils puissent mieux faire face à toute crise qui se ferait jour.

### Une protection sociale limitée bride la riposte à la crise

Grâce à la jeunesse de sa population, conjuguée à la mise en œuvre rapide de mesures visant à juguler l'épidémie, comme la mobilisation des systèmes de santé publique, la restriction des déplacements et la fermeture des frontières, l'Afrique recense dans l'ensemble moins de cas de COVID-19 et de décès dus à cette maladie que d'autres régions. Cinquante-cinq pour cent des pays africains disposaient de moyens opérationnels suffisants pour faire face à des urgences de santé publique avant la pandémie (Kandel et al., 2020<sup>[2]</sup>). La Guinée, le Libéria, le Sénégal et la Sierra Leone, en particulier, étaient mieux armés et plus adaptables à ce type de situation que d'autres pays africains en raison de l'expérience acquise pendant l'épidémie d'Ebola, en 2014-16. L'incidence des cas signalés de COVID-19 dans ces trois pays est au moins 12 fois inférieure à celle observée en Afrique du Sud, par exemple (Maxmen, 2020<sup>[3]</sup>).

L'Afrique a cependant été durement frappée par les conséquences sociales et économiques des mesures de confinement



(Sumner, Hoy et Ortiz-Juarez, 2020<sup>[4]</sup>), et des faiblesses particulières y déterminent l'ampleur des retombées de la crise : dans les pays à revenu intermédiaire, il s'agit notamment des fortes inégalités de revenu, et dans les pays les moins avancés ou touchés par un conflit, des taux élevés de pauvreté absolue et de l'accès limité aux services de santé essentiels.

Durant la crise, l'aide sociale a été étendue à 1.8 milliard de personnes qui ne bénéficiaient auparavant d'aucune forme de protection (Gentilini et al., 2020<sup>[5]</sup>). La majorité des pays ne disposent cependant pas d'un régime de sécurité sociale satisfaisant, problème particulièrement prononcé dans les pays touchés par un conflit et dans les pays les moins avancés. De ce fait, 26 millions d'Africains pourraient basculer dans l'extrême pauvreté d'ici la fin de 2020 (Mahler et al., 2020<sup>[6]</sup>). Les taux élevés de pauvreté et d'inégalités, ainsi que la couverture et l'efficacité lacunaires des systèmes de protection sociale, sont des failles structurelles majeures, qui empêchent d'apporter une réponse efficace à la crise.

### Trois instruments permettraient à la coopération pour le développement d'appuyer le renforcement des structures sociales

Les épreuves comme celle de la pandémie de COVID-19 vont sans doute se multiplier sous l'effet de mégatendances mondiales comme le changement climatique et la mondialisation. L'aptitude des pays à y apporter une réponse sera fonction de leur capacité de résilience – la probabilité d'atteindre un niveau minimum de bien-être économique et social même en présence d'une crise (Barrett et al., 2020<sup>[7]</sup>). Notre analyse indique que les acteurs du développement pourraient orienter leur aide sur trois éléments constitutifs de structures sociales solides, lesquelles renforcent à leur tour la résilience :

## Pour pouvoir assurer un avenir solidaire, durable et résilient, les pays doivent disposer de systèmes sociaux solides et efficaces, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale.

#### ■ Une capacité budgétaire suffisante.

Outre la lutte immédiate contre une crise économique sans précédent, une augmentation de l'investissement dans l'entretien et le développement des structures sociales s'impose, en particulier dans les services de santé de base, la sécurité sanitaire et la protection sociale. De nouveaux mécanismes de financement et de nouveaux instruments fiscaux sont nécessaires aux niveaux mondial et national, de même que des engagements pluriannuels de la communauté de la coopération pour le développement, afin de financer les structures sociales à plus long terme. Par exemple, de nombreux pays africains ne dégagent quasiment pas de recettes des impôts sur la propriété immobilière ou de l'impôt sur le revenu des particuliers. Les acteurs de la coopération pour le développement peuvent aider les pays à améliorer la mobilisation des ressources intérieures et, ainsi, à imposer plus efficacement les ménages et les actifs. Dans l'immédiat, la taxation des services numériques semble constituer une ressource inexploitée (Mekgoe et Hassam, 2020<sup>[8]</sup>), qui, si elle était mobilisée, pourrait contribuer à combler les déficits de financement des systèmes sociaux,

notamment dans les pays à revenu intermédiaire.

- **Une large couverture pour atteindre les groupes vulnérables.** La plupart des instruments de protection sociale utilisés face à la pandémie sont temporaires et se caractérisent par une couverture fragmentaire. Or, il est nécessaire de disposer d'un régime de sécurité sociale plus complet, qui couvre également ceux que l'on désigne par l'expression « chaînon manquant » – autrement dit, en général, ceux qui travaillent dans le secteur informel et qui, souvent, n'ont pas droit à la protection sociale et ne sont pas couverts par l'assurance sociale (BIT, 2020<sup>[9]</sup>).
- Les acteurs de la coopération pour le développement peuvent aider les pays à élargir les services sociaux grâce à l'établissement d'un registre social uniforme des allocataires (effectifs et potentiels) afin de combler le déficit de couverture. Au Cambodge, par exemple, le registre IDPoor comprend l'ensemble des ménages pauvres et leur donne accès à des services de protection sociale, de santé et autres (Kaba et al., 2018<sup>[10]</sup>). À plus long terme, les registres uniformes pourraient faciliter la prévention des infections contagieuses en apportant une aide sociale en cas de confinement, et favoriser le traitement médical des maladies de longue durée faisant suite à une infection par le virus COVID-19.
- **Une adaptabilité pour réagir à de nouvelles crises.** La coopération pour le développement devrait être durable et s'inscrire dans le long terme, ce qui permettrait aux pays de financer et de préserver leurs systèmes sociaux en veillant

à ce qu'ils soient suffisamment souples pour faire face à des crises futures. Des registres sociaux uniformes permettraient également de réagir rapidement à de nouvelles crises et de s'y adapter, par exemple en facilitant l'adjonction de bénéficiaires aux régimes de sécurité sociale. Le Programme éthiopien de protection sociale fondé sur les activités productives, qui a ajusté ses activités en réponse à la pandémie de COVID-19, en constitue un bon exemple. Sa directive aux régions proposait d'apporter aux bénéficiaires trois mois de transferts en espèces et/ou en denrées alimentaires et de définir d'autres approches concernant les activités réunissant de nombreuses personnes – l'annulation ou la limitation au minimum des travaux publics, par exemple (Lind, Roelen et Sabates-Wheeler, 2020<sup>[11]</sup>).

### La consolidation des systèmes sociaux sera bénéfique à terme

De nombreux pays sont très vulnérables aux crises multiples qui frappent simultanément de vastes pans de la société. Les milieux de la coopération pour le développement doivent les aider à mettre en œuvre des réformes des politiques sociales afin d'accroître leur résilience. L'expérience dégagée des crises antérieures montre l'intérêt des investissements dans les systèmes sociaux : ils permettent aux pays de mieux gérer les chocs qui ont des répercussions sur plusieurs secteurs, et en amortissent ainsi les effets sur les populations. L'assistance technique et financière fournie par la communauté de la coopération pour le développement est essentielle au renforcement de ces systèmes, en Afrique notamment.

## RÉFÉRENCES

- Barrett, C. et al. (2020), *A Scoping Review of the Development Resilience Literature: Theory, Methods and Evidence*, Université de Cornell, Ithaca, New York, <http://barrett.dyson.cornell.edu/files/papers/Development%20Resilience%20Scoping%20Review%20June%202020.pdf> (consulté le 22 octobre 2020). [7]
- BIT (2020), « *Extending social protection to informal workers in the COVID-19 crisis: Country responses and policy considerations* » *ILO Brief*, Organisation internationale du Travail, Genève. [9]
- Gentilini, U. et al. (2020), *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A real-time review of country measures (18 September update)*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635> (consulté le 22 octobre 2020). [5]
- Kaba, M. et al. (2018), « IDPoor: A poverty identification programme that enables collaboration across sectors for maternal and child health in Cambodia », *BMJ*, vol. 363, <http://dx.doi.org/10.1136/bmj.k4698>. [10]
- Kandel, N. et al. (2020), « Health security capacities in the context of COVID-19 outbreak: An analysis of International Health Regulations annual report data from 182 countries », *The Lancet*, vol. 395/10 229, pp. 1047-1053, [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30553-5](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30553-5). [2]
- Leininger, J. et al. (à paraître), *The COVID-19 Pandemic and Structural Transformation in Africa: Evidence for Action*, German Development Institute, Bonn. [1]
- Lind, J., K. Roelen et R. Sabates-Wheeler (2020), *Social Protection and Building Back Better*, Institute of Development Studies, Brighton, Royaume Uni, <https://www.ids.ac.uk/publications/social-protection-and-building-back-better> (consulté le 22 octobre 2020). [11]
- Mahler, D. et al. (2020), « Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté », *Blog de données de la Banque mondiale*, <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/actualisation-estimations-impact-de-la-pandemie-covid-19-sur-la-pauvrete-dans-le-monde> (consulté le 22 octobre 2020). [6]
- Maxmen, A. (2020), « Ebola prepared these countries for coronavirus – but now they are floundering », *Nature*, <https://www.nature.com/articles/d41586-020-02173-z>. [3]
- Mekgoe, N. et M. Hassam (2020), « Digital services tax in Africa – The journey so far », *Deloitte*, <https://www2.deloitte.com/za/en/pages/tax/articles/digital-services-tax-in-africa-the-journey-so-far.html> (consulté le 16 novembre 2020). [8]
- Sumner, A., C. Hoy et E. Ortiz-Juarez (2020), « *Estimates of the impact of COVID-19 on global poverty* » *WIDER Working Paper*, Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'Université des Nations Unies, Helsinki, <http://dx.doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2020/800-9>. [4]



# Partie IV

## Le financement et la coopération pour le développement à l'heure du COVID-19







# UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE SOLIDE ET RÉACTIVE EST INDISPENSABLE À LA REPRISE MONDIALE : POINT DE VUE

Adama Coulibaly, ministre de l'Économie et des Finances, Côte d'Ivoire

La pandémie de COVID-19 n'est pas seulement une crise sanitaire, elle engendre des difficultés socioéconomiques considérables pour tous les pays, étant donné la récession économique mondiale que les prévisions annoncent pour 2020. Elle a réduit à néant certains des progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté, puisqu'environ 100 millions de personnes vont basculer dans l'extrême pauvreté, et que le nombre des chômeurs devrait augmenter de plus de 400 millions, selon le Fonds monétaire international.

Face à ces défis, la solidarité internationale est essentielle pour garantir qu'en plus des réponses apportées à l'échelon national, des solutions soient trouvées à l'échelle mondiale pour résorber les chocs sanitaire, économique et sécuritaire qui ont frappé certains pays.

La solidarité internationale est essentielle pour garantir qu'en plus des réponses apportées à l'échelon national, des solutions soient trouvées à l'échelle mondiale pour résorber les chocs sanitaire, économique et sécuritaire qui ont frappé certains pays.

Dans ce contexte, nous saluons toutes les initiatives internationales qui ont été mises en place depuis le début de la pandémie pour venir en aide aux pays en développement. Cette solidarité a donné lieu, en particulier, à des contributions multiformes de l'ensemble des partenaires techniques et financiers, ce qui a permis d'assurer le financement des plans de riposte à la fois sanitaire et économique mis en place par les pays pour faire face au COVID-19. Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire a bénéficié d'importants financements pour la mise en œuvre de son plan sanitaire, d'un montant de 95.88 milliards XOF (francs CFA d'Afrique de l'Ouest) (146 millions EUR), et de son plan de soutien économique évalué à 1 700 milliards XOF (2.6 milliards EUR), soit 5 % du produit intérieur brut. La mise en œuvre de ces deux plans a contribué à réduire l'impact sanitaire de la crise et à en atténuer les retombées socioéconomiques.

Nous saluons également favorablement l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) des pays du G20, qui donne aux pays en développement une marge de manœuvre pour financer les urgences consécutives à la crise.

Face à la persistance de la crise du COVID-19, ces initiatives de solidarité devront être renforcées de façon à faciliter la reprise de l'économie mondiale.

De fait, les besoins de financement urgents de l'Afrique nés de la crise sanitaire sont estimés aux alentours de 100 milliards USD par an sur les trois prochaines années. Par ailleurs, environ 600 milliards USD par an sont également nécessaires pour le financement des Objectifs de développement durable.

En termes concrets, la solidarité à l'égard des pays en développement devrait se traduire par :

- L'extension de l'ISSD au-delà de 2020, pour couvrir toute l'année 2021. Tous les pays devraient y participer pour faire en sorte que l'initiative ait un impact significatif. La restructuration, voire l'annulation de la dette, pourrait être envisagée pour les pays les plus fragiles gravement touchés par la crise.
- La mise à disposition de ressources concessionnelles, combinée à l'octroi de droits de tirage spéciaux. Cela constituera une sorte d'alternative de guichet de financement face aux conditions sur les marchés internationaux.
- La mutualisation des efforts de lutte contre le blanchiment de capitaux. La crise du COVID-19 a entraîné d'importants mouvements de capitaux dans le monde, avec comme corollaire un accroissement des risques de blanchiment. Il importe donc de favoriser la coopération entre les pays grâce au partage des bonnes pratiques de façon à lutter efficacement contre toutes les tentatives de blanchiment de capitaux.
- L'accès équitable aux vaccins contre le COVID-19 dès qu'ils seront disponibles, à travers l'application de tarifs abordables pour les pays en développement.

En conclusion, nous attendons un renforcement de la solidarité internationale et une coopération internationale plus souple et plus réactive permettant de soutenir les efforts déployés afin de combattre le COVID-19 et de garantir en même temps la bonne mise en œuvre des réformes et des programmes destinés à favoriser la concrétisation des Objectifs de développement durable.

# ESTIMATIONS DES FINANCEMENTS CONSACRÉS À LA RIPOSTE AU COVID-19 AU TITRE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 2020



Mags Gaynor, Anita King & Yasmin Ahmad,  
Direction de la coopération pour le développement, OCDE

## ABSTRAITE

Dans le cadre de la riposte à la crise du COVID-19, de nombreux acteurs de la coopération pour le développement ont opéré des réaffectations de leurs budgets et ont annoncé de nouvelles contributions en vue d'aider les pays en développement. Ce chapitre présente des estimations préliminaires des financements alloués et analyse les perspectives en la matière pour 2021 et au-delà. Il prône l'amélioration du suivi et le renforcement de la transparence afin d'optimiser l'utilisation de ressources de plus en plus limitées.

- Les engagements de financement et versements totaux des fournisseurs de coopération pour le développement à l'appui de la lutte contre le COVID-19 sont difficiles à suivre et à déterminer. Il ressort des estimations initiales et partielles tirées d'une enquête de l'OCDE que les membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont mobilisé 12 milliards USD pour aider les pays en développement à faire face à la crise du COVID-19.
- Des outils complets et en temps réel de suivi des annonces de contributions, des versements et des allocations renforceront la transparence des financements et permettront de déterminer les domaines où l'aide publique au développement (APD) serait le mieux à même de combler les déficits en temps de crise et en temps normal.
- La réorientation vers la santé et l'aide humanitaire de financements destinés à d'autres secteurs pourrait nuire à une approche globale et plurisectorielle de la lutte contre le COVID-19 et à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Il importera de ménager un juste équilibre entre les ressources dédiées à la riposte à la crise et les investissements à plus long terme destinés à favoriser le développement durable.
- Pour ce qui est de l'avenir, il y a lieu de croire qu'une crise du financement se profile à l'horizon. De nombreux membres du CAD ont indiqué qu'ils préserveront leurs budgets d'APD, certains prévoyant même de les accroître en 2021. Pour autant, les répercussions mondiales de la pandémie sur le plan économique rendent incertaines une augmentation, ou à défaut une stabilisation, des volumes d'APD au cours des années à venir.

À mesure que la crise du COVID-19 évoluait, les acteurs de la coopération pour le développement ont optimisé leur capacité de flexibilité et ont adapté leurs financements et leurs budgets. Ce chapitre s'appuie sur les entretiens menés auprès des membres du CAD, sur une enquête conduite dernièrement

par l'OCDE<sup>1</sup> sur le financement de la riposte au COVID-19 et sur d'autres études.

### Il est difficile de déterminer et de suivre les niveaux de financement

Même si les nouvelles initiatives et les actions coordonnées se sont multipliées face

au COVID-19, il s'est révélé difficile de calculer le montant total du financement international de la lutte contre la pandémie dans les pays en développement – un constat qui, en cette fin d'année 2020, soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses. Ces questions portent autant sur les sommes annoncées et effectivement versées que sur la part du financement provenant de ressources extrabudgétaires, ou encore la proportion du budget d'autres programmes existants qui a été réaffectée, et à quel coût. Il reste également à déterminer quelle proportion du financement international du développement dédié à la riposte au COVID-19 sera comptabilisée au titre de l'APD. Sur ce dernier point, l'OCDE (2020<sup>[1]</sup>) a publié, en juillet 2020, une première indication de l'éligibilité à l'APD de ces activités. Le Groupe de travail du CAD sur les statistiques du financement du développement a également approuvé deux outils permettant de suivre les dépenses liées à la pandémie de COVID-19 dans le secteur de la santé et dans d'autres secteurs.

Quelles que soient les estimations, le financement est largement insuffisant par rapport à la demande. Les gouvernements des

pays africains réclament un soutien beaucoup plus important (Ofori-Atta, 2020<sup>[2]</sup>). Selon des estimations du Fonds monétaire international (FMI), le déficit de financement visant à aider les pays en développement à faire face aux retombées de la pandémie de COVID-19 pourrait atteindre 2 000 milliards USD (Kharas et Dooley, 2020<sup>[3]</sup>). Dans le seul domaine humanitaire, le déficit de financement global s'élevait à 24 milliards USD en date de début novembre. Les appels de fonds humanitaires n'ont jamais atteint des chiffres aussi élevés – 39 milliards USD au total, dont 9.5 milliards USD destinés tout particulièrement à la lutte contre le COVID-19 au titre du Plan mondial de réponse humanitaire (UN OCHA, 2020<sup>[4]</sup>). Parallèlement, les gouvernements des pays membres de l'OCDE ont adopté des plans de relance dont le montant total représente 84 % de celui des plans de relance de la planète, soit 9 900 milliards USD en date de septembre 2020, selon des données du FMI (2020<sup>[5]</sup>)<sup>2</sup>.

Les estimations relatives au financement du développement dédié à la riposte au COVID-19 sont présentées dans le Tableau 9.1. Les chiffres, qui sont préliminaires et partiels,

**Tableau 9.1. Estimations des ressources mobilisées à l'appui de la riposte à la pandémie de COVID-19 dans les pays en développement**

Estimations préliminaires et partielles communiquées à l'OCDE en octobre 2020

Source de financement (l'éligibilité à l'APD de certains financements devra peut-être être déterminée)	Montant (USD)
28 membres du CAD	12 milliards (dont 7 milliards de ressources nouvelles/extrabudgétaires)
28 membres du CAD	65.7 millions
Banque mondiale*	43 milliards
Autres organisations multilatérales (à l'exclusion du FMI*)	37 milliards
27 fondations philanthropiques	1.3 milliard

Note : Ces données sont tirées de l'enquête menée par l'OCDE en octobre 2020 auprès des membres du CAD et d'autres fournisseurs. Elles sont préliminaires et partielles, les membres n'ayant pas tous répondu à l'enquête. Pour en savoir plus sur les financements et le soutien apportés par les fondations philanthropiques, voir la base de données de l'OCDE (2020<sup>[6]</sup>), *Statistics on Private Philanthropy for Development*, [oe.cd/foundationdata](https://oe.cd/foundationdata).

\* En date d'octobre, les engagements de la Banque mondiale au profit des pays en développement s'élevaient à 43 milliards USD<sup>3</sup>. Selon ses propres rapports, le FMI a mobilisé 101.965 milliards USD à l'appui de la riposte à la pandémie. Voir FMI (2020<sup>[7]</sup>), COVID-19 Financial Assistance and Debt Service Relief, page web, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker> (consulté le 19 novembre 2020).

sont tirés d'une enquête réalisée par l'OCDE en octobre 2020.

Les principales tendances du financement et conclusions de l'enquête et des entretiens menés par l'OCDE auprès des membres du CAD sont les suivantes :

- Dix-sept pays membres du CAD ont indiqué avoir octroyé de nouveaux financements ou des financements supplémentaires dans le cadre de leurs enveloppes budgétaires de 2020, pour un montant d'environ 7 milliards USD à utiliser en 2020 et ultérieurement. L'Allemagne (Encadré 9.1) et les États-Unis (1.1 milliard USD, voir Encadré 4.1 au Chapitre 4) comptent pour une grande partie de ces financements.
- Selon les estimations, une partie des engagements des membres du CAD, soit 4.8 milliards USD, a été reprogrammée en faveur de la riposte à la pandémie en 2020, dans certains cas en redirigeant des ressources initialement affectées à des programmes de développement retardés ou gelés en raison de la crise, comme les bourses d'études et les activités de formation ou les programmes de volontariat.
- Les acteurs du développement ont adapté nombre de programmes existants pour pouvoir continuer à intervenir dans le contexte du COVID-19 ou faire face à des situations et des besoins modifiés. La plupart des membres du CAD ont indiqué n'avoir pas cessé leurs programmes de développement en cours.
- Les fournisseurs se concentrent sur les pays les plus touchés ou les plus à risque, les pays à faible revenu et les régions fragiles, ainsi que sur leurs pays prioritaires. À titre d'illustration, la Banque mondiale a répondu que sur les 43 milliards USD qu'elle s'était engagée à apporter avant septembre 2020, 25 milliards USD ont été destinés à des pays éligibles aux ressources de l'Association internationale de développement (IDA), c'est-à-dire aux 74 pays à faible revenu principalement qui peuvent obtenir des

crédits auprès de l'IDA à des conditions libérales. Les économies fragiles ou touchées par un conflit ont reçu 7.6 milliards USD de ce financement (Banque mondiale, 2020<sup>[8]</sup>).

Le Groupe de coordination arabe, deuxième groupe de fournisseurs de coopération pour le développement le plus important après le CAD, s'est engagé à allouer 10 milliards USD pour soutenir les pays en développement dans leurs efforts immédiats de riposte et de reprise, notamment par la mise à disposition de fournitures médicales et d'équipements de protection, et à apporter une aide financière supplémentaire pour l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'énergie, l'éducation et les micro-, petites et moyennes entreprises. Un membre, à savoir l'Arabie saoudite, a annoncé une contribution de 500 millions USD destinée à aider ses pays partenaires à atténuer les effets de la crise et a à cet égard étendu ses partenariats avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et Gavi, l'Alliance du Vaccin. Le pays met en outre à profit son statut de président du Groupe des 20 (G20) en 2020 pour favoriser la coordination internationale de la riposte économique à la crise du COVID-19. Un autre membre, le Koweït, a reporté à 2021 les remboursements de dettes contractées par les pays éligibles aux ressources de l'IDA à échoir entre le 1<sup>er</sup> mai et le 31 décembre 2020<sup>4</sup>.

Les organismes de développement ont concilié deux exigences concurrentes en 2020 : d'une part, remédier aux conséquences de la pandémie de COVID-19 et d'autre part, veiller à continuer à investir des ressources dans des priorités de plus long terme en matière de développement. Les réaffectations budgétaires opérées par les organismes de développement ont dégagé des milliards pour faire face aux nouveaux besoins liés à la pandémie. La France, par exemple, a mobilisé 1.2 milliard EUR à l'appui de la lutte contre le COVID-19 à travers des réaffectations budgétaires (Encadré 9.2).



## ENCADRÉ 9.1. LA RÉAFFECTATION DE SES FINANCEMENTS ET UN CALENDRIER BIEN PENSÉ ONT PERMIS À L'ALLEMAGNE DE MOBILISER DES FONDS SUPPLÉMENTAIRES À L'APPUI DE LA LUTTE CONTRE LE COVID-19

L'Allemagne a accru son budget d'aide publique au développement (APD) pour faire face à la crise du COVID-19. En date d'avril 2020, le gouvernement avait réaffecté 1.15 milliard EUR au titre du budget d'APD de 2020 vers la lutte contre la pandémie et en juin, il a annoncé une contribution supplémentaire de 3 milliards EUR au titre de l'APD pour la période courant jusqu'en 2021, dans le cadre du plan de relance budgétaire du pays (BMZ, 2020<sup>[9]</sup>). Sur cette somme, 1.55 milliard EUR a été débloqué en juillet au titre du budget supplémentaire et un autre 1.55 milliard EUR devrait l'être sous réserve de l'approbation du Parlement allemand.

Au cours des premières semaines de la pandémie, le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) a reconnu qu'il faudrait, pour y faire face, opérer des réaffectations de fonds. Entre mars et avril, peu après l'annonce de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclarant l'état de pandémie, le BMZ a restructuré ses programmes afin d'accroître son aide et ses services de secours d'urgence à l'intention des personnes déplacées et de renforcer la gestion de la crise ; il a ainsi réaffecté 1.15 milliard EUR au titre du budget d'APD de 2020 pour faire face aux conséquences sanitaires et économiques de la crise dans les pays en développement. Face à une trajectoire du virus en perpétuelle évolution, le BMZ, au lieu d'évaluer les besoins d'un point de vue géographique, a préféré définir sept priorités thématiques urgentes transversales à l'ensemble des pays partenaires, notamment : le soutien au secteur de la santé et le contrôle de la pandémie et de ses effets secondaires (la sécurité alimentaire, par exemple), la stabilisation des régions fragiles touchées par des déplacements de population, la protection sociale et la sécurisation de l'emploi dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, la mise à disposition de liquidités pour les gouvernements des pays partenaires sous la forme d'un appui budgétaire sectoriel, et des initiatives de coopération internationale, notamment l'engagement de l'Allemagne auprès de la Banque mondiale et des Nations Unies.

Devant l'ampleur évidente des besoins découlant de la pandémie et la nécessité manifeste de disposer de ressources supplémentaires, le BMZ a d'abord décidé de réaffecter une partie de son budget actuel avant de venir devant le Parlement pour démontrer le bien-fondé de financements supplémentaires au titre de l'APD. Cette stratégie présentait trois atouts : en premier lieu, au cours des premières semaines de la pandémie, les partenaires de l'Allemagne disposaient d'une capacité d'absorption limitée pour mettre en œuvre des financements supplémentaires. Le fait que le BMZ ait pris le temps de déterminer les remaniements possibles au sein du programme existant et les ressources supplémentaires nécessaires a permis aux partenaires de s'adapter à la situation. En deuxième lieu, en mars, la priorité politique, en Allemagne comme ailleurs en Europe, a été de faire face à la crise à l'échelle nationale. Lorsque le ministre allemand du Développement a soumis son plan de réaffectation budgétaire au Parlement, à la mi-avril, le plan de relance du pays avait déjà été présenté. Le fait d'effectuer une comparaison entre l'ampleur des investissements nécessaires en Europe et les ressources disponibles pour les pays en développement et de plaider en faveur de la solidarité internationale (c'est-à-dire, du partage d'une partie du plan de relance allemand avec les populations présentant les plus grands besoins) s'est révélé être un discours convaincant qui a permis de rallier le soutien de la sphère politique et de l'opinion publique. En troisième lieu, en prenant le temps d'étudier les remaniements possibles au sein du budget existant, l'Allemagne a été en mesure de tirer le meilleur parti de ses capacités et de ses atouts, tout en déterminant comment utiliser les ressources supplémentaires et dans quels pays ou domaines elles étaient le plus nécessaires.

Dans un contexte où les budgets publics sont mis à rude épreuve, la forte volonté politique affichée par l'Allemagne, associée à une planification stratégique et opportune au niveau du ministère, lui a permis d'apporter une réponse à la mesure du défi. Le pays se démarque par sa capacité à mobiliser des moyens, dans un contexte de crise, afin de tenir ses engagements en faveur des pays en développement.

Source : Krake, M. (2020<sup>[10]</sup>), « The outlook for ODA budgets amidst the COVID-19 crisis », [https://www.youtube.com/watch?v=\\_xIQ5A2DpxU](https://www.youtube.com/watch?v=_xIQ5A2DpxU).

## ENCADRÉ 9.2. DISPOSITIF DE FINANCEMENT, DE PARTAGE DE SAVOIR-FAIRE ET DE PARTENARIAT DE LA FRANCE

En avril 2020, la France a annoncé un dispositif de 1.2 milliard EUR pour aider les pays d'Afrique subsaharienne à prendre des mesures immédiates mais aussi à long terme face à l'épidémie de COVID-19, à travers notamment le partage de son savoir-faire, l'apport d'un soutien direct aux systèmes de santé, l'aide humanitaire et un vaste programme de recherche sur le COVID-19 inspiré des partenariats établis lors des vagues de l'épidémie d'Ebola. L'initiative « COVID-19 – Santé en commun », qui s'inscrit dans le cadre du dispositif mis en œuvre par l'Agence française de développement, apporte un soutien aux systèmes de santé ainsi qu'un appui budgétaire et un appui aux organisations non gouvernementales œuvrant en faveur des populations les plus vulnérables. Entre avril et septembre, les engagements de la France ont représenté 90 % des financements annoncés, avec 150 millions EUR fournis sous la forme de dons.

À l'échelle internationale, la France a plaidé en faveur d'une réponse multilatérale à la crise et a défendu le rôle légitime de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de son approche d'« Une seule santé » en matière environnementale, animale et humaine. Dans le cadre de l'Équipe d'Europe (Team Europe), la France a collaboré avec le service de l'Union européenne à la protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes pour organiser des ponts aériens afin de livrer des fournitures essentielles à l'Afrique subsaharienne, et a joué un rôle central dans la négociation de l'Initiative de suspension du service de la dette.

Au niveau des pays, la France a mobilisé ses experts en santé mondiale, dont beaucoup disposent d'une expérience significative de l'épidémie d'Ebola, pour élaborer des politiques publiques ou renforcer celles en place dans les pays en développement. Elle a également redéployé des experts techniques intervenant sur d'autres projets pour aider les autorités nationales et locales à accéder à des ressources financières et partager des bonnes pratiques. Elle a en outre prôné l'établissement de dispositifs de protection sociale et d'aide alimentaire à l'intention des détenus, des réfugiés et d'autres groupes marginalisés qui ne sont pas toujours pris en compte dans les plans de riposte nationaux.

Dans le cadre de sa riposte au COVID-19, la France a notamment mobilisé des ressources à travers la réaffectation de certains budgets, ceux des programmes de bourses par exemple, tout en veillant à limiter l'impact sur d'autres secteurs prioritaires. Dans ce contexte, elle maintient son engagement de préserver son budget d'aide publique au développement (APD) et même d'accroître la part de son revenu national consacrée à l'APD à 0.55 % d'ici 2022, afin de soutenir une riposte vigoureuse à la crise du COVID-19, tout en préservant les investissements existants en faveur du développement.

Source : Informations fournies par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères ainsi que par l'Agence française de développement.

### ***Une circulation transparente des informations est essentielle pour assurer le suivi des ressources et des besoins***

Au nombre des bonnes pratiques pour la prise d'engagements approuvés par le CAD figure notamment l'indication de la date ou la période couverte, de la source et des conditions de financement, ainsi que du niveau de référence en comparaison duquel les demandes de ressources supplémentaires par rapport aux apports ou engagements existants doivent être évaluées (OCDE,

2011<sup>[11]</sup>). La diversité des approches et des sources de financement utilisées dans le cadre de la réponse face au COVID-19 complique le suivi des promesses et des engagements. Devex a ainsi conçu un portail permettant de suivre la façon dont les promesses de financement se traduisent en contrats et en projets, un objectif qui n'a toutefois pu être atteint que pour un petit nombre des engagements totaux (Encadré 9.3). Par ailleurs, en raison de la durée écoulée depuis le moment où les statistiques officielles

## ENCADRÉ 9.3. DEVEX : UN PORTAIL INTERACTIF DESTINÉ À ASSURER LE SUIVI DES RESSOURCES

Lisa Cornish et Raquel Alcega, Devex

Fin mars 2020, la communauté internationale a annoncé des financements d'un montant de 4 500 milliards USD au titre des mesures prises aux échelons nationaux et mondial face à l'escalade de la crise mondiale du COVID-19. Si les annonces de financement sont rendues publiques en toute transparence dans la mesure où elles génèrent de la publicité, il est plus difficile de recueillir des informations sur la façon dont elles se concrétisent.

Afin d'analyser de quelle manière elles se traduisent en programmes et en résultats à l'appui de mesures sanitaires, économiques, sociales et environnementales s'inscrivant dans la lutte contre le COVID-19, Devex a procédé au suivi des contrats, dons, appels à nouveaux programmes et nouvelles opportunités de financement à l'aide de sa base de données sur les financements. Ce processus a permis de faire la lumière sur les apports réels versés aux gouvernements, secteurs et communautés qui en avaient besoin. En octobre 2020, Devex avait comptabilisé 171 milliards USD répartis en 781 annonces de programmes, mais n'avait pu relier que 1.3 milliard USD à 830 contrats mis en œuvre sur le terrain.

### CE QUE MONTRE LA BASE DE DONNÉES

La transparence varie en fonction des sources de financement. Les institutions multilatérales, les banques de développement et des organisations philanthropiques comme la Fondation Bill & Melinda Gates publient les programmes, les offres et les dons approuvés, et fournissent ainsi des informations de la plus grande clarté. Les financements publics sont moins transparents et ceux du secteur privé sont encore plus difficiles à suivre.

Il est plus compliqué de déterminer si les annonces de financement portent sur des ressources réellement nouvelles. Plusieurs organismes bilatéraux ou ministères ont fait publiquement savoir qu'ils réorientaient leurs programmes afin de se concentrer sur la réponse face au COVID-19 ; il s'agit notamment du *Foreign, Commonwealth and Development Office* au Royaume-Uni et du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce. Cette réorientation signifie peut-être que certains programmes existants ne pourront plus être poursuivis. D'autres donateurs ont annoncé les changements qui seront apportés à des programmes existants afin de s'adapter aux restrictions, notamment le recours aux formations et aux enquêtes en ligne. Devex a décidé de ne pas considérer ces modifications comme des financements à l'appui de la lutte contre le COVID-19, mais continue de les inclure dans sa base de données afin d'illustrer l'évolution des priorités des donateurs. Les acteurs de la coopération pour le développement utilisent la base de données Devex afin de se situer par rapport aux autres acteurs, ou pour déceler les pénuries et fournir des arguments en faveur de nouveaux financements.

Cette activité de recueil de données illustre les difficultés rencontrées pour obtenir des données transparentes, alors même que celles-ci offrent des perspectives en matière de prise de mesures de financement plus intelligentes et mieux étayées, que ce soit face au COVID-19 ou à d'autres enjeux. La visibilité de l'aide est importante pour la rapidité, la cohérence et la transparence de la réponse internationale, et le suivi des financements est essentiel pour une coordination et une efficacité en temps voulu. La crise du COVID-19 nous montre que beaucoup reste à faire dans ce domaine.

Note : Devex est une plateforme média utilisée par la communauté internationale du développement. Son portail interactif est disponible à l'adresse suivante : <https://public.tableau.com/profile/devexdevdata#!/vizhome/COVIDFundingvisualisation/COVID-19fundin>.

de l'APD ont été communiquées à l'OCDE, les premières données officielles agrégées sur les montants d'APD versés dans le cadre de la réponse au COVID-19 ne seront disponibles qu'au premier trimestre 2021. Le

Système de notification des pays créanciers de l'OCDE est un système statistique et ne permet pas d'assurer un suivi en temps réel des engagements, des versements et des dotations.<sup>5</sup>

## Des perspectives de financement préoccupantes pour les années à venir

Les gouvernements des pays membres de l'OCDE prévoient une chute de leur revenu national et une augmentation des dépenses publiques. Maintenir ou rehausser les niveaux d'APD dans ce contexte revient à faire preuve d'une grande solidarité internationale, et plusieurs membres du CAD ont indiqué, lors de la Réunion du CAD à haut niveau de novembre 2020, qu'ils prévoyaient de préserver ou d'accroître leur budget d'APD en 2021. Toutefois, la diminution budgétaire totale de 7.2 milliards GBP (soit 9.3 milliards USD) prévue pour 2020 (à savoir 2.9 milliards GBP) et pour 2021 (4.3 milliards GBP) par le Royaume-Uni, l'un des principaux apporteurs d'APD, rend de plus en plus improbable un maintien des volumes d'APD à l'échelle du CAD en 2020 et 2021 (House of Commons Library, 2020<sup>[12]</sup>).

Le COVID-19 a également entraîné une crise de financement pour les organismes d'aide au développement, en particulier les organisations locales et internationales de la société civile (OSC). Reconnaisant leur rôle pivot, les gouvernements et les fondations des membres de l'OCDE ont rendu leur financement plus flexible et accordé des exceptions afin de soutenir leurs partenaires au cours de cette période difficile. L'Italie a ainsi débloqué 13 millions EUR (15 millions USD) pour aider les OSC tout au long de la crise ; l'Allemagne a baissé l'élément de cofinancement que doivent apporter les OSC de 25 % à 10 % ; la Suisse a accordé un crédit au Comité international de la Croix-Rouge et de nombreuses œuvres de bienfaisance au Royaume-Uni ont bénéficié du *Coronavirus Job Retention Scheme* mis en place par le gouvernement. Toutefois, en dépit de ces mesures exceptionnelles, de nombreuses OSC ont été contraintes de mettre fin à des programmes et de réduire ou de licencier leur personnel. En outre, ces mesures exceptionnelles destinées à soutenir les OSC risquent de ne pas s'inscrire dans la durée.

## Les réaffectations budgétaires ont donné lieu à des arbitrages qui sont toujours d'actualité

Les premiers financements de la réponse face au COVID-19 provenaient de fonds qui n'avaient pas encore été engagés, ou, dans les contextes de confinement et de restrictions au niveau des déplacements, du report ou de l'annulation de programmes et d'activités, tels que les programmes de volontariat, l'envoi d'experts à l'étranger, les bourses, les ateliers et les conférences. Petit à petit, les nouvelles réaffectations ont commencé à provenir du report de programmes, ou de programmes aux résultats insuffisants.

Les enseignements dégagés des crises précédentes tendent à démontrer qu'une réponse efficace face au COVID-19 nécessite une action concertée s'étendant sur de multiples secteurs. Il est par conséquent fondamental de préserver une répartition appropriée de l'APD entre les secteurs les plus importants, aussi bien dans le cadre de la réponse face au COVID-19 que dans celui du développement à plus long terme. La crainte initiale que la réponse immédiate de la communauté du développement face à la pandémie consiste à cibler davantage le domaine de la santé ne s'est pas entièrement matérialisée - par le biais des réseaux du CAD, les membres ont indiqué qu'ils se concentraient sur les impacts secondaires visibles de la crise, tels que la dégradation de la gouvernance et les violences à l'encontre des femmes. Ainsi, le Royaume-Uni a défini une stratégie destinée à veiller à ce que les ressources utilisées pour faire face aux impacts à court terme du COVID-19 ne soient pas détournées de domaines prioritaires tels que l'éducation des filles, le climat, la santé sexuelle et procréative et les services de lutte contre les violences faites aux femmes. Le gouvernement français s'attend pour sa part à ce que l'APD dans les investissements en lien avec l'éducation enregistre une baisse à court terme, avant de rebondir à l'avenir. Cette diminution reflète une tendance plus générale à la baisse des financements

alloués à l'éducation en 2020, en dépit des nombreuses données démontrant le lien entre l'éducation, en particulier celle des filles, et l'amélioration du développement économique, social et humain, ainsi que le montre l'Encadré 9.4. Certains membres du CAD ont indiqué avoir revu à la baisse leurs investissements ciblés sur l'agriculture.

On a toutefois constaté une nette réorientation des financements vers la santé et l'aide humanitaire. Si l'aide humanitaire fait partie des instruments permettant de répondre à des besoins immédiats, elle est coûteuse et peut accaparer des financements aux dépens de programmes ciblés sur des investissements à long terme dans les systèmes à l'appui de la résilience (OCDE,

2019<sup>[13]</sup>). La Norvège et d'autres membres du CAD ont fait part de leurs préoccupations quant à la redéfinition des budgets alloués à la santé en mesures de lutte contre le COVID-19, et à leur détournement d'un soutien de plus long terme au secteur sanitaire, tout en faisant remarquer que de nombreux pays de l'OCDE sont confrontés à des arbitrages similaires pour ce qui est des financements au sein de leurs propres systèmes de santé. L'augmentation des budgets humanitaires a atteint un plateau à la mi-2020, alors même que les évaluations des besoins d'urgence continuent d'être revues à la hausse (International Crisis Group, 2020<sup>[14]</sup> ; Norwegian Refugee Council, 2020<sup>[15]</sup>).

## ENCADRÉ 9.4. PROTÉGER LES FINANCEMENTS INTÉRIEURS ET INTERNATIONAUX À L'APPUI DE L'ÉDUCATION

Michael Ward, Programme PISA pour le développement, OCDE

Selon les données recueillies dans le cadre d'une enquête menée auprès de 59 pays par la Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE, le COVID-19 est responsable du bouleversement le plus profond de leur histoire qu'aient connu les systèmes éducatifs (OCDE, 2020<sup>[17]</sup>). Par ailleurs, les retombées économiques de la pandémie, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, menacent l'intégralité des sources de financement de l'éducation - budgets publics nationaux, contributions des ménages, envois de fonds et apports internationaux d'aide à l'éducation.

Avant la crise, les niveaux et les tendances des financements intérieurs et extérieurs de l'éducation ne couvraient déjà pas les dépenses nécessaires pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 4 (Accès de tous à une éducation de qualité) (UNESCO, 2020<sup>[18]</sup>) et les avancées accomplies à l'échelon international ne suffisaient pas pour envisager de l'atteindre (UNESCO, 2019<sup>[19]</sup>), en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Dans le contexte mondial actuel, les fonds alloués à l'éducation dans les économies en développement pourraient diminuer et réduire encore davantage les chances d'atteindre l'ODD 4 et de mener à bien le Programme à l'horizon 2030 dans son ensemble (UNSDG, 2020<sup>[20]</sup>).

Les acteurs mondiaux, dont l'OCDE, recommandent que soient prises des mesures visant à protéger les financements intérieurs et internationaux à l'appui de l'éducation. Une Coalition mondiale pour l'éducation - Réponse éducative au COVID-19 (UNESCO, s.d.<sup>[21]</sup>) a été lancée par l'UNESCO en avril 2020 et une Session extraordinaire de la Réunion mondiale sur l'éducation consacrée à l'éducation post-COVID-19 (UNESCO, 2020<sup>[22]</sup>) s'est déroulée en ligne en octobre 2020 afin de mobiliser les actifs et les compétences de la communauté internationale. Les participants à cette réunion ont recommandé que les pays allouent au moins 4 à 6 % de leur produit intérieur brut et/ou au moins 15 à 20 % des dépenses publiques totales à l'éducation, et que la part de l'aide publique au développement allouée à l'éducation passe à 15 %, un niveau semblable à celui du début des années 2000. Enfin, l'aide internationale à l'éducation doit être alignée sur les réponses et les plans de reprise nationaux face au COVID-19, conformément aux principes d'efficacité, et en ciblant les pays et les populations les plus démunis.

D'après une analyse récente réalisée à l'aide de données de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide<sup>6</sup> couvrant 70 % de l'APD totale, les engagements d'APD dans les secteurs économiques et à l'appui de la résolution des conflits, de la paix et de la sécurité semblent avoir diminué en 2020 par rapport aux niveaux de 2018 et 2019, alors que la proportion de l'APD globale allouée aux économies à faible revenu et aux économies fragiles n'a pour sa part pas augmenté (Dodd, Breed et Coppard, 2020<sub>[16]</sub>). Il sera possible de procéder à une analyse plus exhaustive et détaillée d'ici fin 2021, lorsque l'ensemble des données sur les projets relatives à 2020 auront été communiquées au Système de notification des pays créanciers de l'OCDE.<sup>7</sup>

## Conclusion

L'écart croissant entre les besoins et les ressources dans les pays en développement place la coopération internationale pour le développement devant trois défis. Le premier a trait aux moyens de mobiliser davantage de ressources via l'APD et d'autres sources de financement, afin de combler la pénurie de 2 000 milliards USD de financement en réponse au COVID-19 pour les pays en développement, tout en respectant les engagements souscrits en matière de financement au titre des Objectifs de développement durable (OCDE, 2020<sub>[23]</sub>).

Le deuxième consiste à rendre les financements existants plus efficaces pour atteindre des résultats au regard du développement. De nouvelles approches innovantes en matière d'établissement des programmes et de mise en œuvre de la coopération pour le développement pourraient être nécessaires à cette fin, notamment mettre à profit les capacités locales, réduire les coûts, diminuer les chevauchements, et investir davantage dans la prévention et la préparation afin de réduire les risques à l'avenir (voir le Chapitre 4). Le troisième défi lié au financement consiste à cibler des ressources d'APD déjà sollicitées sur les pays et les populations les plus démunis et les moins à même de faire face à la crise.

Afin d'augmenter les ressources disponibles, les pays de l'OCDE pourraient commencer par atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, et rechercher des moyens innovants de lever des fonds, notamment en consacrant une certaine proportion des mesures de relance nationales aux pays en développement. Afin de garantir une transparence et une redevabilité totales pour l'ensemble des décisions de financement prises à ce jour, il conviendra de mener une évaluation *ex post* de la mesure dans laquelle les engagements sont honorés et de la façon dont les financements sont alignés sur les besoins.



## RÉFÉRENCES

- Banque islamique de développement (2020), « US\$10 billion to help its MCs: Final communiqué Heads of Arab Coordination Group Institutions », <https://www.isdb.org/news/us10-billion-to-help-its-mcs-final-communique-heads-of-arab-coordination-group-institutions>. [25]
- Banque mondiale (2020), *Factsheet: World Bank COVID-19 response*, Banque mondiale, Washington, DC, <https://www.worldbank.org/en/news/factsheet/2020/10/14/world-bank-covid-19-response> (consulté le 14 novembre 2020). [8]
- BMZ (2020), *Minister Müller zum Nachtragshaushalt 2020: Begrüße mehr Mittel für weltweite Corona-Sofortmaßnahmen [Minister Müller on the 2020 Supplementary Budget: Welcome More Funds for Immediate Global Corona Measures]*, German Federal Ministry of Economic Cooperation and Development, Bonn, [http://www.bmz.de/de/presse/aktuelleMeldungen/2020/juni/200619\\_Minister-Mueller-zum-Nachtragshaushalt-2020/index.html](http://www.bmz.de/de/presse/aktuelleMeldungen/2020/juni/200619_Minister-Mueller-zum-Nachtragshaushalt-2020/index.html). [9]
- Dodd, A., D. Breed et D. Coppard (2020), *How is Aid Changing in the Covid-19 Pandemic?*, Development Initiatives, Bristol, UK, <https://devinit.org/resources/how-aid-changing-covid-19-pandemic> (consulté le 14 novembre 2020). [16]
- FMI (2020), *Covid-19 Financial Assistance and Debt Service Relief (page web)*, Fonds monétaire internationale, Washington, DC, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker> (consulté le 14 octobre 2020). [7]
- FMI (2020), *Database of Fiscal Policy Responses to COVID-19*, Fonds monétaire internationale, Washington, DC, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Fiscal-Policies-Database-in-Response-to-COVID-19>. [5]
- House of Commons Library (2020), *Insight: Spending Review: Reducing the 0.7% aid commitment*, <https://commonslibrary.parliament.uk/spending-review-reducing-the-aid-commitment/>, Accessed 7 December 2020. [12]
- IITA (2020), *À propos de l'IITA (page web)*, L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), <https://iatistandard.org/fr/>. [24]
- International Crisis Group (2020), *COVID-19 and Conflict: Seven Trends to Watch*, International Crisis Group, Brussels, <https://www.crisisgroup.org/global/sb4-covid-19-and-conflict-seven-trends-watch>. [14]
- Kharas, H. et M. Dooley (2020), « Sustainable development finance proposals for the global COVID-19 response », *Global Working Paper*, n° 141, Brookings Institution, Washington, DC, [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/08/Development-Financing-Options\\_Final.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/08/Development-Financing-Options_Final.pdf). [3]
- Krake, M. (2020), « The outlook for ODA budgets amidst the COVID-19 crisis », *Webinar : Development Co-operation Profiles 2020 and ODA Trends*, OECD Publishing, Paris, <https://www.youtube.com/watch?v=xIQ5A2DpxU>. [10]
- Norwegian Refugee Council (2020), *Make or Break: The Implications of COVID-19 for Crisis Financing*, Norwegian Ministry of Foreign Affairs, Oslo, [https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/make-or-break--the-implications-of-covid-19-for-crisis-financing/nrc\\_make\\_or\\_break\\_implications\\_covid19\\_crisis\\_financing\\_ov.pdf](https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/make-or-break--the-implications-of-covid-19-for-crisis-financing/nrc_make_or_break_implications_covid19_crisis_financing_ov.pdf). [15]
- OCDE (2020), *Frequently Asked Questions on the ODA Eligibility of COVID-19 Related Activities*, éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/ODA-eligibility-COVID-19-related-activities.pdf>. [1]
- OCDE (2020), *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021 : A New Way to Invest for People and Planet*, éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/e3c30a9a-en>. [23]
- OCDE (2020), *Schooling disrupted, schooling rethought: How the Covid-19 pandemic is changing education*, éditions OCDE, Paris, [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=133\\_133390-1rtuknc0hi&title=Schooling-disrupted-schooling-rethought-How-the-Covid-19-pandemic-is-changing-education](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=133_133390-1rtuknc0hi&title=Schooling-disrupted-schooling-rethought-How-the-Covid-19-pandemic-is-changing-education) (consulté le 25 novembre 2020). [17]
- OCDE (2020), *Statistics on Private Philanthropy for Development (base de données)*, OCDE, Paris, <http://oe.cd/foundationsdata>. [6]

- OCDE (2019), *Coopération pour le développement 2019 : Un avenir plus juste, plus vert et plus sûr*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/71a10470-fr>. [13]
- OCDE (2011), *Recommandation du CAD sur les bonnes pratiques pour la prise d'engagements*, éditions OCDE, Paris, <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-5018>. [11]
- Ofori-Atta, K. (2020), « Opinion – Ghanaian finance minister: Africa deserves more Covid help », *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/fff9c354-dde5-4a4c-ab48-f11f289c2da9> (consulté le 3 novembre 2020). [2]
- UN OCHA (2020), *Appeals and Response Plans 2020*, webpage, United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Geneva, <https://fts.unocha.org/appeals/overview/2020> (consulté le 5 novembre 2020). [4]
- UNESCO (2020), « COVID-19 is a serious threat to aid to education recovery », *Global Education Monitoring Report*, United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, <https://en.unesco.org/gem-report/node/3141> (consulté le 25 novembre 2020). [18]
- UNESCO (2020), « Education post-COVID-19: Extraordinary session of the Global Education Meeting (2020 GEM) », *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization*, <https://en.unesco.org/news/education-post-covid-19-extraordinary-session-global-education-meeting-2020-gem> (consulté le 25 novembre 2020). [22]
- UNESCO (2019), *2019 High-level Political Forum: Contribution from the SDG-Education 2030 Steering Committee*, United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21990SDGEducation\\_2030\\_2019\\_HLPF\\_Steering\\_Committee\\_Submission.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21990SDGEducation_2030_2019_HLPF_Steering_Committee_Submission.pdf) (consulté le 25 novembre 2020). [19]
- UNESCO (s.d.), *Global Education Coalition for COVID-19 Response (webpage)*, United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse/globalcoalition> (consulté le 25 novembre 2020). [21]
- UNSDG (2020), *Education during COVID-19 and beyond*, United Nations, New York, <https://unsdg.un.org/resources/policy-brief-education-during-covid-19-and-beyond> (consulté le 25 novembre 2020). [20]

## NOTES

1. L'OCDE a mené l'enquête sur le financement de la riposte au COVID-19 en octobre 2020, et 28 des 30 membres du CAD y ont répondu.
2. Ce calcul se fonde sur les données de la base de données du FMI sur les réponses budgétaires à la crise du COVID-19 (*Database of Fiscal Policy Responses to COVID-19*) en date de septembre 2020. La base de données du FMI (2020<sub>[5]</sub>) fait la synthèse des principales mesures budgétaires annoncées ou adoptées par les pouvoirs publics dans 190 économies.
3. Les engagements du Groupe de la Banque mondiale dans son ensemble s'élevaient au total à 160 milliards USD, dont 104 milliards USD octroyés par l'Association internationale de développement (IDA) (principalement à destination des pays à faible revenu) et par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), le reste provenant de la Société financière internationale (SFI) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI). Pour en savoir plus, voir Banque mondiale (2020<sub>[8]</sub>).
4. Voir Banque islamique de développement (2020<sub>[25]</sub>).
5. Plusieurs acteurs du développement communiquent des informations sur leur financement via l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IATI) (IITA, 2020<sub>[24]</sub>), une initiative mondiale visant à améliorer la transparence des ressources allouées au développement et à l'aide humanitaire, et à renforcer leur efficacité pour lutter contre la pauvreté et faire face aux crises. Des informations sont disponibles à l'adresse suivante : <https://iatistandard.org/en>.

6. La base de données de l'IATI contient des données relatives à 15 donateurs bilatéraux, 7 institutions financières internationales et 11 organisations multilatérales, dont on estime qu'elles représentent ensemble 70 % de l'APD.
7. Le Système de notification des pays créanciers a été modifié de manière à pouvoir assurer le suivi des dépenses allouées au titre de la riposte au COVID-19, sur la base de ce que le CAD considère comment pouvant être comptabilisé dans l'APD. Cela permettra d'analyser les données relatives à 2020 qui seront communiquées à l'OCDE en 2021 et disponible en ligne à la fin de la même année.



# PROFILS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT EN UN COUP D'OEIL

10

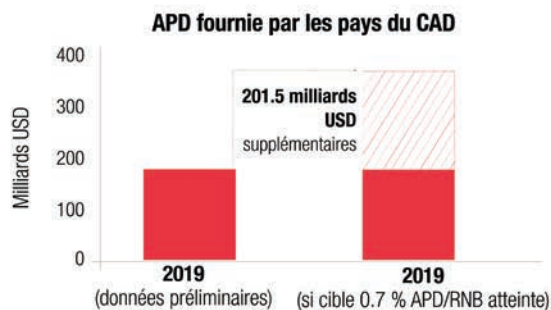
## ABSTRAITE

À travers des infographies, ce chapitre présente les faits saillants de la publication numérique *Profils de la coopération pour le développement 2020*. La première partie expose les dernières tendances et observations en matière de financement du développement ; elle est suivie de quatre parties consacrées aux profils des fournisseurs publics et des fournisseurs à vocation philanthropique qui dispensent de l'aide, notamment de l'aide publique au développement, et apportent des financements à l'appui du développement. Il s'agit des membres de l'OCDE et de son Comité d'aide au développement, mais aussi d'autres pays et de fondations philanthropiques. Les profils offrent une vue d'ensemble des principales données de la coopération pour le développement et des grandes priorités stratégiques poursuivies dans ce domaine.

# L'APD, UN EFFORT COLLECTIF : SIX TENDANCES PRINCIPALES EN 2018 ET 2019



**1**  
L'APD totale continue de s'accroître, mais bien trop lentement pour permettre d'honorer les engagements internationaux



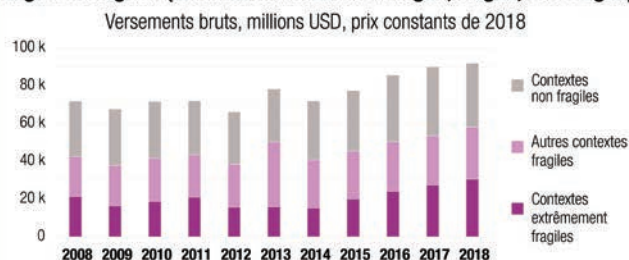
**2**  
L'APD destinée aux PMA a augmenté de 2.6 % en termes réels, mais les PMA ne reçoivent toujours qu'une faible part des financements privés mobilisés à travers le financement public du développement

**Financements privés mobilisés par les pays du CAD en 2017-18**



**3**  
On observe une hausse continue des apports destinés aux contextes fragiles depuis 2014 atteignant 58 milliards USD en 2018

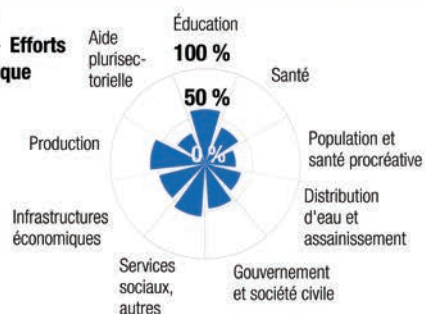
**Pays du CAD et autres fournisseurs publics – APD bilatérale par degré de fragilité (contexte extrêmement fragile, fragile, non fragile)**



**4**  
Le financement à l'appui de l'égalité entre les sexes a augmenté de 36.2 % entre 2017 et 2018 pour atteindre des niveaux inégalés, mais la part de l'APD axée principalement sur cet objectif reste faible

**Pays du CAD et autres fournisseurs publics – Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018**

APD bilatérale ventilée, engagements, %





## L'APD, UN EFFORT COLLECTIF : SIX TENDANCES PRINCIPALES EN 2018 ET 2019

5

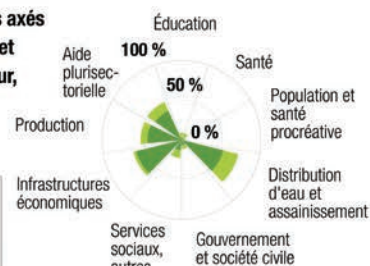


**Le financement à l'appui de l'environnement et du changement climatique a légèrement augmenté atteignant 34.2 milliards pour les pays du CAD, mais a diminué pour les autres fournisseurs publics en 2018**

**Pays du CAD et autres fournisseurs publics - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018**

APD bilatérale ventilée, engagements, %

■ Objectifs climatiques par secteur  
■ Autres objectifs environnementaux par secteur



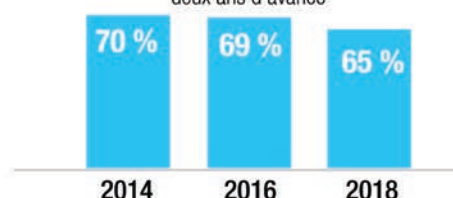
6



**On observe une tendance à une moindre prévisibilité des apports d'APD dans les pays partenaires et à un moindre recours aux budgets nationaux**

**Proportion des apports de coopération pour le développement pour lesquels des plans de dépenses prévisionnels ont été communiqués aux pays partenaires pour les exercices se terminant en 2019/2021**

deux ans d'avance



## FINANCEMENTS PRIVÉS MOBILISÉS PAR LES PAYS DU CAD, 2017-18

	OBJECTIF	2017	2018	2019, DONNÉES PRÉLIMINAIRES
<b>MEMBRES DU CAD</b>				
APD en pourcentage du revenu national brut (RNB)	0.7 %	0.31 % <i>( méthodologie fondée sur les flux financiers )</i>	0.30 % <i>( méthodologie de l'équivalent-don )</i>	0.30 % <i>( méthodologie de l'équivalent-don )</i>
APD totale aux pays les moins avancés (PMA), en pourcentage du RNB	0.15-20 %	0.09 %	0.09 %	
Part de l'APD non liée visée par la Recommandation du CAD Grant élément of total ODA	100 %	91.1 %	86.8 %	
Élément de libéralité de l'APD totale	> 86 %	93.8 %	91.8 %	
<b>AUTRES FOURNISSEURS PUBLICS NON MEMBRES DU CAD</b>				
APD en pourcentage du RNB		0.35 % <i>( méthodologie fondée sur les flux financiers )</i>	0.43 % <i>( méthodologie de l'équivalent-don )</i>	
APD totale aux PMA, en pourcentage du RNB		0.05 %	0.13 %	
Élément de libéralité de l'APD totale		70.2 %	92.8 %	

# APD : 60 ANS DE RÉSILIENCE FACE AUX CRISES ÉCONOMIQUES



Sur la durée, l'APD est, pour les pays en développement, la ressource externe la plus stable, essentiellement mue par la volonté politique et la solidarité internationale

## 1960-72 : la prospérité dans la période d'après-guerre permet de maintenir les apports d'aide

De 1960 à 1972, une période de forte croissance économique après la guerre pour les pays développés comme en développement, **l'aide publique au développement (APD) nette totale des membres du Comité d'aide au développement (CAD) est restée stable**, mais a chuté en proportion du revenu national brut (RNB) en expansion des donateurs. En 1969, le CAD a défini ce qu'était l'APD et en 1970, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté l'objectif d'un ratio APD/RNB fixé à 0.7 %.

## 1973-79 : malgré les crises pétrolières, les volumes d'APD augmentent

Malgré deux chocs pétroliers au cours de cette période, et une croissance de la production chutant de 4.9 % pour les pays développés à 0.9 % pour les pays en développement, le volume de **l'APD a progressé de 38 %** en termes réels entre 1973 et 1979. De plus, le ratio APD/RNB est resté stable pendant toutes ces années.

## 1980-89 : les crises de la dette ne freinent pas la croissance de l'APD

Les années 80 ont apporté une succession de défauts souverains et une chute des prêts privés. La croissance n'a pas retrouvé les niveaux préexistants dans les pays développés comme en développement. En dépit de l'instabilité économique, **l'APD a augmenté de 22 %** en termes réels entre 1982 et 1990. Au cours de cette décennie, la croissance annuelle moyenne de l'APD et du produit intérieur brut (PIB) ont été comparables, de l'ordre de 3 %.

## 1990-99 : le refroidissement politique voit les volumes d'APD diminuer

Au début des années 90, la croissance du PIB mondial a régressé alors que la fin de la Guerre froide se traduisait par une moindre concurrence sur le plan géopolitique, et l'impact sur l'APD a été élevé. Les volumes **d'APD ont diminué de 19 %** en termes réels entre 1990 et 1997 et le RNB est passé de 0.33 % en 1990 à 0.22 % en 1997. Le taux de croissance annuel moyen de l'APD a été de -0.20 %, contre un taux de croissance annuel moyen du PIB de 2.7 %. L'agenda de la qualité, de l'efficacité et des résultats de l'aide a commencé à prendre de l'ampleur.

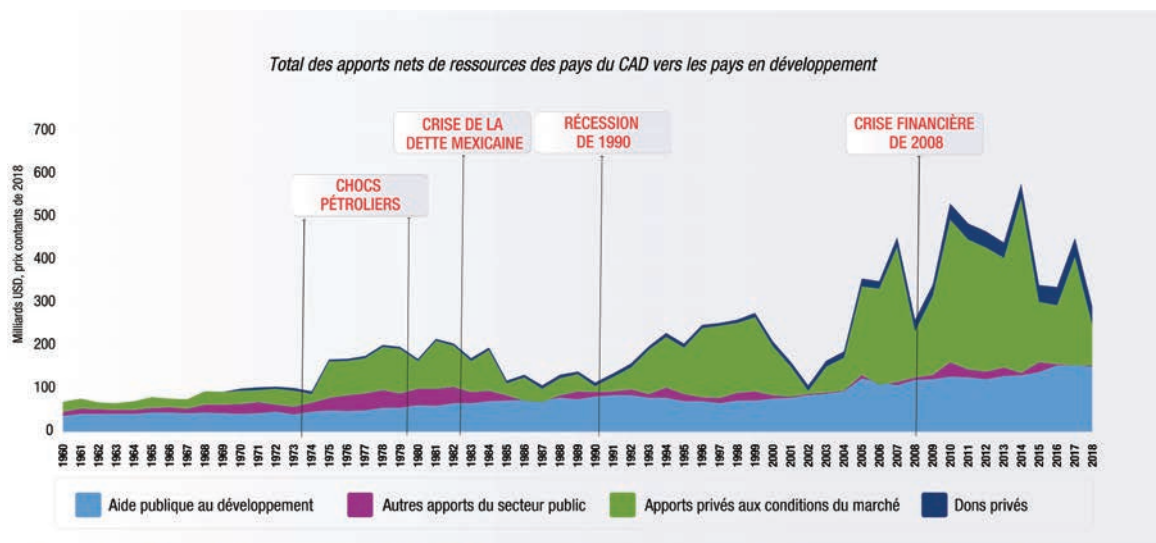
## 2000-10 : une forte volonté politique fait de cette période la décennie la plus généreuse en termes d'APD

Après l'adoption des Objectifs du millénaire pour le développement en 2000, l'APD a augmenté à nouveau. Les engagements souscrits par les chefs d'État à la Conférence de Monterrey pour le financement du développement (2002) et le sommet du G7 à Gleneagles (2005) ont abouti à **une augmentation de 60 % de l'APD** en termes réels. La croissance annuelle moyenne de l'APD s'est établie à 5.7 % contre une croissance du PIB de 1.8 %. L'impact de la crise financière mondiale de 2008 n'a pas affecté les niveaux mondiaux jusqu'à la décennie suivante.

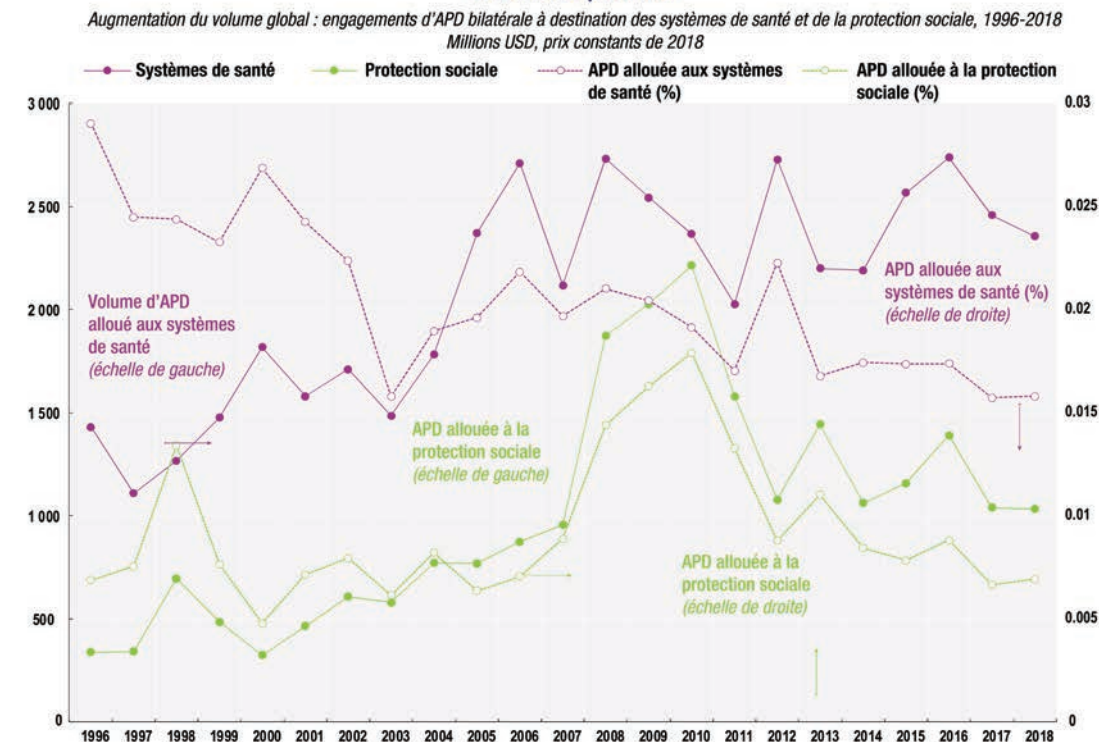
## 2011-19 : les budgets d'APD se resserrent avant de rebondir

**L'APD a augmenté à un rythme légèrement supérieur (2.5 %) que celui du PIB (2.2 %)**. Les volumes d'APD et la part du RNB qui y est consacrée a reculé de 1 % en termes réels en 2011 et de 4 % en 2012, sous l'effet décalé de la crise financière. L'APD a rebondi en 2013, pour atteindre un sommet en 2016, dû en partie à l'augmentation du coût des réfugiés dans le pays donneur. Si les volumes d'APD ont légèrement reculé en 2017 et 2018, on a observé en 2019 des signes positifs dénotant un regain d'attention vis-à-vis des pays pauvres, dont atteste l'augmentation des engagements à l'appui de cet objectif.





Les priorités de développement de l'APD sont tout aussi importantes que son niveau global : le soutien aux systèmes de santé et à la protection sociale dans les pays en développement suit une **tendance positive**



Note : Les engagements d'APD comprennent ceux des membres du CAD, auxquels s'ajoutent ceux des institutions européennes. Les codes-objet utilisés pour les systèmes de santé sont 12 220, 12 261, 13 030 et 13 081 ; pour la protection sociale, 16 010.  
Source : Statistiques de l'OCDE, 2020.

## **FOURNISSEURS PUBLICS COMMUNIQUANT DES DONNÉES À L'OCDE AU NIVEAU DES ACTIVITÉS**

Cette partie présente des informations sur le volume et les principales caractéristiques de la coopération pour le développement dispensée par 43 fournisseurs qui communiquent régulièrement à l'OCDE des statistiques sur leurs apports de ressources à l'appui de la coopération pour le développement au niveau des activités.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ALLEMAGNE

## Politique actuelle

L'Allemagne vise à donner à tous les moyens d'une vie digne, dans le respect des limites des ressources de la planète. Depuis 2018, ses efforts en matière de coopération pour le développement portent sur la croissance démographique, la raréfaction des ressources, le changement climatique, la transformation numérique et l'interdépendance, et les déplacements et les migrations.

## Répartition des ressources

2019\*

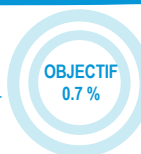
Équivalent-don  
d'APD  
**24.2**  
MILLIARDS USD

**77 %**  
AIDE  
BILATÉRALE

**23 %**  
AIDE MULTILATÉRALE  
ESSENTIELLE

**+ 0.2 %**  
Variation  
des apports  
nets d'APD par  
rapport à 2018  
en termes réels

**0.61 %**



2019\*

APD  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

OBJECTIF  
0.7 %

**0.12 %**

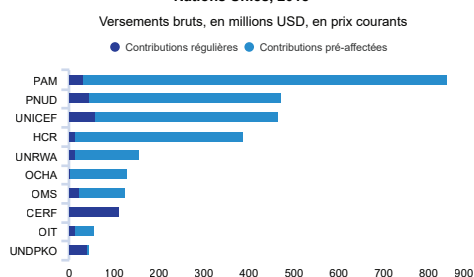


2018

APD aux pays les moins  
avancés  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

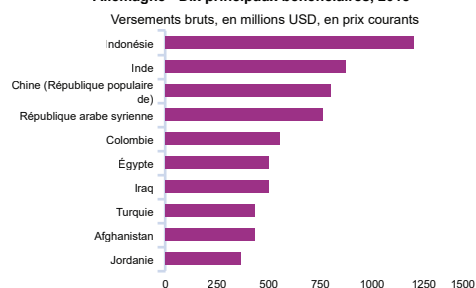
OBJECTIF  
0.15-0.2 %

### Allemagne - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

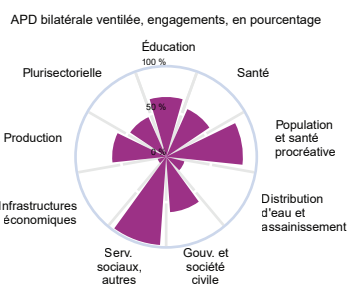


Le système des Nations Unies a reçu 32 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 3.2 milliards USD.

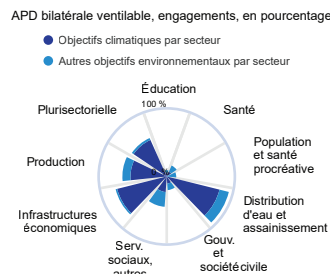
### Allemagne - Dix principaux bénéficiaires, 2018



### Allemagne - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

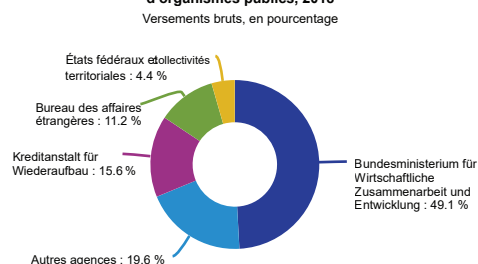


### Allemagne - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018



## Principaux acteurs publics

### Allemagne - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé

**448**  
MILLIONS  
USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé  
via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/illcoop-dev-allemande>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

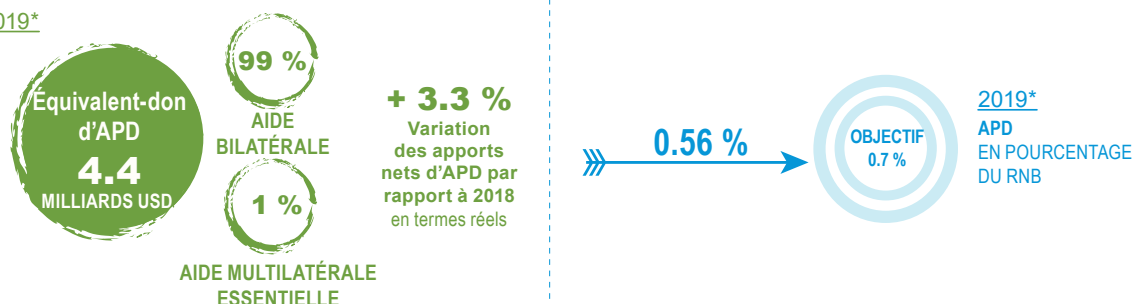
## ARABIE SAOUDITE

### Politique actuelle

La coopération pour le développement déployée par l'Arabie saoudite est guidée par sa politique étrangère et ses principes, consistant à prêter assistance aux pays en développement. Le Fonds saoudien pour le développement octroie des prêts concessionnels. Il traite directement avec les gouvernements quand il finance des projets de développement prioritaires. Le Centre d'aide humanitaire et de secours du roi Salmane gère la politique et les activités humanitaires de l'Arabie saoudite dispensées sous la forme de dons.

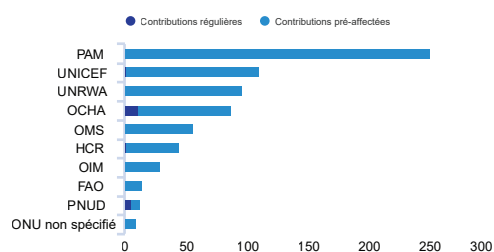
### Répartition des ressources

2019\*



#### Arabie saoudite - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

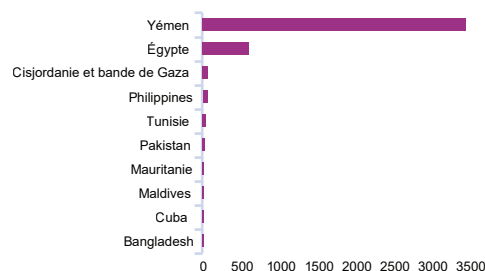
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 98 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 732 millions USD.

#### Arabie saoudite - Dix principaux bénéficiaires, 2018

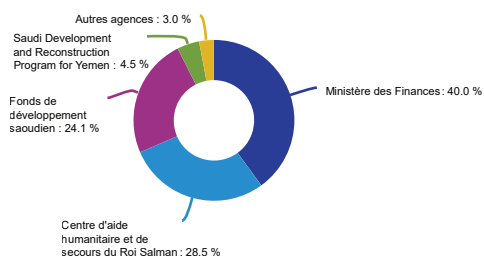
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



### Principaux acteurs publics

#### Arabie saoudite - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-arabie-saoudite>

\* Données préliminaires pour 2019.

Note : L'Arabie saoudite a commencé à faire rapport à l'OCDE au niveau des activités en 2018 et a jusqu'à présent fourni des données partielles pour 2015-18. Les données figurant dans ce profil ne doivent donc pas être prises en compte en tant qu'aide totale au développement fournie par l'Arabie saoudite. Il manque notamment des données sur les prêts accordés et les subventions de certaines entités saoudiennes, et le pays s'efforce de compléter ces données.



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE AUSTRALIE

## Politique actuelle

La politique récemment mise en œuvre par l'Australie, intitulée Partnerships for Recovery: Australia's COVID-19 Development Response (2020), ainsi que le Livre blanc de politique étrangère de 2017 (2017 Foreign Policy White Paper) guident la coopération pour le développement du pays. L'Australie continuera d'axer son action en priorité sur la région Indo-Pacifique et privilégiera tout particulièrement la sécurité sanitaire, la stabilité et la reprise économique.

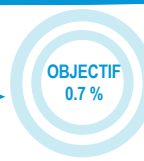
## Répartition des ressources

2019\*

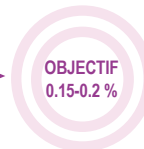


AIDE MULTILATÉRALE  
ESSENTIELLE

**- 2.5 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

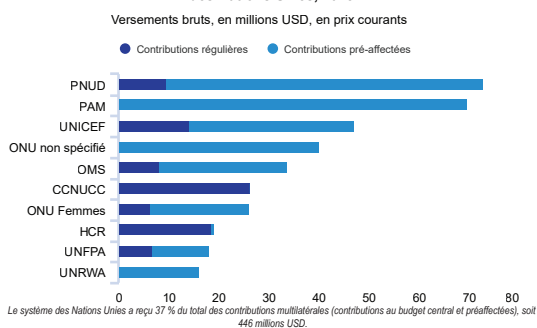


2019\*  
APD EN POURCENTAGE DU RNB

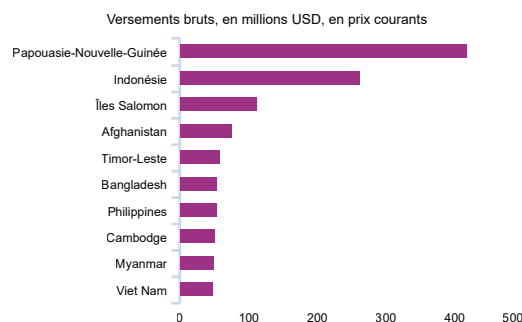


2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

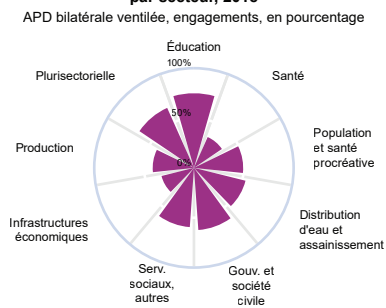
### Australie - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018



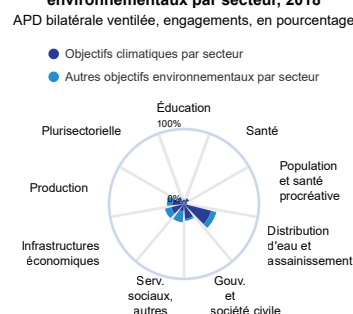
### Australie - Dix principaux bénéficiaires, 2018



### Australie - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018



### Australie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018



## Principaux acteurs publics

### Australie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2017

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-australie>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE AUTRICHE

## Politique actuelle

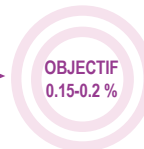
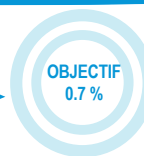
La Loi fédérale sur la coopération pour le développement (2003) et le Programme triennal de coopération pour le développement de l'Autriche pour la période 2019-21 placent au rang des priorités la lutte contre la pauvreté, la paix et la sécurité humaine, ainsi que la protection de l'environnement. Ils mettent l'accent, au plan géographique, sur l'Europe du Sud-Est.

## Répartition des ressources

2019

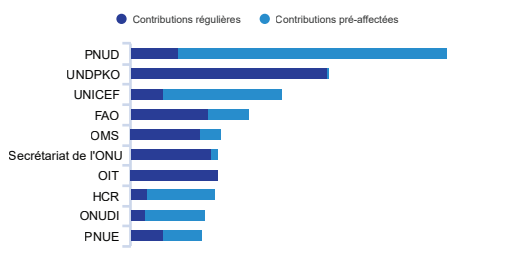


**+9 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



**Autriche - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018**

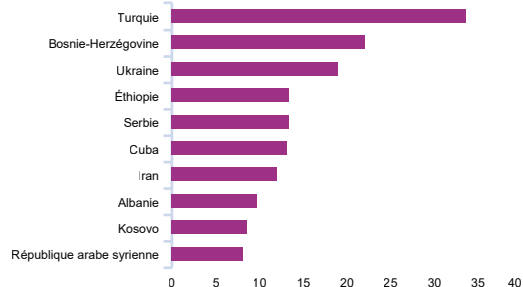
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 8 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 62 millions USD.

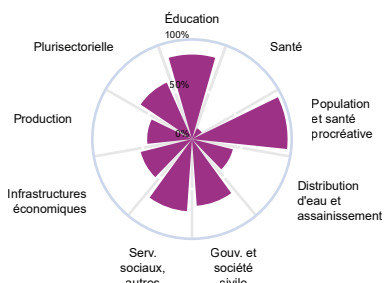
**Autriche - Dix principaux bénéficiaires, 2018**

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



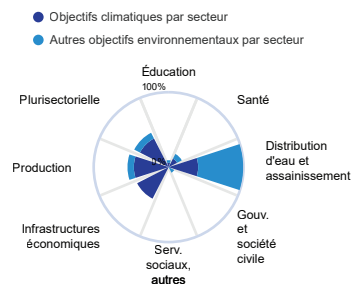
**Autriche - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018**

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



**Autriche - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018**

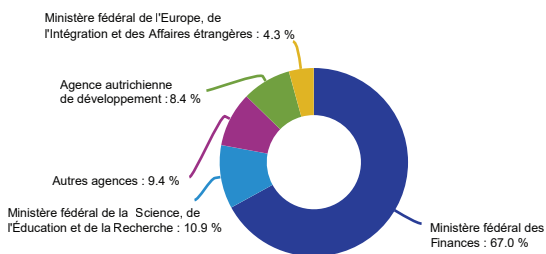
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

**Autriche - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018**

Versements bruts, en pourcentage



## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-autriche>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE AZERBAÏDJAN

## Politique actuelle

L'Azerbaïdjan est un fournisseur émergent de coopération pour le développement. Ses activités de coopération bilatérale concernent en priorité des domaines où le pays a acquis un avantage comparatif, par exemple la fourniture de services publics efficaces, l'éducation, les soins de santé, la protection du travail et la protection sociale, l'emploi des jeunes ou l'action contre les mines, pour n'en citer que quelques-uns.

## Répartition des ressources

2019

Équivalent-don  
d'APD  
**26**  
MILLIONS USD

**25 %**  
AIDE  
BILATÉRALE

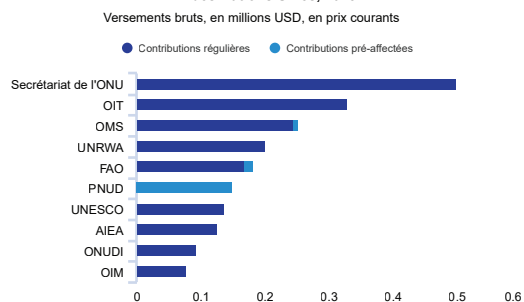
**75 %**  
AIDE MULTILATÉRALE  
ESSENTIELLE

**- 6.7 %**  
Variation  
des apports  
nets d'APD par  
rapport à 2018  
en termes réels

**0.06 %**

2019  
APD  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

### Azerbaïdjan - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018



Le système des Nations Unies a reçu 8 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 2.2 millions USD.

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-azerbaïdjan>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE BELGIQUE

## Politique actuelle

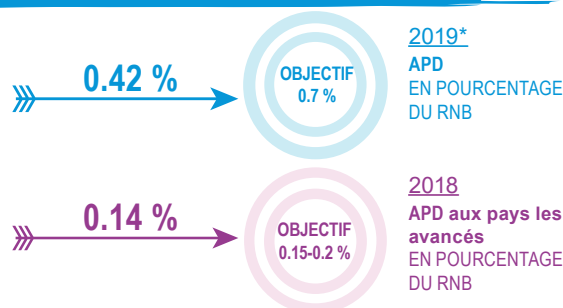
La politique de la Belgique accorde une place privilégiée aux pays les moins avancés et aux États fragiles d'Afrique. Ses autres priorités vont dans le sens d'un recentrage plus prononcé sur le développement du secteur privé, la lutte contre le changement climatique, l'utilisation des technologies numériques au service du développement et les approches reposant sur les droits de la personne.

## Répartition des ressources

2019\*

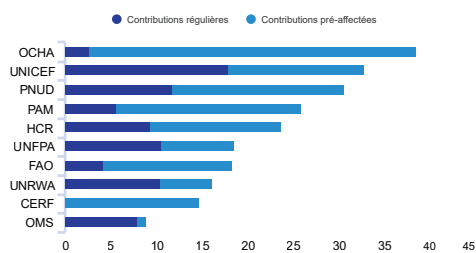


**- 2.3 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



### Belgique - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

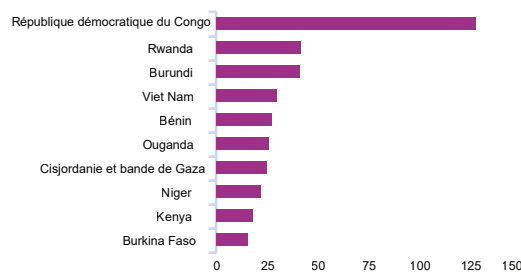
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 24 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 290 millions USD.

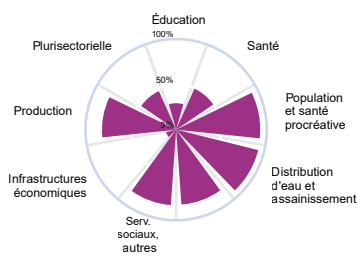
### Belgique - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



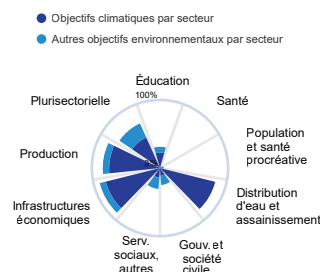
### Belgique - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Belgique - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

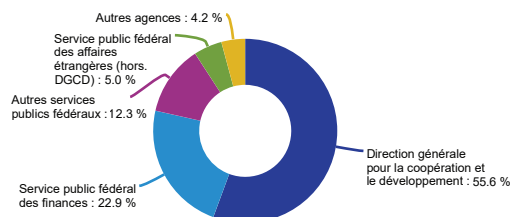
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Belgique - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-belgique>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE CANADA

## Politique actuelle

La Politique d'aide internationale féministe vise à réduire la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, inclusif et prospère. Ses six priorités sont l'égalité entre les sexes, la dignité humaine, la croissance au service de tous, l'environnement et l'action climatique, la gouvernance inclusive, et la paix et la sécurité.

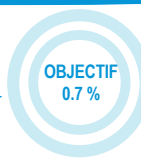
## Répartition des ressources

2019



AIDE MULTILATÉRALE  
ESSENTIELLE

**+1.2 %**  
Variation  
des apports  
nets d'APD par  
rapport à 2018  
en termes réels



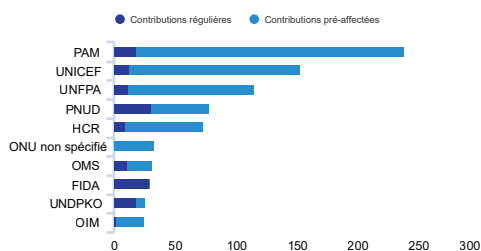
2019  
APD  
EN POURCENTAGE  
DU RNB



2018  
APD aux pays les moins  
avancés  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

### Canada - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

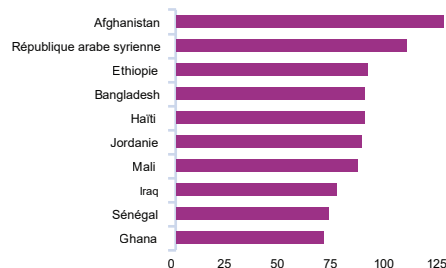
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 40 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 968 millions USD.

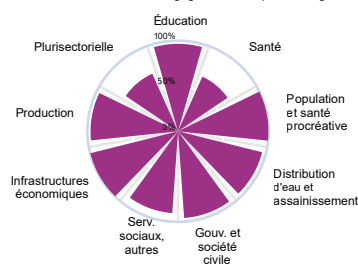
### Canada - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



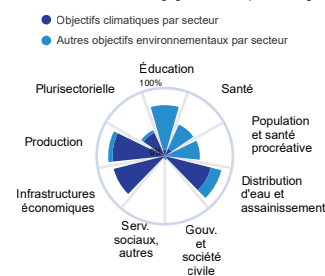
### Canada - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Canada - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

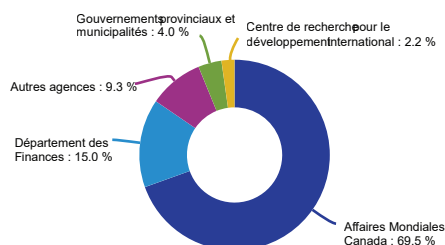
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Canada - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé  
via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-canada>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE CHYPRE

## Politique actuelle

Le programme de Chypre en matière de coopération pour le développement est pleinement en adéquation avec les objectifs et les priorités de l'Union européenne. Il vise à partager le savoir-faire et les compétences techniques du pays et à apporter une aide humanitaire en nature (par exemple, des fournitures médicales), en fonction de la demande.

## Répartition des ressources

2019\*



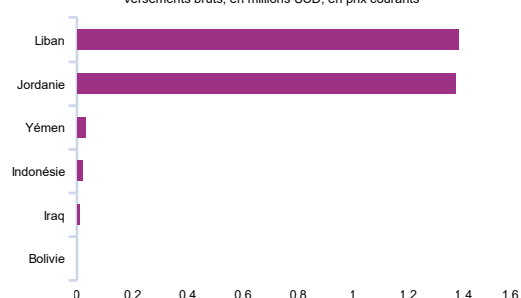
**+ 83.9 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



Le système des Nations Unies a reçu 4 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), ou des décaissements bruts de 1 million USD en 2018.

### Chypre - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



## Principaux acteurs publics

### Chypre - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/dev-coop-chypre>

\* Données préliminaires pour 2019.

\*\* Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.

1. Note de la Turquie :

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

2. Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne :

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE CORÉE

## Politique actuelle

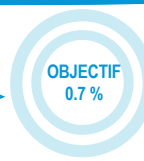
La Stratégie à moyen terme de coopération pour le développement adoptée par la Corée pour 2016-20 est alignée sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle présente une liste de pays partenaires et met en évidence les priorités d'action du pays que sont notamment le partage de son expérience en matière de développement et la mise en place d'infrastructures économiques et sociales.

## Répartition des ressources

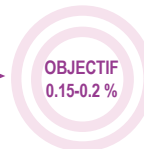
2019\*



**+ 13.9 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

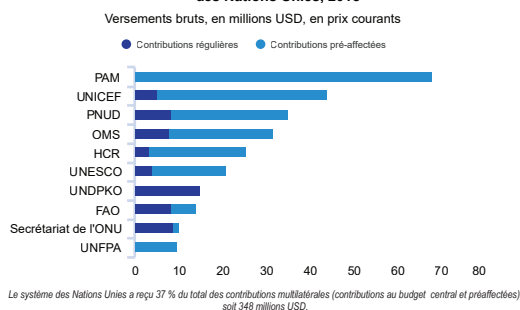


2019\*  
APD EN POURCENTAGE DU RNB

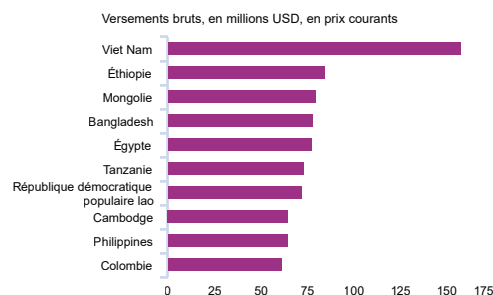


2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

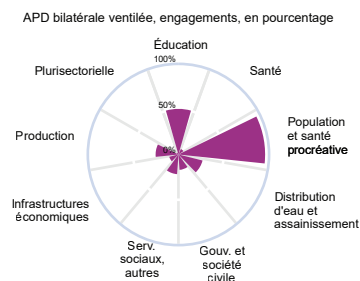
### Corée - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018



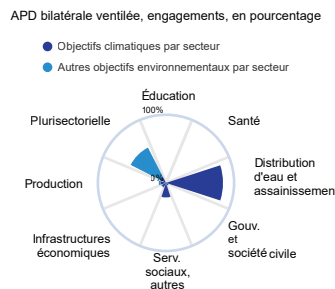
### Corée - Dix principaux bénéficiaires, 2018



### Corée - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

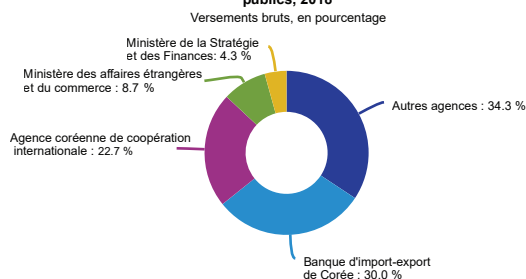


### Corée - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018



## Principaux acteurs publics

### Corée - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-coree>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE CROATIE

## Politique actuelle

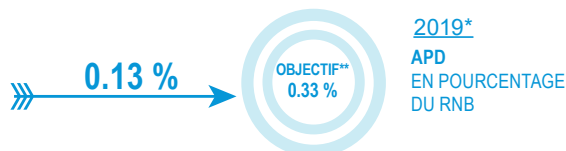
La politique de la Croatie en matière de développement est déterminée par sa taille, ses capacités et les défis auxquels elle est confrontée, ainsi que par son expérience de la transition dans la période de l'après-guerre – qui constitue son principal avantage comparatif. Sa stratégie nationale de coopération pour le développement pour la période 2017-21 (« National strategy for development cooperation of the Republic of Croatia for the period 2017-2021 ») poursuit l'objectif essentiel de faire reculer la pauvreté et de réduire la dépendance à l'égard de l'aide.

## Répartition des ressources

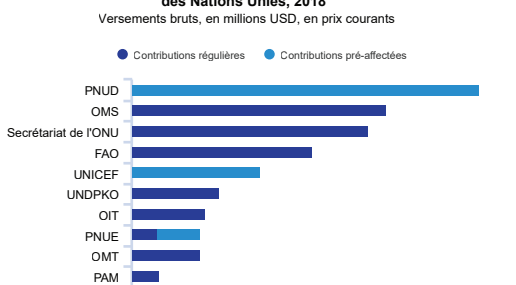
2019\*



**+0.9 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

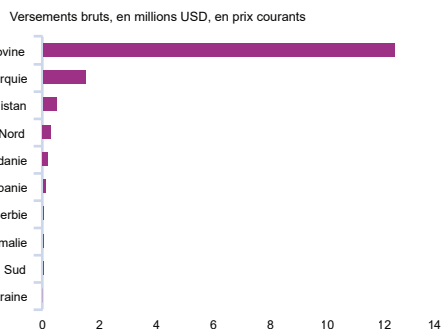


### Croatie - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018



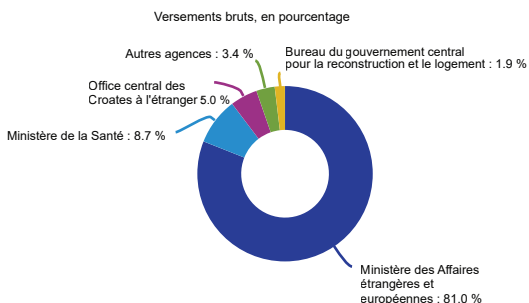
Le système des Nations Unies a reçu 4 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 3 millions USD.

### Croatie - Dix principaux bénéficiaires, 2018



## Principaux acteurs publics

### Croatie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/dev-coop-croatie>

\* Données préliminaires pour 2019.

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE DANEMARK

## Politique actuelle

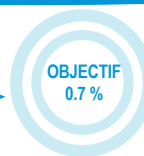
La stratégie du Danemark, intitulée Le monde à l'horizon 2030, énonce quatre objectifs stratégiques : 1) la sécurité, la paix et la protection ; 2) la prévention des migrations irrégulières ; 3) une croissance inclusive et durable ; et 4) la liberté, la démocratie, les droits de la personne et l'égalité entre les sexes. L'attention se porte aujourd'hui davantage vers les enjeux de la fragilité et de la vulnérabilité.

## Répartition des ressources

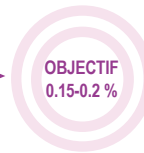
2019\*



**+ 2.5 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



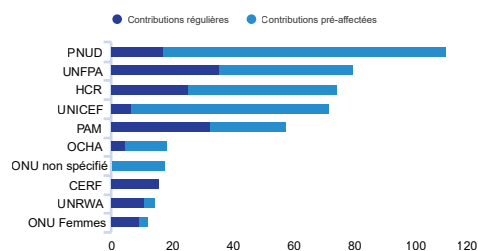
2019\*  
APD EN POURCENTAGE DU RNB



2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

### Danemark - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

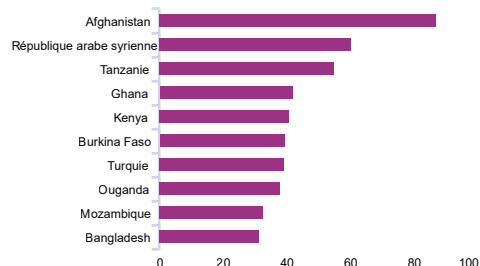
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 40 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 574 millions USD.

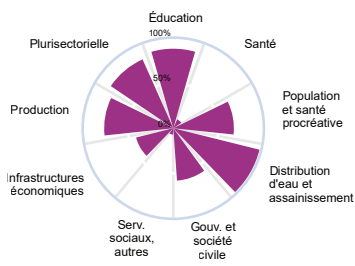
### Danemark - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



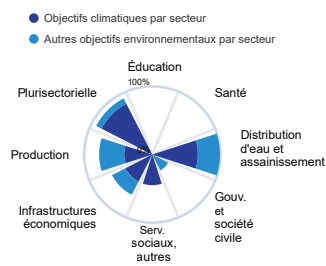
### Danemark - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Danemark - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

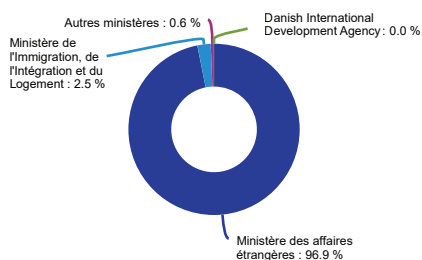
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Danemark - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-danemark>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ÉMIRATS ARABES UNIS

## Politique actuelle

La politique sur dix ans (2016-26) des Émirats arabes unis identifie des pays partenaires et des thématiques prioritaires (transport et infrastructures urbaines, efficacité de l'administration, autonomisation et protection des femmes). Les travaux d'élaboration d'une nouvelle politique pour 2021-26 ont été lancés. Le pays prévoit d'augmenter ses apports multilatéraux au fil du temps et de mobiliser davantage de fonds auprès des acteurs du secteur privé.

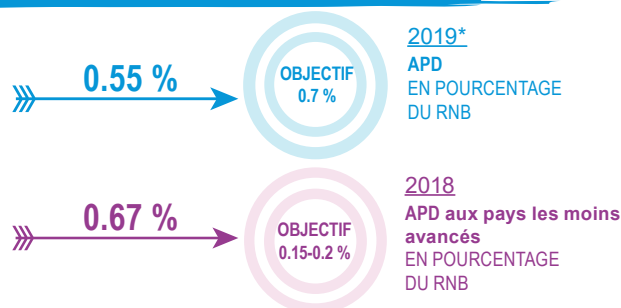
## Répartition des ressources

2019\*



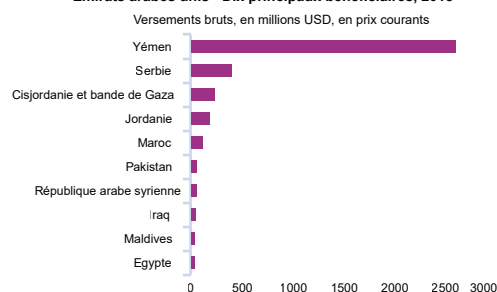
**- 41 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

AIDE MULTILATÉRALE ESSENTIELLE



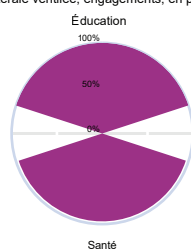
Le système des Nations Unies a reçu 85 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit un décaissement brut de 691 millions de dollars en 2018.

### Émirats arabes unis - Dix principaux bénéficiaires, 2018



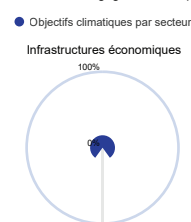
### Émirats arabes unis - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Émirats arabes unis - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

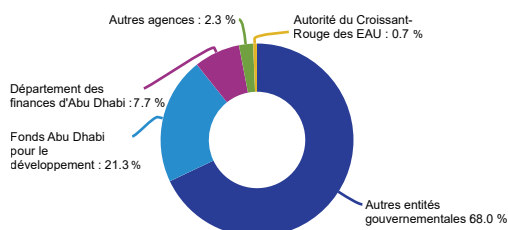
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Émirats arabes unis - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-emirats-arabes-unis>

\* Données préliminaires pour 2019.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ESPAGNE

## Politique actuelle

Le Plan directeur de la coopération espagnole 2018-21 définit les priorités de l'Espagne liées aux Objectifs de développement durable et met en relief quatre principes transversaux : 1) droits de la personne ; 2) égalité femmes-hommes ; 3) diversité culturelle ; et 4) durabilité environnementale. L'Espagne donne la priorité à son engagement vis-à-vis de pays à revenu intermédiaire.

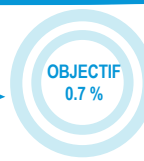
## Répartition des ressources

2019\*

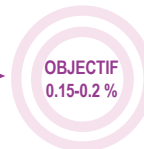


AIDE MULTILATÉRALE  
ESSENTIELLE

**+4.0 %**  
Variation  
des apports  
nets d'APD par  
rapport à 2018  
en termes réels



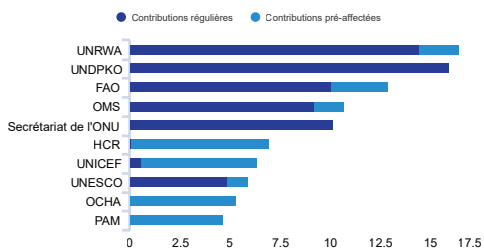
2019\*  
APD  
EN POURCENTAGE  
DU RNB



2018  
APD aux pays les moins  
avancés  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

### Espagne - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

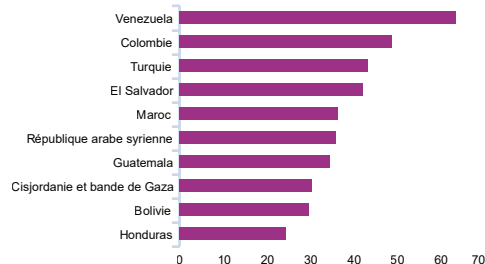
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 7 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 134 millions USD.

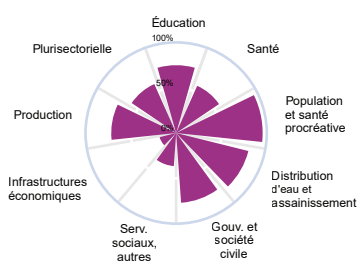
### Espagne - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



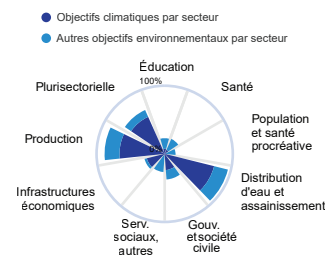
### Espagne - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Espagne - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

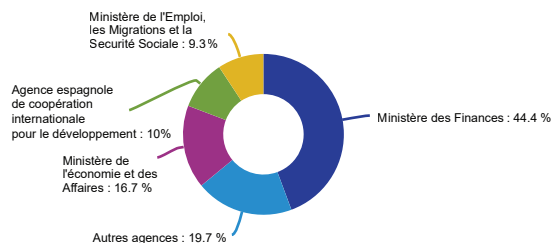
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

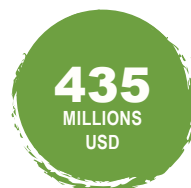
### Espagne - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé  
via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-espagne>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ESTONIE

## Politique actuelle

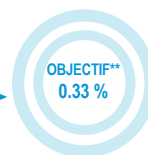
Le programme de l'Estonie en matière de coopération pour le développement vise à contribuer à l'élimination de la pauvreté et à la réalisation des Objectifs de développement durable par le partage de ses connaissances et de son expérience avec les économies en transition.

## Répartition des ressources

2019\*



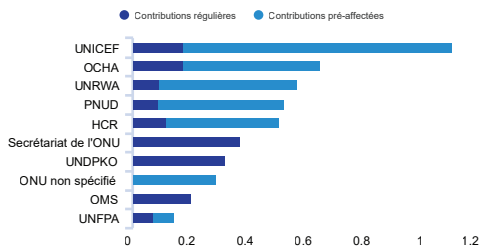
**- 11.5 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



2019\*  
APD EN POURCENTAGE DU RNB

### Estonie - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

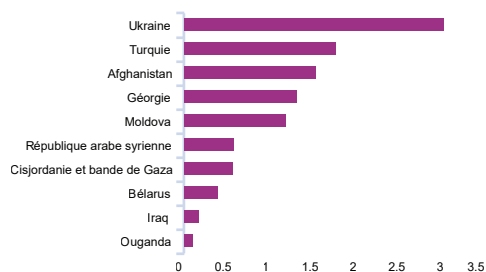
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 17 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 6 millions USD.

### Estonie - Dix principaux bénéficiaires, 2018

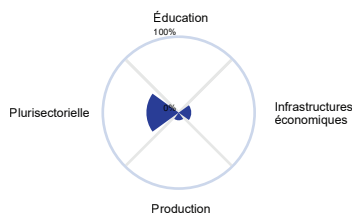
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



### Estonie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage

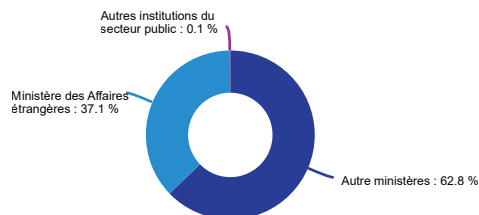
Autres objectifs environnementaux par secteur



## Principaux acteurs publics

### Estonie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-republique-estonie>

\* Données préliminaires pour 2019.

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ÉTATS-UNIS

## Politique actuelle

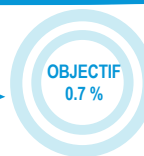
L'aide extérieure des États-Unis est régie par la Stratégie de sécurité nationale des États-Unis et par le Plan stratégique conjoint pour les exercices 2018 à 2022 du Département d'État et de USAID. Les États-Unis favorisent les investissements qui concourent à la dignité humaine, qui s'appuient sur la volonté naturelle de chaque communauté de façonner son avenir, qui protègent la sécurité des États-Unis et qui prônent leurs valeurs et promeuvent leur leadership.

## Répartition des ressources

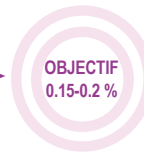
2019\*



- **0.4 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



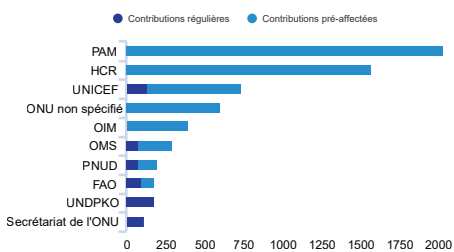
2019\*  
APD EN POURCENTAGE DU RNB



2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

### États-Unis - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

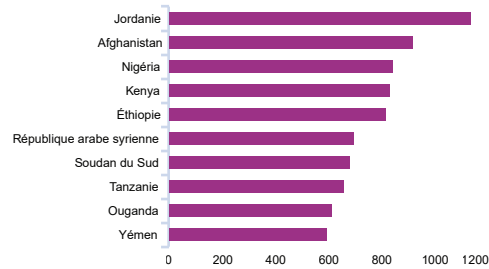
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 67 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 6,8 milliards USD.

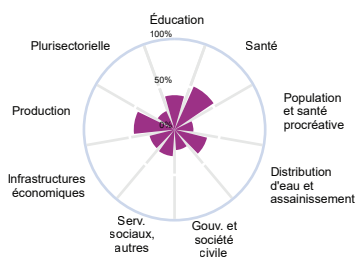
### États-Unis - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



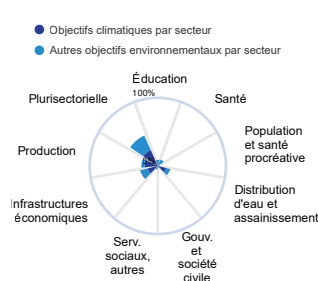
### États-Unis - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### États-Unis - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

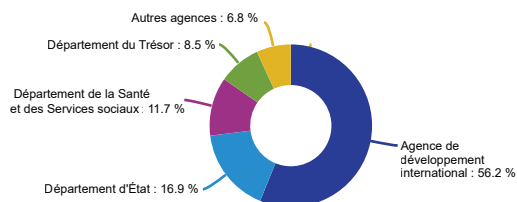
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### États-Unis - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-etats-unis>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

\* Données préliminaires pour 2019.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FINLANDE

## Politique actuelle

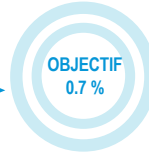
La politique de la Finlande met l'accent sur : 1) le renforcement des droits et du statut des femmes et des filles ; 2) la croissance des économies, de façon à créer davantage d'emplois ; 3) l'éducation, des sociétés qui fonctionnent efficacement, et la démocratie ; et 4) le changement climatique et les ressources naturelles.

## Répartition des ressources

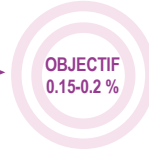
2019\*



**+ 18.2 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

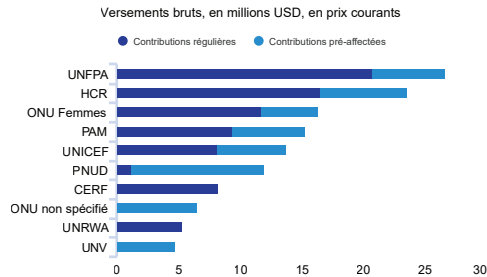


2019\*  
APD EN POURCENTAGE DU RNB



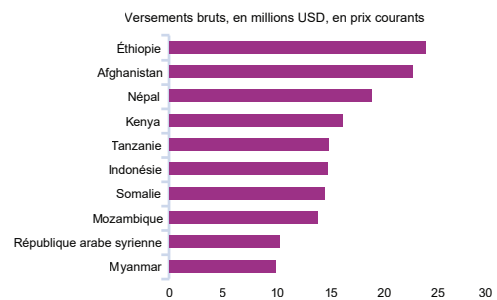
2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

### Finlande - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies



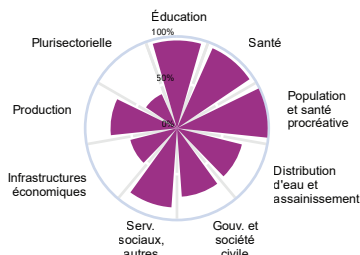
Le système des Nations Unies a reçu 29 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 183 millions USD.

### Finlande - Dix principaux bénéficiaires, 2018



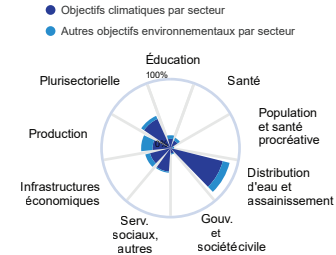
### Finlande - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



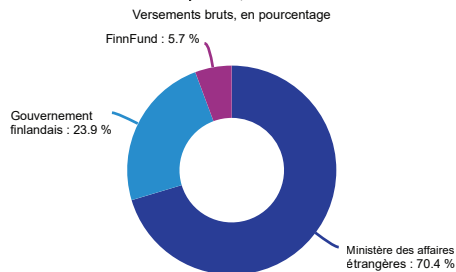
### Finlande - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Finlande - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-finlande>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FRANCE

## Politique actuelle

Le programme de la France en matière de coopération pour le développement a pour vocation de lutter contre la pauvreté et les inégalités. Le futur projet de loi sur la programmation relatif à la coopération pour le développement devrait poursuivre cinq priorités : 1) l'éducation ; 2) le climat ; 3) l'égalité femmes-hommes ; 4) la santé ; et 5) les crises et les situations de fragilité.

## Répartition des ressources

2019\*



61 %

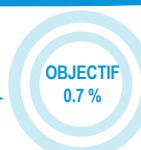
AIDE BILATÉRALE

39 %

AIDE MULTILATÉRALE ESSENTIELLE

+ 4.2 %  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

0.44 %



2019\*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

0.12 %

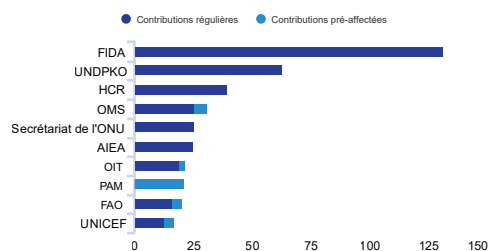


2018

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

### France - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

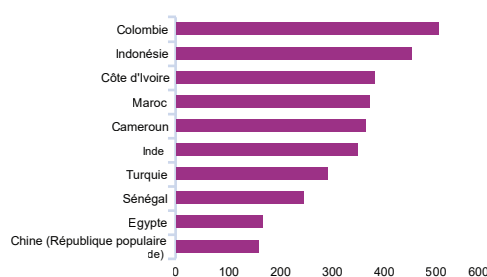
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 8 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 477 millions USD.

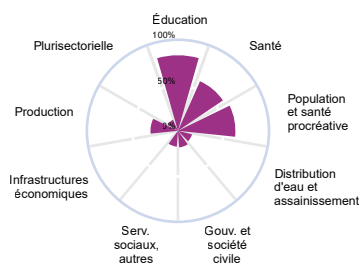
### France - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



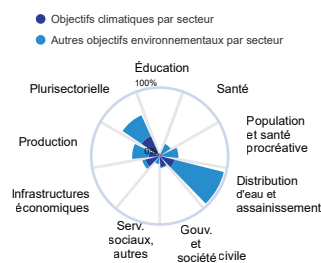
### France - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### France - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

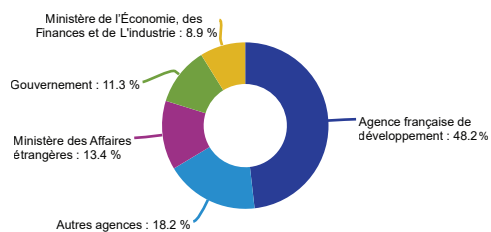
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### France - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-france>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## GRÈCE

### Politique actuelle

La Grèce s'efforce de résoudre les difficultés auxquelles sont confrontés l'Europe méditerranéenne, l'Europe du Sud-Est et le Moyen-Orient, et plaide en faveur d'un environnement maritime sûr dans la Méditerranée orientale.

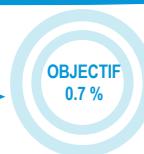
### Répartition des ressources

2019



**+ 4.6 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

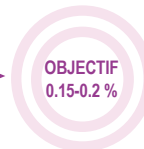
0.13 %



2019

APD EN POURCENTAGE DU RNB

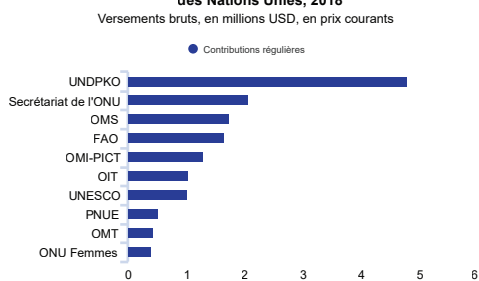
0.03 %



2018

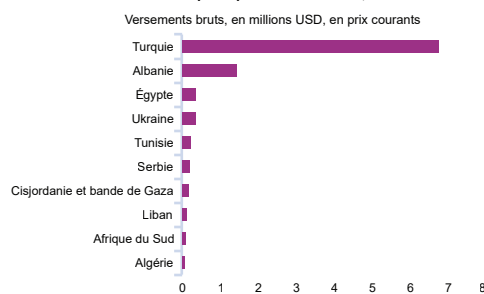
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

#### Grèce - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018



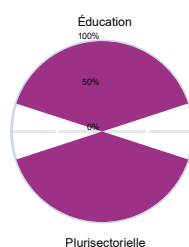
Le système des Nations Unies a reçu 6 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 16 millions USD.

#### Grèce - Dix principaux bénéficiaires, 2018



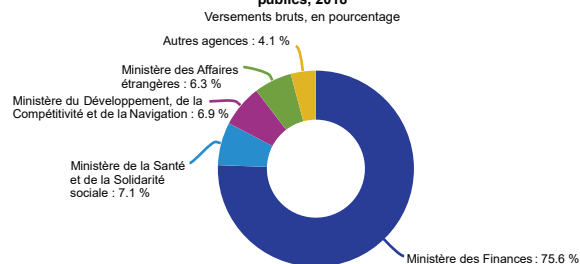
#### Grèce - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Principaux acteurs publics

#### Grèce - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-grece>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE HONGRIE

## Politique actuelle

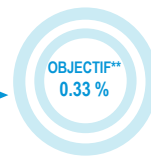
La stratégie de développement adoptée par la Hongrie en 2019 repose sur deux piliers : établir des partenariats économiques durables porteurs de bénéfices mutuels, d'une part, et s'attaquer aux causes profondes des migrations, d'autre part. Ses domaines d'action prioritaires sont l'accès à l'eau et l'assainissement, la santé, l'éducation, les technologies de l'information et l'agriculture durable.

## Répartition des ressources

2019\*

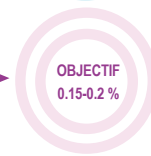


**+ 14.5 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



2019\*

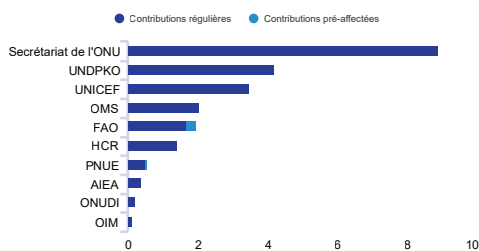
APD EN POURCENTAGE DU RNB



2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

### Hongrie - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

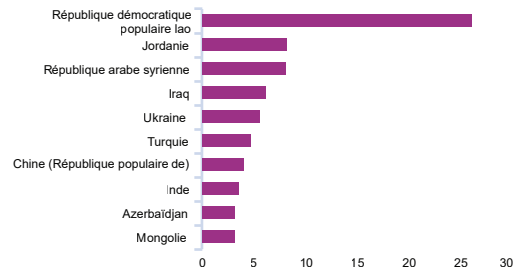
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 13 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 23 millions USD.

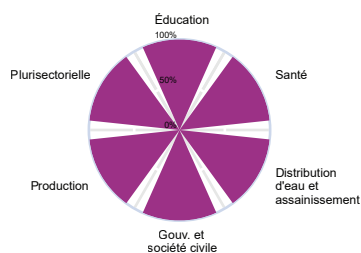
### Hongrie - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



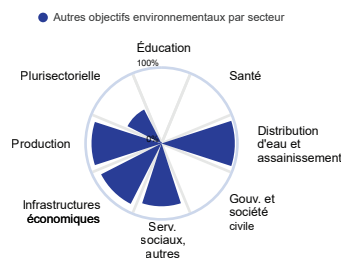
### Hongrie - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Hongrie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

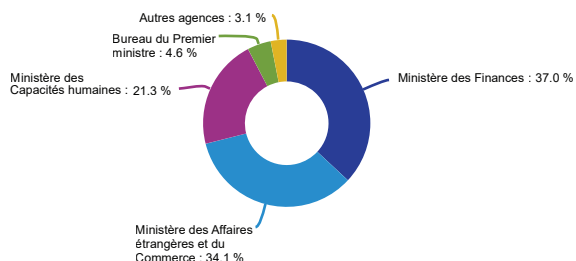
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Hongrie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-hongrie>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

## Politique actuelle

En 2017, l'Union européenne (UE) et ses États membres ont adopté le Nouveau consensus européen pour le développement. Ce dernier présente une vision stratégique commune axée notamment sur la réduction de la pauvreté et la contribution à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

## Répartition des ressources

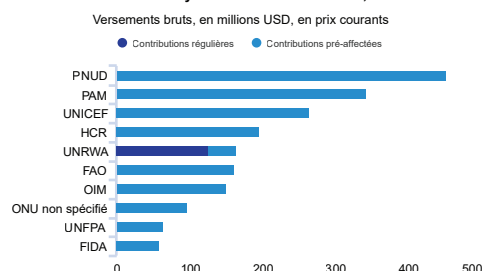
2019\*



**- 6.1 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

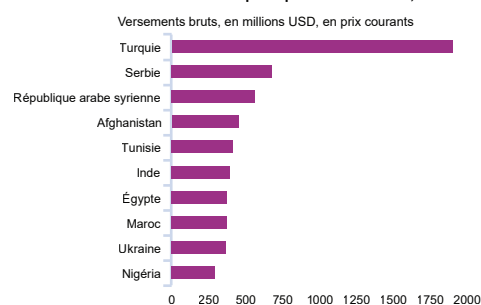
AIDE MULTILATÉRALE ESSENTIELLE

### Institutions de l'UE - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

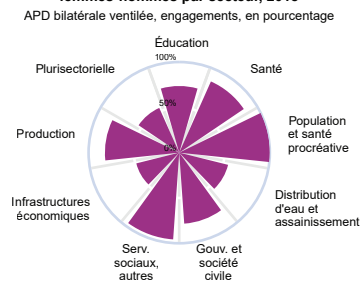


Le système des Nations Unies a reçu 54 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 2.3 milliards USD.

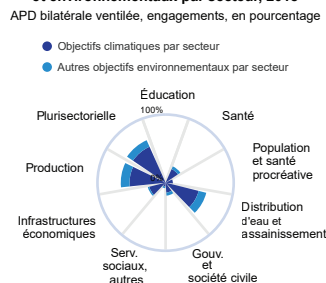
### Institutions de l'UE - Dix principaux bénéficiaires, 2018



### Institutions de l'UE - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

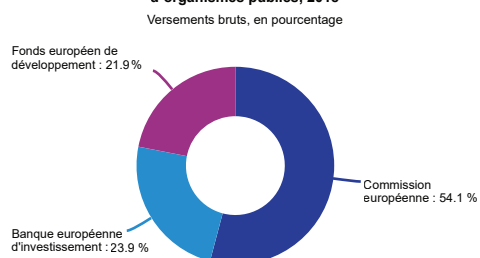


### Institutions de l'UE - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018



## Principaux acteurs publics

### Institutions de l'UE - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018



## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-institutions-ue>

\* Données préliminaires pour 2019.



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE IRLANDE

## Politique actuelle

La politique de l'Irlande en matière de coopération pour le développement, intitulée « A Better World » (2019), affiche l'ambition principale de toucher les plus défavorisés en se concentrant sur les pays les moins avancés et les pays fragiles. Les priorités de l'Irlande sont l'égalité femmes-hommes, l'aide humanitaire, la lutte contre le changement climatique et la gouvernance.

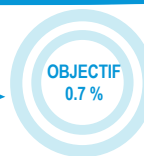
## Répartition des ressources

2019\*



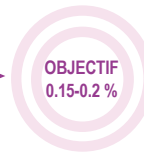
AIDE MULTILATÉRALE  
ESSENTIELLE

**+ 4.5 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



2019\*

APD EN POURCENTAGE DU RNB

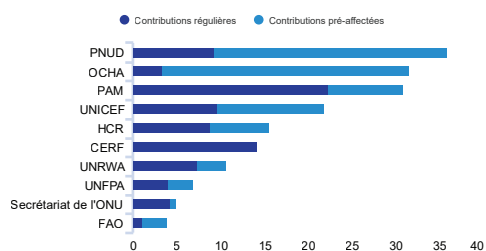


2018

APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

### Irlande - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

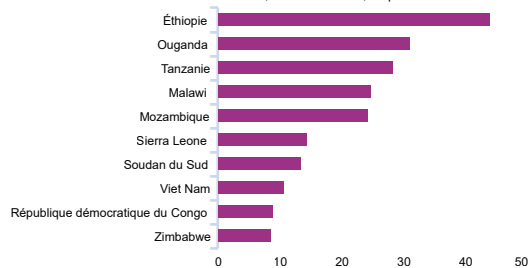
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 39 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 212 millions USD.

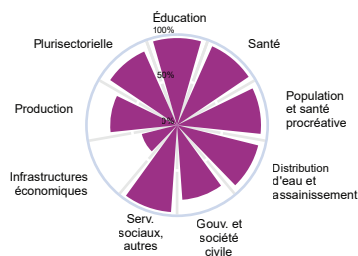
### Irlande - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



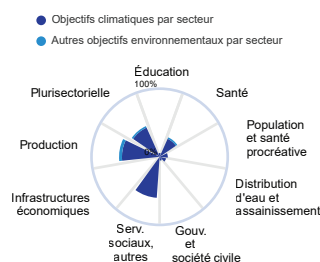
### Irlande - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Irlande - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

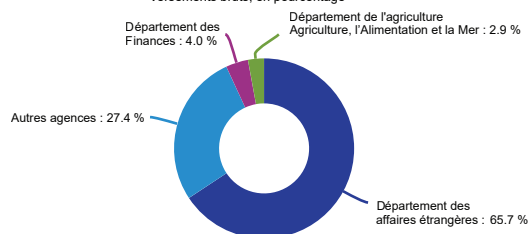
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Irlande - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-irlande>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

\* Données préliminaires pour 2019.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ISLANDE

## Politique actuelle

Les droits de la personne, l'égalité entre les sexes et le développement durable constituent des principes directeurs des activités de l'Islande en matière de coopération pour le développement. La politique de coopération internationale pour le développement 2019-23 vise à consolider les infrastructures sociales et l'action en faveur de la paix et à protéger la planète au moyen de l'exploitation durable des ressources naturelles.

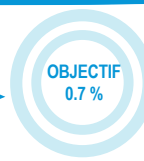
## Répartition des ressources

2019\*

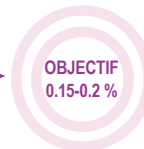


**- 1.6 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

AIDE MULTILATÉRALE ESSENTIELLE

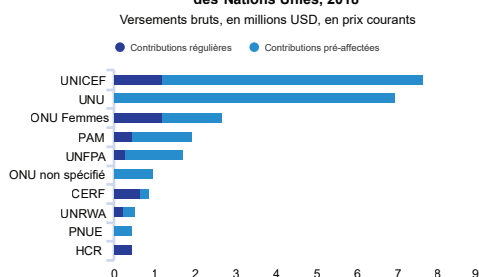


2019\*  
APD EN POURCENTAGE DU RNB



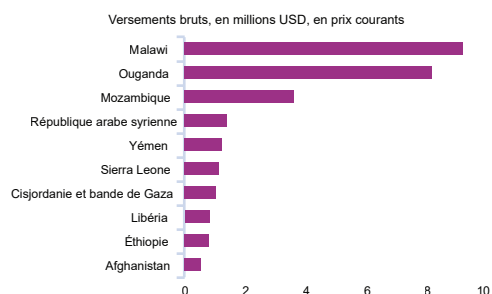
2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

### Islande - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

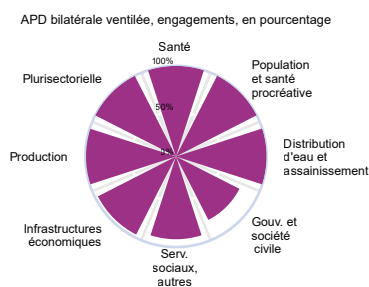


Le système des Nations Unies a reçu 65 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 26 millions USD.

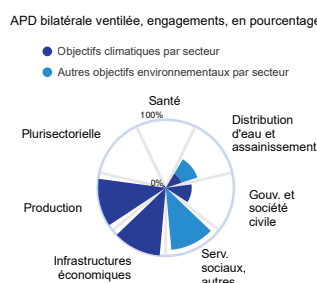
### Islande - Dix principaux bénéficiaires, 2018



### Islande - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

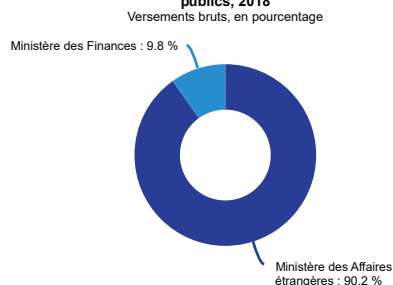


### Islande - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018



## Principaux acteurs publics

### Islande - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018



\* Données préliminaires pour 2019.

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-islande>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ISRAËL

## Politique actuelle

La politique d'Israël en matière de développement est fortement liée à sa politique extérieure, avec laquelle elle est en étroite adéquation, notamment à travers son engagement à l'égard du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Israël privilégie les secteurs dans lesquels il peut apporter la plus grande valeur ajoutée (l'agriculture, l'eau ou la santé, par exemple), principalement au Moyen-Orient et en Asie.

## Répartition des ressources

2019\*



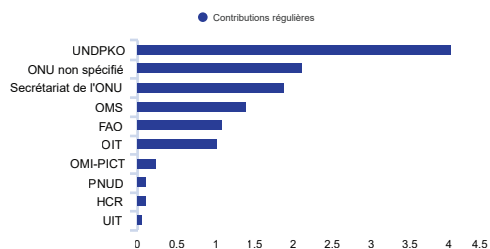
**- 26.1 %**  
Variation  
des apports  
nets d'APD par  
rapport à 2018  
en termes réels



2019\*  
APD  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

Israël - Dix principales entités destinataires au sein  
du système des Nations Unies, 2018

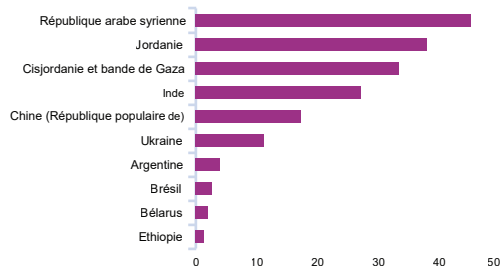
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 24 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et priorisées), soit 12 millions USD.

Israël - Dix principaux bénéficiaires, 2018

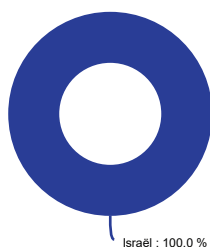
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



## Principaux acteurs publics

Israël - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes  
publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-israel>

\* Données préliminaires pour 2019.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ITALIE

## Politique actuelle

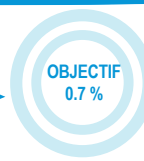
Conformément à la Loi 125/2014, les objectifs prioritaires de la coopération italienne sont l'élimination de la pauvreté ; la réduction des inégalités ; le développement durable ; les droits humains, y compris l'égalité entre les sexes, la démocratie et l'état de droit ; et la prévention des conflits et la construction de la paix.

## Répartition des ressources

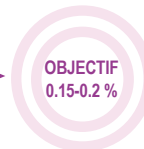
2019\*



**- 1.0 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



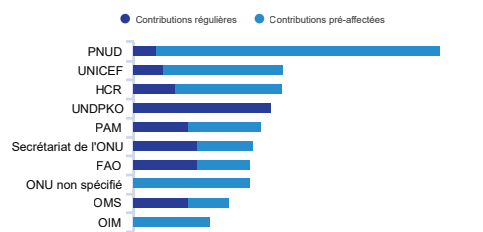
2019\*  
APD EN POURCENTAGE DU RNB



2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

### Italie - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

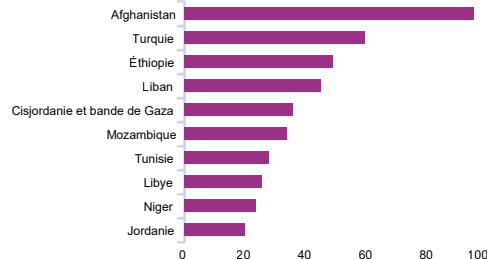
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 13 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 459 millions USD.

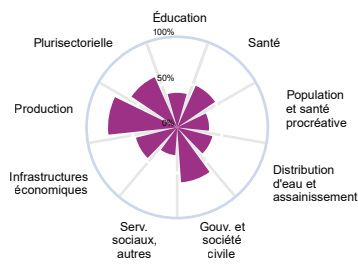
### Italie - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



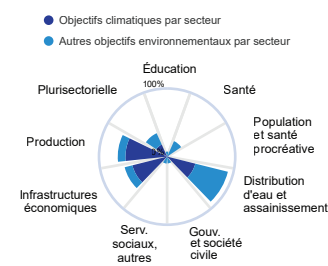
### Italie - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Italie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

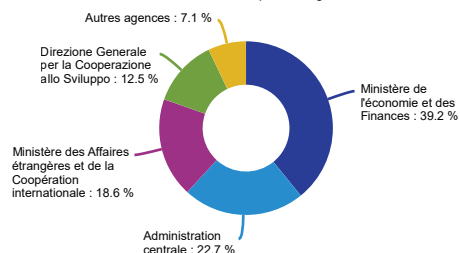
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Italie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-italie>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## JAPON

### Politique actuelle

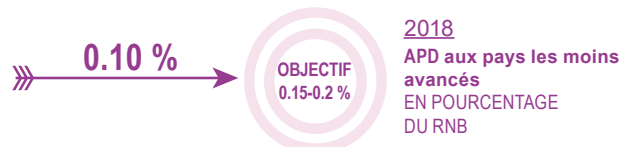
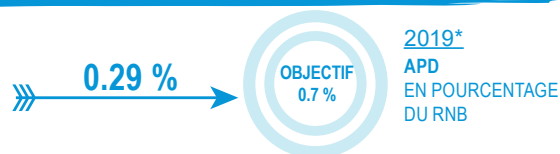
Le Japon poursuit l'objectif d'éliminer la pauvreté et de ne laisser personne de côté en investissant dans une croissance de qualité et dans la sécurité humaine. La Charte de la coopération au développement 2015 insiste sur les bénéfices mutuels de la paix et de la sécurité et concorde parfaitement avec les Objectifs de développement durable.

### Répartition des ressources

2019\*

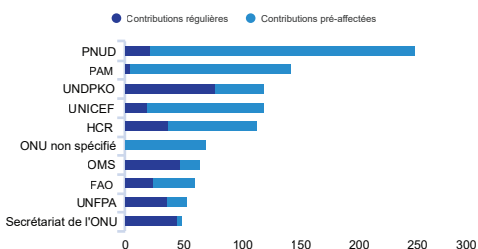


**+ 7.5 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



#### Japon - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

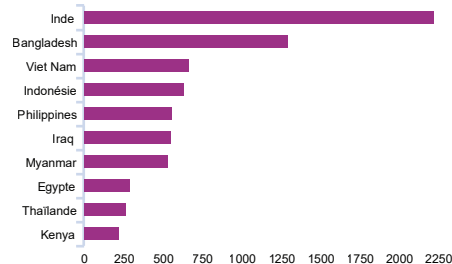
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 26 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 1.3 milliards USD.

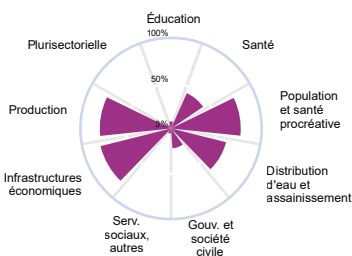
#### Japon - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



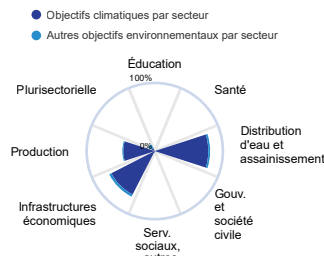
#### Japon - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



#### Japon - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

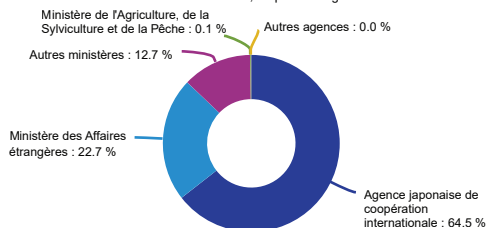
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Principaux acteurs publics

#### Japon - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-japon>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

\* Données préliminaires pour 2019.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE KAZAKHSTAN

## Politique actuelle

La coopération pour le développement fait partie intégrante de la politique extérieure du Kazakhstan et y occupe une place grandissante. La loi de 2014 relative à l'aide publique au développement (APD) définit les principaux objectifs, principes, compétences et priorités sectorielles du pays et met en place le socle juridique nécessaire à la création d'une agence chargée de mettre en œuvre ses activités en matière de développement.

## Répartition des ressources

2018

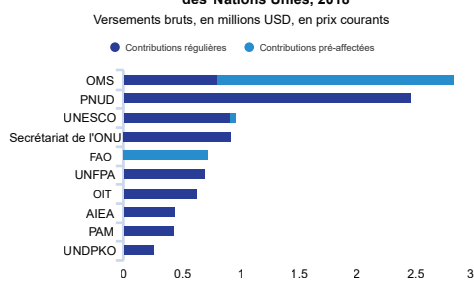


**+ 10 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017 en termes réels



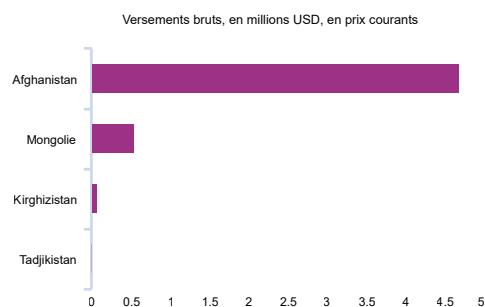
2018  
APD  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

Kazakhstan - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018



Le système des Nations Unies a reçu 35 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 12 millions USD.

Kazakhstan - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-kazakhstan>



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE KOWEÏT

## Politique actuelle

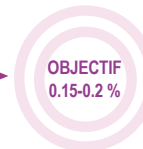
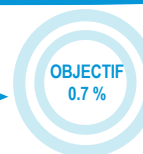
L'engagement du Koweït à l'égard du Programme de développement durable à l'horizon 2030 constitue le point d'ancrage de son cadre de coopération pour le développement. Le pays dispense son aide par le truchement du Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes, qui octroie des prêts concessionnels à l'appui de projets de développement en fonction de la demande.

## Répartition des ressources

2018

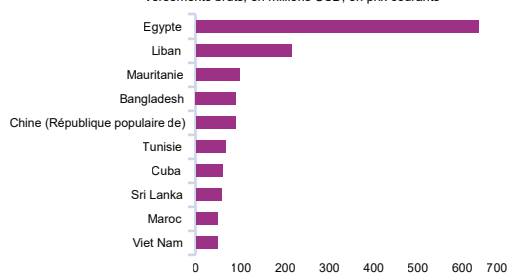


**- 53.9 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2017\* en termes réels



### Koweït - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants

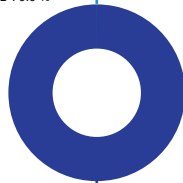


## Principaux acteurs publics

### Koweït - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage

Government Grants administered by KFAED : 0.0 %



Kuwait Fund for Arab Economic Development (KFAED) : 100.0 %

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-koweit>

\*Calculé sur la base d'un flux net.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE LETTONIE

## Politique actuelle

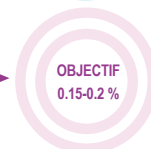
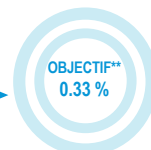
Fortement axé sur les pays participant au Partenariat oriental de l'Union européenne et sur l'Asie centrale, le programme de la Lettonie vise à promouvoir une croissance durable ainsi que la stabilité dans la région, tout en contribuant au développement durable. Parmi ses priorités figurent également l'état de droit, la bonne gouvernance et l'élimination de la pauvreté.

## Répartition des ressources

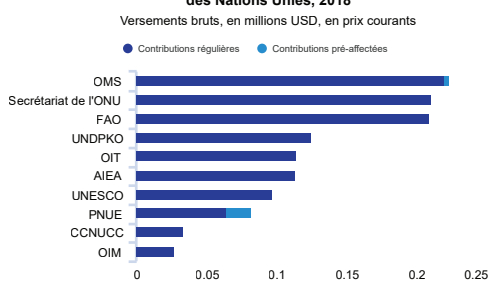
2019\*



**+ 1.1 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

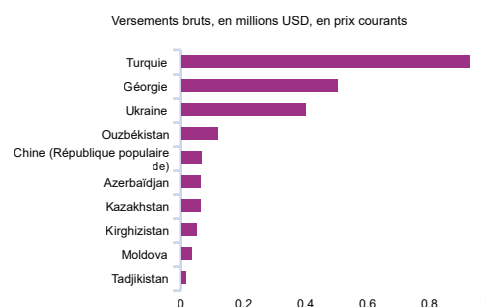


### Lettonie - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018



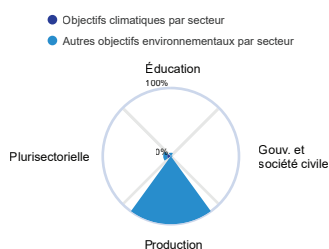
Le système des Nations Unies a reçu 4 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 1 million USD.

### Lettonie - Dix principaux bénéficiaires, 2018



### Lettonie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

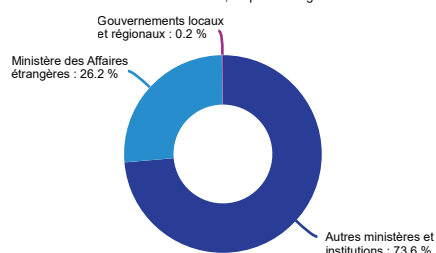
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Lettonie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-lettonie>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

\* Données préliminaires pour 2019.

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE LITUANIE

## Politique actuelle

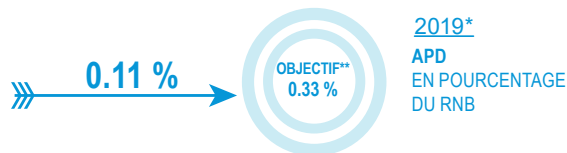
Les objectifs de la loi lituanienne sur la coopération en matière de développement et d'aide humanitaire consistent à assurer la paix, à promouvoir la croissance économique et la stabilité sociale à l'échelle mondiale, à réduire les disparités entre pays développés et pays en développement, et à intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale.

## Répartition des ressources

2019\*

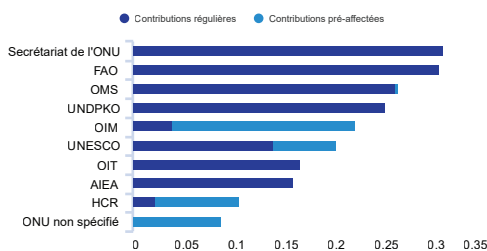


**- 7.6 %**  
Variation  
des apports  
nets d'APD par  
rapport à 2018  
en termes réels



### Lituanie - Dix principales entités destinataires au sein du système de Nations Unies, 2018

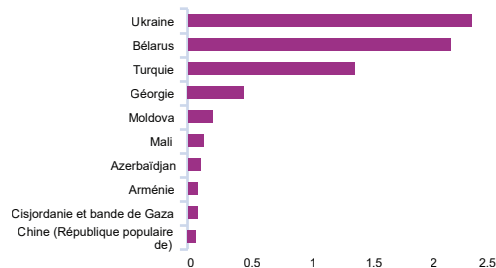
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 4 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 2 millions USD.

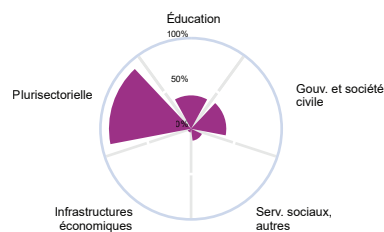
### Lituanie - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



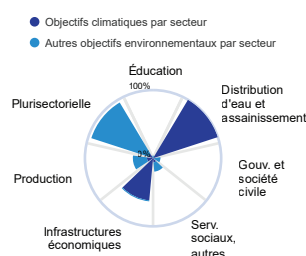
### Lituanie - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Lituanie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

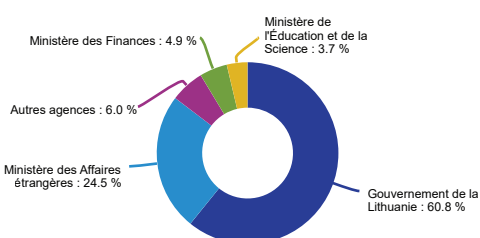
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Lituanie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-republique-lituanie>

\* Données préliminaires pour 2019.

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE LUXEMBOURG

## Politique actuelle

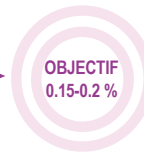
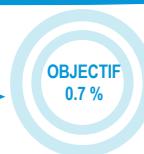
La stratégie du Luxembourg, intitulée En route pour 2030, s'articule autour des priorités suivantes : l'accès à des services sociaux de base de qualité, l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes, une croissance durable et inclusive, et une gouvernance inclusive.

## Répartition des ressources

2019\*

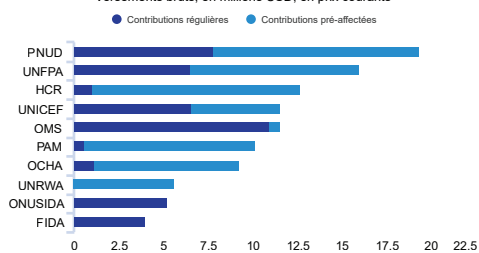


**+ 2.7 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



### Luxembourg - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

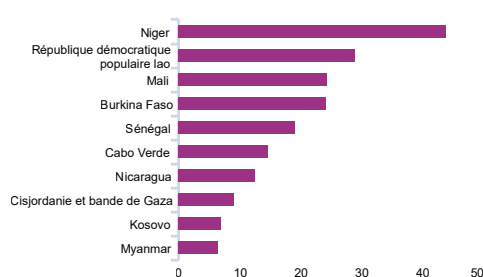
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 54 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 120 millions USD.

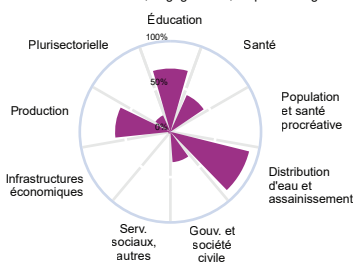
### Luxembourg - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



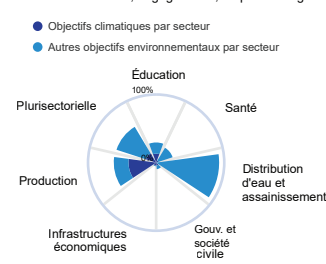
### Luxembourg - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Luxembourg - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

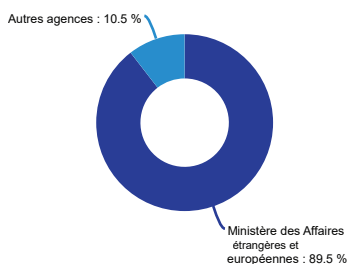
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Luxembourg - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-luxembourg>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE NORVÈGE

## Politique actuelle

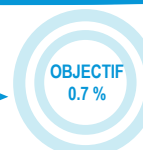
Le principe de responsabilité collective concernant les Objectifs de développement durable sous-tend l'approche de la Norvège en matière de coopération pour le développement. Le pays achemine une part accrue de son aide par le canal multilatéral afin de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses priorités thématiques que sont notamment la santé, l'éducation, le climat et l'environnement.

## Répartition des ressources

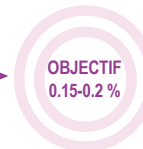
2019



**+ 9.9 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

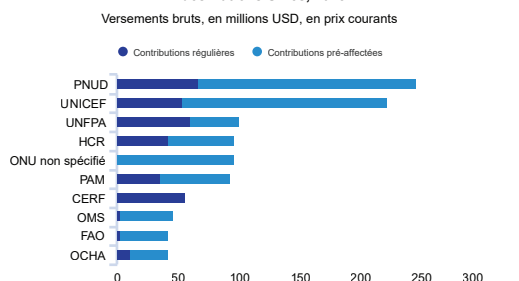


2019  
APD EN POURCENTAGE DU RNB



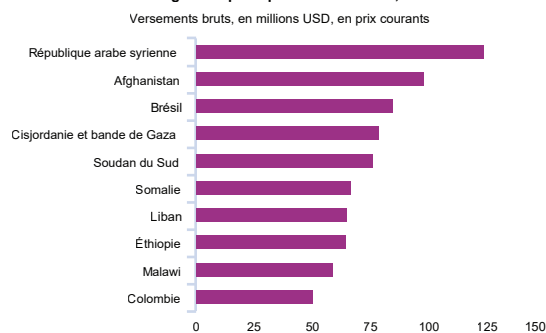
2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

### Norvège - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

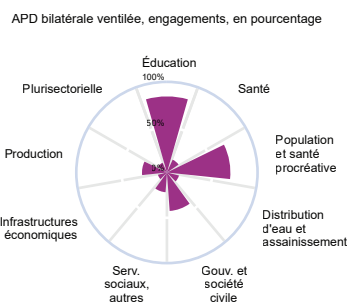


Le système des Nations Unies a reçu 54 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 1.2 milliards USD.

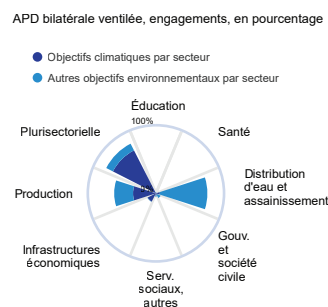
### Norvège - Dix principaux bénéficiaires, 2018



### Norvège - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

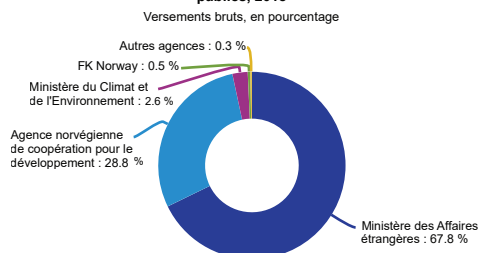


### Norvège - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

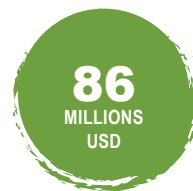


## Principaux acteurs publics

### Norvège - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018



## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-norvege>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE NOUVELLE-ZÉLANDE

## Politique actuelle

La Nouvelle-Zélande centre son action principalement sur les petits États insulaires en développement de la région du Pacifique. Sa politique de 2019, intitulée International Cooperation for Effective Sustainable Development, vise en priorité à soutenir les piliers social, environnemental et économique du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que ceux portant sur la stabilité et la gouvernance.

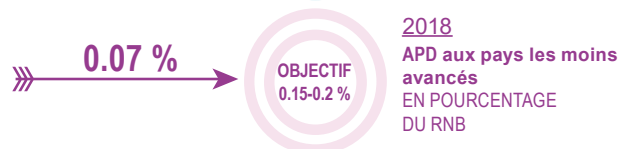
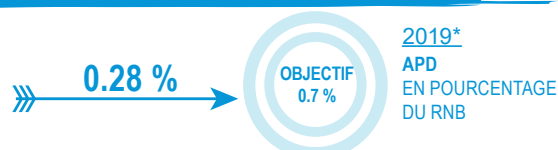
## Répartition des ressources

2019\*

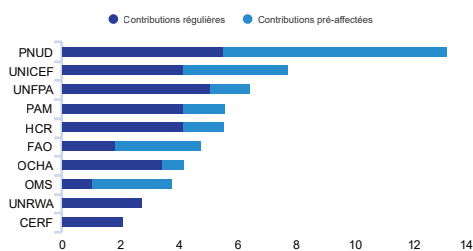


**+ 3.4 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

AIDE MULTILATÉRALE ESSENTIELLE

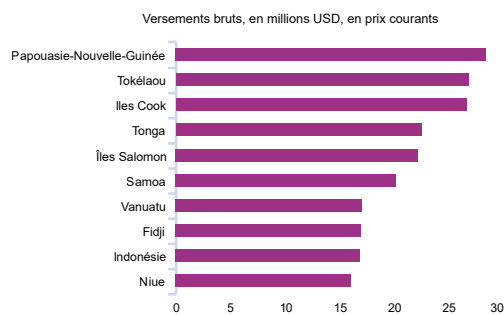


Nouvelle-Zélande - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018  
Versements bruts, en millions USD, en prix courants

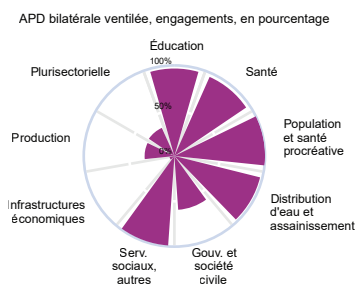


Le système des Nations Unies a reçu 43 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 68 millions USD.

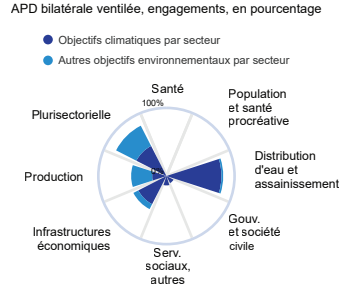
Nouvelle-Zélande - Dix principaux bénéficiaires, 2018  
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Nouvelle-Zélande - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018  
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage

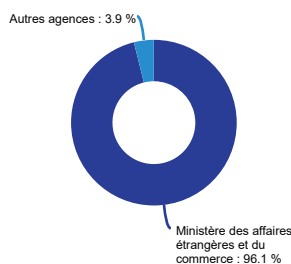


Nouvelle-Zélande - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018  
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

Nouvelle-Zélande - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018  
Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

Profil intégral : <https://oe.cd/ill-coop-dev-nouvelle-zelande>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE PAYS-BAS

## Politique actuelle

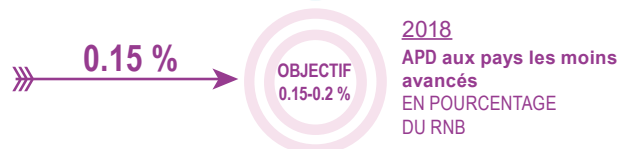
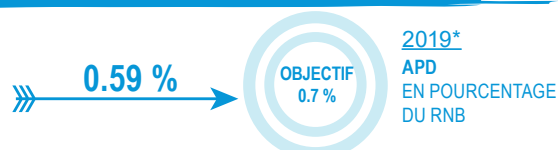
Les Pays-Bas ont intégré leurs programmes d'aide, d'échanges et d'investissement. La coopération pour le développement met l'accent sur les régions instables du Sahel, de la Corne de l'Afrique ainsi que du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et s'attache en priorité à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, des migrations, du terrorisme et du changement climatique.

## Répartition des ressources

2019\*

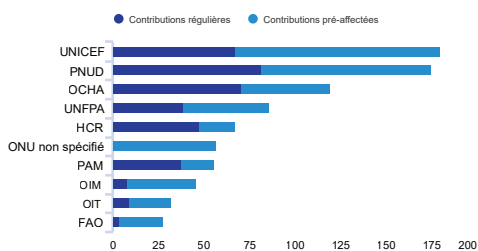


- **4.1 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



### Pays-Bas - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

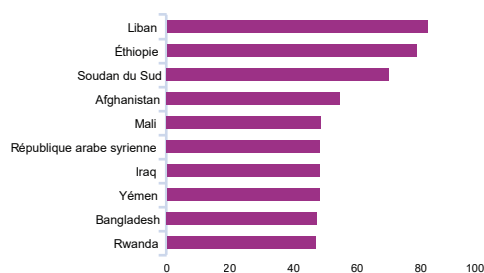
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 36 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 1 milliard USD.

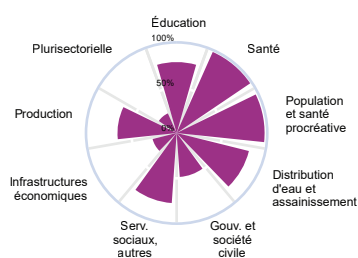
### Pays-Bas - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



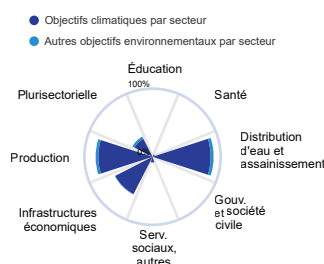
### Pays-Bas - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Pays-Bas - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

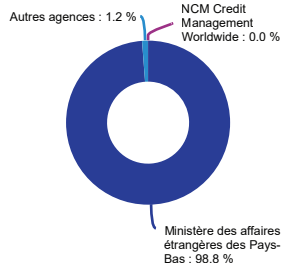
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

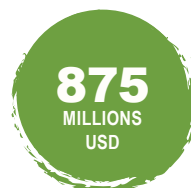
### Pays-Bas - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-pays-bas>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

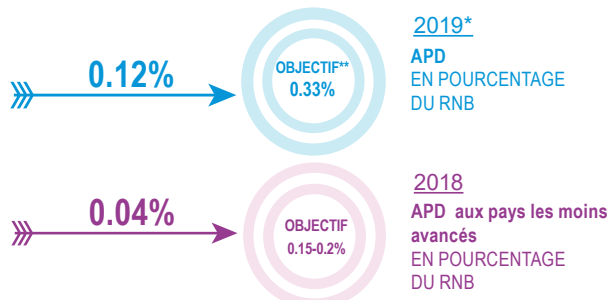
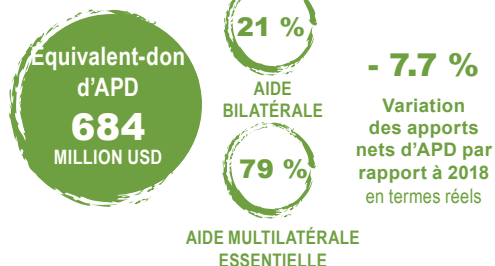
# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE POLOGNE

## Politique actuelle

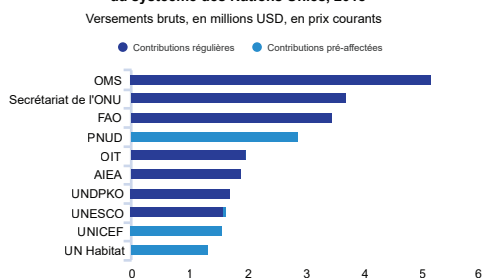
Les priorités du Programme de coopération pour le développement 2016-20 de la Pologne sont la bonne gouvernance, la démocratie et les droits de la personne, le capital humain, l'entrepreneuriat et le secteur privé, l'agriculture durable et le développement rural, et la protection de l'environnement. Ce programme cible principalement les voisins orientaux du pays.

## Répartition des ressources

2019\*

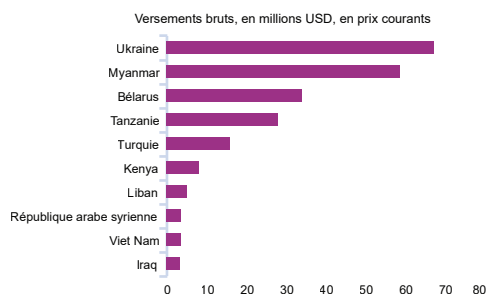


### Pologne - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

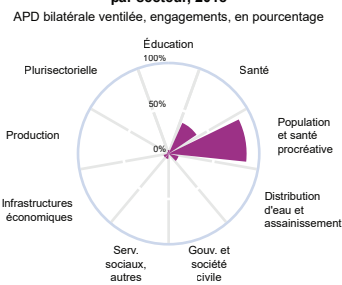


Le système des Nations Unies a reçu 6 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 30 million USD.

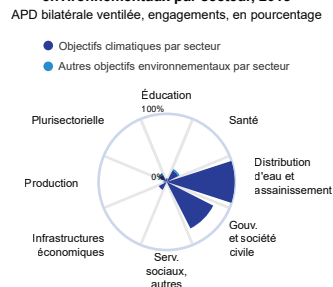
### Pologne - Dix principaux bénéficiaires, 2018



### Pologne - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

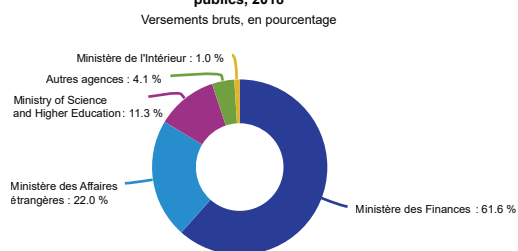


### Pologne - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018



## Principaux acteurs publics

### Pologne - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-pologne>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

\*Données préliminaires pour 2019.

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE PORTUGAL

## Politique actuelle

Le programme du Portugal en matière de coopération pour le développement vise à renforcer les capacités institutionnelles des pays lusophones. Il se concentre sur la gouvernance, l'état de droit et les droits de la personne, ainsi que sur le développement humain et les biens publics mondiaux, dans le but d'éradiquer la pauvreté et de promouvoir le développement durable.

## Répartition des ressources

2019\*

Équivalent-don  
d'APD  
**373**  
MILLIONS USD

**31 %**

AIDE  
BILATÉRALE

**69 %**

AIDE MULTILATÉRALE  
ESSENTIELLE

**-5.4 %**  
Variation  
des apports  
nets d'APD par  
rapport à 2018  
en termes réels

0.16 %

OBJECTIF  
0.7 %

2019\*

APD  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

0.06 %

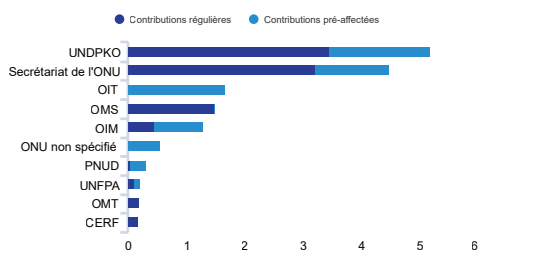
OBJECTIF  
0.15-0.2 %

2018

APD aux pays les moins  
avancés  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

### Portugal - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

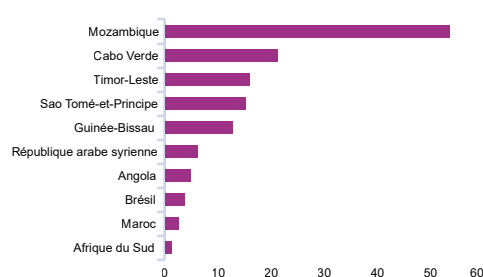
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 6 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 16 millions USD.

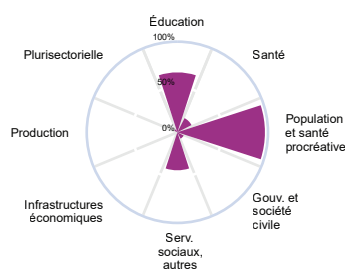
### Portugal - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



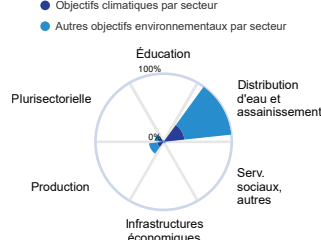
### Portugal - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Portugal - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

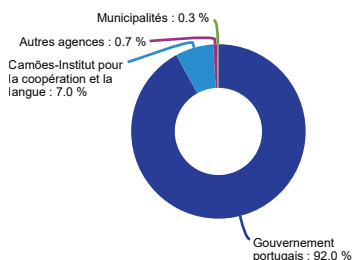
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Portugal - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé

**54**  
MILLIONS  
USD

Montants mobilisés auprès du secteur privé  
via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-portugal>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

### Politique actuelle

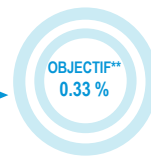
La stratégie à moyen terme de la République slovaque pour 2019-23 définit six secteurs prioritaires et met l'accent, d'un point de vue géographique, sur les Balkans occidentaux, sur les pays participant au Partenariat oriental de l'Union européenne, sur l'Afrique de l'Est et sur le Moyen-Orient.

### Répartition des ressources

2019\*

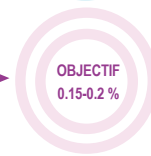


**- 4.0 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



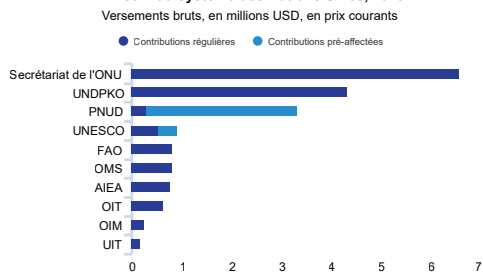
2019\*

APD EN POURCENTAGE DU RNB



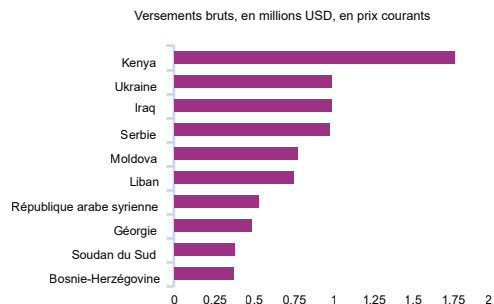
2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

#### République slovaque - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

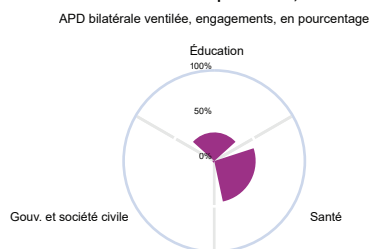


Le système des Nations Unies a reçu 16 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 19 millions USD.

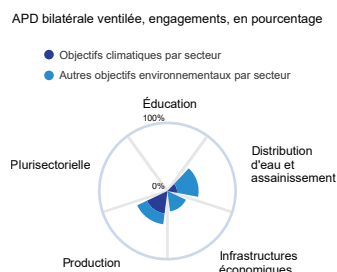
#### République slovaque - Dix principaux bénéficiaires, 2018



#### République slovaque - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

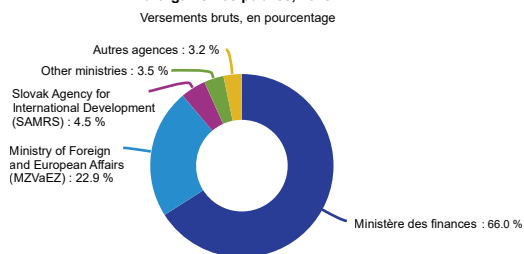


#### République slovaque - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018



### Principaux acteurs publics

#### République slovaque - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018



### Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-republique-slovaque>

\* Données préliminaires pour 2019.

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

### Politique actuelle

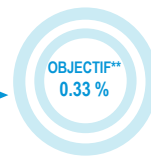
La Stratégie de coopération pour le développement 2018-30 de la République tchèque énonce cinq priorités thématiques : 1) la mise en place d'institutions stables et démocratiques ; 2) la gestion durable des ressources naturelles ; 3) l'agriculture et le développement rural ; 4) un développement social inclusif ; et 5) la croissance économique.

### Répartition des ressources

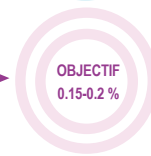
2019\*



**+2.6 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



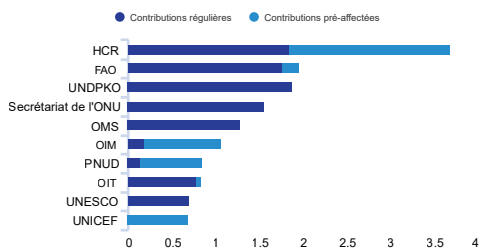
2019\*  
APD EN POURCENTAGE DU RNB



2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

#### République tchèque - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

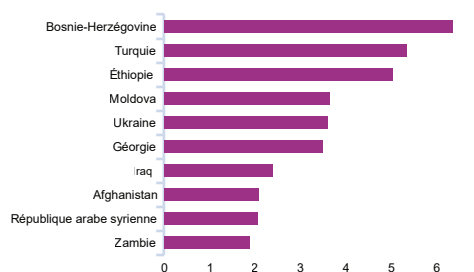
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 8 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 18 millions USD.

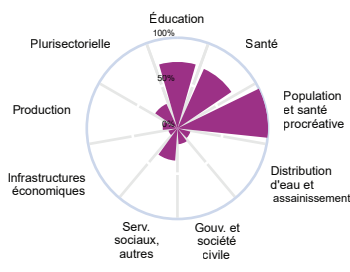
#### République tchèque - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



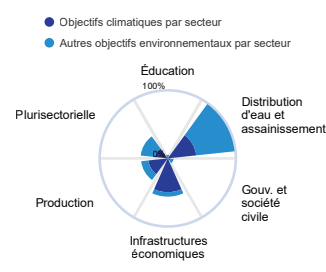
#### République tchèque - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



#### République tchèque - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

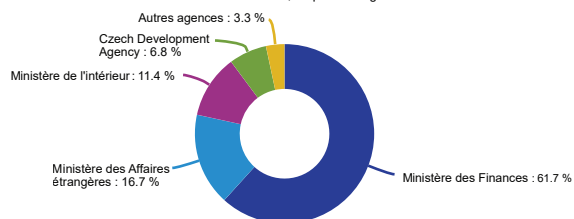
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Principaux acteurs publics

#### République tchèque - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



### Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-republique-tcheque>

Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

\* Données préliminaires pour 2019.

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ROUMANIE

## Politique actuelle

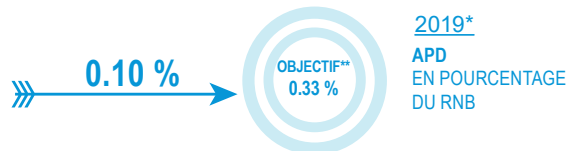
La Roumanie dirige son aide essentiellement vers des pays européens situés dans son voisinage, conformément à la Loi n° 213/2016. Cette dernière régit la coopération pour le développement et l'aide humanitaire et en définit les objectifs stratégiques, les cadres programmatique et institutionnel, ainsi que les modalités de financement et de mise en œuvre.

## Répartition des ressources

2019\*

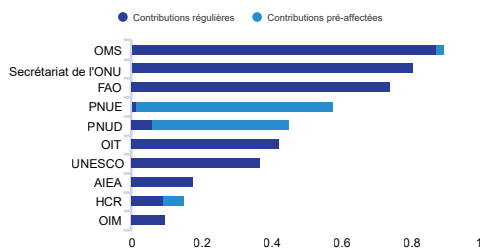


**+ 4 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



### Roumanie - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

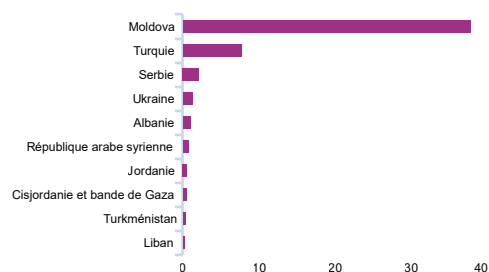
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 3 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 5 millions USD.

### Roumanie - Dix principaux bénéficiaires, 2018

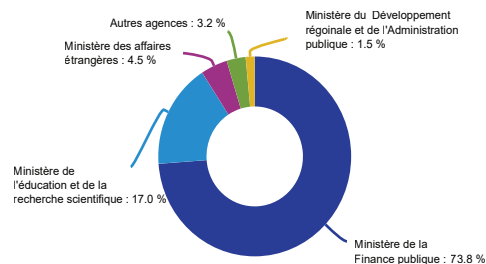
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



## Principaux acteurs publics

### Roumanie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-roumanie>

\* Données préliminaires pour 2019.

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE ROYAUME-UNI

## Politique actuelle

La Stratégie du Royaume-Uni en matière d'aide (2015) définit une approche de la coopération pour le développement à l'échelle de l'ensemble de l'administration et explique en quoi les objectifs de développement soutiennent les intérêts nationaux. Elle met fortement l'accent sur les enjeux de portée mondiale, par exemple les migrations de masse et le changement climatique, tout en restant centrée sur l'objectif de la lutte contre la pauvreté.

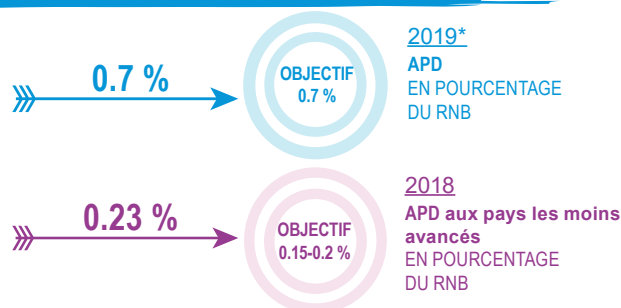
## Répartition des ressources

2019\*



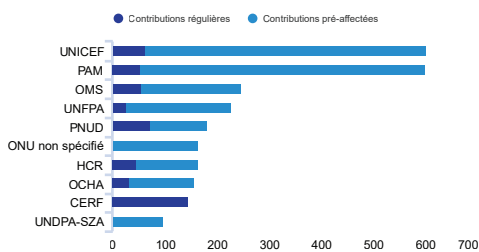
**+ 2.2 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

AIDE MULTILATÉRALE ESSENTIELLE



### Royaume-Uni - Dix principales entités destinataires au sein du système Nations Unies, 2018

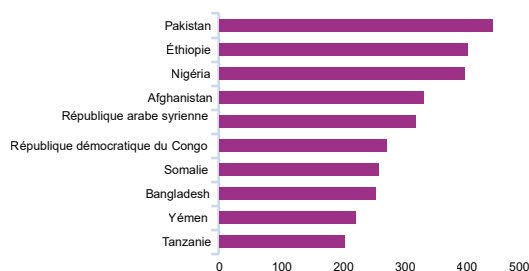
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 28 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 3 milliards USD.

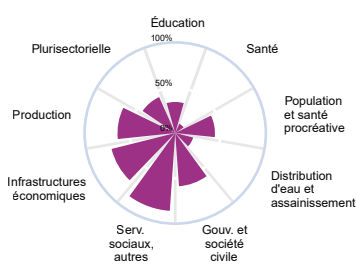
### Royaume-Uni - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



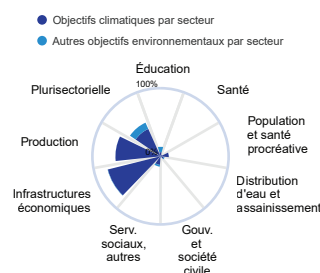
### Royaume-Uni - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Royaume-Uni - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

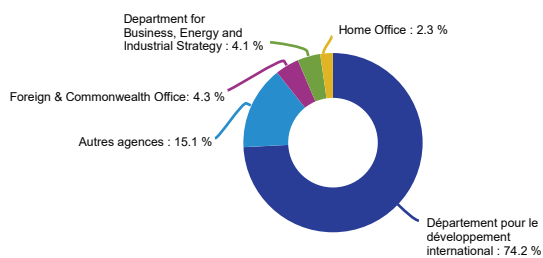
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Royaume-Uni - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-royaume-uni>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE SLOVÉNIE

## Politique actuelle

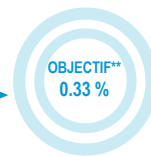
La Loi sur la coopération internationale au développement de la Slovénie (2017) définit deux priorités thématiques : 1) la promotion de sociétés pacifiques et inclusives ; et 2) la gestion durable des ressources naturelles et énergétiques afin de lutter contre le changement climatique.

## Répartition des ressources

2019\*

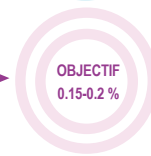


**+ 5.8 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



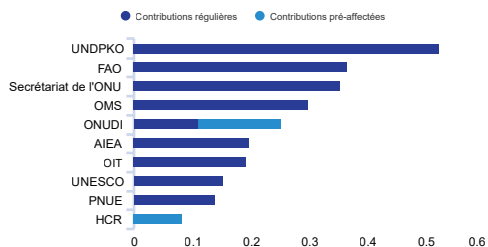
2019\*

APD EN POURCENTAGE DU RNB



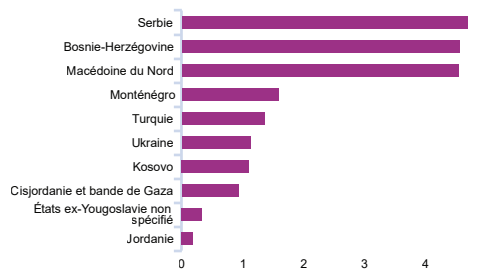
2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

Slovénie - Dix principales entités destinataires au sein du système Nations Unies, 2018  
Versements bruts, en millions USD, en prix courants

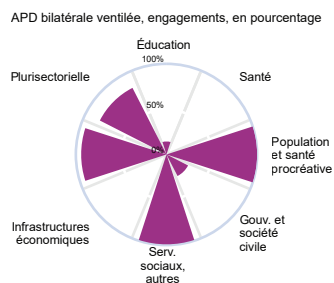


Le système des Nations Unies a reçu 5 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 3 millions USD.

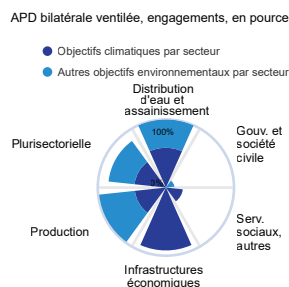
Slovénie - Dix principaux bénéficiaires, 2018  
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Slovénie - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018  
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage

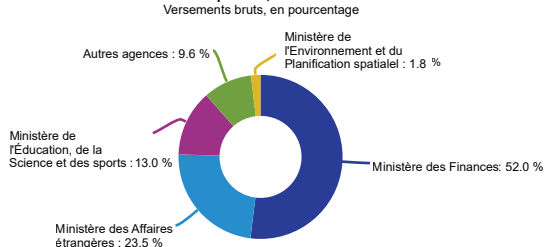


Slovénie - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018  
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

Slovénie - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018  
Versements bruts, en pourcentage



## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-slovenie>

\* Données préliminaires pour 2019.

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## SUÈDE

### Politique actuelle

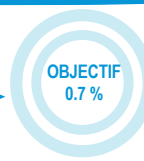
La Suède met fortement l'accent, à l'échelle internationale, sur l'égalité femmes-hommes, sur la paix et la prévention des conflits, sur la durabilité environnementale et sur la lutte contre le changement climatique. Elle privilégie les approches coordonnées en ce qui concerne l'articulation entre développement, action humanitaire et recherche de la paix dans les contextes fragiles et les situations de crise.

### Répartition des ressources

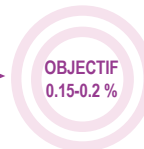
2019



**- 8.2 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



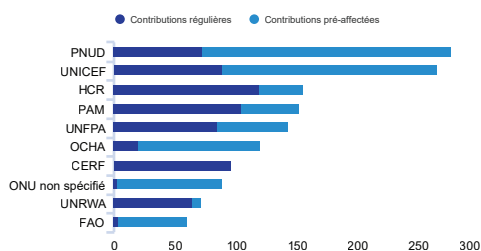
2019  
APD EN POURCENTAGE DU RNB



2018  
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

#### Suède - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

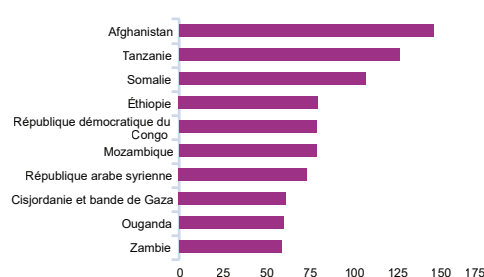
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 55 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 1.8 milliard USD.

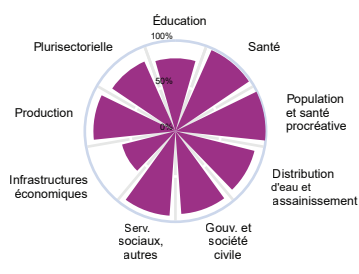
#### Suède - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



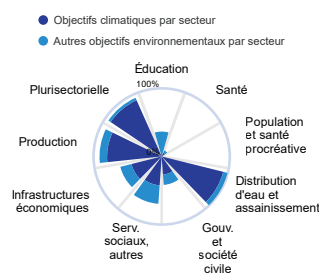
#### Suède - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



#### Suède - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

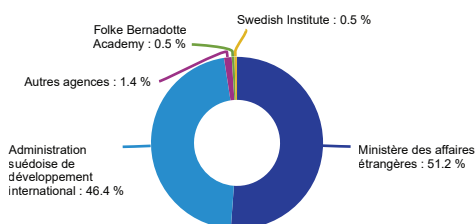
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Principaux acteurs publics

#### Suède - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



### Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-suede>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE SUISSE

## Politique actuelle

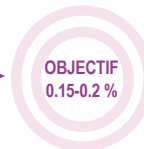
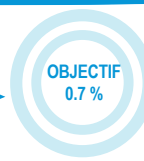
La Suisse est un acteur multilatéral de poids, en particulier pour ce qui est des problématiques liées au changement climatique, à la sécurité alimentaire, à l'eau, aux migrations, à la santé, et à la finance et aux échanges. Le pays affiche une longue tradition de défenseur du droit et des principes humanitaires dans les contextes les plus difficiles.

## Répartition des ressources

2019\*

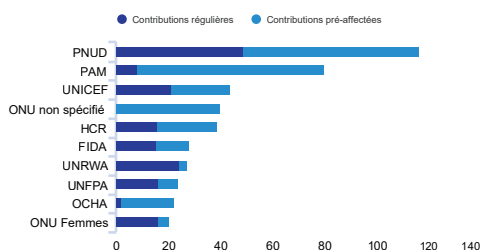


**+ 0.6 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



### Suisse - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

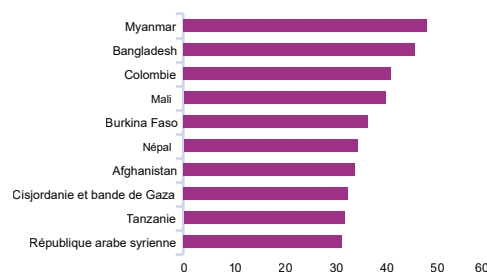
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 44 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 602 millions USD.

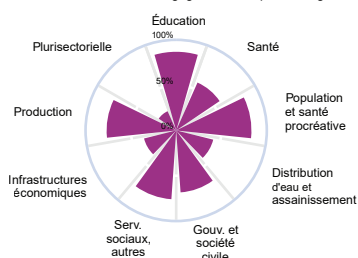
### Suisse - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



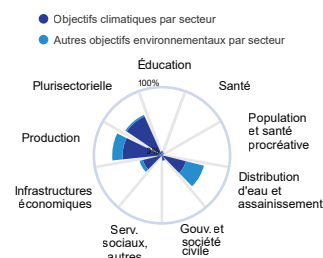
### Suisse - Efforts axés sur la problématique femmes-hommes par secteur, 2018

APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



### Suisse - Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur, 2018

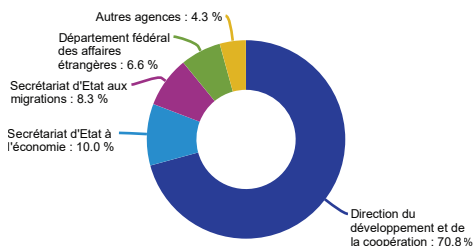
APD bilatérale ventilée, engagements, en pourcentage



## Principaux acteurs publics

### Suisse - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



\* Données préliminaires pour 2019.

## Mobilisation du secteur privé



Montants mobilisés auprès du secteur privé via l'APD en 2018

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-suisse>  
Dernier examen par les pairs : <https://oe.cd/cad-examens-pairs>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE TURQUIE

## Politique actuelle

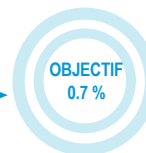
La Turquie vise à adapter son expertise et son expérience au contexte et aux besoins spécifiques de ses pays partenaires, tout en aidant les populations fragiles touchées par des conflits, des situations d'urgence ou des catastrophes. Le Décret du gouvernement n° 234/2011 définit les tâches, les mécanismes et le cadre institutionnel de la coopération pour le développement.

## Répartition des ressources

2019\*



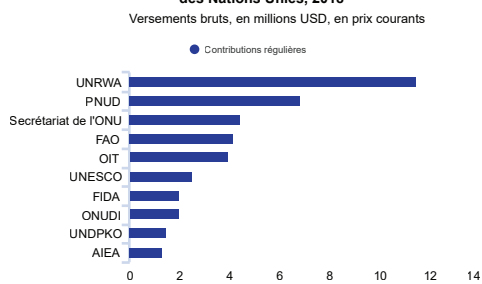
**+ 1.6 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



2019\*

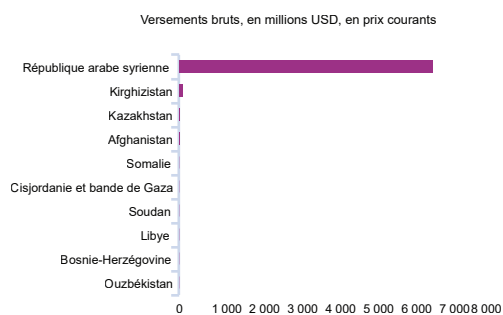
APD EN POURCENTAGE DU RNB

Turquie - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018



Le système des Nations Unies a reçu 24 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 43 millions USD.

Turquie - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-turquie>

\* Données préliminaires pour 2019.

## **AUTRES FOURNISSEURS PUBLICS COMMUNIQUANT DES DONNÉES À L'OCDE AU NIVEAU AGRÉGÉ**

Ce chapitre présente des informations sur le volume estimé et les principales caractéristiques de la coopération pour le développement dispensée par sept fournisseurs non membres de l'OCDE, mais qui communiquent régulièrement à l'OCDE des statistiques sur leurs apports de ressources à l'appui de la coopération pour le développement de manière agrégée et semi-agrégée.



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE BULGARIE

## Politique actuelle

Fournisseur de coopération pour le développement depuis 2007, la Bulgarie vise à aider les pays moins avancés en apportant un soutien multilatéral et à contribuant au développement des économies en transition situées dans son voisinage, notamment par la mise à profit de sa propre expérience.

Le Décret du gouvernement n° 234/2011 définit les objectifs, les principes, les mécanismes et le cadre institutionnel de la coopération pour le développement. Le programme à moyen terme établi pour 2016-19 en précise les priorités, les ressources financières et les résultats attendus.

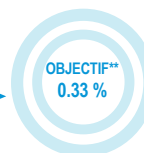
## Répartition des ressources

2019



**- 3.24 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels

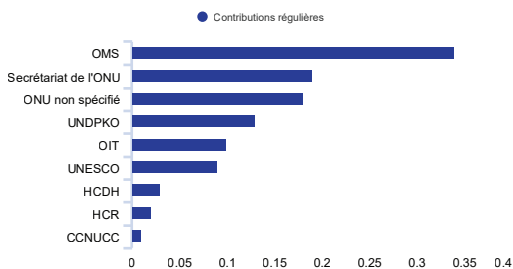
0.10 %



2019  
APD  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

### Bulgarie - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

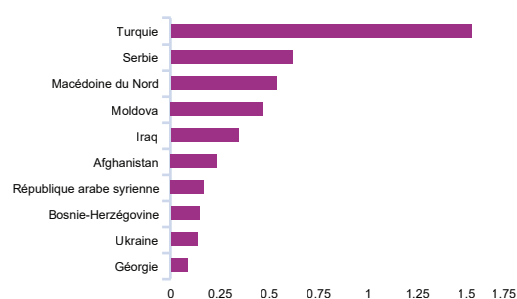
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 2 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 1 million USD.

### Bulgarie - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Profil intégral: <https://oe.cd/il/dev-coop-bulgarie>

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FÉDÉRATION DE RUSSIE

### Politique actuelle

Les activités de la Fédération de Russie en matière de coopération pour le développement sont déployées conformément à la Vision de la politique de la Fédération de Russie dans le domaine de l'aide au développement international, dans le droit fil de sa politique étrangère et de ses engagements à l'égard du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elles mettent essentiellement l'accent sur les programmes d'aide bilatéraux dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'éducation et de la science. Les pays prioritaires sont ceux de la Communauté des États indépendants, mais aussi des pays d'autres régions.

### Répartition des ressources

2019\*



**+11.5 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



2019\*

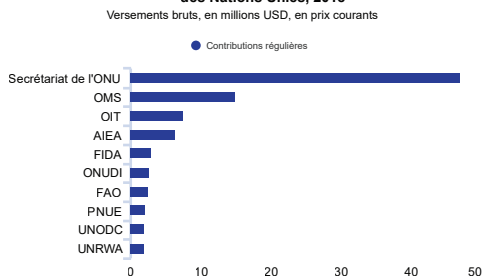
APD EN POURCENTAGE DU RNB



2018

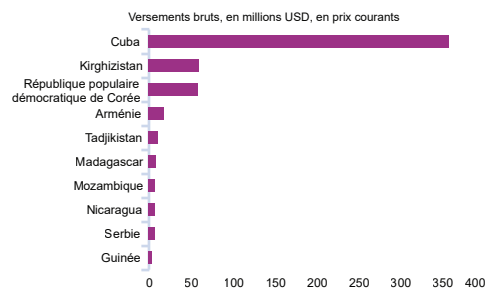
APD aux pays les moins avancés EN POURCENTAGE DU RNB

#### Russie - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018



Le système des Nations Unies a reçu 28 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et préaffectées), soit 105 millions USD.

#### Russie - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-federation-de-russie>

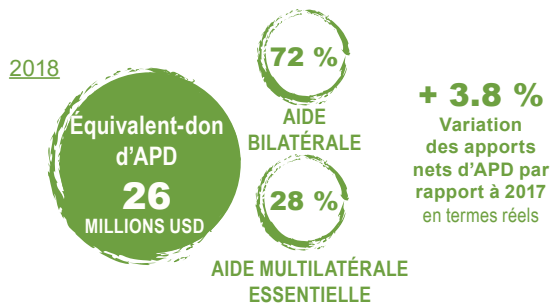
\* Données préliminaires pour 2019.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE LIECHTENSTEIN

## Politique actuelle

Dans la stratégie de 2015 du Service liechtensteinois de développement, l'éducation et le développement rural (sécurité alimentaire) sont définis comme les secteurs prioritaires de la coopération pour le développement du pays. Les droits de la personne, la justice sociale, la problématique femmes-hommes, le climat ainsi que la protection de l'environnement et des ressources constituent des thèmes horizontaux. Le Service intervient actuellement dans dix pays prioritaires : Burkina Faso, État plurinational de Bolivie, Mali, Moldova, Mozambique, Niger, Pérou, Sénégal, Zambie et Zimbabwe.

## Répartition des ressources



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-liechtenstein>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE MALTE

## Politique actuelle

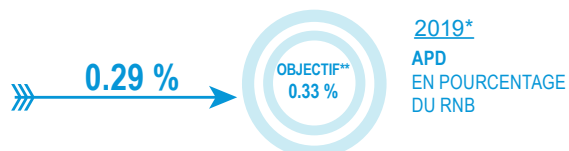
La coopération pour le développement dispensée par Malte est façonnée par ses engagements en matière de développement aux niveaux international et européen, avec un accent particulier sur son voisinage immédiat. Ensemble, la politique d'aide publique au développement et le cadre pour l'assistance humanitaire forment le cadre stratégique général de cette coopération. En 2018, le pays a lancé un plan de mise en œuvre de ce cadre. Ses régions prioritaires sont l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient.

## Répartition des ressources

2019\*

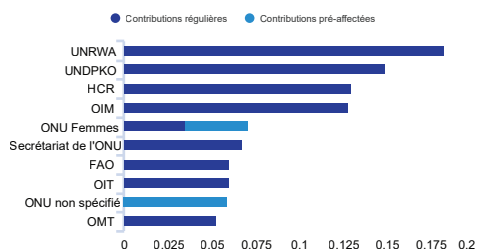


**+ 22.6 %**  
Variation des apports nets d'APD par rapport à 2018 en termes réels



### Malte - Dix principales entités destinataires au sein du système des Nations Unies, 2018

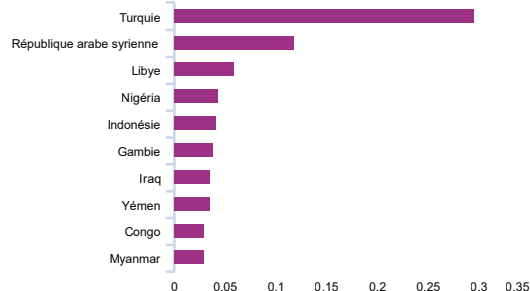
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Le système des Nations Unies a reçu 8 % du total des contributions multilatérales (contributions au budget central et pré-affectées), soit 1 million USD.

### Malte - Dix principaux bénéficiaires, 2018

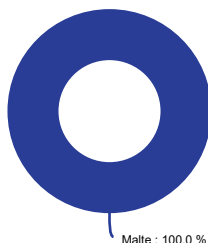
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



## Principaux acteurs publics

### Malte - APD totale versée par l'intermédiaire d'organismes publics, 2018

Versements bruts, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-malte>

\* Données préliminaires pour 2019.

\*\*Le gouvernement s'est engagé, au niveau européen, à atteindre un ratio APD/RNB de 0.33 % à l'horizon 2030.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE TAIPEI CHINOIS

## Politique actuelle

Les activités du Taipei chinois en matière de coopération pour le développement sont régies par son plan national de développement quadriennal (2017-20), qui vise à instaurer un nouveau modèle économique de développement durable, à améliorer la qualité des soins de santé et de l'éducation, à œuvrer à la concrétisation des Objectifs de développement durable et à promouvoir un modèle de société civile mondiale. Le Fonds de coopération et de développement internationaux (TaiwanICDF) cible en priorité les secteurs de l'environnement, de l'agriculture, de l'éducation et des technologies de l'information et des communications.

## Répartition des ressources

2019



AIDE  
BILATÉRALE



AIDE MULTILATÉRALE  
ESSENTIELLE

**+6.62 %**

Variation  
des apports  
nets d'APD par  
rapport à 2018  
en termes réels



2019

APD  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

Profil intégral : <https://oe.cd/il/dev-coop-taipei-chinois>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE THAÏLANDE

## Politique actuelle

La coopération pour le développement déployée par la Thaïlande est guidée par sa « philosophie de l'économie de la suffisance », visant un développement équilibré et stable. Ce modèle a gouverné la trajectoire de développement de la Thaïlande elle-même et, désormais, elle entend le partager avec d'autres, en droite ligne du Programme de développement durable à l'horizon 2030. À travers sa coopération pour le développement, la Thaïlande poursuit l'objectif de contribuer à renforcer l'environnement propice au développement économique et social de ses partenaires.

## Répartition des ressources

2017



**-20.7 %**  
Variation  
des apports  
nets d'APD par  
rapport à 2016  
en termes réels



2017  
APD  
EN POURCENTAGE  
DU RNB

Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-thaïlande>

## AUTRES FOURNISSEURS PUBLICS NE COMMUNIQUANT PAS DE DONNÉES À L'OCDE

Ce chapitre présente des informations sur le volume estimé et les principales caractéristiques de la coopération pour le développement fournie par dix apporteurs qui sont en voie de devenir membres de l'OCDE ou sont des Partenaires clés de l'Organisation, et/ou jouent un rôle important en tant que partenaires internationaux du financement du développement.

Les estimations de l'OCDE relatives au volume de leurs programmes se fondent sur les rapports officiels des autorités nationales, qu'elle complète par les contributions apportées aux organismes des Nations Unies (à l'exclusion des ressources locales), compilées par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), et par des recherches sur internet (essentiellement sur les contributions aux organisations multilatérales) menées dans une optique de comparaisons internationales.

Ce chapitre contient également des données sur les volumes de la coopération pour le développement calculés d'après les méthodologies propres à chaque fournisseur, ainsi que des informations sur leur cadre institutionnel.



# Brésil

## Introduction

À travers ses activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, le Brésil facilite l'intégration régionale, infrarégionale et interrégionale ; et il renforce sa contribution au développement durable dans ses trois dimensions (sociale, économique et environnementale). Le ministère des Affaires étrangères assume la responsabilité générale de la politique et de la coordination de la coopération pour le développement et passe pour ce faire par le truchement de l'Agence brésilienne de coopération (ABC). Au total, la coopération Sud-Sud brésilienne mobilise plus d'une centaine d'institutions publiques et associe des entités infranationales, le secteur privé et la société civile.

Les activités du Brésil en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ont pris de l'ampleur et sont déployées selon différentes modalités : avec les différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes, avec la Communauté des pays de langue portugaise et ses membres en Afrique et en Asie, et avec d'autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe orientale. Elles concernent un large éventail de secteurs et passent par le partage des connaissances, le renforcement des capacités, la coopération humanitaire, les bourses d'études et le développement technologique. Pour le Brésil, la coopération triangulaire n'a rien de nouveau ; en effet, c'est un instrument qu'il utilise régulièrement dans sa coopération pour le développement.

## Estimations de la coopération internationale pour le développement

En 2016, la coopération internationale pour le développement dispensée par le Brésil a atteint 907.7 millions USD, contre 111 millions USD en 2015. Cette même année, les contributions brésiliennes aux

organisations multilatérales se sont montées à 840.5 millions USD (IPEA et ABC, 2018). Les données préliminaires recueillies par l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) montrent que les contributions brésiliennes aux organisations multilatérales se sont élevées à 195.3 millions USD en 2017 et à 274.5 millions USD en 2018. Les données relatives aux versements de 2017 et 2018 effectués au titre de la coopération pour le développement international sont en cours de calcul.

Selon les estimations de l'OCDE, en 2018, la coopération internationale pour le développement dispensée par le Brésil à l'appui du développement a atteint 160.13 millions USD en 2018, en baisse par rapport au montant de 316 millions USD enregistré en 2017<sup>1</sup>. Les chiffres relatifs à la coopération bilatérale dispensée par le Brésil en 2018 n'étant pas encore disponibles, ces estimations incluent uniquement les contributions aux organisations internationales. En 2018, les contributions brésiliennes aux organisations multilatérales ont été principalement acheminées par l'intermédiaire du système des Nations Unies (69 %), du Groupe de la Banque mondiale (25 %) et de banques régionales de développement (6 %).

- 
1. Le gouvernement brésilien tient à souligner que la méthodologie retenue par l'IPEA pour quantifier la coopération Sud-Sud en termes monétaires diffère quelque peu de la méthodologie de notification du Comité d'aide au développement, qui débouche sur des chiffres nettement inférieurs.

## Référence

IPEA et ABC (2018), *Coperação Brasileira para o Desenvolvimento Internacional: Levantamento 2014-2016* [Coopération brésilienne pour le développement international-COBRADEI] (en portugais), Institut de recherche économique

appliquée et Agence brésilienne de coopération, Brasília : [www.ipea.gov.br/portal/index.php?option=com\\_content&view=article&id=34507](http://www.ipea.gov.br/portal/index.php?option=com_content&view=article&id=34507).

## PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/dev-coop-brazil>

# Chili

## Introduction

L'Agence chilienne de coopération internationale pour le développement (AGCID) a fêté son 30<sup>e</sup> anniversaire en 2020, forte d'un portefeuille mondial de programmes qui s'étend au-delà de la région Amérique latine et Caraïbes pour couvrir des pays en Afrique et en Asie, conformément à sa stratégie de coopération internationale pour le développement, à la politique étrangère chilienne et au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ayant été retiré, en 2017, de la Liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD) établie par le Comité d'aide au développement (CAD), le Chili s'appuie sur son nouveau statut de pays à revenu élevé pour renforcer ses partenariats à l'appui de la coopération pour le développement, en soutenant un développement inclusif et durable dans les pays partenaires. Dans le même temps, le Chili a conçu une stratégie visant à atténuer les effets de la suppression du bénéfice de l'APD et il contribue à développer le concept de « transition sur le continuum du développement » avec d'autres partenaires clés dans la région Amérique latine et Caraïbes. En 2019, le Chili a coprésidé le Dialogue ALC-CAD sur la coopération pour le développement et participé à la Réunion du CAD au niveau des hauts fonctionnaires.

La coopération triangulaire représente une modalité essentielle de coopération pour le Chili. En 2019, ses principaux partenaires dans ce domaine étaient l'Allemagne, l'Union européenne, l'Espagne, la Suisse, le Japon, le Mexique, les États-Unis, la Thaïlande et

Singapour. Le Chili est également membre du groupe central de l'Initiative du Partenariat mondial pour une coopération triangulaire efficace et partage ses bonnes pratiques avec les autres partenaires.

L'AGCID assure la gestion et la coordination de la coopération bilatérale, triangulaire et régionale pour le développement, qu'elle provienne du Chili ou lui soit destinée. Les partenariats multipartites avec les entreprises, la société civile et/ou le monde universitaire sont des moyens importants, pour le pays, de compléter l'action et les compétences du secteur public.

## Estimations de la coopération internationale pour le développement

En 2019, le budget de l'AGCID affecté à la coopération fournie à l'étranger s'est chiffré à 7.1 millions USD, dont 42.5 % ont servi à des activités de coopération technique bilatérale ou triangulaire, et 57.5 % au développement du capital humain (bourses, par exemple).

Selon les estimations de l'OCDE, la coopération internationale du Chili à l'appui du développement a atteint 26.7 millions USD en 2018, en hausse par rapport à 2017, où elle se chiffrait à 24 millions USD. Sur ce total, les contributions du Chili à des organisations multilatérales se sont élevées à 14.1 millions USD et ont été acheminées par l'intermédiaire du système des Nations Unies. La coopération bilatérale du Chili a atteint 12.6 millions USD en 2018.

## PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/dev-coop-chile>

# Chine (République populaire de)

## Introduction

En avril 2018, la République populaire de Chine (ci-après la « Chine ») a inauguré l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA). Entité incontournable de la coopération pour le développement, la CIDCA est chargée de l'élaboration des lignes directrices stratégiques en matière d'aide ainsi que des plans et des politiques d'aide extérieure, de la coordination des principales questions relatives à l'aide extérieure et de la fourniture de conseils en la matière, de l'avancement des réformes nationales pour ce qui est des aspects relatifs à l'aide extérieure, et de la définition et de l'évaluation des grands programmes de coopération pour le développement. Parallèlement, le ministère du Commerce (auparavant responsable de la majeure partie de la gestion et des opérations relatives à l'aide extérieure) est désormais chargé de la gestion de l'aide bilatérale ; le ministère des Affaires étrangères, des questions relatives aux Objectifs de développement durable et de la coordination avec les autres ministères ; et le ministère des Finances, de la gestion de la coopération avec les banques multilatérales de développement et les banques régionales.

La Chine fournit de la coopération pour le développement aux pays en développement depuis 1949. Avant le présent dispositif, la coopération extérieure chinoise pour

le développement était régie par les *Huit principes pour l'aide économique et l'assistance technique aux autres pays*, annoncés par le Premier ministre Zhou Enlai en 1964. Lancée en 2013, l'initiative des Nouvelles routes de la soie (« Belt and Road Initiative », BRI) constitue désormais un pilier central de la stratégie chinoise de coopération pour le développement. Elle vise à renforcer la connectivité à travers des investissements qui mettent principalement l'accent sur la fourniture d'infrastructures (biens matériels et financements).

## Estimations de la coopération internationale pour le développement

Selon les estimations de l'OCDE, en 2018, la coopération internationale pour le développement dispensée par la Chine a atteint 4.4 milliards USD, en baisse par rapport au montant de 4.8 milliards USD enregistré en 2017. Les contributions de la Chine aux organisations multilatérales se sont élevées à 1.4 milliard USD et ont emprunté principalement le canal de banques régionales de développement (74 %) – en particulier la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures – et du système des Nations Unies (26 %).

## PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/dev-coop-china>

# Colombie

## Introduction

La Colombie est à la fois un bénéficiaire de l'aide publique au développement (APD) et un fournisseur de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Sa stratégie est guidée par le souci de l'efficacité de la coopération, des résultats, de l'alignement sur les priorités nationales de développement et les besoins fondamentaux, de la diversification des modalités, du renforcement des capacités nationales et locales, de la durabilité et d'une transparence accrue. La Colombie privilégie la coopération avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et passe également par des mécanismes plurilatéraux tels que l'Alliance du Pacifique, le Projet Mésoamérique ou l'Association des États de la Caraïbe. À l'échelle mondiale, le gouvernement colombien est déterminé à faire de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire une des principales modalités permettant de faciliter la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, conformément aux résultats de la Deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (BAPA+40).

Les principaux acteurs du système de coopération pour le développement en Colombie sont le ministère des Affaires étrangères, l'Agence présidentielle pour la coopération internationale (APC-Colombia) et le Département de la planification nationale. Si le ministère des Affaires étrangères formule et oriente les politiques étrangères dans la mesure où elles ont trait à la coopération internationale, et entretient des relations politiques avec tous les partenaires au développement de la Colombie, APC-Colombia est l'entité technique chargée du suivi de la coopération non remboursable.

## Estimations de la coopération internationale pour le développement

Selon les estimations de l'OCDE, la coopération internationale multilatérale de la Colombie à l'appui du développement a atteint 155.6 millions USD en 2018, en baisse par rapport à 2017, où elle se chiffrait à 183.6 millions USD. Ces données comprennent les contributions hors budget central aux entités des Nations Unies, telles que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ou l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ainsi que les contributions au budget central de la Banque de développement d'Amérique latine (CAF), qui, d'après la méthodologie de l'OCDE, peuvent être comptabilisées comme de la coopération à l'appui du développement<sup>2</sup>. Les estimations relatives à la coopération bilatérale dispensée par la Colombie n'étaient pas disponibles pour 2018. Depuis 2015, la Colombie développe un modèle de quantification et de mesure de la valeur ajoutée. Au-delà de la quantification des coûts directs (financiers), ce modèle se concentre sur l'évaluation des connaissances fournies durant un échange (coûts indirects).

## PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/dev-coop-colombia>

- 
2. En 2018, la Colombie a alloué 61 millions USD à l'OIM, 47.1 millions USD à l'ONUDC et 37.3 millions USD à la CAF. Les contributions au budget central de l'ONUDC, de l'OIM et de la CAF se voient appliquer un coefficient de 100 %. Données du DAES des Nations Unies.

# Costa Rica

## Introduction

Le Costa Rica joue un double rôle dans le domaine de la coopération pour le développement, étant à la fois un fournisseur et un bénéficiaire de cette coopération, et le ministère des Affaires étrangères coordonne à la fois les apports entrants et sortants du pays. La coopération costaricienne pour le développement est dispensée exclusivement sous la forme de coopération technique, à travers des initiatives bilatérales et régionales de coopération triangulaire ou de coopération Sud-Sud. Ainsi, l'Espagne a mis en place un fonds spécial pour soutenir le Costa Rica dans l'exécution de ses projets de coopération triangulaire avec d'autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes (ex. : El Salvador, Guatemala et Honduras) dans des domaines tels que le développement durable, la cohésion sociale, la compétitivité et la production, ainsi que la démocratie participative. Le Costa Rica participe également à des projets du Fonds régional allemand pour la promotion de la coopération triangulaire en Amérique latine et dans les Caraïbes. De plus, le pays est intéressé par le déploiement d'initiatives de coopération décentralisées, en droite ligne des Objectifs de développement durable.

## Estimations de la coopération internationale pour le développement

En 2019, le Costa Rica a indiqué avoir acheminé des apports en nature (non financiers) représentant plus de 6.2 millions USD au titre de la coopération triangulaire, de la coopération Sud-Sud et de la coopération bilatérale et multilatérale. Ce chiffre représente une hausse considérable par rapport aux apports de 2018, qui s'étaient chiffrés à 4.5 millions USD.

Selon les estimations de l'OCDE, la coopération internationale du Costa Rica à l'appui du développement a atteint 2.92 millions USD en 2018, en baisse par rapport au montant de 8 millions USD enregistré en 2017. Les contributions du Costa Rica aux organisations multilatérales se sont élevées à 2.14 millions USD et ont été acheminées par l'intermédiaire du système des Nations Unies<sup>3</sup>.

## PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/dev-coop-costa-rica>

3. Pour le Costa Rica, ces contributions à des organisations internationales ne s'assimilent pas à de la coopération pour le développement. D'après la méthodologie du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, seront considérées comme coopération pour le développement les contributions destinées à des organisations dont le mandat est d'œuvrer au développement, ou bien la proportion des activités ciblant le développement pour les organisations qui ne travaillent pas exclusivement à promouvoir le développement.

# Inde

## Introduction

La politique de l'Inde en matière de coopération internationale pour le développement est intégrée à la priorité nationale visant à favoriser un développement socio-économique soutenu, rapide et inclusif. En ce qui concerne la coopération pour le développement, l'Inde met l'accent sur la recherche d'un bénéfice mutuel et combine divers instruments d'investissement, d'échanges et de développement dans ses activités de coopération avec les pays en développement.

L'Administration chargée du partenariat pour le développement (Development Partnership Administration, DPA), au sein du ministère des Affaires étrangères, coordonne les efforts de l'Inde en matière de coopération bilatérale pour le développement et gère les dons et les activités de coopération technique et économique. Le ministère des Finances assure la gestion de l'aide multilatérale et exerce un contrôle administratif sur les lignes de crédit et les prêts concessionnels accordés par la Banque indienne d'importation et d'exportation.

Si l'Inde dirige en priorité son aide au développement vers des pays situés dans son voisinage immédiat et en Afrique, elle étend également, depuis quelques années, ses activités de coopération pour le développement à des pays d'Asie et du Pacifique et des pays d'Amérique latine et des

Caraïbes. Les principaux secteurs ciblés par le programme indien de coopération pour le développement sont le développement des infrastructures, la santé, l'éducation, l'énergie, l'agriculture, le renforcement des capacités et le développement local.

Le pays participe également à la coopération triangulaire et a dans ce cadre noué des partenariats avec plusieurs organisations internationales et avec des membres du Comité d'aide au développement, tels les États-Unis, le Japon, la Norvège et le Royaume-Uni.

## Estimations de la coopération internationale pour le développement

En 2018, la coopération internationale de l'Inde à l'appui du développement a atteint 1.3 milliard USD, en baisse par rapport au montant de 3 milliards USD enregistré en 2017 (estimations de l'OCDE). Les contributions de l'Inde aux organisations multilatérales se sont élevées à 367.9 millions USD et ont emprunté essentiellement le canal de banques régionales de développement (79 %) – principalement la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), ainsi que ceux du système des Nations Unies (13 %) et du Groupe de la Banque mondiale (6 %).

## PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/dev-coop-india>



# Indonésie

## Introduction

Le Plan national de développement à moyen terme 2020-24 de l'Indonésie met fortement l'accent sur la coopération internationale pour le développement. Quatre stratégies sont envisagées pour renforcer la coopération indonésienne pour le développement : 1) accroître les sources et mécanismes nouveaux de financement ; 2) créer un environnement favorable de nature à promouvoir l'engagement du secteur privé dans la coopération pour le développement ; 3) renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire afin de favoriser les échanges et l'investissement ; et 4) renforcer les institutions d'aide et de coopération internationale pour le développement.

En 2019, l'Indonésie a annoncé la création d'une agence de coopération internationale pour le développement (Indonesia AID), Le mandat de cette nouvelle agence ainsi que les relations qu'elle entretiendra avec les autres ministères et organismes indonésiens doivent encore être annoncés. À ce jour, c'est l'équipe de coordination nationale pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, composée du ministère des Affaires étrangères, du ministère de la Planification du développement national/BAPPENAS, du ministère des Finances et du Secrétariat d'État (SetNeg), qui est responsable de l'élaboration des politiques publiques et facilite la mise en œuvre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. D'autres ministères sectoriels mettent en œuvre des activités de coopération pour le développement sous la supervision de cette équipe.

L'Indonésie met également en œuvre des activités de coopération triangulaire avec des donateurs bilatéraux (dont plusieurs membres du Comité d'aide au développement), des agences des Nations Unies et des banques multilatérales de développement, afin de fournir une assistance technique aux pays en

développement et d'opérer un transfert de connaissances vers eux, à leur demande.

## Estimations de la coopération internationale pour le développement

L'Indonésie estime que sur la période 2016-18, ses financements affectés à la coopération pour le développement ont atteint 763.02 millions USD. Ces financements ont été acheminés sous la forme de dotations au capital d'organisations multilatérales (79 %), principalement la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), la Banque islamique de développement, la Société islamique pour le développement du secteur privé, le Fonds international de développement agricole et l'Association internationale de développement. C'est la BAII qui a reçu la plus grande part (91.43 %) des contributions indonésiennes destinées aux organisations multilatérales. Les 21 % restants ont été acheminés au titre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

Selon les estimations de l'OCDE, la coopération internationale de l'Indonésie à l'appui du développement s'est chiffrée à 139 millions USD en 2018, ce qui représente une baisse par rapport au montant de 144 millions USD enregistré en 2016. Ces données tiennent compte des informations communiquées par l'Indonésie à l'OCDE au titre de l'exercice pilote d'application de la mesure du Soutien public total au développement durable (TOSSD). Les contributions de l'Indonésie aux organisations multilatérales se sont élevées à 132.1 millions USD et ont emprunté principalement le canal de la BAII (87 %) ainsi que celui du système des Nations Unies (13 %).

## PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/dev-coop-indonesia>

# Mexique

## Introduction

La coopération pour le développement dispensée par le Mexique contribue à la systématisation des pratiques de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, et à l'adaptation aux spécificités du Sud des principes d'efficacité du développement convenus à l'échelle internationale. Forte d'une vision globale dont le point d'ancrage est le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la coopération mexicaine pour le développement se déploie sur toute l'Amérique latine, dans des secteurs tels que le commerce, l'eau, l'agriculture, l'environnement et le changement climatique.

Le ministère des Affaires étrangères assume la responsabilité générale de la coopération mexicaine pour le développement, dont la coordination est assurée par l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID) et la mise en œuvre, par un vaste éventail d'organismes publics. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire figurent parmi les principaux canaux d'acheminement de la coopération mexicaine, l'accent étant mis sur la création d'un impact et sur le renforcement des partenariats multipartites (par exemple avec la société civile, le secteur privé, le monde universitaire, des administrations locales ou des organisations internationales). Le Mexique est un membre fondateur du groupe central de l'Initiative du Partenariat mondial pour une coopération triangulaire efficace et partage ses bonnes pratiques avec ses partenaires.

## Estimations de la coopération internationale pour le développement

Le Mexique rend compte de ses activités de coopération pour le développement suivant une méthodologie qui lui est propre,

qui prend en compte les caractéristiques spécifiques de la coopération Sud-Sud. Selon cette méthodologie permettant de chiffrer la coopération Sud-Sud, la coopération mexicaine pour le développement s'est montée à 317.6 millions USD en 2017, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport à 2016 (287.9 millions USD). Cette mesure comprend : les activités de coopération acheminées par l'intermédiaire d'institutions multilatérales (279.8 millions USD), les bourses d'études (21.6 millions USD), la coopération technique et scientifique (14.5 millions USD), l'aide humanitaire (1.4 million USD) et la coopération financière (0.4 million USD).

Selon les estimations de l'OCDE, se fondant sur la méthodologie du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE<sup>4</sup>, la coopération multilatérale du Mexique à l'appui du développement a atteint 57.6 millions USD en 2018, en baisse par rapport à 2017, où la coopération bilatérale et multilatérale se chiffrait à 340 millions USD. Les chiffres relatifs à la coopération bilatérale déployée par le Mexique en 2018 n'étant pas disponibles à l'heure de la rédaction de ce profil, les estimations de l'OCDE se concentrent uniquement sur les contributions du Mexique aux organisations multilatérales, lesquelles ont été essentiellement acheminées par l'intermédiaire du système des Nations Unies (88 %) et du Groupe de la Banque mondiale (12 %).

## PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/dev-coop-mexico>

4. Sont considérées comme coopération pour le développement les contributions destinées à des organisations dont le mandat est d'œuvrer au développement, ou bien la proportion des activités ciblant le développement pour les organisations qui ne travaillent pas exclusivement à promouvoir le développement.

# Qatar

## Introduction

Le programme du Qatar en matière de coopération pour le développement est en étroite adéquation avec sa Vision nationale 2030, qui appelle le pays à jouer un rôle de premier plan dans la coopération internationale pour le développement.

Le Département de la coopération internationale du ministère des Affaires étrangères élabore et gère la politique et la programmation du Qatar en matière d'aide au développement et d'aide humanitaire, et supervise le Fonds de développement du Qatar (ci-après, le « Fonds du Qatar »).

Le Fonds du Qatar est une entité publique créée en 2002, qui exécute le programme qatari de développement international et d'aide extérieure, principalement en accordant des prêts concessionnels, mais aussi selon d'autres modalités. La fourniture de services de santé, l'appui aux systèmes éducatifs, l'élimination de la pauvreté et la mobilisation d'une aide humanitaire vitale, rapide et efficace, font partie de ses activités principales.

D'un point de vue géographique, les interventions du Fonds du Qatar en 2019 ont concerné le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (78.6 %), l'Afrique subsaharienne (5.9 %),

l'Asie (1.8 %), l'Amérique et l'Océanie (3.8 %) et l'Europe (0.5 %). Le Fonds a également apporté une aide à des organismes multilatéraux et internationaux (9.4 %).

## Estimations de la coopération internationale pour le développement

Selon le Fonds du Qatar, les apports du Qatar au titre de la coopération internationale pour le développement sont passés de 269 millions USD en 2015 à 577 millions USD en 2019. Pour la période comprise entre 2016 et 2019, les contributions du Qatar aux organisations multilatérales ont totalisé 119 millions USD.

Selon les estimations de l'OCDE, la coopération internationale du Qatar à l'appui du développement s'est chiffrée à 601 millions USD en 2018, en baisse par rapport au montant de 744 millions USD enregistré en 2017. Les contributions du Qatar aux organisations multilatérales se sont élevées à 157.5 millions USD et ont été acheminées essentiellement par l'intermédiaire du système des Nations Unies (88 %) et de banques régionales de développement (10 %).

## PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/dev-coop-qatar>

# Afrique du Sud

## Introduction

Le Plan stratégique révisé 2015-20 du ministère sud-africain des Relations internationales et de la Coopération (DIRCO) met l'accent sur la coopération avec « le continent africain » et sur « le renforcement des relations Sud-Sud ».

Dans le système sud-africain de gestion de la coopération pour le développement, le DIRCO est responsable de la définition des orientations stratégiques et de la politique étrangère, et d'autres ministères sectoriels sont associés à l'exécution des projets de coopération pour le développement. Le Trésor national exerce une fonction de coordination dans le cadre de la gestion des apports entrants d'aide publique au développement. Il est possible que les structures de la coopération pour le développement mises en place en Afrique du Sud changent selon l'évolution des plans visant à créer une agence dédiée.

D'un point de vue géographique, la coopération bilatérale de l'Afrique du Sud à l'appui du développement est axée sur les pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Les secteurs auxquels le pays destine en priorité ses apports bilatéraux de coopération pour le développement sont la paix, la sécurité, la reconstruction post-conflit,

l'intégration régionale, la gouvernance et l'aide humanitaire. La coopération bilatérale sud-africaine à l'appui du développement prend essentiellement la forme d'activités de coopération technique.

L'Afrique du Sud participe également à la coopération triangulaire et a dans ce cadre noué des partenariats avec plusieurs membres du Comité d'aide au développement (ex. Allemagne, Canada, Espagne, États-Unis, Irlande, Norvège et Suède) afin d'apporter un soutien à d'autres pays d'Afrique dans des domaines tels que la gouvernance, la sécurité publique et la reconstruction post-conflit.

## Estimations de la coopération internationale pour le développement

Selon les estimations de l'OCDE, la coopération internationale de l'Afrique du Sud à l'appui du développement a atteint 111 millions USD en 2018, contre 104 millions USD en 2017. Les contributions sud-africaines aux organisations multilatérales se sont montées à 74.7 millions USD et ont emprunté principalement le canal de l'Union africaine (41 %), du système des Nations Unies (20 %), de banques régionales de développement (30 %) et du Groupe de la Banque mondiale (6 %).

## PROFIL INTÉGRAL

<https://oe.cd/il/dev-coop-south-africa>

# Tableaux

**Tableau 1. Estimations des apports concessionnels bruts au titre de la coopération pour le développement, 2014-18**

Millions USD

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	Source
Brésil <sup>4</sup>	293	112	316	..	..	Institut de recherche économique appliquée (IPEA) et Agence brésilienne de coopération (ABC)
Chili	49	33	33	24	27	Ministère des Finances
Chine (République populaire de)	3 401	3 113	3 615	4 792	4 474	Annuaire des statistiques des finances publiques, ministère des Finances
Colombie <sup>4</sup>	45	42	..	198	..	Plans institutionnels stratégiques, Agence présidentielle pour la coopération internationale
Costa Rica <sup>1</sup>	24	10	9	8	3	Lois budgétaires annuelles, ministère des Finances
Inde <sup>2</sup>	1 398	1 772	1 695	2 394	1 280	Chiffres du budget annuel, ministère des Finances
Indonésie	56	..	144	223	139	Ministère de la Planification du développement national
Mexique <sup>4</sup>	169	207	220	340	..	Agence mexicaine pour la coopération internationale pour le développement (AMEXCID)
Qatar	..	..	337	744	601	Rapports sur l'aide extérieure, ministère des Affaires étrangères Rapports du Fonds de développement du Qatar
Afrique du Sud <sup>3</sup>	148	100	95	104	111	Estimations des dépenses publiques, Trésor national Rapports annuels Ministère des Relations internationales et de la Coopération

Note : 1. En ce qui concerne le Costa Rica, les chiffres relatifs à l'aide bilatérale émanent du MIDEPLAN et comprennent le coût des experts chargés de la mise en œuvre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en 2017 et 2018, à la fois pour la coopération fournie par le Costa Rica et pour celle qu'il a reçue ; 2. En ce qui concerne l'Inde, les chiffres correspondent aux exercices budgétaires. Par exemple, les données relatives à 2012 se rapportent à l'exercice 2012/13 ; 3. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, la moyenne des chiffres relatifs à 2017-18 et 2018-19 a été utilisée pour les trois derniers exercices ; 4. Aucun chiffre relatif aux activités bilatérales de coopération pour le développement menées en 2018 par le Brésil, la Colombie et le Mexique n'était disponible au moment où ces estimations ont été effectuées.







**Tableau 2. Estimation des contributions orientées vers le développement destinées aux organisations multilatérales ou acheminées par leur intermédiaire, 2018 (A continue)**

Nom du canal	Brésil		Chili		Chine		Colombie		Costa Rica		Inde		Indonésie		Mexique		Qatar		Afrique du Sud	
	Contributions au budget central	Contributions hors budget central	Contributions au budget central	Contributions hors budget central	Contributions au budget central	Contributions hors budget central	Contributions au budget central	Contributions hors budget central	Contributions au budget central	Contributions hors budget central	Contributions au budget central	Contributions hors budget central	Contributions au budget central	Contributions hors budget central	Contributions au budget central	Contributions hors budget central	Contributions au budget central	Contributions hors budget central	Contributions au budget central	Contributions hors budget central
Banques régionales de développement, total	9.1	-	-	-	1 017.9	7.0	37.3	0.9	-	-	293.0	0.5	114.3	-	-	-	16.0	-	-	22.6
<b>Groupe de la Banque mondiale</b> Banque mondiale	40.0	-	-	-	-	-	-	-	-	23.0	-	-	-	-	7.2	-	-	-	-	0.8
IDA Groupe de la Banque mondiale, total	40.0	-	-	-	-	-	-	-	-	23.0	-	-	-	-	7.2	-	-	-	-	4.8
Le Fonds mondial (100 %)	-	-	-	-	6.0	-	-	-	-	7.0	-	-	-	-	-	-	3.3	-	-	1.5
Union africaine (100 %)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30.6
<b>TOTAL ORGANISATIONS MULTILATÉRALES</b>	147.5	12.6	11.9	2.2	1 318.7	74.7	46.1	109.5	2.1	0.2	352.3	17.5	131.5	0.8	49.7	8.0	105.9	51.6	71.3	3.4

*Note* : 1. Les données se rapportent uniquement aux contributions liées au développement. Les coefficients définis par le Comité d'aide au développement (CAD) – lesquels correspondent à la part du budget central d'une organisation qui est affectée à la promotion du développement dans des pays en développement (chiffre entre parenthèses dans la première colonne) – sont appliqués aux contributions au budget central des organisations concernées. Enfin, les ressources locales, c'est-à-dire les fonds qu'un pays apporte par l'intermédiaire d'organisations multilatérales en les destinant à des programmes mis en place sur son propre territoire, ne sont pas prises en compte. 2. Les informations qui figurent dans ce tableau sont principalement tirées de données provenant du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), du site [www.aidflows.org](http://www.aidflows.org), des sites web des autres organisations multilatérales et de publications nationales des pays considérés. Comme les données sur les contributions aux organisations multilatérales ne sont pas toutes rendues publiques, les informations présentées peuvent ne pas être complètes.

## **FOURNISSEURS À VOCATION PHILANTHROPIQUE COMMUNIQUANT DES DONNÉES À L'OCDE**

Cette partie présente des informations sur le volume et les principales caractéristiques de la coopération pour le développement dispensée par 30 fournisseurs à vocation philanthropique qui communiquent régulièrement à l'OCDE des statistiques sur leurs apports de ressources à l'appui du développement au niveau des activités.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FONDATION ARCUS

### Introduction

La Fondation Arcus, créée en 2000 par Jon Stryker, est une organisation caritative dont les bureaux sont situés aux États-Unis et au Royaume-Uni.

### Financement

EN 2018



FINANCEMENT BILATÉRAL



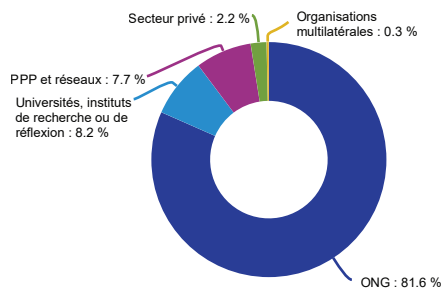
FINANCEMENT MULTILATÉRAL ESSENTIEL

**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

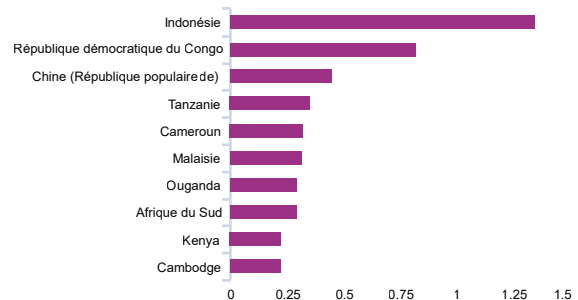
Fondation Arcus - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



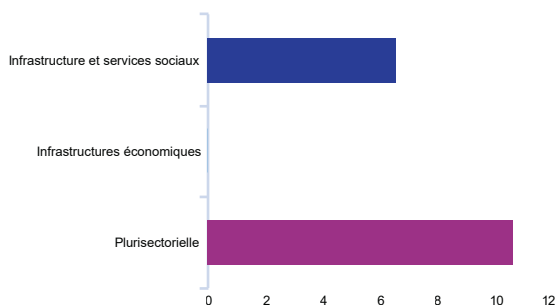
Fondation Arcus - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



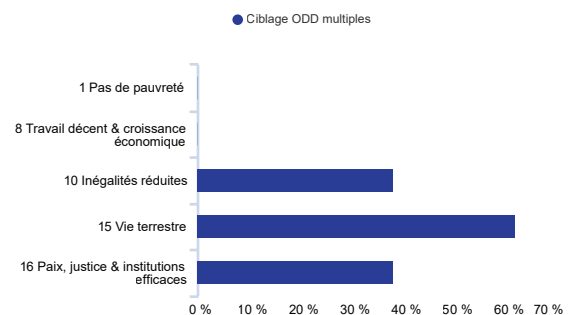
Fondation Arcus - APD bilatérale par secteur, 2018

Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation Arcus - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndarcus>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION MICROFINANCE BBVA

## Introduction

La Fondation Microfinance BBVA (BBVAMF) a été créée en 2007 par BBVA. Si la fondation est totalement indépendante du Groupe BBVA, elle bénéficie néanmoins de sa vaste expérience de professionnel de la banque. En plus de 12 années d'activité, la fondation a pu observer que la fourniture de produits et de services financiers adéquats aux entrepreneurs exclus et à faible revenu est cruciale pour générer un développement durable et atténuer la pauvreté.

## Financement

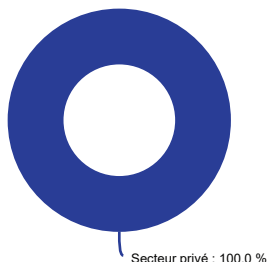
EN 2018



**0 %** au travers de dons  
**100 %** au travers d'investissements liés à des programmes

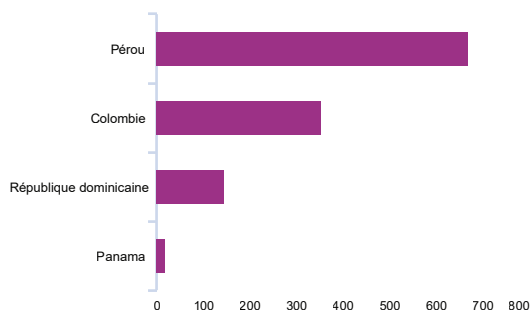
Fondation Microfinance BBVA - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



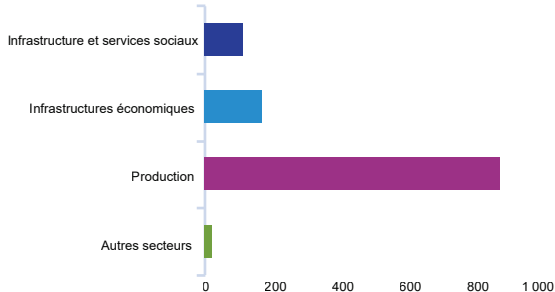
Fondation Microfinance BBVA - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



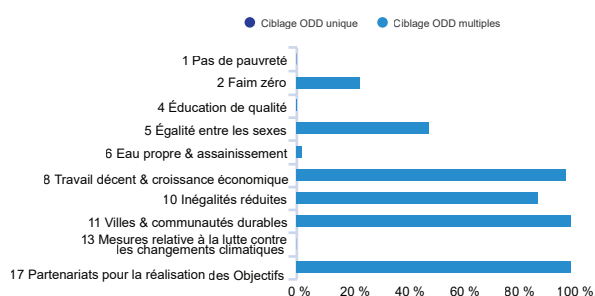
Fondation Microfinance BBVA - APD bilatérale par secteur, 2018

Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation Microfinance BBVA - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fbbvam>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

\* Financement privé net du développement : 118,2 millions de dollars.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION BERNARD VAN LEER

## Introduction

La Fondation Bernard van Leer est une fondation financièrement indépendante créée en 1949 et basée aux Pays-Bas. Ses ressources proviennent d'un legs de Bernard van Leer.

## Financement

EN 2018



FINANCEMENT BILATÉRAL

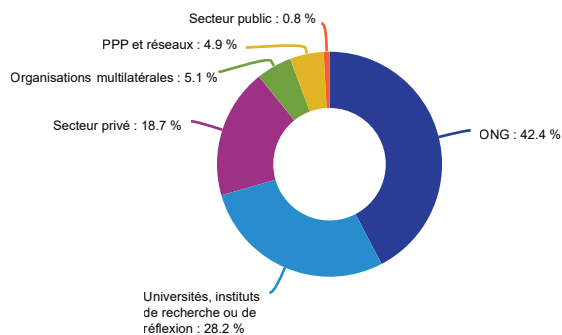


FINANCEMENT MULTILATÉRAL ÉSSentielle

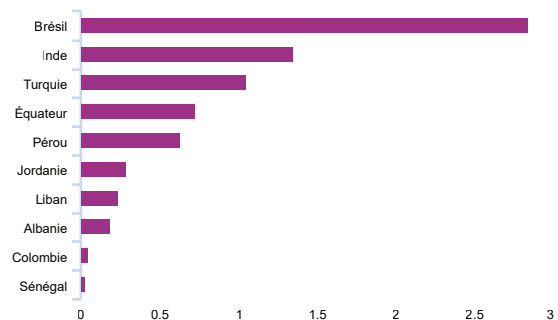
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

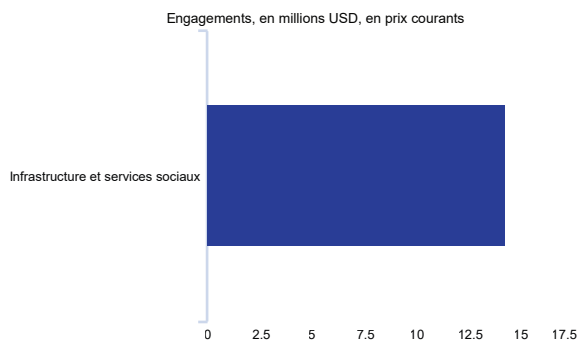
Fondation Bernard van Leer - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018  
Versements bruts, en pourcentage



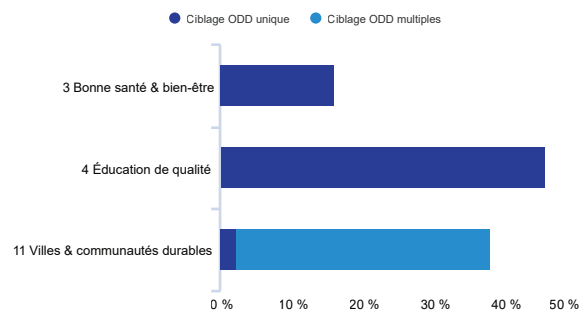
Fondation Bernard van Leer - Dix principaux bénéficiaires, 2018  
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation Bernard van Leer - APD bilatérale par secteur, 2018



Fondation Bernard van Leer - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018  
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndbvanleer>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION BILL & MELINDA GATES

## Introduction

La Fondation Bill & Melinda Gates est une fondation américaine créée par Bill et Melinda Gates en 2000. Depuis 2006, elle bénéficie également du soutien de Warren Buffet. Première fondation privée au monde, la Fondation Gates collabore avec les bénéficiaires de ses dons et des organisations partenaires dans le monde entier pour relever des défis pressants en matière de santé et de développement – des maladies infectieuses aux services financiers, en passant par le développement agricole – et ainsi apporter des bénéfices aux populations les plus pauvres de la planète.

## Financement

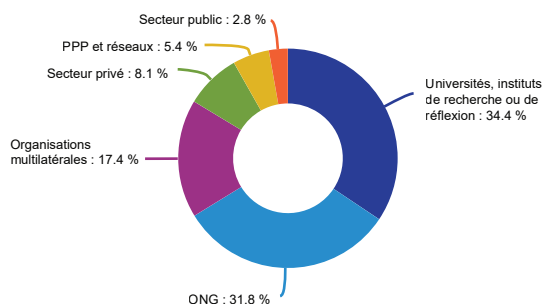
EN 2018



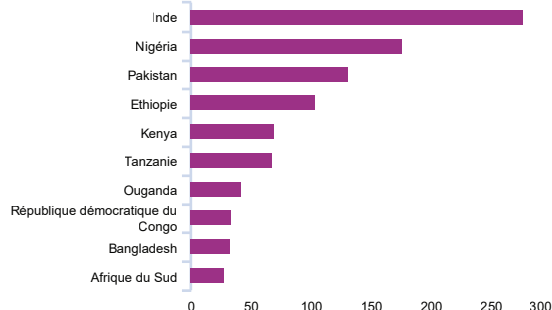
**99.8 %** au travers de dons

**0.2 %** au travers d'investissements liés à des programmes

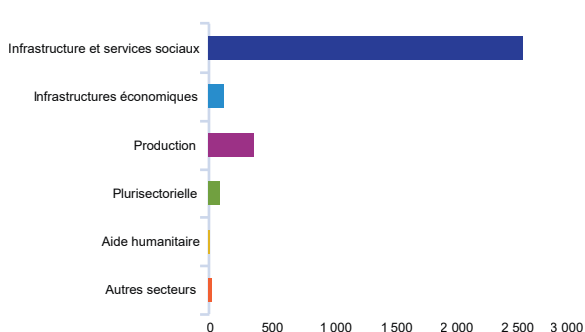
Fondation Bill et Melinda Gates - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018  
Versements bruts, en pourcentage



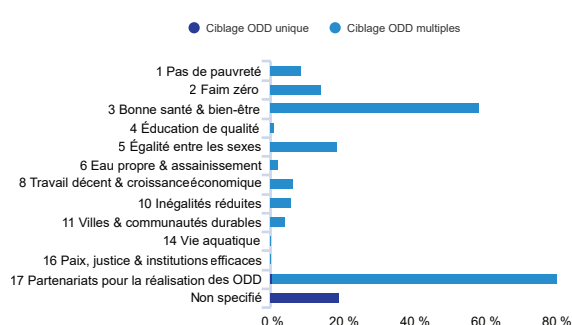
Fondation Bill et Melinda Gates - Dix principaux bénéficiaires, 2018  
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation Bill et Melinda Gates - APD bilatérale par secteur, 2018  
Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation Bill et Melinda Gates - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018  
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fbmg>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FONDATION C&A

### Introduction

La Fondation C&A est une fondation d'entreprise basée en Suisse, affiliée à l'enseigne mondiale C&A. Elle a été créée dans l'objectif de transformer en profondeur l'industrie du vêtement, en collaboration avec l'ensemble du secteur de la mode – des fabricants aux pouvoirs publics, en passant par les œuvres de bienfaisance locales et les grandes marques, C&A y compris.

En 2020, la Fondation C&A est officiellement devenue le programme axé sur la mode baptisé Fondation Laudes.

### Financement

EN 2018



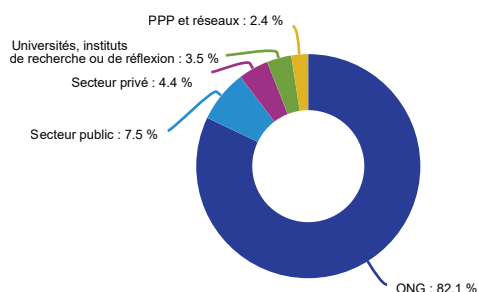
**100 %** au travers de dons



**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

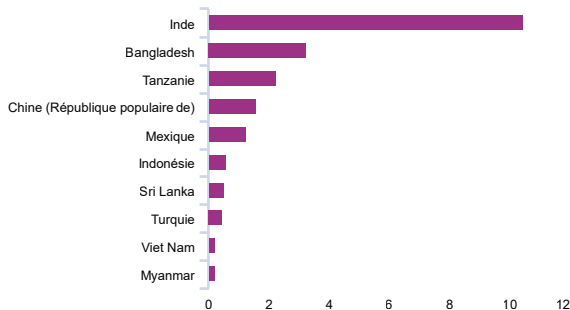
Fondation C&A - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



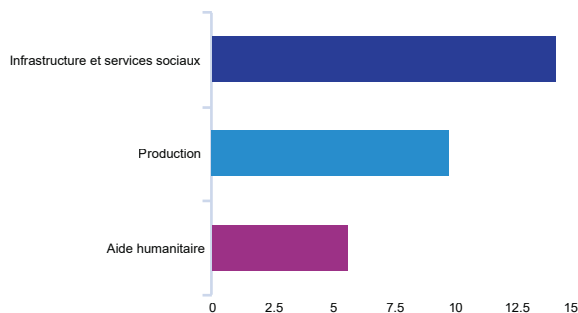
Fondation C&A - Dix principaux bénéficiaires, 2017

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation C&A - APD bilatérale par secteur, 2018

Engagements, en millions USD, en prix courants



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndcanda>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE CARNEGIE CORPORATION OF NEW YORK (FONDATION CARNEGIE)

## Introduction

La Carnegie Corporation of New York, ou Fondation Carnegie, est un fonds philanthropique ayant son siège social aux États-Unis, créé par Andrew Carnegie en 1911.

## Financement

EN 2018



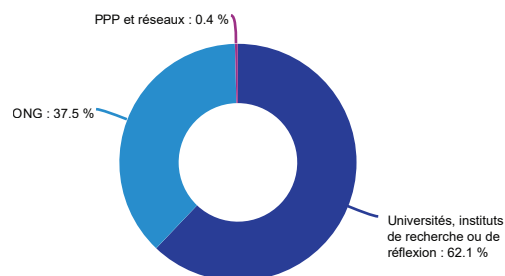
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes



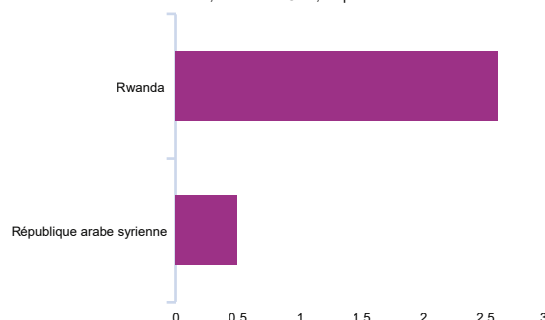
Carnegie Corporation of New York - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



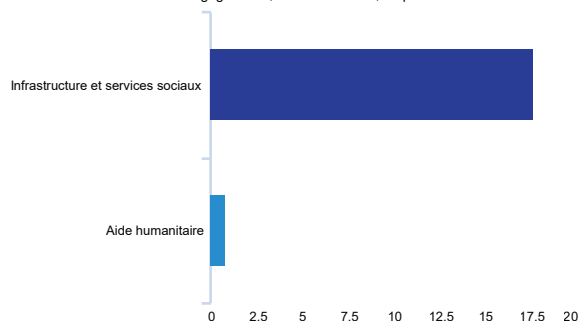
Carnegie Corporation of New York - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



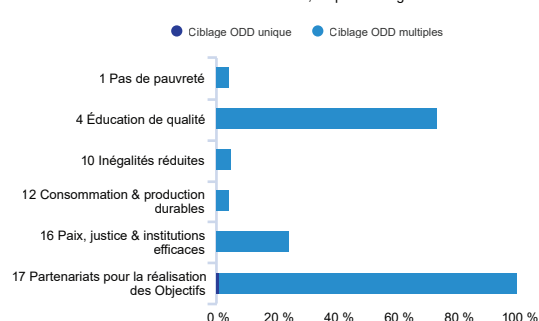
Carnegie Corporation of New York - APD bilatérale par secteur, 2018

Engagements, en millions USD, en prix courants



Carnegie Corporation of New York - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-corporcarnegie>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE CHARITY PROJECTS LTD (COMIC RELIEF)

## Introduction

Comic Relief (enregistré sous le nom de Charity Projects Ltd) est une organisation caritative britannique fondée en 1985. L'organisation est financée par deux collectes de fonds organisées tous les deux ans (Red Nose Day et Sport Relief), ainsi que par des dons réguliers et des partenariats. Afin d'éviter tout double comptage avec les fournisseurs d'aide publique au développement (APD) et d'autres fondations philanthropiques qui répondent aux appels aux dons lancés par Comic Relief, les dons versés par cette organisation qui sont financés sur des contributions de fournisseurs d'APD et de la Fondation Bill & Melinda Gates ne sont pas pris en compte dans les données de l'OCDE relatives à Comic Relief.

## Financement

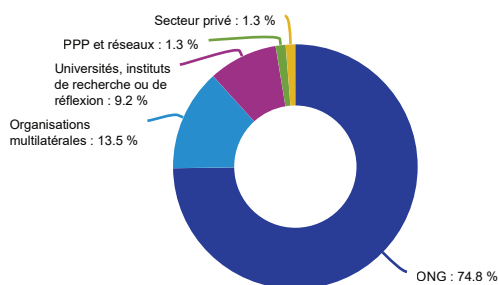
EN 2018



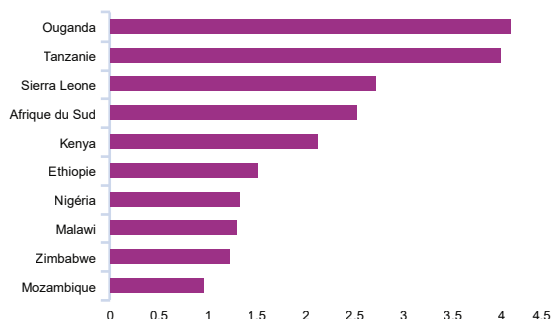
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

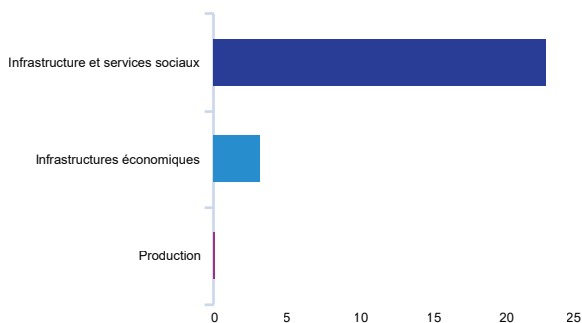
Charity Projects Ltd (Comic Relief) - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018  
Versements bruts, en pourcentage



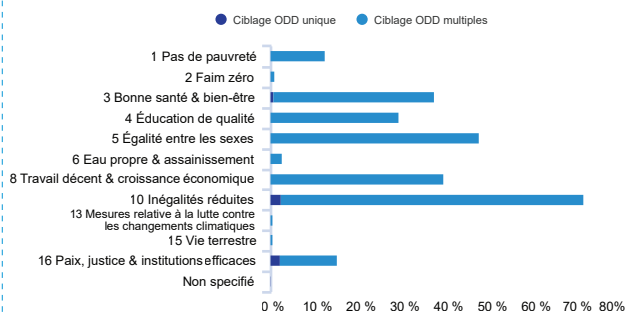
Charity Projects Ltd (Comic Relief) - Dix principaux bénéficiaires, 2018  
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Charity Projects Ltd (Comic Relief) - APD bilatérale par secteur, 2018  
Engagements, en millions USD, en prix courants



Charity Projects Ltd (Comic Relief) - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018  
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-charityprojects>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION DU FONDS D'INVESTISSEMENT POUR L'ENFANCE (CIFF)

## Introduction

La Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance (Children's Investment Fund Foundation, CIFF) est une organisation philanthropique indépendante, dont le siège social est situé à Londres et qui possède des bureaux à Nairobi et New Delhi. Elle a été créée en 2002 par Jamie Cooper-Hohn et Sir Chris Hohn. L'ambition qui est celle des deux cofondateurs est de donner une vie meilleure aux enfants qui vivent dans la pauvreté en élaborant des stratégies aux effets durables.

## Financement

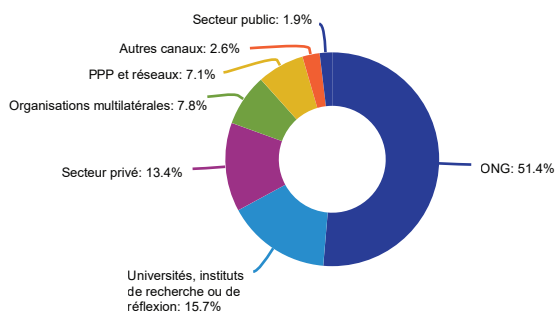
EN 2018



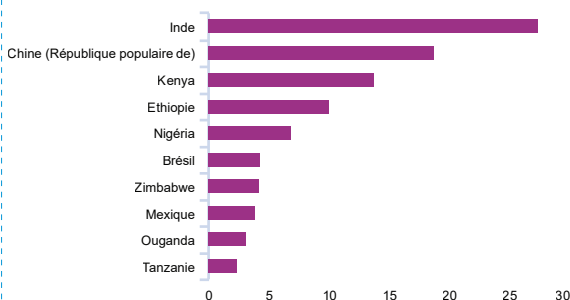
**98.8 %** au travers de dons

**1.2 %** au travers d'investissements liés à des programmes

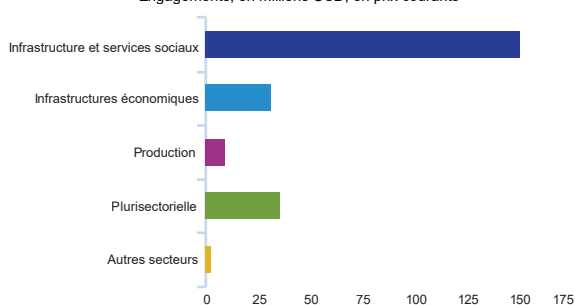
Children's Investment Fund Foundation - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018  
Versements bruts, en pourcentage



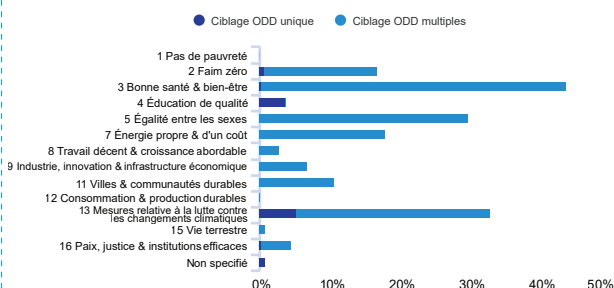
Children's Investment Fund Foundation - Dix principaux bénéficiaires, 2018  
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Children's Investment Fund Foundation - APD bilatérale par secteur, 2018  
Engagements, en millions USD, en prix courants



Children's Investment Fund Foundation - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018  
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-ciff>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FONDATION CITI

### Introduction

La Fondation Citi a été créée en 1998 par Citigroup. Elle collabore avec plus de 250 organisations communautaires dans plus de 80 pays et territoires pour relever les défis sociaux, économiques et environnementaux.

### Financement

EN 2018

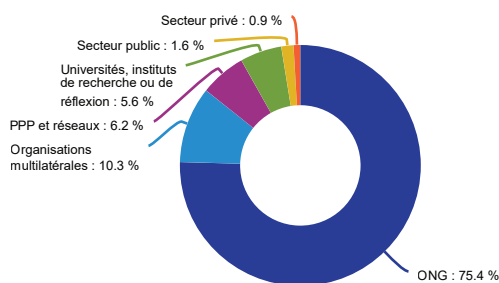


**100 %** au travers de dons

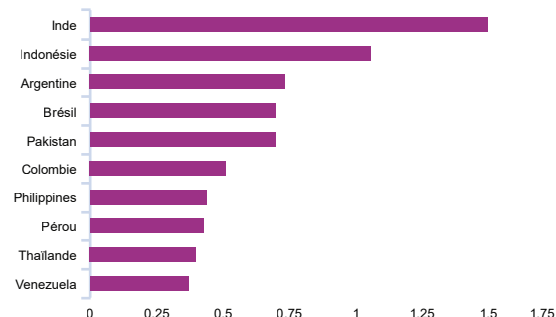


**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

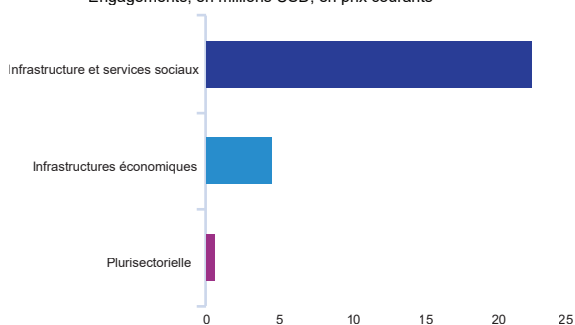
Fondation Citi - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018  
Versements bruts, en pourcentage



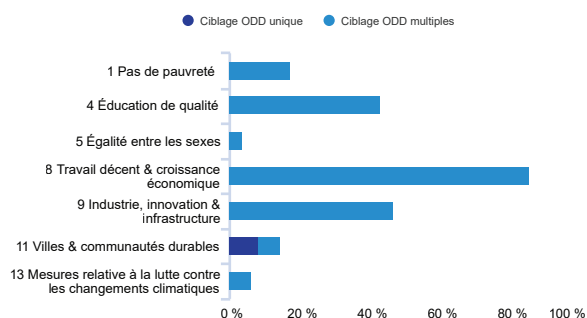
Fondation Citi - Dix principaux bénéficiaires, 2018  
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation Citi - APD bilatérale par secteur, 2018  
Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation Citi - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018  
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndciti>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION CONRAD N. HILTON

## Introduction

La Fondation Conrad N. Hilton, dont le siège social se trouve aux États-Unis, est une fondation familiale créée en 1944 par Conrad N. Hilton.

## Financement

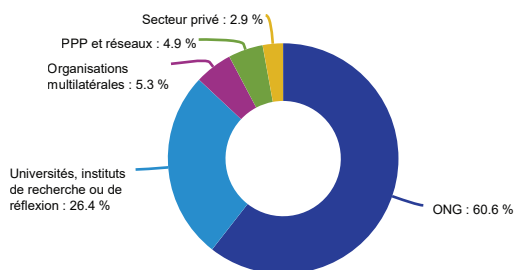
EN 2018



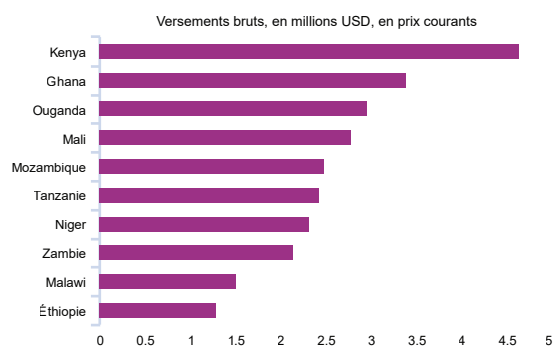
**99.5 %** au travers de dons

**0.5 %** au travers d'investissements liés à des programmes

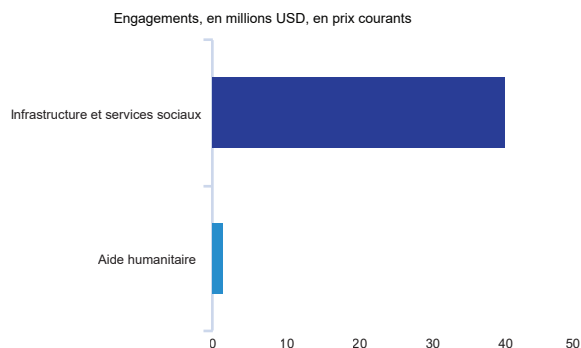
Fondation Conrad N. Hilton - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018  
Versements bruts, en pourcentage



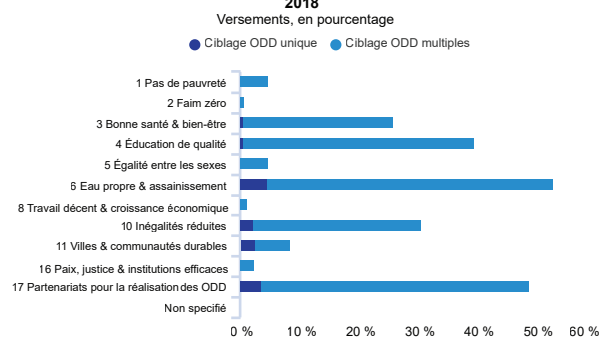
Fondation Conrad N. Hilton - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Fondation Conrad N. Hilton - APD bilatérale par secteur, 2018



Fondation Conrad N. Hilton - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndcnhilton>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION DAVID ET LUCILE PACKARD

## Introduction

La Fondation David et Lucile Packard, dont le siège social se trouve aux États-Unis, est une fondation familiale établie en 1964, incarnant les valeurs personnelles et la philosophie entrepreneuriale qui animent depuis longtemps Lucile et David Packard, lesquels ont contribué à la création de l'une des plus puissantes entreprises technologiques du monde.

## Financement

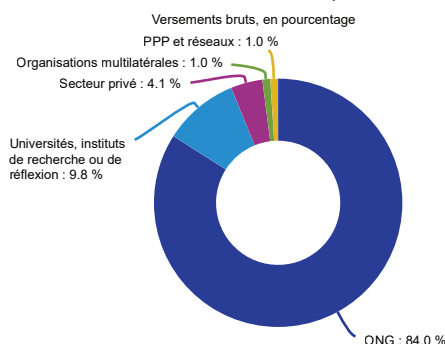
EN 2018



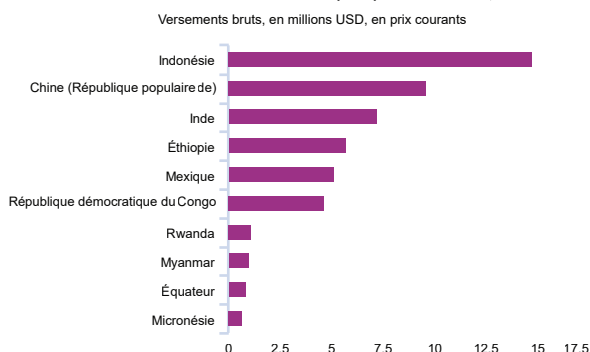
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

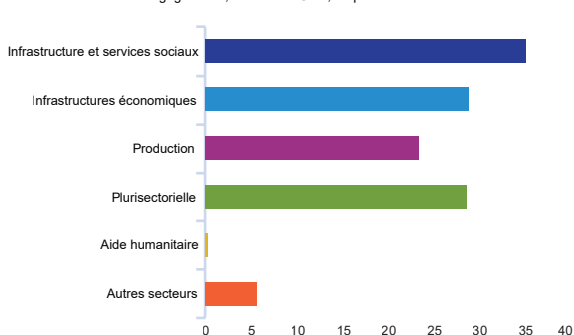
Fondation David et Lucile Packard - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018



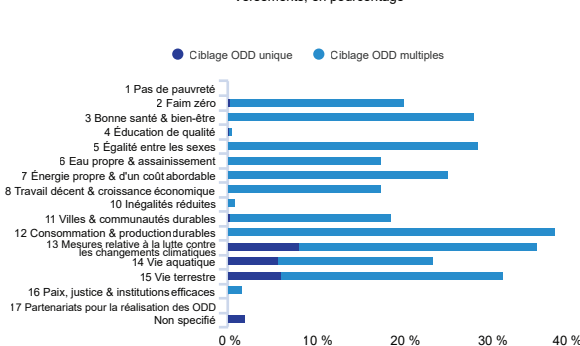
Fondation David et Lucile Packard - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Fondation David et Lucile Packard - APD bilatérale par secteur, 2018



Fondation David et Lucile Packard - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fnddlpackard>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION FORD

## Introduction

La Fondation Ford, dont le siège social se trouve aux États-Unis, est une fondation privée créée en 1936 par Edsel Ford, fils de Henry Ford, le fondateur de la compagnie automobile Ford. Leurs legs ont fait de cette fondation l'organisation philanthropique la plus importante au monde de l'époque. Guidée par une aspiration à la justice sociale partout dans le monde, la fondation s'attache à faire reculer la pauvreté et l'injustice, à renforcer les valeurs de la démocratie, à promouvoir la coopération internationale et à faire avancer les réussites humaines.

## Financement

EN 2018



FINANCEMENT BILATÉRAL

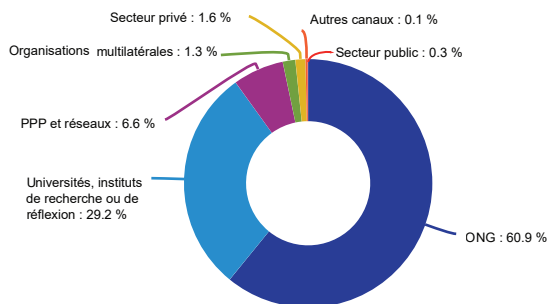


FINANCEMENT MULTILATÉRAL ÉSSentielle

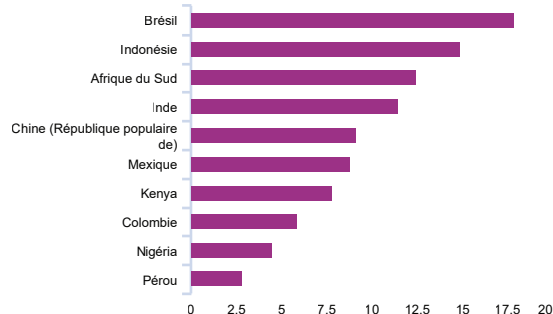
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

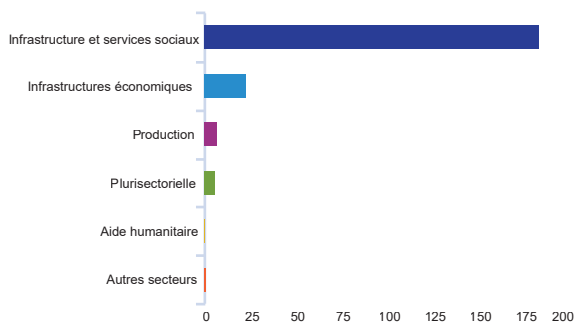
**Fondation Ford - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018**  
Versements bruts, en pourcentage



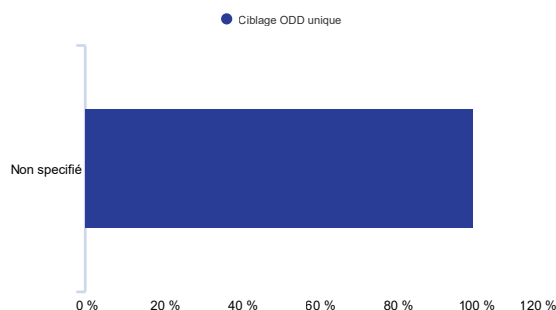
**Fondation Ford - Dix principaux bénéficiaires, 2018**  
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



**Fondation Ford - APD bilatérale par secteur, 2018**  
Engagements, en millions USD, en prix courants



**Fondation Ford - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018**  
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndford>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE GATSBY CHARITABLE FOUNDATION (FONDATION GATSBY)

## Introduction

La Gatsby Charitable Foundation (ou Fondation Gatsby), basée au Royaume-Uni, est une fiducie qui fournit des dons, créée en 1967 par David Sainsbury pour servir des objectifs caritatifs. L'organisation est l'une des fiducies caritatives mises en place par la famille Sainsbury.

## Financement

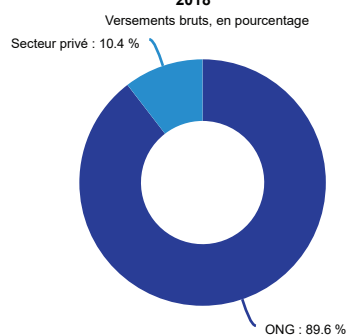
EN 2018



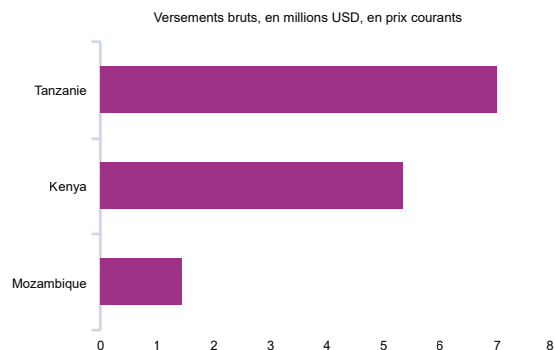
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

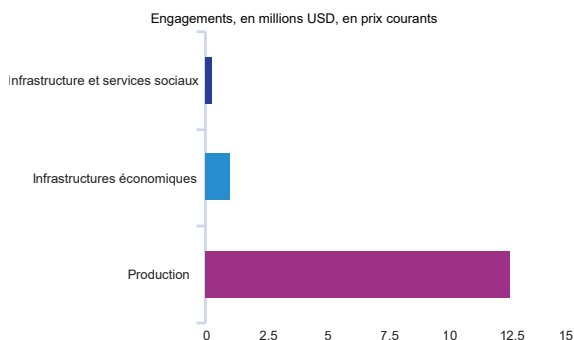
Gatsby Charitable Foundation - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018



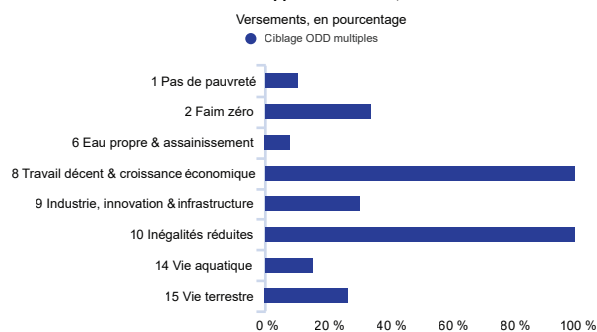
Gatsby Charitable Foundation - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Gatsby Charitable Foundation - APD bilatérale par secteur, 2018



Gatsby Charitable Foundation - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-gatsbyafrique>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION GORDON ET BETTY MOORE

## Introduction

La Fondation Gordon et Betty Moore, dont le siège social se trouve aux États-Unis, est une fondation créée en 2000 par Gordon E. Moore, cofondateur d'Intel, et sa femme Betty. Animée par la vision de ses fondateurs, la fondation s'est donnée pour mission d'améliorer la qualité de vie des générations futures par le biais de découvertes scientifiques, de la préservation de l'environnement et des soins aux patients.

## Financement

EN 2018

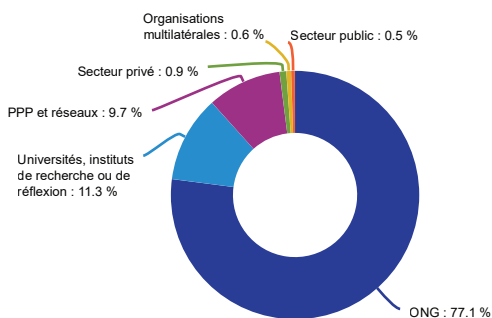


100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

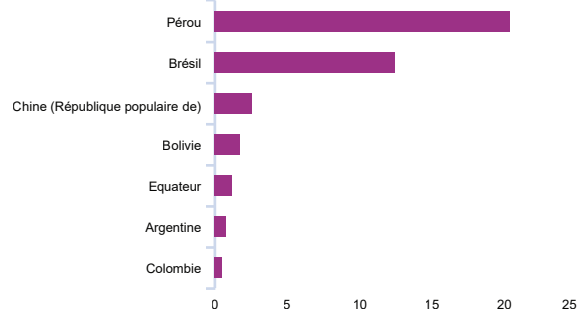


Fondation Gordon et Betty Moore - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018  
Versements bruts, en pourcentage

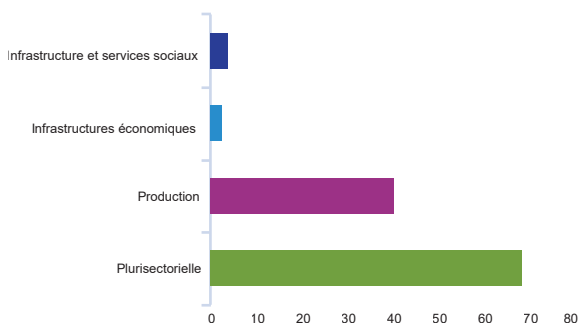


Fondation Gordon et Betty Moore - Dix principaux bénéficiaires, 2018

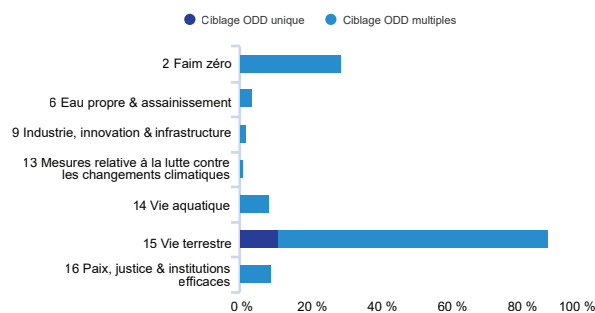
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation Gordon et Betty Moore - APD bilatérale par secteur, 2018  
Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation Gordon et Betty Moore - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018  
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndgbmoore>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE FOUNDATION

### Introduction

La Fondation Grameen Crédit Agricole est une fondation à but non lucratif créée en 2008 sous l'impulsion conjointe du Crédit Agricole et du Professeur Mohammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank et lauréat du Prix Nobel de la Paix en 2006.

### Financement

EN 2018

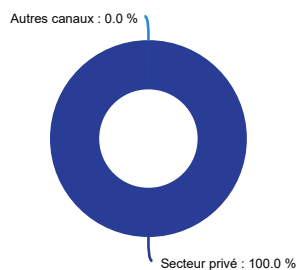


0 % au travers de dons

100 % au travers d'investissements liés à des programmes

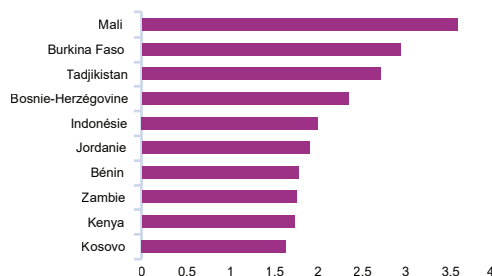
Fondation Grameen Crédit Agricole - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



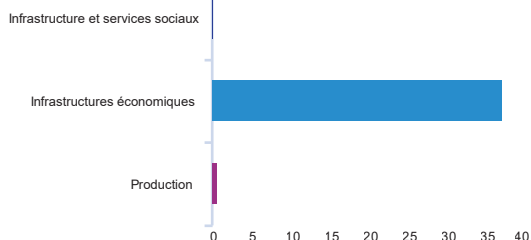
Fondation Grameen Crédit Agricole - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation Grameen Crédit Agricole - APD bilatérale par secteur, 2018

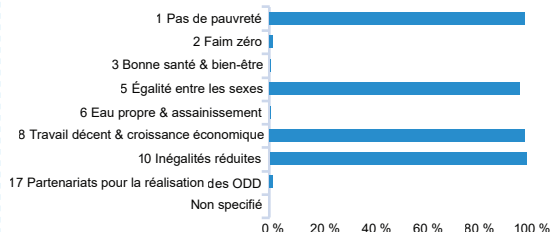
Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation Grameen Crédit Agricole - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018

Versements, en pourcentage

● Ciblage ODD unique ● Ciblage ODD multiples



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndgca>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

\* Net private development finance USD 8.8 million.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FONDATION H&M

### Introduction

La Fondation H&M, dont le siège social se trouve en Suède, est une fondation créée en 2013 par la famille de Stefan Persson, fondatrice et principale actionnaire du Groupe H&M.

### Financement

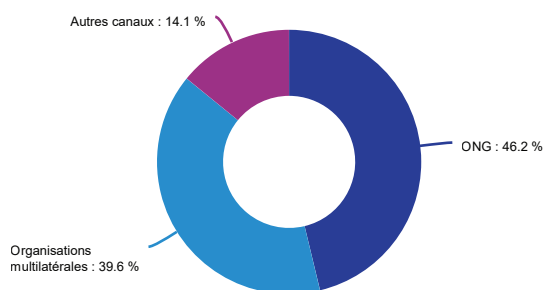
EN 2018



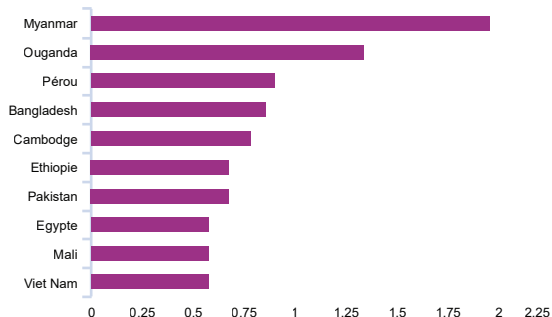
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

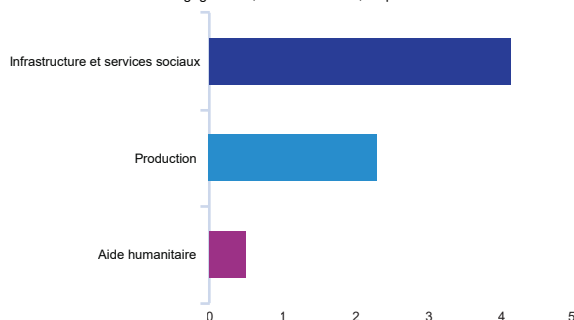
Fondation H&M - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018  
Versements bruts, en pourcentage



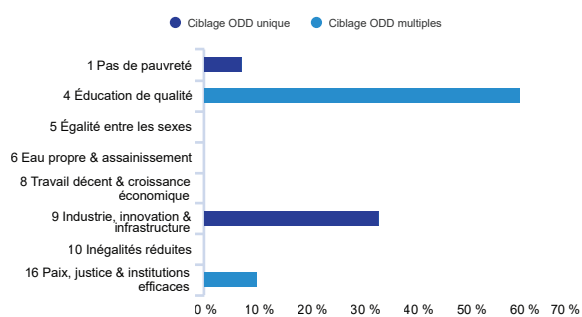
Fondation H&M - Dix principaux bénéficiaires, 2018  
Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation H&M - APD bilatérale par secteur, 2018  
Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation H&M - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018  
Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndhm>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FONDATION JOHN D. ET CATHERINE T. MACARTHUR

### Introduction

La Fondation John D. et Catherine T. MacArthur est une fondation indépendante dont le siège se trouve aux États-Unis et qui possède des bureaux en Inde, au Mexique et au Nigéria. Elle a été créée en 1978 par un legs de John D. MacArthur.

### Financement

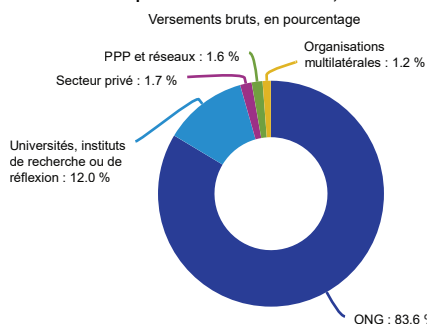
EN 2018



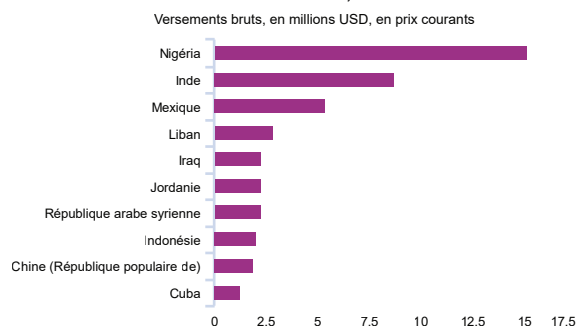
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

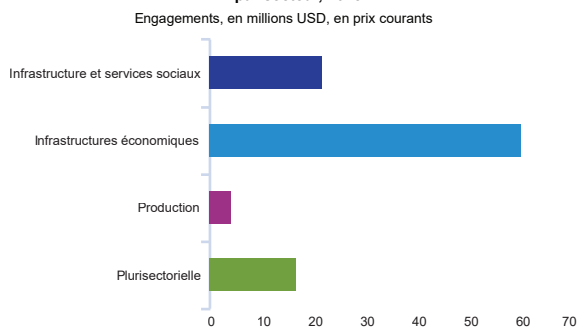
Fondation John D. et Catherine T. MacArthur - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018



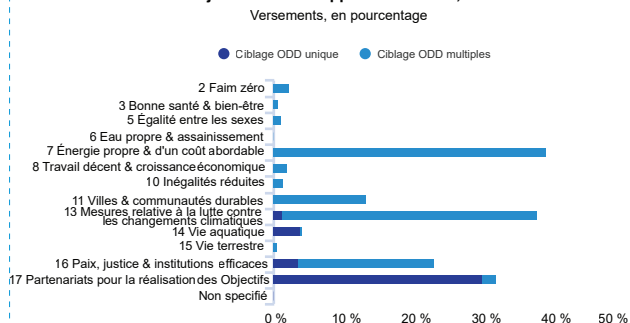
Fondation John D. et Catherine T. MacArthur - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Fondation John D. et Catherine T. MacArthur - APD bilatérale par secteur, 2018



Fondation John D. et Catherine T. MacArthur - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndjcmacarthur>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FONDATION LEGO

### Introduction

La Fondation LEGO est une fondation philanthropique danoise créée en 1986 par la Fondation Edith et Godtfred Kirk Christiansen. Elle poursuit la même mission globale que le Groupe LEGO, à savoir inspirer et faire s'épanouir les constructeurs de demain. La Fondation LEGO est guidée par la vision selon laquelle le jeu, intrinsèquement et en tant que moyen d'apprentissage, est essentiel pour autonomiser les enfants et leur permettre de devenir des apprenants créatifs et engagés, tout au long de leur vie.

### Financement

EN 2018



FINANCEMENT BILATÉRAL

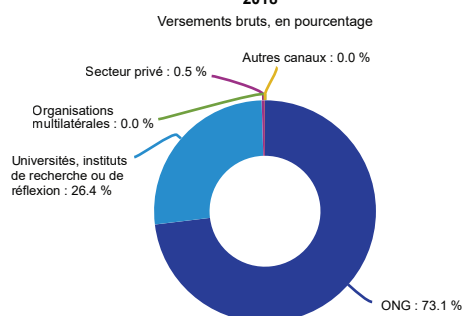


FINANCEMENT MULTILATÉRAL ÉSSentielle

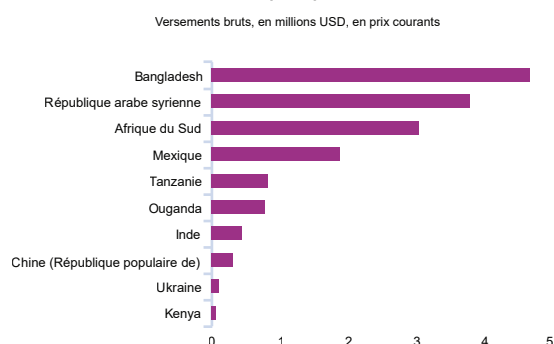
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

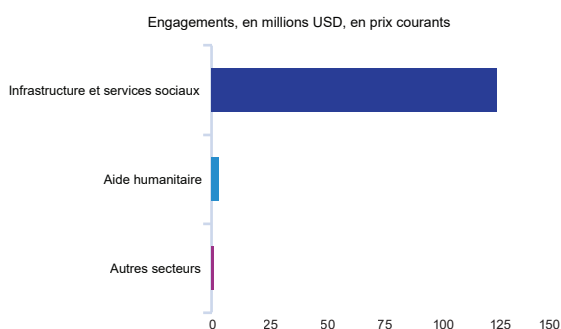
Fondation LEGO - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018



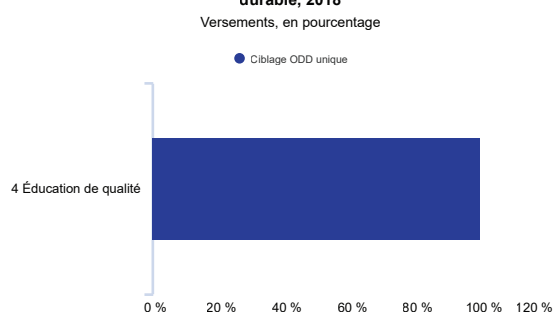
Fondation LEGO - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Fondation LEGO - APD bilatérale par secteur, 2018



Fondation LEGO - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndlego>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FONDATION MASTERCARD

### Introduction

La Fondation MasterCard est une fondation privée à vocation philanthropique créée en 2006, dont le siège social est établi au Canada. Son capital est constitué d'actions de MasterCard International. Elle fonctionne de façon indépendante sous la supervision de son propre conseil d'administration.

### Financement

EN 2018

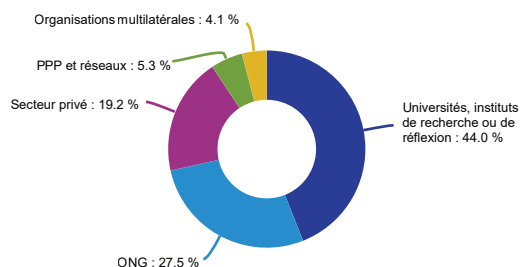


**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

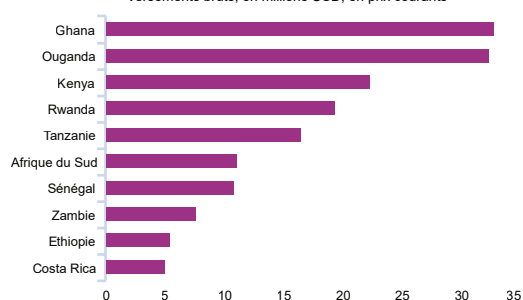
Fondation MasterCard - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



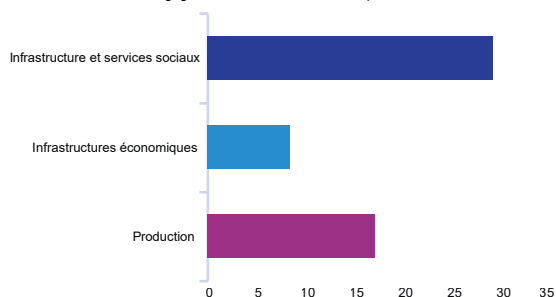
Fondation MasterCard - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



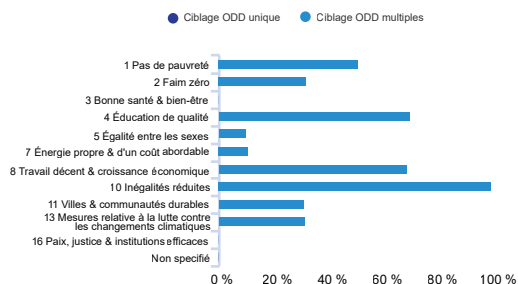
Fondation MasterCard - APD bilatérale par secteur, 2018

Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation MasterCard - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndmastercard>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FONDATION MAVA

### Introduction

MAVA, Fondation pour la nature (la Fondation MAVA) est une fondation basée en Suisse qui a été créée en 1994 par Luc Hoffmann. Née de la passion et du caractère visionnaire de son fondateur, un ardent défenseur de la protection des splendeurs de la nature sauvage de la planète, la Fondation MAVA s'emploie à préserver la biodiversité pour le bien des populations et de la nature, à travers le financement, la mobilisation et le renforcement de ses partenaires et de la communauté de la conservation.

### Financement

EN 2018

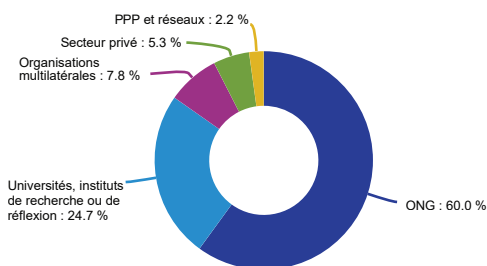


100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

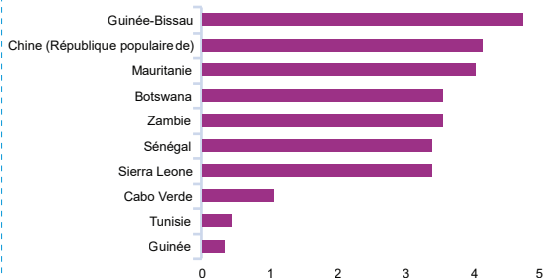
MAVA, Fondation pour la nature - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



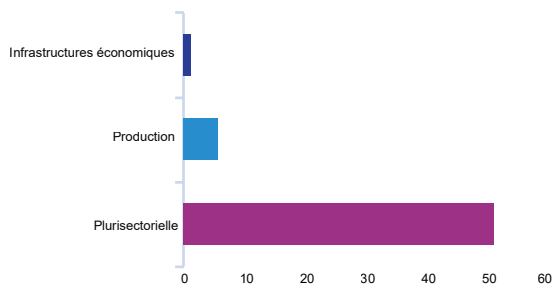
MAVA, Fondation pour la nature - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



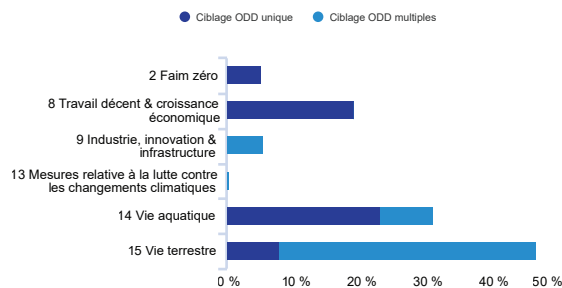
MAVA, Fondation pour la nature - APD bilatérale par secteur, 2018

Engagements, en millions USD, en prix courants



MAVA, Fondation pour la nature - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndmava>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FONDATION MCKNIGHT

### Introduction

La Fondation McKnight est une fondation familiale créée en 1953 par William L. McKnight et son épouse, Maude L. McKnight, dans le Minnesota. Ses programmes portent sur le développement économique régional et le développement local, le climat et l'énergie, les arts, la recherche internationale agronomique et les moyens de subsistance en milieu rural.

### Financement

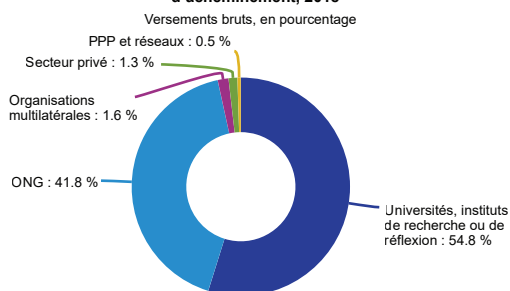
EN 2018



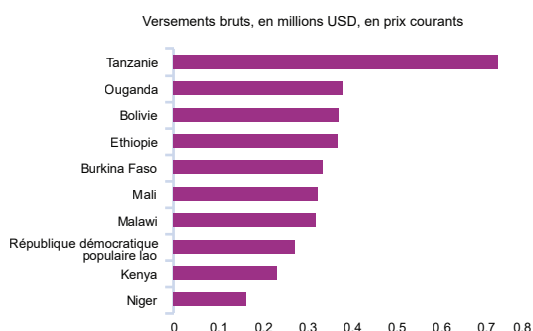
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

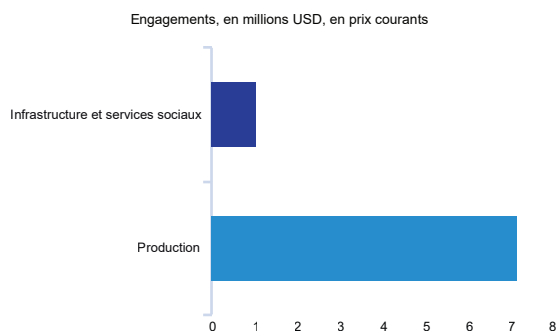
Fondation McKnight - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018



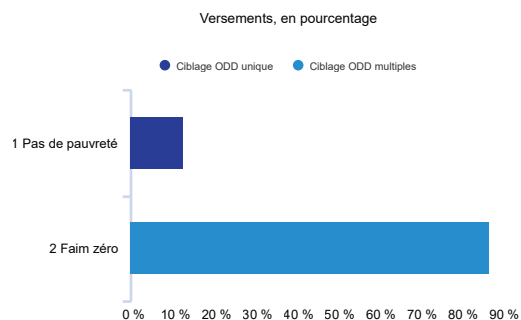
Fondation McKnight - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Fondation McKnight - APD bilatérale par secteur, 2018



Fondation McKnight - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndmcknight>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FONDATION METLIFE

### Introduction

Basée aux États-Unis, la Fondation MetLife est une fondation d'entreprise créée en 1976 et affiliée à l'assureur MetLife.

### Financement

EN 2018

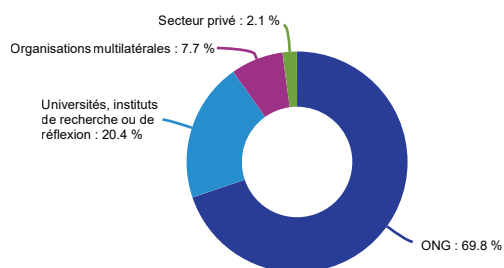


**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

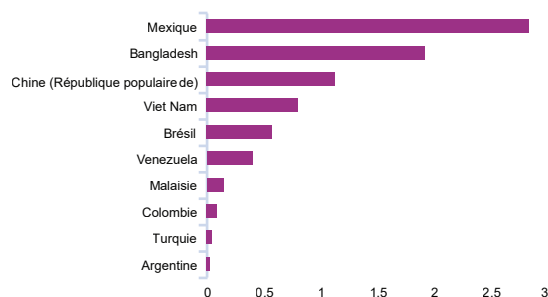
Fondation MetLife - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



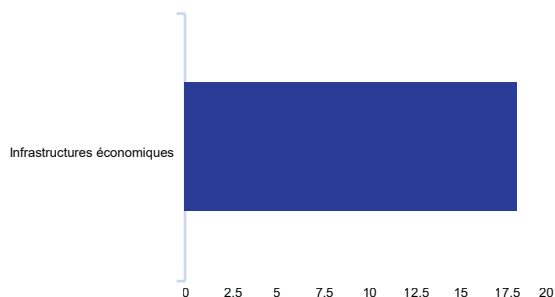
Fondation MetLife - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



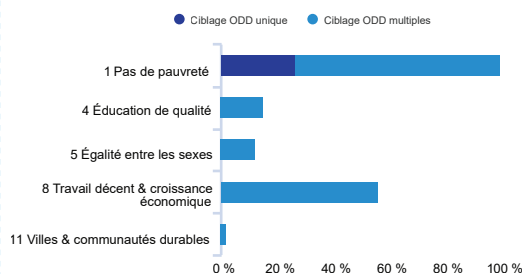
Fondation MetLife - APD bilatérale par secteur, 2018

Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation MetLife - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndmetlife>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION MICHAEL & SUSAN DELL

## Introduction

La Fondation Michael & Susan Dell est une fondation familiale créée en 1999 par le couple. Elle est basée à Austin, au Texas (États-Unis), et possède des bureaux en Afrique du Sud et en Inde.

## Financement

EN 2018

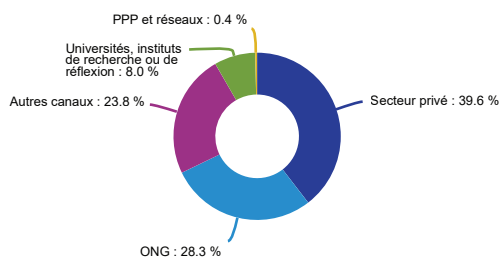


**61.9 %** au travers de dons

**38.1 %** au travers d'investissements liés à des programmes

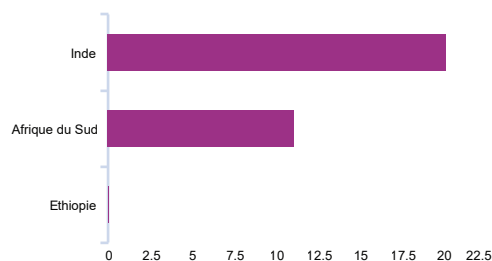
Fondation Michael et Susan Dell - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



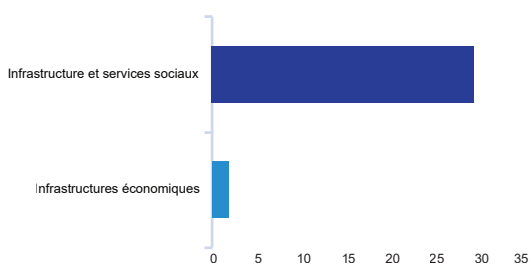
Fondation Michael et Susan Dell - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



Fondation Michael et Susan Dell - APD bilatérale par secteur, 2018

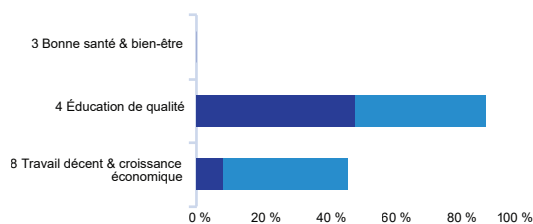
Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation Michael et Susan Dell - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018

Versements, en pourcentage

● Ciblage ODD unique ● Ciblage ODD multiples



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndmsdell>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION MONDIALE DU DIABÈTE

## Introduction

La Fondation mondiale du diabète est un bailleur de fonds de premier plan au niveau mondial, qui apporte son appui à des projets et des programmes liés à la prévention et au traitement du diabète dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire. Elle a été créée en 2002 par Novo Nordisk A/S et vise à réduire les souffrances liées à la maladie au sein des populations dont les besoins sont les plus grands.

## Financement

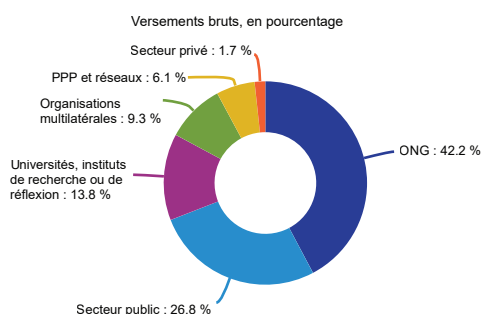
EN 2018



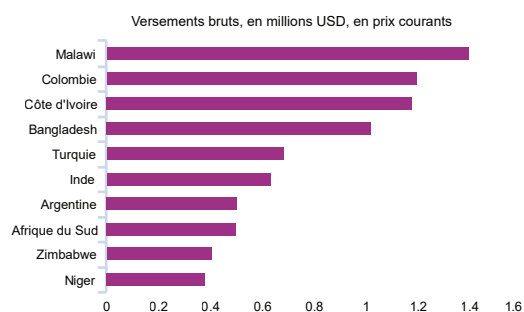
100 % au travers de dons

0 % au travers d'investissements liés à des programmes

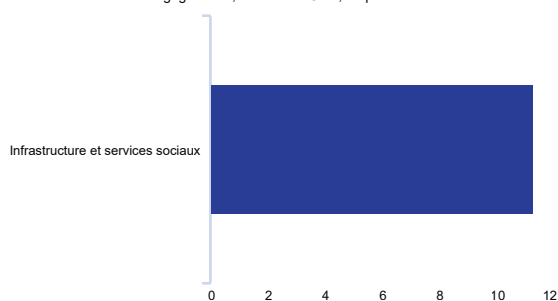
Fondation Mondiale du diabète - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018



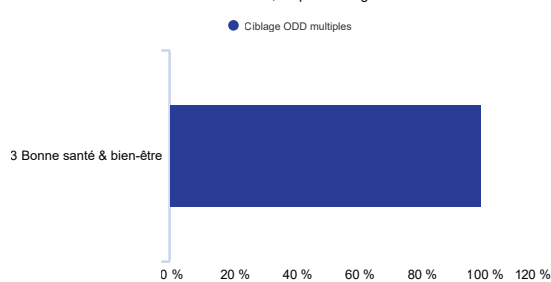
Fondation Mondiale du diabète - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Fondation Mondiale du diabète - APD bilatérale par secteur, 2018



Fondation Mondiale du diabète - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndmd>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## OAK FOUNDATION

### Introduction

La Fondation Oak a été créée en 1983 dans le but de traiter de problématiques mondiales, sociales et environnementales. Le bureau principal de la fondation se trouve en Suisse et elle possède également des bureaux au Danemark, aux États-Unis, en Inde et au Royaume-Uni.

### Financement

EN 2018



FINANCEMENT BILATÉRAL

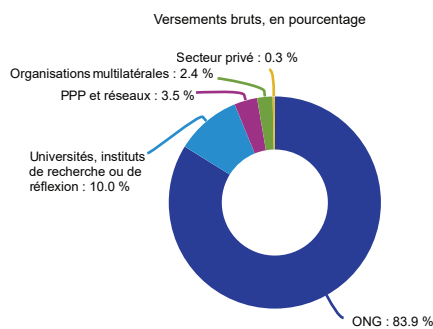


FINANCEMENT MULTILATÉRAL ÉSSENTIEL

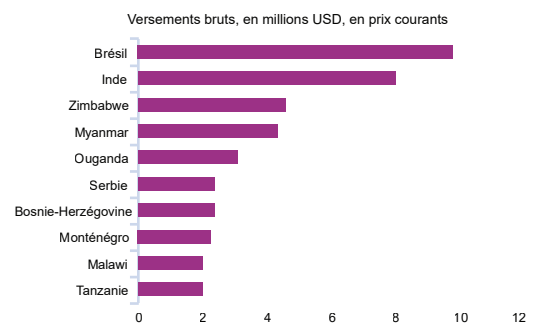
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

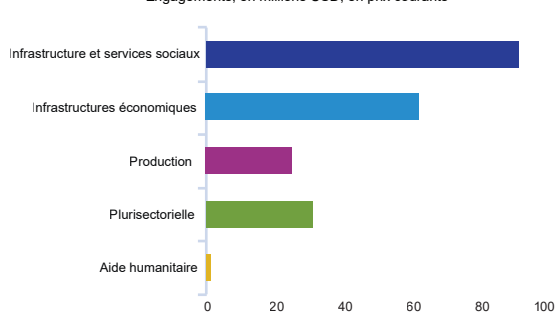
Fondation Oak - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018



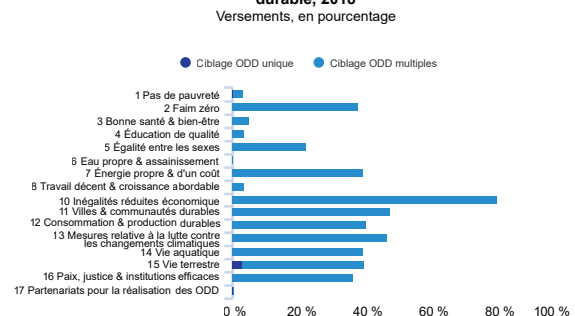
Fondation Oak - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Fondation Oak - APD bilatérale par secteur, 2018



Fondation Oak - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndoak>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE OMIDYAR NETWORK FUND, INC.

## Introduction

Omidyar Network Fund, Inc. est la branche à but non lucratif d'Omidyar Network, un réseau mondial regroupant des spécialistes de l'innovation, des chefs d'entreprise, des experts techniques, des groupes de pression, des investisseurs, des militants et des organisations déterminés à s'attaquer aux questions économiques, technologiques et sociétales les plus urgentes de notre époque. Omidyar Network, y compris la fondation, a été créé en 2004 par le fondateur de eBay, Pierre Omidyar et son épouse Pam.

## Financement

EN 2018



FINANCEMENT BILATÉRAL



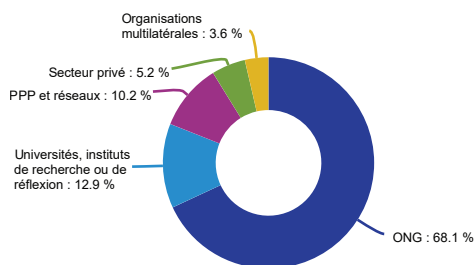
FINANCEMENT MULTILATÉRAL ÉSSentielle

**99.7 %** au travers de dons

**0.3 %** au travers d'investissements liés à des programmes

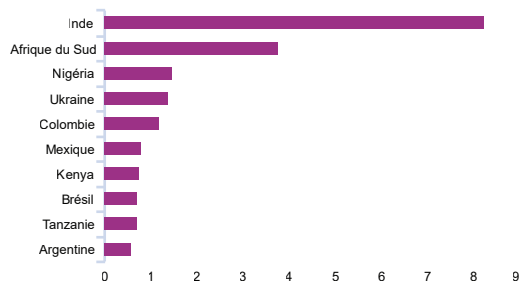
Omidyar Network Fund, Inc. - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



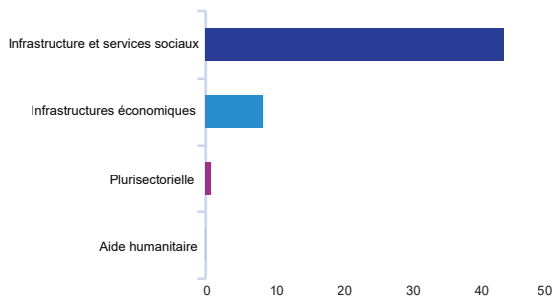
Omidyar Network Fund, Inc. - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



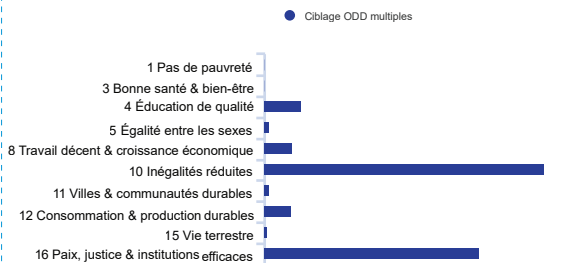
Omidyar Network Fund, Inc. - APD bilatérale par secteur, 2018

Engagements, en millions USD, en prix courants



Omidyar Network Fund, Inc. - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-omidynet>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>



# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## FONDATION ROCKEFELLER

### Introduction

La Fondation Rockefeller est une fondation privée établie à New York qui a été créée en 1913 par John D. Rockefeller, propriétaire de Standard Oil, son fils John D. Rockefeller Jr et Frederick Taylor Gates. Elle s'attache depuis lors à promouvoir le bien-être de l'humanité dans le monde.

### Financement

EN 2018

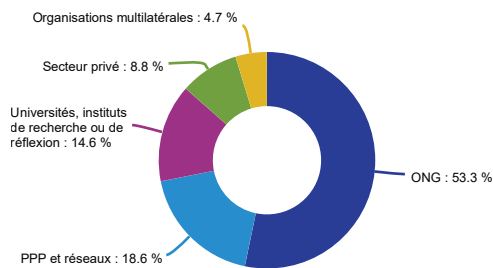


**94.4 %** au travers de dons

**5.6 %** au travers d'investissements liés à des programmes

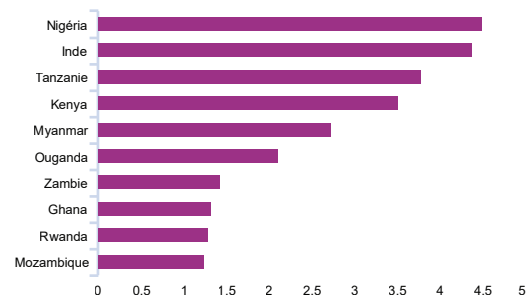
Fondation Rockefeller - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



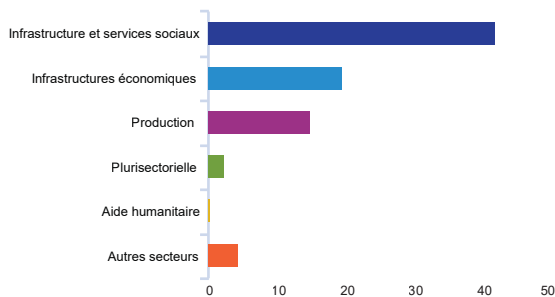
Fondation Rockefeller - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



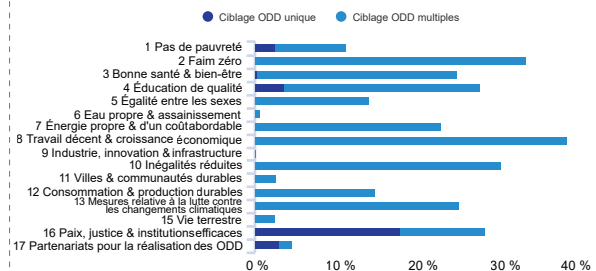
Fondation Rockefeller - APD bilatérale par secteur, 2018

Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation Rockefeller - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndrockefeller>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

\*Financement privé net du développeur: 107.1 millions de dollars.

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE

## LOTERIES UNITED POSTCODE

### Introduction

Les Loteries United Postcode sont des loteries caritatives publiques administrées par l'entreprise sociale Novamedia. Ces loteries sont financées par la vente de lots : 50 % des recettes brutes sont redistribuées à un large éventail d'organisations. Parmi les sept loteries qui fonctionnent en Allemagne, en Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède, les Postcode Lotteries néerlandaise, suédoise, britannique et norvégienne apportent un soutien considérable aux organisations qui œuvrent en faveur du développement.

### Financement

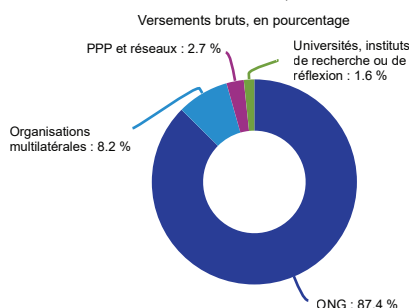
EN 2018



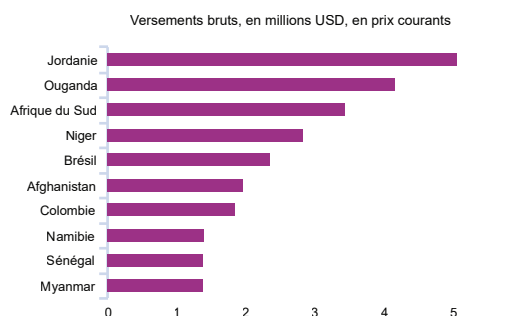
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

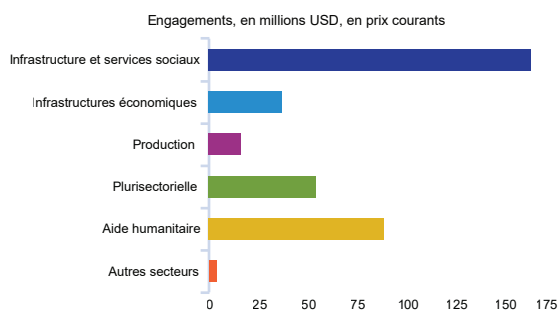
Loteries United Postcode, total - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018



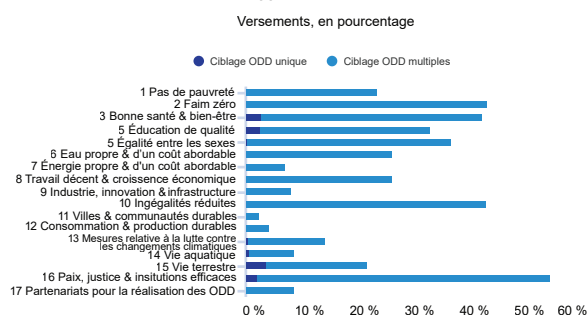
Loteries United Postcode, total - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Loteries United Postcode, total - APD bilatérale par secteur, 2018



Loteries United Postcode, total - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-upl>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE WELLCOME TRUST

## Introduction

Le Wellcome Trust est une fondation caritative indépendante créée en 1936 grâce au legs d'un industriel américain du secteur médical et pharmaceutique, Sir Henry Wellcome, et dont le siège se situe au Royaume-Uni. Guidé par la diversité des centres d'intérêt de son fondateur et par sa conviction qu'il est possible d'améliorer la santé grâce à une recherche qui génère, expérimente et explore de nouvelles idées, le Wellcome Trust s'attaque aux grands enjeux de la santé publique, œuvre à l'amélioration de la science et cherche à accroître les connaissances relatives à la science et à la médecine.

## Financement

EN 2018



FINANCEMENT BILATÉRAL

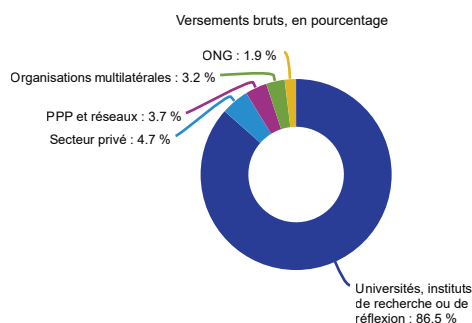


FINANCEMENT MULTILATÉRAL ÉSSentielle

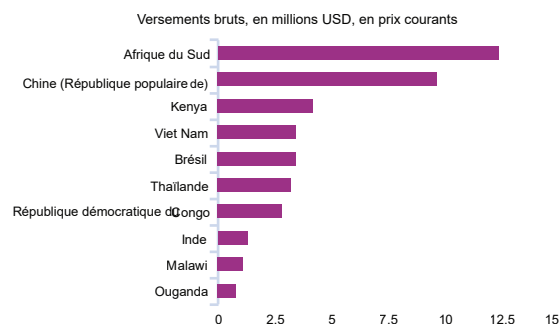
**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

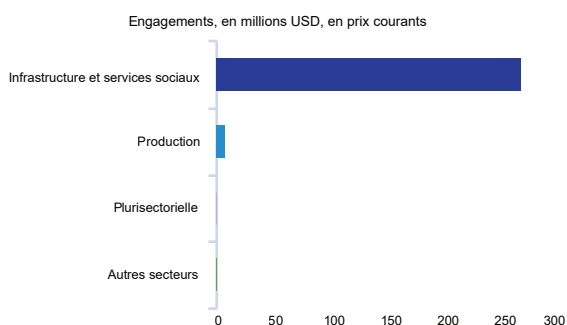
Wellcome Trust - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018



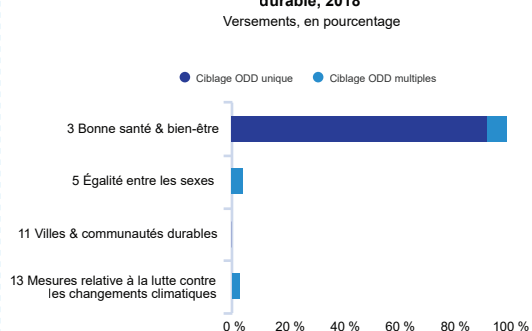
Wellcome Trust - Dix principaux bénéficiaires, 2018



Wellcome Trust - APD bilatérale par secteur, 2018



Wellcome Trust - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-wellcometrust>

La philanthropie privée pour le développement : <https://oe.cd/donnees-fondations>

# COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : APERÇU SYNTHÉTIQUE FONDATION WILLIAM ET FLORA HEWLETT

## Introduction

La Fondation William et Flora Hewlett est une fondation privée créée en 1966 aux États-Unis, dont la stratégie trouve directement son origine dans l'éthique et les valeurs de ses fondateurs, William R. Hewlett et Flora Lamson Hewlett, et leur famille. La fondation octroie des dons à un large éventail d'institutions – instituts de recherche et acteurs multilatéraux ou encore organisations locales œuvrant dans le domaine du développement.

## Financement

EN 2018



FINANCEMENT BILATÉRAL



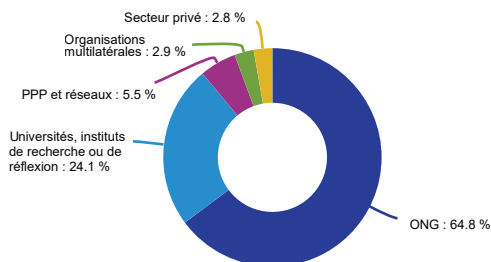
FINANCEMENT MULTILATÉRAL ÉSSentielle

**100 %** au travers de dons

**0 %** au travers d'investissements liés à des programmes

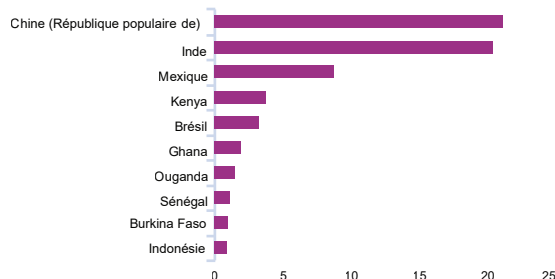
Fondation William et Flora Hewlett - APD bilatérale par canal d'acheminement, 2018

Versements bruts, en pourcentage



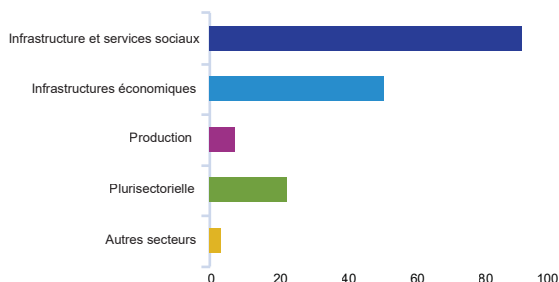
Fondation William et Flora Hewlett - Dix principaux bénéficiaires, 2018

Versements bruts, en millions USD, en prix courants



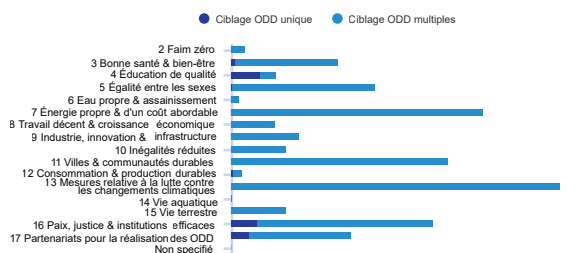
Fondation William et Flora Hewlett - APD bilatérale par secteur, 2018

Engagements, en millions USD, en prix courants



Fondation William et Flora Hewlett - Ciblage des Objectifs de développement durable, 2018

Versements, en pourcentage



Profil intégral : <https://oe.cd/il/coop-dev-fndwfhwlett>

La philanthropie privée pour le développement: <https://oe.cd/donnees-fondations>

**NOTES MÉTHODOLOGIQUES SUR LES PROFILS  
DE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT  
EN UN CLIN D'ŒIL 2020**

**Observation générale** : sauf indication contraire, et à l'exception des données sur l'allocation sectorielle de l'aide publique au développement (APD) et sur l'APD à l'appui de l'égalité femmes-hommes et des objectifs environnementaux (dont les chiffres renvoient à des engagements), tous les chiffres figurant dans les profils se réfèrent aux versements bilatéraux bruts. Toutes les données présentées dans les profils sont accessibles au public sur <http://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/> et [effectivecooperation.org](http://www.oecd.org/fr/cooperation/).

La présente annexe décrit la méthodologie et les sources utilisées pour : la méthodologie de l'équivalent don d'APD, les instruments de financement (dons et apports hors dons), les dotations allouées aux organisations multilatérales, le degré d'orientation vers les Objectifs de développement durable, l'APD bilatérale par canal d'acheminement, l'APD bilatérale non spécifiée/non ventilée, l'APD aux pays les moins avancés, l'aide bilatérale ventilable, le marqueur relatif à l'égalité femmes-hommes, les marqueurs relatifs à l'environnement, les financements mobilisés auprès du secteur privé, l'APD versée par l'intermédiaire d'organismes publics, et le financement privé à l'appui du développement. Toutes les sources et méthodologies relatives à l'APD, décrites dans les sections suivantes, s'appliquent également au concept de financement privé à l'appui du développement tel qu'il est utilisé dans les profils des fondations philanthropiques.

## MÉTHODOLOGIE DE L'ÉQUIVALENT DON D'APD

En 2014, les membres du CAD de l'OCDE ont décidé de moderniser la notification des prêts concessionnels et d'évaluer l'élément de libéralité en appliquant des taux d'actualisation différenciés selon le groupe de revenu, et en introduisant un système

d'équivalent-don pour le calcul des chiffres de l'APD. Au lieu de comptabiliser les apports effectifs de ressources d'un donneur à un pays destinataire, les membres du CAD sont convenus que le chiffre global de l'APD serait calculé sur la base des équivalents-don des prêts au titre de l'aide, c'est-à-dire la « part offerte » des prêts, exprimée en valeur monétaire. La méthodologie de l'équivalent-don présente l'avantage de permettre une comparaison plus réaliste de l'effort consenti par l'octroi de prêts et de dons, et d'encourager le recours à des dons ou à des prêts hautement concessionnels (à des conditions très libérales), en particulier à destination des pays à faible revenu.

En 2016, les membres du CAD ont également décidé d'appliquer la méthode de l'équivalent-don à des instruments autres que les dons, tels que les titres de participation ou les instruments du secteur privé (ISP) afin de mieux rendre compte de l'effort consenti par les donateurs. Si les membres du CAD se sont accordés sur une méthode de calcul de l'équivalent-don des prêts du secteur public et des prêts aux institutions multilatérales, ils ne sont pas encore parvenus à un accord sur la méthode de calcul de l'équivalent-don d'APD pour les prises de participation, les ISP et les opérations d'allègement de la dette. En attendant qu'un accord soit trouvé, les membres du CAD ont décidé de modalités provisoires de notification pour les ISP, selon lesquelles soit les contributions à des institutions de financement du développement (IFD) et d'autres structures recourant aux ISP peuvent être comptabilisées à leur valeur nominale (approche institutionnelle), soit les prêts et prises de participation directement négociés avec des entités du secteur privé peuvent être comptabilisés sur la base des flux financiers (approche fondée sur les instruments), le produit de toute cession de participations étant plafonné à la valeur de l'investissement initial. En 2019, les membres du CAD poursuivront leurs travaux, avec le soutien

du Secrétariat de l'OCDE, afin de parvenir à un accord, pour rendre la notification des ISP et des opérations d'allègement de la dette conforme à la nouvelle méthode de l'équivalent-don.

Les modifications apportées à la méthodologie du calcul de l'APD prennent effet en 2019 avec la publication des données préliminaires de l'APD pour 2018.

La mise en œuvre de la méthodologie de l'équivalent-don se traduit par une augmentation des niveaux d'APD pour 2018 de 2.5 % pour l'ensemble des pays du CAD pris collectivement, l'impact sur les chiffres de chacun des pays allant de 40.8 % pour le Japon, 14.2 % pour le Portugal et 11.4 % pour l'Espagne à -2.7 % pour la Corée, -2.8 % pour la France, -2.9 % pour la Belgique et -3.5 % pour l'Allemagne. L'application de la méthode de l'équivalent-don pour calculer l'APD aboutit, pour 2019, à des niveaux d'APD de 3.7 % supérieurs pour l'ensemble des pays du CAD, les effets sur les chiffres de certains pays étant significatifs : Japon (+33 %), Portugal (+8 %) et Espagne (+9 %).

Les nouveaux chiffres globaux de l'APD calculée sur la base de « l'équivalent-don » ne sont plus comparables avec les séries rétrospectives fondées sur les « flux financiers ». Selon cette dernière formule en effet, l'apport net de capitaux sur la durée de vie d'un prêt était nul car les remboursements du principal étaient déduits au moment où ils intervenaient ; les paiements d'intérêts n'étaient pas pris en compte. Selon la méthode de l'équivalent-don, tant les remboursements d'intérêts que les remboursements du principal sont pris en compte, mais à leur valeur actualisée.

Par souci de transparence, l'OCDE continuera de publier également les données d'APD calculée sur la base des flux financiers, qui ne correspondent pas toutefois aux chiffres globaux de l'APD, pour mesurer la performance des donateurs en volume ou en pourcentage du revenu national brut (RNB).

## **INSTRUMENTS DE FINANCEMENT (DONS ET INSTRUMENTS AUTRES QUE LES DONS)**

Dans les statistiques du CAD, les instruments de financement classés comme dons comprennent : les dons, les souscriptions en capital, les annulations de dette, les bonifications d'intérêt et autres subventions. Les instruments de financement autres que les dons englobent les prêts, les dons remboursables, les rééchelonnements de dette, les titres d'emprunt (obligations et titres garantis par des actifs), les instruments de financement mezzanine, les prises de participation et les parts dans des organismes de placement collectif.

## **DOTATIONS ALLOUÉES AUX ORGANISATIONS MULTILATÉRALES**

L'expression renvoie à l'ensemble des fonds destinés aux organisations multilatérales ou acheminés par leur intermédiaire. Elle englobe les contributions au budget central d'organisations multilatérales et les ressources préaffectées qui transitent par ces dernières (également désignées comme ressources hors budget central ou financement multilatéral).

Les contributions au budget central d'organisations multilatérales sont des ressources fournies à des organisations multilatérales que leurs organes de direction peuvent sans réserve utiliser aux fins qui leur semblent appropriées, dans les limites imposées par le mandat de chaque organisation.

Les contributions préaffectées sont des ressources acheminées par le canal d'organisations multilatérales sur lesquelles le donneur garde un droit de regard quant aux



décisions concernant l'affectation des fonds. Ces apports peuvent être préaffectés à un pays, un projet, une région, un secteur ou un thème précis et font techniquement partie de l'APD bilatérale.

Pour en savoir plus, voir la note méthodologique sur le suivi de la coopération pour le développement transitant par les institutions internationales dans les statistiques du CAD : <https://www.oecd.org/dac/stats/tracking-flows-through-international-institutions.htm>

## ORIENTATION VERS LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'orientation vers les Objectifs de développement durable est un champ notifié sur une base volontaire dans le Système de notification des pays créanciers (SNPC) à compter de 2019 pour les apports de 2018, ce qui explique que la couverture puisse en être incomplète. Jusqu'à 10 objectifs (ou cibles) de développement durable peuvent être notifiés au regard de chaque activité d'aide dans le SNPC. La part de l'aide en lien avec les ODD est égale à la somme de l'ensemble des engagements d'APD bilatérale associés par un marqueur à un ODD spécifique divisée par la somme de l'ensemble des engagements bilatéraux. Le graphique « Degré d'orientation de l'APD vers les Objectifs de développement durable » distingue la part de l'APD bilatérale associée par un marqueur à un ODD donné et la part associée par un marqueur à deux ou trois ODD, ce qui permet de visualiser les recouvrements entre ODD. La part de l'APD bilatérale notifiée comme ne contribuant à la réalisation d'aucun ODD est visualisée comme « non marquée ». Étant donné que les activités peuvent être simultanément associées par un marqueur à plus d'un ODD, la somme des parts de tous les ODD est généralement supérieure à 100 %, et les parts relatives à différents ODD ne doivent donc pas être additionnées. Pour

plus d'informations sur la méthodologie, voir : [https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT\(2018\)41/REV1/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DCD/DAC/STAT(2018)41/REV1/en/pdf).

## APD BILATÉRALE PAR CANAL D'ACHEMINEMENT

Chaque canal d'acheminement garde trace des financements bilatéraux acheminés par l'intermédiaire d'organisations multilatérales, d'ONG, de PPP ou autres canaux. Une distinction est faite entre les partenaires d'exécution publics et privés. Le canal d'acheminement renvoie au premier partenaire dans la mise en œuvre. C'est l'entité à laquelle est confiée la responsabilité de la mise en œuvre des fonds, qui est en principe liée à l'organisme d'exécution par un contrat ou autre accord contraignant, et c'est à lui qu'elle doit rendre compte. Lorsque plusieurs niveaux de mise en œuvre sont concernés (par exemple, lorsque l'organisme qui verse les fonds fait appel à un partenaire d'exécution national qui lui-même s'adresse à un partenaire d'exécution local), c'est le premier niveau d'exécution qui est notifié comme canal d'acheminement. Si les activités sont mises en œuvre par plusieurs entités, c'est le partenaire principal qui est concerné par la notification (par exemple, l'entité qui reçoit la plus forte proportion du financement). Dans le cas de prêts, c'est l'emprunteur (c'est-à-dire la première entité en dehors du pays donneur qui reçoit les fonds) qui est notifié comme canal d'acheminement.

Les canaux d'acheminement sont identifiés par des codes. Les intitulés et les définitions correspondant aux codes-canal figurent dans les directives pour l'établissement des rapports statistiques du CAD (le code attribué aux organisations multilatérales relève de la série des 40000, les universités, instituts de recherche ou centres de réflexion de la série des 50000). La version la plus récente se trouve dans

la liste des codes, onglet « codes-canal », accessible au <http://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/listesdecodesducadetsnpc.htm>.

Par *institutions du secteur public*, on entend les services de l'administration centrale, des États et des collectivités locales (ex. : les municipalités) et les entreprises publiques dans les pays donateurs ou destinataires. Les entreprises publiques renvoient aux entreprises où l'État détient plus de la moitié des actions assorties de droits de vote ou contrôle plus de la moitié des votes des détenteurs d'actions ; ou lorsqu'une législation spécifique permet à l'État de déterminer la politique de l'entreprise ou de nommer les administrateurs.

Par *institutions du secteur privé*, on entend les institutions « à but lucratif », les consultants et les sociétés de conseil qui n'entrent pas dans le champ couvert par la définition d'une institution du secteur public (voir plus haut).

## APD BILATÉRALE NON SPÉCIFIÉE/NON VENTILÉE

Certaines activités peuvent bénéficier à plusieurs pays destinataires. Les projets et programmes régionaux sont à notifier dans la catégorie « régional/multi-pays » la plus spécifique possible (ex. : sud du Sahara), et ne sont pas attribués à un pays destinataire en particulier.

La catégorie « bilatérale, non ventilée » est utilisée lorsqu'une activité bénéficie à plusieurs régions. Elle renvoie également à diverses activités menées dans des pays donateurs (ex. : coûts administratifs non comptabilisés par ailleurs).

## APD AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS

L'APD aux pays les moins avancés (PMA) est présentée de différentes manières. Les

apports bilatéraux rendent compte des fonds fournis directement par un pays donneur à un pays destinataire de l'aide.

Cependant, pour calculer l'effort d'APD total fourni par un donneur au regard de l'objectif défini par les Nations Unies pour les PMA, il faut réimputer aux bailleurs de fonds des organisations multilatérales les montants d'aide acheminée par ces organismes, sur la base d'une estimation des montants concernés. Pour en savoir plus sur les apports multilatéraux imputés, voir : <http://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/oecdmethodologyforcalculatingimputedmultilateraloda.htm>.

## AIDE BILATÉRALE VENTILABLE

L'aide bilatérale ventilable est la base de calcul utilisée pour l'ensemble des marqueurs (marqueur relatif à l'égalité femmes-hommes et marqueurs relatifs à l'environnement). Elle couvre l'APD bilatérale, de laquelle relèvent plusieurs types d'aide : A02 (soutien budgétaire sectoriel), B01 (contribution au budget régulier des ONG), B03 (fonds à objet spécifique gérés par une organisation internationale), B04 (financements groupés), C01 (projets), D01 (personnel du pays donneur), D02 (autres formes d'assistance technique) et E01 (bourses dans le pays donneur).

## MARQUEUR RELATIF À L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Le marqueur de l'aide à l'appui de l'égalité femmes-hommes est un outil statistique permettant de mesurer les efforts d'aide axés sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les activités sont classées selon que l'égalité femmes-hommes en constitue l'objectif principal (primaire) ou un objectif significatif, c'est-à-dire important mais secondaire, ou qu'elle n'a pas été retenue

comme objectif (activités « non orientées »). Dans les profils des membres du CAD, la base de calcul renvoie à l'aide bilatérale, ventilable et **passée au crible du marqueur**.

*Source* : OCDE (2019), « Projets d'aide visant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (CRS) », Statistiques de l'OCDE sur le développement international (base de données), [https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=DV\\_DCD\\_GENDER&lang=fr](https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=DV_DCD_GENDER&lang=fr).

## MARQUEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

Le graphique « Efforts axés sur les objectifs climatiques et environnementaux par secteur » présenté dans chaque profil de fournisseur élimine les chevauchements entre les marqueurs Rio et les marqueurs relatifs à l'environnement : l'aide liée au climat y est représentée comme une sous-catégorie de l'aide totale en faveur de l'environnement ; l'aide relative à la biodiversité et l'aide au titre de la lutte contre la désertification sont aussi incluses (soit par chevauchement de l'aide liée au climat, soit au titre des apports complémentaires – autres apports – d'aide en faveur de l'environnement), mais elles ne sont pas indiquées séparément afin de préserver la lisibilité du graphique. Une activité peut avoir plusieurs objectifs stratégiques à la fois. La raison en est que les objectifs des trois conventions de Rio (de portée mondiale) et les objectifs environnementaux locaux se renforcent mutuellement. Une même activité peut être signalée comme portant, par exemple, sur l'atténuation du changement climatique et la biodiversité, ou sur la biodiversité et la lutte contre la désertification.

L'aide en lien avec le climat recouvre à la fois l'aide à l'appui de l'atténuation du changement climatique et l'aide en faveur de l'adaptation au changement climatique. Dans les profils des membres du CAD, la base de calcul est l'APD bilatérale ventilable. Pour

plus de précisions, voir : <http://www.oecd.org/fr/cad/environnement-developpement/conventionsrio.htm>.

*Source* : OCDE (2019), « Activités d'aide visant les objectifs environnementaux mondiaux », Statistiques de l'OCDE sur le développement international (base de données), <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=RIOMARKERS>.

## FINANCEMENTS MOBILISÉS AUPRÈS DU SECTEUR PRIVÉ

Dans les statistiques du CAD de l'OCDE, on entend par mobilisation la stimulation, par des mécanismes/interventions spécifiques de financement, d'apports de ressources additionnelles à l'appui du développement. Les méthodologies relatives à la notification des apports mobilisés sont définies instrument par instrument (voir l'Annexe 6 du document DCD/DAC/STAT(2018)9/ADD1/FINAL), mais elles se conforment globalement aux principes de causalité entre les financements privés mobilisés en vue d'un projet spécifique et une intervention du secteur public, et d'une attribution au pro rata de façon à éviter le double comptage dans les cas où plus d'un fournisseur public intervient dans le cadre d'un projet mobilisant des financements privés. Les apports mobilisés auprès du secteur privé couvrent l'ensemble des financements privés mobilisés à la faveur d'interventions publiques de financement du développement indépendamment de l'origine des fonds privés (pays fournisseur, pays destinataire, pays tiers). L'objet de la collecte de données par le CAD de l'OCDE sur les financements mobilisés auprès du secteur privé est double : i) améliorer les données relatives au volume des ressources mises à la disposition des pays en développement (perspective « pays destinataire ») ; et ii) valoriser l'utilisation par le secteur public de mécanismes ayant un effet mobilisateur (perspective « fournisseur »). Les données sont obtenues dans le cadre de

l'exercice de notification auprès du SNPC pour les instruments de financement suivant : prêts consortiaux, garanties, parts dans des organismes de placement collectif, investissement direct dans des entreprises / structures ad hoc de financement de projets, et lignes de crédit. Des travaux sont en cours pour élargir le champ de cette mesure afin d'y inclure également les accords de cofinancement, y compris sous la forme d'assistance technique.

## **APD VERSÉE PAR L'INTERMÉDIAIRE D'ORGANISMES PUBLICS**

L'organisme d'exécution est l'entité publique (organisme ou service relevant de l'administration centrale, de l'administration d'États ou d'administrations locales) qui finance l'activité sur ses propres ressources budgétaires. C'est le titulaire du budget, qui contrôle l'activité pour son propre compte.

## **FINANCEMENT PRIVÉ DU DÉVELOPPEMENT**

Le financement privé du développement (FPD) comprend les transactions transfrontalières effectuées par le secteur privé et qui ont pour objectif principal la promotion du développement économique et de la prospérité des pays et territoires figurant dans la Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et qui proviennent de fondations ou d'autres ressources propres d'organisations privées, notamment de dotations, donations d'entreprises ou de particuliers (y compris de particuliers très fortunés et autres financements participatifs), héritages, legs, ainsi que de revenus provenant de redevances, d'investissements (y compris titres d'État), de dividendes, de loteries ou d'autres sources comparables. Pour en savoir plus, voir <http://www.oecd.org/fr/developpement/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/au-dela-apd-philanthropie-privee.htm>.



# Coopération pour le développement 2020

## APPRENDRE DES CRISES, RENFORCER LA RÉSILIENCE

Les effets dévastateurs du coronavirus (COVID-19) sur les pays en développement ont mis à l'épreuve les limites, l'ingéniosité et la flexibilité de la coopération au développement, tout en révélant de bonnes pratiques. Cette 58ème édition du rapport *Coopération pour le développement* présente les premières réflexions des dirigeants, des membres de l'OCDE, des experts et de la société civile sur les implications du coronavirus (COVID-19) pour la solidarité mondiale en 2021 et au-delà. Le rapport suggère des pistes d'action pour l'ensemble de la communauté internationale du développement en vue d'une action audacieuse et d'une réforme systémique. L'objectif est de mettre en place des systèmes nationaux et internationaux résistants, capables de faire face aux chocs mondiaux et de fournir et protéger les biens publics mondiaux, tout en poursuivant les actions de fond en faveur du développement durable. Il comprend également un panorama actualisé de la coopération pour le développement, étayé par les données de plus de 80 fournisseurs, membres de l'OCDE et du Comité d'aide au développement, mais aussi d'autres pays ou encore des fondations philanthropiques.



IMPRIMÉ ISBN 978-92-64-57472-4  
PDF ISBN 978-92-64-96666-6



9 789264 574724